ORGANISATION MONDIALE

DU COMMERCE

WT/DS246/R
1er décembre 2003

(03-6284)

Original: anglais

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES – CONDITIONS D'OCTROI DE PRÉFÉRENCES TARIFAIRES AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Rapport du Groupe spécial

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 1

II. ASPECTS FACTUELS 3

A. LE SCHÉMA DE PRÉFÉRENCES TARIFAIRES GÉNÉRALISÉES ADOPTÉ PAR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES 3
B. LE RÉGIME GÉNÉRAL 3
C. LE RÉGIME CONCERNANT LES DROGUES 4

III. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES 5

IV. ARGUMENTS DES PARTIES 6

A. PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DE L'INDE 6
1. Éléments factuels 6
2. Arguments juridiques 8
a) Le régime concernant les drogues est incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994 8
b) Les Communautés européennes ont demandé une dérogation et ont mis en œuvre le régime concernant les drogues sans avoir obtenu de dérogation 9
c) Il incombe aux Communautés européennes de justifier le régime concernant les drogues au titre de la Clause d'habilitation 10
d) Le régime concernant les drogues ne peut être justifié au titre de la Clause d'habilitation 13
B. PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES 15
1. La Clause d'habilitation 15
a) La Clause d'habilitation exclut l'application de l'article I:1 du GATT 15
b) La Clause d'habilitation n'impose pas l'obligation d'accorder le traitement NPF sans condition aux pays en développement 16
i) La Clause d'habilitation n'impose pas l'obligation d'accorder un "traitement différencié et plus favorable" à tous les pays en développement sur une base NPF 16
ii) La Clause d'habilitation n'impose pas l'obligation d'accorder un traitement différencié et plus favorable "sans condition" 17
iii) En tout état de cause, le régime concernant les drogues est "sans condition" 17
c) Le régime concernant les drogues est compatible avec la Clause d'habilitation 19
i) Le régime concernant les drogues est "sans ... discrimination" 19
ii) Le régime concernant les drogues est "avantageux pour les pays en voie de développement" 23
iii) Le régime concernant les drogues répond de manière positive aux besoins des pays en développement 25
2. Article XX b) du GATT de 1994 25
a) Introduction 25
b) Le régime concernant les drogues est nécessaire à la protection de la santé et de la vie des personnes 25
i) Les drogues représentent un risque pour la santé et la vie des personnes 25
ii) Le régime concernant les drogues est "nécessaire" pour lutter contre la production et le trafic de drogues 26
c) Le régime concernant les drogues est appliqué d'une manière compatible avec le texte introductif 27
i) Discrimination arbitraire ou injustifiable 27
ii) Restriction déguisée 28
C. DÉCLARATION ORALE DE L'INDE À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL 28
1. Arguments procéduraux 28
a) Représentation conjointe de l'Inde et du Paraguay par le même personnel du Centre consultatif sur la législation de l'OMC 28
2. Arguments quant au fond 29

D. DÉCLARATION ORALE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL 35
1. Arguments procéduraux 35
a) Représentation conjointe de l'Inde et du Paraguay par le même personnel du Centre consultatif sur la législation de l'OMC 35
2. Arguments quant au fond 36
a) Implications du présent différend 36
b) La Clause d'habilitation 37
c) Article XX du GATT de 1994 38
E. DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DE L'INDE 39
1. Le régime concernant les drogues est incompatible avec l'article I:1 et c'est aux Communautés européennes qu'incombe la charge de la preuve au titre de la Clause d'habilitation 39
2. La Clause d'habilitation n'exclut pas l'application de l'article I:1 mais autorise une dérogation limitée à cet article 42
3. "sans ... discrimination" 44
a) Introduction 44
b) Contexte fourni par le GATT de 1994 44
c) Contexte fourni par les paragraphes 2 d) et 2 b) 44
d) Contexte fourni par l'expression "the developing countries" (de pays en voie de développement) au paragraphe 2 a) 45
e) Contexte et historique de la rédaction fournis par les instruments de la CNUCED 45
f) Contexte fourni par le paragraphe 3 c) 46
g) Contexte fourni par le mot "généralisé" 47
h) Implications pour le système multilatéral de l'OMC 47
4. Le régime concernant les drogues n'est pas appliqué "sans ... discrimination" 48
5. Le régime concernant les drogues n'est pas justifié au titre de l'article XX 49
a) Le régime concernant les drogues ne constitue pas une mesure relevant de l'article XX b) 49
b) Le régime concernant les drogues n'est pas "nécessaire" au sens de l'article XX b) 50
c) Le régime concernant les drogues ne satisfait pas aux prescriptions du texte introductif de l'article XX 51
F. DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES 52
1. Relation entre l'article I:1 du GATT et la Clause d'habilitation 52
a) Traitement spécial et différencié 52
b) Historique de la rédaction de la Décision de 1971 52
c) "Droits positifs"/"exceptions" 52
d) "Droit autonome"/"moyen de défense affirmatif" 53
2. La Clause d'habilitation 53
a) Paragraphe 1 53
i) "Autres [Membres]" 53
ii) "Sans condition" 54
b) Expression "sans ... discrimination" figurant au paragraphe 2 a) 54
i) Sens ordinaire 54
ii) Contexte 54
iii) Objet et but 55
iv) Historique de la rédaction 56
v) Rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire CE – Bananes III 57
c) Expression "sans ... réciprocité" figurant au paragraphe 2 a) 57
d) Terme "avantageux" figurant au paragraphe 2 a) 57
e) Paragraphe 3 c) 58
3. Article XX du GATT de 1994 58
a) Les drogues représentent un risque pour la vie ou la santé des personnes 58
b) Le régime concernant les drogues est nécessaire pour lutter contre la production et le trafic de drogues 59
i) Les valeurs poursuivies par le régime concernant les drogues 59
ii) Contribution du régime concernant les drogues à la protection de la santé et de la vie des personnes 59
iii) Il n'existe pas d'autres options moins restrictives 61
c) Le régime concernant les drogues est appliqué d'une manière compatible avec le texte introductif 61

G. DÉCLARATION ORALE DE L'INDE À LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL 62
1. Introduction *62*
2. L'attribution de la charge de la preuve *63*
3. La relation entre la Clause d'habilitation et l'article I:1 du GATT de 1994 ..... *63*
4. L'interprétation juridique de l'expression "sans ... discrimination" et les arrangements de la CNUCED *64*
5. Le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation *65*
6. Arguments subsidiaires sur la non-discrimination *67*
H. DÉCLARATION ORALE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES À LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL 68
1. Relation entre l'article I:1 du GATT et la Clause d'habilitation *68*
a) La Clause d'habilitation n'est pas un "moyen de défense affirmatif" 68
i) La Clause d'habilitation reconnaît un "droit autonome" 68
ii) La Clause d'habilitation impose des "obligations positives" 68
iii) Des groupes spéciaux antérieurs n'ont pas considéré que la Clause d'habilitation constituait un moyen de défense affirmatif 69
iv) Le rapport de l'Organe d'appel Brésil – Aéronefs étaye la position des Communautés européennes 69
b) La charge de prouver que l'article I:1 du GATT s'applique au régime concernant les drogues incombe à l'Inde 69
c) La Clause d'habilitation exclut l'application de l'article I:1 du GATT 70
d) Le sens de l'expression "sans condition" figurant dans l'article I:1 du GATT 70
2. La Clause d'habilitation *71*
a) Le sens de l'expression "sans ... discrimination" figurant au paragraphe 2 a) 71
i) Le contexte du GATT 71
ii) Le paragraphe 2 d) 71
iii) L'utilisation de l'article défini "the" (les) devant "developing countries" (pays en voie de développement) 71
iv) Les arrangements de la CNUCED 71
v) Le paragraphe 3 c) et les arguments politiques 72
b) Le régime concernant les drogues est "sans ... discrimination" 72
3. Article XX du GATT de 1994 ..... *72*
a) Le régime concernant les drogues est "nécessaire" à la protection de la santé et de la vie des personnes 72
b) Le régime concernant les drogues est appliqué d'une manière compatible avec le texte introductif 73

V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES 73

A. COMMUNAUTÉ ANDINE 73
1. Introduction *73*
2. Le présent différend a des implications importantes pour la Communauté andine *74*
3. La Clause d'habilitation joue un rôle central dans le cadre du régime GATT/OMC pour les pays en développement et en tant que régime indépendant *78*
4. Expression "autres parties contractantes" figurant au paragraphe 1 ..... *80*
5. Paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation *80*
6. L'interprétation de l'expression "sans ... discrimination" figurant dans la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation *81*
B. COSTA RICA 82
1. Introduction *82*
2. Le présent différend a des implications importantes pour le Costa Rica *83*
3. La Clause d'habilitation n'interdit pas l'octroi d'un traitement tarifaire préférentiel à certains pays en développement *83*
4. La Clause d'habilitation exige que les pays donneurs opèrent une différenciation entre les pays en développement *85*
5. Le régime concernant les drogues établi par les Communautés européennes est non discriminatoire *86*
6. Le paragraphe 3 b) de la Clause d'habilitation interdit que le traitement préférentiel constitue une entrave à la réduction ou à l'élimination de droits de douane ou d'autres restrictions au commerce sur une base NPF *87*

C. PAYS D'AMÉRIQUE CENTRALE: EL SALVADOR, GUATEMALA, HONDURAS ET NICARAGUA 87
1. Introduction *87*
2. Désignation des bénéficiaires du régime concernant les drogues et évaluation de la gravité du problème de la drogue en Amérique centrale *87*
3. La Clause d'habilitation est applicable au régime concernant les drogues *88*
4. Le régime concernant les drogues est une réponse positive aux besoins des pays en développement *89*
D. MAURICE 89
1. Introduction *89*
2. La charge de la preuve incombe à l'Inde *90*
3. Le régime concernant les drogues est non discriminatoire *90*
4. Le régime concernant les drogues est justifié moyennant le recours à l'article XX b) du GATT de 1994 ..... *91*
E. PAKISTAN 91
1. Introduction *91*
2. L'article I:1 du GATT de 1994 ne s'applique pas à la Clause d'habilitation *91*
3. Le régime concernant les drogues n'exige pas de dérogation *92*
4. L'inclusion du Pakistan dans le régime concernant les drogues ne vise pas à servir les objectifs de la politique des Communautés européennes *92*
F. PANAMA 92
1. Introduction *92*
2. Le présent différend a des implications importantes pour le Panama *93*
3. La Clause d'habilitation est rédigée sous forme d'instrument séparé et distinct des dispositions de l'article I:1 du GATT de 1994 ..... *93*
4. Le régime concernant les drogues ne contrevient pas à l'article I:1 du GATT de 1994, ni au paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation *94*
5. La Clause d'habilitation autorise une différenciation entre les bénéficiaires sans qu'une discrimination soit établie *94*
6. Le régime concernant les drogues est une réponse positive aux besoins du développement du Panama et est étayé par le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation *95*
G. PARAGUAY 96
1. Introduction *96*
2. Question préliminaire de la représentation conjointe *96*
3. Préoccupations d'ordre systémique *97*
a) L'élimination de la discrimination constitue un objectif fondamental du système commercial multilatéral 97
b) La question de la discrimination sur la base de "critères objectifs" ne doit pas être examinée par le Groupe spécial 98
c) En tout état de cause, la Clause d'habilitation ne permet pas d'opérer une différenciation en ce qui concerne le traitement entre les pays en développement dans le contexte des schémas SGP 98
d) Le mécanisme de dérogation apporte la flexibilité voulue 101
4. Préoccupations spécifiquement liées à la situation du Paraguay *102*
5. Conclusion *103*
H. ÉTATS-UNIS 103
1. Introduction *103*
2. La question préliminaire de la représentation juridique *104*
3. La Clause d'habilitation exclut l'application de l'article I:1 du GATT de 1994 ..... *104*
4. "Tous" les pays en développement *106*
5. La référence faite par la Clause d'habilitation à l'expression "sans ... discrimination" *106*
6. Article XX du GATT de 1994 ..... *108*

VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE 109

A. INTRODUCTION 109
B. OBSERVATIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES 109
1. Représentation conjointe de l'Inde et du Paraguay *109*
2. Paragraphe 3 c) *110*

3. Expression "sans … discrimination" figurant dans la note de bas de page 3 ..... *113*
4. Paragraphe 2 a) *115*
5. Opinion dissidente *115*

VII. CONSTATATIONS **117**

A. QUESTIONS PROCÉDURALES 117
1. Représentation conjointe de l'Inde et du Paraguay *118*
a) Introduction 118
b) Conflit d'intérêts 119
c) Confidentialité 120
d) Gommage de la distinction entre parties et tierces parties 121
B. ALLÉGATIONS DES PARTIES 121
C. LA NATURE DE LA CLAUSE D'HABILITATION ET SA RELATION AVEC L'ARTICLE I:1 DU GATT DE 1994 122
1. Introduction *122*
2. Arguments des parties *123*
3. Analyse faite par le Groupe spécial *124*
a) Nature de la Clause d'habilitation 124
b) Charge de la preuve au titre de la Clause d'habilitation 126
c) Applicabilité de l'article I:1 127
d) Jurisprudence pertinente 129
e) Pertinence de l'importance de l'objectif de politique visé 130
4. Résumé des constatations concernant la nature de la Clause d'habilitation et sa relation avec l'article I:1 ..... *130*
D. POINT DE SAVOIR SI LE RÉGIME CONCERNANT LES DROGUES EST INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE I:1 131
E. POINT DE SAVOIR SI LE RÉGIME CONCERNANT LES DROGUES EST JUSTIFIÉ AU TITRE DE LA CLAUSE D'HABILITATION 132
1. Introduction *132*
2. Paragraphe 3 c) *134*
a) Arguments des parties 134
b) Analyse faite par le Groupe spécial 137
i) Introduction 137
ii) Statut des Conclusions concertées pour l'interprétation de la Clause d'habilitation 138
iii) Éventail des produits visés et importance des réductions tarifaires dans le cadre des Conclusions concertées 140
iv) Répondre de manière positive aux besoins du développement des pays en développement 142
v) Point de savoir si un schéma SGP peut être accordé à moins que la totalité des pays en développement 142
vi) Mécanismes de sauvegarde 143
vii) Paragraphe 2 d) 145
c) Résumé des constatations concernant l'interprétation du paragraphe 3 c) 145
3. Expression "sans ... discrimination" figurant dans la note de bas de page 3 ..... *145*
a) Arguments des parties 145
b) Analyse faite par le Groupe spécial 148
i) Introduction 148
ii) Résolution 21(II) 149
iii) Conclusions concertées 150
iv) Recommandation A.II.1 adoptée à la première session de la CNUCED 151
v) Paragraphe 2 d) 152
vi) Paragraphe 3 c) 153
vii) Pertinence de l'article I:1 du GATT de 1994 153
viii) Pertinence d'autres dispositions du GATT 154
ix) Objet et but 154
x) Pratique des pays donneurs de préférences 155
c) Résumé des constatations concernant le sens de l'expression "sans ... discrimination" 155
4. Paragraphe 2 a) *156*
a) Arguments des parties 156
b) Analyse faite par le Groupe spécial 156
5. Conclusion concernant la Clause d'habilitation *158*

F. ARTICLE XX B) DU GATT DE 1994 EN TANT QUE JUSTIFICATION DU RÉGIME CONCERNANT LES DROGUE 159
1. Introduction *159*
2. Arguments des parties *159*
3. Analyse faite par le Groupe spécial *162*
a) Point de savoir si le régime concernant les drogues constitue une mesure relevant de l'article XX b) 163
b) Nécessité de la mesure 166
c) Texte introductif 169
4. Résumé des constatations concernant l'article XX *171*

VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS 172

IX. OPINION DISSIDENTE EXPRIMÉE PAR UN MEMBRE DU GROUPE SPÉCIAL 173

TABLEAU DES AFFAIRES CITÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Argentine – Chaussures, textiles et vêtements	Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures affectant les importations de chaussures, textiles, vêtements et autres articles*, WT/DS56/AB/R et Corr.1, adopté le 22 avril 1998, DSR 1998:III, 1003
Belgique – Allocations familiales	Rapport du Groupe spécial *Allocations familiales belges*, adopté le 7 novembre 1952, IBDD, S1/63
Brésil – Aéronefs	Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs*, WT/DS46/AB/R, adopté le 20 août 1999, DSR 1999:III, 1161
Canada – Aéronefs	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, WT/DS70/AB/R, adopté le 20 août 1999, DSR 1999:III, 1377
Canada – Automobiles	Rapport du Groupe spécial *Canada – Certaines mesures affectant l'industrie automobile*, WT/DS139/R, WT/DS142/R, adopté le 19 juin 2000, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS139/AB/R, WT/DS142/AB/R, DSR 2000:VII, 3043
Canada – Automobiles	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Certaines mesures affectant l'industrie automobile*, WT/DS139/AB/R, WT/DS142/AB/R, adopté le 19 juin 2000, DSR 2000:VI, 2995
Canada – Brevets pour les produits pharmaceutiques	Rapport du Groupe spécial *Canada – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques*, WT/DS114/R, adopté le 7 avril 2000, DSR 2000:V, 2295
CE – Amiante	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant*, WT/DS135/AB/R, adopté le 5 avril 2001
CE – Bananes III	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*, WT/DS27/AB/R, adopté le 25 septembre 1997, DSR 1997:II, 591
CE – Hormones	Rapport de l'Organe d'appel *Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones)*, WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R, adopté le 13 février 1998, DSR 1998:I, 135
CE – Sardines	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Désignation commerciale des sardines*, WT/DS231/AB/R, adopté le 23 octobre 2002
Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf	Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Mesures affectant les importations de viande de bœuf fraîche, réfrigérée et congelée*, WT/DS161/AB/R, WT/DS169/AB/R, adopté le 10 janvier 2001
Corée – Produits laitiers	Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers*, WT/DS98/AB/R, adopté le 12 janvier 2000, DSR 2000:I, 3
États Unis – Article 337	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – L'article 337 de la Loi douanière de 1930*, adopté le 7 novembre 1989, IBDD, S36/386
États Unis – Redevances pour les opérations douanières	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Redevances pour les opérations douanières*, adopté le 2 février 1988, IBDD, S35/277
États Unis – Traitement NPF pour les chaussures	Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Refus d'accorder le traitement NPF aux chaussures autres qu'en caoutchouc en provenance du Brésil*, adopté le 19 juin 1992, IBDD, S39/142

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
États-Unis – Chemises et blouses de laine	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde*, WT/DS33/AB/R et Corr.1, adopté le 23 mai 1997, DSR 1997:I, 323
États-Unis – Crevettes	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes*, WT/DS58/AB/R, adopté le 6 novembre 1998, DSR 1998:VII, 2755
États-Unis – Essence	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, WT/DS2/AB/R, adopté le 20 mai 1996, DSR 1996:I, 3
États-Unis – FSC	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"*, WT/DS108/AB/R, adopté le 20 mars 2000, DSR 2000:III, 1619
États-Unis – FSC (Article 21:5 – CE)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger" – Recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS108/AB/RW, adopté le 29 janvier 2002
États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd)	Rapport de l'Organe d'appel *États Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention*, WT/DS217/AB/R, WT/DS234/AB/R, adopté le 27 janvier 2003
Inde – Brevets (États-Unis)	Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture*, WT/DS50/AB/R, adopté le 16 janvier 1998, DSR 1998:I, 9
Indonésie – Automobiles	Rapport du Groupe spécial *Indonésie – Certaines mesures affectant l'industrie automobile*, WT/DS54/R, WT/DS55/R, WT/DS59/R, WT/DS64/R, adopté le 23 juillet 1998, DSR 1998:VI, 2201
Japon – Boissons alcooliques II	Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques*, WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, adopté le 1er novembre 1996, DSR 1996:I, 97
Turquie – Textiles	Rapport de l'Organe d'appel *Turquie – Restrictions à l'importation de produits textiles et de vêtements*, WT/DS34/AB/R, adopté le 19 novembre 1999, DSR 1999:VI, 2345

LISTE DES ANNEXES

		Page
ANNEXE A		
Annexe A	Décision du Groupe spécial relative à la demande de droits de tierce partie renforcés	A-1
ANNEXE B		
Parties		
Annexe B-1	Réponses de l'Inde aux questions du Groupe spécial après la première réunion du Groupe spécial	B-2
Annexe B-2	Réponses des Communautés européennes aux questions du Groupe spécial après la première réunion du Groupe spécial	B-39
Annexe B-3	Réponses des Communautés européennes aux questions de l'Inde après la première réunion du Groupe spécial	B-73
Annexe B-4	Réponses de l'Inde aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion du Groupe spécial	B-90
Annexe B-5	Réponses des Communautés européennes aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion du Groupe spécial	B-122
Annexe B-6	Observations de l'Inde sur les réponses des Communautés européennes aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion du Groupe spécial	B-155
Annexe B-7	Observations des Communautés européennes sur les réponses de l'Inde aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion du Groupe spécial	B-175
ANNEXE C		
Tierces parties		
Annexe C-1	Réponses données collectivement par la Communauté andine aux questions du Groupe spécial et de l'Inde après la première réunion du Groupe spécial	C-2
Annexe C-2	Réponses données séparément par les membres de la Communauté andine aux questions du Groupe spécial et de l'Inde après la première réunion du Groupe spécial	C-10
Annexe C-3	Réponse du Brésil aux questions de l'Inde après la première réunion du Groupe spécial	C-15
Annexe C-4	Réponses du Costa Rica aux questions du Groupe spécial et de l'Inde après la première réunion du Groupe spécial	C-16
Annexe C-5	Réponses d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua aux questions du Groupe spécial après la première réunion du Groupe spécial	C-22
Annexe C-6	Réponses du Panama aux questions du Groupe spécial et de l'Inde après la première réunion du Groupe spécial	C-23
Annexe C-7	Réponses du Paraguay aux questions du Groupe spécial et de l'Inde après la première réunion du Groupe spécial	C-30
Annexe C-8	Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial et de l'Inde après la première réunion du Groupe spécial	C-44

ANNEXE D		
Annexe D-1	Traitement différencié et plus favorable, réciprocité, et participation plus complète des pays en voie de développement (la "Clause d'habilitation")	D-2
Annexe D-2	Décision sur le système généralisé de préférences (la "Décision de 1971 portant octroi de la dérogation")	D-5
Annexe D-3	Résolution de la deuxième session de la CNUCED sur l'expansion et la diversification des exportations d'articles manufacturés et d'articles semi-finis des pays en voie de développement ("Résolution 21 (II)")	D-7
Annexe D-4	Conclusions concertées du Comité spécial des préférences ("Conclusions concertées")	D-9
ANNEXE E		
Annexe E	Liste des dérogations concernant des préférences	E-1

I. INTRODUCTION

1.1 Le 5 mars 2002, conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (ci-après dénommé le "Mémorandum d'accord"), à l'article XXIII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (ci-après dénommé le "GATT de 1994") et au paragraphe 4 b) de la Décision sur le traitement différencié et plus favorable, la réciprocité, et la participation plus complète des pays en voie de développement[1] (ci-après dénommée la "Clause d'habilitation"), l'Inde a demandé l'ouverture de consultations avec les Communautés européennes au sujet des conditions dans lesquelles celles-ci accordent des préférences tarifaires aux pays en développement, dans le cadre du schéma de préférences tarifaires généralisées établi au titre du Règlement (CE) n° 2501/2001 du Conseil. La demande a été distribuée aux Membres le 12 mars 2002.[2]

1.2 Les consultations se sont tenues le 25 mars 2002, mais n'ont pas abouti à un règlement mutuellement satisfaisant de la question.

1.3 Le 6 décembre 2002, l'Inde a demandé à l'Organe de règlement des différends ("ORD") d'établir un groupe spécial conformément aux articles 4:7 et 6 du Mémorandum d'accord et à l'article XXIII:2 du GATT de 1994.[3] Le 16 janvier 2003, l'Inde a demandé pour la deuxième fois l'établissement d'un groupe spécial. Le 27 janvier 2003, l'ORD a établi le Groupe spécial, doté du mandat suivant:

> "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par l'Inde dans le document WT/DS246/4, la question portée devant l'ORD par l'Inde dans ce document; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords."[4]

1.4 Le 24 février 2003, l'Inde a demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial, conformément à l'article 8:7 du Mémorandum d'accord.

1.5 Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, l'Inde a présenté des allégations non seulement au sujet du régime spécial de lutte contre la production et le trafic de drogues, mais aussi en ce qui concerne les régimes spéciaux d'encouragement à la protection des droits des travailleurs et à la protection de l'environnement des Communautés européennes. Le 28 février 2003, au cours de la réunion tenue avec le Directeur général au sujet de la composition du Groupe spécial, l'Inde a informé les Communautés européennes et le Directeur général qu'elle avait décidé, en l'espèce, de limiter ses allégations aux préférences tarifaires accordées par les Communautés européennes dans le cadre de leur régime concernant les drogues. L'Inde a noté qu'aucune préférence n'avait été jusque-là accordée dans le cadre du régime spécial d'encouragement à la protection de l'environnement et qu'un seul pays, la Moldova, s'était vu jusque-là accorder des préférences dans le cadre du régime spécial d'encouragement à la protection des droits des travailleurs. L'Inde a indiqué clairement qu'elle se réservait le droit d'introduire de nouvelles plaintes distinctes concernant les régimes de protection des droits des travailleurs et de protection de l'environnement s'il s'avérait que les Communautés européennes les appliquaient d'une manière préjudiciable aux intérêts commerciaux de l'Inde ou si elles les prolongeaient après l'expiration de leur Système général de préférences actuel, le

---

[1] Document du GATT L/4903, IBDD, S26/223.

[2] Demande de consultations présentée par l'Inde, *Communautés européennes – Conditions d'octroi de préférences tarifaires aux pays en développement*, 12 décembre 2002 (WT/DS246/1).

[3] Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde, *Communautés européennes - Conditions d'octroi de préférences tarifaires aux pays en développement*, 9 décembre 2002 (WT/DS246/4).

[4] WT/DS246/5, 6 mars 2003, paragraphe 2.

31 décembre 2004. L'Inde a confirmé par écrit ces propos, dans une communication aux Communautés européennes datée du 3 mars 2003.

1.6 Le 6 mars 2003, le Directeur général a déterminé la composition du Groupe spécial comme suit:

Président: M. Julio Lacarte-Muró

Membres: Mme Marsha A. Echols
M. Akio Shimizu[5]

1.7 La Bolivie, le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, Cuba, l'Équateur, El Salvador, les États-Unis, le Guatemala, le Honduras, Maurice, le Nicaragua, le Pakistan, le Panama, le Paraguay, le Pérou, Sri Lanka et le Venezuela ont réservé leur droit respectif de participer aux travaux du Groupe spécial en tant que tierces parties.[6]

1.8 Le 31 mars 2003, la Bolivie, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua, le Panama, le Pérou et le Venezuela ont demandé au Groupe spécial l'autorisation d'assister à toutes ses réunions, d'y présenter des arguments, de recevoir des copies de toutes les communications présentées au Groupe spécial, de présenter des communications au Groupe spécial à sa deuxième réunion et d'examiner le projet de résumé des arguments figurant dans la partie descriptive du rapport du Groupe spécial.

1.9 Le 8 avril 2003, le Groupe spécial a demandé aux parties et aux tierces parties de présenter des observations au sujet de la demande ci-dessus. Le 17 avril 2003, le Pakistan s'est joint aux pays ayant présenté la demande de droits de tierce partie additionnels. Le Brésil, Cuba, les États-Unis, Maurice et le Paraguay ont déclaré que, si le Groupe spécial décidait de conférer ces droits additionnels de tierce partie, toutes les tierces parties devraient alors bénéficier du même traitement.

1.10 Le 7 mai 2003, le Groupe spécial a décidé d'accorder à toutes les tierces parties les droits additionnels suivants:

- assister à la première réunion de fond avec les parties;
- recevoir les deuxièmes communications des parties;
- assister à la deuxième réunion de fond avec les parties;
- faire une brève déclaration orale durant la deuxième réunion de fond avec les parties;
- revoir le résumé de leurs arguments respectifs dans le projet de partie descriptive du rapport du Groupe spécial.[7]

1.11 Le Groupe spécial s'est réuni avec les parties les 14 et 16 mai 2003, ainsi que les 8 et 9 juillet 2003. Il s'est réuni avec les tierces parties le 15 mai 2003. Suite à la décision du 7 mai 2003, les tierces parties ont eu la possibilité d'assister à la réunion du Groupe spécial avec les parties les 14 et 16 mai 2003 et les 8 et 9 juillet 2003 et ont pu faire de brèves déclarations le 9 juillet 2003.

1.12 La Communauté andine, composée de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur, du Pérou et du Venezuela, les pays d'Amérique centrale que sont El Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua, constituant deux groupes distincts aux fins du présent différend, ainsi que le Costa Rica, les États-Unis, Maurice, le Panama et le Paraguay, ont présenté des communications en tant que tierces parties à la première réunion de fond du Groupe spécial. Ces pays/groupes, ainsi que la

[5] *Ibid*.
[6] *Ibid*.
[7] Voir l'annexe 1 du présent rapport.

Bolivie, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et le Venezuela à titre individuel, de même que le Pakistan, ont fait des déclarations orales lors de la première réunion de fond du Groupe spécial. Seuls la Communauté andine, la Colombie, les États-Unis, le Panama et le Paraguay ont fait des déclarations orales au cours de la deuxième réunion de fond du Groupe spécial.

1.13 Le Groupe spécial a remis son rapport intérimaire aux parties le 5 september 2003. Le Groupe spécial a remis son rapport final aux parties le 28 octobre 2003.

II. ASPECTS FACTUELS

2.1 Le présent différend porte sur le régime spécial de lutte contre la production et le trafic de drogues (le régime concernant les drogues) prévu dans le Règlement (CE) n° 2501/2001 du Conseil du 10 décembre 2001 portant application d'un schéma de préférences tarifaires généralisées pour la période du 1er janvier 2002 au 31 décembre 2004, ainsi que sur la mise en œuvre du régime concernant les drogues.

A. LE SCHÉMA DE PRÉFÉRENCES TARIFAIRES GÉNÉRALISÉES ADOPTÉ PAR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

2.2 Les Communautés européennes appliquent un schéma de préférences tarifaires pour certaines marchandises originaires des pays en développement et des économies en transition en vertu du Règlement (CE) du Conseil n° 2501/2001[8] ("le Règlement"). Le Règlement prévoit cinq régimes différents de préférences tarifaires:

i) le régime général;

ii) le régime spécial d'encouragement à la protection des droits des travailleurs;

iii) le régime spécial d'encouragement à la protection de l'environnement;

iv) le régime spécial en faveur des pays les moins avancés; et

v) le régime spécial de lutte contre la production et le trafic de drogues (le "régime concernant les drogues").

2.3 Dans le cadre du régime général, les préférences tarifaires sont accordées aux pays énumérés à l'annexe I du Règlement. Les préférences additionnelles accordées dans le cadre des régimes spéciaux d'encouragement à la protection des droits des travailleurs et à la protection de l'environnement sont accordées exclusivement aux pays qui, selon les Communautés européennes, respectent certaines normes en matière de politique du travail et de l'environnement. Les préférences additionnelles accordées dans le cadre du régime spécial en faveur des pays les moins avancés sont limitées aux pays les moins avancés énumérés à l'annexe I du Règlement. Le régime concernant les drogues s'applique actuellement à 12 pays. Ces régimes diffèrent selon l'importance des réductions tarifaires prévues, les produits visés et les critères devant être remplis par les pays admis à en bénéficier.

B. LE RÉGIME GÉNÉRAL

2.4 Dans le cadre du régime général, tous les pays et territoires énumérés à l'annexe I du Règlement sont admis à bénéficier de préférences tarifaires. Les produits visés sont énumérés à l'annexe IV au Règlement. Ces produits sont répartis en deux catégories: sensibles et non sensibles.

[8] [2001] J.O. L346/1 (pièce n° 6 de l'Inde).

2.5 L'article 7 du Règlement précise que les produits non sensibles bénéficieront d'un accès en franchise de droits alors que les produits sensibles font l'objet de droits de douane réduits. Pour les produits sensibles, la réduction des droits de douane est calculée en appliquant: i) une réduction uniforme de 3,5 points de pourcentage des droits du tarif douanier commun dans le cas des droits *ad valorem* (sauf pour les produits des chapitres 50 à 63 pour lesquels le droit *ad valorem* est réduit de 20 pour cent); ou ii) une réduction de 30 pour cent des droits du tarif douanier commun dans le cas des droits spécifiques (sauf pour les produits relevant du code NC 2207, pour lesquels les droits spécifiques sont réduits de 15 pour cent). Lorsque le droit du tarif douanier commun représente une combinaison de droit *ad valorem* et de droit spécifique, la réduction préférentielle est limitée au droit *ad valorem*.

C. LE RÉGIME CONCERNANT LES DROGUES

2.6 L'article 10 du Règlement indique ce qui suit:

> "1. Les droits *ad valorem* du tarif douanier commun sur les produits qui, selon l'annexe IV, sont inclus dans le régime spécial de lutte contre la production et le trafic de drogues visé au titre IV et qui sont originaires d'un pays qui, selon l'annexe I, colonne I, bénéficie de ce régime, sont totalement suspendus. Pour les produits relevant du code NC 0306 13, le droit est réduit pour atteindre le taux de 3,6 pour cent.
>
> 2. Les droits spécifiques du tarif douanier commun sur les produits visés au paragraphe 1 sont totalement suspendus, sauf pour les produits pour lesquels le tarif douanier commun inclut également un droit *ad valorem*. Pour les produits relevant des codes NC 1704 10 91 et 1704 10 99, le droit spécifique est limité à 16 pour cent de la valeur en douane."

2.7 Les avantages accordés dans le cadre du régime concernant les drogues vont actuellement à 12 pays nommément désignés: la Bolivie, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua, le Pakistan, le Panama, le Pérou et le Venezuela. Les produits relevant du régime concernant les drogues sont énumérés dans la colonne D de l'annexe IV du Règlement (les "produits visés"). On trouve dans cette liste des produits relevant du régime général ainsi que plusieurs produits qui n'y figurent pas. Les produits visés bénéficient d'un accès en franchise de droits au marché des Communautés européennes, sauf pour les produits relevant des codes NC 0306 13, 1704 10 91 1704 10 99, pour lesquels l'article 10 du Règlement prescrit des réductions de droits différentes.[9]

2.8 Le Règlement a pour résultat que les réductions tarifaires accordées aux 12 pays bénéficiaires dans le cadre du régime concernant les drogues sont supérieures aux réductions tarifaires accordées aux autres pays en développement dans le cadre du régime général. S'agissant des produits relevant du régime concernant les drogues mais pas du régime général, les 12 pays bénéficiaires bénéficient d'un accès *en franchise de droits* au marché des Communautés européennes, alors que tous les autres pays en développement doivent *acquitter la totalité des droits de douane applicables dans le cadre du tarif douanier commun*. S'agissant des produits relevant à la fois du régime concernant les drogues et du régime général qui sont considérés comme des produits "sensibles" conformément à la colonne G de l'annexe IV du Règlement, à l'exception des produits relevant des codes NC 0306 13, 1704 10 91 et 1704 10 99, les 12 pays bénéficiaires bénéficient d'un accès en *franchise de droits* au marché des

[9] De plus, les produits visés ne bénéficient pas d'un accès en franchise de droits lorsqu'ils font l'objet d'exceptions externes au régime concernant les drogues, à savoir la gradation de secteur au titre de l'article 12 du Règlement et le retrait temporaire au titre de l'article 26 du Règlement.

Communautés européennes, alors que tous les autres pays en développement bénéficient seulement de *réductions des droits applicables dans le cadre du tarif douanier commun*.

III. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES

3.1 L'Inde demande au Groupe spécial de constater que le régime concernant les drogues exposé à l'article 10 du Règlement n° 2501/2001 du Conseil est incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994 et n'est pas justifié par la Clause d'habilitation.[10]

3.2 L'Inde demande au Groupe spécial de constater que le régime concernant les drogues a annulé ou compromis des avantages résultant pour l'Inde du GATT de 1994. L'Inde indique que, aux termes de l'article 3:8 du Mémorandum d'accord, dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre un avantage au titre de cet accord.[11]

3.3 L'Inde indique que, d'après l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, dans les cas où un groupe spécial conclura qu'une mesure est incompatible avec un accord visé, il recommandera que le Membre concerné la rende conforme audit accord. Par conséquent, l'Inde demande au Groupe spécial de recommander que l'ORD demande aux Communautés européennes de rendre la mesure conforme au GATT de 1994.

3.4 L'Inde indique également que, d'après la deuxième phrase de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, le Groupe spécial pourra suggérer aux Communautés européennes des façons de mettre en œuvre ses recommandations. Pour les raisons qui sont mentionnées dans l'introduction de sa première communication, l'Inde demande au Groupe spécial de suggérer aux Communautés européennes de rendre leur mesure conforme à leurs obligations dans le cadre de l'Accord de l'OMC de la manière suivante:

a) en étendant à tous les autres pays en développement Membres les préférences tarifaires accordées dans le cadre du régime concernant les drogues, conformément à la Clause d'habilitation; ou

b) en obtenant une dérogation aux obligations leur incombant au titre de l'article I:1 du GATT de 1994, suivant des modalités et à des conditions qui soient satisfaisantes pour les Membres.[12]

3.5 Les Communautés européennes soutiennent que la Clause d'habilitation est un droit autonome et non un moyen de défense affirmatif et exclut l'application de l'article premier. Par conséquent, pour établir l'existence d'une violation de l'article I:1 du GATT de 1994 ou de la Clause d'habilitation, il incombe à l'Inde d'établir ce qui suit:

a) le régime concernant les drogues n'est pas visé par le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation mais par l'article I:1 du GATT de 1994; ou,

b) le régime concernant les drogues est visé par le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation mais est incompatible avec le paragraphe 3 c).[13]

[10] Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 67.
[11] Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 68.
[12] Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 70.
[13] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 19.

3.6 À la lumière de leur position sur la question de l'attribution de la charge de la preuve dans le présent différend, les Communautés européennes demandent au Groupe spécial de constater:

a) que le régime concernant les drogues relève du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation et non de l'article I:1, et par conséquent de rejeter l'allégation de l'Inde au titre de cette disposition[14];

b) que, puisque l'Inde affirme ne formuler aucune allégation au titre de la Clause d'habilitation, le Groupe spécial devrait s'abstenir d'examiner plus avant si le régime concernant les drogues est compatible avec le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation[15]; et

c) que toutes les allégations formulées par l'Inde dans le présent différend devraient être rejetées pour les raisons données par les Communautés européennes au cours de la procédure.[16]

3.7 Si le Groupe spécial devait constater que le régime concernant les drogues relève de l'article I:1 du GATT de 1994, et qu'il est *prima facie* incompatible avec cette disposition, les Communautés européennes demandent au Groupe spécial de constater qu'il est justifié au titre de l'article XX b) du GATT de 1994 et par conséquent de rejeter toutes les allégations formulées par l'Inde dans le présent différend.[17]

IV. ARGUMENTS DES PARTIES

A. PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DE L'INDE

1. Éléments factuels

4.1 Les Communautés européennes appliquent un schéma de préférences tarifaires pour certaines marchandises originaires des pays en développement et des économies en transition en vertu du Règlement (CE) n° 2501/2001 du Conseil du 10 décembre 2001 portant application d'un schéma de préférences tarifaires généralisées pour la période du 1er janvier 2002 au 31 décembre 2004.[18] Le Règlement prévoit cinq régimes différents de préférences tarifaires:

a) le régime général;

b) le régime spécial d'encouragement à la protection des droits des travailleurs;

c) le régime spécial d'encouragement à la protection de l'environnement;

d) le régime spécial en faveur des pays les moins avancés; et

e) le régime spécial de lutte contre la production et le trafic de drogues (le "régime concernant les drogues").

[14] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 20 et 217; deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 81.
[15] Deuxième communication orale des Communautés européennes, paragraphe 25.
[16] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 217.
[17] Deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 81.
[18] [2001] J.O. L346/1 (pièce n° 6 de l'Inde).

4.2 Dans le cadre du régime général, les préférences tarifaires sont accordées aux pays énumérés à l'annexe I du Règlement. Les préférences additionnelles accordées dans le cadre des régimes spéciaux d'encouragement à la protection des droits des travailleurs et à la protection de l'environnement sont accordées exclusivement aux pays qui, selon les Communautés européennes, respectent certaines normes en matière de politique du travail et de l'environnement. Les préférences additionnelles accordées dans le cadre du régime spécial en faveur des pays les moins avancés sont limitées aux pays les moins avancés énumérés à l'annexe I du Règlement. Le régime concernant les drogues ne s'applique qu'à la Bolivie, à la Colombie, au Costa Rica, à l'Équateur, à El Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua, au Pakistan, au Panama, au Pérou et au Venezuela (les "Membres bénéficiant de préférences"). Les régimes diffèrent suivant l'importance des réductions tarifaires accordées, les produits visés, les critères que doivent remplir les pays admis à en bénéficier et les motifs pour lesquels les préférences tarifaires peuvent être réduites ou retirées.

4.3 Dans le cadre du régime général, tous les pays et territoires énumérés à l'annexe I du Règlement sont admis à bénéficier de préférences tarifaires. Les produits visés sont énumérés à l'annexe IV au Règlement. Ces produits sont répartis en deux catégories: sensibles et non sensibles.

4.4 L'article 7 du Règlement précise que les produits non sensibles bénéficieront d'un accès en franchise de droits alors que les produits sensibles font l'objet de droits de douane réduits. Pour les produits sensibles, la réduction des droits de douane est calculée en appliquant: i) une réduction uniforme de 3,5 points de pourcentage des droits du tarif douanier commun dans le cas des droits *ad valorem* (sauf pour les produits des chapitres 50 à 63 pour lesquels le droit *ad valorem* est réduit de 20 pour cent); ou ii) une réduction de 30 pour cent des droits du tarif douanier commun dans le cas des droits spécifiques (sauf pour les produits relevant du code NC 2207, pour lesquels les droits spécifiques sont réduits de 15 pour cent). Lorsque le droit du tarif douanier commun représente une combinaison de droit *ad valorem* et de droit spécifique, la réduction préférentielle est limitée au droit *ad valorem*.

4.5 L'article 10 du Règlement indique ce qui suit:

> "1. Les droits *ad valorem* du tarif douanier commun sur les produits qui, selon l'annexe IV, sont inclus dans le régime spécial de lutte contre la production et le trafic de drogues visé au titre IV et qui sont originaires d'un pays qui, selon l'annexe I, colonne I, bénéficie de ce régime, sont totalement suspendus. Pour les produits relevant du code NC 0306 13, le droit est réduit pour atteindre le taux de 3,6 pour cent.
>
> 2. Les droits spécifiques du tarif douanier commun sur les produits visés au paragraphe 1 sont totalement suspendus, sauf pour les produits pour lesquels le tarif douanier commun inclut également un droit *ad valorem*. Pour les produits relevant des codes NC 1704 10 91 et 1704 10 99, le droit spécifique est limité à 16 pour cent de la valeur en douane."

4.6 Les avantages accordés dans le cadre du régime concernant les drogues ne le sont qu'aux Membres bénéficiant de préférences. Les produits relevant du régime concernant les drogues sont énumérés dans la colonne D de l'annexe IV du Règlement (les "produits visés"). On trouve dans cette liste des produits relevant du régime général ainsi que plusieurs produits qui n'y figurent pas. Les produits visés bénéficient d'un accès en franchise de droits au marché des Communautés européennes, sauf lorsque l'article 10 du Règlement en dispose autrement.

4.7 Il découle de ce qui précède que les réductions tarifaires accordées aux Membres bénéficiant de préférences dans le cadre du régime concernant les drogues sont supérieures aux réductions tarifaires accordées dans le cadre du régime général. S'agissant des produits relevant du régime

concernant les drogues mais pas du régime général, les Membres bénéficiant de préférences se voient accorder un accès *en franchise de droits* au marché des Communautés européennes, alors que tous les autres pays en développement doivent acquitter *la totalité des droits de douane applicables dans le cadre du tarif douanier commun.* De plus, s'agissant des produits relevant à la fois du régime concernant les drogues et du régime général qui sont considérés comme "sensibles" conformément à la colonne G de l'annexe IV du Règlement, les Membres bénéficiant de préférences se voient accorder un accès *en franchise de droits* au marché des Communautés européennes, alors que tous les autres pays en développement bénéficient seulement de *réductions des droits applicables dans le cadre du tarif douanier commun*.

2. Arguments juridiques

a) Le régime concernant les drogues est incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994

4.8 Les préférences tarifaires accordées dans le cadre du régime concernant les drogues sont incompatibles avec l'article I:1 du GATT, qui impose aux Communautés européennes d'accorder un traitement NPF sans condition aux produits originaires des territoires de tous les Membres. Le principe NPF est une norme fondamentale du système commercial multilatéral fondé sur des règles de l'OMC. Comme l'a dit l'Organe d'appel, ce principe "a été pendant longtemps la pierre angulaire du GATT et [...] l'un des piliers du système commercial de l'OMC". La partie pertinente de l'article I:1 du GATT de 1994, qui incorpore ce principe, dispose ce qui suit:

> "[concernant les droits de douane] [t]ous avantages ... accordés par un [Membre] à un produit originaire ... de tout autre pays seront, immédiatement et *sans condition*, étendus à tout produit similaire originaire ... du territoire de [*tous*] *les autres* [*Membres*]." (pas d'italique dans l'original)

4.9 Le principe NPF incorporé dans le GATT contient donc deux prescriptions aussi importantes l'une que l'autre: premièrement, les avantages relatifs aux droits de douane doivent être étendus à *tous les autres Membres* et, deuxièmement, l'extension doit être immédiate et *sans condition*.

4.10 L'adjectif correspondant à l'expression "unconditionally" (sans condition) est "unconditional" (inconditionnel), qui répond à la définition suivante: "Not subject to or limited by conditions; absolute, complete" (qui n'est pas soumis à des conditions ou limité par des conditions; absolu, total).[19] En appliquant l'article I:1 du GATT, dans l'affaire *Canada – Automobiles*, l'Organe d'appel a évoqué la constatation non contestée du Groupe spécial selon laquelle "l'expression "sans condition" renvoie aux avantages soumis à des conditions pour ce qui est de "la situation ou du comportement" des pays exportateurs".[20] Le Groupe spécial avait constaté ce qui suit:

> "Le but de l'article I:1 est d'assurer l'application sans condition du traitement NPF. Dans ce contexte, nous estimons que l'obligation d'accorder "sans condition" aux pays tiers qui sont Membres de l'OMC un avantage accordé à tout autre pays signifie que l'octroi de cet avantage ne peut pas être soumis à des conditions pour ce qui est de la *situation* ou du *comportement* desdits pays. Cela signifie qu'un avantage accordé à un produit d'un pays doit être accordé au produit similaire de tous les Membres de l'OMC sans discrimination quant à l'origine."[21] (pas d'italique dans l'original)

---

[19] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, 4ème édition, page 3465.
[20] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Automobiles*, paragraphe 76.
[21] Rapport du Groupe spécial *Canada – Automobiles*, paragraphe 10.23.

4.11 Il découle de ce qui précède qu'un Membre accordant un avantage à un produit originaire d'un autre pays a l'obligation d'accorder cet avantage aux produits similaires de *tous les autres Membres indépendamment de leur situation ou de leur comportement*.

4.12 Les préférences tarifaires accordées aux produits visés originaires des Membres bénéficiant de préférences constituent un "avantage". Dans le cadre du régime concernant les drogues, les Communautés européennes imposent des droits de douane sur les importations de produits visés originaires des Membres bénéficiant de préférences à des taux inférieurs à ceux qui sont imposés sur les produits similaires originaires de tous les autres Membres.[22] Cela confère un avantage[23] aux produits visés originaires des Membres bénéficiant de préférences.

4.13 Les avantages découlant du régime concernant les drogues ne sont accordés qu'aux 12 Membres bénéficiant de préférences. Les préférences tarifaires accordées aux produits visés originaires des Membres bénéficiant de préférences ne sont donc pas consenties aux produits similaires originaires des territoires de tous les autres Membres.

4.14 Les Communautés européennes n'accordent pas l'avantage que constituent les préférences tarifaires aux produits similaires originaires des territoires d'autres Membres sans condition. Le Règlement des CE établissant le schéma SGP actuel n'indique pas sur la base de quels critères les pays bénéficiant de préférences ont été sélectionnés. Le Règlement de 1998 reconduisant le schéma SGP précédent indique que le régime concernant les drogues a été conçu en faveur des "pays engagés dans des programmes effectifs de lutte contre la production et le trafic de la drogue".[24] Savoir si les Communautés européennes ont ou non appliqué effectivement ce critère de manière uniforme à tous les Membres est sans objet d'un point de vue juridique car l'article I:1 du GATT de 1994 ne permet pas aux Communautés européennes de faire de *la situation ou* du *comportement* des pays exportateurs une condition de l'extension d'avantages dans le cadre du régime concernant les drogues.

b) Les Communautés européennes ont demandé une dérogation et ont mis en œuvre le régime concernant les drogues sans avoir obtenu de dérogation

4.15 Aux termes de l'article IX:3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce, un Membre peut présenter une demande de dérogation aux obligations qui lui sont imposées par cet accord ou par l'un des accords commerciaux multilatéraux, y compris les obligations au titre de l'article I:1 du GATT de 1994.

4.16 Les Communautés européennes elles-mêmes reconnaissent qu'une dérogation aux obligations leur incombant au titre de l'article I:1 du GATT de 1994 était nécessaire pour pouvoir appliquer les préférences tarifaires dans le cadre du régime concernant les drogues. Le 24 octobre 2001, les Communautés européennes ont présenté une demande de dérogation assortie de l'explication suivante:

---

[22] À l'exception des produits similaires en provenance des pays les moins avancés, visés par le régime spécial en faveur des pays les moins avancés. Ainsi (d'après la première communication écrite de l'Inde), à moins que le contexte n'en dispose autrement, l'expression "tous les autres Membres" exclut les pays les moins avancés Membres.

[23] Le sens ordinaire pertinent du mot "advantage" (avantage) est "I. superior position 1. The position, state, or circumstance of being ahead of another, or having the better of him or her … 2. A favouring circumstance; something which gives one a better position" (I. position de supériorité. 1. Position, état ou circonstance qui place quelqu'un devant les autres ou qui permet de l'emporter sur quelqu'un ... 2. Une circonstance favorable; quelque chose qui met quelqu'un dans une meilleure situation), *The New Shorter Oxford English Dictionary*, 4ème édition, page 31.

[24] Considérant 17, Règlement (CE) du Conseil n° 2820/1998 du 21 décembre 1998 portant application d'un schéma pluriannuel de préférences tarifaires généralisées pour la période du 1er juillet 1999 au 31 décembre 2001 [1998] J.O. L367/1.

> "Les arrangements spéciaux révisés pour lutter contre la production et le trafic de stupéfiants seront applicables, à compter du 1er janvier 2002, aux produits remplissant les conditions requises, énumérés à l'Annexe I et originaires de la Bolivie, de la Colombie, du Costa Rica, de l'Équateur, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua, du Pakistan, du Panama, du Pérou et du Venezuela.
>
> Parce que les arrangements spéciaux ne sont applicables qu'aux importations originaires de ces Membres, une dérogation aux dispositions du paragraphe 1 de l'article premier du GATT de 1994 apparaît nécessaire *pour qu'ils puissent effectivement entrer en vigueur*, et ce pour des raisons de sécurité juridique."[25] (pas d'italique dans l'original)

4.17 La nécessité d'obtenir une dérogation a également été reconnue par les Membres bénéficiant de préférences qui sont également membres de la Communauté andine, à savoir la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et le Venezuela. Cette reconnaissance est évoquée dans l'*Aide-mémoire de la réunion conjointe d'évaluation technique Communauté andine-Commission européenne sur l'utilisation rentable du SGP andin* comme suit:

> "Dans ce contexte, la Communauté andine a souligné la nécessité, pour les CE, d'obtenir une dérogation pour continuer à accorder des préférences dans le cadre du régime concernant les drogues face aux pressions exercées par d'autres pays qui considèrent qu'ils sont affectés par ce régime."[26]

4.18 Les Communautés européennes n'ont jusqu'ici pas obtenu la dérogation nécessaire mais ont néanmoins décidé de mettre en œuvre le régime concernant les drogues.

4.19 Comme l'a indiqué l'Organe d'appel, "[L]a prohibition de la discrimination qui est faite à l'article I:1 sert aussi d'incitation lorsqu'il s'agit d'étendre à tous les autres Membres sur une base NPF les concessions négociées réciproquement."[27] Toute dérogation aux obligations découlant de l'article I:1 du GATT de 1994 perturbe l'équilibre des droits et des obligations issu des négociations sur l'accès aux marchés. Il est donc essentiel que toute dérogation à l'obligation NPF soit fondée sur des conditions qui maintiennent cet équilibre. En mettant en œuvre le régime concernant les drogues sans bénéficier d'une dérogation, les Communautés européennes ont perturbé de manière unilatérale l'équilibre des droits et des obligations établi par le GATT de 1994 et ont privé tous les autres Membres, en particulier les pays en développement exclus de ce régime, de leur droit à compensation pour le détournement d'échanges dont ils sont victimes.

c) Il incombe aux Communautés européennes de justifier le régime concernant les drogues au titre de la Clause d'habilitation

4.20 Il incombe aux Communautés européennes de démontrer que le régime concernant les drogues est compatible avec la Clause d'habilitation. La Clause d'habilitation autorise les Membres à déroger aux obligations leur incombant au titre de l'article I:1 du GATT de 1994. La Clause d'habilitation constitue par conséquent un moyen de défense affirmatif que les Communautés

---

[25] Demande de dérogation dans le cadre de l'OMC – Nouveaux arrangements tarifaires spéciaux des CE pour lutter contre la production et le trafic de stupéfiants, 24 octobre 2001 (G/C/W/328) (pièce n° 2[a]) de l'Inde), révisée le 23 novembre 2001 (G/C/W/328/Add.1) (pièce n° 2[b] de l'Inde).

[26] "Aide-mémoire de la réunion conjointe d'évaluation technique Communauté andine-Commission européenne sur l'utilisation rentable du SGP andin, 21-22 novembre 2002" <http://www.comunidadandina.org/ingles/common/europa_2.htm> (dernière consultation le 6 mars 2003) (pièce n° 3 de l'Inde).

[27] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Automobiles*, note de bas de page 4, paragraphe 84.

européennes peuvent invoquer pour justifier une incompatibilité avec l'article I:1 du GATT de 1994. C'est au Membre qui invoque un moyen de défense affirmatif qu'il incombe d'en prouver le bien-fondé.[28] Ainsi, si les Communautés européennes invoquent la Clause d'habilitation comme moyen de défense, il leur incombe d'établir que le régime concernant les drogues est justifié au titre de cette Clause.

4.21 Pour l'efficacité de la procédure, l'Inde présentera son point de vue sur la question dans cette première communication.

4.22 La Clause d'habilitation ne relève pas les pays développés Membres de leur obligation d'accorder le traitement NPF aux produits originaires de pays en développement. Le paragraphe 1 de la Clause d'habilitation autorise les Membres, nonobstant les dispositions de l'article premier du GATT de 1994, à accorder un traitement différencié et plus favorable aux pays en développement sans l'accorder à d'autres Membres, dans les situations énumérées au paragraphe 2. Dans le présent différend, la situation considérée est celle qui est décrite au paragraphe 2 a), à savoir un traitement tarifaire préférentiel accordé par des pays développés Membres pour des produits originaires de pays en développement, conformément au SGP. On peut paraphraser les paragraphes 1 et 2 a) comme suit:

> Nonobstant les dispositions de l'article premier du GATT, les pays développés Membres peuvent accorder un traitement tarifaire préférentiel pour des produits originaires de pays en développement conformément au SGP sans l'accorder à *d'autres Membres*.

4.23 Aux termes de l'article I:1 du GATT de 1994, tous avantages, faveurs, privilèges ou immunités accordés à un produit originaire de tout pays seront, immédiatement et sans condition, étendus à tout produit similaire originaire de tous les *autres* Membres. Les "autres Membres" comprennent les pays développés et en développement Membres. Par conséquent, d'après cette règle il ne peut y avoir de discrimination entre produits similaires en provenance de pays développés et de pays en développement.

4.24 La Clause d'habilitation permet aux pays développés Membres d'accorder un traitement tarifaire préférentiel pour des produits originaires de pays en développement conformément au SGP sans l'accorder à "d'autres Membres". La Clause d'habilitation établit une distinction entre "pays en développement" et "autres Membres". Dans ce contexte, l'expression "autres Membres" renvoie par conséquent aux autres pays développés Membres. Le membre de phrase "nonobstant les dispositions de l'article premier [du GATT]" permet donc aux pays développés Membres de déroger à l'obligation qui leur incombe d'accorder le traitement NPF pour des produits originaires des pays développés. Toutefois, rien dans la Clause d'habilitation ne modifie leur obligation d'étendre à tous les pays en développement tous avantages accordés à l'un d'entre eux.

4.25 Cette interprétation du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation est corroborée par l'exception prévue au paragraphe 2 d), qui autorise un:

> "traitement spécial accordé aux pays en voie de développement les moins avancés dans le contexte de toute mesure générale ou spécifique en faveur des pays en voie de développement".

4.26 Si le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation permettait aux pays développés Membres d'accorder des avantages à un groupe déterminé de pays en développement, il ne serait pas nécessaire de permettre au paragraphe 2 d) qu'un traitement spécial soit accordé aux pays les moins avancés

[28] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, DSR 1997:1, 323, page 337; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphe 133.

parmi ceux se trouvant dans la catégorie des "pays en développement bénéficiant d'un traitement favorable".

4.27 Comme il est indiqué ci-dessus, le principe NPF énoncé à l'article I:1 du GATT de 1994 contient deux prescriptions aussi importantes l'une que l'autre: premièrement, les avantages relatifs aux droits de douane doivent être étendus à *tous les autres Membres* et, deuxièmement, l'extension doit se faire sans condition, c'est-à-dire *indépendamment de la situation ou du comportement du pays exportateur*. La seule fonction du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation est de prévoir une exemption partielle de la première de ces deux prescriptions. Il n'y a rien dans la Clause d'habilitation qui traite de la deuxième prescription. On ne trouve par conséquent rien dans les termes de la Clause d'habilitation qui constitue une base juridique pour l'octroi de préférences à des conditions liées à la situation ou au comportement des pays en développement bénéficiaires.

4.28 Le seul but de la Clause d'habilitation est de permettre aux Membres d'"accorder un traitement différencié et plus favorable aux pays en voie de développement sans l'accorder à d'autres [Membres]". La Clause d'habilitation prévoit une exception à un principe fondamental du droit de l'OMC et ne peut donc être interprétée comme autorisant des mesures qui ne sont pas nécessaires pour atteindre ce but. Pour accorder aux pays en développement un traitement qui soit plus favorable que celui qui est accordé aux pays développés, il n'est pas nécessaire que les Membres limitent leurs préférences SGP à quelques pays en développement déterminés, ni qu'ils accordent des préférences SGP liées à la situation ou au comportement des pays en développement.

4.29 L'Organe d'appel a dit que les groupes spéciaux devaient fonder leur interprétation sur les termes des Accords de l'OMC et que le travail d'interprétation ne devait pas servir à introduire dans un accord des concepts qui ne s'y trouvaient pas.[29] La Clause d'habilitation établit une exception soigneusement négociée à une norme fondamentale du système commercial multilatéral fondé sur des règles. Cela exige du Groupe spécial qu'il applique avec un soin particulier les principes d'interprétation établis par l'Organe d'appel. Si le Groupe spécial interprétait la Clause d'habilitation comme autorisant les pays développés à établir une discrimination entre les pays en développement, en subordonnant l'extension des préférences tarifaires à des conditions relatives à la situation ou au comportement de ces pays, il introduirait un concept que les rédacteurs de cette clause n'ont jamais envisagé. La Clause d'habilitation ne constituerait plus alors le fondement juridique de schémas SGP avantageux pour tous les pays en développement, mais de préférences tarifaires dans le cadre desquelles les avantages en matière d'accès aux marchés sont détournés de certains pays en développement vers d'autres pays en développement pour atteindre les objectifs de politique étrangère des pays développés. Il n'y a aucun libellé clair et explicite sur lequel le Groupe spécial pourrait fonder une interprétation aussi lourde de conséquences. De plus, le Groupe spécial ne peut adopter une interprétation qui favorise la discrimination. Le Préambule de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce qui fait partie des "contexte ... objet et ... but"[30] de l'Accord de l'OMC, dispose ce qui suit, entre autres choses:

> "*Désireuses* de contribuer à la réalisation de ces objectifs par la conclusion d'accords visant, sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels, à ... *l'élimination des discriminations dans les relations commerciales internationales*," (pas d'italique dans l'original)

4.30 Par conséquent, la Clause d'habilitation ne relève pas les Communautés européennes de l'obligation qui leur incombe d'accorder le traitement NPF aux produits originaires des pays en développement.

---

[29] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Brevets (États-Unis)*, paragraphe 45.
[30] Au sens de l'article 31:1 de la Convention de Vienne sur le droit des traités.

d) Le régime concernant les drogues ne peut être justifié au titre de la Clause d'habilitation

4.31 La Clause d'habilitation ne justifie que les préférences qui n'établissent pas de discrimination entre les pays en développement. Le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation autorise un traitement préférentiel "conformément au Système généralisé de préférences". La note de bas de page 3 définit le "Système généralisé de préférences" tel qu'il est défini dans la Dérogation de 1971 concernant l'instauration d'un système généralisé de préférences, "sans réciprocité *ni discrimination*, qui serait avantageux pour les pays en voie de développement". (pas d'italique dans l'original)

4.32 S'il est vrai que la Clause d'habilitation n'établit pas l'obligation d'accorder des préférences, elle n'autorise pas *n'importe quelle* préférence dans le cadre de *n'importe quel* schéma dénommé SGP, mais seulement les préférences accordées dans le cadre des schémas SGP définis dans la Dérogation de 1971. Cela signifie, entre autres choses, que les préférences peuvent être accordées sans discrimination entre les pays en développement. Les pays développés Membres appliquant des schémas de préférences ne satisfaisant pas à cette prescription ont souvent obtenu une dérogation.[31]

4.33 Les préférences accordées dans le cadre du régime concernant les drogues établissent une discrimination entre pays en développement parce qu'elles ne sont pas étendues à tous les pays en développement. Les avantages conférés dans le cadre du régime concernant les drogues sont limités aux 12 Membres bénéficiant de préférences désignés expressément par les Communautés européennes. Le sens ordinaire du verbe "discriminate" (établir une discrimination) est "to make or constitute a difference in or between; distinguish; differentiate" (faire ou constituer une différence dans ou entre; distinguer; différencier) et "to make a distinction in the treatment of different categories of people or things" (faire une distinction dans le traitement de différentes catégories de personnes ou de choses).[32] Par conséquent, un traitement préférentiel "sans ... discrimination" des pays en développement est un traitement qui n'établit pas de distinction entre différentes catégories de pays en développement. Des schémas tarifaires préférentiels limités à un groupe de pays en développement nommément désignés ne peuvent être qualifiés de "sans ... discrimination" suivant une interprétation raisonnable de cette expression. En limitant aux 12 Membres bénéficiant de préférences le régime concernant les drogues, les Communautés européennes établissent une discrimination entre les pays en développement.

4.34 Même si les Communautés européennes établissaient que les Membres bénéficiant de préférences sont les seuls pays en développement à entreprendre des programmes efficaces de lutte contre la production et le trafic de drogues, le régime concernant les drogues ne satisferait toujours pas à l'obligation de non-discrimination énoncée dans la Clause d'habilitation. Comme il est indiqué ci-dessus, rien dans la Clause d'habilitation ne relève les Communautés européennes de l'obligation qui leur incombe au titre de l'article I:1 du GATT de 1994 d'étendre à tous les pays en développement, sans condition, les préférences tarifaires accordées dans le cadre du régime concernant les drogues. Les préférences SGP liées à la situation et au comportement des bénéficiaires en matière de drogue ne sont donc pas régies par la Clause d'habilitation. De plus, l'établissement d'une distinction dans le traitement des pays en développement sur la base de leur situation en matière de drogue est discriminatoire.

---

[31] Dérogation pour la Loi relative au redressement économique du bassin des Caraïbes des États-Unis adoptée le 15 février 1985 (L/5579, IBDD, S31/22) (prorogée le 15 novembre 1995 [WT/L/104]); dérogation pour le programme CARIBCAN du Canada adoptée le 26 novembre 1986 (L/6102, SR42/4) (prorogée le 14 octobre 1996 [WT/L/185]); dérogation pour la Loi relative aux préférences commerciales en faveur des pays andin des États-Unis adoptée le 19 mai 1992 (L/6991) (prorogée le 14 octobre 1996 [WT/L/183 et WT/L/184]); dérogation pour la quatrième Convention ACP-CEE de Lomé des Communautés européennes adoptée le 9 décembre 1994 (L/7604) (prorogée le 14 octobre 1996 [WT/L/186 et WT/L/187]); dérogation pour l'Accord de partenariat ACP-CE des Communautés européennes adoptée le 14 novembre 2001 (WT/MIN(01)/15).

[32] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, 4ème édition, page 689.

4.35 La Clause d'habilitation ne concerne que les préférences qui sont avantageuses pour tous les pays en développement et qui sont conçues pour répondre de manière positive à leurs besoins. Comme il est indiqué ci-dessus, le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation ne concerne que les préférences qui sont "beneficial to *the* developing countries" ([avantageuses] pour les pays en voie de développement).[33] L'utilisation de l'article défini "the" (les) avant "developing countries" (pays en voie de développement) indique clairement que les schémas SGP doivent être avantageux pour *tous* les pays en développement.

4.36 De plus, le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation dispose ce qui suit:

> "3. Tout traitement différencié et plus favorable accordé au titre de la présente clause:
>
> c) sera, s'il s'agit d'un traitement accordé aux pays en voie de développement par des parties contractantes développées, conçu et, si cela est nécessaire, modifié pour répondre de manière positive aux besoins du développement, des finances et du commerce des pays en voie de développement."

4.37 La prescription selon laquelle le traitement différencié et plus favorable des pays en développement doit être conçu pour répondre de manière positive à leurs besoins est formulée comme une obligation ("sera") à laquelle les pays développés doivent satisfaire lorsqu'ils appliquent les schémas de préférences autorisés au titre du paragraphe 2 a), c'est-à-dire les schémas SGP définis dans la Dérogation de 1971.

4.38 Le régime concernant les drogues n'est pas avantageux pour tous les pays en développement. Comme il est souligné dans l'introduction de la présente communication, les préférences tarifaires accordées par les Communautés européennes aux 12 pays bénéficiaires n'entraînent pas un transfert de ressources des Communautés européennes vers ces pays. Le principal effet des préférences est de déplacer vers les pays sélectionnés par les Communautés européennes les possibilités d'accès aux marchés des pays en développement qui sont exclus du régime. À ce titre, les vrais "donneurs" dans le cadre du régime concernant les drogues ne sont pas les Communautés européennes mais chacun des pays d'Amérique, d'Afrique et d'Asie victimes du détournement d'échanges provoqué par les préférences. Par exemple, dans le cas des préférences tarifaires accordées pour des textiles et vêtements du Pakistan, les vrais pays "donneurs" sont l'Inde et d'autres pays en développement dont les exportations vers les Communautés européennes sont en concurrence directe avec celles du Pakistan. Les préférences tarifaires accordées dans le cadre du régime concernant les drogues sont avantageuses pour certains pays en développement et préjudiciables pour d'autres; elles ne sont donc pas conformes au paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation.

4.39 Le régime concernant les drogues n'a pas été conçu pour répondre de manière positive aux besoins du développement, des finances et du commerce des pays en développement. Il s'applique à des pays dans lesquels sont produites et exportées des drogues illicites consommées dans les Communautés européennes. Les Communautés européennes sont tributaires de la collaboration de ces pays pour régler leurs propres problèmes de drogue. Les préférences accordées dans le cadre du

[33] Les versions espagnole et française de la note de bas de page 3 utilisent également l'article défini. Le texte espagnol est libellé comme suit: "Tal como lo define la Decisión de las PARTES CONTRATANTES de 25 de junio de 1971, relativa al establecimiento de un "sistema generalizado de preferencias sin reciprocidad ni discriminación que redunde en beneficio de *los* países en desarrollo"." Le texte français est libellé comme suit: "Tel qu'il est défini dans la décision des PARTIES CONTRACTANTES en date du 25 juin 1971 concernant l'instauration d'un système généralisé de préférences, "sans réciprocité ni discrimination, qui serait avantageux pour *les* pays en voie de développement"." (pas d'italique dans l'original)

régime concernant les drogues ont par conséquent été conçues pour répondre de manière positive aux besoins des Communautés européennes plutôt qu'à ceux des pays en développement.

4.40 En résumé, un pays développé Membre appliquant un schéma SGP doit respecter trois conditions essentielles: premièrement, le schéma ne doit pas établir de discrimination entre les pays en développement; deuxièmement, il doit être avantageux pour tous les pays en développement; et, troisièmement, il doit être conçu pour répondre de manière positive aux besoins des pays en développement. Ces conditions ont toutes la même fonction de base, à savoir faire en sorte que les schémas SGP soient des instruments au service du développement et non des instruments au service d'objectifs de politique étrangère ou commerciale des pays développés. Par conséquent, il est important que les dispositions de la Clause d'habilitation établissant ces conditions soient respectées par les pays développés Membres qui ont décidé d'accorder des préférences aux pays en développement.

4.41 Le régime concernant les drogues ne remplit aucune de ces conditions. En ne s'appliquant qu'à 12 pays en développement, il établit une discrimination entre les pays en développement. Il n'est pas avantageux pour les pays en développement, dans la mesure où il crée des possibilités d'accès aux marchés pour certains d'entre eux aux dépens des autres. Et, enfin, il n'a pas été conçu pour répondre de manière positive aux besoins des pays en développement, mais à ceux des Communautés européennes. Pour ces raisons, le régime concernant les drogues n'a rien de commun avec les schémas SGP autorisés au titre de la Clause d'habilitation.

B. PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

1. La Clause d'habilitation

a) La Clause d'habilitation exclut l'application de l'article I:1 du GATT

4.42 La Clause d'habilitation n'est pas un "moyen de défense affirmatif" qui justifie une violation de l'article I:1. Elle constitue un régime autonome qui exclut l'application de l'article I:1. Contrairement au texte précédent, la Décision des PARTIES CONTRACTANTES du 25 juin 1971 (la "Dérogation de 1971"), la Clause d'habilitation n'est pas une dérogation temporaire à l'article I:1 du GATT de 1994. Elle confère un droit autonome et permanent d'accorder certains types de "traitement différencié et plus favorable" aux pays en développement "nonobstant l'article I:1 [du GATT]". Ce droit constitue l'une des manifestations les plus importantes et les plus tangibles du principe de "traitement spécial et différencié" pour les pays en développement énoncé dans l'Accord sur l'OMC.

4.43 De même, dans l'affaire *Brésil – Aéronefs*, l'Organe d'appel a estimé qu'à l'article 27 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (l'"Accord SMC"), une disposition accordant un "traitement spécial et différencié" aux pays en développement en matière de subventions à l'exportation ne constituait pas un "moyen de défense affirmatif", mais excluait l'application de l'article 3.1 a) dudit accord. Comme l'article 27 de l'Accord SMC, la Clause d'habilitation prévoit un "traitement spécial et différencié" pour les pays en développement en conférant à tous les Membres le droit d'accorder certains types de "traitement différencié et plus favorable" aux pays en développement.

4.44 Le fait que la Clause d'habilitation ne constitue pas un "moyen de défense affirmatif" mais un droit autonome a deux conséquences importantes pour le présent différend: premièrement, pour établir qu'il y a violation de l'article I:1 du GATT de 1994, l'Inde doit d'abord établir que le régime concernant les drogues n'est pas visé par le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation et, deuxièmement, il incombe à l'Inde, en tant que partie plaignante, de prouver que le régime concernant les drogues n'est pas visé par le paragraphe 2 a) et, s'il l'est, qu'il est incompatible avec le paragraphe 3 c).

b) La Clause d'habilitation n'impose pas l'obligation d'accorder le traitement NPF sans condition aux pays en développement

i) La Clause d'habilitation n'impose pas l'obligation d'accorder un "traitement différencié et plus favorable" à tous *les pays en développement sur une base NPF*

4.45 L'expression "pays en voie de développement" qui figure au paragraphe 1 n'est précédée d'aucun qualificatif donnant à entendre que le "traitement différencié et plus favorable" doit être accordé nécessairement à *tous* les pays en développement. Si un Membre accorde un traitement "différencié et plus favorable" à *certains* pays en développement, ce traitement correspond au sens ordinaire du membre de phrase "traitement différencié et plus favorable aux pays en voie de développement".

4.46 L'interprétation de l'Inde selon laquelle l'expression "autres Membres" figurant au paragraphe 1 renvoie aux "pays développés" ne correspond en rien au sens ordinaire de cette expression. Si un Membre accorde des préférences à *certains* pays en développement, tout Membre qui ne se voit pas accorder ces préférences (qu'il soit développé ou en développement) est un "autre Membre" au sens ordinaire de l'expression. Cette interprétation est confirmée par le contexte, en particulier par la note de bas de page 3 relative au paragraphe 2 a) ainsi que par les paragraphes 2 c) et 2 d) de la Clause d'habilitation.

4.47 La note de bas de page 3 dispose que les préférences accordées au titre du paragraphe 2 a) doivent l'être "sans ... discrimination". Cela ne signifie pas que *tous* les pays en développement doivent se voir accorder les mêmes préférences et cela n'empêche pas les pays développés de traiter d'une manière différente des pays en développement qui, suivant des critères objectifs, ont des besoins en matière de développement différents.

4.48 Le paragraphe 2 d) permet aux Membres développés d'accorder un "traitement spécial" aux "pays en voie de développement les moins avancés". Il ne s'agit pas d'une "exception" au paragraphe 1 mais de l'un des types de mesures qu'il autorise, comme il ressort de la clause introductive du paragraphe 2. La locution adverbiale "ci-après" comprend l'alinéa d) du paragraphe 2. Par conséquent, le paragraphe 1 "s'applique" également à cet alinéa. Si le paragraphe 1 interdisait la différenciation entre pays en développement, il serait impossible de le concilier avec le paragraphe 2 d), qui envisage expressément une telle différenciation.

4.49 Le fait, pour le paragraphe 2 a), d'autoriser l'établissement d'une différenciation entre les pays en développement ne rendrait pas le paragraphe 2 d) redondant. Le paragraphe 2 a) concerne exclusivement le "traitement tarifaire préférentiel", alors que le paragraphe 2 d) s'applique à tout type de "traitement spécial", y compris donc les préférences non tarifaires. De plus, le paragraphe 2 d) s'applique dans le contexte de "toutes mesures générales ou spécifiques" en faveur des pays en développement, alors que les préférences dont il s'agit au paragraphe 2 a) doivent faire partie d'un système généralisé de préférences.

4.50 Enfin, le paragraphe 2 c) permet aux pays en développement de conclure des "arrangements régionaux ou mondiaux" en vue de la "réduction ou de l'élimination de droits de douane sur une base mutuelle". Par définition, ces arrangements "régionaux" n'incluent pas tous les pays en développement. Donc, si le paragraphe 1 ne permettait pas l'octroi d'un "traitement différencié et plus favorable" à *certains* pays en développement, les arrangements régionaux mentionnés au paragraphe 2 c) ne relèveraient pas du paragraphe 1.

ii) La Clause d'habilitation n'impose pas l'obligation d'accorder un traitement différencié et plus favorable "sans condition"

4.51 Rien dans les paragraphes 1, 2 ou 3 n'impose l'obligation d'accorder un traitement préférentiel "sans condition". Au contraire, une telle prescription ne pourrait pas être conciliée avec la note de bas de page 3 relative au paragraphe 2 a) ni avec le paragraphe 2 c) de la Clause d'habilitation.

4.52 Une préférence tarifaire est "conditionnelle" au sens de l'article I:1 du GATT de 1994 lorsqu'elle est accordée en échange d'une certaine forme de compensation. Par ailleurs, la notion de "réciprocité" implique un échange d'avantages identiques ou semblables. Donc, dans le contexte précis d'un accord commercial tel que l'Accord sur l'OMC, le terme "réciproque" renvoie aux conditions exigeant l'octroi de concessions commerciales équivalentes à titre de compensation pour les avantages commerciaux reçus d'un autre Membre.

4.53 La note de bas de page 3 relative au paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation n'interdit que les conditions de réciprocité. Elle n'interdit pas des conditions qui prévoient une compensation sans réciprocité. Si les préférences accordées au titre de la Clause d'habilitation devaient l'être "sans condition" en vertu de l'article I:1 du GATT de 1994, il aurait été inutile de préciser au paragraphe 2 a) que les préférences accordées dans le cadre d'un schéma SGP devaient l'être "sans réciprocité".

4.54 De plus, les "arrangements régionaux ou mondiaux" en vue de la "réduction ou de l'élimination de droits de douane sur une base mutuelle" aux termes du paragraphe 2 c) sont, par définition, "conditionnels" dans la mesure où ils consistent en un échange réciproque de concessions tarifaires. Si toutes les préférences accordées aux pays en développement au titre de la Clause d'habilitation devaient l'être "sans condition", tout arrangement "mondial" ou "régional" conclu au titre du paragraphe 2 c) serait contraire à l'article I:1 du GATT de 1994.

iii) En tout état de cause, le régime concernant les drogues est "sans condition"

La jurisprudence concernant l'interprétation de l'expression "sans condition"

4.55 L'expression "sans condition" n'a pas encore fait l'objet d'une interprétation par l'Organe d'appel. Elle a été examinée dans deux rapports de groupes spéciaux, *Indonésie – Automobiles* et *Canada – Automobiles*, qui ont donné des interprétations différentes et contradictoires. Les deux interprétations sont incorrectes. Dans l'affaire *Indonésie – Automobiles*, le Groupe spécial a cité le rapport d'un groupe spécial de 1952, *Allocations familiales belges*, réputé pour son manque de clarté. L'affaire *Allocations familiales belges* ne présente pas d'intérêt pour l'interprétation de l'expression "sans condition" mais pour l'interprétation du terme "similaire". Le rapport défend l'idée que les différences existant dans le traitement des importations ne peuvent être fondées sur les différences entre les caractéristiques des pays exportateurs qui ne se traduisent pas par des différences dans les marchandises elles-mêmes, car les premières ne rendent pas les marchandises "non similaires".

4.56 L'interprétation faite dans l'affaire *Indonésie – Automobiles* a été de fait rejetée dans l'affaire *Canada – Automobiles*. Toutefois, dans cette affaire le Groupe spécial n'a pas non plus pu donner un sens à l'expression "sans condition" parce que l'article I:1 ne dit pas que les conditions doivent être imposées sur une base NPF, mais que le traitement NPF doit être accordé "sans condition". Cela signifie que certaines "conditions" sont interdites en soi, indépendamment du fait qu'elles sont ou non accordées de manière discriminatoire. Toutefois, contrairement aux constatations du Groupe spécial dans l'affaire *Indonésie – Automobiles*, les conditions interdites ne sont pas celles qui sont sans lien avec les marchandises importées, mais celles qui lient l'octroi du traitement NPF à une certaine forme de compensation.

Le sens ordinaire de l'expression "sans condition"

4.57 Comme il ressort de la définition qu'en donnent plusieurs dictionnaires, une obligation ou un droit est "conditionnel" lorsque son existence dépend de la survenance d'un événement particulier. Les classifications juridiques qui établissent une distinction entre des personnes, des objets ou pays sur la base de leurs caractéristiques propres ou plus ou moins permanentes ne sont pas, à proprement parler, des "conditions". De fait, si ces distinctions étaient considérées comme des "conditions", toutes les lois ou tous les règlements devraient être qualifiés de "conditionnels" parce qu'il est dans leur nature d'établir ce genre de distinction.

4.58 La sélection des pays bénéficiaires du régime concernant les drogues est effectuée par les autorités des Communautés européennes sur la base d'une évaluation d'ensemble de la gravité du problème de la drogue dans chaque pays en développement. Qu'un pays en développement soit ou non particulièrement touché par le problème de la drogue au moment où la sélection des bénéficiaires est faite n'est pas un événement "futur" ou "incertain". C'est une situation existante et plus ou moins permanente qui est à la fois certaine et connue des autorités des Communautés européennes et qui, par conséquent, ne peut être considérée comme une "condition".

4.59 L'opinion de l'Inde selon laquelle le fait de traiter différemment des Membres qui sont dans une "situation" différente équivaut à une "condition", ainsi que l'affirmation de l'Inde selon laquelle le paragraphe 1 de la Clause d'habilitation n'"exempte" pas de l'obligation d'accorder des préférences "sans condition", produit un résultat absurde lorsqu'on l'applique au paragraphe 2 d) de la Clause d'habilitation. La distinction entre pays les moins avancés et autres pays en développement établie au paragraphe 2 d), de même que la distinction entre pays en développement particulièrement touchés par le problème de la drogue et autres pays en développement, est également liée à la "situation" de ces pays. Par conséquent, d'après l'interprétation de l'Inde, toute préférence accordée aux pays les moins avancés serait "conditionnelle" et donc interdite par l'article I:1 du GATT de 1994.

4.60 L'interprétation que l'Inde fait de l'expression "sans condition" s'inspire d'un passage du rapport du Groupe spécial *Canada – Automobiles*, qui n'est qu'un *obiter dictum* dans la mesure où il fait allusion à la *situation* des pays. De plus, l'Organe d'appel n'a pas accepté le *dictum*, pas plus qu'il n'a examiné le service de l'expression "sans condition".

Le sens de l'expression "sans condition" dans le contexte des clauses NPF

4.61 Dans le contexte des clauses NPF, l'expression "sans condition" fait référence à un type particulier de "conditions", à savoir celles qui exigent l'octroi de concessions à titre de compensation pour bénéficier du traitement NPF. L'article I:1 du GATT de 1994 a été conçu sur le modèle de la clause NPF type de la Société des nations qui avait elle-même pour origine des clauses similaires figurant dans des accords commerciaux bilatéraux. Avant cela, il y a eu plusieurs traités "conditionnels" et "sans condition" conclus par les États-Unis et les pays européens. La différence entre la forme de clause NPF "sans condition" et "conditionnelle" a déjà été expliquée par le Département d'État des États-Unis et dans les rapports de la Commission économique de la Société des nations. De plus, la même notion de clause NPF conditionnelle apparaît dans les *Projets d'articles sur la clause de la nation la plus favorisée* de la Commission du droit international. Ceux-ci établissent une distinction entre, d'une part les clauses NPF qui "ne sont pas soumises à contrepartie" et, d'autre part, deux types de clauses NPF conditionnelles: celles qui sont "soumises à un traitement réciproque" et celles qui sont "soumises à une condition de contrepartie" autre qu'une condition de réciprocité. L'expression "condition de contrepartie" est définie comme étant "une condition de contrepartie de n'importe quelle nature", alors qu'une "condition de traitement réciproque" s'entend d'"une condition de contrepartie prévoyant un traitement identique ou, le cas échéant, un traitement équivalent".

4.62 Contrairement à cette acception traditionnelle du terme "conditionnalité", les bénéficiaires du régime concernant les drogues ne sont pas tenus d'accorder des concessions commerciales ni d'accorder une quelconque autre compensation aux Communautés européennes.

c) Le régime concernant les drogues est compatible avec la Clause d'habilitation

i) Le régime concernant les drogues est "sans ... discrimination"

4.63 Le critère de "non-discrimination" énoncé au paragraphe 2 a) est différent du critère NPF qui figure à l'article I:1 du GATT de 1994. Alors que l'article I:1 du GATT de 1994 traite de l'octroi de conditions de concurrence égales pour les importations en provenance de tous les Membres, le but de la Clause d'habilitation est de promouvoir le commerce de tous les pays en développement Membres d'une manière correspondant aux besoins respectifs de leur développement.

4.64 Le paragraphe 2 a) n'empêche pas les Membres de traiter de manière différente des pays en développement qui, suivant des critères objectifs, ont des besoins différents en matière de développement. Ce n'est pas établir une discrimination que de traiter de façon différente des situations qui sont objectivement différentes. Il peut même parfois être nécessaire d'appliquer un traitement différent pour éviter une discrimination indirecte, ainsi que pour se conformer à la prescription du paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation voulant que les préférences répondent de manière positive aux besoins du développement des pays en développement.

L'interprétation de l'expression "sans ... discrimination" figurant au paragraphe 2 a)

4.65 Le verbe "discriminate" (établir une discrimination) a un sens neutre et un sens "négatif", ce dernier étant le plus courant lorsque le verbe est utilisé dans un contexte juridique. C'est ce qui ressort des textes pertinents ainsi que de la jurisprudence des tribunaux internationaux et nationaux. Il n'y a "discrimination" que lorsque des situations égales sont traitées de manière inégale (ou lorsque des situations égales sont traitées de manière égale). Il faut pour cela examiner si la distinction vise un objectif légitime et s'il existe un lien "suffisant" entre cet objectif, la nature de la distinction et les différences entre les situations considérées, sur lesquelles la distinction est fondée.

4.66 Pour ce qui est du contexte, le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation mentionne les "besoins du développement, des finances et du commerce des pays en voie de développement", soit les besoins de chacun de ces pays. Ces besoins peuvent varier en fonction des différentes catégories de pays en développement, et évoluer dans le temps. De fait, la disposition qui prévoit que les préférences seront "si ... nécessaire, modifi[ées]", part du principe que ces besoins vont évoluer.

4.67 Des indications contextuelles additionnelles sont données par l'article III:4 tel qu'il a été interprété dans les affaires *États-Unis – Article 337* et *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*. De même, l'article XVII de l'Accord général sur le commerce des services ("AGCS") prévoit que le critère de traitement national figurant dans cette disposition n'exige pas un traitement formellement égal. Ces dispositions illustrent le fait qu'il faut, dans certains cas, appliquer un traitement formellement inégal pour satisfaire à un critère d'égalité donné. Le texte introductif de l'article XX du GATT de 1994 confirme aussi que, pour déterminer s'il y a "discrimination" entre des pays, il faut se demander si les mêmes conditions existent dans les pays concernés. Il ressort implicitement du texte introductif qu'il ne saurait y avoir de "discrimination" lorsque deux pays sont traités de manière différente parce que des conditions différentes existent dans chacun d'entre eux et que, de la même façon, un traitement égal de conditions inégales peut être assimilé à une discrimination. C'est ce qui a été reconnu par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*.

4.68 Enfin, l'article XIII établit que, dans le contexte du GATT, une inégalité formelle n'est pas synonyme de "discrimination". Il faut établir l'existence d'une discrimination compte tenu de

l'objectif spécifique de chacune des dispositions contenant l'obligation de non-discrimination. L'objectif de la Clause d'habilitation est de promouvoir les exportations des pays en développement d'une manière correspondant à leurs besoins respectifs en matière de développement. Compte tenu de cet objectif, il n'est pas discriminatoire d'accorder des préférences additionnelles aux pays en développement ayant des besoins spéciaux en matière de développement.

4.69 L'objet et le but du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation sont énoncés dans le premier considérant de la Dérogation de 1971, auquel fait référence la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation et que confirment le paragraphe 3 de l'article XXXVI du GATT de 1994 et le Préambule de l'Accord sur l'OMC. Les dispositions ci-dessus énoncent l'objectif consistant à promouvoir le commerce de *tous* les pays en développement, et pas seulement des plus "compétitifs" d'entre eux. De plus, la croissance du commerce doit *correspondre* aux besoins de leur développement. Cet objectif est d'autant plus facile à atteindre si les préférences tarifaires sont conçues pour prendre en compte le fait que certains pays en développement ont des besoins spéciaux en matière de développement.

4.70 L'interprétation donnée par les Communautés européennes de l'expression "sans ... discrimination" contribue à la réalisation des objectifs susmentionnés de la Clause d'habilitation et de l'Accord sur l'OMC parce qu'elle permet d'accorder des préférences additionnelles aux pays en développement ayant des besoins spéciaux en matière de développement, afin qu'ils puissent s'assurer une part du commerce international qui *corresponde* à ces besoins spéciaux.

> Il n'est pas "discriminatoire" de traiter différemment les pays en développement qui sont particulièrement touchés par le problème de la drogue

4.71 L'Assemblée générale des Nations Unies a reconnu que le problème de la drogue est souvent lié aux problèmes de développement et que l'existence de ces liens, associée à la nécessité de favoriser le développement économique des pays touchés par le commerce illicite de la drogue nécessite une coopération internationale renforcée pour mener les activités de développement de substitution qui soient durables, dans un contexte de responsabilités partagées. L'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) conclut lui aussi que la production illicite et le trafic de drogues empêchent la croissance à long terme dans les pays en développement touchés par ce problème. Ils déstabilisent l'économie, le système politique ainsi que la société civile. Enfin, le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues ("PNUCID") a conclu que "les maux économiques et sociaux engendrés par les drogues illicites" tels qu'une baisse de la productivité, la propagation du sida, la dégradation de l'environnement et l'augmentation du risque de conflits armés "sont largement supérieurs" aux bénéfices à court terme de la production et du trafic illicites de drogues.

4.72 Pour lutter de manière efficace contre le problème de la drogue, il est nécessaire d'adopter une approche équilibrée, qui combine des initiatives visant à réduire la demande illicite de drogues avec des initiatives visant à réduire l'offre illicite de drogues, et qui requiert que les actions visant à éliminer la production et le trafic illicites soient complétées par la promotion d'activités économiques de substitution. Les préférences commerciales contribuent au développement de ces activités de substitution et, par conséquent, constituent une réponse appropriée aux besoins particuliers de développement des pays en développement particulièrement touchés par le problème de la drogue.

4.73 Cette stratégie va dans le sens des conventions pertinentes de l'ONU, en particulier de la *Convention contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes* de 1988, qui prévoit expressément que les parties peuvent coopérer pour rendre plus efficaces les efforts visant à contrôler l'offre de drogues en soutenant des activités économiques de substitution. Elle va également dans le sens des lignes directrices adoptées par la *Conférence internationale sur l'abus et le trafic illicite des drogues*, tenue à Vienne en 1987, ou de la Déclaration politique adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 23 février 1990. Le *Plan d'action sur la coopération internationale pour l'élimination des cultures de plantes servant à fabriquer des drogues illicites et les activités de*

substitution adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1998 (le "Plan d'action de 1998") a une importance particulière. Ce plan prévoit que les États concernés devraient élaborer des stratégies nationales de réduction et d'élimination des cultures qui devraient comporter des "mesures globales, telles que des programmes axés sur des activités de substitution, des mesures de répression et l'éradication des cultures". D'après le Plan d'action de 1998, "la responsabilité de la mise au point et de l'exécution des activités de substitution incombe essentiellement aux États sur le territoire desquels se trouvent des cultures illicites". Néanmoins, le Plan d'action de 1998 reconnaît que la réussite des activités de substitution dépend du soutien de la communauté internationale. De même, les autres États, et les organismes des Nations Unies sont encouragés à fournir l'assistance financière et technique nécessaire. Les autres États sont également encouragés à procurer davantage de débouchés sur leurs marchés, à titre de mesure complémentaire.

4.74 L'appel à l'accès accru aux marchés a été réitéré par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution du 19 décembre 2001 et par la résolution de la Commission des stupéfiants des Nations Unies du 15 mars 2002. L'importance qu'il y a à assurer un accès accru aux marchés internationaux a également été reconnue dans le préambule de l'Accord sur l'agriculture. Enfin, les Communautés européennes rappellent qu'un autre Membre de l'OMC, les États-Unis, accorde des préférences commerciales aux pays andins dans le cadre de la Loi relative aux préférences commerciales en faveur des pays andins ("ATPA"), dans le même but que les Communautés européennes dans le cadre du régime concernant les drogues. Une dérogation a été accordée pour l'ATPA en 1992, qui a été prorogée en 1996.

Le régime concernant les drogues est appliqué "sans ... discrimination"

4.75 La désignation de pays bénéficiaires du régime concernant les drogues repose sur une évaluation globale de la gravité du problème de la drogue dans chacun des pays en développement suivant des critères objectifs, appliqués sans discrimination. Cette évaluation prend en compte l'importance de la production et/ou du trafic de drogues dans chaque pays, mesurée d'après les statistiques disponibles, de même que leurs effets. À cet égard, il convient de rappeler que les conséquences du problème de la drogue sont multiples. La sélection des pays bénéficiaires cherche à prendre en compte tous les éléments pertinents, y compris en particulier: les répercussions sur la situation économique; les répercussions sur la santé et l'environnement et les répercussions sur la stabilité de l'État et de la société civile.

4.76 Les produits du cocaïer (feuilles de coca, pâte de coca, cocaïne, crack, cocaïne base) et les produits de l'opium (opium, morphine, héroïne) constituent l'essentiel du commerce mondial illicite de drogues en termes monétaires. Ce sont également les drogues illicites qui ont le plus de répercussions socioéconomiques dans le monde. Par conséquent, la sélection de bénéficiaires se fait sur la base de données relatives à ces deux types de stupéfiants.

4.77 Les structures géographiques du trafic de drogues sont moins stables que celles de la production de drogues. Néanmoins, la quantité de drogues saisie dans les différents pays a permis de reconstituer certains itinéraires du trafic. On sait que les opiacés qui entrent dans l'Union européenne viennent principalement d'Afghanistan, via le Pakistan et l'Iran, alors que la cocaïne est acheminée des pays andins vers l'Amérique du Nord et l'Union européenne via l'Amérique centrale et les Caraïbes. Les saisies de cocaïne sont principalement réalisées dans les Amériques, surtout en Amérique centrale et dans les pays andins.

4.78 La sélection des 12 pays bénéficiaires du régime concernant les drogues s'effectue sans discrimination, comme le montrent les statistiques relatives à la production et aux saisies de drogues.[34]

[34] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 120 à 124.

a) Les principaux chiffres de la production d'opium sont les suivants[35]:

Tableau 1

Production d'opium (en tonnes métriques)

	1999	2000	2001	2002 (estimation)	Moyenne
Afghanistan	4 565	3 276	185	3 422	2 862
Myanmar	865	1 087	1 097	829	970
RPD lao	124	167	134	124	137
Colombie	88 (102)	88	88	n.c.	88 (93)

b) Les principaux producteurs de feuilles de coca et les chiffres de leur production sont les suivants[36]:

Tableau 2

Production de feuilles de coca (en tonnes métriques)

	1999	2000	2001	Moyenne
Colombie	260 995 (195 000)	266 161	236 035	254 397 (232 340)
Pérou	69 200 (72 500)	54 400	49 260	54 903 (56 003)
Bolivie	22 800	13 400	20 200	18 800

c) Les chiffres des principales saisies d'opium sont les suivants:

Tableau 3

Saisies d'opium (en kg)[37]

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Iran	117 095	126 554	149 577	162 414	154 454	204 485	179 053
Pakistan	14 663	109 420	7 423	7 300	5 022	16 320	8 867

[35] PNUCID, *Rapport mondial sur les drogues* 2000, page 160; *Tendances mondiales des drogues illicites* 2002, pages 47 et suivantes (les chiffres entre parenthèses sont tirés du *Rapport mondial sur les drogues*). Les estimations pour 2002 sont tirées de *The Opium Economy in Afghanistan* du PNUCID, page 30.

[36] PNUCID, *Rapport mondial sur les drogues* 2000, page 161; PNUCID, *Tendances mondiales des drogues illicites* 2002, pages 57 et suivantes (les chiffres entre parenthèses sont tirés du *Rapport mondial sur les drogues*).

[37] Les chiffres pour la période allant de 1994 à 1998 sont tirés du *Rapport mondial sur les drogues* 2000 du PNUCID, page 167; les chiffres pour 1999 proviennent des *Tendances mondiales des drogues illicites* 2001 du PNUCID, page 99 et les chiffres pour 2000 sont tirés des *Tendances mondiales des drogues illicites* 2002 du PNUCID, page 82.

d) Les chiffres des principales saisies d'héroïne figurent ci-dessous:

Tableau 4

Saisies d'héroïne et de morphine (en kg)[38]

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Iran	13 767	13 121	11 235	20 936	25 186	28 794	26 953
Pakistan	6 444	10 760	5 872	6 156	3 364	4 974	9 492

e) Les chiffres des principales saisies de cocaïne sont les suivants:

Tableau 5

Saisies de cocaïne (en kg)[39]

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Colombie	69 592	59 030	45 779	42 044	107 480	63 945	110 428
Mexique	22 117	22 708	23 835	34 952	22 597	34 623	23 196
Panama	5 177	7 169	8 168	15 177	11 828	3 140	7 400
Bolivie	10 021	8 497	8 305	13 689	10 102	7 707	5 559
Pérou[40]	10 634	22 661	19 695	8 796	9 937	11 307	11 848
Guatemala	1 900	956	3 951	5 098	9 217	9 965	1 518
Venezuela	6 035	6 650	5 906	16 741	8 159	12 149	14 771
Costa Rica	1 411	1 170	1 873	7 857	7 387	1 999	5 781
Brésil	12 028	5 815	4 071	4 309	6 560	7 646	5 517
Nicaragua	1 338	1 507	398	2 790	4 750	833	961
Équateur	1 790	4 284	9 534	3 697	3 854	10 162	3 308
El Salvador	Pas de rapport	65	99	234	45	38	432
Honduras	930	408	3 275	2 187	4 750	833	1 215

ii) Le régime concernant les drogues est "avantageux pour les pays en voie de développement"

4.79 L'argument de l'Inde selon lequel l'utilisation de l'article défini *the* (les) avant l'expression "developing countries" (pays en voie de développement) dans la note de bas de page 3 "indique clairement que les schémas SGP doivent être avantageux pour *tous* les pays en développement" n'est

[38] Les chiffres pour la période allant de 1994 à 1998 proviennent du *Rapport mondial sur les drogues* 2000 du PNUCID, page 168; les chiffres pour 1999 sont tirés des *Tendances mondiales des drogues illicites* 2001 du PNUCID, page 112 et les chiffres pour 2000 proviennent des *Tendances mondiales des drogues illicites* 2002 du PNUCID, page 96.

[39] Les chiffres pour la période allant de 1994 à 1998 proviennent du *Rapport mondial sur les drogues* 2000 du PNUCID, page 169; les chiffres pour 1999 et 2000 sont tirés des *Tendances mondiales des drogues illicites* 2002 du PNUCID, pages 121 et suivantes.

[40] D'après les statistiques de l'Organisation des États américains, les chiffres du Pérou sont en général très supérieurs. 1995: 29 147; 1996: 20 398; 1997: 11 111; 1998: 21 989; 1999: 32 846.

en aucune façon imposé par le sens ordinaire de la note de bas de page 3. Dire que les préférences doivent être "avantageuses pour *les* pays en voie de développement" ne revient pas à dire qu'elles doivent être avantageuses pour *tous* les pays en développement, et encore moins qu'elles doivent être avantageuses pour *chacun* des pays en développement. Le membre de phrase "avantageux pour les pays en voie de développement" signifie simplement que les préférences doivent être avantageuses pour *les* pays en développement auxquels elles sont accordées, plutôt que pour *les* pays développés qui les accordent. La prescription selon laquelle les préférences doivent être accordées "sans ... discrimination" répond explicitement à la question de savoir si les préférences peuvent être accordées à *certains* pays en développement. Comme indiqué ci-dessus, cette expression ne signifie pas que les mêmes préférences doivent être accordées à chacun des pays en développement.

4.80 À titre subsidiaire, les Communautés européennes affirment qu'il serait parfaitement conforme au sens ordinaire du membre de phrase "avantageux pour les pays en voie de développement" de considérer que cette prescription est remplie si une préférence est avantageuse pour tous les pays en développement pris ensemble.

4.81 De plus, le régime concernant les drogues est potentiellement "avantageux" pour chacun des pays en développement parce que la liste des bénéficiaires peut être élargie et inclure tout pays en développement qui, à la suite d'un changement de circonstances, peut prétendre au statut de pays particulièrement touché par la production ou le trafic de drogues.

4.82 Pour ce qui est du contexte, premièrement, l'obligation d'accorder les préférences "sans ... discrimination" ne signifie pas que des préférences identiques doivent être accordées à tous les pays en développement. Néanmoins, si les préférences devaient être "avantageuses" pour chacun des pays en développement, il serait nécessaire d'accorder des préférences identiques à tous les pays en développement. Par conséquent, l'interprétation de l'Inde rendrait inutile la prescription voulant que les préférences soient accordées "sans ... discrimination".

4.83 Deuxièmement, la note de bas de page 3 est rattachée au paragraphe 2 a) qui fait référence au "preferential tariff treatment accorded ... to products originating in developing countries" (traitement tarifaire préférentiel accordé ... pour des produits originaires de pays en voie de développement) et non "... in "*the* developing countries"" (*des* pays en voie de développement). Le paragraphe 2 a) s'applique quant à lui dans le cadre du paragraphe 1, qui autorise "differential and more favorable treatment to developing countries" (un traitement spécial et différencié aux pays en voie de développement) et non "to "*the* developing countries"". Dans la logique de l'Inde, l'omission du mot "the" devant "developing countries" ... dans les paragraphes 1 et 2 a) confirme que, comme l'affirment les Communautés européennes, les pays développés sont autorisés à accorder des préférences à *certains* pays en développement. Par conséquent, l'interprétation que l'Inde fait du membre de phrase "avantageux pour les pays en voie de développement" donnerait lieu à un conflit entre la note de bas de page 3 et ces deux dispositions.

4.84 Troisièmement, l'interprétation de l'Inde empêcherait les pays développés de répondre aux besoins en matière de développement de chacun des pays en développement, contrairement à la prescription énoncée au paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation.

4.85 Enfin, il est rappelé que la Décision sur la mise en œuvre adoptée par la Conférence ministérielle de l'OMC à Doha réaffirme que "les préférences accordées aux pays en développement conformément à la Décision des parties contractantes du 28 novembre 1979 ("Clause d'habilitation") devraient être généralisées, non réciproques et non discriminatoires". Le fait que la Conférence ministérielle n'a pas jugé nécessaire de réaffirmer que les préférences devaient être "avantageuses pour les pays en [voie de] développement" prouve que ce membre de phrase ne peut avoir les vastes répercussions que l'Inde veut lui donner. De plus, en faisant référence aux "preferences granted by developing countries" (préférences accordées aux pays en développement) plutôt que "to "*the*

developing countries"" la Décision sur la mise en œuvre ne fait que confirmer que les préférences ne doivent pas être accordées à chacun des pays en développement.

4.86 L'interprétation faite par l'Inde du membre de phrase "avantageux pour les pays en voie de développement" irait à l'encontre de l'objet et du but de la Clause d'habilitation et de l'Accord de l'OMC, qui sont de promouvoir les exportations des pays en développement d'une manière répondant à leurs besoins respectifs en matière de développement.

iii) Le régime concernant les drogues répond de manière positive aux besoins des pays en développement

4.87 L'argument de l'Inde selon lequel le régime concernant les drogues n'a pas été conçu pour répondre de manière positive aux besoins des pays en développement est de toute évidence illogique et sans fondement. Il revient à dire que, puisque l'abus de drogue est une préoccupation pour les Communautés européennes, la production et le trafic de drogues ne peuvent avoir aucune conséquence sur les besoins en matière de développement des pays touchés par ce problème. Il n'y a manifestement aucune logique.

4.88 Il existe un lien étroit entre les drogues et le développement, avec pour conséquence que les pays particulièrement touchés par le problème de la drogue ont des besoins spéciaux en matière de développement. Comme il est démontré ci-dessus, le régime concernant les drogues a été conçu pour répondre à ces besoins à l'aide d'activités économiques de substitution, ce qui constitue une stratégie conforme aux recommandations de l'ONU.

4.89 De plus, les Communautés européennes rappellent que dans l'Accord sur l'agriculture il est reconnu qu'assurer un accès accru aux marchés des pays développés constitue une réponse appropriée aux besoins particuliers en matière de développement des pays les plus touchés par le problème de la drogue.

4.90 Il est aussi rappelé que, lorsqu'elle a accordé la dérogation pour l'ATPA, l'OMC a reconnu expressément que ces préférences répondaient aux besoins du développement des pays bénéficiaires. Il n'y aucune différence fondamentale entre les préférences établies par l'ATPA et le régime concernant les drogues des Communautés européennes si ce n'est les pays visés et, par conséquent, il n'y a aucune raison valable d'estimer que, contrairement aux préférences prévues par l'ATPA, le régime concernant les drogues ne répond pas aux besoins du développement des bénéficiaires.

2. Article XX b) du GATT de 1994

a) Introduction

4.91 Au cas où le Groupe spécial constaterait que le régime concernant les drogues ne relève pas du champ d'application du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation, ou qu'il est incompatible avec le paragraphe 3 c), les Communautés européennes estiment que le régime concernant les drogues serait justifié au regard de l'article XX b) du GATT de 1994 comme étant nécessaire à la protection de la santé et de la vie des personnes dans les Communautés européennes.

b) Le régime concernant les drogues est nécessaire à la protection de la santé et de la vie des personnes

i) Les drogues représentent un risque pour la santé et la vie des personnes

4.92 Pour les Communautés européennes, il est incontestable que les stupéfiants représentent un risque pour la santé et la vie des personnes dans les Communautés européennes. De fait, comme l'a

reconnu l'Assemblée générale des Nations Unies, "la drogue ... menace gravement la santé ... et le bien-être de l'humanité tout entière". Les stupéfiants produits dans les territoires des pays bénéficiaires, ou qui transitent par ces derniers, à savoir les produits à base de coca (feuilles de coca, pâte de coca, cocaïne, crack, cocaïne épurée) et les opiacés (opium, morphine, héroïne), représentent des risques particulièrement graves pour la santé et la vie des personnes, comme l'indique l'Office des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime ("OCDPC").

4.93 D'après l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies ("OEDT"), entre 7 000 et 8 000 décès "directement" liés à la drogue sont signalés chaque année dans l'ensemble des Communautés européennes. Il convient d'y ajouter un nombre nettement plus important de décès indirectement liés à la drogue, qui sont la conséquence des risques apparentés, tels que les maladies infectieuses contractées par le biais d'une habitude/d'un mode de vie de toxicomane, par exemple le VIH/SIDA, les complications découlant d'une infection contractée en utilisant des drogues sur une longue période, par exemple l'hépatite qui cause la défaillance hépatique, les morts violentes liées à la fourniture et/ou à l'utilisation de drogues illicites et les accidents (y compris les accidents de la route) dus aux troubles du jugement résultant de la consommation de drogues.

4.94 D'après l'OEDT, du fait des risques directs et indirects posés par les drogues, le taux global de mortalité des toxicomanes à problème dans les Communautés européennes est jusqu'à 20 fois supérieur à celui de l'ensemble de la population du même âge.

4.95 L'inquiétude suscitée par les problèmes de santé et les autres problèmes sociaux causés par les stupéfiants est universelle et a entraîné l'adoption d'un système complet de moyens internationaux de contrôle de ces substances. À l'heure actuelle, ce système repose sur la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, telle que modifiée par le Protocole de 1972 (la "Convention de 1961"), et la Convention contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988 (la "Convention de 1988"). Étant donné que l'Inde est également partie aux Conventions de 1961 et de 1988, elle serait forclose à alléguer en l'espèce que les stupéfiants ne posent pas de risques graves pour la santé et la vie des personnes aux fins de l'article XX b).

ii) Le régime concernant les drogues est "nécessaire" pour lutter contre la production et le trafic de drogues

Les "valeurs" poursuivies par le régime concernant les drogues

4.96 Dans l'affaire *Corée – Diverses mesures concernant le bœuf*, l'Organe d'appel a estimé que "plus l'intérêt commun ou les valeurs communes poursuivis sont vitaux ou importants, plus il sera facile d'admettre la "nécessité" de mesures conçues pour atteindre ces objectifs". Comme l'a souligné l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Amiante*, la protection de la vie et de la santé des personnes est "à la fois vitale et importante au plus haut point". Par conséquent, en l'espèce, le mot "nécessaire" devrait être interprété par le Groupe spécial dans son acception le plus large possible.

Contribution du régime concernant les drogues à la protection de la santé et de la vie des personnes

4.97 Le régime concernant les drogues contribue à la réalisation de l'objectif qui consiste à protéger la santé et la vie de la population des Communautés européennes contre les risques liés à la consommation de stupéfiants en appuyant les mesures prises par d'autres pays contre la production et le trafic illicites de ces substances, mesures qui permettent d'en réduire l'offre dans les Communautés européennes.

4.98 Il existe un lien manifeste entre la lutte contre la drogue et le développement économique, comme l'ont reconnu l'Assemblée générale des Nations Unies et l'OICS. Le régime concernant les

drogues tient compte de ce lien. Il vise à promouvoir le développement d'activités économiques de substitution pour remplacer la production et le trafic de drogues illicites et, plus généralement, à élever le niveau global de développement économique des pays concernés, afin qu'ils puissent générer les ressources et capacités nécessaires pour faire respecter un système efficace de lutte contre la drogue.

4.99 Le régime concernant les drogues s'inscrit dans une stratégie qui englobe quatre types d'actions différentes mais apparentées: i) réduire la demande de drogue, par le biais de la prévention, du traitement et de la réinsertion; ii) empêcher l'offre de drogue par le biais de la répression; iii) réduire la culture illicite par des actions telles que la promotion d'activités de substitution; et iv) promouvoir la coopération internationale. L'assistance technique et financière aux pays en développement touchés par la production et le trafic de drogues ne rend pas le régime concernant les drogues superflu; ce régime est par contre un complément nécessaire à cette assistance technique et financière.

Incidences du régime concernant les drogues sur le commerce

4.100 Comme le prescrit le paragraphe 3 a) de la Clause d'habilitation, le régime concernant les drogues a été conçu pour promouvoir les échanges en provenance des pays bénéficiaires et non pour ériger des obstacles au commerce des autres pays. Il n'existe aucun élément de preuve montrant que, dans la pratique, le régime concernant les drogues a entraîné un déplacement d'une ampleur significative des importations en provenance d'autres pays en développement. Les préférences commerciales accordées au titre du régime concernant les drogues sont également assujetties au mécanisme général de la "gradation" prévu dans le règlement SGP.

c) Le régime concernant les drogues est appliqué d'une manière compatible avec le texte introductif

4.101 Le texte introductif de l'article XX établit trois critères concernant l'application des mesures que l'on peut chercher à justifier au titre de l'article XX: premièrement, il ne doit pas y avoir de discrimination arbitraire entre les pays où les mêmes conditions existent; deuxièmement, il ne doit pas y avoir de discrimination injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent; et, troisièmement, il ne doit pas y avoir de restriction déguisée au commerce international. Ces trois critères, bien que distincts, doivent "se lire parallèlement" et "influe[nt] sur le sens des autres".

4.102 Les critères que contient le texte introductif sont différents du critère utilisé pour déterminer si une mesure enfreint les règles de fond du GATT (en l'espèce, la Clause d'habilitation) comme l'a indiqué l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*. Ils diffèrent également de celui qui est utilisé pour déterminer si la mesure est provisoirement justifiée au titre de l'une des exceptions particulières énumérées dans l'article XX. Comme l'a souligné l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Essence*, le texte introductif ne concerne pas la mesure pour laquelle la justification est recherchée mais l'*application* de cette mesure. D'après l'Organe d'appel, la structure générale et la conception de la mesure ainsi que son objectif de politique déclaré doivent être examinés au regard de l'exception qui figure à l'article XX et non du texte introductif. De même, lorsqu'il examine le texte introductif, celui qui interprète le traité doit déterminer si l'application d'une mesure provisoirement justifiée au titre de l'une des exceptions énumérées à l'article XX constitue une utilisation abusive ou impropre de cette justification provisoire.

i) Discrimination arbitraire ou injustifiable

4.103 En l'espèce, les allégations de l'Inde ne se rapportent pas à l'"application" de la mesure; c'est la caractéristique fondamentale essentielle qu'est la "structure et la conception" de la mesure qui est en cause. La discrimination alléguée entre les deux catégories de pays en développement n'est donc pas

pertinente aux fins du texte introductif. En tout état de cause, toutefois, la désignation des pays bénéficiaires du régime concernant les drogues se fait en fonction de critères objectifs, non discriminatoires. Y inclure les pays les moins avancés et les autres pays en développement qui sont parties à l'Accord de Cotonou ou à des accords bilatéraux de libre-échange conclus avec les Communautés européennes n'aurait servi à rien parce que ces pays bénéficient déjà d'un accès en franchise de droits au titre de ces régimes. De même, les pays développés ne sont pas inclus parce que les "conditions [qui] existent" dans les pays développés ne sont pas les mêmes que celles qui existent dans les pays en développement. Les aspects procéduraux de l'octroi et du retrait des préférences spéciales sont également non discriminatoires.

ii) Restriction déguisée

4.104 Toute restriction aux importations en provenance de pays en développement qui ne sont pas particulièrement touchés par le problème de la drogue qui serait par sa nature même un effet de l'exclusion de cette catégorie de pays du régime concernant les drogues ne peut être utilisée pour établir que l'*application* du régime concernant les drogues entraîne une "restriction déguisée" au commerce. En revanche, pour établir que le régime concernant les drogues ne satisfait pas à ce critère, il faudrait démontrer que les importations en provenance d'Inde font l'objet d'une restriction parce que, du fait de l'*application* du régime concernant les drogues, l'Inde a été indûment exclue de la liste des bénéficiaires dudit régime, même si elle peut être qualifiée de pays particulièrement touché par le problème de la drogue. Toutefois, le choix des bénéficiaires du régime concernant les drogues a été fait en fonction de critères objectifs, non discriminatoires.

C. DÉCLARATION ORALE DE L'INDE À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL

1. Arguments procéduraux

a) Représentation conjointe de l'Inde et du Paraguay par le même personnel du Centre consultatif sur la législation de l'OMC

4.105 S'agissant de la question soulevée par les Communautés européennes le 14 mai 2003 au cours de la première réunion de fond du Groupe spécial, sur la question de savoir si l'Inde et le Paraguay peuvent être représentés par le même personnel du Centre consultatif sur la législation de l'OMC ("CCLO"), l'Inde et le Paraguay ont présenté une déclaration conjointe sur ce point au Groupe spécial le jour même. L'Inde fait valoir qu'elle savait parfaitement que le CCLO représentait le Paraguay en tant que tierce partie dans le présent différend. De même, le Paraguay était pleinement informé que le CCLO représentait l'Inde en tant que partie plaignante. L'Inde et le Paraguay considèrent qu'en représentant les deux parties, le CCLO ne porte pas atteinte à leur intérêt respectif à bénéficier d'une représentation juridique effective. L'Inde et le Paraguay ont tous deux consenti à être simultanément représentés dans le présent différend par le CCLO.

4.106 L'Inde et le Paraguay font valoir que la question de l'échange de renseignements entre les parties et les tierces parties auxquelles les Communautés européennes ont fait référence dans leur déclaration ne se pose pas en l'espèce parce que des droits renforcés ont été accordés aux tierces parties.

4.107 L'Inde et le Paraguay maintiennent que les procédures de l'OMC relatives au règlement des différends établissent des règles d'éthique à l'intention des membres des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel mais non des juristes représentant les Membres de l'OMC. Dans le droit de l'OMC en vigueur, la requête des Communautés européennes voulant que le Groupe spécial se prononce sur une question d'éthique juridique n'a donc pas le moindre fondement juridique et devrait être rejetée par le Groupe spécial.

4.108 L'Inde fait valoir que, en vertu des articles 2:2 et 6:1 de l'Accord instituant le Centre consultatif sur la législation de l'OMC, tant l'Inde que le Paraguay ont droit au soutien du CCLO, en tant que parties ou en tant que tierces parties. Citant la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Bananes III* qui dit "que ce soit dans ... l'Accord sur l'OMC, le Mémorandum d'accord ou les procédures de travail, ou en droit international coutumier ou suivant la pratique des tribunaux internationaux, nous ne voyons rien qui empêche un Membre de l'OMC de déterminer la composition de sa délégation dans la procédure de l'Organe d'appel", l'Inde soutient que cette observation s'applique également à la composition de la délégation dans la procédure du Groupe spécial.

2. Arguments quant au fond

4.109 L'Inde a dit s'être décidée à recourir à la procédure de règlement des différends avec une extrême réticence en l'espèce. Elle avait à plusieurs reprises tenté de régler la question de manière bilatérale avec les Communautés européennes mais l'incapacité dans laquelle elle s'était trouvée de parvenir à un règlement et les pertes considérables subies par sa branche de production ne lui avaient laissé pour choix que d'invoquer cette procédure. L'Inde avait recouru à cette procédure uniquement après avoir épuisé toutes les possibilités de parvenir à une solution mutuellement convenue.

4.110 L'Inde reconnaît la nécessité d'accorder une assistance financière spéciale aux pays en développement pour répondre aux besoins du développement de chacun d'entre eux. Mais elle ne pense pas que les préférences tarifaires qui établissent une discrimination entre les pays en développement sont l'instrument de politique générale approprié pour répondre aux besoins du développement particuliers de chaque pays. De telles préférences ont tendance à aider certains pays pauvres, au détriment d'autres, tout aussi pauvres. Le SGP n'a pas été instauré pour déplacer les possibilités d'accès aux marchés entre les pays pauvres qui ont des besoins différents en matière de développement, mais pour répondre aux besoins du développement de tous ces pays.

4.111 Les exportateurs indiens de textiles et de vêtements ont commencé à ressentir les effets défavorables du régime concernant les drogues en 2002, lorsque le Pakistan a été inclus dans ce régime. Ces problèmes n'apparaissent pas encore pleinement dans les statistiques commerciales parce que 16 mois seulement se sont écoulés depuis l'inclusion du Pakistan. Cependant, de l'avis de l'Inde, le système juridique de l'OMC est axé sur les conditions de concurrence pour les Membres de l'OMC, et non sur les résultats commerciaux.

4.112 Les Communautés européennes, l'Inde et les pays bénéficiaires sont tous d'accord sur le fait que les préférences SGP qui peuvent être accordées au titre du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation doivent être des "préférences, "sans ... discrimination, qui serai[en]t avantageu[ses] pour les pays en voie de développement"". L'Inde estime que le régime concernant les drogues ne satisfait pas à cette prescription parce que les préférences accordées à son titre ne sont disponibles que pour les produits originaires de pays spécifiés. Les Communautés européennes soutiennent au contraire que l'expression "sans ... discrimination" ne les empêche pas de traiter les bénéficiaires différemment parce que, en fonction de critères objectifs, ils ont des besoins différents en matière de développement à cause du problème de la drogue.

4.113 L'argument des Communautés européennes repose sur deux prémisses: premièrement, l'expression "sans ... discrimination", dans la Clause d'habilitation, autorise les pays développés à établir une distinction entre les pays en développement sur la base de critères objectifs se rapportant aux besoins spécifiques du développement de chacun des pays; et deuxièmement, les Communautés européennes répartissent en fait les avantages découlant du régime concernant les drogues en s'en remettant à des critères objectifs.

4.114 Le sens de l'expression "sans ... discrimination", telle qu'elle est utilisée au paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation, doit être déterminé en fonction des termes ordinaires du GATT de 1994, dans

leur contexte et à la lumière de leur objet et de leur but. Sur la base de ces principes, l'Organe d'appel a constaté ce qui suit: "L'aspect essentiel des obligations de non-discrimination est que des produits similaires doivent être traités de la même manière, quelle que soit leur origine [...]. Les obligations de non-discrimination s'appliquent à toutes les importations de produits similaires, sauf quand ces obligations font l'objet d'une dérogation expresse ou sont d'une autre manière sans effet en raison de l'application de dispositions spécifiques du GATT de 1994."[41]

4.115 La Clause d'habilitation fait partie intégrante du GATT de 1994 et il découle donc de cette constatation de l'Organe d'appel que, dans le contexte de la Clause d'habilitation, non-discrimination signifie traitement égal des produits similaires, sauf si une disposition particulière de ladite clause en dispose autrement. La question juridique fondamentale dont est saisi le Groupe spécial est donc la suivante: la Clause d'habilitation prévoit-elle une définition de l'expression "sans ... discrimination" différente de la définition généralement applicable dans le GATT de 1994?

4.116 Les Communautés européennes font valoir qu'une interprétation du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation autorisant les pays développés à traiter différemment les pays qui ont des besoins différents en matière de développement se voit étayée par le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation, qui oblige les pays développés à "répondre de manière positive aux besoins du développement, des finances et du commerce des pays en voie de développement". Les Communautés européennes allèguent que les besoins des pays en développement auxquels il est fait référence dans ce paragraphe sont "les besoins de *chacun de* ces pays". À partir de là, elles allèguent que l'obligation de répondre de manière positive aux besoins propres de chaque pays en développement serait sans objet si l'expression "sans ... discrimination" était interprétée comme interdisant toute différence de traitement entre les pays en développement.

4.117 Rien ne vient étayer l'affirmation d'après laquelle le paragraphe 3 c) fait référence aux besoins de *chacun des* pays en développement, et le texte du paragraphe 3 c) n'exprime pas cette idée. Dans le contexte des prescriptions qui régissent les préférences SGP, les rédacteurs de la Clause d'habilitation ont fait référence aux besoins des pays en développement en général. Dans le contexte du principe de réciprocité qui régit les négociations commerciales, ils ont fait référence aux besoins "de chacun des" pays en développement, ou aux besoins "particuliers" de ces pays. Cette comparaison ne laisse aucun doute sur le fait que les rédacteurs entendaient stipuler que les schémas SGP devaient répondre aux besoins des pays en développement en général et que les besoins propres de chaque pays en développement seraient pris en compte pour déterminer le degré de réciprocité dans les négociations commerciales.

4.118 En outre, rien ne vient étayer l'affirmation des Communautés européennes d'après laquelle le paragraphe 3 c) serait sans objet si les différences de traitement entre les pays en développement étaient interdites. Un schéma SGP peut être non discriminatoire et néanmoins ne pas répondre de manière positive aux besoins des pays en développement en général. Il est parfaitement logique que les rédacteurs aient prescrit que les avantages qui seraient accordés sur une base non discriminatoire aux pays en développement devaient répondre de manière positive aux besoins de ces pays.

4.119 L'affirmation des Communautés européennes voulant qu'un schéma exclusivement conçu pour résoudre les problèmes liés à la drogue réponde aux besoins des pays en développement tels que définis au paragraphe 3 c) ne peut pas non plus être conciliable avec le fait que, tout au long de la Clause d'habilitation, les besoins des pays en développement sont définis comme étant les "besoins du développement, des finances *et* du commerce". La conjonction de coordination "et" montre clairement que, pour évaluer la compatibilité d'un schéma SGP avec le paragraphe 3 c) ou le degré de non-réciprocité qui doit être accordé à un pays en développement au titre des paragraphes 5 et 6, les besoins du développement, des finances et du commerce doivent être estimés collectivement. Les

[41] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphes 190 et 191.

rédacteurs n'ont pas prévu l'option consistant à répondre *soit* aux besoins du développement, *soit* à ceux des finances, *soit* à ceux du commerce parce qu'ils n'ont pas utilisé le mot "ou". Il en découle en toute logique qu'ils n'ont pas prévu non plus l'option qui consiste à répondre à un besoin spécifique du développement, tel que le besoin de lutter contre la production et le trafic de drogues.

4.120 Enfin, il convient de rappeler que le paragraphe 3 c), par ses termes mêmes, ne crée pas un droit mais établit une obligation. Si l'interprétation des Communautés européennes était correcte, cette disposition *obligerait* les Membres développés à concevoir leurs schémas SGP de manière à répondre aux besoins *propres* de chacun des bénéficiaires. Ils auraient alors l'obligation juridique de moduler tous les avantages découlant de leurs schémas SGP en fonction des besoins propres de chacun des bénéficiaires. Toutefois, la plupart des avantages résultant du régime SGP général des Communautés européennes sont disponibles de manière égale à tous les pays en développement et, par conséquent, ne satisferaient pas à une telle obligation. En tentant de justifier l'un de leurs régimes SGP spéciaux, les Communautés européennes demandent donc au Groupe spécial d'adopter une interprétation du paragraphe 3 c) qui rendrait leur régime SGP général incompatible avec la Clause d'habilitation.

4.121 Les Communautés européennes affirment en outre que diverses dispositions du GATT de 1994 et de l'AGCS qui mettent en œuvre le principe de non-discrimination viennent étayer leur allégation d'après laquelle le régime concernant les drogues est "sans ... discrimination" au sens du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation. Cette affirmation ne résiste pas non plus à l'examen.

4.122 Il y a trois dispositions fondamentales du GATT qui mettent en œuvre le principe de la non-discrimination entre les produits originaires de différents pays. Chacune de ces dispositions établit un critère particulier de non-discrimination pour un instrument de politique donné:

a) L'article premier du GATT subordonne l'utilisation des droits de douane au critère de la nation la plus favorisée. Un Membre de l'OMC ne peut satisfaire à ce critère que s'il applique le même droit de douane aux produits similaires de tous les autres Membres de l'OMC. Le critère de non-discrimination établi par le GATT pour les droits de douane est donc un *traitement formellement égal*.

b) L'article XIII régit l'utilisation des contingents, y compris des contingents par pays. Il prescrit aux Membres qui administrent les contingents de s'efforcer de parvenir à une répartition du commerce se rapprochant dans toute la mesure possible de celle que, en l'absence des contingents, les Membres seraient en droit d'attendre, par exemple en basant la répartition des contingents sur une période représentative antérieure. Ici, le critère de non-discrimination n'est donc pas un traitement formellement égal mais est un traitement garantissant que les contingents ne modifient pas la part du commerce revenant à chaque Membre.

c) L'article XVII régit les importations et les exportations des entreprises commerciales d'État. Il prescrit aux Membres de s'assurer que ces entreprises agissent d'une manière compatible avec les principes du traitement non discriminatoire. Il y est précisé qu'il est imposé à ces entreprises de ne procéder à des achats et à des ventes qu'en s'inspirant uniquement de considérations d'ordre commercial.

4.123 Si chacune de ces trois dispositions établit un critère différent, elles ont cependant toutes un objectif commun, à savoir assurer que les produits similaires originaires de différents pays bénéficient de possibilités de concurrence égales. Dans le cas des droits de douane, cet objectif est atteint en prescrivant un traitement formellement égal; dans le cas des contingents, en prescrivant une répartition du commerce égale à la répartition qui existerait en l'absence des contingents; et dans le

cas des entreprises commerciales d'État, en prescrivant que les achats et les ventes s'inspirent de considérations égales à celles qu'appliqueraient les entreprises privées.

4.124 En outre, les règles relatives à la non-discrimination également énoncées dans les dispositions relatives au traitement national du GATT de 1994 et de l'AGCS ont pour objectif fondamental l'égalité des possibilités de concurrence. La jurisprudence se rapportant au GATT de 1994 et le texte de l'AGCS montrent clairement que l'obligation de traitement national peut être respectée par le biais d'un traitement formellement identique ou d'un traitement formellement différent. Il est toutefois tout aussi évident que l'une et l'autre de ces méthodes doivent avoir pour résultat une égalité effective des possibilités de concurrence.

4.125 Les dispositions du GATT relatives à la non-discrimination qui régissent les *droits de douane* ne fournissent donc aucun appui contextuel permettant une interprétation de l'expression sans discrimination, au paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation, qui justifierait le régime concernant les drogues. Ce paragraphe traite du *traitement tarifaire* des produits originaires des pays en développement. S'agissant des droits de douane, non-discrimination signifie traitement formellement égal des produits similaires. Le critère de non-discrimination que les Communautés européennes invitent le Groupe spécial à adopter en ce qui concerne le traitement tarifaire des produits originaires des pays en développement ne s'applique nullement, dans le droit de l'OMC, au traitement tarifaire.

4.126 L'affirmation des Communautés européennes, d'après laquelle les dispositions du GATT relatives à la non-discrimination qui régissent les *mesures non tarifaires*, telles que les contingents d'importation ou les règlements intérieurs, autorisent ou même imposent un traitement formellement différent des produits similaires, est correcte. Toutefois, toute différence de traitement doit dans tous les cas avoir pour résultat une égalité effective des conditions de concurrence entre les produits similaires, quelle que soit leur origine. Le traitement tarifaire préférentiel accordé au titre du régime concernant les drogues établit des conditions de concurrence qui favorisent les produits en provenance des pays bénéficiaires par rapport à ceux en provenance d'autres pays, et il est donc aussi discriminatoire au sens des dispositions concernant la non-discrimination qui régissent les mesures non tarifaires. En outre, ces dispositions ne peuvent permettre au Groupe spécial d'arriver à l'interprétation du paragraphe 2 a) avancée par les Communautés européennes.

4.127 Le paragraphe 2 a) définit les schémas SGP autorisés par la Clause d'habilitation en se référant à la Dérogation de 1971, et cette dernière, quant à elle, fait référence aux Conclusions concertées du Comité spécial des préférences adoptées à la quatrième session extraordinaire du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED. Comme l'Inde le démontrera plus amplement dans sa communication présentée à titre de réfutation, les Conclusions concertées prévoient de façon claire que les avantages des schémas SGP devraient être disponibles à tous les pays bénéficiaires. Une telle conception des Conclusions concertées est confirmée par le fait que, avant l'adoption des Conclusions concertées, les pays développés étaient convenus entre eux, dans le cadre de l'OCDE, que les préférences qu'ils accorderaient n'établiraient pas de discrimination entre les pays en développement, sauf en faveur des pays les moins avancés.

4.128 Comme l'a indiqué l'Inde au début de sa déclaration, pour l'Organe d'appel, non-discrimination signifie traitement égal des produits similaires sauf si une disposition particulière en dispose autrement. Le fait est que, hormis les dispositions qui régissent les préférences en faveur des pays les moins avancés, il n'existe dans la Clause d'habilitation aucune disposition qui vienne en quoi que ce soit étayer la conclusion d'après laquelle la formule "préférences, "sans ... discrimination, qui serai[en]t avantageu[ses] pour les pays en voie de développement"", au paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation, ne prescrit pas le traitement égal des produits similaires en provenance de tous les pays en développement.

4.129 Venons-en aux prémisses factuelles de l'argumentation des Communautés européennes. L'Inde rejette fermement l'allégation des Communautés européennes d'après laquelle la Clause d'habilitation permet aux pays développés d'opérer une différenciation entre les pays en développement, sur la base de critères objectifs de leur propre choix qui sont prétendument vitaux pour les besoins du développement des pays en développement. Cependant, en supposant pour les besoins de l'argumentation que la différenciation entre les pays en développement soit autorisée, les arguments des Communautés européennes ne pourraient aboutir que si leur allégation factuelle était correcte – à savoir que le régime concernant les drogues opère une différenciation entre les pays en développement sur la base de critères objectifs tenant compte de leurs besoins en matière de développement.

4.130 Le Règlement (CE) en vigueur portant application du schéma SGP des Communautés européennes prévoit deux régimes spéciaux auxquels l'allégation factuelle des Communautés européennes pourrait éventuellement s'appliquer: le régime concernant les travailleurs et le régime concernant l'environnement.[42] S'agissant du régime concernant les drogues, aucun critère ni aucune procédure ne sont énoncés dans le Règlement en ce qui concerne l'admission en tant que bénéficiaire. En revanche, l'article 10 du Règlement se contente de prévoir que les préférences sont accordées aux pays qui sont désignés en tant que bénéficiaires par les Communautés européennes dans la première colonne de l'Annexe I. Les bénéficiaires ne savent donc pas à quels critères ils doivent satisfaire pour rester bénéficiaires. Aucune disposition n'établit non plus les critères à respecter et les procédures à suivre pour être désigné en tant que bénéficiaire. En conséquence, les pays exclus du schéma ne savent pas pourquoi ils le sont ni dans quelles circonstances ils seraient inclus. L'allégation des Communautés européennes voulant que les mesures en cause dans la présente procédure établissent une distinction entre les pays en développement en fonction de critères objectifs tenant compte de leurs besoins propres en matière de développement est donc dépourvue de fondement factuel.

4.131 La mesure en cause dans le présent différend est le régime concernant les drogues *tel qu'il fonctionne à l'heure actuelle*. La question est donc de savoir si le régime concernant les drogues *tel qu'énoncé dans le Règlement en vigueur* établit des "préférences, "sans ... discrimination, qui serai[en]t avantageu[ses] pour les pays en voie de développement"" au sens du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation. Les motivations auxquelles obéissent les Communautés européennes lorsqu'elles sélectionnent les bénéficiaires et les critères qu'elles pourraient adopter à l'avenir quand elles ajouteront d'autres bénéficiaires ne sont donc pas pertinents en ce qui concerne l'examen juridique de la mesure dont est saisi le Groupe spécial.

4.132 L'Inde aimerait néanmoins souligner que les Communautés européennes n'ont fourni aucun élément de preuve montrant que la sélection des bénéficiaires actuels reposait sur des critères objectifs. En outre, les Communautés européennes n'apportent pas le moindre élément de preuve démontrant que les pays exclus du régime ne connaissent pas des problèmes similaires liés à la drogue. Dans leur communication, elles décrivent les problèmes des bénéficiaires liés à la drogue en termes généraux, notamment en recourant à des statistiques publiées après que les bénéficiaires ont été sélectionnés. À partir des explications données par les Communautés européennes, il est impossible de déterminer pourquoi, par exemple, le Pakistan a été inclus et l'Inde et le Paraguay en ont été exclus. Les Communautés européennes n'ont pas fourni non plus le moindre élément de preuve documentaire montrant qu'elles avaient en fait effectué une évaluation objective des problèmes liés à la drogue dans tous les pays avant d'établir la liste des bénéficiaires. Tout ce qu'elles ont fourni au Groupe spécial, c'est une longue justification *a posteriori* préparée à l'aide de documents des Nations Unies, dans laquelle n'est mis en évidence aucun critère objectif appliqué de manière égale à tous, bénéficiaires et non bénéficiaires.

[42] L'Inde réserve totalement sa position sur le statut juridique et la caractérisation factuelle de ces régimes spéciaux.

4.133 L'Inde fait également remarquer qu'il existe certaines contradictions fondamentales entre les autres moyens de défense présentés par les Communautés européennes dans leur communication écrite. Les Communautés européennes font en effet valoir que le régime concernant les drogues est entièrement compatible avec toutes les prescriptions de la Clause d'habilitation, y compris vraisemblablement celle voulant que tout régime de ce type soit par nature non réciproque. Dans le même temps, les Communautés européennes font néanmoins valoir que, au cas où le Groupe spécial constaterait que le régime concernant les drogues est incompatible avec la Clause d'habilitation, elles entendent en assurer la défense en montrant qu'il est nécessaire à la protection de la santé et de la vie des personnes dans les Communautés européennes en vertu de l'article XX b) du GATT de 1994. Ainsi, les Communautés européennes admettent en fait dans leur communication écrite que le régime concernant les drogues entend réellement atteindre un objectif important et même fondamental de leur propre politique, sans faire référence aux besoins du développement des bénéficiaires du régime concernant les drogues. Par conséquent, la conception, l'architecture et la structure du régime concernant les drogues comportent un élément important de réciprocité, qui est manifestement non admissible au titre de la Clause d'habilitation. C'est là simplement un exemple de plus des contradictions inhérentes aux arguments présentés au Groupe spécial par les Communautés européennes.

4.134 Les allégations et arguments présentés par les Communautés européennes et par les bénéficiaires sont dénués de fondement juridique et factuel. Les Communautés européennes savaient et reconnaissaient que le régime concernant les drogues nécessitait l'obtention d'une dérogation. Elles n'ont pu obtenir la dérogation et présentent maintenant au Groupe spécial les arguments les plus fallacieux à l'appui d'une décision qui ne peut qu'être qualifiée de ridicule, à savoir que le refus de préférences tarifaires à l'Inde ne constitue pas une discrimination à l'égard de l'Inde.

4.135 Tant les Communautés européennes que les pays bénéficiaires ont autorisé leurs conseils juridiques à présenter sur des questions systémiques importantes des arguments qui vont à l'encontre des vues qu'ils ont exprimées en d'autres occasions. Il est difficile de croire que les arguments que les Communautés européennes ont présentés sur la nature "sans condition" du principe de la nation la plus favorisée et sur l'article XX b) représentent l'avis bien pesé des Communautés européennes dans leur ensemble. Il est tout aussi difficile de croire que les pays bénéficiaires ont pris en compte leurs intérêts systémiques à long terme lorsqu'ils ont invité le Groupe spécial à se prononcer en disant que les pays développés peuvent établir une discrimination à l'égard des pays en développement en fonction de critères sélectionnés par les pays développés.

4.136 L'Inde est profondément troublée par l'usage abusif que font en l'espèce les Communautés européennes des procédures de règlement des différends de l'OMC et du soutien surprenant accordé par les pays bénéficiaires à leur interprétation de la Clause d'habilitation. Elle prie instamment le Groupe spécial de préserver l'intégrité du processus de règlement des différends et de prendre rapidement la décision sans équivoque requise afin que les questions soulevées par le régime concernant les drogues puissent être résolues dans le cadre des procédures appropriées de l'OMC.

4.137 En conclusion, l'Inde réaffirme qu'elle ne conteste pas le droit pour les Communautés européennes d'accorder une assistance financière à chacun des pays en développement ayant des besoins spéciaux en matière de développement. L'Inde conteste le droit des Communautés européennes de le faire aux dépens d'autres pays en développement dont les besoins sont différents mais tout aussi pressants. L'allégation des Communautés européennes d'après laquelle la Clause d'habilitation donne pouvoir de déplacer les possibilités d'accès aux marchés de certains pays pauvres vers d'autres pays pauvres conformément à des critères sélectionnés par les pays développés est juridiquement indéfendable. Le SGP a été prévu pour promouvoir le développement de tous les pays en développement. Il n'a pas été prévu pour permettre aux pays développés d'établir une discrimination entre les pays en développement, de détruire ou de perturber gravement la branche d'activité d'un pays en développement au profit de celle d'un autre et d'appauvrir un pays en

développement pour atténuer la pauvreté dans un autre. Une confirmation de ce fait évident par le Groupe spécial aura un effet salutaire sur l'ensemble du système commercial multilatéral.

D. DÉCLARATION ORALE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL

1. Arguments procéduraux

a) Représentation conjointe de l'Inde et du Paraguay par le même personnel du Centre consultatif sur la législation de l'OMC

4.138 Au cours de la première réunion de fond du Groupe spécial, les Communautés européennes ont soulevé la question de la représentation conjointe de l'Inde, la partie plaignante, et du Paraguay, l'une des tierces parties, par le même personnel du CCLO. Les Communautés européennes demandent au Groupe spécial de clarifier la question de savoir si, sur le principe, le même conseil juridique peut représenter simultanément une partie plaignante et une tierce partie et, dans l'affirmative, dans quelles conditions, et de dire si ces conditions étaient remplies en l'espèce.

4.139 Tout en reconnaissant que l'Organe d'appel n'a statué, à l'audience tenue dans l'affaire *CE – Bananes III*, que sur la question de savoir qui devrait représenter un Membre et non sur celle de savoir si le même conseil juridique peut représenter deux Membres ayant des positions différentes, les Communautés européennes considèrent que la représentation conjointe d'une partie et d'une tierce partie par le même conseil juridique est sans précédent. Cette situation suscite diverses préoccupations qui méritent l'attention du Groupe spécial.

4.140 Les Communautés européennes soutiennent qu'il existe un conflit d'intérêts évident. Les règles du barreau de nombreux Membres de l'OMC interdisent aux juristes de représenter dans une même affaire deux clients ayant des intérêts divergents. L'absence à l'OMC de toute règle convenue concernant la représentation des Membres par un conseil extérieur ne signifie pas que ce conseil n'est pas soumis à des règles de déontologie. Dans le droit de l'OMC en vigueur, rien ne prescrit que le conseil qui comparaît devant un groupe spécial doit être admis au barreau d'un Membre de l'OMC. De ce fait, les Communautés européennes considèrent que les groupes spéciaux doivent se charger de faire respecter les normes fondamentales de la déontologie, y compris la question du conflit d'intérêts, dans l'exercice des pouvoirs qui sont les leurs en matière d'organisation et de direction des procédures.

4.141 Les Communautés européennes affirment ne pas laisser entendre qu'il y a nécessairement un conflit d'intérêts en l'espèce. Par contre, elles sont d'avis que les situations dans lesquelles le même conseil représente la partie plaignante et une tierce partie peuvent donner lieu à de tels conflits et que les groupes spéciaux devraient s'assurer que le conseil et les Membres concernés ont fait tout ce qui était nécessaire pour les éviter.

4.142 Les Communautés européennes maintiennent que la situation dans laquelle le même conseil représente deux Membres ayant des positions différentes dans la procédure peut être incompatible avec les règles du Mémorandum d'accord relatives à la confidentialité. Le conseil d'une partie plaignante recevra des communications confidentielles et des documents du Groupe spécial qu'il ne recevrait pas en tant que conseil d'une tierce partie. Dans l'affaire qui fait l'objet du présent différend, le problème se voit atténué par le fait que des droits renforcés ont été accordés aux tierces parties. Mais les Communautés européennes craignent que cela crée un précédent pour d'autres affaires où, en application de la règle générale, les droits à l'information des tierces parties sont limités. En réponse à l'argument présenté par l'Inde et le Paraguay au Groupe spécial, d'après lequel la question de la confidentialité ne se pose pas en l'espèce parce que des droits renforcés ont été accordés aux tierces parties, les Communautés européennes soulignent que l'Inde et le Paraguay étaient déjà convenus de

recourir aux services du même conseil juridique bien avant que les tierces parties n'aient demandé des droits renforcés.

4.143 De l'avis des Communautés européennes, en général, autoriser le même conseil à représenter la partie plaignante et une tierce partie serait source de confusion et pourrait effectivement gommer la distinction entre les parties principales et les tierces parties, ce qui, comme l'a récemment rappelé un groupe spécial, reste une caractéristique fondamentale des règles du Mémorandum d'accord.

2. Arguments quant au fond

a) Implications du présent différend

4.144 Les Communautés européennes soulignent l'importance que revêt le présent différend. Il s'agit en effet du premier différend portant sur la Clause d'habilitation, l'une des formes les plus significatives du traitement "spécial et différencié" en faveur des pays en développement prévu au titre de l'Accord sur l'OMC. L'enjeu de ce différend dépasse le régime concernant les drogues, malgré l'importance vitale que revêt ce dernier pour les pays bénéficiaires. Les réponses du Groupe spécial à certaines des questions soulevées en l'espèce pourraient également décider de la viabilité du Système généralisé de préférences ("SGP") appliqué par de nombreux pays donneurs.

4.145 Lorsqu'il examinera ces questions, le Groupe spécial devrait garder à l'esprit la nature des préférences accordées au titre des schémas SGP. Ces préférences sont de nature strictement volontaire. D'après les Communautés européennes, la lecture faite par l'Inde de la Clause d'habilitation porterait préjudice à tous les Membres. Le résultat probable de l'interprétation donnée par l'Inde serait *moins*, et non *plus* de préférences en faveur des pays en développement, contrairement à ce qu'en attendait à tort l'Inde lorsqu'elle a engagé cette action. De fait, transformer la Clause d'habilitation en une sorte de camisole de force comme l'a prévu l'Inde pourrait dissuader certains pays donneurs d'accorder *la moindre* préférence.

4.146 Au-delà de ses conséquences systémiques, le présent différend est également important en raison des répercussions qu'il pourrait avoir pour les bénéficiaires du régime concernant les drogues. Le régime concernant les drogues a permis à ces pays d'accroître et de diversifier leurs exportations à destination des Communautés européennes. Les effets bénéfiques qui en ont résulté sont considérables. Par exemple, il a été estimé que, dans la seule Communauté andine, le régime concernant les drogues soutient presque 160 000 emplois.

4.147 Le retrait du régime concernant les drogues du SGP des Communautés européennes aurait des conséquences économiques et sociales dévastatrices pour les pays bénéficiaires. En revanche, l'Inde n'en tirerait que de maigres avantages, voire aucun. Comme nous l'avons indiqué, les allégations de l'Inde concernant le détournement des échanges sont injustifiées et sans fondement. De 1990 à 2001, les importations en provenance d'Inde au titre du SGP des Communautés européennes sont passées de 2 à plus de 5 milliards d'euros. En outre, au cours de la même période, la part indienne de toutes les importations effectuées au titre du SGP des Communautés européennes est passée de 9 à 12 pour cent. De ce fait, l'Inde est le deuxième bénéficiaire du SGP des Communautés européennes.

4.148 L'Inde ne peut invoquer aucune véritable considération d'ordre commercial pour se justifier d'avoir engagé cette action. Les Communautés européennes ont donc beaucoup de difficulté à comprendre pourquoi l'Inde a recouru à une action qui pourrait saper les efforts des autres pays en développement qui luttent contre la drogue et mettre en péril leur stabilité sociale et politique. La plainte gratuite déposée par l'Inde n'est pas vraiment ce que l'on attendrait d'un Membre qui aspire, avec de bonnes raisons, à devenir l'un des chefs de file des pays en développement Membres de cette Organisation.

b) La Clause d'habilitation

4.149 La plainte de l'Inde est construite sur des prémisses fausses. L'Inde a une conception erronée de la relation existant entre la Clause d'habilitation et l'article I:1 du GATT de 1994. La Clause d'habilitation n'est pas un "moyen de défense affirmatif". C'est un régime autonome. Elle confère un droit autonome et permanent qui consiste à accorder certains types de "traitement spécial et plus favorable" aux pays en développement, sous réserve de certaines conditions. Si une préférence relève de la Clause d'habilitation, l'article I:1 du GATT de 1994 n'est pas du tout applicable.

4.150 L'Inde est l'un des principaux partisans du renforcement des dispositions accordant un "traitement spécial et différencié" aux pays en développement. Il est donc étonnant de voir que l'Inde adopte en l'espèce une position qui amoindrirait considérablement la valeur de ce traitement. Les Communautés européennes invitent l'Inde à réfléchir plus avant à cette question à la lumière de ses intérêts plus généraux dans le cadre de l'OMC.

4.151 Le fait que la Clause d'habilitation ne soit pas un moyen de défense affirmatif a deux répercussions importantes:

a) pour établir qu'il y a violation de l'article I:1 du GATT de 1994, l'Inde doit établir d'abord que le régime concernant les drogues ne relève pas du champ d'application du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation;

b) en tant que partie plaignante, l'Inde a la charge de prouver que le régime concernant les drogues n'est pas visé par le paragraphe 2 a) et, au cas où il le serait, qu'il est incompatible avec le paragraphe 3 c).

4.152 La Clause d'habilitation comporte ses propres prescriptions, qui diffèrent de celles de l'article I:1 du GATT de 1994. À la différence de l'article I:1, la Clause d'habilitation ne prescrit pas d'accorder des préférences tarifaires identiques à *tous* les pays en développement, sur une base NPF. En revanche, le paragraphe 2 a) prévoit que les préférences tarifaires accordées aux pays en développement dans le cadre d'un SGP doivent être "sans ... discrimination".

4.153 Le critère de "non-discrimination" énoncé au paragraphe 2 a) est différent du critère NPF de l'article I:1. L'expression "sans ... discrimination" doit être interprétée d'après son sens ordinaire, dans son contexte propre et à la lumière de l'objectif particulier de la Clause d'habilitation, qui est également l'un des objectifs globaux de l'Accord sur l'OMC: promouvoir le commerce de *tous* les pays en développement *proportionnellement* aux nécessités de leur propre développement.

4.154 L'interprétation donnée par l'Inde de l'expression "sans ... discrimination" n'est pas fondée sur grand-chose de plus qu'une définition incomplète sortie du dictionnaire. Elle est simpliste et fausse. Traiter différemment les pays en développement qui, en fonction de critères objectifs, ont des besoins de développement différents n'est pas discriminatoire. Bien au contraire, cela peut être nécessaire pour satisfaire aux prescriptions du paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation, qui prévoit que les préférences doivent répondre de manière positive aux besoins du développement des pays en développement.

4.155 Les allégations de l'Inde d'après lesquelles le régime concernant les drogues a été conçu pour faire avancer le programme politique des Communautés européennes ou pour promouvoir les intérêts commerciaux communautaires ne sont pas fondées. Le régime concernant les drogues a pour objet d'accorder des possibilités de développement égales aux pays en développement qui sont handicapés parce qu'ils sont gravement touchés par la production ou le trafic de drogues. Ce but est à la fois légitime et compatible avec les objectifs de la Clause d'habilitation et de l'Accord sur l'OMC. De plus, les Communautés européennes ont démontré qu'il existe un lien raisonnable et suffisant entre cet

objectif, les besoins uniques en leur genre des pays concernés en matière de développement, et les préférences tarifaires accordées aux pays relevant du régime concernant les drogues.

4.156 Les liens entre le développement économique et le problème de la drogue sont bien établis et ont été reconnus à maintes reprises par les Nations Unies. Ne serait-ce que le mois précédent, les Ministres participant à la 46ème session de la Commission des stupéfiants des Nations Unies avaient rappelé une fois de plus que le problème de la drogue "mett[ait] en péril la stabilité socioéconomique et politique et entrav[ait] le développement durable, y compris les efforts pour réduire la pauvreté".

4.157 De même, les Nations Unies ont dit à maintes reprises que la lutte contre la production et le trafic de drogues relevait de la responsabilité commune de tous les membres de la communauté internationale. En conséquence, les pays développés doivent accorder une assistance aux pays en développement qui sont touchés par ce problème. La fourniture de l'assistance financière et technique est, bien évidemment, cruciale. Elle ne suffit cependant pas. D'après les Nations Unies, la lutte contre la drogue exige une approche équilibrée et globale. La production et le trafic de drogues sont alimentés par la pauvreté et le chômage. Pour les combattre avec succès, il est donc nécessaire de les remplacer par des activités économiques de substitution licites. En outre, ces activités doivent être viables à terme. À cette fin, il faut offrir des débouchés aux produits de ces activités.

4.158 L'application concrète du régime concernant les drogues par les autorités des Communautés européennes est également non discriminatoire. La désignation des bénéficiaires du régime concernant les drogues repose sur une évaluation globale de la gravité du problème de la drogue dans chaque pays en développement, laquelle est effectuée en fonction de critères objectifs, non discriminatoires. L'Inde ne satisfait pas à ces critères. De fait, l'Inde ne conteste pas ce point. Elle n'allègue pas non plus que l'un quelconque des pays bénéficiaires ne satisfait pas aux critères pertinents.

c) Article XX du GATT de 1994

4.159 Le but primordial du régime concernant les drogues est de promouvoir le développement des pays touchés par la production ou le trafic de drogues. Mais ce faisant, le régime concernant les drogues contribue également à l'objectif qui consiste à réduire la consommation de drogue au sein des Communautés européennes.

4.160 Il est incontestable que les drogues représentent une menace grave pour la santé et la vie des personnes. Le régime concernant les drogues est une composante nécessaire de la stratégie de lutte des Communautés européennes contre l'usage abusif de drogue. Comme cela vient d'être expliqué, la lutte contre la drogue requiert une approche équilibrée, qui englobe le développement d'activités économiques de substitution viables à terme en vue de réduire l'offre illicite de drogues. Conformément au principe de la responsabilité commune, les Communautés européennes et leurs États membres accordent déjà une assistance technique et financière substantielle aux pays concernés. Le régime concernant les drogues est un complément nécessaire de cette assistance.

4.161 Ainsi, même si le Groupe spécial constatait que le régime concernant les drogues n'est pas compatible avec la Clause d'habilitation, ce régime serait justifié au regard de l'article XX b) du GATT comme étant nécessaire à la protection de la santé et de la vie de la population des Communautés européennes.

E. DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DE L'INDE

1. Le régime concernant les drogues est incompatible avec l'article I:1 et c'est aux Communautés européennes qu'incombe la charge de la preuve au titre de la Clause d'habilitation

4.162 Les préférences tarifaires accordées dans le cadre du régime concernant les drogues à certains produits originaires des Membres bénéficiaires sont des avantages qui ne sont pas accordés immédiatement et sans condition aux produits similaires originaires de tous les autres Membres. En conséquence, ces préférences tarifaires sont incompatibles avec l'article I:1.

4.163 En vertu de l'article I:1 du GATT de 1994, l'octroi d'un avantage ne peut être soumis à des *conditions liées à la situation ou au comportement d'un Membre*. Les Communautés européennes font valoir que l'article I:1 exige seulement que l'octroi d'un avantage ne soit pas soumis à des *conditions qui obligeraient un Membre à accorder une forme de compensation*. De l'avis des Communautés européennes, la prescription "sans condition" énoncée à l'article I:1 autorise un Membre à imposer des conditions pour autant que celles-ci n'entrent pas dans le cadre de ce que l'on pourrait considérer comme une "compensation". Les Communautés européennes fondent cette interprétation sur le sens attribué au mot "conditionnel" dans le contexte des clauses relatives au traitement NPF conditionnel. Même si les Communautés européennes ont raison de dire que dans le contexte des clauses relatives au traitement NPF *conditionnel*, le mot "condition" se rapporte à l'obligation d'accorder une forme de compensation pour les avantages reçus d'une autre partie – elles font erreur lorsqu'elles concluent que "le régime concernant les drogues est manifestement "sans condition" *au sens où il faut comprendre ce terme dans le contexte des clauses NPF*". (pas d'italique dans l'original). Le sens à attribuer à "condition" dans le contexte d'une clause NPF "conditionnelle" n'a pas d'incidence sur la manière d'interpréter l'expression "sans condition" dans le cas d'une clause NPF non soumise à condition. "Sans condition" signifie simplement l'absence de conditions, quelle que soit la signification technique du mot "condition" dans le contexte des clauses NPF "conditionnelles". Si le noir est l'opposé du blanc et si "conditionnel" est l'opposé de "sans condition", ce qui n'est pas noir n'est pas forcément blanc et ce qui n'est pas "conditionnel" n'est pas nécessairement "sans condition".

4.164 L'interprétation étroite que les Communautés européennes font de l'expression "sans condition" doit aussi être rejetée pour les raisons suivantes:

a) L'interprétation des Communautés européennes n'est pas corroborée par le sens ordinaire de l'expression "sans condition". Si l'on prend cette expression dans son sens ordinaire, il n'y a aucune raison d'en limiter le champ d'application à une catégorie déterminée de "conditions qui obligeraient un Membre à accorder une forme de compensation". Les Communautés européennes ne fournissent pas d'argument pour justifier cette interprétation étroite.

b) Même si l'on accepte la méthode sélective d'interprétation "historique" suivie par les Communautés européennes, les éléments que celles-ci mettent en lumière ne sont pas pertinents. La comparaison ne devrait pas être faite par rapport à l'usage historique du mot "condition" dans le contexte des clauses NPF "conditionnelles", mais plutôt par rapport à l'utilisation de l'expression "sans condition" dans le contexte des clauses NPF non soumises à condition.

c) L'interprétation des Communautés européennes est contraire à la jurisprudence de l'OMC. Les Communautés européennes font valoir qu'il y a un conflit de jurisprudence en la matière. Mais, même en supposant qu'il y ait effectivement

conflit de jurisprudence, l'interprétation des Communautés européennes n'est pas étayée par *toute* la jurisprudence.

4.165 C'est aux Communautés européennes qu'incombe la charge de prouver que le régime concernant les drogues est justifié au titre du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation. Les Communautés européennes cherchent à faire retomber sur l'Inde la charge de prouver le *contraire* de ce qu'elles affirment dans leur défense – à savoir que le régime concernant les drogues est justifié au titre du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation – en usant d'un expédient qui consiste à dire que le paragraphe 2 a) confère "un droit autonome". L'Inde considère que la Clause d'habilitation n'est pas un "droit autonome" comme l'allèguent les Communautés européennes. Les Communautés européennes ne définissent pas la notion de "droit autonome". Elles se contentent de formuler une conclusion juridique, à savoir que la Clause d'habilitation n'est pas une dérogation à (ou une dispense de) l'obligation énoncée à l'article I:1 du GATT de 1994. L'Inde soutient au contraire que la Clause d'habilitation est une dérogation à (une dispense de) l'obligation énoncée à l'article I:1 du GATT de 1994. Le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation autorise ou "habilite" les pays développés Membres à prendre certaines mesures qui seraient autrement prohibées par l'article I:1, sous réserve de certaines conditions. Il n'a pas pour effet de substituer au régime existant un autre régime censé réglementer tous les aspects des relations commerciales entre pays développés et pays en développement. De plus, le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation n'impose aux pays développés Membres aucune obligation positive d'établir des schémas SGP.

4.166 En permettant aux pays développés Membres d'accorder un traitement tarifaire préférentiel aux pays en développement conformément au SGP, le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation n'a pas pour but de conférer un *privilège* à ces pays développés Membres; au contraire, le paragraphe 2 a) a été adopté pour avantager les pays en développement. Les Communautés européennes allèguent qu'en l'absence de la formule "dans la mesure nécessaire" les pays développés Membres peuvent considérer qu'ils sont relevés de toutes leurs obligations au titre de l'article I:1 du GATT de 1994, y compris au-delà de ce qui est nécessaire pour accorder un traitement différencié et plus favorable aux pays en développement.

4.167 L'Inde note que la formule "dans la mesure nécessaire" a été utilisée dans la Décision de 1971 mais pas dans la Clause d'habilitation; cependant, il y a une explication simple à cette omission. La Décision de 1971 était une dérogation. D'où la formule "... il sera dérogé ... aux dispositions de l'article premier dans la mesure nécessaire ...". Dans le cadre d'une dérogation, la formule "dans la mesure nécessaire" n'est pas redondante car elle permet de savoir dans quelle mesure il peut être dérogé aux obligations. Toutefois, la Clause d'habilitation a été adoptée en tant que décision et non pas en tant que dérogation. En conséquence, la formule correspondante est "nonobstant les dispositions de l'article premier de l'Accord général, les [Membres] peuvent accorder un traitement différencié et plus favorable aux pays en voie de développement sans l'accorder aux autres [Membres]". La Clause d'habilitation autorise ainsi certains actes qui seraient autrement prohibés par l'article I:1 du GATT de 1994. Dans une telle formulation, il aurait été redondant de dire que "les Membres peuvent accorder un traitement différencié et plus favorable aux pays en voie de développement sans l'accorder à d'autres Membres ... *dans la mesure nécessaire* pour accorder un traitement différencié et plus favorable aux pays en développement".

4.168 En outre, les Communautés européennes semblent affirmer que la formule "nonobstant les dispositions de l'article premier du GATT de 1994" exclut totalement l'application de cet article. L'utilisation du mot "nonobstant" (ou d'un synonyme) dans une disposition ne signifie pas nécessairement que cette disposition confère "un droit autonome indépendant". Ainsi, par exemple, l'article XX utilise la formule "rien dans le présent accord ne sera interprété comme empêchant"; pourtant, il ne fait pas de doute que l'article XX constitue une exception et un moyen de défense affirmatif.

4.169 La charge de la preuve doit être examinée au vu des éléments matériels de l'allégation du plaignant et des éléments matériels de la défense du défendeur. Dans le présent différend, l'allégation de l'Inde formulée dans sa première communication écrite est fondée sur l'article I:1 du GATT de 1994 et non sur le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation. Cette dernière disposition ne constitue donc pas un élément matériel de l'allégation de l'Inde. Pour faire échec à l'allégation de l'Inde, les Communautés européennes *peuvent* affirmer, ce qu'elles ont choisi de faire, que les préférences tarifaires accordées dans le cadre du régime concernant les drogues sont justifiées au titre de la Clause d'habilitation. C'est donc aux Communautés européennes qu'il incombe de prouver par un moyen de défense affirmatif que cette clause est bien applicable au régime concernant les drogues. La simple affirmation par les Communautés européennes du fait que le régime concernant les drogues est couvert par la Clause d'habilitation ne constitue pas en elle-même une preuve du bien-fondé de leur défense. Cette simple affirmation ne fait donc pas retomber sur l'Inde la charge de prouver le contraire de ce que les Communautés européennes invoquent pour leur défense.

4.170 Le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation constitue un moyen de défense affirmatif. Il a des fonctions juridiques et des caractéristiques semblables à celles d'autres dispositions du GATT que l'Organe d'appel a reconnues comme étant des "moyens de défense affirmatifs". Il n'existe pas d'obligations positives au titre des articles XI:2) c) i), XX et XXIV du GATT, en ce sens qu'aucun Membre ne peut être obligé à, selon le cas, imposer des restrictions quantitatives, adopter des mesures au titre de l'article XX ou établir des unions douanières ou des zones de libre-échange. De la même manière, aucun Membre ne peut, au titre de l'article 2 a) de la Clause d'habilitation, obliger un pays développé Membre à accorder un traitement tarifaire préférentiel aux pays en développement. De même que les articles XI:2) c) i), XX et XXIV sont des exceptions en même temps que des "moyens de défense", la Clause d'habilitation est une exception à certains aspects de l'article I:1 du GATT de 1994 et peut être invoquée, le cas échéant, comme moyen de défense dans une allégation de violation de cet article.

4.171 Au titre de chacune des dispositions susmentionnées, même à supposer qu'il soit établi que la mesure en cause enfreint la disposition à laquelle l'exception s'applique, le Membre adoptant la mesure peut tout de même invoquer les exceptions en tant que moyens de défense (affirmatifs), car cela entre indubitablement dans le cadre de la définition du "moyen de défense affirmatif". Dans un différend portant sur une allégation pouvant éventuellement être étayée par un moyen de défense affirmatif, l'allégation est d'abord examinée par rapport à la disposition avec laquelle il y a, selon le plaignant, incompatibilité. Si l'allégation est jugée pertinente, l'étape suivante consiste à examiner le moyen de défense affirmatif avancé par le défendeur. C'est précisément de cette manière que la Clause d'habilitation en tant que moyen de défense affirmatif a été examinée dans la jurisprudence antérieure du GATT.[43]

4.172 Les Communautés européennes citent l'affaire *Brésil – Aéronefs* pour étayer leur affirmation selon laquelle c'est à l'Inde qu'il incombe de prouver que le régime concernant les drogues des CE est incompatible avec le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation. L'Organe d'appel a entériné la constatation du Groupe spécial sur la question de l'attribution de la charge de la preuve en considérant que – par opposition aux "moyens de défense affirmatifs" contenus dans plusieurs dispositions du GATT – la disposition concernée (article 27.4 de l'Accord SMC) énonçait des "*obligations positives* pour les pays en développement Membres et n'étaient pas des *moyens de défense affirmatifs*". En revanche, le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation n'impose pas d'obligations positives et n'énonce pas de *règles positives* établissant des obligations en elles-mêmes. Il s'agit plutôt d'une exception limitée à l'article I:1 du GATT de 1994, qui peut être invoquée comme moyen de défense affirmatif. Les Communautés européennes semblent soutenir que, du fait que l'article 27 de l'Accord SMC est classé dans un document du Secrétariat de l'OMC comme une disposition ayant trait au

[43] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Redevances pour les opérations douanières*, IBDD, S35/277; rapport du Groupe spécial *États-Unis – Traitement NPF pour les chaussures*, IBDD, S39/142.

traitement spécial et différencié tout comme la Clause d'habilitation, la Clause d'habilitation a automatiquement la même fonction juridique et les mêmes caractéristiques que l'article 27.4 et que, par conséquent, lorsqu'un défendeur invoque la Clause d'habilitation, la charge de la preuve retombe sur le plaignant qui allègue une violation de la disposition pertinente. Mais cet argument des Communautés européennes ne tient pas. Dans l'affaire *Brésil – Aéronefs*, l'article 27.2 et 27.4 a effectivement été considéré comme s'inscrivant dans le cadre du traitement spécial et différencié. Mais le Groupe spécial et l'Organe d'appel ont décidé que la charge de la preuve relative à l'article 27.4 dans une allégation de fond concernant l'article 3.1 a) de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires revenait au plaignant *non pas parce que l'article 27.4 est une disposition se rapportant au traitement spécial et différencié* (comme pourrait l'être la Clause d'habilitation) mais parce que cette disposition établit en elle-même des obligations positives dont un défendeur devrait s'acquitter. Enfin, l'Inde note que dans l'affaire *Brésil – Aéronefs*, la disposition concernant le traitement spécial et différencié était invoquée par un pays en développement alors que dans le présent différend elle est invoquée par un pays développé.

2. La Clause d'habilitation n'exclut pas l'application de l'article I:1 mais autorise une dérogation limitée à cet article

4.173 La Clause d'habilitation n'exclut pas l'application de l'article I:1 du GATT de 1994 dans toutes les circonstances. La portée de l'exception créée par la Clause d'habilitation doit être examinée avec un soin particulier. Les groupes spéciaux ne doivent pas supposer à la légère qu'une dérogation aux droits d'un *pays en développement* au titre de l'article I:1 est autorisée en vertu de la Clause d'habilitation. La Clause d'habilitation a après tout été adoptée pour avantager les pays en développement. Étant donné que cette clause constitue une "exception", la formule "nonobstant les dispositions de l'article premier de l'Accord général" qui y figure n'exclut pas nécessairement l'application de cet article dans toutes les circonstances.

4.174 Dans une affaire portant sur l'article XXIV du GATT de 1994 – une autre disposition que l'on peut qualifier "d'exception" – l'Organe d'appel a eu l'occasion d'examiner la signification de la formule "les dispositions du présent Accord ne feront pas obstacle ... à l'établissement d'une union douanière" qui figure dans l'article XXIV:5 du GATT de 1994. L'Organe d'appel a par la suite affirmé que l'expression "rien n'empêche" signifie que rien, dans le GATT, ne doit faire obstacle à l'établissement d'une union douanière, *mais uniquement pour autant qu'il soit fait obstacle à l'établissement de l'union douanière si l'introduction de la mesure n'était pas autorisée*. Toutefois, cela n'exclut pas totalement l'application de l'article I:1; celui-ci n'est écarté *que pour autant qu'il soit fait obstacle à l'octroi de préférences tarifaires conformément au SGP si l'introduction de la mesure n'était pas autorisée*.[44]

4.175 L'Inde soutient que le fait de respecter les droits NPF des pays en développement entre eux n'empêche pas d'accorder un traitement tarifaire préférentiel aux pays en développement dans le contexte du SGP; de même, il ne serait pas fait obstacle à l'octroi d'un traitement tarifaire préférentiel aux pays en développement au titre du SGP si l'octroi de préférences tarifaires à certains pays en développement mais pas à l'ensemble de ces pays n'était pas autorisé. En conséquence, dans le contexte du SGP il est uniquement nécessaire de déroger aux droits NPF des pays développés.

4.176 Rien dans le libellé du paragraphe 2 a) n'indique que les pays en développement Membres ont été d'accord pour renoncer à leurs droits au titre de l'article I:1 du GATT de 1994 s'agissant d'avantages accordés à tous les autres Membres, y compris aux autres pays en développement dans le contexte du SGP. L'Inde soutient que dans *le contexte du traitement tarifaire préférentiel visé au paragraphe 2 a)*, la Clause d'habilitation n'excuse pas les violations des droits NPF des pays en développement s'agissant d'un traitement tarifaire préférentiel accordé à d'*autres pays en*

[44] Rapport de l'Organe d'appel *Turquie – Textiles*, DSR 1999:VI, 2345 page 2354.

développement. Les Communautés européennes et les États-Unis ont mal interprété cette affirmation limitée en lui prêtant une portée beaucoup plus large: à savoir qu'*aucune* dérogation aux droits NPF des pays en développement au titre de l'article I:1 ne pourrait être autorisée en vertu de la Clause d'habilitation. Les Communautés européennes, la Communauté andine et les États-Unis avancent une série d'arguments qui tentent d'établir que cette affirmation de portée plus large est erronée. Par exemple, selon eux, si cette interprétation plus large était acceptée, cela empêcherait la conclusion d'arrangements régionaux entre les pays en développement au titre du paragraphe 2 c) ou ferait obstacle à l'adoption de mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés au titre du paragraphe 2 d) ou encore, irait à l'encontre des dispositions générales du paragraphe 1 de la Clause d'habilitation. Toutefois, ces arguments ne sont tout simplement pas pertinents, car l'Inde n'a pas fait une affirmation aussi large. De son point de vue, si on lit conjointement les paragraphes 1 et 2 a) de la Clause d'habilitation l'expression "autres parties contractantes" dans le *contexte des mesures prises au titre du paragraphe 2 a)* désigne les "autres pays développés Membres". L'Inde note que les termes "autres Membres" au paragraphe 1 de la Clause d'habilitation doivent être interprétés en liaison avec la clause correspondante du paragraphe 2. Elle ne soutient pas que les termes "autres Membres" au paragraphe 1 de la Clause d'habilitation font invariablement référence aux "autres pays développés Membres".[45] Le Costa Rica et la Communauté andine ont souligné que dans la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation, on avait utilisé délibérément l'expression "autres parties contractantes" par opposition à "autres pays développés". Dans le procès-verbal de la réunion du Conseil qui a adopté la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation, l'expression "autres parties contractantes" est également utilisée délibérément par opposition à "autres pays développés". Toutefois, il ressort de ce procès-verbal[46] que l'utilisation de cette terminologie n'implique en aucune manière qu'une différenciation entre les pays en développement reconnus comme bénéficiaires est autorisée; en fait, cette terminologie a été approuvée pour tout un ensemble de raisons. L'Inde avait par exemple fait observer "qu'en l'absence d'une liste précise et acceptable des pays développés, [elle] ne voyait pas l'intérêt de cette proposition" et que "les divers aspects des arrangements … approuvés au sein de la CNUCED [étaient] intimement liés et qu'il ne fallait aucunement tenter de revenir sur l'un quelconque d'entre eux, comme par exemple la question des bénéficiaires".

4.177 L'affirmation à portée limitée de l'Inde part de l'idée qu'il ne doit pas y avoir d'ambiguïté quant à la possibilité offerte par la Clause d'habilitation d'exonérer une violation des droits NPF d'un *pays en développement*. Comme cela ressort clairement de la formule liminaire du paragraphe 2 de la Clause d'habilitation, toute mesure prise au titre de cette clause doit s'appliquer à l'un des éléments énumérés aux différents alinéas de ce paragraphe. Le paragraphe 2 d) et le paragraphe 2 c) autorisent effectivement à adopter des mesures qui seraient autrement en violation des droits NPF d'un pays en développement, mais ces mesures ne sont pas en cause dans le présent différend. Ce qui est pertinent en l'espèce, c'est le paragraphe 2 a), la seule clause qui autorise l'octroi d'un traitement tarifaire préférentiel par un pays développé à des pays en développement conformément au SGP. Il s'ensuit que les Communautés européennes doivent trouver une justification sans ambiguïté de leur violation des droits des pays en développement au titre de l'article I:1 dans le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation.

4.178 Or, rien dans le paragraphe 2 a) n'autorise expressément les pays développés à déroger aux droits NPF des pays en développement, lesquels ne sont pas soumis à condition. Les Communautés européennes s'appuient sur l'expression "sans … discrimination" utilisée dans la note de bas de page 3 pour justifier leur dérogation aux droits NPF dont les pays en développement bénéficient sans condition s'agissant d'avantages accordés à un groupe limité de pays en développement. Toutefois, l'argument est mal choisi. Comme on l'explique ci-après, l'expression "sans … discrimination" n'autorise pas à appliquer aux pays en développement un traitement différencié; au contraire elle est utilisée précisément pour interdire les différences de traitement entre les pays en développement.

[45] Deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphe 40 et note de bas de page 42.
[46] C/M/69.

3. "sans ... discrimination"

a) Introduction

4.179 Les Communautés européennes n'ont pas réussi à démontrer que, dans le cadre de leur régime concernant les drogues, elles accordent un traitement tarifaire qui est "sans … discrimination" au sens du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation. L'Inde et les Communautés européennes ont des interprétations différentes de l'expression "sans … discrimination". L'Inde a défini le traitement "sans … discrimination" dans le contexte du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation comme étant "un traitement qui n'établit pas de distinction entre différentes catégories de pays en développement" ("sens neutre de "sans discrimination""). Les Communautés européennes soutiennent que "l'expression "sans discrimination" n'empêche pas les Membres de traiter différemment des pays en développement qui, selon des critères objectifs, ont des besoins de développement différents" ("connotation négative de "sans discrimination"").

4.180 L'expression "sans discrimination" telle qu'elle est utilisée dans la Clause d'habilitation doit être comprise dans son sens neutre.

b) Contexte fourni par le GATT de 1994

4.181 Tout d'abord, dans le contexte du GATT, le terme "discrimination" est constamment utilisé pour désigner le refus d'accorder des possibilités de concurrence égales à des produits similaires quelle qu'en soit l'origine. La Clause d'habilitation fait partie intégrante du GATT de 1994. L'expression "sans discrimination" telle qu'elle est utilisée dans le GATT de 1994 désigne constamment le fait d'accorder des possibilités de concurrence égales à des produits similaires originaires de pays différents. Il s'ensuit que dans le contexte de la Clause d'habilitation, la non-discrimination signifie l'application d'un traitement égal à des produits similaires, sauf si une disposition spécifique de la Clause d'habilitation en dispose autrement.

c) Contexte fourni par les paragraphes 2 d) et 2 b)

4.182 Deuxièmement, le fait qu'il soit expressément fait référence au traitement spécial et différencié des pays en voie de développement les moins avancés au paragraphe 2 d) de la Clause d'habilitation vient corroborer l'interprétation que l'Inde fait de l'expression "sans discrimination". La nécessité d'établir expressément une exception en faveur des pays les moins avancés confirme cette interprétation. S'il était possible aux pays développés d'établir une différence entre les pays en développement sur la base de l'interprétation que les Communautés donnent de l'expression "sans … discrimination", il est évident que les pays développés pourraient aussi établir une différence entre les pays en développement en faveur des pays les moins avancés. Dans ce cas, l'autorisation de favoriser les pays en développement les moins avancés énoncée au paragraphe 2 d) serait redondante et n'aurait pas de sens, ce qui est inconciliable avec le principe de l'interprétation des traités dit de l'effet utile qui a été défendu dans de nombreuses affaires par l'Organe d'appel.

4.183 Les Communautés européennes soutiennent que le paragraphe 2 d) n'est pas redondant car il couvre le "traitement spécial" accordé aux pays en développement les moins avancés, y compris des mesures qui ne sont pas couvertes par le paragraphe 2 a) (mesures non tarifaires). Un argument similaire est avancé par les pays de la Communauté andine. Mais l'argument des Communautés européennes ne tient pas compte du libellé du paragraphe 2 d) qui fait référence à "toute mesure générale ou spécifique" sans faire de distinction entre les mesures tarifaires et les mesures non tarifaires. Le paragraphe 2 d) n'exclut pas de son champ d'application les mesures tarifaires, comme les Communautés européennes et la Communauté andine semblent le sous-entendre. Au contraire, si les rédacteurs de cette disposition avaient eu l'intention d'en limiter la portée aux mesures non

tarifaires, il ne leur aurait pas été difficile d'incorporer le texte du paragraphe 2 d) au paragraphe 2 b), seule disposition de la Clause d'habilitation qui ne s'applique expressément qu'à cette catégorie de mesures.

4.184 Dans leur argumentation, les Communautés européennes négligent aussi le fait qu'à la différence du paragraphe 2 a), le paragraphe 2 b) ne contient pas de prescription explicite de non-discrimination concernant les mesures non tarifaires. Dans la lecture que les Communautés européennes font de la Clause d'habilitation, rien n'empêcherait un pays développé d'établir une discrimination en faveur des pays les moins avancés sur la seule base du paragraphe 2 b). Si tel était le cas, on pourrait se demander pourquoi il serait alors nécessaire de prévoir explicitement au paragraphe 2 d) l'autorisation d'appliquer un traitement différencié aux pays les moins avancés. Par conséquent, la lecture que les Communautés européennes font du paragraphe 2 d) rend cette disposition ineffective.

d) Contexte fourni par l'expression "the developing countries" (de pays en voie de développement) au paragraphe 2 a)

4.185 Troisièmement, l'utilisation de l'article "the" (article partitif) devant "developing countries" (pays en voie de développement) indique que le SGP doit être avantageux pour *tous* les pays en développement, et exclut l'octroi sélectif de préférences tarifaires, ce qui vient également étayer l'interprétation de l'Inde. Le terme "the" (article partitif) devant "developing countries" (pays en voie de développement) apparaît à quatre reprises dans les versions faisant foi de la Clause d'habilitation. Cela indique que le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation visait à faire en sorte que les avantages du SGP soient étendus à *tous* les pays en développement, et non à certains d'entre eux seulement. Ce paragraphe n'envisage aucune sélectivité. Bien au contraire, il requiert que le traitement tarifaire préférentiel soit accordé à tous les pays en développement. En outre, comme on l'a vu plus haut, un traitement "sans ... discrimination" dans le contexte du GATT suppose de conférer des possibilités de concurrence égales.

4.186 Prescrire que *tous* les pays en développement soient inclus dans les arrangements tarifaires préférentiels sans prévoir une obligation correspondante de traitement tarifaire "sans … discrimination" visant à assurer des possibilités de concurrence égales aux produits originaires de tous les pays en développement n'aurait pas de sens. Par conséquent, si l'on suit l'interprétation des Communautés européennes selon laquelle "sans … discrimination" ne suppose pas l'octroi de possibilités de concurrence égales, on rend ineffective la prescription voulant que "les" (sous-entendus "tous les") pays en développement bénéficient du traitement tarifaire préférentiel.

e) Contexte et historique de la rédaction fournis par les instruments de la CNUCED

4.187 Quatrièmement, les textes qui ont établi le Système généralisé de préférences ("SGP") sous les auspices de la CNUCED étayent également l'interprétation que l'Inde fait de l'expression "sans … discrimination". Cette expression, telle qu'elle est utilisée dans la Clause d'habilitation, doit être comprise de la même manière que dans les textes acceptés à la CNUCED. La signification de l'expression "sans ... discrimination" dans la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation est identique à celle qu'elle revêt dans le contexte des Conclusions concertées. Dans les Conclusions concertées, il n'est dit nulle part que les pays développés devraient pouvoir faire une distinction entre les pays qu'ils ont reconnus comme étant des pays en développement au motif que ceux-ci ont des besoins différents en matière de développement. L'expression "sans … discrimination" telle qu'elle est comprise dans le contexte des arrangements de la CNUCED n'envisage aucune différence de traitement entre les pays en développement qui serait motivée par des besoins de développement différents; bien au contraire toute différenciation entre les pays en développement est considérée comme "discriminatoire".

4.188 Cette signification de l'expression "sans ... discrimination" est aussi confirmée par l'historique de la rédaction de la Résolution 21(II) adoptée lors de la seconde session de la CNUCED et par celle des Conclusions concertées. De fait, les Conclusions concertées n'autorisent même pas les pays développés à accorder des réductions tarifaires limitées aux pays les moins avancés à l'exclusion d'autres pays en développement. Les Conclusions concertées permettent seulement aux pays développés d'appliquer des réductions tarifaires différentes à des produits différents. Mais, s'agissant du même produit, les pays développés ne peuvent pas moduler la réduction tarifaire accordée, même en faveur des pays les moins avancés.

4.189 En outre, les Conclusions concertées ont prévu la participation de *tous* les pays en développement en tant que bénéficiaires du SGP, et des schémas de préférences sélectifs n'ont pas été envisagés. Il est dit dans les Conclusions concertées qu'"il y a accord sur l'objectif selon lequel tous les pays en voie de développement devraient en principe participer dès le début en qualité de pays bénéficiaires". En permettant l'application d'un traitement différencié aux pays en développement, l'interprétation que les Communautés européennes font de l'expression "sans ... discrimination" prive de sens la prescription selon laquelle "tous les pays en voie de développement devraient en principe participer dès le début en qualité de bénéficiaires".

f) Contexte fourni par le paragraphe 3 c)

4.190 En outre, la prescription voulant que l'on réponde de manière positive aux besoins du développement des pays en développement énoncée au paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation fournit un contexte qui ne vient pas étayer l'interprétation de l'expression "sans ... discrimination" avancée par les Communautés européennes. Les Communautés font valoir que l'expression "sans ... discrimination" figurant dans la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation ne peut signifier que tous les pays en développement doivent être traités de la même façon, car les pays développés seraient alors empêchés dans la pratique de répondre de manière positive aux besoins du développement de chaque pays en développement "ce qui rendrait en fait le paragraphe 3 c) nul". L'argument des Communautés européennes repose sur un postulat erroné, à savoir que l'expression "besoins du développement, des finances et du commerce" des pays en développement désigne les besoins de *chacun* de ces pays. Toutefois, les termes du paragraphe 3 c) ne renvoient pas aux besoins de *chacun* des pays. Ce n'est pas cette idée que traduit le texte du paragraphe 3 c). Quand les rédacteurs de la Clause d'habilitation ont voulu évoquer les besoins de chacun des pays ou groupes de pays, ils l'ont fait de manière explicite.

4.191 Il est vrai, comme le disent les Communautés européennes, que les besoins collectifs des pays en développement peuvent évoluer entre un moment et l'autre et que c'est pour cette raison que le paragraphe 3 c) prévoit que les préférences devraient être modifiées en tant que de besoin. Toutefois, il ne s'ensuit pas qu'il faut les modifier en établissant une différence entre les pays en développement. Le paragraphe 3 c) vise plutôt la modification des produits visés par les schémas SGP et l'importance des réductions tarifaires prévues dans le cadre des schémas SGP. L'interprétation faite par l'Inde de l'expression "sans ... discrimination" ne rend pas le paragraphe 3 c) nul, précisément parce qu'il a pour effet de faire en sorte que les produits visés et l'importance des réductions tarifaires dans le cadre des schémas SGP répondent de manière positive aux besoins collectifs des pays en développement.

4.192 L'affirmation des Communautés européennes selon laquelle un schéma exclusivement destiné à faire face aux problèmes de drogue répond aux besoins du développement des pays en développement tels qu'ils sont définis au paragraphe 3 c) n'est pas non plus conciliable avec le fait que, dans toute la Clause d'habilitation, les besoins des pays en développement sont définis comme étant les besoins "du développement, des finances *et* du commerce". La conjonction "et" fait clairement apparaître que, pour juger de la compatibilité d'un schéma SGP avec le paragraphe 3 c) ou avec le degré de non-réciprocité à accorder à un pays en développement au titre des paragraphes 5

et 6, il convient d'examiner collectivement les besoins du développement, des finances et du commerce.

4.193 Accepter l'interprétation que les CE donnent du paragraphe 3 c) comme faisant référence aux besoins de "chacun" des pays en développement pourrait avoir des conséquences perverses. Par exemple, un Membre de l'OMC qui déciderait de ramener à zéro ses droits de douane sur les produits originaires de tous les pays en développement découvrirait que son schéma SGP est incompatible avec le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation. Dans ce cas en effet, l'obligation énoncée au paragraphe 3 c) de "modifier ... si cela est nécessaire" son schéma SGP pour répondre aux besoins de *chacun* des pays contraindrait ce Membre à réintroduire des droits de douane pour les produits en provenance de pays en développement ayant des besoins moindres. Par conséquent, l'interprétation que les Communautés européennes font du paragraphe 3 c) sous-entend qu'il serait illégal pour un pays développé d'apporter la réponse la plus constructive que l'on puisse concevoir aux besoins des pays en développement – à savoir l'élimination de tous les droits de douane sur les produits en provenance de tous les pays en développement.

4.194 Dans l'octroi de préférences tarifaires aux pays en développement, le régime général SGP des Communautés européennes ne fait pas de distinction entre les besoins particuliers du développement, des finances et du commerce de chacun des pays en développement. Donc, si l'on retenait la lecture que les Communautés européennes font du paragraphe 3 c), leur régime général SGP qui s'applique également à tous les pays en développement bénéficiaires ne répondrait pas aux besoins particuliers de chacun des pays en développement bénéficiaires, ce qui voudrait dire que le régime général de préférences tarifaires accordé par les Communautés européennes aux pays en développement serait incompatible avec le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation.

g) Contexte fourni par le mot "généralisé"

4.195 Le mot "généralisé" figurant dans la note de bas de page 3 ne fournit pas non plus d'appui contextuel à l'interprétation de l'expression "sans ... discrimination" proposée par les Communautés européennes. Les Communautés européennes font valoir dans leurs réponses aux questions du Groupe spécial que le mot "généralisé" serait superflu si on acceptait l'interprétation que l'Inde donne de l'expression "sans ... discrimination". Lorsqu'elles avancent cet argument, les Communautés ne tiennent pas compte du fait que le terme "généralisé" fait référence à la gamme des pays accordant ou recevant des préférences tandis que l'expression "sans ... discrimination" a trait au degré de différenciation établi entre les pays sélectionnés comme bénéficiaires. Ainsi, un schéma SGP peut être "généralisé" en ce sens que tous les pays en développement en sont bénéficiaires, mais peut en même temps enfreindre la prescription qui veut que les schémas SGP soient "sans ... discrimination" car les pays bénéficiaires sont traités différemment. On voit très bien que l'interprétation de l'Inde ne rend pas le terme "généralisé" superflu.

4.196 En outre, les Communautés européennes interprètent le mot "généralisé" comme signifiant que "les préférences devraient être "généralisées" à l'ensemble des pays en développement ayant des besoins similaires en matière de développement". L'obligation de traiter de la même manière les pays ayant des besoins de développement similaires et de manière différente les pays ayant des besoins de développement différents est à la base de la définition négative que les Communautés européennes donnent de l'expression "sans ... discrimination". Par conséquent, c'est le sens négatif que les Communautés attribuent à l'expression "sans ... discrimination" qui rend le terme "généralisé" (ainsi qu'il est compris par les Communautés européennes) redondant.

h) Implications pour le système multilatéral de l'OMC

4.197 L'Inde soutient aussi que l'interprétation que les Communautés européennes font de l'expression "sans ... discrimination" devrait être rejetée pour deux autres motifs systémiques.

Premièrement, le GATT ne pourrait pas remplir sa fonction qui est de fournir le cadre juridique pour les négociations sur l'accès aux marchés entre pays développés et pays en développement si l'interprétation des CE était retenue. L'une des principales fonctions du GATT est d'offrir un cadre juridique aux fins de l'échange de concessions en matière d'accès aux marchés susceptibles de déboucher sur une réduction substantielle des droits de douane et sur l'élimination du traitement discriminatoire qui est un obstacle à ces réductions. L'article premier du GATT est la pierre angulaire de ce cadre juridique puisqu'il garantit que les Membres puissent échanger des concessions tarifaires sans avoir à craindre que le traitement préférentiel accordé ultérieurement à des pays tiers ne réduise en fait à néant les possibilités de concurrence négociées. Ainsi, dans les négociations sur l'accès aux marchés, il y a deux éléments importants: i) le niveau des droits consolidés; et ii) l'assurance que les droits de douane appliqués dans le cadre des niveaux consolidés le soient sur une base NPF.

4.198 Les pays en développement sont surtout en concurrence avec les autres pays en développement sur les marchés des pays donneurs de préférences au titre du SGP. Si l'on adoptait l'interprétation de la Clause d'habilitation donnée par les Communautés européennes, les pays en développement auraient donc toujours à craindre que les droits de douane qu'ils ont négociés avec les pays développés ne soient pas appliqués entre eux sur une base NPF, ce qui aurait des conséquences radicales sur leur capacité de participation aux négociations tarifaires multilatérales.

4.199 La deuxième conséquence de l'interprétation de l'expression "sans ... discrimination" proposée par les Communautés est que si cette interprétation était acceptée, les groupes spéciaux seraient amenés à trancher des conflits de répartition entre pays en développement sans avoir à cet égard de directive des Membres de l'OMC. La notion de "sans ... discrimination" des CE, rapportée à une discrimination *préjudiciable* ou *injuste* est trop vague pour servir de base au contrôle de la différenciation dans le cadre des schémas SGP. Il n'y a pas, dans la Clause d'habilitation, d'autre norme acceptée au niveau multilatéral qui détermine ce qui rend la différenciation "injuste". Adopter la définition des CE aurait donc pour effet de laisser les pays développés libres de différencier comme ils le veulent ou de demander aux groupes spéciaux d'arbitrer des conflits de répartition sans avoir aucune directive de la part des Membres de l'OMC (par exemple sur le point de savoir si les difficultés dues à des problèmes de santé publique importants ont priorité sur celles qui résultent de la production et du trafic de drogues). Cette incertitude aurait des implications radicales sur l'équilibre institutionnel entre les organes politique et judiciaire de l'OMC et engagerait les organes de règlement des différends dans un processus d'élaboration de la loi qui est la prérogative exclusive des Membres de l'Organisation.

4. Le régime concernant les drogues n'est pas appliqué "sans ... discrimination"

4.200 En tant qu'argument subsidiaire, l'Inde soutient que les préférences accordées dans le cadre du régime concernant les drogues seraient "discriminatoires" même si l'on acceptait l'interprétation que les Communautés européennes font de l'expression "sans ... discrimination". Les Communautés européennes accordent un traitement tarifaire préférentiel fondé sur des problèmes liés à la drogue mais n'accordent pas de traitement tarifaire préférentiel pour répondre à des problèmes plus graves des pays en développement. Même en supposant que l'expression "sans ... discrimination" ait la signification négative que lui attribuent les Communautés européennes, le régime concernant les drogues ne serait pas "sans ... discrimination".

4.201 Le régime concernant les drogues ne se préoccupe pas des besoins de développement *relatifs* des différents pays en développement. Il vise exclusivement à répondre à une seule catégorie de besoins du développement – ceux résultant de la production et du trafic de drogues. Il n'existe aucune base qui permette aux Communautés européennes de conclure que les besoins du développement rencontrés par les pays bénéficiaires du régime concernant les drogues sont "spéciaux" par rapport aux besoins du développement d'autres pays en développement. Les Communautés européennes n'affirment du reste rien de tel dans leur communication; elles se contentent d'affirmer que les

problèmes de drogue sont liés au développement. Au mieux, cela peut permettre d'établir que les pays particulièrement touchés par la production et le trafic de drogues ont un type particulier de besoin sur le plan du développement, mais pas de dire – et cela est capital – qu'ils ont sur ce plan un besoin "*spécial*" qui leur donne droit à une part "*proportionnellement*" plus grande du commerce international que celle accordée aux autres pays en développement.

4.202 En outre, le régime concernant les drogues ne prévoit aucun critère objectif pour déterminer le statut de bénéficiaire. Les Communautés européennes affirment que, pour déterminer les bénéficiaires du régime concernant les drogues, elles appliquent des critères objectifs auxquels les pays en développement bénéficiaires potentiels doivent satisfaire. Mais, tel qu'il est présenté dans le règlement pertinent, le régime concernant les drogues ne contient aucun critère ni aucune procédure à respecter pour être admis comme bénéficiaire. L'allégation des Communautés européennes selon laquelle les mesures en cause établissent une distinction entre les pays en développement en fonction de critères objectifs qui reflètent leurs besoins particuliers en matière de développement ne repose donc sur aucune base factuelle. Les Communautés européennes n'ont pas démontré non plus que la sélection des bénéficiaires était fondée sur une évaluation objective des besoins liés à la drogue de tous les pays en développement.

4.203 Les Communautés européennes n'ont fourni aucune preuve du fait que la sélection des bénéficiaires actuels se fondait sur des critères objectifs. De plus, elles n'ont pas non plus fourni de preuve démontrant que les pays exclus du schéma n'avaient pas de problèmes de drogue similaires. Dans leur communication, elles décrivent les problèmes de drogue des pays bénéficiaires en termes généraux, en se fondant en partie sur des statistiques publiées après que les bénéficiaires ont été sélectionnés. Sur la base des explications des Communautés européennes, il est impossible de déterminer pourquoi, par exemple, le Pakistan a été inclus parmi les bénéficiaires tandis que l'Inde et le Paraguay ont été exclus. Les Communautés européennes n'ont pas davantage fourni la preuve qu'elles avaient effectivement procédé à une évaluation objective des problèmes de drogue de tous les pays avant d'établir la liste des bénéficiaires, en dépit des demandes du Groupe spécial et de l'Inde. Tout ce qu'elles ont soumis au Groupe spécial, c'est une longue justification *a posteriori* s'appuyant sur des documents des Nations Unies et des données quantitatives qui ne font apparaître aucun critère objectif ni aucun repère pouvant être appliqués également à tous les bénéficiaires potentiels pour savoir s'ils doivent être inclus ou exclus.

5. Le régime concernant les drogues n'est pas justifié au titre de l'article XX

4.204 Le régime concernant les drogues n'est pas justifié par l'article XX b) du GATT de 1994 car les Communautés européennes n'ont pas démontré que ce régime est *nécessaire à la protection de la santé et de la vie des personnes* au sens de l'article XX b).

a) Le régime concernant les drogues ne constitue pas une mesure relevant de l'article XX b)

4.205 Premièrement, le régime concernant les drogues ne vise pas à assurer la protection de la santé et de la vie des personnes dans les Communautés européennes. Les Communautés européennes se contentent de dire que la mesure en question vise à protéger la vie et la santé dans les Communautés européennes, mais sans fournir de preuve à l'appui de leur affirmation. Une simple affirmation n'est pas une preuve. En l'espèce, il est difficile de voir: i) en quoi le régime concernant les drogues peut être considéré comme ayant été conçu pour protéger la vie et la santé des personnes contre les risques causés par la consommation de drogues illicites dans les Communautés européennes; et ii) en quoi l'octroi de préférences tarifaires égales à tous les pays en développement aurait exacerbé ces risques. L'examen de la conception, de la structure et de l'architecture du régime concernant les drogues montre qu'il n'y a pas de lien exprès entre les objectifs déclarés par les Communautés européennes et le régime concernant les drogues. Il n'y a pas d'objectif déclaré dans le Règlement n° 2501/2001 du

Conseil relatif à la protection de la vie ou de la santé de la population des Communautés européennes ni dans l'exposé des motifs ayant conduit à l'adoption de ce règlement.

b) Le régime concernant les drogues n'est pas "nécessaire" au sens de l'article XX b)

4.206 Deuxièmement, le régime concernant les drogues n'est pas "nécessaire" pour protéger la vie ou la santé de la population des Communautés européennes. Les CE font valoir qu'il était nécessaire pour la santé de la population des Communautés européennes d'imposer ce régime. Autrement dit, si les préférences tarifaires étaient supprimées, la santé des citoyens des Communautés européennes serait plus mauvaise car une quantité accrue de drogues illicites serait produite, importée dans les Communautés européennes par les trafiquants et consommée par les citoyens des CE. Le lien entre les préférences tarifaires et la santé de la population des Communautés européennes est ténu, si tant est qu'il existe. Le lien de nécessité que les Communautés européennes établissent entre le traitement tarifaire préférentiel et la santé de la population des Communautés européennes repose sur plusieurs postulats, dont le principal est que les producteurs de drogues se reconvertiraient à terme vers la production de produits bénéficiant du traitement tarifaire préférentiel, et que les trafiquants de drogues se reconvertiraient eux aussi à terme vers le commerce de produits bénéficiant de ces préférences tarifaires. La mesure considérée par les Communautés européennes comme "nécessaire" s'avère être en fin de compte une mesure plutôt "contingente" car subordonnée à plusieurs facteurs externes qui ne dépendent pas de la volonté des Communautés européennes. Parmi ces facteurs externes figurent la rentabilité des activités économiques de substitution et la détermination du gouvernement bénéficiaire à appliquer une politique de promotion des cultures de substitution et à prendre les mesures voulues pour ce faire ainsi qu'à améliorer l'application de la loi sur son territoire; tout cela rend le but *recherché* (la protection de la vie et de la santé de la population des Communautés européennes) incertain. En revanche, en établissant un lien entre le traitement tarifaire préférentiel et la santé de la population des Communautés européennes, les CE présupposent, de manière tout aussi peu plausible, que si les préférences tarifaires accordées dans le cadre du régime concernant les drogues étaient étendues à l'ensemble des pays en développement, les producteurs et négociants de produits licites couverts par le régime concernant les drogues se reconvertiraient vers la production et le trafic de drogues illicites. Ce postulat ne tient pas compte du fait que la production et le trafic de drogues sont des crimes organisés contrôlés par des syndicats du crime qui sont uniquement motivés par le profit et que l'accès préférentiel aux marchés offert par les Communautés européennes n'est pas la raison pour laquelle les citoyens respectueux de la loi se tiennent à l'écart du commerce de la drogue.

4.207 À cet égard, l'Inde note que le régime concernant les drogues ne couvre pas seulement les cultures qui pourraient être substituées aux cultures de plantes narcotiques; et que les Communautés européennes n'ont pas non plus prouvé que le régime concernant les drogues s'appliquait à des productions agricoles qui pourraient remplacer la production de plantes narcotiques. Qui plus est, le régime concernant les drogues est lié à la situation de la drogue dans un pays déterminé et non pas aux politiques suivies par ce pays en matière de drogue, ce qui peut avoir pour effet paradoxal de réduire les possibilités d'accès aux marchés des Communautés européennes si le problème de la drogue dans un pays bénéficiaire donné s'améliore.

4.208 Les Communautés européennes soutiennent aussi que le régime concernant les drogues est nécessaire pour protéger la santé de leur population en élevant le niveau global de développement, lequel, à son tour, accroît la *capacité* des pays touchés par la drogue de mettre en place un système efficace de contrôle de la drogue. Ce lien entre le traitement tarifaire préférentiel et la capacité accrue de faire respecter la loi est à nouveau assez lointain. Il n'existe pas de rapport étroit ni évident entre le traitement tarifaire préférentiel et la capacité de faire respecter la loi. Tout au long de la chaîne de causalité étendue qui est établie par les Communautés européennes, il existe de nombreuses autres mesures moins restrictives pour le commerce que les CE auraient pu prendre pour atteindre leur objectif, par exemple une assistance technique et financière directe pour appuyer les efforts de lutte

contre la drogue dans les pays touchés ou une aide au développement et des initiatives ne passant pas par une restriction du commerce en provenance d'autres Membres de l'OMC.

4.209 Les Communautés européennes n'ont pas établi que le régime concernant les drogues était "la mesure la moins restrictive pour le commerce" qu'elles avaient à leur disposition pour atteindre leurs objectifs en matière de santé. Le traitement tarifaire préférentiel réduit nécessairement les possibilités de concurrence pour les produits des pays exclus. Sur le plan de la théorie économique, cela est indéniable. Le régime concernant les drogues restreint à la fois le commerce actuel et le commerce futur des Membres exclus. Si cela n'était pas le cas, les Communautés européennes auraient pu inclure l'Inde et d'autres pays en développement parmi les bénéficiaires du régime concernant les drogues sans provoquer de contrecoup sur le commerce des bénéficiaires actuels. L'Inde a aussi apporté la preuve des pertes commerciales subies par les entreprises indiennes du fait de l'amplification du régime concernant les drogues. À titre d'illustration, l'inclusion du Pakistan parmi les bénéficiaires de ce régime a déjà eu des effets négatifs sur les importations de la Communauté européenne en provenance de l'Inde, et ce pour différentes catégories de textiles et d'articles de confection y compris les produits de la catégorie 4 (chemisiers, T-shirts, etc.), de la catégorie 8 (chemises et chemisettes pour hommes) et de la catégorie 20 (linge de lit). Les importations dans les Communautés européennes de produits de ces catégories en provenance de l'Inde ont reculé en 2002 par rapport à 2001 tandis que celles en provenance du Pakistan ont augmenté notablement pendant la période correspondante. Des lettres d'importateurs des Communautés européennes annulant des commandes passées à l'Inde en raison de ces préférences tarifaires sont une manifestation concrète du fait que le régime concernant les drogues restreint les échanges.[47]

4.210 L'Inde fait aussi valoir que le GATT ne pourrait pas remplir sa fonction qui est de fournir le cadre juridique pour les négociations commerciales multilatérales si l'article XX b) pouvait justifier l'adoption d'arrangements commerciaux préférentiels. Selon l'interprétation que les Communautés européennes font de l'article XX b) du GATT de 1994, les Membres de l'OMC peuvent accorder un traitement tarifaire préférentiel à des Membres de l'OMC sélectionnés si cela apporte "une contribution nécessaire" à la solution d'un problème de santé. Les Communautés européennes soutiennent que les marges de préférence dont profitent les pays bénéficiaires au titre du régime concernant les drogues sont "nécessaires" au sens de l'article XX b) car elles apportent une telle contribution. La conséquence logique de l'argument des Communautés européennes est donc que les CE ne seraient pas tenues d'appliquer les concessions en matière d'accès aux marchés négociées dans le cadre du Programme de travail de Doha si les problèmes de drogue des pays bénéficiaires devaient persister après la conclusion de ce Cycle de négociations.

c) Le régime concernant les drogues ne satisfait pas aux prescriptions du texte introductif de l'article XX

4.211 En outre, les Communautés européennes n'ont pas démontré que le régime concernant les drogues n'était pas appliqué d'une manière qui constituerait un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable au sens du texte introductif de l'article XX b). Les Communautés européennes ont invoqué l'article XX b) essentiellement pour justifier la violation de l'article I:1 du GATT de 1994 et non celle de la Clause d'habilitation. Par conséquent, la distinction qui est faite entre les pays en développement spécialement touchés par la production ou le trafic de drogues et les autres Membres, y compris les pays en développement qui sont moins touchés par ce problème, *procède bien* de "l'application" de la mesure en cause. L'article I:1 s'applique de manière égale à tous les Membres. C'est aux Communautés européennes qu'il incombe de démontrer que les préférences tarifaires accordées de manière préférentielle à seulement 12 pays en développement dans le cadre du régime concernant les drogues ne constituent pas un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable ou

[47] Réponse de l'Inde à la question n° 13 que le Groupe spécial lui a posée.

une restriction déguisée au commerce international au sens du texte introductif de l'article XX b). Jusqu'ici, les Communautés européennes n'en ont pas fait la démonstration.

F. DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

1. Relation entre l'article I:1 du GATT et la Clause d'habilitation

a) Traitement spécial et différencié

4.212 L'Inde ne conteste pas que la Clause d'habilitation soit l'une des principales formes de "traitement spécial et différencié" en faveur des pays en développement, traitement qui est à son tour le principal instrument permettant d'atteindre l'un des objectifs fondamentaux de l'Accord sur l'OMC. Toutefois, l'Inde n'a à aucun moment répondu à l'argument des Communautés européennes selon lequel les dispositions relatives au "traitement spécial et différencié" ne peuvent pas, dans ces conditions, être considérées comme des "moyens de défense affirmatifs", ainsi que l'illustre la décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *Brésil – Aéronefs*.

b) Historique de la rédaction de la Décision de 1971

4.213 La version que l'Inde donne de l'historique de la rédaction de la Décision de 1971 ne vient pas étayer son affirmation selon laquelle la Clause d'habilitation est simplement un "renouvellement" de la Décision de 1971. La note du Secrétariat du GATT citée par l'Inde présentait l'adoption d'une dérogation au titre de l'article XXV:5 et d'une déclaration visant à "promouvoir les objectifs énoncés à l'article XXXVI" comme des options distinctes ayant des conséquences différentes. Dans un passage de cette note, on expliquait que "l'adoption d'une déclaration lors d'une session des PARTIES CONTRACTANTES serait un acte positif et constructif dans l'intérêt des pays en développement, alors qu'une dérogation aurait un aspect assez négatif".

4.214 En dépit de cet avis, l'option "dérogation" a été préférée à l'option "déclaration". En 1979, toutefois, les pays développés ont accepté une formule similaire à l'option "déclaration" rejetée en 1971 dans le cadre du nouvel équilibre des droits et obligations convenu lors des négociations du Tokyo Round.

c) "Droits positifs"/"exceptions"

4.215 L'Inde fait valoir que la Clause d'habilitation n'est pas un "droit positif", mais plutôt une "exception" en se référant à une définition du "droit positif" donnée dans le *Black's Law Dictionary*. Toutefois, cette définition n'oppose pas les termes "droit positif" et "exception". Le *Black's Law Dictionary* fait plutôt une distinction entre les "positive rights" (droits positifs) et les "negative rights" ("droits négatifs") qu'il définit comme étant "A right entitling a person to have another refrain from doing an act that might harm the person entitled" (droit permettant à une personne d'en empêcher une autre de faire quelque chose qui pourrait porter préjudice à la première).

4.216 Un "droit négatif" reste un droit et n'est pas une "exception". Ainsi, par exemple, selon le *Black's Law Dictionary*, les droits de propriété devraient être classés comme des "droits négatifs" plutôt que comme des "droits positifs". Cependant, il serait absurde de qualifier ces droits d'"exceptions".

4.217 La Clause d'habilitation reconnaît un "droit négatif" d'accorder des préférences aux pays en développement tout en conférant en même temps aux pays en développement un "droit positif" d'obliger les pays donneurs à accorder ces préférences conformément à certaines prescriptions, y compris celle voulant que ces préférences soient "sans ... discrimination".

4.218 Il est exact que les pays en développement n'ont pas un "droit positif" d'obliger les pays développés à appliquer un SGP. Mais il ne s'ensuit pas que la Clause d'habilitation constitue "une exception". De même, l'article I:1 du GATT de 1994 ne confère pas un droit positif d'obliger d'autres Membres à abaisser leurs droits de douane. La seule obligation découlant de l'article I:1 est que, quel que soit le niveau des droits choisi par le Membre concerné, ces droits doivent être appliqués à tous les autres Membres sur une base NPF; et, si les pays développés sont libres d'appliquer ou non un SGP, s'ils choisissent de le faire, ils doivent l'appliquer sur une base "non discriminatoire".

d) "Droit autonome"/"moyen de défense affirmatif"

4.219 L'Inde soutient que la question de savoir si une disposition conventionnelle constitue "un moyen de défense affirmatif" dépend de qui l'a invoquée - plaignant ou défendeur - dans chaque cas particulier et qu'une disposition conférant un "droit autonome" peut également être "un moyen de défense affirmatif" si elle est invoquée par le défendeur. Cette analyse est manifestement fausse. Une disposition de l'OMC *est* ou *n'est pas* un "moyen de défense affirmatif". Elle ne peut être les deux choses à la fois, selon qui l'a invoquée. Certaines dispositions sont par nature des "moyens de défense affirmatifs" et ne peuvent être invoquées que par le défendeur pour répondre à une allégation de violation d'une autre disposition. Par exemple, un plaignant ne peut formuler d'allégation sur la base de l'article XX du GATT de 1994. Cette disposition est toujours un "moyen de défense affirmatif" face à une allégation de violation d'une autre disposition.

4.220 Si la thèse de l'Inde était exacte, l'Organe d'appel dans l'affaire *Brésil – Aéronefs* aurait dû décider que l'article 27.4 de l'Accord SMC était un "moyen de défense affirmatif" puisqu'il avait été invoqué par le Brésil et non par le Canada. De même, dans l'affaire *CE – Hormones*, l'Organe d'appel aurait dû décider que l'article 3:3 de l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires ("Accord SPS") était un "moyen de défense affirmatif" puisque c'étaient les Communautés européennes qui s'étaient appuyées sur cette disposition.

2. La Clause d'habilitation

a) Paragraphe 1

i) "Autres [Membres]"

4.221 Les Communautés européennes ont réfuté de façon détaillée la lecture que l'Inde avait faite de l'expression "autres Membres" comme signifiant "Membres développés". La réponse de l'Inde a été que l'expression "autres Membres" revêtait des sens différents selon que le paragraphe 1 était lu conjointement avec les paragraphes 2 a), 2 b) ou 2 c). Les Communautés européennes ne nient pas que les mêmes mots puissent avoir des sens différents dans le contexte de différentes dispositions conventionnelles. Toutefois, la position de l'Inde selon laquelle une seule et même disposition (le paragraphe 1) peut avoir simultanément trois sens différents et contradictoires est contraire aux principes fondamentaux de l'interprétation juridique et même à la logique élémentaire.

4.222 L'Inde fait aussi valoir que dans la mesure où la Clause d'habilitation a été adoptée "pour avantager les pays en développement", elle ne peut être interprétée comme restreignant les droits NPF de certains pays en développement vis-à-vis d'autres pays en développement. Toutefois, il est incontestable que c'est ce que font précisément les paragraphes 2 c) et 2 d). Ils limitent les droits NPF de certains pays en développement de manière à accorder des avantages additionnels à d'autres pays en développement. L'affirmation de l'Inde selon laquelle les paragraphes 2 c) et 2 d) sont des "exceptions" ne repose sur aucune base textuelle. Le paragraphe 1 "s'applique" également à tous les alinéas du paragraphe 2. Il n'y a aucune raison de supposer que, lorsqu'il est lu conjointement avec le paragraphe 2 a), le paragraphe 1 n'autorise pas la différenciation entre les pays en développement. En

outre, comme l'ont expliqué les Communautés européennes, cette différenciation est compatible avec l'objet et le but de la Clause d'habilitation.

4.223 En réponse à une question du Groupe spécial, l'Inde a été forcée d'admettre que sa lecture de l'expression "autres Membres" au paragraphe 1 rendrait superflue la prescription de la note de bas de page 3 selon laquelle les préférences doivent être "sans ... discrimination". L'Inde fait valoir que cette prescription fait partie d'une "phrase élaborée" dans un but précis. Toutefois, l'interprétation que l'Inde donne de l'expression "autres Membres" rendrait aussi superflu le terme "généralisé". En outre, la position de l'Inde selon laquelle le paragraphe 1 ne relève pas les pays donneurs de l'obligation énoncée à l'article I:1 du GATT de 1994 d'accorder les préférences "sans condition" rendrait aussi superflue la prescription voulant que les préférences soient "sans réciprocité". Donc, en fin de compte, l'interprétation que l'Inde fait du paragraphe 1 rendrait totalement redondant l'ensemble de la note de bas de page 3.

ii) "Sans condition"

4.224 Dans sa première communication écrite, l'Inde semblait faire valoir que le paragraphe 1 n'exonérait pas les pays développés de l'obligation de respecter la prescription "sans condition" énoncée à l'article I:1 du GATT de 1994, ce qui avait pour conséquence que toutes les préférences accordées dans le cadre d'un SGP restaient soumises à cette prescription. Les Communautés européennes ainsi que certaines tierces parties ont réfuté cette thèse. L'Inde n'a pas présenté d'autres arguments.

4.225 Dans leur première communication écrite, les Communautés européennes ont fait valoir de leur côté que, de toute manière, le régime concernant les drogues n'était pas "conditionnel" puisque les bénéficiaires n'étaient pas tenus d'accorder une compensation aux Communautés européennes. En réponse à une question du Groupe spécial sur la signification de l'expression "sans condition", l'Inde s'est à nouveau référée au rapport du Groupe spécial dans l'affaire *Canada – Automobiles* sans examiner aucun des arguments avancés par les Communautés européennes, y compris concernant ce rapport.

b) Expression "sans ... discrimination" figurant au paragraphe 2 a)

i) Sens ordinaire

4.226 L'Inde ne conteste pas l'analyse que les Communautés européennes font du sens ordinaire du terme "discrimination" dans leur première communication écrite. Néanmoins, l'Inde fait valoir que ce sens ordinaire n'est pas pertinent pour l'interprétation de l'expression "sans ... discrimination" au paragraphe 2 a) compte tenu du contexte spécifique de la Clause d'habilitation, "du but fondamental du système juridique de l'OMC", de certains textes de la CNUCED et d'un passage du rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Bananes III*.

ii) Contexte

4.227 En réponse aux questions du Groupe spécial, l'Inde a recensé plusieurs éléments contextuels qu'elle estime pertinents pour l'interprétation de l'expression "sans ... discrimination". Mais, premièrement, il a déjà été répondu aux arguments de l'Inde concernant le paragraphe 1 dans la section précédente de cette communication. Deuxièmement, du fait que le paragraphe 2 a) fait référence aux "produits" plutôt qu'aux "services" ou aux "personnes" en tant qu'objets du traitement préférentiel, on ne peut pas logiquement déduire que le même traitement doit être accordé à tous "les produits similaires" originaires de tous les pays en développement. De toute manière, le postulat de l'Inde selon lequel les autres dispositions du GATT où l'expression "produit similaire" est utilisée créent l'obligation de n'établir aucune "discrimination" entre les produits similaires, plutôt qu'entre les

pays, est erroné. Troisièmement, les Communautés européennes ont déjà commenté la lecture que l'Inde fait de l'expression "avantageuses pour *les* pays en développement" dans leur première communication écrite. Les Communautés européennes se limiteront donc ici à faire observer que l'argument de l'Inde a *a contrario* pour conséquence que l'absence de l'article *the* devant "developing countries" au paragraphe 1 et au paragraphe 2 a) signifie qu'ainsi que les Communautés européennes l'ont fait valoir ces dispositions n'imposent pas d'accorder des préférences à *tous* les pays en développement. En fait, cet argument affaiblit plutôt qu'il ne renforce la position de l'Inde. Il en va de même pour l'argument de l'Inde fondé sur la présence des articles *los* et *des*, respectivement, dans les versions espagnole et française du titre de la Clause d'habilitation. Quatrièmement, les Communautés européennes ont répondu à l'argument de l'Inde s'appuyant sur l'article 2 d) dans leur première communication écrite. Leur réfutation est restée sans réponse. Enfin, la Clause d'habilitation exclut expressément l'application des prescriptions de l'article I:1 du GATT de 1994 ("nonobstant les dispositions de l'article I:1 ..."). En conséquence, il serait tout à fait inapproprié d'introduire ces prescriptions dans la Clause d'habilitation par le biais d'une interprétation prétendument "contextuelle".

4.228 L'Inde fait aussi référence à des passages de certains textes de la CNUCED. Toutefois, comme on le verra ci-après, ces textes ne font pas partie de la Clause d'habilitation pas plus que du contexte pertinent pour l'interprétation de cette clause. Ils ne peuvent présenter de l'intérêt qu'en tant que moyen complémentaire d'interprétation.

iii) Objet et but

4.229 L'Inde fait valoir que l'expression "sans ... discrimination" devrait être interprétée à la lumière du "but fondamental" du système juridique de l'OMC, qui, selon l'Inde, est "de préserver les conditions de concurrence". Les Communautés européennes ne sont pas d'accord avec cette interprétation. La "préservation des conditions de concurrence" est effectivement l'un des objectifs fondamentaux de l'Accord sur l'OMC, mais ce n'est pas le seul. La Clause d'habilitation, comme toutes les autres dispositions permettant "un traitement spécial et différencié", ne vise pas à assurer des possibilités de concurrence égales pour des produits similaires. Au contraire, les dispositions concernant le "traitement spécial et différencié" visent à créer des conditions de concurrence inégales afin de répondre aux besoins spéciaux des pays en développement.

4.230 Le "traitement spécial et différencié" est le principal instrument qui permet d'atteindre l'un des objectifs fondamentaux de l'Accord sur l'OMC, exprimé dans:

a) le deuxième considérant du Préambule de l'Accord sur l'OMC;

b) l'article XXXVI du GATT, y compris en particulier son paragraphe 3;

c) le premier considérant de la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation, auquel se réfère la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation.

4.231 Lorsque l'on interprète l'expression "sans ... discrimination" à la lumière de l'objet et du but susmentionnés de l'Accord sur l'OMC, la différenciation entre les pays en développement en fonction de leurs besoins de développement respectifs n'est pas plus "discriminatoire" que la différenciation entre les pays développés et les pays en développement.

4.232 L'Inde n'a jamais répondu aux arguments des Communautés européennes concernant l'objet et le but de la Clause d'habilitation. Au lieu de cela, elle persiste dans son erreur consistant à interpréter l'expression "sans ... discrimination" comme si la "préservation des possibilités de concurrence" était le seul objectif de l'Accord sur l'OMC.

iv) Historique de la rédaction

4.233 L'Inde semble sous-entendre que, par le biais de la référence faite, dans la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation, à la Décision de 1971, les textes de la CNUCED que cette décision mentionne sont devenus partie intégrante de la Clause d'habilitation. Les Communautés européennes sont en désaccord avec cette interprétation. Textuellement, la note de bas de page 3 ne fait que renvoyer à la "définition" du Système généralisé de préférences contenue dans la Décision de 1971 elle-même (et plus précisément dans ses troisième et quatrième considérants). Elle n'incorpore pas les arrangements de la CNUCED auxquels il est fait allusion dans ces considérants.

4.234 Les deux résolutions de la CNUCED citées par l'Inde (le huitième principe général de la recommandation A:I:1 adoptée par la CNUCED lors de sa première session et la Résolution 21(II) de la Conférence adoptée par la CNUCED à sa deuxième session) ne sont pas des instruments juridiquement contraignants. Elles sont rédigées dans un style purement exhortatoire et, selon leurs propres termes, ne formulent que des "recommandations". Il serait illogique et inacceptable d'interpréter la note de bas de page 3 comme leur conférant, au sein de l'OMC, des effets juridiquement contraignants qu'elles n'ont pas dans le cadre de la CNUCED.

4.235 Quant aux Conclusions concertées, elles n'ont même pas le statut de résolution ou de décision formelle de la CNUCED. Contrairement à ce qu'affirme l'Inde, elles n'ont pas été "adoptées" par le Conseil du commerce et du développement de la CNUCED. Cet organe s'est contenté de "prendre note" des conclusions formulées dans le cadre du Comité spécial des préférences, un organe *ad hoc* établi par la CNUCED pour permettre la tenue de consultations entre toutes les parties intéressées. Tout comme les résolutions de la CNUCED, les Conclusions concertées sont rédigées dans un style exhortatoire et ne prétendent pas être juridiquement contraignantes. Il y est seulement pris note des déclarations faites par les pays donneurs éventuels et fait état de l'accord (mais parfois aussi du désaccord) de tous les participants aux consultations concernant certains objectifs.

4.236 Pour les raisons susmentionnées, les Communautés européennes estiment que le huitième principe général, la Résolution 21(II) de la Conférence et les Conclusions concertées ne font pas partie de la Clause d'habilitation. En revanche, ils peuvent être considérés comme faisant partie des "travaux préparatoires" de la Décision de 1971 et, à ce titre, comme constituant des "moyens complémentaires d'interprétation", auquel le Groupe spécial peut faire appel dans les circonstances spécifiées à l'article 32 de la Convention de Vienne.

4.237 De toute manière, il n'y a rien dans le huitième principe général, la Résolution 21(II) de la Conférence et les Conclusions concertées qui vienne étayer l'interprétation faite par l'Inde de l'expression "sans ... discrimination". De l'avis des Communautés européennes:

a) L'expression "de nouvelles préférences ... devraient être accordées à l'*ensemble* des pays en voie de développement" qui figure dans le huitième principe général signifie qu'aucun pays en développement ne devrait être exclu *a priori* du SGP et non pas que les mêmes préférences devraient être accordées à tous les Membres.

b) L'expression "en faveur *des* pays en développement" qui figure au paragraphe 1 du dispositif de la Résolution 21(II) est l'équivalent de l'expression "qui serait avantageux pour les pays en voie de développement" utilisée dans le quatrième alinéa du préambule de cette résolution et que l'on retrouve dans la Décision de 1971. Les Communautés européennes ont déjà fait leurs commentaires sur la signification de cette expression.

c) Le passage des Conclusions concertées reproduit par l'Inde ne traite pas de la signification de l'expression "sans ... discrimination", mais plutôt d'une question différente qui est de savoir si les pays donneurs peuvent refuser *a priori* le statut de bénéficiaire à un pays au motif qu'il n'est pas un "pays en développement". Ainsi que l'Inde l'a noté, la conclusion du Comité spécial a été qu'"il y a accord sur l'*objectif* selon lequel tous les pays en voie de développement *devraient en principe* participer dès le début en qualité de pays bénéficiaires".

d) De même, le passage du document TD/56 cité par l'Inde traite plutôt de la question de savoir quels pays peuvent prétendre au statut de "pays en développement" que de l'interprétation de l'expression "sans ... discrimination". Quoi qu'il en soit, le document TD/56 ne fait pas partie des Conclusions concertées.

4.238 L'Inde cite aussi un document du secrétariat de la CNUCED de 1979 intitulé "Examen et évaluation du Système généralisé de préférences". Ce document, qui ne reflète pas les vues des pays donneurs, est un document technique sans valeur juridique. À l'évidence, il ne constitue pas un "contexte" au sens de l'article 31 de la Convention de Vienne et ne fait pas non plus partie des "travaux préparatoires" de la Décision de 1971 au sens de l'article 32 de cette Convention. En conséquence, il ne présente guère d'intérêt – si tant est qu'il soit pertinent – pour l'interprétation de la Clause d'habilitation.

v) Rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire CE – Bananes III

4.239 À l'appui de son affirmation selon laquelle l'expression "sans ... discrimination" signifie l'égalité des possibilités de concurrence pour des produits similaires, l'Inde cite un passage du rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Bananes III*. Ce passage, toutefois, traite d'une question juridique entièrement différente et ne constitue pas un précédent pertinent pour le présent différend.

4.240 La question dont l'Organe d'appel était saisi dans l'affaire *CE – Bananes III* n'était pas la signification des obligations de "non-discrimination" en cause, signification qui n'était pas l'objet du différend entre les parties, mais plutôt la question de savoir si ces obligations de "non-discrimination" s'appliquaient seulement au sein de chacun des régimes tarifaires établis par les Communautés européennes. Ainsi que l'a noté l'Organe d'appel, l'aspect essentiel des "obligations de non-discrimination" qui sont en cause dans l'affaire *CE – Bananes III* est que des produits similaires doivent être traités de la même manière quelle que soit leur origine. Le point de savoir si d'autres obligations de non-discrimination avaient ou n'avaient pas la même signification n'était pas pertinent pour trancher la question dont l'Organe d'appel était saisi. En conséquence, on ne peut pas présumer que l'Organe d'appel a également examiné ces autres obligations. En particulier, rien n'indique que l'Organe d'appel avait à l'esprit la prescription de "non-discrimination" figurant dans la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation, qui n'a jamais été en cause dans l'affaire *CE – Bananes III*.

c) Expression "sans ... réciprocité" figurant au paragraphe 2 a)

4.241 L'Inde a confirmé qu'elle n'allègue pas que le régime concernant les drogues est sans réciprocité. Les Communautés européennes ne sont pas d'accord avec l'interprétation que l'Inde donne de l'expression "sans réciprocité" mais n'estiment pas nécessaire de s'étendre plus avant sur cette question.

d) Terme "avantageux" figurant au paragraphe 2 a)

4.242 L'Inde n'a pas présenté de nouveaux arguments concernant cette allégation.

e) Paragraphe 3 c)

4.243 Dans sa déclaration orale, l'Inde a fait valoir que les "besoins" dont il est question au paragraphe 3 c) sont ceux de tous les pays en développement "en général". Les Communautés européennes ont réfuté de manière détaillée les arguments de l'Inde dans le cadre de leur réponse aux questions du Groupe spécial. Dans sa propre réponse aux questions du Groupe spécial, l'Inde avance un nouvel argument selon lequel, dans les versions française et espagnole du texte, l'équivalent des mots "developing countries" (pays en voie de développement) est précédé respectivement des articles *des* et *los*. L'Inde affirme que la présence de ces articles signifie que, dans les versions française et espagnole, les besoins dont il est question sont "les besoins de tous les pays en développement". Il est assez singulier que l'Inde parvienne à cette conclusion en consultant un dictionnaire anglais qui donne la définition du terme *the* et en déduise que l'usage de cet article en anglais est identique à celui des articles *des* en français et *los* en espagnol.

4.244 Quoi qu'il en soit, même si l'Inde a raison concernant les implications de la présence des articles *des* et *los*, respectivement, dans les versions française et espagnole, on peut en déduire *a contrario* que l'absence de l'article *the* dans la version anglaise - qui fait également foi - signifie qu'ainsi que les Communautés européennes l'ont fait valoir, les pays développés doivent répondre aux besoins particuliers des pays en développement. Il est difficile, en conséquence, de voir en quoi cet argument renforce la position de l'Inde.

4.245 Les Communautés européennes avaient fait remarquer que l'interprétation du paragraphe 3 c) proposée par l'Inde aurait comme résultat absurde que les pays développés ne pourraient accorder de préférences que pour des produits qui présentent un intérêt commun pour tous les pays en développement. L'Inde admet maintenant que les pays développés peuvent aussi répondre aux besoins particuliers d'un ou plusieurs pays en développement en accordant des concessions pour des produits qui présentent un intérêt spécial pour les exportations de ce/ces pays. Toutefois, selon l'Inde, cela n'est possible que pour autant que ces préférences s'appliquent de manière égale à tous les produits similaires originaires de tous les pays en développement. Cette réserve ne trouve cependant aucun fondement dans le texte du paragraphe 3 c). Elle s'appuie plutôt sur l'interprétation erronée que l'Inde fait de la note de bas de page 3.

4.246 En outre, comme l'Inde l'a déjà souligné par ailleurs, le paragraphe 3 c) n'est pas une disposition à caractère facultatif. Il ne prévoit pas que les pays développés *peuvent* répondre aux besoins des pays en développement mais qu'ils *doivent* répondre à ces besoins. Si le paragraphe 3 c) s'applique "aux besoins du développement, des finances et du commerce" des pays en développement et non pas seulement à leurs besoins "communs", ainsi que l'Inde semble maintenant le concéder, tous ces besoins particuliers doivent être pris en compte et pas seulement ceux qui procèdent d'un intérêt commercial à exporter un certain article qui ne présente pas d'intérêt pour d'autres pays en développement.

3. Article XX du GATT de 1994

a) Les drogues représentent un risque pour la vie ou la santé des personnes

4.247 L'Inde ne conteste pas que les stupéfiants représentent des risques graves pour la santé et la vie des personnes dans les Communautés européennes.

b) Le régime concernant les drogues est nécessaire pour lutter contre la production et le trafic de drogues

i) Les valeurs poursuivies par le régime concernant les drogues

4.248 L'Inde ne conteste pas que, étant donné que la protection de la vie et de la santé des personnes est "à la fois vitale et importante au plus haut point", le terme "nécessaire" doit être interprété par le Groupe spécial dans son acception la plus large possible.

ii) Contribution du régime concernant les drogues à la protection de la santé et de la vie des personnes

Les préférences tarifaires sont une réponse appropriée au problème de la drogue

4.249 L'Inde fait valoir que la production et le trafic de drogues sont des activités criminelles et que, pour cette raison, on ne peut pas supposer que les préférences tarifaires contribueront à la réalisation de l'objectif tendant à remplacer ces activités par des activités économiques de substitution licites. L'Inde semble donc laisser entendre que la seule réponse appropriée et nécessaire au problème de la drogue est l'application de lois pénales.

4.250 Cette affirmation, qui n'est appuyée par aucun élément de preuve ni aucune autorité, ne tient pas compte des principes les plus fondamentaux de la politique antidrogue convenue au sein des Nations Unies au cours des 30 dernières années. Comme les Communautés européennes l'ont expliqué en détail dans leur première communication écrite, les Nations Unies sont convenues en de nombreuses occasions que la lutte contre les drogues nécessitait "une approche globale et équilibrée" incluant des actions visant à réduire à la fois la demande illicite et l'offre illicite. Les Nations Unies ont également décidé que, pour réduire l'offre illicite de drogue, les pays concernés devaient adopter des mesures complètes, y compris non seulement l'élimination des cultures et la stricte application de la loi, mais aussi le lancement d'activités économiques de substitution. Les Nations Unies ont en outre recommandé que, pour soutenir ces activités de substitution, d'autres pays fournissent non seulement une aide financière, mais également un accès aux marchés accru. Il y a quelques semaines à peine, les Ministres participant à la 46ème session de la Commission des stupéfiants à Vienne ont renouvelé cette recommandation.

4.251 Comme les Communautés européennes l'ont expliqué dans leur première communication écrite, l'Accord sur l'OMC reconnaît, dans le préambule de l'Accord sur l'agriculture, que les pays touchés par le problème de la drogue ont des besoins particuliers et que le fait de leur fournir un accès aux marchés accru constitue une réponse appropriée à ces besoins. Le même argument a été cité comme justification pour la dérogation accordée aux préférences consenties au titre de l'ATPA.

Le régime concernant les drogues s'applique à tous les pays en développement touchés par le problème de la drogue qui ne bénéficient pas d'un traitement tarifaire plus favorable au titre d'autres arrangements

4.252 L'Inde allègue que le régime concernant les drogues n'est pas "nécessaire" car il n'inclut pas tous les pays en développement touchés par le problème de la drogue. Plus précisément, l'Inde fait valoir que le Myanmar et la Thaïlande "sont exclus bien qu'ils soient confrontés à de graves problèmes de drogue".

4.253 Pour les raisons qu'elles ont déjà expliquées, les Communautés européennes considèrent que la Thaïlande ne remplit pas les conditions voulues pour être considérée comme un pays gravement touché par la production ou le trafic de drogues.

4.254 Le Myanmar fait partie des pays les moins avancés et, à ce titre, bénéficie du régime spécial de préférences en faveur des PMA, qui assure à ses bénéficiaires de plus grands avantages que ceux découlant du régime concernant les drogues. De ce fait, l'inclusion des PMA touchés par le problème de la drogue dans le régime concernant les drogues n'est pas nécessaire pour protéger la vie et la santé de la population des Communautés européennes.

4.255 En tout état de cause, les Communautés européennes considèrent que l'exclusion d'autres pays en développement prétendument touchés par le problème de la drogue du régime concernant les drogues ne relève pas "de la conception et de la structure" du régime mais plutôt de son "application" et devrait donc être examinée au regard du texte introductif de l'article XX. Les Communautés européennes notent que l'Inde semblait partager ce point de vue dans sa première communication écrite.

L'inclusion des pays développés dans le régime concernant les drogues ne serait pas nécessaire

4.256 Le régime concernant les drogues reflète la reconnaissance du fait que, comme l'ont souligné les Nations Unies, "le problème de la production et du trafic illicites de stupéfiants est souvent lié à des problèmes de développement".

4.257 Dans les pays développés, la production et le trafic de drogues ont des causes différentes et appellent des réponses différentes. En outre, les pays développés ont les ressources nécessaires pour lutter contre la production et le trafic de drogues et n'ont pas besoin de l'aide d'autres pays développés sous forme de préférences commerciales. Pour ces différentes raisons, l'octroi de préférences commerciales aux pays développés n'est pas "nécessaire" pour protéger la vie et la santé de la population des Communautés européennes.

4.258 Qui plus est, il n'y a à la connaissance des Communautés européennes aucun pays développé qui soit aussi gravement touché par le problème de la drogue que les pays en développement inclus dans le régime concernant les drogues. L'Inde n'a du reste recensé aucun pays développé se trouvant dans cette situation.

Les pays qui ne sont pas inclus dans le régime concernant les drogues ne constituent pas une menace pour la situation sanitaire dans les Communautés européennes

4.259 Comme cela a déjà été expliqué, les critères utilisés pour sélectionner les bénéficiaires du régime concernant les drogues garantissent que les pays en développement qui en sont exclus ne sont pas une source importante d'approvisionnement en drogues des CE et, en conséquence, ne représentent pas une menace grave pour la vie ou la santé de leur population.

4.260 L'Inde fait valoir qu'il peut exister des pays de transit couverts par le régime concernant les drogues où "les drogues faisant l'objet d'un trafic ne sont pas acheminées vers les CE". Cet argument est purement théorique et ne tient pas compte de la répartition géographique effective de la production et du trafic de drogues. Les Communautés européennes et les États-Unis sont de loin les plus gros marchés mondiaux de la drogue. La production des produits dérivés de l'opium et de la coca est concentrée dans une poignée de pays, qui tous alimentent le marché des Communautés européennes. Les principaux pays de transit entourent ces pays producteurs et sont situés sur les circuits de contrebande à destination des Communautés européennes.

Il n'est pas nécessaire d'exiger que les bénéficiaires appliquent certaines politiques de lutte contre la drogue

4.261 Pour assurer que le régime concernant les drogues contribue efficacement à la protection de la vie et de la santé de la population des Communautés européennes, il n'est pas nécessaire d'exiger que les bénéficiaires appliquent certaines politiques de lutte contre la drogue. Les bénéficiaires sont déjà soumis à l'obligation juridiquement contraignante de prendre toutes les mesures appropriées pour lutter contre la production et le trafic de drogues au titre des conventions pertinentes des Nations Unies. En outre, il est dans le propre intérêt des bénéficiaires de combattre la production et le trafic de drogues.

iii) Il n'existe pas d'autres options moins restrictives

4.262 L'Inde fait valoir qu'au lieu d'accorder des préférences commerciales les Communautés européennes auraient dû fournir une aide financière aux bénéficiaires ou conclure avec eux des accords de coopération administrative. Mais, à nouveau, l'Inde ne fournit aucun élément de preuve ni ne cite aucune autorité qui viendrait étayer son affirmation.

4.263 Les Communautés européennes considèrent que, dans le cadre de l'approche "équilibrée et globale" recommandée par les Nations Unies, les mesures suggérées par l'Inde sont davantage de nature à compléter qu'à remplacer le régime concernant les drogues.

4.264 Plus précisément, les Communautés européennes considèrent que l'aide financière ne peut pas assurer la durabilité d'autres activités de développement. Pour assurer cette durabilité, il est indispensable d'offrir un accès élargi aux marchés pour les produits dérivés de ces activités. Les recommandations des Nations Unies citées plus haut ainsi que le Préambule de l'*Accord sur l'agriculture* et la justification de la dérogation ATPA étayent cette approche.

4.265 Les Communautés européennes considèrent que pour les raisons susmentionnées il n'y a pas d'autre option que d'offrir un accès élargi au marché des Communautés européennes. La seule question posée au Groupe spécial est de savoir si cet accès aurait pu être assuré d'une manière moins restrictive pour le commerce.

4.266 Il n'y a pas à la connaissance des Communautés européennes d'autres solutions qui auraient été tout aussi efficaces mais moins restrictives pour le commerce pour assurer un accès effectif aux marchés pour les produits des pays bénéficiaires. Dans sa première communication, l'Inde avait fait valoir que les Communautés européennes devraient accorder les mêmes préférences tarifaires à tous les pays en développement. Cependant, cette mesure serait beaucoup moins efficace car les pays qui ne sont pas handicapés par le problème de la drogue se saisiraient alors de la plupart des possibilités commerciales supplémentaires créées par les préférences tarifaires.

c) Le régime concernant les drogues est appliqué d'une manière compatible avec le texte introductif

4.267 L'Inde a fait valoir dans sa première communication écrite que le régime concernant les drogues n'était pas appliqué d'une manière compatible avec le texte introductif. Les Communautés européennes ont répondu à ces arguments dans leur première communication écrite. L'Inde n'a pas présenté de nouveaux arguments ni dans sa déclaration orale ni dans ses réponses aux questions du Groupe spécial.

G. DÉCLARATION ORALE DE L'INDE À LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL

1. Introduction

4.268 Les Communautés européennes avancent un certain nombre d'arguments qui, s'ils étaient acceptés, auraient des conséquences systémiques considérables.

4.269 D'après les Communautés européennes, un avantage tarifaire est accordé "sous condition" s'il est accordé à titre de compensation pour des avantages reçus d'une autre partie. L'Inde souhaiterait souligner que, si l'on estimait que l'octroi de préférences tarifaires subordonnées à la situation ou aux politiques des pays exportateurs était conforme à la prescription relative à la nation la plus favorisée de l'article I:1 du GATT de 1994, cette disposition fondamentale de l'ordre commercial mondial deviendrait nulle.

4.270 Les Communautés européennes invoquent aussi le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation dans le cadre de leur défense et font valoir que l'expression "sans ... discrimination" figurant dans la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation permet aux pays développés Membres d'opérer une différenciation entre des produits similaires originaires de pays en développement au titre du Système généralisé de préférences ("SGP"). L'interprétation que font les Communautés européennes de l'expression "sans ... discrimination" aurait des conséquences tout aussi importantes que l'interprétation qu'elles font de l'expression "sans condition". L'OMC sert d'enceinte et de cadre juridique pour la négociation des arrangements réciproques et mutuellement avantageux destinés à réduire substantiellement les droits de douane et les autres obstacles au commerce ainsi qu'à éliminer tout traitement discriminatoire dans les relations commerciales internationales. L'application des droits de douane sur une base NPF est un élément déterminant de la sécurité et de la prévisibilité du système commercial multilatéral. S'il était possible de subordonner les réductions tarifaires à la situation ou aux politiques des pays exportateurs, alors le système juridique de l'OMC n'offrirait plus la sécurité et la prévisibilité nécessaires et l'OMC cesserait d'être une enceinte privilégiée pour les négociations commerciales.

4.271 Le SGP a été négocié et adopté à la CNUCED pour avantager les pays en développement. Il a été incorporé dans le système juridique du GATT et de l'OMC par le biais de la Dérogation de 1971 et de la Clause d'habilitation. Les pays développés Membres savaient et acceptaient à l'avance que tout pays développé Membre pouvait accorder, dans le cadre du SGP, un traitement tarifaire préférentiel à des produits originaires de pays en développement sans accorder le même traitement à des produits similaires originaires d'autres pays développés Membres. C'est pourquoi les pays développés Membres sont dénommés les "donneurs" dans le contexte du SGP. Toutefois, rien dans la Clause d'habilitation n'indique que les pays en développement acceptent de la même manière que tout pays développé Membre puisse accorder un traitement tarifaire préférentiel à des produits originaires de certains pays en développement sans accorder le même traitement à des produits similaires originaires d'autres pays en développement. Si les arguments des Communautés européennes étaient acceptés, des pays en développement devraient sacrifier leurs possibilités d'accès aux marchés de pays développés dans l'intérêt d'autres pays en développement et deviendraient donc également les "donneurs" dans le contexte du SGP. De plus, ils devraient faire ces sacrifices dans des conditions déterminées par les pays développés. La Dérogation de 1971 et son pendant dans la Clause d'habilitation n'ont jamais voulu pareilles conséquences et aucun principe d'interprétation reconnu ne justifierait que l'on puisse donner à l'expression "sans ... discrimination" un sens qui entraînerait de telles conséquences.

4.272 Si la défense des Communautés européennes au titre du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation était confirmée, les pays développés Membres continueraient à avoir la garantie, dans les négociations tarifaires actuelles menées dans le cadre du Programme de travail de Doha, que tout avantage accordé par un pays en développement Membre à tout produit originaire de tout pays

développé serait accordé immédiatement et sans condition à tout produit similaire d'un autre Membre. Toutefois, les pays en développement Membres n'auraient pas la même garantie. La création d'un cadre juridique aussi déséquilibré ne constituerait pas seulement un désavantage pour les pays en développement Membres. Le cadre juridique des négociations tarifaires de l'OMC serait radicalement transformé en ce qui concerne les pays en développement.

4.273 Par conséquent, si la défense des Communautés européennes au titre du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation était confirmée, le dommage causé au système commercial multilatéral fondé sur des règles serait important et aurait des conséquences graves et très certainement irréparables.

2. L'attribution de la charge de la preuve

4.274 La question de l'attribution de la charge de la preuve a été rendue inutilement complexe en l'espèce. Les Communautés européennes ont à plusieurs reprises interprété la Clause d'habilitation comme conférant un "droit autonome", un "droit positif", et maintenant un "droit négatif *et* un droit positif". Elles allèguent que la charge de la preuve ne devrait pas incomber aux Communautés européennes, *un groupe de pays développés*, car la Clause d'habilitation a été adoptée pour avantager les *pays en développement*. Les Communautés européennes ont parfois tiré des conséquences qui vont au-delà de l'attribution de la charge de la preuve. Par exemple, en qualifiant la Clause d'habilitation de "droit autonome", elles ont essayé d'en faire un élément d'une allégation au titre de l'article I:1 du GATT de 1994.

4.275 Le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation est un moyen de défense affirmatif parce qu'il n'impose aucune obligation indépendante. Les obligations découlant du paragraphe 2 a) ne naissent qu'après qu'un Membre a choisi de mettre en œuvre un schéma SGP. L'Inde a cité des affaires antérieures soumises au GATT dans lesquelles la Clause d'habilitation a été considérée comme un moyen de défense affirmatif.[48] Comme l'Inde l'a expliqué, l'attribution de la charge de la preuve dépend du fait de savoir si une proposition avancée par voie d'affirmation est un élément essentiel d'une allégation ou d'un moyen de défense.[49] La Clause d'habilitation n'est pas un élément essentiel de l'allégation formulée par l'Inde au titre de l'article I:1 du GATT de 1994 alors qu'elle constitue un élément essentiel de la défense des Communautés européennes. En revanche, d'après l'Inde, les faits matériels pour le règlement du présent différend sont incontestés. Par conséquent, le Groupe spécial n'a aucun besoin d'approfondir la question de l'attribution de la charge de la preuve.

3. La relation entre la Clause d'habilitation et l'article I:1 du GATT de 1994

4.276 Les Communautés européennes prétendent que le membre de phrase "nonobstant les dispositions de ... l'Accord général" figurant au paragraphe 1 de la Clause d'habilitation exclut purement et simplement l'application de l'article I:1 du GATT de 1994. En réponse, l'Inde a expliqué que la Clause d'habilitation ne constituait qu'une exception limitée à l'article I:1 du GATT de 1994 et qu'il n'était pas nécessaire que les pays développés Membres qui accordaient un traitement différencié et plus favorable aux pays en développement dans le contexte du SGP soient relevés de l'obligation qui leur incombe d'accorder un traitement NPF aux produits similaires originaires de pays en développement. L'Inde signale que les Communautés européennes n'ont pas répondu à ces arguments.

[48] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Redevances pour les opérations douanières*, et rapport du Groupe spécial *États-Unis – Traitement NPF pour les chaussures*, voir la deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphe 56.

[49] *Ibid.*, paragraphe 48.

4. L'interprétation juridique de l'expression "sans ... discrimination" et les arrangements de la CNUCED

4.277 L'interprétation de l'expression "sans ... discrimination" figurant dans la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation joue un rôle fondamental dans la défense des Communautés européennes. Ces dernières prétendent que, dans le contexte du SGP, l'expression "sans ... discrimination" autorise une différenciation entre les pays en développement qui ont des besoins différents en matière de développement (d'après des critères objectifs). L'Inde estime que l'expression "sans ... discrimination", dans le contexte d'un traitement tarifaire préférentiel accordé au titre du SGP, signifie que l'on ne peut opérer aucune différenciation entre des produits similaires originaires de pays en développement.

4.278 Les éléments textuels servant de base à l'interprétation que fait l'Inde de l'expression "sans ... discrimination" sont les suivants:

- Le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation évoque le "traitement tarifaire préférentiel accordé par des parties contractantes développées pour des produits originaires de pays en voie de développement, conformément au Système généralisé de préférences".

- La note de bas de page 3 fait référence au SGP "tel qu'il est défini dans la décision des PARTIES CONTRACTANTES en date du 25 juin 1971 concernant l'instauration d'un système généralisé de préférences, "sans réciprocité ni discrimination, qui serait avantageux pour les pays en voie de développement"".

- Le SGP décrit dans la Dérogation de 1971 est donc incorporé à la Clause d'habilitation par référence.

- Le paragraphe a) de la Dérogation de 1971 évoque le "traitement tarifaire préférentiel mentionné dans le Préambule de la présente Décision ...". Le traitement tarifaire préférentiel évoqué dans le Préambule de la Dérogation de 1971 a donc été incorporé dans la Clause d'habilitation par référence.

- Le Préambule de la Dérogation de 1971 évoque "des arrangements mutuellement acceptables concernant l'établissement d'un traitement tarifaire préférentiel généralisé, sans discrimination ni réciprocité, sur les marchés des pays développés en faveur de produits originaires de pays en voie de développement [qui] ont été élaborés à la CNUCED".

- L'expression "sans ... discrimination" figurant dans la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation a par conséquent la même signification que celle qui lui a été attribuée dans les arrangements qui ont été élaborés à la CNUCED.

- Pour prouver la teneur des arrangements de la CNUCED, l'Inde a présenté les Conclusions concertées, et en particulier la partie dans laquelle il est indiqué qu'"il y a accord sur l'objectif selon lequel tous les pays en voie de développement devraient en principe participer dès le début en qualité de pays bénéficiaires".

- L'Inde a également cité, à titre de contexte pour cet accord, celles des déclarations des pays en développement et des pays donneurs de préférences qui sont annexées aux Conclusions concertées ou auxquelles il est fait référence dans lesdites conclusions qui étayent son interprétation.

4.279 Les Communautés européennes ne reconnaissent pas la pertinence juridique des arrangements de la CNUCED et qualifient les résolutions de la CNUCED de "non juridiquement contraignantes". De même, elles estiment que les Conclusions concertées n'ont pas "le statut de résolution ou de décision formelle de la CNUCED". Le Groupe spécial n'a pas besoin de trancher la question du statut juridique des résolutions de la CNUCED et des Conclusions concertées *dans le système juridique des Nations Unies*. Il peut se contenter de noter que la Clause d'habilitation renvoie au SGP auquel il est fait référence dans la Dérogation de 1971, laquelle renvoie à son tour aux "arrangements mutuellement acceptables" qui "ont été élaborés à la CNUCED". Indépendamment de leur statut formel dans le système juridique des Nations Unies, ces arrangements mutuellement acceptables définissent la portée juridique de la Clause d'habilitation. Le refus des Communautés européennes d'admettre la pertinence juridique des Conclusions concertées rend la note de bas de page 3 incohérente ou nulle dans la mesure où il serait impossible de déterminer la nature du "traitement tarifaire préférentiel" défini dans le Préambule de la Décision de 1971 sans faire référence aux Conclusions concertées. De plus, il convient de signaler que les Communautés européennes n'ont fourni aucun élément de preuve concernant des arrangements mutuellement acceptables élaborés à la CNUCED à l'appui de leur position. En particulier, les Communautés européennes n'ont fourni aucun élément prouvant que l'expression "sans ... discrimination" dans le contexte du SGP évoqué dans la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation et dans la Décision de 1971 était censée permettre à un pays développé Membre d'opérer une différenciation entre des pays en développement.

5. Le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation

4.280 Les Communautés européennes prétendent que le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation ne pourrait être respecté si l'on ne pouvait réserver un traitement différent aux pays en développement. L'interprétation que font les Communautés européennes du paragraphe 3 c) et de sa relation avec le paragraphe 2 a) est fausse. Comme l'Inde l'a démontré en détail dans sa deuxième communication écrite, la fonction juridique du paragraphe 2 a) est d'autoriser des préférences tarifaires dans le cadre du SGP, et celle du paragraphe 3 c) est de faire en sorte que l'importance des réductions tarifaires et l'éventail des produits visés dans le cadre des schémas SGP répondent aux besoins des pays en développement. Un pays développé peut donc très bien se conformer à l'obligation d'accorder les mêmes réductions tarifaires à tous les pays en développement et à l'obligation de répondre aux besoins des pays en développement.

4.281 L'argument des Communautés européennes est fondé sur l'interprétation qu'elles font du paragraphe 3 c) comme renvoyant aux besoins de "chacun" des pays en développement. L'Inde a signalé que ni le libellé du paragraphe 3 c) ni son contexte n'étayaient une telle interprétation. Elle a signalé en particulier que d'autres dispositions de la Clause d'habilitation se référaient explicitement aux besoins de "chacun" des pays en développement, ce qui n'était pas le cas du paragraphe 3 c). Les Communautés européennes n'ont réfuté aucun de ces arguments. L'Inde a également signalé que l'interprétation que faisaient les Communautés européennes du paragraphe 3 c) rendrait la plus grande partie de leur propre SGP et ceux de tous les autres pays développés incompatibles avec cette disposition. En réponse, les Communautés européennes ont fait valoir que le paragraphe 3 c) "ne dispos[ait] pas que chaque préférence [devait] répondre dans le même temps aux besoins du développement de *chacun* des pays en développement" et que "de fait, il s'agirait là d'une impossibilité logique".[50] L'Inde fait observer que les Communautés européennes se contredisent elles-mêmes en alléguant à la fois que le paragraphe 3 c) exige de répondre de manière positive aux besoins de chacun des pays en développement *et* qu'il s'agirait là d'une impossibilité logique.

[50] Réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial aux deux parties et aux tierces parties, paragraphe 167.

4.282 Les Communautés européennes soutiennent que l'Inde a concédé que le paragraphe 3 c) faisait référence aux besoins de chacun des pays.[51] C'est faux. En réponse à une question spécifique du Groupe spécial, l'Inde n'a fait que signaler que même *si* le paragraphe 3 c) était interprété comme faisant référence aux besoins de chacun des pays, on pouvait concilier cette interprétation avec celle que fait l'Inde de l'expression "sans ... discrimination" en modifiant le choix des produits pour favoriser les pays particulièrement nécessiteux.[52]

4.283 Dans leur deuxième communication écrite, les Communautés européennes qualifient le paragraphe 3 c) de paragraphe "rédigé en termes assez imprécis" et allèguent qu'"il s'agit d'une disposition téléologique, qui éclaire l'interprétation des autres dispositions de la Clause d'habilitation mais n'impose, à elle seule, aucune obligation juridiquement contraignante".[53] Les Communautés européennes s'appuient donc sur une disposition qui, selon elles, est "rédigée en termes assez imprécis" et "n'impose aucune obligation juridiquement contraignante" pour justifier une interprétation de "sans ... discrimination" en vertu de laquelle les pays en développement perdraient les droits que leur confère l'article I:1 du GATT de 1994. Les Communautés européennes utilisent le paragraphe 3 c) comme élément contextuel pour étayer une interprétation qui donne davantage de droits aux pays développés, tout en déclarant que cette disposition ne crée aucune obligation pour les pays développés. Le Groupe spécial devrait rejeter cette tentative d'avoir le beurre et l'argent du beurre.

4.284 L'inclusion du paragraphe 3 c) dans la Clause d'habilitation ne peut avoir les graves conséquences que les Communautés européennes lui imputent. Finalement, les arguments avancés par les Communautés européennes à l'appui de leur conception négative de l'expression "sans ... discrimination" n'ont pas de bases solides dans le paragraphe 3 c). La conception des Communautés européennes est fondée au contraire sur l'argument *politique* selon lequel un pouvoir unilatéral d'opérer une différenciation entre des pays en développement serait avantageux.

4.285 Les Communautés européennes soutiennent qu'accepter l'interprétation que fait l'Inde de l'expression "sans ... discrimination" entraînerait des difficultés considérables en "privant dans les faits les pays en développement ayant des besoins spéciaux de possibilités de développement égales".[54]

4.286 Cet argument politique est sans objet. Les pays en développement les plus nécessiteux sont déjà pris en compte par la disposition spéciale en faveur des pays moins avancés du paragraphe 2 d). De plus, on peut avoir recours au système de dérogation en ce qui concerne les autres pays en développement pour lesquels il y aurait de bonnes raisons d'opérer une différenciation. De fait, les Membres de l'OMC ont accordé des dérogations pour des mesures similaires au régime concernant les drogues et pour des mesures commerciales bénéficiant aux pays ACP. L'interprétation de l'Inde n'empêche donc pas que l'on prenne en compte les différences existant entre les pays en développement, si telle est la volonté de tous les Membres. Ce que l'interprétation de l'Inde permet surtout d'éviter c'est que les pays développés déterminent de manière unilatérale les besoins spéciaux de certains pays. La question n'est donc pas de savoir si l'on peut prendre en compte des besoins spéciaux par le biais de préférences tarifaires, mais de savoir i) si les pays développés devraient pouvoir le faire de manière unilatérale et au mépris total des intérêts légitimes d'autres pays ayant des

[51] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 51 et 52.

[52] Réponse de l'Inde à la question n° 15 posée par le Groupe spécial aux deux parties. Les Communautés européennes citent les réponses de l'Inde aux questions n° 16 et 17 posées par le Groupe spécial aux deux parties, qui n'indiquent aucune concession sur ce point.

[53] Réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial aux deux parties et aux tierces parties, paragraphe 57.

[54] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 84.

besoins différents mais tout aussi urgents ou ii) s'ils devraient le faire en ayant recours aux procédures adéquates de l'OMC.

6. Arguments subsidiaires sur la non-discrimination

4.287 Les Communautés européennes ne sont pas parvenues jusque-là à démontrer que le régime concernant les drogues était compatible avec le concept de non-discrimination qu'elles essaient d'introduire dans le droit de l'OMC. Selon l'interprétation des Communautés européennes, les pays donneurs de préférences doivent établir des critères objectifs et le traitement tarifaire préférentiel doit être accordé de manière égale à tous les pays en développement répondant à ces critères. Les Communautés européennes soutiennent que la désignation des pays bénéficiaires au titre du régime concernant les drogues est effectuée d'après des "critères objectifs et non discriminatoires".[55] Elles allèguent que ces critères prennent en compte l'éventualité d'un trafic vers les Communautés européennes, ainsi que les effets du problème de la drogue sur chacun des pays. Toutefois, les Communautés européennes indiquent que les critères ne sont pas contenus dans un document accessible au public[56] et qu'il n'est pas nécessaire de publier les critères pertinents.[57] Elles n'ont pas communiqué ces critères au Groupe spécial.

4.288 L'Inde souhaiterait également noter ce qui suit:

- Les Communautés européennes n'ont pas communiqué à l'Inde ni au Groupe spécial de document contenant une évaluation des résumés par pays de la situation en matière de drogue pour tous les pays en développement en vue de leur inclusion dans le régime concernant les drogues. Elles soutiennent que ces documents ne sont pas accessibles au public.[58] Toutefois, ailleurs, les Communautés européennes déclarent que cette évaluation est fondée sur des renseignements mis à la disposition du public.[59]

- Les Communautés européennes n'ont pas remis à l'Inde le document 15083/01 concernant l'inclusion du Pakistan en tant que bénéficiaire dans le régime concernant les drogues et n'ont remis aucun document indiquant pour quelle raison l'Inde était exclue du régime concernant les drogues.[60]

- Les Communautés européennes déclarent que leurs autorités n'appliquent pas de ""seuil" quantitatif ou qualitatif".[61] L'absence de seuil quantitatif ou qualitatif indique de manière incontestable qu'aucun critère objectif n'est appliqué.

4.289 Le concept de "non-discrimination" des Communautés européennes implique en toute logique qu'il existe un critère uniformément applicable à tous les pays en développement qui justifie que certains d'entre eux se voient accorder un traitement plus favorable. En d'autres termes, ce concept implique l'existence d'un droit de classer les besoins des pays en développement d'après des critères objectifs. Pourtant, les Communautés européennes n'ont toujours pas indiqué quels critères elles

---

[55] *Ibid.*, paragraphe 116.

[56] Réponses des Communautés européennes aux questions de l'Inde, paragraphe 5.

[57] Réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial aux deux parties et aux tierces parties, paragraphe 136.

[58] Réponses des Communautés européennes aux questions de l'Inde, paragraphe 12.

[59] Réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial aux deux parties et aux tierces parties, paragraphe 144.

[60] Réponses des Communautés européennes aux questions de l'Inde, paragraphe 21.

[61] Réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial aux deux parties et aux tierces parties, paragraphe 145.

appliquaient pour décider que les besoins des pays bénéficiaires arrivaient devant ceux de l'Inde et des autres pays en développement. Jusque-là, les Communautés européennes se sont contentées de dire que les besoins des pays bénéficiaires étaient différents de ceux de l'Inde. Toutefois, elles n'ont pas expliqué pourquoi les besoins des 12 bénéficiaires méritaient des préférences spéciales, et pas ceux de l'Inde et des autres pays en développement.

4.290 Le concept de non-discrimination des Communautés européennes implique également que les possibilités accrues d'accès aux marchés accordées dans le cadre du régime concernant les drogues sont effectivement destinées à résoudre les problèmes liés à la drogue des 12 bénéficiaires. L'allégation des Communautés européennes, au nom de laquelle elles justifient l'exclusion de l'Inde et des autres pays en développement, repose sur l'idée que le régime concernant les drogues résout des problèmes qui n'existent pas en Inde ni dans les autres pays en développement. Cependant, dans les faits, les possibilités accrues d'accès aux marchés contribuent à satisfaire de nombreux besoins des bénéficiaires en matière de développement, y compris le besoin de faire baisser le chômage, d'attirer les investissements et d'améliorer la situation financière extérieure. Le régime concernant les drogues contribue donc dans une large mesure à résoudre des problèmes rencontrés par les bénéficiaires qui sont identiques à ceux de l'Inde et des autres pays en développement. L'idée sous-tendant l'allégation des Communautés européennes est par conséquent sans fondement.

H. DÉCLARATION ORALE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES À LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL

1. Relation entre l'article I:1 du GATT et la Clause d'habilitation

a) La Clause d'habilitation n'est pas un "moyen de défense affirmatif"

i) La Clause d'habilitation reconnaît un "droit autonome"

4.291 D'après l'Inde, la Clause d'habilitation n'est pas un "droit autonome" car, si elle l'était, les mesures entrant dans son champ d'application seraient interdites par l'article I:1 du GATT de 1994. Toutefois, on peut en dire autant de l'article 27.2 de l'Accord SMC et de l'article 3:3 de l'Accord SPS. Pourtant, cela n'a pas empêché l'Organe d'appel de conclure que ces deux dispositions ne constituaient pas des moyens de défense affirmatifs. D'après l'Organe d'appel, l'article 27.2 de l'Accord SMC et l'article 3:3 de l'Accord SPS excluent plutôt *a priori* l'application des articles 3.2 de l'Accord SMC et 3:1 de l'Accord SPS, respectivement. De même, la Clause d'habilitation exclut l'application de l'article I:1 du GATT de 1994 et, par conséquent, ne peut être qualifiée de moyen de défense affirmatif justifiant une violation de cette disposition.

4.292 L'argumentation de l'Inde en ce qui concerne l'article 2:1 de l'Accord SPS est inopérante car les Membres ont le droit d'appliquer des droits de douane conformément aux obligations qu'ils ont contractées dans le cadre de l'OMC. De plus, l'Organe d'appel n'a jamais fait référence à l'article 2:1, mais à l'article 3:3 dont la formulation est équivalente à celle du paragraphe 1 de la Clause d'habilitation.

ii) La Clause d'habilitation impose des "obligations positives"

4.293 D'après l'Inde, la Clause d'habilitation n'impose pas d'"obligations positives" car les pays en développement ne peuvent "obliger" les pays développés à mettre en œuvre un schéma SGP. Toutefois, on pourrait en dire autant de beaucoup d'autres dispositions de l'OMC, y compris l'article I:1 du GATT de 1994, qui ne sont pas des "moyens de défense affirmatifs" car les Membres peuvent décider ou non de percevoir des droits de douane sur les importations et, le cas échéant, fixer leur montant. De même, dans le cadre de la Clause d'habilitation, le droit d'accorder un traitement tarifaire différencié et plus favorable est subordonné à certaines "obligations positives" établies dans

les paragraphes 2 et 3 de la Clause d'habilitation, y compris l'obligation selon laquelle les préférences accordées dans le cadre d'un schéma SGP doivent l'être "sans ... discrimination".

4.294 Si l'on suit la logique de l'interprétation de l'Inde, d'autres dispositions de l'OMC, qui ont été reconnues comme ne constituant pas des "moyens de défense affirmatifs", comme l'article 27.4 de l'Accord SMC, l'article 3:3 de l'Accord SPS, l'article 6 de l'Accord sur les textiles et les vêtements ou les articles VI et XIX du GATT de 1994, seraient considérées comme n'imposant pas d'"obligations positives". Pourtant, bien qu'elles ne soient pas obligatoires, ces dispositions ont été reconnues dans tous les cas par l'Organe d'appel comme constituant des "obligations positives".

iii) Des groupes spéciaux antérieurs n'ont pas considéré que la Clause d'habilitation constituait un moyen de défense affirmatif

4.295 L'argument avancé par l'Inde selon lequel des groupes spéciaux antérieurs (*États-Unis – Redevance pour les opérations douanières* et *États-Unis – Traitement NPF pour les chaussures*) ont considéré que la Clause d'habilitation constituait un moyen de défense affirmatif n'est pas correct, soit parce que le groupe spécial n'a établi aucune constatation à cet égard soit parce que ce moyen de défense n'a pas été invoqué par le défendeur.

iv) Le rapport de l'Organe d'appel Brésil – Aéronefs étaye la position des Communautés européennes

4.296 L'interprétation que fait l'Inde de l'article 27.4 est inopérante car l'Organe d'appel s'est fondé sur le fait que l'article 27 vise à accorder un traitement spécial et différencié et qu'en tout état de cause, comme l'article 27.4 de l'Accord SMC, la Clause d'habilitation n'impose pas d'obligations positives. Enfin, contrairement à ce qu'affirme l'Inde, la question de savoir si la Clause d'habilitation constitue ou non un moyen de défense affirmatif ne peut dépendre de l'identité de la partie plaignante dans chacun des cas. L'Inde a tort de laisser entendre que la violation de la Clause d'habilitation sera toujours invoquée par un pays en développement contre un pays développé. La Clause d'habilitation donne aussi aux pays en développement le droit d'accorder certaines formes de traitement différencié et plus favorable. Par conséquent, un pays développé ou un autre pays en développement pourrait invoquer une violation de la Clause d'habilitation par un pays en développement.

b) La charge de prouver que l'article I:1 du GATT s'applique au régime concernant les drogues incombe à l'Inde

4.297 Par ailleurs, l'Inde fait une mauvaise interprétation en disant que la charge de la preuve "doit être évaluée en relation avec les éléments matériels de l'allégation du plaignant" et que, puisque la seule allégation de l'Inde dans le présent différend est que le régime concernant les drogues est incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994, et non avec le paragraphe 2 a), c'est aux Communautés européennes qu'il incombe de prouver que le régime concernant les drogues relève du paragraphe 2 a). Une disposition de l'Accord sur l'OMC soit *est* soit *n'est pas* "par nature" un moyen de défense affirmatif. La Clause d'habilitation n'est pas "par nature" un moyen de défense affirmatif et elle ne le devient pas simplement parce qu'elle est invoquée par le défendeur dans un différend particulier. Cela ressort clairement des affaires *Brésil – Aéronefs* et *CE – Hormones*.

4.298 S'agissant de la charge de la preuve, la référence que fait l'Inde au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine* ne répond pas à la question de savoir ce qu'est un "moyen de défense affirmatif" par rapport à l'allégation établie par voie de négation par la partie plaignante. Si l'on se fonde sur la jurisprudence établie dans l'affaire *Brésil – Aéronefs*, il incombe à l'Inde de prouver que c'est l'article I:1 du GATT de 1994, et non la Clause d'habilitation, qui *s'applique* à la mesure en cause. L'interprétation de l'Inde entraînerait d'autres conséquences inacceptables. Par exemple, un Membre se plaignant d'une mesure antidumping ou d'une mesure compensatoire pourrait

se contenter de soutenir une allégation fondée sur les articles I[er] ou II du GATT de 1994, en laissant au défendeur la charge de prouver la compatibilité de cette mesure avec l'article VI du GATT de 1994 et l'Accord antidumping ou avec l'Accord SMC, respectivement.

4.299 Enfin, puisque l'Inde affirme ne formuler aucune allégation au titre de la Clause d'habilitation, les Communautés européennes sont d'avis que, si le Groupe spécial convient que le régime concernant les drogues relève du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation plutôt que de l'article I:1 du GATT de 1994, il devrait s'abstenir d'examiner si le régime concernant les drogues est compatible avec le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation.

c) La Clause d'habilitation exclut l'application de l'article I:1 du GATT

4.300 L'affirmation de l'Inde selon laquelle la Clause d'habilitation n'exclut l'application de l'article I:1 "que pour autant qu'il soit fait obstacle à l'octroi de préférences tarifaires conformément au SGP si l'introduction de la mesure n'est pas autorisée" n'a aucun fondement dans le texte de la Clause d'habilitation. De ce fait, la seule question devant être examinée par le Groupe spécial est celle de savoir si le régime concernant les drogues relève du paragraphe 2 a). La thèse de l'Inde est également contredite par les paragraphes 2 c) et 2 d) vu que ceux-ci permettent d'opérer une différenciation entre les pays en développement, même si cette différenciation n'est pas plus "nécessaire" pour accorder un traitement différencié et plus favorable aux pays en développement qu'elle le serait dans le cadre d'un SGP.

4.301 Les Communautés européennes aimeraient souligner que la Clause d'habilitation n'est pas une "exception" mais l'une des formes principales du traitement spécial et différencié, qui constitue quant à lui l'un des piliers de l'Accord sur l'OMC. Le but du traitement spécial et différencié est de répondre aux besoins spéciaux des pays en développement. Opérer une différenciation entre des pays en développement ayant des besoins de développement différents est pleinement compatible avec un tel objectif. En tout état de cause, l'Organe d'appel a indiqué clairement qu'il n'y avait aucune présomption que des "exceptions" devraient être interprétées "strictement" ou "de manière étroite".

d) Le sens de l'expression "sans condition" figurant dans l'article I:1 du GATT

4.302 Dans sa deuxième communication écrite, l'Inde se borne à prétendre que le régime concernant les drogues n'est pas visé par la Clause d'habilitation et, par conséquent, qu'il est incompatible avec l'article I:1, entre autres choses parce qu'il n'est "pas sans condition". Puisque le régime concernant les drogues relève de la Clause d'habilitation, le Groupe spécial n'a pas besoin de se pencher sur la question de savoir s'il est "conditionnel" aux fins de l'article I:1.

4.303 À cet égard, l'argument de l'Inde fondé sur le sens ordinaire de l'expression "sans condition" n'a que peu d'intérêt car le sens de "condition" n'est toujours pas défini. S'agissant du contexte, il est clair que les clauses NPF peuvent être soit "conditionnelles" ou "sans condition". La notion de condition doit avoir le même sens s'agissant des deux types de clauses. Par conséquent, le *Projet d'articles sur les clauses de la nation la plus favorisée* de la Commission du droit international donne une seule définition du terme condition, qui s'applique à la fois aux clauses NPF conditionnelles et aux clauses NPF sans condition. Enfin, l'article I:1 du GATT de 1994 contient deux obligations différentes, qui sont premièrement, d'accorder un traitement NPF et deuxièmement, de le faire "immédiatement et sans condition". Dire qu'une distinction fondée sur la "situation" d'un pays n'est pas une "condition" n'est pas la même chose que dire que cette distinction est compatible avec l'article I:1.

2. La Clause d'habilitation

a) Le sens de l'expression "sans ... discrimination" figurant au paragraphe 2 a)

i) Le contexte du GATT

4.304 Contrairement à ce qu'affirme l'Inde, il n'existe dans le cadre du GATT aucune *définition* de l'expression "non-discrimination" au sens de possibilités de concurrence égales pour les produits similaires originaires de différents pays. La citation extraite par l'Inde du rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III* n'est pas pertinente en l'espèce, comme l'indique dans ce même rapport l'Organe d'appel. Le terme "discrimination" peut avoir des sens différents dans des contextes divers de l'OMC, comme l'a indiqué le Groupe spécial *Canada – Brevets pour les produits pharmaceutiques*. La Clause d'habilitation, comme toutes les autres dispositions accordant un traitement spécial et différencié, ne vise pas à accorder des possibilités de concurrence égales pour des produits similaires d'origines différentes, mais vise à créer des possibilités de concurrence inégales pour répondre aux besoins spéciaux des pays en développement.

ii) Le paragraphe 2 d)

4.305 Contrairement à ce qu'affirme l'Inde, le paragraphe 2 d) n'est pas une "exception" mais constitue l'une des formes de traitement différencié et plus favorable auxquelles le paragraphe 1 "s'applique" et, par conséquent, a le même statut que le paragraphe 2 a) vis-à-vis du paragraphe 1. Ce n'est pas pour autant que le paragraphe 2 d) est "superflu et [n'a] aucun sens" mais, même si les deux dispositions se recoupent, la portée du paragraphe 2 d) est, à certains égards importants, plus large que celle du paragraphe 2 a), par exemple en ce qui concerne "les préférences/le traitement spécial" et le contexte dans lequel la mesure est instituée. S'agissant du paragraphe 2 b), sa portée est plus limitée que celle du paragraphe 2 d) et il vise les dispositions relatives au traitement spécial et différencié figurant dans les accords plurilatéraux du Tokyo Round alors que le paragraphe 2 d) vise tout "traitement spécial" relatif à toute mesure non tarifaire.

iii) L'utilisation de l'article défini "the" (les) devant "developing countries" (pays en voie de développement)

4.306 L'argument présenté par l'Inde à cet égard entraîne immédiatement comme conséquence *a contrario* que chaque fois que l'expression "developing countries" n'est pas précédée de l'article *the*, cela signifie que les préférences peuvent être accordées à certains pays en développement. L'utilisation de cet article est très variable selon qu'il s'agit de la version anglaise, espagnole ou française de la Clause d'habilitation. De plus, les articles sont utilisés beaucoup plus fréquemment en français et en espagnol qu'en anglais et l'interprétation de l'Inde ôterait toute cohérence interne aux versions espagnole et française, particulièrement eu égard aux paragraphes 1, 2 c) et 2 d). De plus, l'interprétation donnée par l'Inde selon laquelle l'expression "autres Membres" figurant au paragraphe 1 signifie "les pays développés Membres " aboutirait à des sens contradictoires lorsque cette disposition serait lue conjointement avec chacun des alinéas du paragraphe 2.

iv) Les arrangements de la CNUCED

4.307 Les Conclusions concertées n'interdisent pas expressément une différenciation de cette nature. La seule disposition figurant dans les Conclusions concertées qui est pertinente pour la question de la différenciation entre les pays en développement est celle qui indique que les préférences devraient être accordées "sans ... discrimination". Par conséquent, s'agissant de la question dont le Groupe spécial est saisi, les Conclusions concertées n'ajoutent rien à ce que dit déjà la Clause d'habilitation. Les Conclusions concertées n'ont pas la prétention d'établir une réglementation exhaustive des SGP mais elles prennent note des déclarations d'intention faites par les donneurs éventuels et enregistrent

l'accord (et parfois l'absence d'accord) de tous les participants aux consultations organisées par la CNUCED au sujet de certains objectifs fondamentaux. Pour cette raison, le silence des Conclusions concertées sur une question particulière ne peut jamais être considéré comme étant déterminant.

4.308 S'agissant des pays les moins avancés, la Partie V des Conclusions concertées consigne une série d'objectifs convenus et de déclarations d'intention des pays donneurs éventuels pour répondre aux besoins spéciaux des pays les moins avancés. Les pays donneurs peuvent aller au-delà de ces objectifs et déclarations d'intention, pourvu qu'ils respectent la prescription générale imposant que les préférences soient, entre autres, accordées "sans ... discrimination".

4.309 L'extrait des Conclusions concertées cité par l'Inde, d'après lequel "tous les pays en voie de développement devraient en principe participer dès le début en qualité de pays bénéficiaires", ne répond pas à la question, différente, de savoir si les pays en développement qui ont déjà été désignés comme bénéficiaires du SGP devraient se voir accorder les mêmes préférences. L'objectif mentionné par l'Inde visait à empêcher les pays donneurs d'exclure *a priori* certains pays en développement de leur SGP pour des motifs sans rapport avec leurs besoins en matière de développement (à savoir le fait qu'ils accordaient des préférences inverses à certains pays développés). L'interprétation que font les Communautés européennes de l'expression "sans ... discrimination" ne permet pas d'opérer une différenciation pour de tels motifs car, dans le cadre du SGP des Communautés européennes, tous les pays en développement sont reconnus comme bénéficiaires et tous bénéficient de préférences.

v) Le paragraphe 3 c) et les arguments politiques

4.310 L'Inde n'a pas fourni de nouveaux arguments sur le paragraphe 3 c) et a avancé une série de préoccupations en matière de politique commerciale qui sont dénuées de fondement. Par conséquent, les Communautés européennes renvoient à leurs précédentes réponses.

b) Le régime concernant les drogues est "sans ... discrimination"

4.311 Les Communautés européennes ont expliqué quels étaient les critères utilisés dans la sélection des bénéficiaires du régime concernant les drogues. L'Inde ne remet pas en cause l'adéquation de ces critères en tant que tels. Toutefois, elle prétend qu'ils ne sont pas "objectifs" parce qu'ils ne sont pas mentionnés dans le règlement SGP. Pourtant, le fait que les critères de sélection ne figurent pas dans le règlement SGP ne préjuge pas de leur caractère objectif. Les Communautés européennes ont déjà expliqué pourquoi il n'était pas nécessaire de rendre les critères de sélection publics ou d'établir des procédures de demande d'inclusion ou de retrait de pays du régime concernant les drogues. S'agissant de la sélection des pays bénéficiaires, c'est à l'Inde qu'incombe la charge de la preuve. Pourtant, les Communautés européennes ont expliqué pourquoi l'Inde, l'Indonésie, les Philippines, la Thaïlande et le Paraguay n'étaient pas inclus dans le régime concernant les drogues.

3. Article XX du GATT de 1994

a) Le régime concernant les drogues est "nécessaire" à la protection de la santé et de la vie des personnes

4.312 En suggérant qu'une mesure doit être spécifiquement conçue pour protéger la vie et la santé des personnes, l'Inde introduit une prescription qui ne figure nulle part dans l'article XX b). Cette disposition prescrit seulement qu'une mesure doit être "nécessaire" à la protection de la santé et de la vie des personnes. L'article XX b) n'exige pas que la protection de la santé ou de la vie des personnes soit le seul ou même le principal objectif de la mesure concernée. En tout état de cause, dans la mesure où l'Inde fait référence à l'Exposé des motifs, il s'agit d'un document préparatoire n'ayant aucun statut juridique. Pourtant, la réalisation de l'objectif consistant à lutter contre la drogue aurait

pour conséquence nécessaire la réalisation également de l'objectif consistant à protéger la santé et la vie de la population des Communautés européennes.

4.313 S'agissant de la pertinence de la "contribution", les Communautés européennes ont déjà expliqué que le régime concernant les drogues était un élément "important" de leur politique en matière de drogues et, plus précisément, qu'il était un "complément nécessaire" à l'assistance financière et technique fournie aux bénéficiaires. L'hypothèse de l'Inde selon laquelle la lutte contre la production et le trafic de drogues n'est qu'une question d'application de la loi va à l'encontre des recommandations pertinentes des Nations Unies. Ces recommandations ont été reconnues par la délégation indienne lors de l'adoption du Plan d'action de 1988.

4.314 Dans ce contexte, il est important de développer de nouvelles activités économiques de substitution, en plus du remplacement des cultures, afin d'absorber l'excès de main-d'œuvre généré par l'élimination des cultures de drogue dans les zones rurales, ainsi que pour empêcher les chômeurs se trouvant dans les zones urbaines et dans les zones de transit de venir grossir les rangs des trafiquants de drogues. Enfin, l'affirmation de l'Inde selon laquelle le régime concernant les drogues inciterait les bénéficiaires à s'abstenir de lutter contre la production et le trafic de drogues est aussi absurde que d'affirmer que le régime SGP général incite l'Inde à s'abstenir d'adopter des politiques adéquates en matière de développement. Enfin, s'agissant de l'assistance technique et financière, il est important que les préférences commerciales soient un complément nécessaire de cette assistance plutôt qu'une mesure de substitution. Les activités de substitution licites ne peuvent pas dépendre indéfiniment de subventions étrangères. Elles doivent être durables, ce qui requiert l'ouverture des marchés étrangers au produit de ces activités.

b) Le régime concernant les drogues est appliqué d'une manière compatible avec le texte introductif

4.315 S'agissant du texte introductif de l'article XX, les Communautés européennes rappellent que la principale caractéristique fondamentale de la mesure en cause, et celle qui, d'après l'Inde, la rend incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994, est la différenciation tarifaire qui est opérée entre les bénéficiaires et les autres pays qui ne sont pas touchés par le problème de la drogue. Les Communautés européennes font valoir qu'une telle différenciation est "nécessaire" à la protection de la santé et de la vie de leur population. Si le Groupe spécial convenait qu'une telle différenciation est "nécessaire" à cette fin et donc que la mesure est justifiée *prima facie* au titre de l'article XX b), il ne serait pas logique d'examiner à nouveau cette différenciation au regard du texte introductif. La question devant être examinée au regard de ce texte est plutôt celle de savoir si l'*application* de cette différenciation est discriminatoire.

V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

A. COMMUNAUTÉ ANDINE

1. Introduction

5.1 Les gouvernements de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur, du Pérou et du Venezuela (désignés conjointement sous le nom de Communauté andine) estiment que le régime concernant les drogues ne constitue pas une violation des obligations des Communautés européennes dans le cadre de l'OMC. La Clause d'habilitation doit être considérée comme un régime indépendant qui établit d'une manière affirmative comment les pays développés doivent aider les pays en développement. La Clause d'habilitation et le SGP dont elle autorise l'instauration sont les formes les plus concrètes et les plus pertinentes du traitement spécial et différencié accordé par les pays développés aux pays en développement. À ce titre, les schémas SGP sont d'une importance capitale pour la participation des

pays en développement au système commercial mondial. Il est impossible de considérer la Clause d'habilitation simplement comme une exception.

5.2 La Communauté andine soutient que le système de préférences tarifaires des Communautés européennes, y compris le régime concernant les drogues, *entre bel et bien* dans le champ d'application de la Clause d'habilitation. Le régime concernant les drogues ne viole pas la Clause d'habilitation; au contraire, il en constitue une application appropriée.

5.3 La Communauté andine fait valoir que les pays donneurs de préférences peuvent appliquer des traitements différents aux pays en développement, et que le régime concernant les drogues, par cette différenciation, ne viole pas la Clause d'habilitation. L'expression "sans ... discrimination" ne doit pas être considérée comme l'équivalent du principe de la nation la plus favorisée (NPF); elle doit plutôt être interprétée d'une manière qui permette une différenciation répondant aux besoins du développement qui sont liés à la drogue.

5.4 La Communauté andine estime que les problèmes de drogue sont des problèmes reconnus au plan international et que la communauté internationale partage la responsabilité de la guerre de la drogue. Le régime concernant les drogues des Communautés européennes représente une réponse positive qui contribue à soulager l'énorme charge que constitue le problème de la drogue en favorisant le développement de nouvelles activités agricoles et industrielles pour remplacer la production et le trafic de drogues.

2. Le présent différend a des implications importantes pour la Communauté andine

5.5 La Communauté andine fait valoir qu'elle est intéressée au plus haut point par le maintien du régime concernant les drogues et par l'issue de cette affaire. Les effets déstabilisateurs de la production et du trafic de drogues illicites sur les institutions économiques et juridiques, la société civile et les systèmes politiques des pays de la Communauté andine sont notoires. Le régime concernant les drogues vise à aider les pays bénéficiaires confrontés à de graves problèmes de production et de trafic de drogues dans leurs efforts pour créer des activités de substitution tout en favorisant un développement durable. Il s'ensuit que la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et le Venezuela sont tous bénéficiaires du régime concernant les drogues, car ce sont tous des pays confrontés à de graves problèmes liés à la drogue.[62]

5.6 La Communauté andine allègue que la communauté internationale a reconnu les multiples effets négatifs de la drogue en Bolivie, en Colombie, en Équateur, au Pérou et au Venezuela. Comme le souligne le rapport annuel 2002 de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) "*En Amérique du Sud, le problème de la drogue, notamment dans les pays andins, est de plus en plus associé à des problèmes de politique et de sécurité nationale*".[63] La Communauté andine dit que la région andine est confrontée à des défis très particuliers sur le plan du développement en raison de la poursuite de la culture et du trafic de drogues illicites. Le tort qui est causé au développement social et économique de la région par la culture et le trafic de drogues atteint un degré sans équivalent dans aucune autre région du globe. Le commerce des drogues est à l'origine de beaucoup de ces

[62] Communication conjointe de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur, du Pérou et du Venezuela en tant que tierces parties, paragraphe 5 et note de bas de page 3 y relative où il est fait référence aux paragraphes 126 à 131 de la première communication écrite des Communautés européennes.

[63] [italique dans l'original] Communication conjointe de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur, du Pérou et du Venezuela en tant que tierces parties, paragraphe 7 et note de bas de page 4 y relative où il est fait référence au paragraphe 316 de la première communication écrite des Communautés européennes et au rapport annuel 2002 de l'Organe international de contrôle des stupéfiants, joint en annexe à cette communication en tant que pièce n° 5 des CE.

problèmes. Il alimente depuis de nombreuses années et continue à alimenter des activités destinées à déstabiliser la région.

5.7 La Communauté andine note en outre que l'impact négatif de la production et du trafic de drogues sur la croissance économique des pays andins a fait l'objet de nombreuses études[64], lesquelles soulignent que la décomposition des sources de croissance montre que cette tendance négative est entièrement imputable à des changements dans la productivité. L'analyse des séries chronologiques tend à prouver que l'effondrement de la productivité est lié à l'augmentation de la criminalité qui a entraîné un détournement des capitaux et de la main-d'œuvre vers des activités non productives. L'augmentation de la criminalité est due à son tour à l'expansion rapide des activités de trafic de drogues, qui ont littéralement explosé vers les années 80.

5.8 La Communauté andine soutient que le coût énorme de "la guerre de la drogue" représente, sur le plan financier, des milliards de dollars pour les pays andins et empêche d'affecter les crédits voulus à l'éducation, aux soins de santé, à l'environnement, à l'infrastructure et à d'autres programmes axés sur le développement, pour lesquels ces dépenses seraient bien nécessaires. Outre cette lourde charge financière, le coût de "la guerre de la drogue" en termes de développement social et économique est sans doute impossible à quantifier. Au cours des années, cette lutte a causé d'innombrables pertes de vies humaines et entraîné le déplacement de centaines de milliers de personnes. Selon la Communauté andine, ces conséquences socioéconomiques et autres effets négatifs ont été largement confirmés par les principaux donateurs mondiaux d'aide internationale, ainsi que par les organismes de développement et les organisations de défense des droits de l'homme.

5.9 La Communauté andine fait valoir en outre que le principe de la responsabilité partagée face au problème de la production et du trafic de drogues illicites a été reconnu par l'Assemblée générale des Nations Unies.[65] Selon la Communauté andine, le régime concernant les drogues représentait explicitement une réponse à l'appel à l'aide lancé par des pays constituant la Communauté andine, qui avaient attiré l'attention des Communautés européennes sur le fait que la production et le trafic de drogues portaient gravement atteinte à l'intégrité sociale et entravaient l'économie au point de mettre en péril le développement.[66] À ce titre, les préférences constituent une réponse positive qui allège la charge énorme représentée par ce fléau pour les économies et les sociétés concernées en favorisant le développement de nouvelles activités agricoles et industrielles pour remplacer la production et le trafic de drogues.

5.10 La Communauté andine affirme que le régime concernant les drogues présente un grand intérêt pour ses Membres. En 2000, les exportations de la Communauté andine vers les Communautés européennes dans le cadre de ce régime spécial se sont élevées à 1 275 milliards de dollars EU (22,8 pour cent des exportations totales de la Communauté andine vers les Communautés européennes). De même, la valeur brute de la production bénéficiant de ce régime a été de

[64] Communication conjointe de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur, du Pérou et du Venezuela en tant que tierces parties, paragraphe 11 et note de bas de page 5 y relative où il est fait référence à la pièce n° 7 des CE, jointe en annexe à la première communication écrite des Communautés européennes.

[65] Communication conjointe de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur, du Pérou et du Venezuela en tant que tierces parties, paragraphe 15 et note de bas de page 9 y relative citant la résolution A/RES/56/124 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 19 décembre 2001.

[66] Communication conjointe de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur, du Pérou et du Venezuela en tant que tierces parties, paragraphe 12 et note de bas de page 6 y relative renvoyant au préambule du Règlement n° 3835/90 du Conseil du 20 décembre 1990 modifiant les Règlements (CEE) n° 3831/90, (CEE) n° 3832/90 et (CEE) n° 3833/90 en ce qui concerne le système de préférences tarifaires généralisées appliqué à certains produits originaires de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur, du Pérou et du Venezuela, Journal officiel des Communautés européennes L 370/126.

2 532 milliards de dollars EU, ce qui a permis la création de près de 159 000 emplois.[67] Plus précisément, la valeur brute de la production bénéficiant du régime SGP spécial a représenté en 2000 1 milliard de dollars EU pour le Venezuela, 678 millions de dollars EU pour le Pérou, 494,5 millions de dollars EU pour la Colombie, 245 millions de dollars EU pour l'Équateur et 78 millions de dollars EU pour la Bolivie. Enfin, les retombées positives de ce régime en termes de création d'emplois directs ou d'emplois indirects induits ont été respectivement, en 2002, de 53 100 emplois pour l'Équateur, 45 700 pour la Colombie, 33 600 pour le Venezuela, 23 900 pour le Pérou et environ 3 000 pour la Bolivie.[68]

5.11 La Communauté andine conclut que la suppression des avantages SGP aurait non seulement un effet préjudiciable sur le développement économique et social de la Communauté andine mais entraverait aussi "la guerre de la drogue". Elle porterait atteinte à des instruments vitaux pour le développement économique et social des pays constituant la Communauté andine.

5.12 La Bolivie indique dans sa déclaration orale séparée qu'entre 1989 et 2002 il y a eu une réduction de 80 pour cent de la production bolivienne de coca qui a été ramenée de 40 000 à 8 000 hectares. Pendant ce temps, plusieurs importants cartels de la drogue sur le territoire bolivien ont été démantelés et 16 439 installations et laboratoires de production ainsi que 25 579 puits de macération ont été détruits. Ces résultats ont été obtenus grâce à la mise en œuvre d'une série de programmes qui n'auraient pas pu être financés par le Trésor public – en fait, 79 pour cent de leur coût est couvert par la coopération internationale. Des terres qui étaient livrées aux cultures illicites sont maintenant devenues des zones de culture de produits de substitution qui favorisent le développement et la Bolivie fait aujourd'hui figure de pionnier en matière de gestion durable des ressources.[69]

5.13 La Bolivie allègue qu'une grande partie des mesures mises en œuvre pour lutter contre le problème de la drogue ont été rendues possibles par des mécanismes tels que le régime concernant les drogues. La pauvreté et le manque de possibilités et de solutions de remplacement ont poussé une partie de la population rurale à cultiver la feuille de coca. Sans les programmes d'activités de substitution, le "Nouvel engagement pour la lutte contre la drogue en 2003-2008" que la Bolivie a présenté à la 46eme session de la Commission des stupéfiants serait plus difficile à mettre en application.[70]

5.14 La Colombie fait valoir que la production et le trafic de drogues prennent des formes particulières et spécifiques dans chaque pays et varient selon la région géographique. En Colombie, le double problème de la drogue et du terrorisme a pris une telle ampleur ces dernières années qu'il représente une menace à moyen et à long terme non seulement pour la Colombie mais aussi pour le monde entier. Le trafic de drogues a entraîné une perte de productivité au cours des dix dernières années et a aussi été responsable de nombreuses pertes de vies humaines.[71]

5.15 La Colombie considère que le principe de la responsabilité partagée entériné par les Nations Unies est une expression de l'engagement mondial à s'attaquer collectivement à ce grave problème. Ce principe appelle à reconnaître que la situation de la Colombie dénote un besoin spécial sur le plan du développement et à établir un lien entre la lutte contre la production et la distribution de substances illicites et l'accès aux marchés. La pratique consistant à octroyer des préférences spéciales existe depuis plus de dix ans. Les préférences sont d'une importance considérable dans la lutte contre

[67] Communication conjointe de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur, du Pérou et du Venezuela en tant que tierces parties, paragraphe 13, et note de bas de page 7 y relative citant SG/di 416; 6 juin 2002; Communauté andine: Les avantages du régime spécial SGP.

[68] *Ibid.*

[69] Déclaration orale de la Bolivie, paragraphes 12, 13 et 15.

[70] Déclaration orale de la Bolivie, paragraphes 14 et 17.

[71] Déclaration orale de la Colombie, paragraphes 5, 7 et 12.

la production et la distribution de drogues. Dénier aux Communautés européennes la possibilité de répondre de manière positive aux besoins de ces pays en développement se traduirait par la perte d'environ 40 000 emplois en Colombie.[72]

5.16 L'Équateur allègue qu'en tant que pays pauvre, il est confronté à des problèmes de drogues dans lesquels la tentation de gagner facilement beaucoup plus d'argent en trafiquant de la drogue qu'en produisant du café ou du cacao joue un rôle important. Les dépenses consenties par l'État pour éradiquer la production de drogues illicites ont réduit les ressources financières disponibles pour d'autres problèmes liés au développement tels que la lutte contre la pauvreté, l'éducation, la santé, les infrastructures et l'environnement. L'étendue des dommages causés par le trafic de drogues sur le plan du développement économique et social équatorien est sans équivalent dans les autres parties du monde.[73]

5.17 L'Équateur fait remarquer que le régime concernant les drogues lui a donné de meilleures possibilités de diversifier sa production à l'exportation et a généré davantage de revenu et d'emploi dans le pays. Toutefois, le régime concernant les drogues ne représente qu'une partie de la réponse à apporter aux immenses problèmes posés par le trafic de drogues. L'Équateur estime que le démantèlement du régime concernant les drogues aurait des conséquences négatives pour les tranches les plus vulnérables de sa population.[74]

5.18 Le Pérou soutient que parmi les effets préjudiciables du problème de la drogue figurent notamment la perte de possibilités d'exportation et le détournement des efforts de production vers des activités illicites. L'assistance technique et financière qui est fournie pour soutenir la lutte contre la drogue n'est pas suffisante. Le Pérou considère que le régime concernant les drogues constitue un outil capital pour le développement économique des pays bénéficiaires en les aidant à diversifier leurs cultures et à mettre en place des activités économiques de substitution licites. Le démantèlement du système de préférences aurait à l'évidence des effets négatifs sur l'économie péruvienne. À cet égard, il n'a pas été démontré de manière convaincante que le coût de ces avantages était supporté par d'autres pays qui ne bénéficient pas du régime concernant les drogues.[75]

5.19 Le Venezuela indique qu'il est confronté à un grave problème de trafic de drogues. Le Venezuela bénéficie du régime concernant les drogues depuis 1995. Ce régime contribue à alléger les coûts économiques et sociaux élevés que les pays touchés par la drogue doivent supporter, en raison notamment du chômage consécutif à la réduction des cultures illicites. L'élimination de ces préférences aurait un impact négatif sur le développement économique et social du Venezuela et aggraverait le sous-développement et la pauvreté.[76]

5.20 Le Venezuela fait valoir que le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation autorise une différenciation entre les pays en développement et n'exige pas que les pays développés étendent à tous les pays en développement les préférences accordées pour répondre positivement aux besoins différents du développement, des finances et du commerce d'un groupe particulier de pays en développement.[77]

[72] Déclaration orale de la Colombie, paragraphes 9, 10, 13 et 15.
[73] Déclaration orale de l'Équateur, pages 1 et 2.
[74] Déclaration orale de l'Équateur, page 2.
[75] Déclaration orale du Pérou, paragraphes 5, 9 et 12.
[76] Déclaration orale du Venezuela, pages 1 et 2.
[77] Déclaration orale du Venezuela, page 2.

3. La Clause d'habilitation joue un rôle central dans le cadre du régime GATT/OMC pour les pays en développement et en tant que régime indépendant

5.21 La Communauté andine note que la Clause d'habilitation a été adoptée au cours du Tokyo Round. Cette clause a remplacé la Dérogation de 1971 qui autorisait les parties contractantes développées à accorder pendant dix ans un traitement tarifaire préférentiel aux produits originaires des pays en développement. La Clause d'habilitation a, elle, une durée d'application illimitée.

5.22 La Communauté andine fait valoir que la Clause d'habilitation est la pièce maîtresse du cadre du GATT/de l'OMC pour l'octroi d'un traitement spécial et différencié aux pays en développement. Le premier effort en ce sens a été l'amendement apporté en 1955 à l'article XVIII du GATT, qui a donné aux pays en développement des moyens de protéger leurs branches de production nationales. L'adjonction en 1965 de la Partie IV du GATT a aussi marqué une étape importante dans l'évolution de ce cadre.

5.23 Selon la Communauté andine, le SGP a été créé sous les auspices de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) pour répondre aux préoccupations des pays en développement. La CNUCED est finalement parvenue, en 1968, à un accord sur l'instauration "d'un système mutuellement acceptable et généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination".[78] Les travaux ultérieurs menés tant au sein de la CNUCED que dans le cadre de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont permis d'obtenir l'adhésion respective des pays en développement et des nations développées aux principes et aux spécificités du SGP.[79]

5.24 La Communauté andine note qu'en 1971, les PARTIES CONTRACTANTES du GATT ont adopté une décision portant octroi d'une dérogation pour permettre aux régimes SGP de coexister avec les règles du GATT.[80] La Décision de 1971 portant octroi de la dérogation autorisait l'application de schémas SGP pendant une période de dix ans. Cette dérogation a été transformée en un régime permanent par la Clause d'habilitation de 1979. La Clause d'habilitation a ainsi mis en place au sein du GATT/de l'OMC la pierre angulaire constituée par le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement. Le SGP est la forme la plus concrète et la plus pertinente du "traitement spécial et différencié" accordé par les pays développés aux pays en développement. À ce titre, les SGP sont d'une importance capitale pour la participation des pays en développement au système commercial mondial.

---

[78] Communication conjointe de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur, du Pérou et du Venezuela en tant que tierces parties, paragraphe 24 et note de bas de page 15 y relative citant la Résolution 21(II), "Admission préférentielle ou en franchise des exportations d'articles manufacturés et d'articles semi-finis des pays en voie de développement dans les pays développés" adoptée lors de la deuxième session de la CNUCED en 1968, reproduite dans H.D. Shourie, *UNCTAD II – A Step Forward*, New Delhi (1968), 343-344.

[79] Communication conjointe de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur, du Pérou et du Venezuela en tant que tierces parties, paragraphe 24 et note de bas de page 16 y relative, mentionnant les déclarations faites au GATT, procès-verbal de la réunion du Conseil, C/M/69, 28 mai 1971.

[80] Communication conjointe de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur, du Pérou et du Venezuela en tant que tierces parties, paragraphe 125 et note 17 y relative citant la Décision des Parties contractantes du 25 juin 1971 (IBDD, S18/24).

5.25 La Communauté andine estime que l'élaboration du cadre qui permet d'appliquer un traitement spécial et différencié aux pays en développement se poursuit encore. Le développement a été explicitement reconnu comme un enjeu prioritaire pour le système de l'OMC. Le préambule de l'Accord sur l'OMC en souligne l'importance. Des négociations en cours sont du reste consacrées aux problèmes de développement[81] et ont été désignées sous le nom de "Cycle du développement de Doha". Bien qu'il soit impossible de savoir quelle forme prendra le "traitement spécial et différencié" à l'issue de ce Cycle du développement, il n'a pas été question de supprimer la Clause d'habilitation.[82] Cette clause est en fait l'un des très rares éléments qui est généralement accepté tant par les pays en développement que par les pays développés. Tous reconnaissent que la Clause d'habilitation et l'existence des schémas SGP sont fondamentaux pour que les pays en développement continuent à participer à l'OMC.

5.26 La Communauté andine ne souscrit pas à l'argument de l'Inde selon lequel la Clause d'habilitation est simplement une exception au principe NPF. Pour la Communauté andine, la Clause d'habilitation est un régime indépendant qui établit d'une manière affirmative comment les pays développés doivent aider les pays en développement. Du fait que cette clause est indépendante et qu'elle a une terminologie et des prescriptions propres, le principe NPF n'en fait pas partie. En l'absence d'indications expresses en ce sens, on ne peut pas considérer comme allant de soi que les prescriptions et les termes de la Clause d'habilitation sont subordonnés aux autres principes de l'OMC. La Clause d'habilitation ne dit en effet rien de tel.

5.27 La Communauté andine fait valoir que selon le sens ordinaire du terme "nonobstant" utilisé au paragraphe 1 de la Clause d'habilitation, l'article I:1 du GATT de 1994 ne s'applique tout simplement pas lorsque les parties contractantes développées accordent des préférences aux pays en développement. Le dictionnaire d'Oxford définit le terme "notwithstanding" (nonobstant) comme signifiant "*without regard to or prevention by*" (sans tenir compte de ou sans être empêché par).[83] Autrement dit, lorsque le traitement préférentiel entre dans le cadre de la Clause d'habilitation, l'article I:1 du GATT de 1994 ne s'applique pas du tout.

5.28 La Communauté andine soutient aussi que l'article I:1 du GATT de 1994 n'offre pas de "contexte" utile pour l'interprétation de la Clause d'habilitation, car il n'y a pas dans cette clause de terminologie comparable à celle utilisée dans l'article I:1 du GATT de 1994. En particulier, la prescription voulant que l'on accorde "sans condition" le traitement NPF à tous les autres Membres n'apparaît pas dans le texte de la Clause d'habilitation.

5.29 Dans sa déclaration orale faite lors de la première réunion de fond du Groupe spécial, la Communauté andine fait valoir que la prescription de non-discrimination contenue dans la Clause d'habilitation est différente du principe NPF. Citant le rapport de 1978 de la Commission du droit international sur la Clause de la nation la plus favorisée, elle conclut que le principe de la non-discrimination permet généralement d'établir une distinction sur la base de certains critères objectifs.[84]

---

[81] Communication conjointe de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur, du Pérou et du Venezuela en tant que tierces parties, paragraphe 30 et note de bas de page 19 y relative citant la Conférence ministérielle de l'OMC tenue à Doha en 2001: Déclaration ministérielle du 20 novembre 2001, WT/MIN(01)/DEC/1, paragraphe 2.

[82] Communication conjointe de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur, du Pérou et du Venezuela en tant que tierces parties, paragraphe 32 et note de bas de page 21 y relative, où il est fait référence à la réaffirmation de la Clause d'habilitation dans la Décision de Doha sur la mise en œuvre, paragraphe 12.2.

[83] [italique dans l'original] Communication conjointe de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur, du Pérou et du Venezuela en tant que tierces parties, paragraphe 37 et note de bas de page 24 y relative citant: The Concise Oxford Dictionary of Current English, 7eme édition.

[84] Première déclaration orale au nom de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur, du Pérou et du Venezuela, paragraphe 3.

5.30 Selon la Communauté andine, ce qui est en cause en l'espèce, ce n'est pas le principe NPF mais les prescriptions de la Clause d'habilitation elle-même.[85]

5.31 La Communauté andine allègue que la notion de non-discrimination dans la Clause d'habilitation doit être comprise comme un commandement de ne pas traiter de manière différente des situations égales ou de manière égale des situations différentes, tandis que le principe NPF prescrit de traiter de la même manière les produits similaires en provenance de tous les pays exportateurs. Au titre de la Clause d'habilitation, l'application d'un traitement différent à des pays en développement se trouvant dans des situations économiques différentes ne constitue pas nécessairement une discrimination.

5.32 La Communauté andine fait valoir en outre que la Clause d'habilitation n'est pas une dérogation à l'article I:1 du GATT de 1994. À la différence de la Décision de 1971 à laquelle elle fait suite la Clause d'habilitation n'est pas, *a priori*, décrite comme une dérogation. En outre, l'article XXV du GATT de 1994 fait référence aux dérogations à une obligation "imposée à une partie contractante" [souligné dans l'original] "dans des circonstances exceptionnelles". La Clause d'habilitation ne fait pas référence à des circonstances exceptionnelles et n'est pas temporaire. Selon la Communauté andine, il va sans dire qu'il serait inapproprié d'appliquer, pour l'interprétation de la Clause d'habilitation, la lecture stricte ou étroite des exceptions ou dérogations que l'Organe d'appel préconise. La Clause d'habilitation est donc un régime indépendant plutôt qu'une exception à l'article I:1 du GATT de 1994.

4. Expression "autres parties contractantes" figurant au paragraphe 1

5.33 La Communauté andine considère que l'expression "autres parties contractantes" au paragraphe 1 de la Clause d'habilitation fait référence à toute autre partie contractante, qu'elle soit développée ou en développement. Le texte de la Clause d'habilitation est clair sur le fait que les donneurs de préférences sont autorisés à opérer une différenciation entre les pays en développement. Le paragraphe 1 dispose que les parties contractantes peuvent accorder un traitement différencié et plus favorable à certains pays en développement sans l'accorder à "d'autres parties contractantes". La Clause d'habilitation a autorisé les pays en développement à accorder ce traitement à *n'importe quelle* autre partie contractante, qu'elle soit développée ou en développement.

5.34 La Communauté andine fait valoir que cette lecture est confirmée par le fait que la demande d'ajouter le mot "développées" après "autres parties contractantes" au paragraphe 1 n'avait pas été acceptée lors de la réunion du Conseil du GATT qui a adopté la Décision de 1971 portant octroi de la Dérogation.[86]

5. Paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation

5.35 La Communauté andine soutient que le paragraphe 3 c) permet et prescrit aux pays développés de faire des distinctions entre les pays en développement dans leurs schémas SGP. Il prescrit aux pays développés de "concevoir" leurs schémas SGP de manière à "faciliter et promouvoir le commerce des pays en voie de développement" et à "répondre de manière positive aux besoins du développement, des finances et du commerce des pays en voie de développement". Les pays en développement Membres de l'OMC sont nombreux et il est indubitable que tous n'ont pas les mêmes

[85] Communication conjointe de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur, du Pérou et du Venezuela en tant que tierces partie, paragraphe 41.

[86] Communication conjointe de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur, du Pérou et du Venezuela en tant que tierces parties, paragraphe 51 et note 31 y relative, citant le Procès verbal de la réunion du Conseil du GATT, C/M/69 du 28 mai 1971.

besoins. Dans la "conception" de leurs régimes SGP, les pays développés Membres ont une obligation positive de tenir compte de ce facteur. C'est exactement ce que fait le régime concernant les drogues des Communautés européennes.

5.36 La Communauté andine fait valoir que le régime SGP des Communautés européennes prend en considération de manière appropriée les problèmes liés à la drogue. Elle fait observer que la production et le trafic de drogues illicites ont des conséquences considérables et sans équivalent et qu'elles compromettent tout particulièrement le développement économique et social des pays touchés. Ces besoins particuliers sur le plan du développement ont été reconnus au niveau international.[87] L'accès accru aux marchés fourni par le régime concernant les drogues a été reconnu au plan international comme un instrument efficace pour aider à répondre aux besoins spéciaux en matière de développement des pays touchés par la production et le trafic de drogues. Ces problèmes particuliers ont également été reconnus au sein de l'OMC. Ainsi par exemple, le préambule de l'*Accord sur l'agriculture* reconnaît que l'accès accru aux marchés est une réponse efficace aux problèmes de développement liés à la drogue.[88]

5.37 La Communauté andine fait valoir que les préférences supplémentaires accordées à ces pays par les Communautés européennes sont non seulement autorisées mais aussi souhaitables au titre de la Clause d'habilitation, car elles reviennent à reconnaître les besoins particuliers du développement de ces pays et apportent une réponse adaptée à ces besoins bien spécifiques. Le régime concernant les drogues vise à déloger la drogue ou à en réduire l'importance en tant qu'activité économique dans les pays touchés. L'accès accru aux marchés favorise le développement de productions agricoles de substitution et permet de dégager des ressources pour la production industrielle. De même, en élevant le niveau de vie, le régime concernant les drogues contribue à renforcer les institutions civiles ce qui, à son tour, réduit davantage encore l'influence de "l'économie de la drogue" dans ces pays.

6. L'interprétation de l'expression "sans ... discrimination" figurant dans la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation

5.38 Pour la Communauté andine, il va de soi que le but de la Clause d'habilitation n'était pas de permettre la discrimination. La Communauté andine soutient que le fait d'opérer une différenciation entre les pays en développement – pour tenir compte de leurs situations différentes – ne constitue pas une discrimination. Autrement dit, l'application d'un traitement différent dans des situations qui sont objectivement différentes n'est pas discriminatoire. *A contrario*, la Communauté andine fait valoir qu'il peut y avoir discrimination lorsqu'on traite différemment des situations "similaires" ou lorsqu'on traite de la même manière des situations différentes. Suivre la théorie de l'Inde sur la non-discrimination – à savoir ne faire aucune distinction entre les différentes catégories de pays en développement – reviendrait en fait à instituer une discrimination qui affaiblirait la Clause d'habilitation.

5.39 La Communauté andine fait valoir que pour satisfaire aux prescriptions du paragraphe 3 de la Clause d'habilitation, les préférences doivent être conçues de manière à faciliter et à promouvoir le commerce de pays ou groupes de pays en développement particuliers et à répondre de manière positive à leurs besoins en matière de développement. Autrement dit, la règle de la non-discrimination autorise généralement à faire des distinctions sur la base de certains critères objectifs. Ne faire aucune distinction entre les différentes catégories de pays en développement

[87] Comme on l'a vu plus haut, par l'Assemblée générale des Nations Unies. Voir aussi le rapport annuel 2002 de l'Organe international de contrôle des stupéfiants susmentionné, qui a spécialement mis l'accent sur la dimension énorme du problème de la drogue en Amérique du Sud.

[88] Communication conjointe de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur, du Pérou et du Venezuela en tant que tierces parties, paragraphe 63 et note 37 y relative où il est fait référence au paragraphe 112 de la première communication écrite des Communautés européennes.

comme le préconise l'Inde reviendrait en fait à établir une discrimination, ce qui affaiblirait la Clause d'habilitation.

5.40 Dans sa déclaration orale à la première réunion de fond du Groupe spécial, la Communauté andine soutient que les alinéas a) et c) du paragraphe 3 aident à l'interprétation de l'expression "sans ... discrimination". Ces deux alinéas prescrivent de concevoir les schémas SGP de façon à "promouvoir le commerce des pays en voie de développement" et "répondre de manière positive aux besoins du développement, des finances et du commerce des pays en voie de développement". Ces formules peuvent être considérées comme guidant et limitant le pouvoir discrétionnaire dont disposent les pays lorsqu'ils conçoivent leurs schémas SGP respectifs.[89]

5.41 La Communauté andine ne souscrit pas à l'argument du Paraguay selon lequel une discrimination n'est envisagée qu'en faveur des pays les moins avancés comme le prévoit le paragraphe 2 d) de la Clause d'habilitation, la différenciation entre les pays en développement n'étant pas autorisée par la Clause d'habilitation. La Communauté andine fait valoir que le paragraphe 2 d) fait référence à un autre champ d'application de la Clause d'habilitation qui est sans aucun lien avec le SGP. Le paragraphe 2 d) a trait à la fois aux mesures tarifaires et non tarifaires tandis que le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation ne concerne que le traitement tarifaire préférentiel.[90]

5.42 La Communauté andine conteste l'argument du Paraguay selon lequel il n'est pas nécessaire qu'un donneur comme les Communautés européennes commence par définir des critères objectifs dans l'abstrait – en l'espèce, concernant les problèmes de drogues – puis établisse une procédure ou des critères distincts en vertu desquels il décidera quels pays en développement seront admis au bénéfice de ces préférences.[91] Selon la Communauté andine, rien ne permet de penser qu'un donneur comme les Communautés européennes ne pourrait pas mener une procédure de sélection et inclure les résultats de cette procédure dans son règlement SGP. Ce qui importe, c'est que le choix des pays bénéficiaires reflété dans ce règlement corresponde aux critères de la Clause d'habilitation et en particulier aux paragraphes 3 a) et 3 c). Autrement dit, et contrairement à ce qu'affirme le Paraguay, c'est à bon escient qu'a été posée au Groupe spécial la question de savoir si la Clause d'habilitation permet aux Communautés européennes de traiter différemment les pays en développement sur la base de leurs problèmes liés à la drogue.

B. COSTA RICA

1. Introduction

5.43 Le Costa Rica estime que le régime concernant les drogues des Communautés européennes est pleinement compatible avec les dispositions de la Clause d'habilitation. Par conséquent, il estime aussi que le régime concernant les drogues est conforme à l'Accord sur l'OMC, y compris le principe NPF énoncé à l'article I:1 du GATT de 1994.[92]

5.44 Le Costa Rica note qu'une des diverses formes de traitement préférentiel autorisées par la Clause d'habilitation est le traitement tarifaire préférentiel accordé par les pays développés aux produits originaires de pays en développement conformément au paragraphe 2 a) et à la note de bas de

[89] Première déclaration orale de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur, du Pérou et du Venezuela, paragraphe 4.

[90] Première déclaration orale de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur, du Pérou et du Venezuela, paragraphes 8 et 9.

[91] Communication conjointe de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur, du Pérou et du Venezuela en tant que tierces parties, paragraphe 6 et note de bas de page 2 y relative citant le paragraphe 9 de la communication du Paraguay en tant que tierce partie.

[92] Communication du Costa Rica en tant que tierce partie, paragraphe 1.

page 3 de la Clause d'habilitation. Le Costa Rica soutient que la Décision des Parties Contractantes datée du 25 juin 1971, mentionnée dans la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation, exemptait les pays développés des dispositions de l'article I:1 du GATT de 1947 dans la mesure nécessaire pour accorder un traitement tarifaire préférentiel généralisé, sans réciprocité ni discrimination, et avantageux.[93]

5.45 Le Costa Rica estime que la Clause d'habilitation n'interdit pas à un pays développé d'accorder un traitement tarifaire préférentiel à certains pays en développement mais pas à tous. Les Communautés européennes respectent leur obligation au titre de la Clause d'habilitation en concevant leur schéma tarifaire préférentiel d'une manière qui répond aux différents besoins du développement et du commerce des pays bénéficiaires. Le régime concernant les drogues des Communautés européennes est conforme aux dispositions de la Clause d'habilitation parce que l'admissibilité est déterminée sur la base de critères objectifs et non discriminatoires. Qui plus est, le Costa Rica fait valoir que l'accès aux marchés en franchise de droits accordé dans le cadre de ce régime est nécessaire pour répondre aux différents besoins du développement des pays dont le développement économique, commercial et financier est entravé par la production et/ou le trafic de drogues.[94]

2. Le présent différend a des implications importantes pour le Costa Rica

5.46 Le Costa Rica souligne qu'il a un intérêt substantiel dans l'issue du présent différend étant donné qu'il est un pays en développement bénéficiaire du régime concernant les drogues des Communautés européennes.[95] Il réitère sa demande visant à obtenir des droits de tierce partie additionnels dans le présent différend et fait observer que les groupes spéciaux ont par le passé accordé des droits de tierce partie renforcés sur la base, entre autres choses, de l'effet économique que les mesures faisant l'objet du différend pouvaient avoir sur les tierces parties.[96] Dès lors, le Costa Rica dit que l'ampleur des terribles conséquences économiques et sociales qui pourraient résulter de la modification du régime concernant les drogues des Communautés européennes, en particulier en l'absence d'une réduction ou d'une élimination substantielles des droits sur une base NPF par les pays développés, justifie l'octroi de droits de tierce partie additionnels au Costa Rica.[97]

5.47 Le Costa Rica souligne que les produits agricoles qui sont inclus dans les arrangements tarifaires spéciaux des Communautés européennes représentent 30 pour cent de son secteur agricole et que les exportations costariciennes à destination des Communautés européennes ont dépassé en 2001 169 millions de dollars EU (20 pour cent des exportations totales à destination des Communautés européennes) dans le cadre du régime concernant les drogues.[98]

3. La Clause d'habilitation n'interdit pas l'octroi d'un traitement tarifaire préférentiel à certains pays en développement

5.48 D'après le Costa Rica, l'argument de l'Inde selon lequel les pays développés sont tenus d'étendre tout avantage accordé au titre des schémas SGP à tous les pays en développement repose sur une interprétation viciée du paragraphe 1 de la Clause d'habilitation, étant donné que rien dans cette clause n'exige que le traitement préférentiel soit accordé à tous les pays en développement ou à aucun.[99] L'allégation de l'Inde selon laquelle la Clause d'habilitation décharge les pays donneurs de

[93] Communication du Costa Rica en tant que tierce partie, paragraphe 13.
[94] Communication du Costa Rica en tant que tierce partie, paragraphes 1 et 2.
[95] Communication du Costa Rica en tant que tierce partie, paragraphe 9.
[96] Communication du Costa Rica en tant que tierce partie, paragraphes 7 et 11.
[97] Communication du Costa Rica en tant que tierce partie, paragraphe 9.
[98] Communication du Costa Rica en tant que tierce partie, paragraphe 9.
[99] Communication du Costa Rica en tant que tierce partie, paragraphe 16; déclaration orale du Costa Rica, paragraphes 6 et 9.

l'obligation d'accorder le traitement NPF aux autres pays développés mais pas aux pays en développement est erronée.[100] Le Costa Rica rejette par ailleurs l'interprétation de l'Inde selon laquelle l'expression "autres parties contractantes" au paragraphe 1 de la Clause d'habilitation désigne *uniquement* les pays développés.

5.49 Pour contrer l'argument de l'Inde, le Costa Rica fait valoir que, contrairement à l'article I:1 du GATT de 1994, qui spécifie que l'avantage, la faveur, le privilège ou l'immunité sera accordé aux produits similaires de "*toutes* les autres parties contractantes", le paragraphe 1 de la Clause d'habilitation ne spécifie pas le nombre ou la catégorie de parties contractantes auquel le pays donneur doit accorder le traitement préférentiel. Le Costa Rica soutient que les rédacteurs de la Clause d'habilitation auraient simplement ajouté le terme "développé" après "parties contractantes" s'ils avaient voulu que les pays développés accordent le traitement préférentiel aux pays en développement dans leur ensemble.[101]

5.50 Le Costa Rica avance que l'argument de l'Inde selon lequel les préférences tarifaires doivent être accordées à *tous* les pays en développement n'a pas de fondement juridique et est contraire à l'objet et au but de la Clause d'habilitation. À cet égard, le Costa Rica note que la Clause d'habilitation est une composante fondamentale des droits et obligations des Membres de l'OMC, qui confère aux pays développés le droit d'accorder un traitement préférentiel aux pays en développement. La Clause d'habilitation clarifie la portée de l'article I:1 du GATT de 1994 et, en conséquence, elle n'exige pas des pays développés qu'ils accordent un traitement préférentiel aux "autres parties contractantes". Selon le Costa Rica, cela signifie que les pays qui ne bénéficient pas du traitement préférentiel n'ont pas le droit d'exiger qu'un tel traitement leur soit accordé sur la base de l'article I:1 du GATT de 1994.[102] Le Costa Rica souligne que le membre de phrase "[n]onobstant les dispositions de l'article premier de l'Accord général" figurant au paragraphe 1 de la Clause d'habilitation indique clairement que l'article I:1 du GATT de 1994 ne s'applique pas au traitement préférentiel accordé à des pays en développement au titre des dispositions de la Clause d'habilitation.[103]

5.51 Le Costa Rica dit que l'Inde adopte une interprétation d'une rigidité injustifiable de l'expression "pays en développement" figurant au paragraphe 1 de la Clause d'habilitation. Si l'expression "pays en développement" exigeait que la catégorie entière des pays en développement soit visée, il s'ensuivrait qu'au paragraphe 2 a), où il est dit que le paragraphe 1 s'applique aux "produits originaires de pays en voie de développement", elle ferait aussi référence à la catégorie entière. Selon le Costa Rica, cela aboutirait à une interprétation absurde dans la mesure où les pays développés pourraient accorder un traitement préférentiel uniquement aux produits originaires de *tous* les pays en développement sans exception.[104]

5.52 Selon le Costa Rica, la question de savoir si le SGP impose aux pays donneurs d'accorder le même traitement préférentiel à *tous* les pays en développement a été examinée de manière approfondie en 1971.[105] Le Costa Rica fait valoir que l'historique de la négociation de la Décision des Parties Contractantes du 25 juin 1971[106] confirme que les Parties Contractantes sont délibérément convenues de laisser la possibilité d'autoriser les parties contractantes développées à accorder un

[100] Déclaration orale du Costa Rica, paragraphe 3.
[101] Communication du Costa Rica en tant que tierce partie, paragraphe 18.
[102] Déclaration orale du Costa Rica, paragraphe 4.
[103] Déclaration orale du Costa Rica, paragraphe 5.
[104] Communication du Costa Rica en tant que tierce partie, paragraphe 19.
[105] Déclaration orale du Costa Rica, paragraphe 9.
[106] Communication du Costa Rica en tant que tierce partie, paragraphe 20 et note de bas de page 15 y relative où le Costa Rica dit ce qui suit: "La Décision de 1971 a toujours force de loi, quoique dans une mesure limitée. Elle est incorporée par référence directe dans la Clause d'habilitation. Elle définit et établit les paramètres du SGP en vertu desquels les pays développés peuvent accorder un traitement tarifaire préférentiel à des pays en développement nonobstant les dispositions de l'article premier du GATT."

traitement préférentiel à certains pays mais pas à tous. À cet égard, le Costa Rica fait référence à un amendement avorté de la Décision de 1971, qui proposait d'ajouter le terme "développées" au paragraphe a) de la Décision de 1971. La proposition aurait permis aux parties contractantes développées d'accorder un traitement préférentiel aux pays en développement, "sans accorder ledit traitement aux produits originaires d'autres parties contractantes *développées*".[107] Le Costa Rica interprète le rejet de cette proposition – limitant la catégorie des parties contractantes qui peuvent être privées de traitement préférentiel – comme indiquant clairement que le texte final convenu autorise les pays donneurs à exclure à la fois des pays développés et des pays en développement.[108] Le Costa Rica soutient que, si l'amendement avait été adopté, cela aurait signifié que les pays développés étaient encore assujettis à l'obligation NPF au titre de l'article I:1 du GATT de 1994 et, par conséquent, seraient obligés d'accorder le traitement NPF aux pays en développement même dans le cadre du SGP.[109]

5.53 À la lumière de l'historique de la négociation de la Décision de 1971, le Costa Rica allègue que l'Inde et les autres pays savaient certainement que le SGP autoriserait les pays donneurs à accorder un traitement préférentiel à *certains* pays en développement sans être tenus de respecter l'article I:1 du GATT de 1994 vis-à-vis des autres pays *en développement*.[110]

4. La Clause d'habilitation exige que les pays donneurs opèrent une différenciation entre les pays en développement

5.54 Le Costa Rica soutient que le terme "sera" au paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation requiert une action positive de la part des pays donneurs. En conséquence, ce n'est pas simplement une clause de l'effort maximal qui invite les pays développés à tenir compte des différentes conditions existant dans chacun des pays en développement.[111]

5.55 Selon le Costa Rica, le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation oblige les pays donneurs à concevoir et, si nécessaire, à modifier le traitement différencié et plus favorable accordé, "pour répondre de manière positive aux besoins du développement, des finances et du commerce des pays en voie de développement".[112] Le Costa Rica fait valoir que le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation constitue un élément prouvant irréfutablement que les paragraphes 1 et 2 a) ne devraient pas être interprétés comme interdisant aux pays donneurs d'opérer une différenciation entre les pays en développement lorsqu'ils accordent un traitement tarifaire préférentiel sur la base de critères objectifs qui reconnaissent et prennent en compte les réalités économiques particulières des pays bénéficiaires potentiels.[113]

5.56 Le Costa Rica fait valoir que les paragraphes 3 c) et 7 expliquent en quoi l'interprétation donnée par l'Inde des paragraphes 1 et 2 a) est incompatible avec l'objet et le but de la Clause d'habilitation.[114] Comme le paragraphe 3 c), le paragraphe 7 de la Clause d'habilitation reconnaît que le développement économique des parties contractantes peu développées se fera à un rythme différent et que, à mesure que leur situation économique s'améliorera, leur participation au système commercial

---

[107] [souligné dans l'original] Voir la communication du Costa Rica en tant que tierce partie, paragraphe 20 et note de bas de page 16 y relative où le Costa Rica cite le document suivant: Conseil du GATT, procès-verbal de la réunion tenue au Palais des Nations, à Genève, le 25 mai 1971, C/M/69, 28 mai 1971 (pièce n° 1 du Costa Rica).

[108] Communication du Costa Rica en tant que tierce partie, paragraphe 20.

[109] Déclaration orale du Costa Rica, paragraphe 14.

[110] Déclaration orale du Costa Rica, paragraphe 17.

[111] Communication du Costa Rica en tant que tierce partie, paragraphe 22.

[112] Déclaration orale du Costa Rica, paragraphe 20.

[113] Communication du Costa Rica en tant que tierce partie, paragraphe 21.

[114] Communication du Costa Rica en tant que tierce partie, paragraphe 25.

multilatéral s'améliorera aussi.[115] Pour rejeter l'hypothèse avancée par l'Inde selon laquelle la Clause d'habilitation exige que les pays donneurs accordent un traitement identique à tous les pays en développement indépendamment des niveaux de développement respectifs de ces derniers, le Costa Rica demande comment un pays donneur pourrait respecter ses obligations au titre du paragraphe 3 c) s'il lui est interdit d'accorder un accès aux marchés additionnel aux pays en développement dont la situation économique particulière appelle un tel traitement préférentiel.[116]

5.57 Le Costa Rica allègue par ailleurs que l'interprétation rigide et viciée donnée par l'Inde du paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation entraînerait des conséquences pratiques pernicieuses pour les pays en développement. Ainsi, exiger que les pays développés accordent un traitement préférentiel soit à *tous* les pays en développement, soit à aucun dissuaderait les donneurs d'accorder un accès aux marchés préférentiel aux pays en développement qui en ont le plus besoin. Ces conséquences iraient donc *a priori* à l'encontre de l'objet et du but de la Clause d'habilitation.[117]

5.58 Selon le Costa Rica, le régime concernant les drogues des Communautés européennes est sans aucun doute compatible avec le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation, car il ménage aux agriculteurs la possibilité de remplacer des cultures illicites par des produits admissibles au bénéfice d'une franchise de droits, tout en fournissant les ressources et incitations nécessaires aux pays confrontés au problème de la lutte contre le trafic de drogues.[118]

5. Le régime concernant les drogues établi par les Communautés européennes est non discriminatoire

5.59 Le Costa Rica fait valoir que la Clause d'habilitation exige aussi que la sélection des bénéficiaires admissibles repose sur des critères objectifs et non discriminatoires conformément au SGP décrit dans la Décision de 1971. Le Costa Rica est d'avis que le régime concernant les drogues des Communautés européennes repose sur ces critères et est donc non discriminatoire.[119]

5.60 Le Costa Rica partage l'avis des Communautés européennes selon lequel le principe de non-discrimination ne doit pas être assimilé au principe NPF énoncé à l'article I:1 du GATT de 1994.[120] Il note que les Communautés européennes interprètent l'expression "sans … discrimination" figurant dans la note de bas de page 3 relative au paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation comme autorisant les pays donneurs à traiter les pays en développement différemment selon leurs besoins en matière de développement sur la base de critères objectifs.[121]

5.61 Le Costa Rica réaffirme que les éléments de preuve présentés par les Communautés européennes démontrent que l'accès en franchise de droits accordé aux 12 bénéficiaires du régime concernant les drogues est une réponse nécessaire aux différents besoins du développement de ces pays en développement dont le développement économique, commercial et financier est entravé par la production et/ou le trafic de drogues.[122]

---

[115] Communication du Costa Rica en tant que tierce partie, paragraphe 24.
[116] Communication du Costa Rica en tant que tierce partie, paragraphe 25.
[117] Communication du Costa Rica en tant que tierce partie, paragraphe 26.
[118] Communication du Costa Rica en tant que tierce partie, paragraphe 23.
[119] Communication du Costa Rica en tant que tierce partie, paragraphe 27.
[120] Déclaration orale du Costa Rica, paragraphe 20.
[121] Communication du Costa Rica en tant que tierce partie, paragraphe 28 et notes de bas de page 19, 20 et 21 y relatives où le Costa Rica mentionne et cite les paragraphes 28, 61 et 75 respectivement de la première communication écrite des Communautés européennes.
[122] Déclaration orale du Costa Rica, paragraphe 29.

6. Le paragraphe 3 b) de la Clause d'habilitation interdit que le traitement préférentiel constitue une entrave à la réduction ou à l'élimination de droits de douane ou d'autres restrictions au commerce sur une base NPF

5.62 Le Costa Rica invite instamment le Groupe spécial à prêter attention à l'obligation fondamentale énoncée au paragraphe 3 b) de la Clause d'habilitation. Cette obligation de ne pas concevoir ou utiliser les arrangements préférentiels relevant du SGP pour entraver la libéralisation commerciale multilatérale figurait dans la décision initiale établissant le SGP.[123] Le Costa Rica dit qu'autoriser les pays développés à accorder un traitement tarifaire préférentiel en vertu de la Clause d'habilitation a simplement pour but d'accélérer le processus d'élimination des droits de douane et l'intégration des pays en développement dans le système commercial multilatéral, comme l'indique la Résolution 21(II) de la CNUCED. Par conséquent, le traitement tarifaire préférentiel ne devrait pas remplacer ni compromettre l'objectif consistant à éliminer les droits de douane sur une base NPF.[124]

C. PAYS D'AMÉRIQUE CENTRALE: EL SALVADOR, GUATEMALA, HONDURAS ET NICARAGUA

1. Introduction

5.63 El Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua, pays d'Amérique centrale participant en tant que tierces parties au présent différend, présentent une communication écrite conjointe et une déclaration orale conjointe au Groupe spécial.

5.64 Les pays d'Amérique centrale soulignent qu'ils souffrent beaucoup du trafic de drogues. Les efforts et les coûts liés à la lutte contre ce problème mettent en péril leurs programmes de développement.[125] Les pays d'Amérique centrale estiment que, conformément au principe de la responsabilité partagée, les Communautés européennes apportent leur contribution à l'éradication du problème international de la drogue par le biais de leur régime concernant les drogues. Vu qu'ils sont géographiquement une plaque tournante pour le trafic de drogues, il est objectivement justifié qu'ils soient désignés comme bénéficiaires de ce régime. Les pays d'Amérique centrale allèguent que la Clause d'habilitation n'annule pas le principe énoncé à l'article I:1 du GATT de 1994. Simplement, celui-ci ne s'applique pas dans ce cas particulier parce que le régime concernant les drogues est visé par la Clause d'habilitation. Les pays d'Amérique centrale affirment que le régime concernant les drogues constitue une réponse positive à leurs besoins en matière de développement.[126]

2. Désignation des bénéficiaires du régime concernant les drogues et évaluation de la gravité du problème de la drogue en Amérique centrale

5.65 Les pays d'Amérique centrale indiquent que la région est une route de transit majeure pour les narcotrafiquants qui transportent la drogue depuis l'Amérique du Sud vers les marchés d'Amérique du Nord.[127] Par conséquent, en raison de leur position géographique, de leurs caractéristiques géomorphologiques et de leur situation socioéconomique et culturelle, les pays d'Amérique centrale sont la cible des activités internationales liées à la drogue. Ces pays soulignent que le trafic de

[123] Communication du Costa Rica en tant que tierce partie, paragraphes 30 et 31, où le Costa Rica fait référence aux "Conclusions concertées du Comité spécial des préférences", CNUCED, document TD/B/330, page 11, paragraphe 2 ii) b) de la partie IX (pièce n° 2 du Costa Rica).

[124] Communication du Costa Rica en tant que tierce partie, paragraphe 32.

[125] Communication conjointe d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua en tant que tierces parties, paragraphe 2.

[126] Déclaration orale conjointe d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua, page 1.

[127] Communication conjointe d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua en tant que tierces parties, paragraphes 8 et 9, citant un extrait du Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 2001, qui dit que presque 50 pour cent de la cocaïne arrivant aux États-Unis chaque année transitent par l'Amérique centrale et le Mexique.

drogues est un problème très profondément enraciné qui génère une certaine instabilité, essentiellement dans les domaines de la sécurité, de l'économie et de la santé.[128]

5.66 Les pays d'Amérique centrale soulignent que les délits connexes à la production et au trafic de drogues les accablent et entravent également le développement de la région. C'est ainsi que la région a enregistré une augmentation significative du commerce d'armes à feu le long des routes de la drogue, ainsi que d'autres activités délictueuses telles que le commerce des personnes, les vols de véhicules, le blanchiment d'argent et les bandes organisées. Les ressources très importantes consacrées par les pays d'Amérique centrale à la lutte contre le trafic de drogues sont détournées au détriment de besoins du développement vitaux tels que la santé et l'éducation.[129] À cet égard, les pays d'Amérique centrale soulignent que leurs taux de pauvreté et d'analphabétisme respectifs sont alarmants.[130]

5.67 Les pays d'Amérique centrale font valoir que la détermination des pays en développement admissibles au bénéfice du régime concernant les drogues des Communautés européennes est fondée sur des critères objectifs. La désignation d'un bénéficiaire comprend également une évaluation de la gravité du problème de la drogue dans chaque pays en développement et des efforts qui sont faits pour lutter contre ce problème.[131] Les conditions existant dans les pays qui connaissent des problèmes de production et du trafic de drogues sont différentes de celles qui existent dans d'autres pays qui ne sont pas accablés par ces problèmes. Par conséquent, compte tenu des coûts humains, économiques et sociaux du trafic de drogues pour eux, les pays d'Amérique centrale estiment qu'ils sont admissibles au bénéfice du régime concernant les drogues.[132]

3. La Clause d'habilitation est applicable au régime concernant les drogues

5.68 Les pays d'Amérique centrale font valoir que, conformément à l'objectif de la Clause d'habilitation consistant à accorder un traitement spécial et plus favorable, le régime concernant les

---

[128] Communication conjointe d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua en tant que tierces parties, paragraphe 10.

[129] Communication conjointe d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua en tant que tierces parties, paragraphes 11 à 15.

[130] Communication conjointe d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua en tant que tierces parties, paragraphe 16 et note de bas de page 4 y relative où les chiffres suivants concernant la pauvreté et l'analphabétisme sont fournis pour chacun des quatre pays: en El Salvador, 39 pour cent de la population vit dans la pauvreté et 16 pour cent dans une extrême pauvreté. En ce qui concerne l'éducation, le taux d'analphabétisme chez les plus de 15 ans est de 15 pour cent (données pour 2001). Au Guatemala, 79,9 pour cent de la population et 75,5 pour cent des ménages vivent dans des conditions de pauvreté, et 59,3 pour cent d'entre eux vivent dans des conditions d'extrême pauvreté. En ce qui concerne l'éducation, le taux d'analphabétisme chez les plus de 15 ans est de 32,7 pour cent. Au Honduras, 64 pour cent des ménages vivent dans la pauvreté. En ce qui concerne l'éducation, en 2001, le taux d'analphabétisme chez les plus de 15 ans était de 20 pour cent. Au Nicaragua, 75 pour cent de la population vit dans des conditions de pauvreté, selon l'indice des besoins essentiels non satisfaits. Presque un tiers (31,2 pour cent) vit dans une certaine pauvreté, le reste des ménages vivant dans une extrême pauvreté (43,6 pour cent) parce qu'ils ne peuvent pas satisfaire de deux à quatre besoins essentiels. Seul un quart des ménages (25 pour cent) ne vivent pas dans la pauvreté. Soixante-six pour cent de la population vit dans les zones urbaines et 40 pour cent dans les zones rurales, mais 75 pour cent des pauvres vivent dans les zones rurales. En ce qui concerne l'éducation, le taux de scolarisation dans les zones urbaines est de 79 pour cent, alors qu'il est de 69 pour cent dans les zones rurales.

[131] Communication conjointe d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua en tant que tierces parties, paragraphe 6.

[132] Communication conjointe d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua en tant que tierces parties, paragraphe 7.

drogues a ménagé aux pays en développement la possibilité d'augmenter et de diversifier leurs exportations et d'éradiquer le problème de la drogue.[133]

5.69 Les pays d'Amérique centrale notent que la Clause d'habilitation autorise un traitement spécial et plus favorable "[n]onobstant les dispositions de l'article premier".[134] Par conséquent, puisque le régime concernant les drogues est visé par la Clause d'habilitation, l'article I:1 du GATT de 1994 ne s'applique pas en l'espèce.[135]

4. Le régime concernant les drogues est une réponse positive aux besoins des pays en développement

5.70 Les pays d'Amérique centrale font valoir que le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation laisse penser que le traitement spécial et différencié devrait être accordé sur une base dynamique, compte tenu de l'évolution des niveaux de développement et des besoins du développement, des finances et du commerce des pays en développement. Par conséquent, le régime concernant les drogues constitue une manière positive de mettre en œuvre le traitement spécial et différencié en fonction des besoins spécifiques des pays en développement. Il a été conçu pour répondre aux besoins spéciaux des pays dont les résultats et le développement ont été compromis par des problèmes de drogue.[136]

5.71 Les pays d'Amérique centrale allèguent que le régime concernant les drogues est une réponse positive à leurs besoins conformément au paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation. Ils affirment que le régime concernant les drogues a favorisé l'établissement de programmes de développement alternatif et la création d'emplois licites, qui témoignent des avantages découlant de ce régime. De plus, les pays d'Amérique centrale ont enregistré un accroissement notable des exportations de produits non traditionnels à destination de la Communauté européenne grâce au régime concernant les drogues. Par ailleurs, les débouchés dans le cadre de ce régime ont contribué à compenser les pertes enregistrées à la suite de la chute des prix des exportations traditionnelles. Les pays d'Amérique centrale soulignent également que les retombées du régime concernant les drogues ont entraîné des avantages économiques et une amélioration des services pour les agriculteurs et les entreprises, qui complètent les efforts de leurs gouvernements respectifs dans ces domaines. Enfin, les pays d'Amérique centrale allèguent que les recettes fiscales obtenues grâce à l'accroissement de la production leur permettent de renforcer les programmes de développement et les institutions gouvernementales.[137] Elles considèrent donc que les avantages sociaux et économiques découlant du régime concernant les drogues devraient être pris en compte par le Groupe spécial.[138]

D. MAURICE

1. Introduction

5.72 Maurice estime que le Groupe spécial devrait constater qu'il n'y a pas d'incompatibilité en ce qui concerne l'administration par les Communautés européennes de leur schéma SGP dans la mesure où il est compatible avec la Clause d'habilitation, qui, selon Maurice, prévoit l'octroi d'un traitement

[133] Communication conjointe d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua en tant que tierces parties, paragraphe 21.
[134] Déclaration orale conjointe d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua, page 2.
[135] Communication conjointe d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua en tant que tierces parties, paragraphe 22.
[136] Communication conjointe d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua en tant que tierces parties, paragraphes 23 à 27.
[137] Communication conjointe d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua en tant que tierces parties, paragraphe 28.
[138] Déclaration orale conjointe d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua, page 2.

différencié aux pays en développement en fonction de leurs besoins en matière de développement, de finances et de commerce.[139] Maurice est d'avis que la charge de la preuve incombe à l'Inde à la lumière de la jurisprudence de l'OMC sur cette question. Par ailleurs, le régime concernant les drogues est compatible avec les dispositions de la Clause d'habilitation car il prévoit un traitement non discriminatoire pour les produits originaires des pays en développement où les mêmes conditions existent. À titre subsidiaire, le régime concernant les drogues est justifié au titre de l'article XX b) du GATT de 1994.

2. La charge de la preuve incombe à l'Inde

5.73 Maurice fait valoir qu'à la lumière de la décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Chemises et blouses de laine* la charge incombe à la partie plaignante de prouver que le défendeur a agi d'une manière incompatible. Maurice cite également la décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Hormones* pour étayer encore l'idée qu'il ne devrait pas être présumé qu'un Membre de l'OMC a agi d'une manière incompatible avec les accords visés.[140]

5.74 Maurice allègue que, même à supposer que la Clause d'habilitation soit une exception à l'article I:1 du GATT de 1994, la maxime "*quinque exceptio invokat, ejusdem probare debet*" (c'est-à-dire la charge de la preuve incombe à la partie invoquant l'exception) ne s'appliquerait pas car ce qui est en cause, ce n'est pas la Clause d'habilitation en soi mais plutôt les conditions qui régissent l'accès au régime concernant les drogues. En conséquence, puisque l'Inde allègue que le régime concernant les drogues des Communautés européennes viole l'obligation de non-discrimination énoncée dans la Clause d'habilitation du fait que le traitement préférentiel n'est pas accordé à tous les pays en développement, la charge de la preuve lui incombe. À la lumière de l'affaire *CE – Hormones*, il n'y a aucune raison de présumer que les Communautés européennes n'ont pas respecté l'obligation de non-discrimination.[141]

3. Le régime concernant les drogues est non discriminatoire

5.75 Maurice estime que l'interprétation de l'Inde selon laquelle le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation interdit aux Communautés européennes d'opérer une distinction entre les produits originaires des pays bénéficiaires du régime concernant les drogues et les produits originaires des autres pays en développement est incorrecte. Au début de son analyse de la notion de "non discriminatoire", Maurice note qu'il n'y a pas à ce jour dans la jurisprudence du GATT/de l'OMC de décision concernant l'interprétation du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation, et elle affirme que le Groupe spécial devra examiner si l'interprétation de l'Inde est étayée par une lecture correcte de la Convention de Vienne sur le droit des traités.[142]

5.76 Maurice fait valoir que le paragraphe 1 et la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation indiquent clairement que l'obligation "sans … discrimination" diffère de l'obligation NPF énoncée à l'article I:1 du GATT de 1994. Elle souligne que les termes "automatiquement" et "sans condition" figurant à l'article I:1 du GATT de 1994 ne figurent pas dans la Clause d'habilitation et que seule une note de bas de page contient l'expression "sans … discrimination". Maurice est d'avis qu'une différenciation entre les pays n'implique pas automatiquement une "discrimination" pour autant que cette différenciation repose sur des raisons objectives et raisonnables. Selon Maurice, la notion de "discrimination" est précisée dans le texte introductif de l'article XX du GATT de 1994, qui indique sans ambiguïté que la discrimination est injustifiable si elle ne rend pas compte des différences existant entre les pays. Le texte introductif appelle la non-discrimination entre les produits originaires

[139] Communication de Maurice en tant que tierce partie, page 1.
[140] Communication de Maurice en tant que tierce partie, page 1.
[141] Communication de Maurice en tant que tierce partie, pages 1 et 2.
[142] Communication de Maurice en tant que tierce partie, page 3.

des pays "où les mêmes conditions existent". Maurice allègue que ce qui précède devrait constituer des indications utiles pour l'interprétation du principe de non-discrimination. Par conséquent, elle estime que le régime concernant les drogues est compatible avec les dispositions de la Clause d'habilitation puisqu'il prévoit un traitement non discriminatoire pour les produits originaires des pays en développement où les mêmes conditions existent.[143]

5.77 Maurice fait valoir que le régime concernant les drogues accorde un traitement plus préférentiel à certains pays en développement qui sont prêts à faire un effort supplémentaire et à prendre des mesures positives pour lutter contre le grave problème de drogue dont le monde souffre actuellement. Maurice estime que la Clause d'habilitation autorise les pays donneurs à accorder un traitement plus préférentiel à certains pays en développement. Premièrement, le texte de la Clause d'habilitation permet explicitement d'opérer une distinction entre les pays en développement et les pays les moins avancés. Deuxièmement, puisque le paragraphe 3 c) autorise clairement la modification d'un schéma SGP afin de "répondre de manière positive aux besoins du développement, des finances et du commerce des pays en voie de développement", il s'ensuit que ces besoins ne sont pas les mêmes dans un groupe aussi hétérogène que celui des pays en développement. Troisièmement, cela est également étayé par le paragraphe 3 a) de la Clause d'habilitation.[144]

4. Le régime concernant les drogues est justifié moyennant le recours à l'article XX b) du GATT de 1994

5.78 Maurice estime que, même si le Groupe spécial n'est pas d'accord avec ce qui précède et arrive à la conclusion contraire, le régime concernant les drogues est de toute façon justifié au titre de l'article XX b) du GATT de 1994 parce qu'il constitue un moyen nécessaire pour protéger la santé des personnes.[145]

E. PAKISTAN

1. Introduction

5.79 Le Pakistan indique qu'il souscrit sans réserve aux arguments avancés par les Communautés européennes. À cet égard, il n'est pas d'accord avec les trois points suivants soulevés par l'Inde: 1) la Clause d'habilitation ne permet pas aux pays développés d'établir une discrimination entre les pays en développement; 2) le régime concernant les drogues exigeait une dérogation; et 3) l'inclusion du Pakistan dans le régime concernant les drogues est destiné à répondre aux objectifs de la politique des Communautés européennes plutôt qu'aux besoins des pays en développement.

2. L'article I:1 du GATT de 1994 ne s'applique pas à la Clause d'habilitation

5.80 Le Pakistan fait valoir que l'article I:1 du GATT de 1994 est inapplicable à la Clause d'habilitation à la lumière du libellé du paragraphe 1 de ladite clause. Le Pakistan soutient que la Clause d'habilitation n'exige pas que le même traitement préférentiel soit accordé à tous les pays en développement puisque le schéma SGP tout entier repose sur l'octroi d'un traitement préférentiel à différents pays en développement, en fonction de leurs besoins en matière de développement. Ainsi, la Clause d'habilitation permet le traitement spécial et différencié des pays en développement. Par conséquent, si le traitement préférentiel est visé par un alinéa quelconque du paragraphe 2, alors l'article I:1 du GATT de 1994 ne s'applique pas.[146]

---

[143] Communication de Maurice en tant que tierce partie, pages 4 et 5.
[144] Communication de Maurice en tant que tierce partie, pages 5 et 6.
[145] Communication de Maurice en tant que tierce partie, page 6.
[146] [souligné dans l'original] Déclaration orale du Pakistan, paragraphe 2.

3. Le régime concernant les drogues n'exige pas de dérogation

5.81 Le Pakistan rejette l'allégation de l'Inde selon laquelle le régime concernant les drogues n'est pas justifié sans une dérogation. Il fait valoir que, contrairement à l'article XXV du GATT de 1994 et à l'article IX de l'Accord sur l'OMC, qui traitent des dérogations aux obligations imposées à un Membre dans des circonstances exceptionnelles, la Clause d'habilitation ne mentionne pas de circonstances exceptionnelles et n'est pas temporaire. Par conséquent, le Pakistan estime qu'il n'est pas nécessaire que les Communautés européennes obtiennent une dérogation pour leur régime concernant les drogues.[147]

4. L'inclusion du Pakistan dans le régime concernant les drogues ne vise pas à servir les objectifs de la politique des Communautés européennes

5.82 Le Pakistan soutient que l'allégation de l'Inde selon laquelle les circonstances dans lesquelles le Pakistan a été inclus dans le régime concernant les drogues indiquent que ce régime est destiné à répondre aux objectifs de la politique des Communautés européennes n'est pas corroborée par les faits. Le Pakistan fait valoir que, comme les autres bénéficiaires du régime concernant les drogues, il est aussi particulièrement affecté par le trafic de drogues car il est situé sur une route très utilisée pour la contrebande de drogues. Avec l'augmentation de la culture du pavot en Afghanistan, il se heurte à un problème de trafic de drogues constant. Le Pakistan dit qu'en 2002 il a saisi un total de 9,5 tonnes d'héroïne, ce qui représente la plus forte saisie annuelle d'héroïne par un pays dans le monde.[148]

5.83 Selon le Pakistan, lorsqu'elles l'ont inclus, les Communautés européennes ont reconnu que l'instabilité en Afghanistan entraînait invariablement une augmentation du trafic de drogues via le Pakistan. En Afghanistan, le pavot est essentiellement cultivé dans les zones adjacentes à la zone tribale pakistanaise. Dans cette partie du pays, le Pakistan souligne que le pavot avait été éliminé grâce à des efforts soutenus. Toutefois, il dit qu'en l'absence de mesures énergiques, la culture du pavot pourrait reprendre dans la zone tribale. Il affirme que les efforts qu'il déploie pour s'attaquer à la production et au trafic de drogues sont reconnus par le PNUCID, qui a déclaré que le Pakistan était exempt de drogues et était un modèle à suivre dans la région.[149]

5.84 Le Pakistan allègue que l'augmentation des exportations grâce au régime concernant les drogues représente approximativement 300 millions de dollars EU, et a abouti à la création de 60 000 emplois nouveaux. En conséquence, une grande majorité de ceux qui auraient pu être tentés par le trafic de drogues se sont vu offrir d'autres sources de revenu. À la lumière de ce qui précède, le Pakistan estime que son inclusion dans le régime concernant les drogues n'était pas destinée exclusivement à répondre aux objectifs de la politique des Communautés européennes.[150]

F. PANAMA

1. Introduction

5.85 Le Panama affirme qu'il est nécessaire de maintenir le traitement tarifaire préférentiel accordé au titre du régime concernant les drogues car il constitue un instrument vital de soutien dans la lutte que le pays mène actuellement contre le trafic de drogues.[151]

---

[147] [souligné dans l'original] Déclaration orale du Pakistan, paragraphe 3.
[148] Déclaration orale du Pakistan, paragraphe 4.
[149] Déclaration orale du Pakistan, paragraphes 4 et 5.
[150] Déclaration orale du Pakistan, paragraphes 6 à 8.
[151] Première déclaration orale du Panama, page 3.

5.86 Le Panama n'est pas d'accord avec l'Inde lorsqu'elle allègue que le paragraphe 1 de la Clause d'habilitation exige que les pays développés accordent un traitement préférentiel à tous les pays en développement conformément à l'article I:1 du GATT de 1994. De plus, le Panama fait valoir que la Clause d'habilitation autorise l'octroi d'un traitement préférentiel aux pays en développement sur une base sélective, en dépit de l'obligation NPF.

2. Le présent différend a des implications importantes pour le Panama

5.87 Le Panama dit que les caractéristiques suivantes le prédisposent au trafic de drogues: 1) situation géographique; 2) canal interocéanique; 3) centre financier international; 4) infrastructure aéroportuaire; 5) efficience maritime; 6) libre circulation du dollar en tant que monnaie légale; et 7) zone de libre-échange la plus vaste de l'hémisphère.[152]

5.88 Le Panama souligne que les autorités panaméennes ont fait de gros efforts pour réduire le trafic de drogues. Ainsi, il y a eu une augmentation notable des saisies d'héroïne ces dernières années. Le Panama souligne qu'en 2001 les saisies de drogues les plus importantes ont concerné la cocaïne, suivie par l'héroïne et le crack.[153]

5.89 Le Panama indique qu'entre 2000 et 2003 les principales destinations de ces drogues étaient l'Espagne (39 pour cent), le Mexique (34 pour cent) et les États-Unis (21 pour cent).[154]

5.90 Le Panama est d'avis que le régime concernant les drogues envoie au Panama et à la région un message fort des pays développés, indiquant qu'il est possible de sortir de la pauvreté en entreprenant des activités modestes mais légales.[155]

5.91 Le Panama indique qu'en 2001 ses exportations vers la Communauté européenne ont représenté au total 162,9 millions de dollars EU. Environ 20 pour cent des exportations panaméennes sont destinées à la Communauté européenne. Le Panama affirme que les préférences tarifaires accordées dans le cadre du SGP stimulent ses exportations vers la Communauté européenne et ont une incidence directe sur son développement.[156] Par conséquent, le régime concernant les drogues réduit également le degré d'interdépendance existant entre le Panama et les États-Unis, partenaire commercial traditionnel du pays qui absorbe plus de 50 pour cent de ses exportations.[157]

3. La Clause d'habilitation est rédigée sous forme d'instrument séparé et distinct des dispositions de l'article I:1 du GATT de 1994

5.92 Le Panama fait valoir que la Clause d'habilitation est une règle spéciale régissant l'application des règles générales du GATT de 1994 en ce qui concerne le traitement différencié et plus favorable des pays en développement conformément aux arrangements mentionnés au paragraphe 2. Il met en avant le fait que le paragraphe 1 commence par souligner que les dispositions de l'article I:1 du GATT de 1994 n'ont pas d'influence sur l'octroi d'un traitement différencié et plus favorable aux pays en développement.[158]

---

[152] Communication du Panama en tant que tierce partie, page 7.

[153] Communication du Panama en tant que tierce partie, page 7, dans laquelle le Panama fournit les données suivantes: en 2001, les saisies de cocaïne, d'héroïne et de crack ont été de 2 655 984,49 grammes, 87 231,32 grammes et 4 434,55 grammes, respectivement.

[154] Communication du Panama en tant que tierce partie, page 7.

[155] Première déclaration orale du Panama, page 3.

[156] Communication du Panama en tant que tierce partie, page 6.

[157] Première déclaration orale du Panama, page 3.

[158] Communication du Panama en tant que tierce partie, page 3.

5.93 Le Panama fait valoir que le paragraphe 2 indique clairement quels schémas de préférences seront exclus de l'application des dispositions de l'article I:1 du GATT de 1994. Il soutient également que la note de bas de page 2 établit clairement le droit des Membres de réserver leur position dans les cas qui ne sont pas visés par la Clause d'habilitation. Selon le Panama, l'interprétation de l'Inde cherche à assimiler les cas explicitement cités dans la Clause d'habilitation aux autres schémas auxquels l'article I:1 du GATT de 1994 est applicable.[159]

5.94 Le Panama soutient que le paragraphe 3 indique sans ambiguïté que l'octroi d'un "traitement différencié et plus favorable" est compatible avec la Clause d'habilitation et donne ensuite une liste exhaustive des prescriptions régissant ce traitement. Par conséquent, le fait de dire qu'un traitement préférentiel sera accordé au titre de la Clause [*sic*] elle-même et d'énumérer les prescriptions pertinentes exclut clairement le traitement énoncé au paragraphe 2 de la Clause d'habilitation du champ d'application de l'article I:1 du GATT de 1994.[160]

5.95 Le Panama estime que nier que la Clause d'habilitation a le statut d'instrument séparé et distinct revient à faire abstraction de son caractère spécial en l'incluant dans la disposition même de laquelle elle a été exclue.[161]

4. Le régime concernant les drogues ne contrevient pas à l'article I:1 du GATT de 1994, ni au paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation

5.96 Le Panama fait valoir que la Clause d'habilitation autorise l'octroi d'un traitement préférentiel aux pays en développement sur une base sélective, en dépit de l'article I:1 du GATT de 1994. Le Panama rejette l'argument de l'Inde selon lequel le principe du traitement NPF inconditionnel énoncé à l'article I:1 du GATT de 1994 s'applique également aux schémas SGP relevant de la Clause d'habilitation. Selon le Panama, le principe NPF a été assujetti au mécanisme spécial de la Clause d'habilitation.[162]

5.97 Le Panama soutient que la discrimination alléguée par l'Inde est fondée sur une approche erronée. La nature unilatérale du SGP permet aux donneurs d'appliquer des critères objectifs pour sélectionner les bénéficiaires du traitement préférentiel. Le Panama indique que les critères sont déterminés sur la base d'une évaluation globale de la gravité du problème de la drogue dans chaque pays en développement. La sélection des bénéficiaires au titre du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation devrait être interprétée comme étant l'exercice du droit des pays donneurs d'accorder un traitement tarifaire préférentiel dans le cas précis et non comme étant une discrimination. Selon le Panama, alléguer, comme le fait l'Inde, que le traitement spécial et plus favorable visé au paragraphe 1 devrait être accordé à tous les pays en développement revient à ajouter une restriction interprétative qui ne figure pas dans le texte de la Clause d'habilitation.[163]

5. La Clause d'habilitation autorise une différenciation entre les bénéficiaires sans qu'une discrimination soit établie

5.98 Le Panama ne souscrit pas à l'argument de l'Inde selon lequel le régime concernant les drogues établit une discrimination entre les pays en développement parce qu'il ne s'étend pas à tous les pays en développement. Selon le Panama, cette interprétation viciée repose sur l'extension des dispositions de l'article I:1 du GATT de 1994 à la Clause d'habilitation et elle aboutirait à une incertitude juridique et compromettrait l'offre d'incitations positives. Elle irait aussi à l'encontre des

[159] Communication du Panama en tant que tierce partie, page 3.
[160] Communication du Panama en tant que tierce partie, page 3.
[161] Première déclaration orale du Panama, page 2.
[162] Communication du Panama en tant que tierce partie, page 3.
[163] Communication du Panama en tant que tierce partie, page 4.

objectifs qui ont motivé l'établissement de la Clause d'habilitation. Le Panama soutient par ailleurs que l'interprétation de l'Inde selon laquelle les préférences doivent être étendues à tous, qui s'oppose au principe de la généralisation (à un certain nombre de bénéficiaires) inscrit dans la Clause d'habilitation, amènerait les pays donneurs à limiter considérablement la portée de leurs schémas SGP du point de vue du nombre de programmes et de la gamme des avantages.[164]

5.99 Par ailleurs, le Panama fait valoir qu'il ne peut pas souscrire à l'interprétation de l'Inde à la lumière du paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation. Selon lui, les dispositions du paragraphe 3 c) ne peuvent jamais être respectées si l'on accepte l'interprétation de l'Inde selon laquelle tout avantage différencié constitue automatiquement une discrimination. Les besoins des pays en développement varient considérablement d'une région à l'autre ou même d'un pays à l'autre dans la même région. Le Panama allègue que, si le paragraphe 3 c) ne prévoyait pas une certaine flexibilité pour la conception des schémas d'incitation, nous serions face à des schémas rigides qui pourraient ne pas être avantageux pour les pays en développement qui ne tirent aucun avantage des schémas plus génériques. En outre, il n'y aurait aucun moyen d'empêcher des pays en développement plus avancés de recevoir des avantages au détriment de schémas conçus pour les pays en développement dont la taille, les capacités et les infrastructures sont infiniment moindres. Par conséquent, le Panama estime que le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation ménage la possibilité de concevoir des schémas de préférences différents et de les modifier en fonction de l'évolution observée.[165]

6. Le régime concernant les drogues est une réponse positive aux besoins du développement du Panama et est étayé par le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation

5.100 Le Panama indique qu'un obstacle majeur à l'accélération de la croissance économique et du développement des pays en développement est l'incapacité de concurrencer sur un pied d'égalité les marchés des pays développés. Cet obstacle est renforcé lorsqu'un pays doit consacrer des ressources humaines et financières importantes à la lutte contre le trafic de drogues et ses nombreuses activités délictueuses connexes.[166]

5.101 Après une analyse exhaustive du régime concernant les drogues, le Panama est d'avis qu'il ne viole pas l'article I:1 du GATT de 1994 étant donné qu'il est pleinement visé par les paragraphes 2 a) et 3 c) de la Clause d'habilitation.[167]

5.102 Selon le Panama, le régime concernant les drogues favorise également le développement industriel, qui génère simultanément une succession d'avantages sociaux aboutissant à l'amélioration de la qualité de la vie ainsi qu'à la stimulation de la croissance commerciale. Cela se traduit par une amélioration de la capacité de production qui devrait aboutir à l'augmentation des superficies consacrées à l'ensemencement, ainsi qu'à la création de nouvelles sociétés nationales d'exportation, à des flux de capitaux d'investissement, à l'amélioration des conditions d'emploi et à une baisse plus rapide que prévu des possibilités d'activités criminelles.[168]

[164] Communication du Panama en tant que tierce partie, pages 4 et 5.
[165] Communication du Panama en tant que tierce partie, page 5.
[166] Communication du Panama en tant que tierce partie, page 5.
[167] Communication du Panama en tant que tierce partie, page 5.
[168] Communication du Panama en tant que tierce partie, page 6.

5.103 Le Panama affirme que les effets positifs du régime concernant les drogues pour la promotion du développement local peuvent être démontrés par le fait que les sociétés, plus de 140, fabriquant des produits d'exportation non traditionnels qui étaient immatriculées au Panama en 2001 sont, pour la plupart, situées dans les zones rurales.[169]

5.104 Le Panama indique que les Communautés européennes ont conçu ce schéma d'incitation spécial pour les pays traditionnellement exposés aux problèmes liés au trafic de drogues sous toutes ses formes délictueuses. En conséquence, le Panama est d'avis que le régime concernant les drogues est compatible avec l'esprit des schémas de préférences tarifaires dans la mesure où tout traitement favorable et différencié additionnel a des objectifs en matière de commerce et de développement.[170]

G. PARAGUAY

1. Introduction

5.105 Le Paraguay indique qu'il a un intérêt substantiel dans la présente affaire pour deux raisons distinctes. Tout d'abord, l'affaire dont est saisi le Groupe spécial concerne des questions systémiques qui ont des incidences importantes sur l'interprétation et l'application des principes de base du système commercial multilatéral, en particulier sur l'obligation de traitement de la nation la plus favorisée ("NPF") et sur l'application correcte des dispositions relatives à l'octroi d'un traitement spécial et différencié aux pays en développement. Il est dans l'intérêt du Paraguay que le Groupe spécial ne crée pas d'exceptions au principe NPF qui n'ont pas été négociées par les Membres et qu'il préserve les droits et les obligations des Membres comme il est prévu à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord.

5.106 Plus précisément, le Paraguay indique que le présent différend présente un intérêt particulier pour lui dans la mesure où il fait partie des pays en développement Membres touchés par le régime concernant les drogues. Les préférences tarifaires accordées à certains pays en développement ont des effets négatifs sur les exportations de tous les pays en développement qui ne bénéficient pas de ces préférences. Ainsi, le "coût" des préférences accordées à un groupe restreint de pays en développement est supporté par les pays en développement exclus du régime concernant les drogues, dont fait partie le Paraguay.

5.107 Le Paraguay indique qu'il a pâti et qu'il continue de pâtir du traitement discriminatoire appliqué par les Communautés européennes. Le Paraguay a toujours soutenu, dans les différentes instances de l'OMC, que les préférences tarifaires accordées aux pays en développement au titre de la Clause d'habilitation devaient, suivant les termes de cette dernière, être conçues et appliquées de manière "généralisé[e] … sans réciprocité ni discrimination".

2. Question préliminaire de la représentation conjointe

5.108 En ce qui concerne la question préliminaire de la représentation conjointe, qui a été soulevée par les Communautés européennes au cours de la première réunion du Groupe spécial, le Paraguay et l'Inde ont présenté une déclaration conjointe au Groupe spécial le 14 mai, confirmant que tous deux avaient accepté d'être représentés en même temps par le CCLO dans le cadre du présent différend.

---

[169] Communication du Panama en tant que tierce partie, page 6 et note de bas de page 8 y relative, où il est indiqué ce qui suit: Les exportations de base de ces sociétés étaient les melons, les pastèques, le cuir, etc. Les exportations panaméennes de produits végétaux se sont élevées à 173,7 millions de balboas en 2001. La destination finale de 85,5 pour cent de ces exportations (139,4 millions de balboas) était l'Union européenne, d'où il faut en conclure que l'émergence de ces sociétés était due à l'approfondissement des relations du Panama avec le marché concerné pendant cette période.

[170] Communication du Panama en tant que tierce partie, page 6.

5.109 Dans une communication au Groupe spécial datée du 28 mai 2003 concernant cette question préliminaire[171], le Paraguay a indiqué que, comme ils étaient tous deux des pays en développement, l'Inde et le Paraguay avaient droit à l'aide du CCLO, que ce soit en tant que parties ou en tant que tierces parties. Le Paraguay rappelle également que, dans l'affaire *CE – Bananes III*, l'Organe d'appel a dit ce qui suit: "que ce soit dans … l'Accord sur l'OMC, le Mémorandum d'accord ou les Procédures de travail, ou en droit international coutumier ou suivant la pratique des tribunaux internationaux, nous ne voyons rien qui empêche un Membre de l'OMC de déterminer la composition de sa délégation dans la procédure de l'Organe d'appel". Le Paraguay allègue que la même observation est tout aussi valable pour la composition de la délégation dans la procédure de groupe spécial.

5.110 Le Paraguay soutient que les procédures de règlement des différends de l'OMC établissent des règles déontologiques pour les membres des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel mais pas pour les conseils juridiques représentant les Membres de l'OMC, qu'ils fassent partie des services juridiques du pays Membre ou qu'ils soient engagés pour un différend précis. Le Paraguay estime que les conflits d'intérêts devraient constituer la préoccupation principale de chacun des Membres concernés. C'est pourquoi il considère que la demande des Communautés européennes visant à ce que le Groupe spécial se prononce sur des questions d'ordre déontologique est sans fondement et devrait être rejetée.

3. Préoccupations d'ordre systémique

a) L'élimination de la discrimination constitue un objectif fondamental du système commercial multilatéral

5.111 Le Paraguay indique que l'un des objectifs fondamentaux de l'Accord sur l'OMC est "l'élimination des discriminations dans les relations commerciales internationales" qui figure dans son préambule.

5.112 Le Paraguay fait valoir que l'élimination des discriminations constitue un élément fondamental des règles du système commercial multilatéral. Celui qui interprète l'Accord sur l'OMC doit donc partir du principe que la non-discrimination est la règle, sauf si les Membres de l'OMC en sont explicitement et clairement convenus autrement. Tout manquement au principe NPF entraîne des avantages commerciaux pour certains et des pertes pour d'autres et modifie ainsi l'équilibre des droits et des obligations qui a été négocié. Tout manquement à ce principe ne peut donc qu'être le résultat de négociations entre les Membres. Les Membres de l'OMC ne sont jamais convenus que les pays développés pouvaient accorder des préférences tarifaires à un groupe de pays en développement déterminé. Les Communautés européennes ont cherché à obtenir l'accord nécessaire en demandant une dérogation mais celle-ci leur a été refusée. Le régime concernant les drogues est donc resté un régime unilatéral et constitue par conséquent un manquement au principe NPF incompatible avec les règles de l'OMC.

5.113 Le Paraguay fait valoir également que les pays en développement n'ont jamais donné leur accord pour que les pays développés puissent établir une discrimination entre les pays en développement, si ce n'est en faveur des pays les moins avancés.[172] Le Paraguay dit que, pour autant qu'il s'en souvienne, aucun pays développé n'a jamais estimé que les pays développés pouvaient opérer une différenciation entre les pays en développement dans le cadre du SGP lors des négociations du Cycle d'Uruguay. Par conséquent, le Paraguay allègue qu'il peut y avoir eu des

[171] Lettre du 28 mai 2003 de la Mission permanente du Paraguay au Groupe spécial concernant le rôle de conseil pour l'Inde et le Paraguay du Centre consultatif sur la législation de l'OMC.

[172] Deuxième déclaration orale du Paraguay, paragraphe 6.

violations de la Clause d'habilitation au moment où se déroulaient les négociations du Cycle d'Uruguay, mais que les Membres ont alors choisi de les tolérer.[173]

b) La question de la discrimination sur la base de "critères objectifs" ne doit pas être examinée par le Groupe spécial

5.114 Les Communautés européennes et l'Inde s'accordent à dire que, au titre de la Clause d'habilitation, un traitement tarifaire préférentiel accordé dans le cadre du SGP doit l'être "… sans discrimination"; toutefois, l'interprétation qu'ils donnent de cette expression n'est pas la même. Les Communautés européennes allèguent que la Clause d'habilitation permet aux pays développés d'accorder un traitement différent aux "pays en développement qui, suivant des critères objectifs, ont des besoins différents en matière de développement".[174]

5.115 Selon le Paraguay, cet argument ne se rapporte pas aux mesures que l'Inde a décidé de soumettre au Groupe spécial.

5.116 Le Paraguay affirme que la mesure en cause est le régime concernant les drogues tel qu'établi dans le Règlement. À la différence des dispositions régissant les régimes spéciaux d'encouragement à la protection des droits des travailleurs et à la protection de l'environnement, les dispositions du Règlement établissant le régime concernant les drogues ne prévoient: i) aucun "critère objectif" pour l'inclusion de pays en développement dans le régime concernant les drogues ni ii) aucune procédure ou critère pour leur inclusion. Les dispositions indiquent seulement qu'un groupe de pays désignés peut se voir accorder des préférences spéciales. Le Paraguay ne fait pas partie de ce groupe et il n'est indiqué nulle part dans le Règlement à quels "critères objectifs" le Paraguay devrait satisfaire pour en faire partie. Le Paraguay fait valoir que la vérité est que les incitations fournies dans le cadre du régime concernant les drogues sont limitées à des bénéficiaires précis désignés à l'avance par les Communautés européennes et non à des pays satisfaisant à certains critères.

5.117 Le Paraguay fait valoir que la mesure en cause établit donc une discrimination en faveur de pays spécifiés, et non en faveur de pays satisfaisant à des critères définis. La question de savoir si la Clause d'habilitation autorise les Communautés européennes à adopter des schémas SGP qui établissent une discrimination entre les pays en développement sur la base de critères objectifs ne doit donc pas être examinée par le Groupe spécial aux fins de l'article 11 du Mémorandum d'accord. En tout état de cause, la Clause d'habilitation ne permet pas d'opérer une différenciation en ce qui concerne le traitement des pays en développement, comme il est précisé ci-dessous.

5.118 Le Paraguay fait valoir que l'interprétation que les Communautés européennes donnent de la non-discrimination, sur la base de critères d'"objectifs légitimes" et de "moyens raisonnables" est trop imprécise pour garantir qu'il n'y aura pas d'abus et que les abus pourront, le cas échéant, être sanctionnés en droit par les Groupes spéciaux de façon cohérente.[175]

c) En tout état de cause, la Clause d'habilitation ne permet pas d'opérer une différenciation en ce qui concerne le traitement entre les pays en développement dans le contexte des schémas SGP

5.119 Le Paraguay indique que tous les pays en développement ont des besoins différents en matière de développement. La Clause d'habilitation ne permet pas aux pays développés d'accorder un traitement différencié à certains pays en développement au motif qu'ils ont "des besoins différents en matière de développement". Si tel était le cas, il ne serait pas nécessaire de recourir explicitement au paragraphe 2 d) de la Clause d'habilitation, qui autorise de manière spécifique un "*traitement spécial*

[173] Deuxième déclaration orale du Paraguay, paragraphe 7.
[174] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 84.
[175] Deuxième déclaration orale du Paraguay, paragraphe 17.

accordé aux pays en voie de développement les moins avancés dans le contexte de toute mesure générale ou spécifique en faveur des pays en voie de développement". Par conséquent, la discrimination entre les pays en développement n'est envisagée que pour les pays les moins avancés, et non pour un groupe de pays en développement ayant "des besoins différents en matière de développement", qu'ils soient ou non moins avancés. Il ne suffit pas que les Communautés européennes affirment que le critère de différenciation qu'elle utilisent est "justifié", elles doivent prouver qu'il est prévu expressément dans le cadre de la Clause d'habilitation. Le Paraguay allègue qu'elles ne l'ont à l'évidence pas fait en l'espèce.

5.120 Le Paraguay soutient que l'interprétation des Communautés européennes est non seulement contredite par le paragraphe 2 d) de la Clause d'habilitation, mais qu'elle va également à l'encontre de l'accord intervenu entre pays développés et pays en développement dans le cadre de la CNUCED, comme il ressort du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation. Le paragraphe 2 a) limite la possibilité de s'écarter de l'article I:1 du GATT de 1994 au seul traitement tarifaire préférentiel qui est conforme au "Système généralisé de préférences" tel qu'il est défini dans la "Décision des Parties Contractantes du 25 juin 1971" ("la Dérogation de 1971"). La Dérogation de 1971 autorise une dérogation à l'article I:1 du GATT de 1994 pour permettre aux "parties contractantes développées d'accorder ... un traitement tarifaire préférentiel à des produits originaires de pays et territoires en voie de développement *à l'effet d'étendre à ces pays et territoires en général le traitement tarifaire préférentiel mentionné dans le préambule de la présente Décision"*. Quant au préambule il dispose ce qui suit:

> "... *Rappelant* qu'à la deuxième session de la CNUCED un accord unanime s'est fait sur l'instauration, à une date rapprochée, d'un système mutuellement acceptable et généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, qui serait avantageux pour les pays en voie de développement afin d'augmenter les recettes d'exportation, de favoriser l'industrialisation et d'accélérer le rythme de la croissance économique de ces pays;
>
> *Considérant* que des arrangements mutuellement acceptables concernant l'établissement d'un traitement tarifaire préférentiel généralisé, sans discrimination ni réciprocité, sur les marchés des pays développés en faveur de produits originaires de pays en voie de développement ont été élaborés à la CNUCED". (non souligné dans l'original)

5.121 Le Paraguay note que les arrangements mutuellement acceptables élaborés à la CNUCED figurent dans les "Conclusions concertées du Comité spécial des préférences"[176] ("Conclusions concertées") adoptées par le Conseil du commerce et du développement le 13 octobre 1970. Les Conclusions concertées sont le résultat de négociations qui se sont déroulées sur une période de deux ans en application de la Résolution 21 (II) de la deuxième Conférence, tenue à New Delhi.

5.122 Selon le Paraguay, d'après l'interprétation des Communautés européennes, des sous-groupes de pays en développement peuvent être désignés en vue d'un traitement préférentiel dans la mesure où, "suivant des critères objectifs, ils ont des besoins différents en matière de développement", ce qui suppose que les pays développés Membres peuvent déterminer ces critères de manière unilatérale. Toutefois, les Conclusions concertées n'ont pas prévu une telle souplesse d'interprétation. Elles envisageaient simplement que les pays développés pouvaient: i) utiliser des "mécanismes de sauvegarde"[177]; et ii) à la rigueur, exclure purement et simplement certains pays du statut de

[176] Rapport du Comité spécial des préférences sur la deuxième partie de sa quatrième session, 21 septembre–12 octobre 1970 (TD/B/329/Rev.1).

[177] Partie III des Conclusions concertées.

bénéficiaires.[178] Toutefois, le Paraguay affirme qu'il n'est dit nulle part que les pays développés pourraient établir une distinction entre les pays qu'ils ont reconnus comme étant des pays en développement. C'est également ce qui ressort clairement de la Partie V des Conclusions concertées, qui mentionne expressément les "Mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés". Il n'est prévu aucune autre possibilité d'établir un traitement différencié pour certains pays en développement.

5.123 Le Paraguay fait observer que, d'après l'interprétation que les Communautés européennes font de la Clause d'habilitation, il est possible d'accorder des préférences tarifaires à un ensemble de pays en développement sans accorder les mêmes préférences à des pays moins avancés, pour autant que l'ensemble de pays en développement a des besoins différents en matière de développement. Cela montre la difficulté que représente le critère proposé par les Communautés européennes. Selon le Paraguay, les pays moins avancés pourraient être victimes d'un détournement d'échanges vers des pays en développement simplement parce que ces derniers ont un "besoin en matière de développement" qu'un pays développé juge particulièrement urgent. Il s'agit en l'espèce de difficultés liées à la production et au trafic de drogues; mais, dans d'autres cas, il pourrait s'agir, par exemple, de "transition à partir d'un régime militaire, de "forte croissance de la population", de "taux d'alphabétisation", de "degré élevé de corruption" ou de "niveau d'électrification rurale". Les pays en développement ont toute une série de besoins en matière de développement, mais la Clause d'habilitation ne permet pas aux pays développés de n'accorder des préférences tarifaires que pour certains besoins choisis par eux. En fait, elle prévoit un type de différenciation admissible et ne prêtant pas à controverse en faveur des pays jugés les plus nécessiteux par l'ONU, à savoir un traitement spécial pour les pays les moins avancés. Le Paraguay estime que les Communautés européennes n'expliquent pas en quoi les problèmes de développement des pays confrontés à la production et au trafic de drogues sont uniques et plus urgents que les problèmes de développement rencontrés par d'autres pays en développement en raison de nombreux autres facteurs.

5.124 Le Paraguay fait valoir par ailleurs que si l'interprétation que les Communautés européennes donnent de la Clause d'habilitation était retenue, le SGP serait un instrument permettant d'exercer une influence excessive sur les pays en développement en accordant des préférences tarifaires de manière sélective; il serait alors détourné de sa fonction d'instrument au service de la générosité des pays développés et porterait préjudice aux pays en développement.[179]

5.125 Le Paraguay considère que la thèse des Communautés européennes a pour conséquence que les pays développés pourraient manipuler le régime SGP pour chercher à atteindre leurs propres objectifs politiques et que le système commercial multilatéral fondé sur des règles perdrait toute crédibilité. Dans ce contexte, le Paraguay souligne que le système commercial multilatéral fondé sur des règles a été établi précisément pour garantir à tous les Membres des conditions égales, quel que soit leur niveau de développement économique ou de puissance politique, afin qu'ils puissent organiser leurs relations commerciales conformément aux règles et aux critères qu'ils ont eux-mêmes établis dans le cadre de leur participation à l'OMC. Le Paraguay fait valoir que l'approche des Communautés européennes ne fait qu'accentuer encore les désavantages intrinsèques dont souffrent les pays en développement.

5.126 Le Paraguay estime qu'il apparaît clairement que le caractère discriminatoire du régime concernant les drogues se traduit par des obstacles aux exportations des pays en développement qui font l'objet d'une discrimination. Le régime concernant les drogues a des effets néfastes sur les exportations courantes et empêche la création de possibilités d'échanges futurs. Lorsqu'il procédera à l'évaluation des mesures qui lui sont soumises, le Groupe spécial devra prendre en compte le fait que les investisseurs et les négociants ont besoin de règles claires et prévisibles pour pouvoir planifier

[178] Partie IV des Conclusions concertées.
[179] Première déclaration orale du Paraguay, paragraphe 9.

leurs activités. Le Paraguay affirme que, si l'on donnait aux pays développés la possibilité d'opérer une distinction entre les pays en développement suivant des critères déterminés de manière unilatérale, il n'y aurait plus aucune prévisibilité dans les relations commerciales entre pays développés et pays en développement.

5.127 Le Paraguay est d'avis que l'interprétation que les Communautés européennes font du concept de non-discrimination n'est donc pas conciliable avec le paragraphe 3 a) de la Clause d'habilitation, qui dispose que les schémas SGP "[seront] conçu[s] pour faciliter et *promouvoir* le commerce des pays en voie de développement", ni avec les prescriptions du paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation selon lesquelles les schémas SGP doivent être conçus pour répondre de manière positive aux "besoins du ... commerce" des pays en développement.

5.128 Le Paraguay rejette l'argument des Communautés européennes selon lequel le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation est une base leur permettant de déterminer effectivement quels sont les besoins des pays en développement en matière de développement et donc d'accorder un traitement différencié à certains pays en développement.[180] En conséquence, le Paraguay fait valoir que, dans l'affaire *CE – Bananes III*, l'Organe d'appel a affirmé que l'obligation de non-discrimination énoncée dans le GATT de 1994, en particulier à l'article I:1, s'applique aux importations de produits similaires, sauf lorsque ces obligations font l'objet d'une dérogation spécifique. Par conséquent, le Paraguay soutient que l'expression "non-discrimination" dans le cadre de la Clause d'habilitation a le même sens que la "non-discrimination" au titre de l'article I:1 du GATT de 1994, puisque la Clause d'habilitation fait partie du GATT de 1994.[181] Le Paraguay indique que le paragraphe 3 c) traite de la *conception* des préférences tarifaires (c'est-à-dire produits visés, importance des réductions tarifaires) et non du principe d'un traitement "non discriminatoire" dans le contexte de l'article I:1 du GATT de 1994.[182]

d) Le mécanisme de dérogation apporte la flexibilité voulue

5.129 Le Paraguay fait valoir que si des Membres souhaitent appliquer des mesures discriminatoires incompatibles avec leurs obligations au titre de l'Accord sur l'OMC, ils ne peuvent le faire qu'en ayant recours à l'article IX de l'Accord sur l'OMC. L'article IX de l'Accord sur l'OMC leur ménage la flexibilité nécessaire pour s'écarter des obligations leur incombant dans le cadre de l'OMC. Les procédures de dérogation donnent aux Membres susceptibles d'être touchés la possibilité de contrebalancer les effets négatifs de préférence favorisant un groupe de pays en négociant des engagements compensatoires en matière d'accès aux marchés. De cette manière, l'article IX limite le préjudice causé à d'autres Membres par des mesures qui ne sont pas conformes aux dispositions de l'Accord sur l'OMC.

5.130 Le Paraguay signale qu'en 1976 il a été affecté par le traitement spécial et différencié accordé uniquement aux pays ACP dans le cadre de la Convention de Lomé. Néanmoins, les Communautés européennes ont recouru au mécanisme de dérogation pour obtenir le consentement des Membres et contrebalancer le préjudice causé aux pays en développement affectés. Par conséquent, d'autres Membres, dont le Paraguay, se sont vu ménager la possibilité de demander des concessions compensatoires aux Communautés européennes.

5.131 Le Paraguay soutient que la situation actuelle est complètement différente. En mettant en œuvre de manière unilatérale le régime concernant les drogues sans bénéficier d'une dérogation, les Communautés européennes ont fait fi du caractère multilatéral du système de l'OMC et ont privé le Paraguay et d'autres pays en développement Membres de la possibilité de limiter le préjudice causé par la nature discriminatoire du régime concernant les drogues.

[180] Première déclaration orale du Paraguay, paragraphe 16.
[181] Première déclaration orale du Paraguay, paragraphe 18.
[182] Première déclaration orale du Paraguay, paragraphe 19.

4. Préoccupations spécifiquement liées à la situation du Paraguay

5.132 Le Paraguay signale que de nombreux pays en développement confrontés au problème de la drogue ne sont pas visés par le régime concernant les drogues. Les Communautés européennes ont même évoqué certains de ces pays dans le paragraphe 140 de leur communication. Du fait de sa situation géographique spécifique, le Paraguay rencontre de graves problèmes de trafic de drogues. Le gouvernement et la société paraguayens sont engagés dans la lutte contre ce problème, qui a exigé le transfert d'importantes ressources consacrées à d'autres actions sociales. S'agissant du trafic de drogues, la situation du Paraguay est comparable à celle de certains des pays figurant sur la liste des bénéficiaires du régime concernant les drogues. Pourtant, le Paraguay rappelle qu'il n'a pas été inclus dans le régime concernant les drogues, ce qui jette le doute sur l'affirmation des Communautés européennes d'après laquelle la désignation des pays bénéficiaires du régime concernant les drogues est "effectuée suivant des critères objectifs, sans discrimination".[183]

5.133 Le Paraguay indique qu'il est lui aussi très touché par les problèmes liés à la drogue. Ses problèmes ont été reconnus par d'autres pays de la région, y compris certains des bénéficiaires, qui ont signé divers accords de coopération avec le Paraguay pour lutter contre la production et le trafic de drogues.[184] Toutefois, malgré ses problèmes de drogue, le Paraguay ne cherche pas à bénéficier de mesures qui réduisent le droit des pays en développement à bénéficier du traitement NPF.[185] Le Paraguay est persuadé que les intérêts à long terme de tous les pays en développement sont mieux servis par un système commercial sûr et prévisible dans lequel les règles sont toujours appliquées.[186]

5.134 Le Paraguay allègue que le régime concernant les drogues a provoqué un détournement d'échanges depuis son établissement en 1990. Avant cela, plusieurs produits d'exportation paraguayens vers les Communautés européennes étaient compétitifs. Le Paraguay indique que, après l'introduction du régime concernant les drogues, les exportations de ces produits du Paraguay vers les Communautés européennes ont considérablement diminué. En revanche, les exportations de produits similaires en provenance de certains des pays bénéficiaires ont augmenté. Le Paraguay réaffirme donc que la mise en œuvre du régime concernant les drogues a provoqué un détournement d'échanges en faveur des pays bénéficiaires.

5.135 Le Paraguay affirme que ses entreprises sont désavantagées sur le plan de la concurrence par rapport à leurs homologues des pays bénéficiaires, non seulement parce qu'elles sont privées des mêmes possibilités d'accès aux marchés, mais aussi parce qu'elles doivent prendre en charge le coût de la lutte contre le trafic de drogues (par le biais des taxes intérieures). Les effets négatifs des préférences tarifaires se font sentir jusque sur le marché intérieur du Paraguay. Alors que plusieurs produits paraguayens ne peuvent entrer dans les Communautés européennes en raison des désavantages sur le plan de la concurrence résultant des préférences tarifaires accordées dans le cadre du régime concernant les drogues, les producteurs des pays bénéficiaires peuvent accroître leur capacité d'exportation et réaliser ainsi des économies d'échelle au stade de la production. Les producteurs paraguayens ne peuvent réaliser les mêmes économies d'échelle. En conséquence, le Paraguay fait valoir que les producteurs des autres pays bénéficiaires ont amélioré leur position concurrentielle par rapport à celle des producteurs paraguayens jusque sur le marché intérieur du Paraguay.

[183] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 116.
[184] Première déclaration orale du Paraguay, paragraphe 19.
[185] Première déclaration orale du Paraguay, paragraphe 20.
[186] Première déclaration orale du Paraguay, paragraphe 21.

5.136 Le Paraguay indique que 90 pour cent de ses exportations sont des produits agricoles et que les obstacles discriminatoires rencontrés par ces exportations sur le marché des Communautés européennes ont eu un effet néfaste sur son économie.[187]

5.137 Le Paraguay dit qu'il n'y a pas seulement détournement des échanges à la fois sur le marché des Communautés européennes et sur le marché intérieur du Paraguay. À la suite des préférences tarifaires discriminatoires accordées dans le cadre du régime concernant les drogues, il y a aussi eu "détournement des investissements". Le fait que le Paraguay et certains des pays bénéficiaires sont proches favorise le retrait des investissements effectués au Paraguay et leur déplacement vers ces pays. De plus, des flux d'investissement internationaux dans les secteurs qui bénéficient du régime concernant les drogues sont détournés du Paraguay. Le Paraguay relève qu'en l'occurrence trois grandes industries qui avaient auparavant investi au Paraguay ont dû transférer ces investissements vers d'autres pays en développement bénéficiant d'un traitement tarifaire préférentiel.[188]

5.138 Le Paraguay allègue que le préjudice que lui a causé la mise en œuvre du régime concernant les drogues est exacerbé par les particularités de la situation géographique du Paraguay. Le Paraguay est un pays sans littoral, qui doit supporter des coûts de transport élevés pour exporter ses produits vers les Communautés européennes. Ce facteur influe de manière importante sur le développement du Paraguay. Au sujet de l'interprétation que les Communautés européennes font de la Clause d'habilitation, un SGP répondant vraiment aux besoins en matière de développement ne peut donc traiter uniquement des problèmes propres à un groupe de pays sélectionnés. Le Paraguay fait valoir qu'il doit prendre en compte les très nombreux problèmes que rencontrent les pays en développement et prévoir ainsi des avantages pour chacun d'entre eux.

5. Conclusion

5.139 Le Paraguay estime que le régime concernant les drogues est incompatible avec les prescriptions découlant de l'obligation NPF énoncée à l'article I:1 du GATT de 1994 et n'est pas justifié au titre de la Clause d'habilitation. En conséquence, le Paraguay a souffert d'un détournement des échanges et des investissements.

5.140 Le Paraguay demande au Groupe spécial de constater que les mesures en cause sont incompatibles avec les obligations des Communautés européennes au titre de l'Accord sur l'OMC. En l'absence de dérogation acceptée par les Membres, le Paraguay demande au Groupe spécial de bien vouloir suggérer aux Communautés européennes d'appliquer les préférences tarifaires dans le cadre du régime concernant les drogues à tous les pays en développement, comme il est prévu dans la Clause d'habilitation.

H. ÉTATS-UNIS

1. Introduction

5.141 Les États-Unis affirment qu'ils participent au présent différend en raison de l'importance systémique des questions présentées et des implications potentielles des recommandations et décisions de l'ORD. Ils affirment qu'ils ne prennent pas partie sur la question de savoir si le régime concernant les drogues est compatible avec les obligations que les Communautés européennes ont souscrites dans le cadre de l'OMC. Les États-Unis exhortent le Groupe spécial à adopter pour le règlement du présent

[187] Première déclaration orale du Paraguay, paragraphe 26.
[188] Première déclaration orale du Paraguay, paragraphe 24.

différend une approche rigoureuse et prudente qui s'en tienne aux faits propres à l'affaire et prenne soin d'éviter d'aller au-delà des circonstances particulières du présent différend.[189]

5.142 Les États-Unis estiment que la Clause d'habilitation n'est pas un moyen de défense affirmatif, mais plutôt une règle positive autorisant les Membres à accorder des préférences commerciales aux pays en développement dans certaines circonstances.[190] Les États-Unis ne partagent pas l'avis de l'Inde selon lequel le libellé du paragraphe 1 de la Clause d'habilitation exige que les pays développés étendent à tous les pays en développement tout avantage accordé dans le cadre d'un schéma SGP.[191] Ils ne sont pas d'accord non plus avec l'interprétation que fait l'Inde de l'expression "sans … discrimination" dans le cadre de la Clause d'habilitation.[192] En outre, les États-Unis abordent plusieurs questions relatives à l'article XX du GATT de 1994[193], de même que la question préliminaire de la représentation juridique qui a été soulevée par les Communautés européennes lors de la première réunion de fond du Groupe spécial.[194]

2. La question préliminaire de la représentation juridique

5.143 Les États-Unis notent que la question préliminaire soulevée par les Communautés européennes concerne la représentation juridique conjointe d'une partie et d'une tierce partie à un différend. Les États-Unis indiquent qu'ils seraient d'accord avec les Communautés européennes si leur argument était que les tierces parties ne pouvaient pas, d'une manière générale, avoir recours à une représentation conjointe comme moyen de renforcer leurs droits, rôle ou statut dans un différend. Toutefois, les États-Unis relèvent que rien n'indique que tel est le cas en l'espèce. Pour régler ce problème, il faudrait établir clairement à quel moment le CCLO parle au nom de l'Inde et à quel moment il s'exprime au nom d'autres délégations. Les États-Unis affirment qu'ils ne voient pas d'obstacle à ce que le CCLO représente plus d'une partie dans le présent différend. Ils notent que les conflits d'intérêts devraient normalement constituer la préoccupation principale de chacun des Membres concernés. Les États-Unis disent également qu'eu égard à la décision relative à l'élargissement des droits de tierce partie, il n'est pas évident qu'il y ait un problème de confidentialité dans la présente affaire.[195]

3. La Clause d'habilitation exclut l'application de l'article I:1 du GATT de 1994

5.144 Les États-Unis s'accordent avec les Communautés européennes pour estimer que la Clause d'habilitation n'est pas un moyen de défense affirmatif justifiant une violation de l'article I:1 du GATT de 1994. Ils estiment que la Clause d'habilitation fait partie du GATT de 1994 en qualité d'"autre décision", conformément au paragraphe 1 b) iv) du GATT de 1994. Par conséquent, la Clause d'habilitation a la même valeur que le GATT de 1947 (qui fait partie du GATT de 1994 conformément au paragraphe 1 a) de ce dernier). À ce titre, elle fait partie de l'équilibre global des droits et des obligations convenus dans le GATT de 1994 et l'Accord sur l'OMC et n'est pas seulement un "moyen de défense affirmatif" contre l'article I:1 du GATT de 1947.[196]

---

[189] Communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphe 2; première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 14.

[190] Communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphes 4 à 9; deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphes 2 à 4.

[191] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphes 2 à 6.

[192] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphes 7 à 14.

[193] Communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphe 10; deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphes 6 à 8.

[194] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 15.

[195] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 15.

[196] Communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphes 4 et 5.

5.145 Les États-Unis indiquent que le membre de phrase "[*n*]*onobstant* les dispositions de l'article premier de l'Accord général" exclut l'application de l'article I:1 du GATT de 1994. Ils font remarquer que la définition que donne le dictionnaire du terme "notwithstanding" (nonobstant) est "in spite of" (malgré), ce qui signifie que les Membres peuvent accorder un traitement préférentiel dans le cadre de la Clause d'habilitation "malgré" l'obligation d'accorder le traitement NPF sans condition.[197]

5.146 Les États-Unis affirment qu'à la différence de la Dérogation de 1971, la Clause d'habilitation prévoit une autorisation générale, permanente et distincte dont on peut se prévaloir "nonobstant" l'article I:1 du GATT de 1994. À cet égard, il n'est pas nécessaire de déterminer si une mesure est incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994 avant d'appliquer la Clause d'habilitation. La Clause d'habilitation est une règle positive qui confère une autorisation et crée des obligations en elle-même.[198]

5.147 Les États-Unis comparent la situation en l'espèce à celle qui existait dans l'affaire *États-Unis - Chemises et blouses de laine*, dans laquelle l'Organe d'appel a considéré qu'une disposition qualifiée d'"exception" par une partie ne constituait pas un moyen de défense affirmatif, mais faisait "partie intégrante" de l'arrangement que représentait l'Accord sur les textiles et les vêtements, qui "reflét[ait] un équilibre tout aussi soigneusement établi de droits et d'obligations".[199]

5.148 Selon les États-Unis, non seulement la position juridique de l'Inde est incorrecte, mais son interprétation aurait des conséquences fâcheuses. À cet égard, les États-Unis affirment que faire peser sur les pays développés la charge de défendre des mesures qui profitent aux pays en développement les dissuaderait d'accorder volontairement un traitement préférentiel au titre de la Clause d'habilitation. De plus, cela aurait malheureusement pour effet de rendre le traitement plus difficile à défendre. Ainsi, l'Inde amènerait le Groupe spécial à conclure qu'il devrait être présumé que le traitement tarifaire préférentiel n'est *pas* visé par la Clause d'habilitation, et qu'il incombe aux pays développés d'établir la preuve du contraire.[200]

5.149 Les États-Unis allèguent que l'argumentation de l'Inde présente par ailleurs des contradictions internes. D'une part, s'agissant du "moyen de défense affirmatif", l'Inde affirme que le paragraphe 2 a) n'impose pas d'obligations ou de règles positives créant des obligations en elles-mêmes, alors que d'autre part, elle allègue que le traitement tarifaire préférentiel doit être non discriminatoire et déclare qu'"il n'y a aucun doute qu'il s'agit d'une prescription contraignante".[201] Les États-Unis considèrent que l'Inde ne peut pas tout avoir et voir des prescriptions juridiques dans le texte lorsqu'elles lui sont favorables tout en niant l'existence d'obligations lorsqu'elle veut que la charge de la preuve incombe aux Communautés européennes.[202]

5.150 À la lumière de ce qui précède, les États-Unis rejettent l'allégation de l'Inde d'après laquelle il revient aux Communautés européennes de prouver que le régime concernant les drogues est compatible avec la Clause d'habilitation car il constitue un "moyen de défense affirmatif". Les États-Unis affirment que l'argument de l'Inde selon lequel le régime concernant les drogues est incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994 est dénué de pertinence, à moins que l'Inde puisse d'abord prouver que le régime concernant les drogues est incompatible avec la Clause d'habilitation.[203]

---

[197] [italique dans l'original] Communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphe 6.

[198] Communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphe 7.

[199] Communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphe 8, qui cite *États-Unis – Chemises et blouses de laine* dans sa note de bas de page 5, DSR 1997:1, 337.

[200] [italique dans l'original] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 3.

[201] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 4, qui fait référence, dans la note de bas de page 4, au paragraphe 79 de la deuxième communication de l'Inde.

[202] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 4.

[203] Communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphe 9.

4. "Tous" les pays en développement

5.151 Les États-Unis ne partagent pas l'avis de l'Inde selon lequel le libellé du paragraphe 1 de la Clause d'habilitation exige que les pays développés étendent à tous les pays en développement tout avantage accordé dans le cadre d'un schéma SGP. C'est à la conclusion inverse que mène le texte de la Clause d'habilitation.[204]

5.152 D'après les États-Unis, l'argument avancé par l'Inde selon lequel il faut lire l'expression "pays en voie de développement" figurant au paragraphe 1 comme si elle était précédée du terme "tous" est sans fondement dans la mesure où la Clause d'habilitation utilise dans tous les cas l'expression "pays en voie de développement" précédée des articles "des", "de" ou "aux", mais jamais du terme "*tous*". De plus, l'interprétation de l'Inde ne fonctionne pas dans d'autres parties de la Clause d'habilitation. Les États-Unis font valoir que l'Inde n'admettrait certainement pas l'argument comparable voulant que l'utilisation du terme "parties" dans l'expression "parties contractantes développées" du paragraphe 2 a) signifie que "tous les pays développés" doivent accorder un traitement tarifaire préférentiel afin que tout pays en développement en profite.[205]

5.153 Les États-Unis s'accordent avec les Communautés européennes et d'autres tierces parties pour considérer que les "autres parties contractantes" mentionnées au paragraphe 1 de la Clause d'habilitation ne peuvent désigner les seules "autres parties contractantes *développées*", comme l'Inde le laisse entendre. D'après les États-Unis, la Clause d'habilitation permet à l'Inde et aux autres pays en développement d'accorder un traitement différencié et plus favorable à d'autres pays en développement. La Clause d'habilitation prévoit expressément que les pays en développement peuvent accorder un traitement préférentiel à d'autres pays en développement, comme c'est le cas au paragraphe 2 c).[206]

5.154 Les États-Unis soutiennent que, si l'interprétation que fait l'Inde du paragraphe 1 était correcte, elle rendrait caduc le paragraphe 2 c), puisque les pays moins développés ayant conclu un arrangement au titre du paragraphe 2 c) devraient accorder un traitement préférentiel à tous les pays en développement, y compris ceux qui n'ont pas conclu ledit arrangement. De plus, les États-Unis soutiennent que le paragraphe 2 d) de la Clause d'habilitation va directement à l'encontre de l'argument de l'Inde selon lequel tous les pays en développement doivent être traités de la même manière. Enfin, les États-Unis conviennent avec d'autres parties au présent différend que les paragraphes 3 c) et 7 de la Clause d'habilitation démontrent que l'approche uniforme de l'Inde n'est pas compatible avec la Clause d'habilitation.[207]

5. La référence faite par la Clause d'habilitation à l'expression "sans ... discrimination"

5.155 Les États-Unis notent que le paragraphe a) de la Décision de 1971 permet aux parties contractantes développées d'accorder un traitement tarifaire préférentiel à des produits originaires de pays et territoires en développement "à l'effet d'étendre à ces pays et territoires en général le traitement tarifaire préférentiel mentionné dans le préambule de la présente Décision". La Décision de 1971 ne précise pas le sens de l'utilisation de l'expression "à l'effet d[e]", mais prescrit seulement que le traitement doit être celui qui est mentionné dans le préambule. Le préambule rappelle l'accord unanime qui s'est fait à la CNUCED sur l'instauration 1) d'un système mutuellement acceptable et 2) généralisé de préférences, 3) sans réciprocité ni 4) discrimination qui serait avantageux pour les

[204] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 3.
[205] [italique dans l'original] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 4.
[206] [italique dans l'original] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 5.
[207] [italique dans l'original] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 6.

pays en développement.[208] Les États-Unis allèguent que les arguments présentés par l'Inde ne tiennent pas compte des aspects autres que la non-discrimination.[209]

5.156 Les États-Unis s'opposent à l'argument de l'Inde selon lequel, dans le contexte de la Clause d'habilitation, "sans ... discrimination" signifie "sans condition", au sens où cette expression est utilisée à l'article I:1 du GATT de 1994. Comme d'autres parties impliquées dans le présent différend, les États-Unis notent que l'expression "sans condition" ne figure tout bonnement pas dans la Clause d'habilitation. Comme ils l'ont déjà signalé, les États-Unis affirment que la Clause d'habilitation exclut purement et simplement l'application de l'article I:1 du GATT de 1994, y compris la prescription "sans condition". Compte tenu du fait que la Clause d'habilitation exclut l'application de l'article I:1 du GATT de 1994 et qu'elle ne comporte pas la prescription "sans condition", les États-Unis allèguent qu'il n'est pas nécessaire que le Groupe spécial examine les nombreux arguments des Communautés européennes sur le sens de l'expression "sans condition".[210]

5.157 Les États-Unis estiment que, de la même façon que l'Inde cherche à inclure dans la Clause d'habilitation la prescription "sans condition" de l'article I:1 du GATT de 1994, elle cherche aussi à inclure dans l'expression "sans ... discrimination" un critère des "conditions de concurrence" semblable à celui qui est appliqué dans le cadre de certaines, mais non de la totalité, des dispositions des articles I^{er} et III du GATT de 1994. Toutefois, les États-Unis soutiennent que, contrairement aux articles I^{er} et III du GATT de 1994, la Décision de 1971 emploie simplement l'expression "sans ... discrimination" et rien n'indique que l'analyse de cette expression doive être la même que celle qui est effectuée pour l'expression "produit similaire". Les États-Unis affirment que l'Organe d'appel a reconnu que le critère de la "discrimination" n'était pas le même que celui du "traitement national" figurant à l'article III du GATT de 1994.[211]

5.158 Dans l'ensemble, les États-Unis sont d'accord avec les Communautés européennes lorsqu'elles disent qu'un schéma SGP peut être défini comme étant "sans ... discrimination" s'il opère une différenciation entre des situations inégales. Comme indiqué précédemment, il apparaît que les paragraphes 3 c) et 7 de la Clause d'habilitation prévoient de manière explicite qu'un traitement préférentiel ne doit pas nécessairement être accordé sur une base uniforme et que des distinctions entre les pays en développement adaptées aux besoins de leur développement, de leurs finances et de leur commerce sont spécifiquement envisagées. D'après les États-Unis, il apparaît que l'interprétation donnée par l'Inde de l'expression "sans ... discrimination" rendrait le terme "généralisé" redondant ou vide de sens, sachant que "généralisé" signifie "moins que la totalité".[212]

5.159 Les États-Unis ne sont pas en désaccord avec les Communautés européennes lorsqu'elles disent qu'un schéma SGP peut être défini comme étant "sans ... discrimination" s'il est fondé sur des critères objectifs et sur une évaluation globale de toutes les circonstances pertinentes. Les États-Unis affirment que, si l'on suit la logique de l'interprétation de l'Inde, les schémas SGP devraient être administrés sur la base du "plus petit dénominateur commun". À cet égard, un schéma SGP ne pourrait être appliqué que dans la mesure où il répondrait à des besoins identiques pour les pays en développement et il ne pourrait pas être adapté aux besoins particuliers de sous-catégories de pays en

[208] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 8.
[209] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 9.
[210] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 10.
[211] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 11 et note de bas de page 12, dans laquelle ils citent le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page 24.
[212] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 12 et note de bas de page 4 dans laquelle ils citent *The New Shorter Oxford Dictionary*, 4ème édition, page 1074 (qui définit "generalize" (généraliser) de la manière suivante: "Bring into general use; make common, familiar, or generally known; spread or extend; apply more generally; become extended in application" (faire entrer dans l'usage courant; rendre commun, familier ou accessible au plus grand nombre; diffuser ou étendre; appliquer de manière générale, donner une portée plus grande).

développement. Les États-Unis notent que la Décision de 1971 préconise un "système mutuellement acceptable" de préférences et qu'un Membre a le droit *et non* l'obligation d'accorder un traitement préférentiel. En conséquence, les États-Unis font remarquer que, même si l'obligation uniforme d'accorder toute préférence à tous les pays en développement peut être acceptable pour l'Inde aux fins du présent différend, il est peu probable qu'elle serait acceptable pour les autres pays bénéficiaires ou pour les pays donneurs de préférences ou même pour l'Inde dans un autre différend.[213]

5.160 Les États-Unis s'associent aux nombreux pays en développement tierces parties au présent différend qui ont mis en avant la difficulté pratique qu'il y a à donner de la Clause d'habilitation une lecture incluant des obligations juridiques qui n'y figurent pas. Les États-Unis affirment que l'Inde demande au Groupe spécial de donner de la Clause d'habilitation une lecture incluant une obligation qui n'est pas étayée sur le plan juridique par le texte et qui, en matière de politique commerciale, *dissuaderait* les Membres souhaitant accorder des préférences tarifaires aux pays en développement, ce qui irait à l'encontre du but de la Clause d'habilitation.[214]

6. Article XX du GATT de 1994

5.161 Les États-Unis affirment qu'ils ne prennent pas partie sur la question de savoir si les mesures des Communautés européennes sont ou non incompatibles avec l'article XX du GATT de 1994. D'après eux, le Groupe spécial n'a pas besoin d'examiner cette question dans la mesure où le différend devrait être réglé sur la base de la Clause d'habilitation.[215] Néanmoins, les États-Unis remarquent que les Communautés européennes, tout comme l'Inde, font une utilisation erronée du membre de phrase "la mesure la moins restrictive pour les échanges" lorsqu'ils cherchent à déterminer si le régime concernant les drogues est "nécessaire" au sens de l'article XX b) du GATT de 1994.[216]

5.162 Les États-Unis font observer que, d'après son sens ordinaire, le terme "nécessaire" n'a en aucun cas le sens de "le moins restrictif pour le commerce" et que ce sens ne peut pas non plus lui être conféré par le contexte de l'article XX, ni par l'objet et le but du GATT de 1994. Les États-Unis signalent que le concept de mesure "pas plus restrictive pour le commerce" figure à la fois dans l'Accord sur les obstacles techniques au commerce et dans l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires. Toutefois, le fait que les rédacteurs de l'Accord sur l'OMC n'ont pas utilisé ce membre de phrase dans le GATT de 1994 prouve, d'après les États-Unis, qu'ils n'ont pas voulu inclure ce concept dans l'article XX b).[217]

5.163 Les États-Unis signalent que l'Organe d'appel a examiné, dans l'affaire *CE - Amiante*, quel était le critère applicable pour évaluer si une mesure était "nécessaire" au sens de l'article XX b) du GATT et n'a pas utilisé le critère "la moins restrictive pour les échanges". La question soumise à l'Organe d'appel était de savoir si une autre mesure "pas incompatible avec" d'autres dispositions du GATT était raisonnablement disponible ou si aucune autre mesure n'était raisonnablement disponible, si la mesure choisie "comport[ait] le moindre degré d'incompatibilité avec les autres dispositions de l'Accord général". Les États-Unis estiment que l'expression "moins incompatible" supposerait que l'on examine le degré d'incompatibilité avec l'Accord général, alors que l'expression "moins restrictive pour les échanges" exigerait que l'on examine l'importance de l'effet d'une mesure sur les échanges.[218]

---

[213] [italique dans l'original] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 13.
[214] [italique dans l'original] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 14.
[215] Communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphe 10; deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 6.
[216] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 6.
[217] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 7.
[218] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 8 et note de bas de page 7, dans laquelle ils citent le rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphes 170 et 171.

VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE

A. INTRODUCTION

6.1 Le 8 août 2003, le Groupe spécial a remis la partie descriptive de son projet de rapport aux parties, conformément à l'article 15:1 du Mémorandum d'accord. Les deux parties ont présenté par écrit des observations sur le projet de partie descriptive le 15 août 2003. Le Groupe spécial a pris note de toutes ces observations et a modifié le projet de partie descriptive lorsque cela se justifiait. Il a remis son rapport intérimaire aux parties le 5 septembre 2003, conformément à l'article 15:2 du Mémorandum d'accord. Le 23 septembre 2003, l'Inde et les Communautés européennes ont demandé que le Groupe spécial réexamine des aspects précis du rapport intérimaire. Alors que la demande des Communautés européennes concernait certains paragraphes de la partie du rapport contenant les constatations, la demande de l'Inde visait uniquement certains paragraphes de la partie du rapport contenant l'opinion dissidente. Aucune des parties n'a demandé la tenue d'une réunion consacrée au réexamen intérimaire. Le 30 septembre, l'Inde et les Communautés européennes ont toutes les deux présenté par écrit des observations concernant la demande de l'autre, comme les procédures de travail du Groupe spécial les y autorisaient. Le Groupe spécial a examiné attentivement les arguments avancés par les deux parties et les analyse dans la présente partie conformément à l'article 15:3 du Mémorandum d'accord.[219]

B. OBSERVATIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

1. Représentation conjointe de l'Inde et du Paraguay

6.2 Les Communautés européennes ont demandé au Groupe spécial de modifier le libellé des paragraphes 7.14 et 7.17 de son rapport intérimaire afin d'indiquer non pas que les Communautés européennes "ont reconnu" que la question de la confidentialité ne se posait pas en l'espèce du fait des droits de tierce partie renforcés accordés à toutes les tierces parties, mais que la position des Communautés européennes était que le problème était "atténué" mais n'était pas totalement supprimé. Les Communautés européennes ont cité la lettre qu'elles avaient adressée au Groupe spécial sur cette question le 4 juin 2003 pour étayer leur demande:

> "Comme il est indiqué dans la déclaration faite par les CE à la première réunion, le fait que des droits renforcés aient été accordés aux tierces parties atténue le problème mais ne le règle pas entièrement. Les droits renforcés accordés aux tierces parties ne comprennent pas l'accès à tous les documents procéduraux communiqués aux parties principales. En particulier, les tierces parties n'ont pas accès au rapport intérimaire. Or, le conseil du Paraguay aura accès au rapport intérimaire, contrairement aux autres tierces parties. Par conséquent, en ayant le même conseil juridique que l'Inde, le Paraguay aura un avantage sur toutes les autres tierces parties. Compte tenu de l'incidence économique considérable du présent différend pour les tierces parties (une des raisons invoquées par le Groupe spécial pour accorder des droits renforcés), cet avantage semble particulièrement inéquitable."

[219] La partie VI du présent rapport, intitulée "Réexamen intérimaire", fait partie des constatations du rapport final du Groupe spécial, conformément à l'article 15:3 du Mémorandum d'accord.

Par ailleurs, les Communautés européennes ont demandé au Groupe spécial de compléter ses constatations en examinant la question de savoir si la situation est compatible avec l'obligation qu'ont les parties de protéger la confidentialité du rapport intérimaire et si elle est compatible avec le principe voulant que les tierces parties soient traitées de la même manière.

6.3 Au sujet de cette demande, l'Inde a observé que le fait que le Paraguay et elle avaient le même conseil juridique ne signifiait pas que le Paraguay avait automatiquement accès à tous les documents envoyés par le Groupe spécial à l'Inde. Elle a fait valoir qu'en fait, le CCLO n'avait pas donné le rapport intérimaire au Paraguay et ne le ferait pas. L'Inde était d'avis qu'il était totalement injustifié de l'accuser de violer les règles de confidentialité du Mémorandum d'accord simplement parce qu'elle avait le même conseil juridique qu'une tierce partie. Selon l'Inde, le CCLO avait adopté un règlement strict qui obligeait son personnel à respecter "la nature privilégiée et confidentielle des rapports avec un Membre dans une affaire spécifique" et de "faire preuve de la plus extrême discrétion en ce qui concerne toutes les questions d'ordre officiel". L'Inde a donc indiqué qu'elle avait l'assurance que l'obligation de confidentialité qui résultait pour elle du Mémorandum d'accord serait respectée par le personnel du CCLO. L'Inde a soutenu que le Groupe spécial devrait rejeter l'allégation des CE selon laquelle elle avait manqué à son obligation de confidentialité simplement en engageant le même conseil juridique que le Paraguay.

6.4 Par ailleurs, l'Inde a soutenu que le Groupe spécial devrait rejeter l'allégation des CE selon laquelle le Paraguay avait sur les autres tierces parties un avantage "inéquitable" sur le plan de la procédure simplement parce que son conseil juridique avait accès au rapport intérimaire contrairement aux conseils juridiques des autres tierces parties. L'Inde a fait valoir qu'il n'y avait dans le droit de l'OMC aucune disposition sur laquelle le Groupe spécial pouvait faire fond pour décider que des considérations d'"équité" du type de celles qui étaient invoquées par les Communautés européennes limitaient le droit de l'Inde de choisir ses conseils juridiques. De même, l'Inde a soutenu qu'elle ne voyait pas quel avantage sur le plan de la procédure le Paraguay pourrait éventuellement tirer du fait que son conseil juridique avait accès au rapport intérimaire étant donné que ni lui ni aucune autre tierce partie n'étaient habilités à présenter des observations concernant ce rapport intérimaire.

6.5 Le Groupe spécial a examiné les arguments des deux parties sur cette question et a précisé la façon dont il comprenait la position des Communautés européennes sur cette question, ainsi qu'il lui avait été demandé. En conséquence, il procède aux remaniements nécessaires de son analyse exposée aux paragraphes 7.14 à 7.17 et incorpore une note de bas de page à ce sujet dans le paragraphe 7.18.

6.6 Par ailleurs, les Communautés européennes ont demandé au Groupe spécial de modifier le libellé de son paragraphe 7.12 qui pouvait laisser entendre que les Communautés européennes n'avaient pas agi de bonne foi. Le Groupe spécial a accepté la proposition et remanié le libellé de ce paragraphe en conséquence.

2. Paragraphe 3 c)

6.7 Les Communautés européennes ont demandé au Groupe spécial de remplacer les paragraphes 7.71 à 7.73 du rapport intérimaire par le texte ci-après, qui résume les arguments des CE sur cette question:

> "Les Communautés européennes font valoir que le paragraphe 3 c) étaye sur le plan contextuel leur interprétation de l'expression "sans … discrimination" figurant dans la note de bas de page 3. Si les pays donneurs ne pouvaient pas opérer de différenciation entre les pays en développement, ils ne pourraient pas atteindre l'objectif énoncé dans cette disposition. La position de l'Inde selon laquelle le paragraphe 3 c) permet uniquement de prendre en compte les besoins de tous les pays en développement "en général" et non les intérêts de "chacun" d'eux, n'est pas étayée

par le texte[220] et enlèverait toute pertinence au paragraphe 3 c).[221] L'omission des termes "chacun" ou "particulier" n'est pas déterminante.[222] La Clause d'habilitation n'est pas cohérente dans l'utilisation de ces termes.[223] L'Inde passe sous silence le fait que le paragraphe 3 c) s'applique également aux préférences en faveur des pays les moins avancés envisagées au paragraphe 2 d).[224] Il est évident que ces préférences doivent répondre aux besoins spécifiques des PMA et non à ceux de tous les pays en développement. En outre, l'interprétation de l'Inde se traduirait par le fait que tout SGP devrait être administré sur la "base du plus petit dénominateur commun".[225]

Les Communautés européennes notent que le paragraphe 3 c) est rédigé en termes si généraux que l'on pourrait faire valoir qu'il s'agit d'une disposition téléologique.[226] Dans la mesure où il impose une obligation contraignante, il devrait être interprété d'une manière qui soit à la fois viable et compatible avec les prescriptions selon lesquelles les préférences doivent être "généralisées" et "sans … discrimination".[227] Les pays développés ne peuvent pas prendre en compte chacune des moindres différences existant entre les pays en développement mais cela ne signifie pas qu'il faudrait les empêcher de viser l'objectif énoncé au paragraphe 3 c) en appliquant des critères de "gradation" horizontaux et/ou en établissant des sous-catégories de pays en développement tenant compte des différences les plus importantes existant entre eux sur la base d'un ensemble de critères objectifs et non discriminatoires.[228] Le simple fait que deux pays obtiennent des résultats différents en ce qui concerne un indicateur donné ne signifie pas qu'ils ont des "besoins du développement" différents aux fins du paragraphe 3 c).[229] En outre, les préférences commerciales ne sont pas toujours la réponse la plus adéquate aux différents besoins du développement.[230]

Les Communautés européennes font valoir que les pays développés sont libres de décider d'appliquer ou non un SGP. Dès lors, ils sont également libres de décider d'accorder ou non des préférences pour certains produits, ainsi que de choisir l'importance des réductions tarifaires. Le paragraphe 3 c) ne peut modifier ces prémisses fondamentales. L'approche "tout ou rien" de l'Inde n'a pas de fondement dans la Clause d'habilitation, dissuaderait considérablement les pays donneurs et va de toute évidence à l'encontre de l'intérêt des pays en développement.[231]

---

[220] (note de bas de page de l'original) Réponse des CE à la question n° 8 posée par le Groupe spécial à l'Inde, paragraphe 102.

[221] (note de bas de page de l'original) Réponse des CE à la question n° 8 posée par le Groupe spécial à l'Inde, paragraphe 108.

[222] (note de bas de page de l'original) *Ibid*., paragraphes 103 à 106.

[223] (note de bas de page de l'original) *Ibid*., paragraphe 105.

[224] (note de bas de page de l'original) *Ibid*., paragraphe 107.

[225] (note de bas de page de l'original) *Ibid*., paragraphe 111.

[226] (note de bas de page de l'original) Réponse des CE à la question n° 17 posée par le Groupe spécial aux deux parties, paragraphe 57.

[227] (note de bas de page de l'original) *Ibid*., paragraphe 62.

[228] (note de bas de page de l'original) *Ibid*., paragraphe 63.

[229] (note de bas de page de l'original) Réponse des CE à la question n° 12 posée par le Groupe spécial aux deux parties, paragraphe 46.

[230] (note de bas de page de l'original) Réponse des CE à la question n° 12 posée par le Groupe spécial aux deux parties, paragraphe 48. Réponse des CE à la question n° 18 que le Groupe spécial leur a posée, paragraphes 165 à 168.

[231] (note de bas de page de l'original) Réponse des CE à la question n° 8 posée par le Groupe spécial à l'Inde, paragraphe 111.

> En ce qui concerne le statut des Conclusions concertées, les Communautés européennes font valoir que la note de bas de page 3 fait uniquement référence au régime SGP décrit dans la Décision de 1971 et non aux Conclusions concertées ou à d'autres textes de la CNUCED. Les Conclusions concertées ne constituent pas le contexte de la Décision de 1971 car elles ne sont pas contraignantes, tous les membres du GATT n'ont pas participé à leur élaboration, et elles n'ont pas été élaborées à l'occasion de l'adoption de la Décision de 1971. *A fortiori*, elles ne constituent pas le contexte de la Clause d'habilitation. Les Communautés européennes estiment que les Conclusions concertées et les autres textes de la CNUCED sont des travaux préparatoires de la Décision de 1971 et, en tant que tels, un simple moyen complémentaire d'interprétation.[232] Quoi qu'il en soit, les Communautés européennes sont d'avis que les Conclusions concertées et les autres textes de la CNUCED cités par l'Inde n'étayent pas la position de cette dernière.[233]"

6.8 L'Inde a observé que, puisque les Communautés européennes n'avaient pas expliqué pourquoi elles estimaient que le résumé du Groupe spécial était incomplet ou incorrect, on ne pouvait pas raisonnablement escompter que le Groupe spécial corrige des inexactitudes qu'il n'avait pas identifiées. L'Inde estimait que l'objectif de ces résumés était de définir la question analysée par le Groupe spécial et non de fournir au lecteur une version abrégée de la totalité des arguments présentés par les parties au différend. En conséquence, le simple fait que les résumés élaborés par le Groupe spécial ne contenaient pas tous les arguments présentés par les parties ne les rendait pas incomplets. C'est pourquoi l'Inde a demandé au Groupe spécial de rejeter la demande des CE.

6.9 Le Groupe spécial estime que les résumés des arguments des parties sous la rubrique "Paragraphe 3 c)" visent à exposer la façon dont chaque partie interprète ou comprend le paragraphe 3 c), ainsi que ses vues sur le rôle des Conclusions concertées pour l'interprétation de la Clause d'habilitation, y compris le paragraphe 3 c). Le Groupe spécial doit présenter les positions fondamentales que les deux parties ont exposées pendant toute la procédure en ce qui concerne le sens du paragraphe 3 c). Les nouveaux paragraphes que les Communautés européennes ont demandé au Groupe spécial de substituer aux paragraphes 7.71 à 7.73 sont surtout axés sur la réfutation de l'interprétation donnée par l'Inde du paragraphe 3 c) et non sur la propre interprétation donnée par les CE de ce paragraphe. Un autre problème avec le texte proposé est que certaines parties concernent le sens non pas du paragraphe 3 c) mais plutôt d'autres paragraphes de la Clause d'habilitation.[234] Selon le Groupe spécial, cette substitution ne constituerait pas une évaluation équilibrée des arguments présentés par les parties pendant la procédure. D'autre part, le Groupe spécial juge approprié de remanier les paragraphes 7.71 à 7.73 afin de rendre compte d'autres arguments pertinents présentés par les Communautés européennes pendant la procédure, que ces dernières ont demandé au Groupe spécial de faire figurer dans son rapport. Notant que certains des arguments mentionnés dans le texte proposé sont en fait déjà exposés dans les paragraphes 7.71 à 7.73 du rapport intérimaire, le Groupe

---

[232] (note de bas de page de l'original) Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 34 à 37. Réponse des CE à la question n° 44 posée par le Groupe spécial aux deux parties.

[233] (note de bas de page de l'original) Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 38; réponse des CE à la question n° 52 posée par le Groupe spécial aux deux parties, paragraphe 57; observations des CE concernant la réponse de l'Inde à la question n° 16 qui lui a été posée.

[234] Par exemple, la toute dernière phrase du texte proposé disait ce qui suit: "Quoi qu'il en soit, les Communautés européennes sont d'avis que les Conclusions concertées et les autres textes de la CNUCED cités par l'Inde n'étayent pas la position de cette dernière". Les arguments originaux avancés par les CE dans leur deuxième communication écrite et dans leurs réponses aux questions du Groupe spécial concernent l'expression "sans … discrimination" et le paragraphe 2 a), plutôt que le paragraphe 3 c). La première phrase du texte proposé disait ce qui suit: "Les Communautés européennes font valoir que le paragraphe 3 c) étaye sur le plan contextuel leur interprétation de l'expression "sans … discrimination" figurant dans la note de bas de page 3". Là encore, cet argument ne concerne pas le sens du paragraphe 3 c) mais plutôt le sens de l'expression "sans … discrimination".

spécial a procédé à quelques remaniements en incorporant dans ces paragraphes certains éléments du texte proposé. Les remaniements apparaissent maintenant dans les paragraphes 7.72 à 7.76 du présent rapport. Dans le même temps, le Groupe spécial a également remanié le paragraphe 7.68 afin de rendre compte des contre-arguments correspondants présentés par l'Inde au cours de la procédure.

3. Expression "sans … discrimination" figurant dans la note de bas de page 3

6.10 Les Communautés européennes ont demandé au Groupe spécial de remplacer les paragraphes 7.118 à 7.120 du rapport intérimaire par le texte proposé ci-après:

> "Les Communautés européennes font valoir qu'en plus du sens neutre invoqué par l'Inde, l'expression "établir une discrimination" a aussi un sens négatif. Le texte intégral de la définition du dictionnaire citée par l'Inde est la suivante: "to make a distinction in the treatment of different categories of people, or thing, esp. unjustly or prejudicially against the people on grounds of race, colour, sex, social status, etc." (faire une distinction dans le traitement de différentes catégories de personnes, ou de choses, en particulier de manière injuste ou préjudiciable à l'encontre de personnes pour des raisons de race, de couleur, de sexe, de statut social, etc.).[235] Faisant référence à un grand nombre de définitions d'auteurs et de décisions judiciaires de tribunaux internationaux, les Communautés européennes soutiennent que, dans un contexte juridique, l'expression "sans … discrimination" n'est pas synonyme de traitement formellement égal. Par contre, il y a discrimination si des situations égales sont traitées de manière inégale ou si des situations inégales sont traitées de manière égale.[236]
>
> Pour les Communautés européennes, le terme discrimination n'a pas un sens uniforme dans l'ensemble de l'Accord sur l'OMC. Elles notent la déclaration faite par le Groupe spécial *Canada – Brevets pour les produits pharmaceutiques*, selon laquelle le terme "discrimination" peut avoir des sens différents dans des contextes divers de l'Accord sur l'OMC. Par exemple, le terme discrimination a, à l'article III du GATT de 1994, un sens différent de celui qu'il a dans le texte introductif de l'article XX du GATT de 1994.[237]
>
> Les Communautés européennes soutiennent que l'expression "sans … discrimination" doit être interprétée dans le contexte spécifique de la Clause d'habilitation (et en particulier des paragraphes 2 a) et 3 c) et du terme "généralisé" figurant dans la note de bas de page 3)[238] et à la lumière de son objet et de son but. L'article I:1 du GATT traite de l'octroi de conditions de concurrence égales pour les importations de produits similaires originaires de tous les Membres. En revanche, la Clause d'habilitation, comme les dispositions relatives au traitement spécial et différencié, cherche à créer des conditions de concurrence inégales afin de répondre aux besoins spéciaux des pays en développement. Compte tenu de cet objectif, opérer une différenciation entre les pays en développement en fonction de leurs besoins en matière de développement

---

[235] (note de bas de page de l'original) Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 66.

[236] (note de bas de page de l'original) Réponse des Communautés européennes à la question n° 9 posée par le Groupe spécial aux deux parties, paragraphes 31 et 32.

[237] (note de bas de page de l'original) Réponse des Communautés européennes à la question n° 10 posée par le Groupe spécial aux deux parties, paragraphes 38 à 40.

[238] (note de bas de page de l'original) Réponse des CE à la question n° 9 posée par le Groupe spécial aux deux parties, paragraphe 27.

> n'est pas plus discriminatoire qu'opérer une différenciation entre les pays développés et les pays en développement.[239]
>
> En conséquence, les CE estiment que, pour établir si le régime concernant les drogues est "sans … discrimination" au sens de la note de bas de page 3, le Groupe spécial devrait examiner les deux questions suivantes: premièrement, le Groupe spécial devrait établir si le régime concernant les drogues vise ou non un objectif compatible avec l'objet et le but de la Clause d'habilitation, et plus précisément avec l'objectif énoncé au paragraphe 3 c); deuxièmement, s'il l'est, le Groupe spécial devrait établir si les préférences concernant les drogues constituent un moyen raisonnable d'atteindre cet objectif[240], c'est-à-dire si elles sont à la fois à même d'atteindre ledit objectif et proportionnées.[241]
>
> Les Communautés européennes font valoir que les textes de la CNUCED sur lesquels l'Inde fait fond ne constituent pas un contexte et, de toute façon, n'étayent pas la position de l'Inde. Ils traitent de la question liminaire de savoir si tous les pays en développement devraient être considérés comme bénéficiaires du SGP, et non de la question, venant après, de savoir si tous les pays considérés comme bénéficiaires devraient se voir accorder des préférences identiques. Le terme "généralisé" répond à la première de ces questions, tandis que l'expression "sans … discrimination" répond à la seconde. L'Inde confond les deux questions et rend l'expression "sans … discrimination" redondante."[242]

6.11 L'Inde a demandé au Groupe spécial de rejeter la demande des Communautés européennes pour la raison déjà exposée au paragraphe 6.8, à savoir que i) les Communautés européennes n'avaient pas expliqué pourquoi elles estimaient que ces paragraphes étaient incomplets ou inexacts, et ii) l'objectif de ces résumés n'était pas, selon l'Inde, d'exposer la totalité des arguments présentés par les parties mais de définir les questions que le Groupe spécial devait analyser. L'Inde a soutenu que le simple fait que les résumés élaborés par le Groupe spécial ne contenaient pas tous les arguments présentés par les parties ne les rendaient pas incomplets.

6.12 Le Groupe spécial estime que plusieurs des arguments figurant dans le texte proposé par les CE sont déjà exposés dans les paragraphes 7.118 à 7.120 du rapport intérimaire. Selon lui, rien n'oblige un groupe spécial à utiliser les termes qu'une partie préfère pour résumer ses arguments à moins que le résumé du groupe spécial ne soit inexact ou incomplet quant au sens de ces arguments tels qu'ils ont été initialement présentés au cours de la procédure. Les Communautés européennes n'ont pas indiqué si les paragraphes cités contenaient des inexactitudes ou étaient incomplets, ni où ces inexactitudes ou ce caractère incomplet apparaissaient dans ces paragraphes. Bien que l'évaluation du "caractère complet" des résumés des arguments des parties dépende de la pertinence des divers arguments pour l'analyse par le Groupe spécial d'une question pertinente, le Groupe spécial pourrait, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, exposer un nombre d'arguments plus grand que celui qu'une partie aimerait qu'il incorpore, pour autant que le rapport expose également les contre-arguments correspondants présentés par l'autre partie au cours de la procédure, afin de

---

[239] (note de bas de page de l'original) Réponse des CE à la question n° 10 posée par le Groupe spécial aux deux parties, et réponse des CE à la question n° 15 que le Groupe spécial leur a posée.

[240] (note de bas de page de l'original) Réponse des CE à la question n° 9 posée par le Groupe spécial aux deux parties, paragraphe 32.

[241] (note de bas de page de l'original) Réponse des CE à la question n° 32 posée par le Groupe spécial aux deux parties, paragraphe 5.

[242] (note de bas de page de l'original) Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 38. Réponse des CE à la question n° 52 posée par le Groupe spécial aux deux parties, paragraphe 57. Observations des CE concernant la réponse de l'Inde à la question n° 16 qui lui a été posée.

permettre une évaluation objective. Compte tenu de cela, le Groupe spécial a remanié les paragraphes 7.118 à 7.120 de son rapport intérimaire en y incorporant certains éléments du texte proposé, remaniements qui apparaissent dans les paragraphes 7.122 à 7.125 du rapport. En conséquence, le Groupe spécial a aussi remanié le paragraphe 7.117 du rapport intérimaire afin de rendre compte des contre-arguments correspondants que l'Inde avait présentés au cours de la procédure, remaniements qui apparaissent dans les paragraphes 7.120 et 7.121 du rapport.

4. Paragraphe 2 a)

6.13 Les Communautés européennes ont demandé que le Groupe spécial remplace les paragraphes 7.160 et 7.161 par le texte suivant:

> "Les Communautés européennes, en revanche, font valoir que l'interprétation de l'Inde selon laquelle l'expression "pays en voie de développement" figurant au paragraphe 2 a) désigne "tous les pays en voie de développement" rendrait redondantes les expressions "généralisé" et "sans … discrimination" figurant dans la note de bas de page 3. Par ailleurs, selon les Communautés européennes, l'interprétation de l'Inde signifierait qu'on ne pourrait pas atteindre l'objectif énoncé au paragraphe 3 c), à savoir répondre de manière positive au besoin du développement, des finances et du commerce des pays en développement."[243]

6.14 Pour la raison déjà mentionnée, au lieu de remplacer tout le paragraphe par le texte proposé par les CE, le Groupe spécial a remanié le paragraphe 7.160 de son rapport intérimaire, remaniement qui apparaît au paragraphe 7.165 de son rapport.

5. Opinion dissidente

6.15 L'Inde a demandé au membre du Groupe spécial ayant exprimé une opinion dissidente de supprimer les parties de son opinion dissidente qui reposaient sur l'hypothèse que l'Inde avait abandonné ses allégations concernant le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation, hypothèse que l'Inde jugeait incorrecte. Citant le paragraphe 9.20 du rapport intérimaire, qui dit qu'"[e]n faisant valoir que la Clause d'habilitation est un moyen de défense affirmatif, l'Inde doit admettre qu'il ne s'agit pas d'une allégation et que sa référence à la Clause d'habilitation est un argument répondant à un moyen de défense anticipé", l'Inde a fait valoir que cette affirmation ne faisait pas la distinction entre les arguments juridiques de fond et les arguments procéduraux qu'elle avait présentés concernant l'attribution de la charge de la preuve. Selon l'Inde, le fait pour une partie plaignante d'avancer l'argument procédural selon lequel le devoir d'invoquer une disposition et la charge de la preuve incombent au défendeur n'équivalait pas à un retrait de son allégation de fond concernant cette disposition. En d'autres termes, l'argument de l'Inde selon lequel le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation fournissait aux Communautés européennes un moyen de défense affirmatif n'impliquait pas qu'elle demandait au Groupe spécial de ne pas se prononcer sur cette disposition au cas où un tel argument ne serait pas accepté.

6.16 L'Inde a fait valoir qu'en fait, elle avait clairement allégué que le régime concernant les drogues ne satisfaisait pas aux prescriptions énoncées au paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation dans sa demande d'établissement d'un Groupe spécial, et qu'elle avait continué à soutenir cette allégation au cours de la procédure et avait présenté les éléments de preuve nécessaires pour

[243] (note de bas de page de l'original) Réponse des Communautés européennes à la question n° 9 posée par le Groupe spécial aux deux parties; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 16.

l'étayer.[244] L'Inde a aussi fait valoir que le paragraphe 48 de sa deuxième communication écrite disait ce qui suit: "L'allégation formulée par l'Inde au cours de la présente procédure, telle qu'elle apparaît dans sa première communication écrite, est fondée sur l'article I:1 du GATT et non sur le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation. Cette dernière disposition ne constitue donc pas un élément matériel de l'allégation de l'Inde". Interprétée dans son contexte, cette déclaration n'indiquait pas que l'Inde ne souhaitait plus obtenir une décision concernant cette disposition. Cette déclaration avait pour objet de présenter l'argument selon lequel, étant donné que le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation était un moyen de défense affirmatif, il n'appartenait pas à l'Inde mais aux Communautés européennes d'affirmer et de prouver que le régime concernant les drogues était compatible avec cette disposition.

6.17 Par ailleurs, l'Inde a fait valoir que, dans toutes les affaires antérieures dans lesquelles ils avaient rejeté l'argument des plaignants selon lequel une disposition particulière constituait un moyen de défense, les groupes spéciaux avaient néanmoins examiné la plainte à la lumière de cette disposition particulière. Le refus de procéder à cet examen aboutirait à une situation dans laquelle le plaignant devrait soumettre à nouveau son affaire à un nouveau groupe spécial, ce qui irait à l'encontre de l'objectif concernant le règlement rapide des différends qui est énoncé à l'article 3:3 du Mémorandum d'accord. L'Inde était également d'avis que si l'on ne demandait pas aux parties de clarifier la portée de l'allégation de l'Inde au cours de la procédure, l'approche juridique suivie n'était pas compatible avec le principe fondamental de la régularité de la procédure.

6.18 Les Communautés européennes ont observé que, même si la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde mentionnait certaines dispositions de la Clause d'habilitation en termes plutôt ambigus, l'Inde avait choisi de ne pas soutenir d'allégation au titre de la Clause d'habilitation dans sa première communication écrite. Au lieu de cela, l'Inde s'était limitée à répondre au "moyen de défense affirmatif" dont elle avait anticipé l'invocation par les Communautés européennes au titre de la Clause d'habilitation. Par la suite, l'Inde a précisé plusieurs fois en termes clairs qu'elle ne formulait aucune allégation au titre de la Clause d'habilitation. Les Communautés européennes ont cité la réponse de l'Inde à la question n° 5 posée par le Groupe spécial aux deux parties, le paragraphe 48 de la deuxième communication de l'Inde et la deuxième déclaration orale de l'Inde pour démontrer ce fait. Elles ont fait valoir que l'Inde ne pouvait pas profiter du réexamen intérimaire pour corriger les conséquences de son propre acte antérieur. Selon les Communautés européennes, il n'y avait pas de raison pour que le membre du Groupe spécial ayant exprimé une opinion dissidente modifie celle-ci.

6.19 Le membre du Groupe spécial ayant exprimé une opinion dissidente estime que la théorie et l'allégation de l'Inde sont décrites avec exactitude comme suit au paragraphe 4.169 du présent rapport: "Dans le présent différend, l'allégation de l'Inde formulée dans sa première communication écrite est fondée sur l'article I:1 du GATT de 1994 et non sur le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation. Cette dernière disposition ne constitue donc pas un élément matériel de l'allégation de l'Inde. Pour faire échec à l'allégation de l'Inde, les Communautés européennes *peuvent* affirmer, ce qu'elles ont choisi de faire, que les préférences tarifaires accordées dans le cadre du régime concernant les drogues sont justifiées au titre de la Clause d'habilitation. C'est donc aux Communautés européennes qu'il

[244] L'Inde a cité les paragraphes 24 à 26 de la déclaration orale qu'elle avait faite à la deuxième réunion du Groupe spécial pour montrer qu'elle avait présenté une allégation et fourni des éléments de preuve au titre de la Clause d'habilitation au cours de la procédure: "La question de l'attribution de la charge de la preuve a été rendue inutilement complexe dans la présente affaire. … Comme il est indiqué dans la deuxième communication écrite de l'Inde, les éléments factuels ci-après ne sont pas contestés … Selon l'Inde, il s'agit des seuls faits matériels qui doivent être établis pour confirmer une constatation selon laquelle le régime concernant les drogues est incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994 et n'est pas justifié au titre de la Clause d'habilitation. Par conséquent, il n'est même pas nécessaire que le Groupe spécial creuse la question de l'attribution de la charge de la preuve".

incombe de prouver par un moyen de défense affirmatif que cette clause est bien applicable au régime concernant les drogues." Cette théorie a été réaffirmée par l'Inde, par exemple dans le résumé analytique de sa première communication écrite[245] et dans sa deuxième communication écrite.[246] Elle coïncidait avec l'argument de l'Inde selon lequel la charge de la preuve incombait aux Communautés européennes.[247] Les déclarations écrites et orales présentées par l'Inde au Groupe spécial et aux participants au cours de la procédure clarifiaient volontairement le sens du libellé du mandat et restreignaient l'allégation que le Groupe spécial devait examiner[248] et contre laquelle les Communautés européennes devaient se défendre.

6.20 Selon le membre du Groupe spécial ayant exprimé une opinion dissidente, la charge de la preuve est une question juridique distincte. L'Inde a logiquement fait valoir que les Communautés européennes ne pouvaient pas élaborer un moyen de défense efficace au titre de la Clause d'habilitation et que la charge de la preuve leur incombait. Le moyen de défense et la charge de la preuve sont liés à l'allégation sur le plan procédural, mais ni l'un ni l'autre ne peuvent déterminer l'allégation.

6.21 S'agissant de la remarque formulée par l'Inde au paragraphe 9 de ses observations, selon laquelle un argument procédural avancé par un plaignant au sujet du devoir du défendeur d'invoquer une disposition (par exemple la Clause d'habilitation) et de la charge de la preuve ne supprime pas une allégation de fond concernant cette disposition, le membre du Groupe spécial ayant exprimé une opinion dissidente est d'avis que l'Inde semble faire valoir que la Clause d'habilitation constitue à la fois son allégation et le moyen de défense des Communautés européennes. Toutefois, selon ce que ce membre croit comprendre, tel n'était pas l'argument qu'elle avait présenté au présent Groupe spécial, comme cela est expliqué ci-dessus, et telle n'était pas la situation qui existait dans l'affaire *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, dans laquelle l'Inde avait formulé une allégation au titre de l'article 6 de l'Accord sur les textiles et les vêtements.

6.22 Compte tenu de toutes ces raisons, le membre du Groupe spécial ayant exprimé une opinion dissidente ne voit aucune raison d'apporter la moindre modification à son opinion dissidente. Le Groupe spécial, toutefois, a incorporé dans le paragraphe 7.54 une note de bas de page sur un point connexe.

VII. CONSTATATIONS

A. QUESTIONS PROCÉDURALES

7.1 Dans la présente affaire, deux questions procédurales ont été soulevées. La première a trait à une demande présentée par certaines tierces parties en vue d'obtenir des droits renforcés de participation à la procédure du Groupe spécial. Le Groupe spécial a rendu sa décision sur cette question le 17 avril 2003 et a accordé des droits de tierce partie renforcés à toutes les tierces parties au présent différend. La décision est reproduite à l'Annexe A du présent rapport.

---

[245] Le paragraphe 20 affirme catégoriquement que la Clause d'habilitation "constitue un moyen de défense affirmatif que les CE pourraient invoquer pour justifier une incompatibilité avec l'article I:1 du GATT". Au paragraphe 21, l'Inde a expliqué qu'aux "fins de l'efficacité de la procédure", elle exposait ses vues sur cette question.

[246] Le paragraphe 7 mentionne "l'allégation de l'Inde au titre de l'article I du GATT ... [et] ... le moyen de défense des CE au titre du paragraphe 2 a) [de] la Clause d'habilitation".

[247] Voir, *par exemple*, le paragraphe 25 de la deuxième déclaration orale de l'Inde (8 juillet 2003) pour un exposé de la théorie de l'Inde concernant l'allégation et la charge de la preuve.

[248] Dans un contexte différent, l'Organe d'appel a mis les groupes spéciaux en garde contre l'introduction dans un Accord de l'OMC de notions qui n'y figuraient simplement pas. Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Brevets (États-Unis)*. En l'espèce, l'argument formulé par l'Inde dans ses observations n'avait pas été présenté pendant la procédure du Groupe spécial.

7.2 Quant à la deuxième question procédurale, il s'agit d'une question soulevée par les Communautés européennes concernant la représentation conjointe de l'Inde et du Paraguay par le CCLO. Le Groupe spécial va maintenant examiner cette question.

1. Représentation conjointe de l'Inde et du Paraguay

a) Introduction

7.3 Le Groupe spécial rappelle que le 14 mai 2003, à la première réunion de fond avec les parties, les Communautés européennes ont soulevé certaines questions procédurales concernant la représentation conjointe de l'Inde et du Paraguay par le CCLO. Spécifiquement, elles ont soulevé les questions suivantes: i) conflit d'intérêts potentiel; ii) incompatibilité avec les règles en matière de confidentialité du Mémorandum d'accord; et iii) gommage de la distinction entre les parties principales et les tierces parties. Elles ont demandé au Groupe spécial de préciser si, en principe, le même conseil juridique pouvait représenter simultanément une partie plaignante et une tierce partie et, dans l'affirmative, à quelles conditions. Les Communautés européennes ont également demandé que, si le Groupe spécial considérait qu'en principe le même conseil pouvait représenter simultanément une partie et une tierce partie à certaines conditions, il examine alors si les conditions pour cette représentation simultanée étaient remplies en l'espèce.

7.4 Le Groupe spécial rappelle en outre qu'à cette même date, en réponse à la demande présentée par les Communautés européennes au Groupe spécial, l'Inde et le Paraguay ont communiqué une déclaration conjointe indiquant que: i) l'Inde et le Paraguay étaient tous deux parfaitement au courant que l'autre était représenté par le CCLO; ii) l'Inde comme le Paraguay estimaient qu'en les représentant tous les deux, le CCLO ne portait pas atteinte à leur intérêt respectif à bénéficier d'une représentation juridique effective; iii) l'Inde et le Paraguay consentaient à être représentés simultanément par le CCLO dans le présent différend; iv) la question de l'échange de renseignements entre les parties et les tierces parties ne se posait pas en l'espèce car des droits renforcés étaient accordés aux tierces parties; et v) la demande des Communautés européennes visant à ce que le Groupe spécial se prononce sur une question d'éthique juridique n'avait aucun fondement juridique. À la suite de la déclaration conjointe susmentionnée, l'Inde et le Paraguay ont envoyé au Groupe spécial des lettres, toutes deux datées du 28 mai 2003, réitérant leurs positions sur cette question.

7.5 Lors de son examen de cet ensemble de questions procédurales, le Groupe spécial note premièrement que l'OMC n'a pas elle-même élaboré de règles régissant le comportement éthique des conseils juridiques représentant des Membres de l'OMC dans des différends particuliers. En conséquence, le Groupe spécial estime qu'il n'y a pas de dispositions ou directives juridiques directement applicables auxquelles il peut se référer pour trancher une quelconque question soulevée au sujet de la représentation conjointe d'une partie et d'une tierce partie.

7.6 Deuxièmement, le Groupe spécial n'a connaissance d'aucune affaire précédemment soumise au GATT ou à l'OMC dans laquelle un groupe spécial ou l'Organe d'appel a examiné le type de question relative à un conflit d'intérêts que les Communautés européennes soulèvent en l'espèce.

7.7 Troisièmement, bien que dans deux procédures antérieures de l'Organe d'appel[249], les questions de la confidentialité et des mesures nécessaires pour la préserver aient été examinées, le Groupe spécial estime que le contexte factuel et les décisions établis dans ces affaires antérieures ne sont pas pertinentes pour les questions soulevées par les Communautés européennes dans la présente procédure.

[249] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphe 145; rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphes 74 à 78.

7.8 Le Groupe spécial estime néanmoins que, compte tenu de son mandat et de la prescription énoncée à l'article 11 du Mémorandum d'accord qui lui impose de "procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi ...", ainsi que de la prescription, au titre de l'article 12 du Mémorandum d'accord, qui lui impose de déterminer et d'appliquer ses procédures de travail, il a intrinsèquement le pouvoir – et, en fait, le devoir – de conduire la procédure d'une manière qui en garantit la régularité à toutes les parties impliquées et de préserver l'intégrité du système de règlement des différends. En ce qui concerne spécifiquement les questions soulevées dans la présente affaire, il incombe au Groupe spécial de préciser si la représentation conjointe de l'Inde et du Paraguay par le CCLO pose des problèmes éthiques du type de ceux qui ont été soulevés par les Communautés européennes. En même temps, et bien que les Communautés européennes lui demandent de se prononcer sur le point de savoir si, en principe, le même conseil juridique peut représenter simultanément une partie et une tierce partie et, dans l'affirmative, à quelles conditions, le Groupe spécial estime qu'il ne peut pas se prononcer sur ces questions dans l'abstrait, mais uniquement par rapport à l'affaire spécifique dont il est saisi.

b) Conflit d'intérêts

7.9 D'une manière générale, le Groupe spécial estime qu'il incombe au conseil juridique de faire en sorte de ne pas se placer dans une situation de conflit d'intérêts effectif ou potentiel lorsqu'il accepte de représenter, et par la suite représente, un ou plusieurs Membres de l'OMC dans un différend relevant du Mémorandum d'accord. À cet égard, le Groupe spécial note que les barreaux de nombreuses juridictions ont élaboré des règles déontologiques traitant explicitement des conflits d'intérêts liés à la représentation conjointe.[250]

7.10 Toutes ces règles déontologiques énoncent un principe commun, à savoir qu'un conseil ne doit pas accepter ou continuer de représenter plus d'un client dans une affaire dans laquelle les intérêts des clients sont effectivement ou potentiellement en conflit. Ce principe repose sur l'idée fondamentale qu'un client doit avoir pleinement confiance dans l'objectivité et l'indépendance de l'avis professionnel que lui donne le conseil. Un deuxième élément commun à ces règles déontologiques, toutefois, est la possibilité pour les clients, lorsque leur conseil est confronté à un conflit d'intérêts effectif ou potentiel du fait de leur représentation conjointe, de consentir à cette représentation conjointe, mais uniquement après que le Conseil leur a exposé toute la situation. En d'autres termes, une fois le conflit d'intérêts effectif ou potentiel exposé, les clients peuvent en faire abstraction. Néanmoins, un troisième élément commun veut que le conseil mette malgré tout fin à cette représentation conjointe lorsqu'il prend conscience que les intérêts des deux clients (ou plus) sont directement opposés.

7.11 Le Groupe spécial estime que les éléments susmentionnés communs aux règles déontologiques appliquées dans de nombreuses juridictions sont également appropriés pour traiter les questions de conflit d'intérêts lié à la représentation dans le cadre du règlement des différends à l'OMC.

7.12 Le Groupe spécial partage l'avis de l'Inde et du Paraguay selon lequel les parties risquant le plus d'être préoccupées par un quelconque conflit d'intérêts potentiel ou effectif sont celles qui acceptent une représentation conjointe, en l'espèce l'Inde et le Paraguay. Il semblerait que les autres

[250] *Voir*, par exemple, American Bar Association, Model Rules of Professional Conduct, Rule 1.7; State Bar of California, Rules of Conduct, Rule 3-310; New York State Bar Association, Lawyer's Code of Professional Responsibility, DR 5-105; Association du Barreau canadien, Code de déontologie professionnelle, chapitre V; Barreau du Haut-Canada, Code de déontologie, règle 2.04; Conseil des barreaux de l'Union européenne, Code de déontologie des avocats de l'Union européenne, règle 3.2; Barreau de Paris, Règles professionnelles, article 155; Bar of England and Wales, Code of Conduct, Rules 603 et 608.

parties au différend aient beaucoup moins de raisons de se préoccuper de cette représentation conjointe car il y a peu de risques qu'elles soient lésées par une quelconque représentation conjointe de l'Inde ou du Paraguay. Le Groupe spécial n'exclut pas que, dans une affaire différente, des préoccupations d'une nature plus systémique puissent exister, qui pourraient être soulevées par des parties autres que celles qui acceptent une représentation conjointe, mais il est d'avis que les Communautés européennes n'ont pas démontré l'existence d'une situation particulière soulevant de telles préoccupations en l'espèce. En conséquence, le Groupe spécial n'estime pas être confronté à une question de principe ou à une question ayant des implications systémiques pour le système de règlement des différends de l'OMC.

7.13 Comme il est indiqué dans l'introduction, l'Inde et le Paraguay allèguent qu'ils ont été pleinement informés de leur représentation conjointe par le CCLO et ont donné par écrit leur consentement à cette représentation conjointe. Dans ces circonstances, le Groupe spécial estime que l'Inde et le Paraguay, ainsi que le conseil de cette partie et de cette tierce partie, ont fait tout ce qu'il fallait pour permettre au CCLO de continuer à représenter conjointement l'Inde et le Paraguay.

c) Confidentialité

7.14 S'agissant de la question de la confidentialité entre une partie et son conseil, même si elles notent que le problème est atténué en l'espèce en raison des droits renforcés accordés aux tierces parties, les Communautés européennes soutiennent néanmoins qu'il n'est pas entièrement réglé et demandent au Groupe spécial d'examiner si la représentation conjointe de l'Inde et du Paraguay par le CCLO peut être incompatible avec les règles en matière de confidentialité du Mémorandum d'accord.

7.15 Bien que les Communautés européennes ne précisent pas quelles dispositions du Mémorandum d'accord peuvent être visées, le Groupe spécial estime que la règle la plus pertinente qui pourrait être concernée est l'article 18:2, dont la première phrase dispose que "[l]es communications écrites présentées au groupe spécial ou à l'Organe d'appel seront traitées comme confidentielles, mais elles seront tenues à la disposition des parties au différend". Une règle connexe est l'article 14:1 du Mémorandum d'accord, qui dispose que "[l]es délibérations des groupes spéciaux seront confidentielles". L'article 10 du Mémorandum d'accord et le paragraphe 12 des procédures de travail, qui figurent à l'Appendice 3 du Mémorandum d'accord et décrivent les étapes des travaux du groupe spécial, pourraient aussi être concernés vu que les tierces parties sont autorisées à participer de manière limitée par rapport aux parties à diverses phases de la procédure de groupe spécial. En particulier, les tierces parties ne sont habilitées à participer au processus de réexamen intérimaire ni au titre de l'article 10 ni au titre des procédures de travail. Selon le Groupe spécial, l'article 18:2 du Mémorandum d'accord serait la règle la plus typique et la plus pertinente, dans les cas où les tierces parties reçoivent seulement les premières communications adressées par les parties au Groupe spécial et participent seulement à une unique réunion spéciale pour les tierces parties.

7.16 D'une manière générale, le Groupe spécial estime que les Membres participant au processus de règlement des différends ont l'obligation de garantir la confidentialité, comme l'exigent l'article 18:2, l'article 14:1[251] et les procédures de travail, quelle que soit la personne qui leur sert de conseil juridique. Il va sans dire que cette obligation des Membres participant au processus de règlement des différends doit être respectée par l'ensemble de leurs représentants, y compris le conseil juridique. En outre, une discipline professionnelle générale veut qu'il incombe au conseil de préserver la confidentialité de toutes les communications qu'il échange avec la partie (ou la tierce partie) qu'il représente. À cet égard, le Groupe spécial note à nouveau que les barreaux de nombreuses

[251] On pourrait faire valoir que le rapport intérimaire d'un groupe spécial fait partie de ses "délibérations" avant qu'il ne soit finalisé et remis aux parties.

juridictions ont élaboré des règles déontologiques traitant explicitement de la confidentialité entre les clients et leur conseil juridique.[252]

7.17 En l'espèce, l'Inde fait valoir que la question de la confidentialité ne se pose pas pour le Paraguay et elle du fait des droits renforcés accordés à toutes les tierces parties. Cependant, les Communautés européennes répondent que le problème est atténué mais n'est pas entièrement réglé car il est toujours possible que le Paraguay, tierce partie, ait accès aux documents du Groupe spécial, y compris le rapport intérimaire, en raison du recours au même conseil juridique.[253] Toutefois, le Groupe spécial estime que, compte tenu des droits de tierce partie renforcés en vertu desquels toutes les tierces parties reçoivent toutes les communications adressées par les parties au Groupe spécial et participent à toutes les réunions du Groupe spécial avec les parties, le Paraguay a en fait eu le droit de prendre connaissance de toutes les communications et de tous les documents du Groupe spécial qui ont été distribués avant la fin de la deuxième réunion de fond du Groupe spécial. Après cette deuxième réunion de fond, aucune tierce partie ne s'est vue accorder d'autre droit renforcé de participer au processus et, en particulier, d'influer sur les constatations du Groupe spécial. Le Paraguay n'a obtenu sur le plan de la procédure aucun avantage sur les autres tierces parties au présent différend par le jeu du recours au même conseil juridique que l'Inde. Le Groupe spécial note également que les Communautés européennes n'ont fourni aucun argument ou élément de preuve indiquant qu'en fait, des renseignements confidentiels, y compris le rapport intérimaire du Groupe spécial, ont été divulgués au Paraguay en raison de la représentation conjointe de l'Inde et du Paraguay par le même conseil juridique. Dans ces circonstances, le Groupe spécial constate que la question de la confidentialité ne s'est pas posée en l'espèce.

d) Gommage de la distinction entre parties et tierces parties

7.18 Alors que, dans une affaire plus typique sur le plan procédural, la représentation conjointe d'une partie et d'une tierce partie pourrait éventuellement soulever des questions touchant au gommage de la distinction entre parties et tierces parties, le Groupe spécial considère que, comme les Communautés européennes l'ont admis[254], cette question ne se pose pas en l'espèce en raison des droits de tierce partie renforcés accordés à toutes les tierces parties. Dans ces circonstances, le Groupe spécial ne juge ni nécessaire ni approprié de se prononcer sur la question plus générale du gommage de la distinction qui pourrait se poser dans une affaire différente.

B. ALLÉGATIONS DES PARTIES

7.19 En l'espèce, l'Inde allègue que le régime concernant les drogues des Communautés européennes est incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994 et n'est pas justifié par la Clause d'habilitation. Elle dit que si les Communautés européennes invoquent la Clause d'habilitation, il leur incombe d'établir que le régime concernant les drogues est justifié au titre de cette clause. L'Inde allègue également que les Communautés européennes ne démontrent pas que le régime concernant les drogues est "sans ... discrimination" au sens du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation. Elle allègue par ailleurs que les Communautés européennes n'ont pas démontré que le régime concernant les drogues était justifiable au titre de l'article XX b) du GATT de 1994.

---

[252] Voir, par exemple, American Bar Association, Model Rules of Professional Conduct, Rule 1.6; New York State Bar Association, Lawyer's Code of Professional Responsibility, DR 4-101; Association du Barreau canadien, Code de déontologie professionnelle, chapitre IV; Barreau du Haut-Canada, Code de déontologie, règle 2.03; Conseil des barreaux de l'Union européenne, Code de déontologie des avocats de l'Union européenne, règle 2.3; Bar of England and Wales, Code of Conduct, Rules 603, 608 et 702.

[253] Communication adressée par les Communautés européennes au Groupe spécial le 4 juin 2003.

[254] Les Communautés européennes disent que le problème de la confidentialité des communications et des documents du Groupe spécial est atténué vu que des droits renforcés ont été accordés aux tierces parties. *Voir* la communication adressée par les Communautés européennes au Groupe spécial le 16 mai 2003.

7.20 Les Communautés européennes allèguent que le régime concernant les drogues relève du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation et que celle-ci exclut l'application de l'article I:1 du GATT de 1994. Elles disent qu'il incombe à l'Inde de démontrer que le régime concernant les drogues n'est pas compatible avec le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation. Puisque l'Inde n'a pas allégué de violation de la Clause d'habilitation, les Communautés européennes demandent au Groupe spécial de s'abstenir d'examiner si la mesure est compatible avec cette clause. Si le Groupe spécial constate que l'article I:1 s'applique et que le régime concernant les drogues est incompatible avec cette disposition, les Communautés européennes lui demandent de constater que le régime concernant les drogues est justifié au titre de l'article XX b).

C. LA NATURE DE LA CLAUSE D'HABILITATION ET SA RELATION AVEC L'ARTICLE I:1 DU GATT DE 1994

1. Introduction

7.21 L'Inde souligne que son allégation matérielle est que le régime concernant les drogues constitue une violation de l'article I:1 du GATT de 1994 et non une violation de la Clause d'habilitation. Elle note que les Communautés européennes ont demandé une dérogation pour leur régime concernant les drogues et ne l'ont pas obtenue. Dans ces circonstances, l'Inde dit qu'elle ne savait pas, avant la demande d'établissement d'un groupe spécial, quelle(s) disposition(s) serai(en)t invoquée(s) pour justifier le régime concernant les drogues.[255] Elle soutient que la Clause d'habilitation autorise les Membres de l'OMC à déroger aux obligations énoncées à l'article I:1. Les Communautés européennes peuvent invoquer la Clause d'habilitation pour justifier l'incompatibilité de leur mesure avec l'article I:1 du GATT de 1994. Ainsi, la Clause d'habilitation constitue un moyen de défense affirmatif.[256] Selon l'Inde, il incombe aux Communautés européennes de prouver que leur mesure est justifiée au titre de la Clause d'habilitation. Il suffit que l'Inde établisse *prima facie* l'existence d'une violation de l'article I:1 du GATT de 1994.

7.22 Les Communautés européennes allèguent toutefois que l'article I:1 du GATT de 1994 ne s'applique pas à une mesure visée par la Clause d'habilitation parce que celle-ci exclut l'application de l'article I:1.[257] Les Communautés européennes estiment qu'il incombe à l'Inde d'établir *prima facie* l'existence d'une violation de la Clause d'habilitation. Étant donné que l'Inde limite son allégation à une violation de l'article I:1 du GATT de 1994, les Communautés européennes estiment qu'elle ne s'acquitte pas de cette charge. Elles demandent donc au Groupe spécial de rejeter l'allégation de l'Inde au titre de l'article I:1 et de s'abstenir d'examiner la compatibilité du régime concernant les drogues avec la Clause d'habilitation.[258]

7.23 Afin de déterminer s'il doit procéder à l'examen de la compatibilité du régime concernant les drogues avec l'article I:1 du GATT de 1994 ou avec la Clause d'habilitation, il est nécessaire que le Groupe spécial détermine: i) si l'article I:1 du GATT de 1994 s'applique à une mesure relevant de la Clause d'habilitation; ii) s'il suffit que l'Inde établisse le bien-fondé d'une allégation de violation de l'article I:1 du GATT de 1994; et iii) à quelle partie incombe la charge d'établir l'incompatibilité ou la compatibilité de la mesure des Communautés européennes avec la Clause d'habilitation. Le Groupe spécial estime que les réponses à toutes ces questions dépendent de la relation existant entre l'article I:1 du GATT de 1994 et la Clause d'habilitation, qui elle-même dépend de la définition correcte de la nature de la Clause d'habilitation, à savoir s'il s'agit d'une règle positive imposant des

[255] Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 44.
[256] Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 43.
[257] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 20.
[258] Deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphes 25 et 81.

obligations ou d'une exception à l'article I:1 du GATT de 1994. En conséquence, le Groupe spécial va procéder à l'analyse de la nature de la Clause d'habilitation et de sa relation avec l'article I:1.

2. Arguments des parties

7.24 Le Groupe spécial rappelle la demande d'établissement du présent Groupe spécial présentée par l'Inde, dans laquelle celle-ci demande au Groupe spécial d'examiner, entre autres choses, si le régime concernant les drogues et son application "sont compatibles avec l'article I:1 du GATT de 1994 et les prescriptions énoncées aux paragraphes 2 a), 3 a) et 3 c) de la Clause d'habilitation".[259] Dans sa première communication écrite, l'Inde demande au Groupe spécial de constater que le régime concernant les drogues est incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994 et n'est pas justifié par la Clause d'habilitation.[260] L'Inde fait également valoir que, même si elle ne sait pas très bien quel est le fondement juridique du régime concernant les drogues, il est raisonnable de supposer que les Communautés européennes invoqueront la Clause d'habilitation comme moyen de défense. Aux fins de l'efficacité de la procédure, l'Inde expose ses vues sur la Clause d'habilitation dans sa première communication écrite.[261]

7.25 Dans sa deuxième communication écrite, l'Inde indique que son allégation matérielle est que le régime concernant les drogues viole l'article I:1 et que le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation n'est pas un élément matériel important de son allégation. L'Inde fait valoir que, pour faire échec à son allégation, les Communautés européennes peuvent affirmer, et ont choisi d'affirmer, que le régime concernant les drogues est justifié au titre de la Clause d'habilitation.[262] Ainsi, selon l'Inde, la Clause d'habilitation constitue un moyen de défense affirmatif.[263] L'Inde fait aussi valoir que le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation est un moyen de défense affirmatif car il a des fonctions et des caractéristiques juridiques similaires à celles des autres dispositions du GATT que l'Organe d'appel a qualifiées de moyens de défense affirmatifs.[264] Si la Clause d'habilitation n'est pas un élément essentiel de l'allégation de l'Inde, elle est un élément essentiel de la défense des Communautés européennes.[265] Selon l'Inde, il incombe aux Communautés européennes de prouver que leur mesure est compatible avec la Clause d'habilitation. Il suffit que l'Inde établisse *prima facie* l'existence d'une violation de l'article I:1 du GATT de 1994.

7.26 L'Inde fait valoir que les fonctions juridiques de la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation et de la Clause d'habilitation sont les mêmes. Spécifiquement, selon l'Inde, les deux permettent à un pays développé d'accorder un traitement tarifaire préférentiel aux pays en développement sans l'accorder aux autres pays développés, et la Clause d'habilitation renouvelle (et perpétue) la Décision de 1971, comme il est envisagé au paragraphe b) de ladite décision.[266]

7.27 L'Inde soutient que la Clause d'habilitation est une exception à l'article I:1. Elle se réfère à la définition de ce terme donnée par le Black's Law Dictionary: "exception is something that is excluded from a rule's operation" (une exception est quelque chose qui est exclu de l'application d'une règle) et "statutory exception is a provision in a statute exempting certain persons or conduct from the statute's operation" (une exception légale est une disposition d'une loi exemptant certaines personnes ou certains comportements de l'application de la loi).[267] Citant la décision rendue par l'Organe d'appel

[259] WT/DS246/4.
[260] Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 67.
[261] Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 44.
[262] Deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphe 48.
[263] Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 43.
[264] Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 52; deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphe 52.
[265] Deuxième déclaration orale de l'Inde, paragraphe 25.
[266] Réponse de l'Inde à la question n° 2 posée par le Groupe spécial aux deux parties.
[267] Deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphe 62.

dans l'affaire *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, selon laquelle "[l]es articles XX et XI:2 c) i) constituent des exceptions limitées aux obligations découlant de certaines autres dispositions du GATT de 1994, et non des règles positives imposant des obligations en soi", ainsi que les observations concernant l'article XXIV formulées par l'Organe d'appel dans l'affaire *Turquie - Textiles*, elle conclut que, tout comme les articles XI:2 c) i), XX et XXIV sont des exceptions, la Clause d'habilitation est aussi une exception à certains aspects de l'article I:1 et pourrait être invoquée comme moyen de défense dans le cadre d'une allégation de violation de cet article.[268]

7.28 L'Inde fait aussi valoir que, bien que les Communautés européennes affirment que la Clause d'habilitation confère un droit autonome, elles n'ont pas fourni de définition d'un "droit autonome"; elles affirment simplement en conclusion que la Clause d'habilitation est un droit autonome et non une dérogation aux dispositions de l'article I:1 du GATT de 1994.[269]

7.29 Les Communautés européennes font valoir que la Clause d'habilitation n'est pas une dérogation mais une décision spécifique et qu'elle constitue le principal instrument permettant d'atteindre l'un des objectifs et buts fondamentaux de l'Accord sur l'OMC – le traitement spécial et différencié. Citant l'Organe d'appel qui, dans l'affaire *Brésil – Aéronefs*, a dit que l'article 27 de l'Accord SMC n'était pas un moyen de défense affirmatif, les Communautés européennes concluent que le "traitement spécial et différencié" ne peut pas être qualifié de simple "moyen de défense affirmatif". Elles insistent sur le fait que la Clause d'habilitation et l'article I:1 du GATT existent côte à côte et que le terme "nonobstant" au paragraphe 1 de la Clause d'habilitation exclut totalement l'application de l'article I:1.[270]

7.30 Les Communautés européennes maintiennent que le fait que la Clause d'habilitation n'est pas un "moyen de défense affirmatif" mais un droit autonome a deux conséquences importantes, à savoir premièrement que, pour établir l'existence d'une violation de l'article I:1 du GATT de 1994, l'Inde doit tout d'abord établir que le régime concernant les drogues n'est pas visé par le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation; et deuxièmement que, si le régime concernant les drogues est visé par la Clause d'habilitation, il incombe à l'Inde, en tant que partie plaignante, de prouver que ce régime est incompatible avec le paragraphe 3 c).[271]

3. Analyse faite par le Groupe spécial

a) Nature de la Clause d'habilitation

7.31 Le Groupe spécial reconnaît que la Clause d'habilitation est l'un des principaux instruments du GATT et de l'OMC qui accordent un traitement spécial et plus favorable aux pays en développement. Il ne doute pas que les pays en développement Membres de l'OMC tirent souvent des avantages considérables du fonctionnement des schémas SGP des pays développés Membres. Le Groupe spécial sait parfaitement que l'instauration du SGP a été accueillie très positivement par l'ensemble des parties contractantes au GATT. Compte tenu de tout cela, il estime qu'il est important d'être particulièrement prudent dans l'interprétation de ses dispositions.

7.32 Les parties ne sont pas d'accord sur le point de savoir si la nature de la Clause d'habilitation est d'être une règle positive énonçant des obligations ou d'être une exception. En examinant cette question, le Groupe spécial estime qu'il y a concordance de vues sur le fait qu'une "exception" est une notion relative, par rapport aux principales règles conventionnelles, c'est-à-dire ces règles positives

[268] Deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphes 54 et 55.
[269] Deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphe 38.
[270] Réponses des Communautés européennes aux questions n° 2 et 3 posées par le Groupe spécial aux deux parties. Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 17 et 18.
[271] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 19.

énonçant des obligations. À cet égard, le Groupe spécial note que les parties et les tierces parties s'entendent toutes sur le fait que la Clause d'habilitation fait partie du GATT de 1994 car elle est l'une des "autres décisions des PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947" visées au paragraphe 1 b) iv) du GATT de 1994.[272] Quant aux moyens à employer pour déterminer la nature de la Clause d'habilitation, l'Inde comme les Communautés européennes s'accordent également à penser qu'il est nécessaire d'examiner sa fonction juridique dans le contexte du traité dans son ensemble[273], même si elles formulent des conclusions différentes après avoir procédé à leur propre analyse.

7.33 Le Groupe spécial considère que la Clause d'habilitation fait partie du GATT de 1994 et que, pour déterminer s'il s'agit d'une règle positive imposant des obligations ou d'une exception, il est nécessaire d'examiner sa fonction juridique dans le contexte du GATT de 1994 dans son ensemble.

7.34 Le Groupe spécial considère également qu'une comparaison de la fonction juridique de la Clause d'habilitation et de celle des dispositions du GATT de 1994 dont il est établi qu'elles prévoient des exceptions est nécessaire parce que la qualification juridique ne devrait pas, selon le Groupe spécial, avoir pour résultat de compromettre ou d'affecter négativement d'une autre manière le bon fonctionnement du GATT de 1994 dans son ensemble.

7.35 Le Groupe spécial rappelle la décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis - Chemises et blouses de laine*, qui disait que "[l]es articles XX et XI:2 c) i) constituent des exceptions limitées aux obligations découlant de certaines autres dispositions du GATT de 1994 et non des règles positives imposant des obligations en soi". Pour le présent Groupe spécial, il s'ensuit que la fonction juridique consistant à autoriser des dérogations limitées à des règles positives imposant des obligations est l'élément décisif qui fait des articles XX et XI:2 c) i) des exceptions. Dans l'affaire *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, l'Organe d'appel a effectivement établi deux critères pour déterminer si une règle constitue une "exception": premièrement, il ne doit pas s'agir d'une règle imposant des obligations juridiques en soi; et deuxièmement, elle doit avoir pour fonction d'autoriser une dérogation limitée à une ou plusieurs règles positives établissant des obligations.

7.36 Le libellé de la Clause d'habilitation est semblable à celui des articles XX, XXI et XXIV. L'article XX dit que "rien dans le présent Accord ne sera interprété comme empêchant ..." et l'article XXI dit qu'"[a]ucune disposition du présent Accord ne sera interprétée ... comme empêchant ...". L'article XXIV:5 dit que "les dispositions du présent Accord ne feront pas obstacle ...". La Clause d'habilitation dispose ce qui suit: "Nonobstant les dispositions de l'article premier de l'Accord général, les parties contractantes peuvent ...". Le sens ordinaire de "notwithstanding" (nonobstant) est "in spite of, without regard to a prevention by" (malgré, sans tenir compte de ou sans être empêché par).[274] Chacun de ces membres de phrase a en substance le même sens, à savoir autoriser un manquement à certaines règles imposant des obligations. Ces manquements ne sont pas "empêchés par" l'existence et l'application de règles positives imposant des obligations. L'utilisation d'une expression légèrement différente dans la Clause d'habilitation ne rend pas, à elle seule, la nature ou la fonction juridique de cette clause différente de celle des articles XX, XXI et XXIV car les termes utilisés dans la Clause d'habilitation ne sont pas différents au fond de ceux qui sont utilisés dans ces autres dispositions.

7.37 Le Groupe spécial considère que l'article I:1 du GATT de 1994 est clairement une "règle positive imposant des obligations". Les obligations consistent pour les Membres à accorder aux produits similaires de tous les Membres, immédiatement et sans condition, tous avantages concernant,

---

[272] Réponse de l'Inde à la question n° 4 posée par le Groupe spécial aux deux parties; réponse des Communautés européennes à la question n° 4 posée par le Groupe spécial aux deux parties.

[273] Réponse de l'Inde à la question n° 3 posée par le Groupe spécial aux deux parties; réponse des Communautés européennes à la question n° 3 posée par le Groupe spécial aux deux parties.

[274] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, 4ème édition, page 1947.

entre autres, les droits de douane accordés aux produits originaires de tout autre pays. Les articles II, III et XI:1 du GATT de 1994 sont, de même, des règles positives imposant des obligations. En revanche, il est parfaitement établi que l'article XX n'est pas une règle de ce type imposant des obligations positives, pas plus que ne l'est l'article XI:2 c) i). Le Groupe spécial est d'avis que les articles XXI et XXIV ont la même nature que l'article XX. Il n'y a aucune obligation juridique découlant du GATT de 1994 qui impose à un Membre, par exemple, de prendre une mesure au titre de l'article XX ou une mesure relative à la sécurité nationale, ou d'établir une zone de libre-échange ou une union douanière avec d'autres Membres. Les Membres sont libres de choisir soit de prendre ces mesures, soit de ne rien faire. S'ils décident de prendre de telles mesures, ces dispositions les y autorisent, sous certaines conditions. Le fait que les Membres choisissant de prendre de telles mesures sont également tenus de respecter certaines conditions prescrites dans ces dispositions prévoyant des exceptions, comme celles qui sont énoncées dans le texte introductif de l'article XX et aux paragraphes 5 et 8 de l'article XXIV, ne modifie pas la nature "non obligatoire" fondamentale de ces dispositions. Ces conditions ne sont que des obligations subsidiaires, subordonnées à la décision du Membre de prendre ces mesures. L'existence de certaines conditions liées à l'application d'une disposition prévoyant une exception signifie uniquement que l'exception est "limitée", et non pas absolue, et que l'autorisation de dérogation est liée au respect de certaines conditions.

7.38 Le Groupe spécial estime que la fonction juridique de la Clause d'habilitation est d'autoriser une dérogation à l'article I:1, règle positive imposant des obligations, afin de permettre aux pays développés, entre autres, d'accorder le traitement SGP aux pays en développement. Il n'y a pas dans la Clause d'habilitation elle-même d'obligation juridique imposant aux pays développés Membres d'accorder le traitement SGP aux pays en développement. Le terme "peuvent" au paragraphe 1 de la Clause d'habilitation fait clairement de l'octroi du traitement SGP une *option* et non une obligation. Le Groupe spécial estime qu'il s'agit également d'une autorisation de dérogation *limitée* puisque le SGP doit être "généralisé" et "sans réciprocité ni discrimination".

7.39 Au vu de l'analyse ci-dessus, le Groupe spécial considère que la Clause d'habilitation satisfait aux deux critères que l'Organe d'appel a établis dans l'affaire *États-Unis – Chemises et blouses de laine* pour déterminer si une disposition particulière est par nature une exception. Elle fonctionne de la même façon que d'autres dispositions du GATT de 1994 que l'Organe d'appel a qualifiées d'exceptions. En conséquence, le Groupe spécial constate que la Clause d'habilitation est par nature une exception à l'article I:1 du GATT de 1994.

b) Charge de la preuve au titre de la Clause d'habilitation

7.40 Le Groupe spécial note qu'il y a dans le GATT de nombreuses dispositions prévoyant des exceptions qu'une partie peut invoquer afin de justifier une incompatibilité avec l'article I:1. Une mesure pourrait fort bien servir à atteindre des objectifs légitimes comme ceux qui sont énoncés dans l'article XX ou les articles XXI ou XXIV, ou dans la Clause d'habilitation. Étant donné que le but spécifique d'une mesure peut ne pas être toujours expressément énoncé dans la mesure elle-même, il peut être difficile pour la partie plaignante de savoir exactement quel objectif légitime une mesure vise à atteindre. Dans le présent différend, les Communautés européennes invoquent en fait plus d'un objectif et plus d'un fondement juridique pour leur mesure, à savoir la Clause d'habilitation et l'article XX b). Le Groupe spécial estime donc qu'il suffit que l'Inde démontre l'existence d'une incompatibilité avec l'article I:1. Ce n'est pas à l'Inde d'établir l'existence d'autres violations de dispositions prévoyant des exceptions possibles qui pourraient justifier l'incompatibilité de la mesure des Communautés européennes avec l'article I:1.

7.41 Établir une autre conclusion pourrait conduire à une situation dans laquelle la partie plaignante pourrait formuler des allégations sans rapport avec la justification avancée par la partie défenderesse pour une mesure particulière. Les dispositions prévoyant des exceptions devraient donc être invoquées et justifiées par la partie défenderesse. C'est pourquoi le Groupe spécial constate qu'il

incombe aux Communautés européennes d'invoquer une ou plusieurs dispositions particulières, y compris la Clause d'habilitation, pour justifier l'incompatibilité alléguée de leur mesure avec l'article I:1.

7.42 Comme l'Organe d'appel l'a établi dans l'affaire *États-Unis – Chemises et blouses de laine* et dans l'affaire *Turquie – Textiles*, des dispositions prévoyant des exceptions peuvent être invoquées comme moyens de défense affirmatifs pour justifier l'incompatibilité d'une mesure avec des règles positives énonçant des obligations. Comme cela a déjà été indiqué, l'Organe d'appel a dit, dans l'affaire *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, que "[l]es articles XX et XI:2 c) i) constituent des exceptions limitées aux obligations découlant de certaines autres dispositions du GATT de 1994 et non des règles positives imposant des obligations en soi". Il a ajouté ce qui suit: "Ils concernent, par définition, des moyens de défense affirmatifs. Il est tout simplement normal qu'il incombe d'établir ce moyen de défense à la partie qui s'en prévaut".[275] Dans l'affaire *Turquie – Textiles*, l'Organe d'appel a indiqué dans une note de bas de page que "les juristes éminents [avaient] depuis longtemps estimé que l'article XXIV était une "clause d'exception" ou un "moyen de défense" possible contre des allégations concernant une infraction à des dispositions du GATT". En même temps, il a dit ce qui suit: "Le texte introductif [du paragraphe 5 de l'article XXIV] indique donc clairement que l'article XXIV peut, sous certaines conditions, justifier l'adoption d'une mesure qui est incompatible avec certaines autres dispositions du GATT, et qu'il peut être invoqué comme "moyen de défense" possible contre une constatation d'incompatibilité."[276] Le Groupe spécial estime que ces décisions confirment que, si les Communautés européennes utilisent la Clause d'habilitation comme moyen de défense, il leur incombe: i) de présenter la Clause d'habilitation comme un moyen de défense affirmatif contre l'allégation de violation de l'article I:1 formulée par l'Inde; et ii) de démontrer la compatibilité de la mesure avec cette disposition.

c) Applicabilité de l'article I:1

7.43 S'agissant de la question de savoir si l'article I:1 s'applique ou non à une mesure visée par la Clause d'habilitation, le Groupe spécial note la position des Communautés européennes selon laquelle la Clause d'habilitation exclut l'application de l'article premier, ainsi que la position de l'Inde selon laquelle la Clause d'habilitation autorise une dérogation aux obligations découlant de l'article I:1 uniquement dans la mesure nécessaire pour mettre en œuvre les schémas SGP mais n'exclut pas purement et simplement l'application de l'article I:1. Le Groupe spécial va examiner cette question, compte tenu du sens ordinaire du terme "nonobstant" figurant au paragraphe 1 de la Clause d'habilitation, ainsi que de la jurisprudence pertinente.

7.44 Le sens ordinaire de "nonobstant" au paragraphe 1 de la Clause d'habilitation est "malgré, sans tenir compte de ou sans être empêché par".[277] Le Groupe spécial considère que cela signifie que l'application de la Clause d'habilitation n'est pas empêchée par l'article I:1. Autrement dit, la Clause d'habilitation prévaut dans la limite d'un conflit entre les deux dispositions. Quoi qu'il en soit, la définition du dictionnaire elle-même n'est pas déterminante pour ce qui est de savoir si la Clause d'habilitation exclut l'application de l'article I:1. En l'absence de tout élément textuel donnant à penser que la Clause d'habilitation exclut l'article I:1 du GATT de 1994, le Groupe spécial ne peut pas supposer que telle était l'intention des parties contractantes.[278] Selon le Groupe spécial, la relation

[275] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, DSR 1997:1, 323, page 337.
[276] Rapport de l'Organe d'appel *Turquie – Textiles*, paragraphe 45.
[277] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, 4ème édition, page 1947.
[278] Dans de nombreux cas, l'Organe d'appel ne fait pas fond uniquement sur les définitions d'un terme données par les dictionnaires pour interpréter le sens juridique précis de ce terme. Dans l'affaire *Japon - Boissons alcooliques II*, lorsqu'il a déterminé le sens du terme "similaire" figurant à l'article III:2 du GATT de 1994, l'Organe d'appel a dit ce qui suit: "il ne peut pas exister de définition précise et absolue de ce qui est "similaire"". La portée de la similarité "[doit] être déterminé[e] par la disposition particulière dans laquelle le

entre les dispositions prévoyant des exceptions et les dispositions énonçant des obligations fondamentales du GATT n'est pas une relation dans laquelle l'application d'une disposition exclut l'application de l'autre.

7.45 En effet, si l'on prend l'exemple de la relation entre l'article XX et les articles I[er], III ou XI:1, la jurisprudence démontre que les deux s'appliquent concurremment à une mesure donnée. Dans les affaires *États-Unis – Essence*, *États-Unis – Crevettes*, *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf* et *CE – Amiante*, les groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont toujours commencé par examiner la compatibilité de la mesure contestée avec les articles I[er], III ou XI:1. Après avoir constaté l'existence de violations au titre de l'une de ces dispositions, les groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont ensuite examiné si la mesure pouvait être justifiée au titre de l'article XX.[279] La même relation existe également entre l'article XXIV et l'article XI du GATT de 1994. Dans l'affaire *Turquie - Textiles*, le Groupe spécial a aussi examiné tout d'abord la compatibilité des restrictions quantitatives appliquées par la Turquie avec les articles XI et XIII du GATT de 1994 et, après avoir constaté qu'elles étaient incompatibles avec ces articles, il a examiné si la mesure était justifiée par l'article XXIV du GATT de 1994. Cet ordre suivi pour l'examen est corroboré par l'Organe d'appel lorsqu'il "confirme la conclusion du Groupe spécial selon laquelle l'article XXIV ne permet pas à la Turquie d'adopter, au moment de l'établissement d'une union douanière avec les Communautés européennes, les restrictions quantitatives à l'importation de 19 catégories de produits textiles et de vêtements qui ont été jugées incompatibles avec les articles XI et XIII du GATT de 1994 et l'article 2:4 de l'*ATV*".[280] En conséquence, la relation entre l'article XX ou l'article XXIV, d'une part, et l'article premier, l'article III ou l'article XI:1, d'autre part, est une relation dans laquelle les deux catégories de dispositions s'appliquent concurremment à la même mesure mais dans laquelle, en cas de conflit entre ces deux catégories de dispositions, l'article XX ou l'article XXIV l'emporte. La jurisprudence montre qu'il n'est pas dérogé à cette relation. Si l'article XX ou l'article XXIV excluaient l'application de l'article premier, de l'article III ou de l'article XI, les groupes spéciaux et l'Organe d'appel n'auraient jamais pu examiner diverses mesures au regard de l'article premier, de l'article III ou de l'article XI dans toutes les affaires antérieures. De même, il est clair pour le Groupe spécial qu'en tant que disposition prévoyant une exception, la Clause d'habilitation s'applique concurremment avec l'article I:1 et prévaut dans la limite d'un conflit entre les deux dispositions.

7.46 Le fait que la Clause d'habilitation l'emporte sur l'article I:1 ne rend pas ce dernier inapplicable à une mesure visée par la Clause d'habilitation. Selon le Groupe spécial, en décider autrement aboutirait à une absurdité. Par exemple, l'article I:1 prescrit la non-discrimination pour

---

terme "similaire" se trouve". Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page 25. De même, dans l'affaire *CE – Amiante*, lorsqu'il a examiné le sens du terme "similaire" figurant à l'article III:4 du GATT de 1994, l'Organe d'appel a dit que "les sens donnés par les dictionnaires laiss[aient] la place à de nombreuses questions d'interprétation". En conséquence, il a interprété le terme "similaire" en l'examinant dans le contexte pertinent de l'article III:4 du GATT de 1994. Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphes 92 et 93. Dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, lorsqu'il a analysé le sens du terme "avantage" figurant à l'article 1.1 b) de l'*Accord SMC*, l'Organe d'appel a également dit que ce terme avait plusieurs sens ordinaires et que "[c]es définitions confirm[aient] également que le Groupe spécial [avait] indiqué à juste titre que "le sens ordinaire du terme "benefit" englob[ait] à l'évidence une forme d'avantage". Il [était] clair, cependant, que les sens donnés par les dictionnaires laiss[aient] la place à de nombreuses questions d'interprétation". Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphe 153. Dans l'affaire *États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd)*, l'Organe d'appel a dit ce qui suit: "Il faudrait se rappeler que les dictionnaires donnent des indications importantes, mais non des avis déterminants, pour la définition des termes qui apparaissent dans les accords et les documents juridiques". Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd)*, paragraphe 248.

[279] Par exemple, dans l'affaire *États-Unis – Essence*, le Groupe spécial "a ensuite examiné si l'aspect des méthodes d'établissement des niveaux de base jugé incompatible avec l'article III:4 pouvait ... être justifié au titre du paragraphe b) de l'article XX", paragraphe 6.20.

[280] Rapport de l'Organe d'appel *Turquie – Textiles*, paragraphes 41 et 64.

l'imposition intérieure des produits importés. Dire que l'article I:1 ne s'applique pas aux mesures visées par la Clause d'habilitation reviendrait à dire que les produits importés dans le cadre d'un SGP en provenance de différents pays en développement pourraient être assujettis à des niveaux d'imposition différents sur le marché intérieur du pays importateur. Il est clair qu'un tel résultat n'était pas recherché par les rédacteurs de la Clause d'habilitation.

d) Jurisprudence pertinente

7.47 Les Communautés européennes citent la décision relative à l'article 27 de *l'Accord* SMC rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *Brésil – Aéronefs*, qui dit que l'article 27, concernant le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement, n'est pas un moyen de défense affirmatif et qu'il incombe à la partie plaignante de démontrer que l'obligation découlant de l'article 27.4 n'est pas respectée par un pays en développement invoquant cette disposition. Par analogie, les Communautés européennes font valoir que la Clause d'habilitation, en tant qu'instrument essentiel du traitement spécial et plus favorable, ne devrait pas être considérée comme un moyen de défense affirmatif mais plutôt comme un droit autonome, et qu'il devrait incomber à la partie alléguant une violation de cette disposition.

7.48 Le Groupe spécial estime que la relation existant entre l'article 3.1 a) et l'article 27 de l'Accord SMC est différente de celle qui existe entre l'article I:1 du GATT de 1994 et la Clause d'habilitation ou entre l'article III et l'article XX du GATT de 1994. L'article 27.2 b) exclut clairement l'application aux pays en développement de la prohibition des subventions à l'exportation énoncée à l'article 3.1 a). Il dispose ce qui suit: "La prohibition énoncée au paragraphe 1 a) de l'article 3 ne s'appliquera pas … b) aux autres pays en développement Membres pendant une période de huit ans à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, sous réserve que les dispositions du paragraphe 4 soient respectées". Par conséquent, il ne suffirait pas qu'une partie plaignante allègue et démontre uniquement l'existence d'une violation de l'article 3.1 a) par un pays en développement. La partie plaignante devrait alléguer et démontrer l'existence d'une violation d'une disposition applicable régissant les questions relatives aux subventions à l'exportation, laquelle, dans le cas des pays en développement, est l'article 27.

7.49 En revanche, la relation entre la Clause d'habilitation et l'article I:1 est différente. Comme le Groupe spécial l'a constaté au paragraphe 7.39, la Clause d'habilitation est une exception à l'article I:1 et elle n'exclut pas l'application de l'article I:1 mais l'emporte sur cet article dans la limite d'un conflit entre les deux dispositions. Dans ces circonstances, la partie plaignante peut alléguer et démontrer l'existence d'une violation de l'article I:1 et il appartient à la partie défenderesse de décider des dispositions à invoquer afin de justifier l'incompatibilité de sa mesure avec l'article I:1. Ce faisant, la partie défenderesse invoque ces dispositions en tant que moyens de défense affirmatifs et il lui incombe donc de fournir une justification au titre des dispositions invoquées.

7.50 Les Communautés européennes font par ailleurs référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, dans lequel l'Organe d'appel qualifie l'article 3:3 de l'Accord SPS de droit autonome et non d'exception à l'article 3:1, et conclut que la charge de la preuve incombe aux parties plaignantes au titre de l'article 3:3. Le Groupe spécial note que cette constatation de l'Organe d'appel repose sur le fait que l'article 3:3 exclut l'application de l'article 3:1 de l'Accord SPS. Lorsqu'un Membre a prévu de s'assurer un niveau de protection sanitaire plus élevé que celui qui serait obtenu par une mesure fondée sur des normes internationales, l'article 3:3 s'applique et l'article 3:1 ne s'applique pas du tout. Les mesures SPS fondées sur des normes internationales et celles qui sont fondées sur des niveaux appropriés de protection plus élevés peuvent exister côte à côte. La partie plaignante est tenue d'alléguer et d'établir *prima facie* l'existence d'une violation d'une disposition pertinente, soit l'article 3:3, soit l'article 3:1, et non des deux. Là encore, le Groupe spécial est d'avis que la relation existant entre l'article 3:1 et l'article 3:3 de l'Accord SPS est différente de celle qui existe entre l'article I:1 du GATT de 1994 et la Clause d'habilitation, parce que la Clause d'habilitation n'exclut

pas l'application de l'article I:1, tout comme les articles XX et XXIV n'excluent pas l'application des articles I:1, III et XI:1 du GATT de 1994.

7.51 Le Groupe spécial est parfaitement au courant de l'affirmation faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Hormones*, selon laquelle le simple fait de qualifier une disposition particulière d'exception ne permet pas de déterminer à quelle partie incombe la charge de la preuve.[281] La conclusion selon laquelle une disposition particulière est par nature une exception doit être une détermination bien motivée étayée par un examen de la fonction juridique de la disposition par rapport aux règles positives imposant des obligations conventionnelles. Dans l'affaire dont il est saisi, le Groupe spécial a indiqué le raisonnement détaillé suivi pour déterminer que la fonction juridique de la Clause d'habilitation est d'être une exception à l'article I:1 du GATT de 1994, sans préjudice de son importance incontestée en tant que moyen de promouvoir le commerce des pays en développement Membres.

e) Pertinence de l'importance de l'objectif de politique visé

7.52 L'Accord sur l'OMC énonce de multiples objectifs de politique et tous sont importants. S'agissant de l'importance qu'un objectif de politique visé peut avoir au moment de qualifier une disposition d'exception/de moyen de défense affirmatif ou de règle positive imposant des obligations, le Groupe spécial estime que l'importance relative des objectifs visés n'est pas décisive pour déterminer si une disposition est une exception ou une règle positive. Par exemple, l'objectif de conservation des ressources naturelles épuisables visé par l'article XX g) peut fort bien être lié directement à un des buts et objectifs de l'Accord sur l'OMC, à savoir celui "à la fois de protéger et préserver l'environnement", qui est énoncé dans le préambule de l'Accord sur l'OMC lui-même. Cela ne modifie pas la nature de l'article XX, qui est d'être une disposition prévoyant une exception dans la structure juridique du GATT. De façon similaire, même si l'objectif de politique de la Clause d'habilitation correspond bien à un des buts et objectifs fondamentaux de l'Accord sur l'OMC, cela ne modifie pas sa fonction juridique d'exception à l'article premier du GATT de 1994. De même, le fait de qualifier une disposition particulière d'exception ne diminue pas l'importance des objectifs de politique visés par cette disposition. D'ailleurs, le Groupe spécial reconnaît toute l'importance fondamentale des objectifs de politique visés par la Clause d'habilitation. La Clause d'habilitation est le résultat d'un gros effort consenti par les pays en développement et les pays développés afin de rééquilibrer et d'améliorer les avantages commerciaux pour les pays en développement au moyen d'un accord soigneusement négocié qui autorise certains types de traitement spécial et plus favorable. Le Groupe spécial note également que l'importance de la protection de la santé et de la vie des personnes visée par l'article XX b) n'est en aucun cas réduite par le fait de qualifier l'article XX d'exception.

4. Résumé des constatations concernant la nature de la Clause d'habilitation et sa relation avec l'article I:1

7.53 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial constate ce qui suit: i) la Clause d'habilitation est une exception à l'article I:1 du GATT de 1994; ii) la Clause d'habilitation n'exclut pas l'applicabilité de l'article I:1 mais au contraire, l'article I:1 et la Clause d'habilitation s'appliquent concurremment, cette dernière l'emportant dans la limite d'une incompatibilité entre les deux dispositions; iii) il incombe à l'Inde d'alléguer et de démontrer l'incompatibilité du régime concernant les drogues avec l'article I:1 du GATT de 1994; et iv) il incombe aux Communautés européennes d'invoquer la Clause d'habilitation et de justifier leur régime concernant les drogues au titre de ces dispositions. Par conséquent, il suffit que l'Inde allègue et établisse *prima facie* l'existence d'une violation de l'article I:1.

[281] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 104.

7.54 Ayant constaté que l'article I:1 s'applique au régime concernant les drogues concurremment avec la Clause d'habilitation et considérant que l'Inde a présenté une allégation et des arguments au titre de l'article I:1, le Groupe spécial estime approprié d'examiner l'allégation de l'Inde au titre de l'article I:1. Ayant constaté qu'il incombe aux Communautés européennes de démontrer que le régime concernant les drogues est justifié par la Clause d'habilitation, le Groupe spécial considère que le fait que l'Inde n'a pas formulé d'allégation matérielle au titre de la Clause d'habilitation[282] ne l'empêche pas d'examiner plus avant si la mesure est justifiée au titre de la Clause d'habilitation pour autant que celle-ci a été effectivement invoquée par la partie défenderesse, ce qui est le cas en l'espèce.[283] En conséquence, le Groupe spécial va examiner l'allégation de l'Inde selon laquelle le régime concernant les drogues est incompatible avec l'article I:1.

D. POINT DE SAVOIR SI LE RÉGIME CONCERNANT LES DROGUES EST INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE I:1

7.55 Le Groupe spécial rappelle l'allégation de l'Inde selon laquelle les préférences tarifaires accordées au titre du régime concernant les drogues sont incompatibles avec l'article I:1 du GATT de 1994. L'Inde fait valoir que le principe NPF inscrit dans l'article I:1 exige que les avantages relatifs aux droits de douane soient étendus à tous les autres Membres et ce, immédiatement et sans condition. Selon l'Inde, l'expression "sans condition" figurant à l'article I:1 signifie que tout avantage de ce type doit être étendu aux produits similaires de tous les autres Membres, indépendamment de leur situation ou de leur comportement.[284]

7.56 Le Groupe spécial rappelle également la position des Communautés européennes suivant laquelle la Clause d'habilitation exclut l'application de l'article I:1. En tout état de cause, les Communautés européennes avancent une interprétation différente de l'expression "sans condition" figurant à l'article I:1. La position des Communautés européennes est que l'expression "sans condition" à l'article I:1 signifie que tout avantage accordé ne peut pas être subordonné à des conditions imposant une compensation.[285] Selon les Communautés européennes, le régime concernant les drogues n'est pas conditionnel car les bénéficiaires ne sont pas tenus de fournir une quelconque compensation aux Communautés européennes.[286]

7.57 Le Groupe spécial croit comprendre que les faits ci-après ne sont pas contestés: i) le régime concernant les drogues, tel qu'il est établi par l'actuel Règlement (CE) n° 2501/2001 du Conseil[287], prévoit des taux de droit inférieurs aux taux NPF consolidés pour certains produits; et ii) le traitement sous forme de taux de droit inférieurs n'est accordé qu'aux produits originaires des 12 pays Membres bénéficiaires et non aux produits similaires originaires d'autres Membres.

7.58 L'article I:1 prescrit qu'en ce qui concerne les droits de douane, tous avantages accordés à un produit originaire d'un quelconque Membre doivent être accordés immédiatement et sans condition aux produits similaires originaires de tous les autres Membres. Il est clair que les préférences tarifaires accordées par les Communautés européennes aux produits originaires des 12 pays

[282] Le Groupe spécial rappelle l'argument de l'Inde selon lequel la Clause d'habilitation n'est pas un élément essentiel de son allégation au titre de l'article I:1 mais est un élément essentiel de la défense des Communautés européennes. Deuxième déclaration orale de l'Inde, paragraphe 25.

[283] Au paragraphe 4 de leur première communication écrite, les Communautés européennes disent ce qui suit: "Le régime concernant les drogues est appliquée conformément à la Décision de 1979 sur le traitement différencié et plus favorable, la réciprocité et la participation plus complète des pays en voie de développement."

[284] Résumé analytique de la première communication écrite de l'Inde, paragraphes 9 à 13, 27 et 34.

[285] Résumé analytique de la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 14 à 21.

[286] Résumé analytique de la deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 14.

[287] Pièce n° 6 de l'Inde.

bénéficiaires ne sont pas accordées aux produits similaires originaires de tous les autres Membres, y compris ceux qui sont originaires d'Inde.

7.59 Qui plus est, selon le Groupe spécial, l'expression "sans condition" figurant à l'article I:1 a un sens plus large que celui de simplement ne pas exiger de compensation. Bien qu'il admette l'argument des Communautés européennes selon lequel la conditionnalité dans le contexte des clauses NPF traditionnelles figurant dans les traités bilatéraux peut se rapporter aux conditions de la compensation commerciale à donner en échange du traitement NPF, le Groupe spécial n'estime pas que ce soit là le sens intégral de l'expression "unconditionally" (sans condition) apparaissant à l'article I:1. En revanche, le Groupe spécial ne voit aucune raison de ne pas donner à cette expression son sens ordinaire dans le cadre de l'article I:1, à savoir "not limited by or subject to any conditions" (pas limité par ni subordonné à une quelconque condition).[288]

7.60 Étant donné que les préférences tarifaires prévues par le régime concernant les drogues ne sont accordées qu'à la condition que les pays bénéficiaires connaissent des problèmes de drogue d'une certaine gravité, ces préférences tarifaires ne sont pas accordées "sans condition" aux produits similaires originaires de tous les autres Membres de l'OMC, comme le prescrit l'article I:1. Le Groupe spécial constate donc que les avantages tarifaires prévus par le régime concernant les drogues ne sont pas compatibles avec l'article I:1 du GATT de 1994.

E. POINT DE SAVOIR SI LE RÉGIME CONCERNANT LES DROGUES EST JUSTIFIÉ AU TITRE DE LA CLAUSE D'HABILITATION

1. Introduction

7.61 Même si les parties ne sont pas d'accord sur le point de savoir laquelle devrait invoquer la Clause d'habilitation et à laquelle il devrait incomber de démontrer la compatibilité/l'incompatibilité de la mesure avec la Clause d'habilitation, le Groupe spécial note que les deux parties ont présenté des allégations et des arguments se rapportant à la justification de la mesure au titre de la Clause d'habilitation. Les Communautés européennes ont effectivement invoqué la Clause d'habilitation en faisant valoir que le régime concernant les drogues était compatible avec cette clause.[289] Gardant présente à l'esprit sa constatation selon laquelle il incombe aux Communautés européennes d'invoquer la Clause d'habilitation et de démontrer la compatibilité de leur mesure avec cette disposition, et ayant constaté que le régime concernant les drogues est incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994, le Groupe spécial va examiner si la mesure est justifiée au titre de la Clause d'habilitation.

7.62 Avant de commencer cette analyse détaillée, le Groupe spécial estime utile de rappeler le texte des parties pertinentes de la Clause d'habilitation et d'indiquer brièvement l'origine de cet instrument.

7.63 Le texte pertinent de la Clause d'habilitation dispose ce qui suit:

> "1. Nonobstant les dispositions de l'article premier de l'Accord général, les parties contractantes peuvent accorder un traitement différencié et plus favorable aux pays en voie de développement[1], sans l'accorder à d'autres parties contractantes.
>
> 2. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux éléments ci-après[2]:

[288] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, 4ème édition, page 3465.

[289] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 4: "Le régime concernant les drogues est accordé conformément à … la Clause d'habilitation".

a) traitement tarifaire préférentiel accordé par des parties contractantes développées pour des produits originaires de pays en voie de développement, conformément au Système généralisé de préférences[3],

b) traitement différencié et plus favorable en ce qui concerne les dispositions de l'Accord général relatives aux mesures non tarifaires régies par les dispositions d'instruments négociés multilatéralement sous les auspices du GATT;

c) arrangements régionaux ou mondiaux conclus entre parties contractantes peu développées en vue de la réduction ou de l'élimination de droits de douane sur une base mutuelle et, conformément aux critères ou aux conditions qui pourraient être prescrits par les PARTIES CONTRACTANTES, en vue de la réduction ou de l'élimination, sur une base mutuelle, de mesures non tarifaires, frappant des produits que ces parties contractantes importent en provenance les unes des autres;

d) traitement spécial accordé aux pays en voie de développement les moins avancés dans le contexte de toute mesure générale ou spécifique en faveur des pays en voie de développement.

3. Tout traitement différencié et plus favorable accordé au titre de la présente clause:

a) sera conçu pour faciliter et promouvoir le commerce des pays en voie de développement et non pour élever des obstacles ou créer des difficultés indues au commerce de toutes autres parties contractantes;

b) ne constituera pas une entrave à la réduction ou à l'élimination de droits de douane ou d'autres restrictions au commerce sur la base du traitement de la nation la plus favorisée;

c) sera, s'il s'agit d'un traitement accordé aux pays en voie de développement par des parties contractantes développées, conçu et, si cela est nécessaire, modifié pour répondre de manière positive aux besoins du développement, des finances et du commerce des pays en voie de développement."[290]

[1] (note de bas de page de l'original) L'expression "pays en voie de développement", telle qu'elle est utilisée dans le présent texte, doit s'entendre comme désignant également les territoires en voie de développement.

[2] (note de bas de page de l'original) Il restera loisible aux PARTIES CONTRACTANTES d'examiner selon l'espèce, au titre des dispositions de l'Accord général concernant l'action collective, toutes propositions de traitement différencié et plus favorable qui ne relèveraient pas des dispositions du présent paragraphe.

[3] (note de bas de page de l'original) Tel qu'il est défini dans la décision des PARTIES CONTRACTANTES en date du 25 juin 1971 concernant l'instauration d'un système

[290] L/4903, IBDD, S26/223 et 224.

> généralisé de préférences, "sans réciprocité ni discrimination, qui serait avantageux pour les pays en voie de développement" (IBDD, Suppl. n° 18, p. 27).

7.64 Le Système généralisé de préférences ("SGP") trouve son origine dans les discussions qui ont eu lieu lors de la première session de la CNUCED au milieu des années 60, comme en témoignent le huitième principe général et la Recommandation A.II.1 figurant dans l'Acte final de la première session de la CNUCED. Au cours de sa deuxième session, le 26 mars 1968, la CNUCED a adopté une résolution intitulée "Expansion et diversification des exportations d'articles manufacturés et d'articles semi-finis des pays en voie de développement" (Résolution 21(II)). Dans cette résolution, la CNUCED est convenue de "l'instauration, à une date rapprochée, d'un système mutuellement acceptable et généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, qui serait avantageux pour les pays en voie de développement", et elle a établi le Comité spécial des préférences en tant qu'organe subsidiaire du Conseil du commerce et du développement, en le chargeant de régler les détails des arrangements SGP. En 1970, le Comité spécial des préférences de la CNUCED a adopté des Conclusions concertées qui établissent les détails convenus des arrangements SGP. Le Conseil du commerce et du développement de la CNUCED a pris note de ces Conclusions concertées le 13 octobre 1970. Conformément aux Conclusions concertées, certains pays développés parties contractantes au GATT ont demandé une dérogation pour le SGP au Conseil du GATT. Le GATT a accordé une dérogation de dix ans le 25 juin 1971. Avant l'expiration de cette dérogation, les PARTIES CONTRACTANTES ont adopté une décision intitulée "Traitement différencié et plus favorable, réciprocité et participation plus complète des pays en voie de développement" (la "Clause d'habilitation") le 28 novembre 1979.

7.65 La principale question sur laquelle les parties sont en conflit est celle de savoir si le régime concernant les drogues est compatible avec le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation, en particulier avec la prescription "sans … discrimination" énoncée dans la note de bas de page 3 relative à ce paragraphe. L'interprétation du paragraphe 2 a) et de la note de bas de page 3 dépend pour sa part de l'interprétation correcte du paragraphe 3 c), étant donné que celui-ci constitue un contexte important pour le paragraphe 2 a). Il n'est possible de donner tout leur sens au paragraphe 2 a) et à la note de bas de page 3 qu'après avoir déterminé si le paragraphe 3 c) permet d'opérer une différenciation entre les pays en développement pour "répondre de manière positive aux besoins du développement, des finances et du commerce des pays en voie de développement".[291] En conséquence, afin de déterminer si l'expression "sans … discrimination" figurant dans la note de bas de page 3 est affectée par le sens du paragraphe 3 c), le Groupe spécial va tout d'abord se pencher sur l'interprétation du paragraphe 3 c).

2. Paragraphe 3 c)

a) Arguments des parties

7.66 L'Inde fait valoir que le paragraphe 3 c) prescrit que les pays développés doivent "répondre de manière positive" aux besoins du développement, des finances et du commerce des pays en développement en faisant en sorte que l'éventail des produits visés et les réductions tarifaires soient d'une nature et d'une importance qui répondent aux besoins du développement, des finances et du commerce des pays en développement pris dans leur ensemble et non pas individuellement ou par

[291] Les Communautés européennes font valoir que "si l'expression "sans … discrimination" était interprétée comme interdisant toute différence de traitement entre les pays en développement, les pays développés seraient effectivement dans l'impossibilité de répondre de manière positive à ces besoins, ce qui réduirait à néant la prescription énoncée au paragraphe 3 c)". Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 71.

sous-groupes.[292] Selon l'Inde, le traitement tarifaire préférentiel doit être appliqué sans discrimination aux produits similaires originaires de tous les pays en développement.[293] L'Inde soutient que, en faisant en sorte que l'éventail des produits visés soit suffisamment large et les réductions tarifaires suffisamment importantes, les pays développés peuvent répondre aux besoins de chacun des pays en développement.[294]

7.67 Selon l'Inde, rien dans la Clause d'habilitation ne permet à un pays développé de modifier unilatéralement son schéma de façon à retirer certains produits du schéma accordé à tel ou tel pays en développement.[295] La question de savoir si un pays développé peut retirer purement et simplement certains pays du schéma est, selon l'Inde, une question liée à la notion de "bénéficiaires" apparaissant dans les "Conclusions concertées", qui n'est pas en cause dans le présent différend et sur laquelle le Groupe spécial n'a pas besoin de se prononcer.[296] Quoi qu'il en soit, l'Inde est d'avis que les pays donneurs de préférences n'ont pas le droit juridique d'exclure un pays prétendant au statut de pays en développement.[297]

7.68 L'Inde fait valoir que le membre de phrase "besoins du développement, des finances et du commerce" au paragraphe 3 c) doit être envisagé d'une manière globale car la conjonction "et" a un sens différent de la conjonction "ou".[298] Elle ajoute que le paragraphe 3 c) ne permet pas d'opérer une discrimination entre les pays en développement. Il prescrit simplement que "tout traitement différencié et plus favorable … répondr[a] de manière positive aux besoins des pays en voie de développement". L'Inde souligne que les versions française et espagnole de la Clause d'habilitation utilisent toutes les deux l'article "les" devant "pays en voie de développement". Elle postule que cela désigne la catégorie dans son ensemble. Elle considère que, lorsque les rédacteurs voulaient dire "besoins … de chacun", ils ont utilisé expressément le terme "chacun", comme au paragraphe 5. Selon l'Inde, l'intention des rédacteurs a toujours été que les avantages des schémas SGP soient accordés, sans discrimination, à tous les pays en développement.[299] Si le paragraphe 3 c) prescrivait que les pays développés répondent aux besoins de *chacun* des pays en développement, comme le suggèrent les Communautés européennes, il serait logique, selon l'Inde, d'en conclure qu'un schéma SGP éliminant tous les droits de douane pour les produits originaires de *tous* les pays en développement serait incompatible avec le paragraphe 3 c), car il ne répondrait pas aux niveaux différents des besoins de *chacun* des pays en développement. Une telle interprétation rendrait illégaux les schémas SGP qui ne prévoient pas de différenciation entre les pays en développement, ce qui serait un résultat manifestement pervers.[300]

7.69 S'agissant du statut des Conclusions concertées par rapport à la Clause d'habilitation, l'Inde fait valoir que la Clause d'habilitation a incorporé les Conclusions concertées par le biais de la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation et que, par conséquent, les Conclusions concertées font partie des termes de la Clause d'habilitation, parce qu'elles ont été adoptées par consensus à la CNUCED et que la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation fait référence aux arrangements

[292] Réponse de l'Inde à la question n° 47 posée par le Groupe spécial aux deux parties; deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphe 105.
[293] Réponse de l'Inde à la question n° 12 posée par le Groupe spécial aux deux parties.
[294] Deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphe 105; deuxième déclaration orale de l'Inde, paragraphe 13.
[295] Réponse de l'Inde à la question n° 14 posée par le Groupe spécial aux deux parties.
[296] Réponse de l'Inde à la question n° 14 posée par le Groupe spécial aux deux parties.
[297] Réponse de l'Inde à la question n° 18 posée par le Groupe spécial aux deux parties.
[298] Réponse de l'Inde à la question n° 16 posée par le Groupe spécial aux deux parties; deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphe 106 à 112.
[299] Réponse de l'Inde à la question n° 19 posée par le Groupe spécial aux deux parties; deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphe 104.
[300] Deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphes 109 à 112.

mutuellement acceptables élaborés à la CNUCED. La Clause d'habilitation, pour sa part, a incorporé la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation par le biais de la note de bas de page 3.[301]

7.70 En revanche, les Communautés européennes font valoir que le paragraphe 3 c) autorise les pays développés à répondre aux besoins du développement de pays en développement particuliers en fonction de "critères objectifs".[302] Elles soutiennent que cela ne signifie pas que toute différence liée aux besoins du développement devrait être prise en compte; selon elles, ce serait une tâche impossible. Par contre, les Communautés européennes proposent deux critères pour répondre aux besoins du développement "sans … discrimination": i) la différence de traitement doit viser un objectif légitime; et ii) la différence de traitement doit être un moyen raisonnable d'atteindre cet objectif. Le régime concernant les drogues répond, selon les Communautés européennes, à ces critères.[303]

7.71 Les Communautés européennes font valoir que, lors de la conception des schémas SGP, il est raisonnable de prendre en compte tous les besoins pertinents, y compris les besoins de chacun des pays, ainsi que ceux qui sont communs à tous les pays en développement ou à certaines sous-catégories d'entre eux, mais que le paragraphe 3 c) n'impose pas de prendre en compte les besoins spéciaux de chaque pays en développement. Selon les Communautés européennes, l'argument suivant lequel les préférences doivent s'appliquer également à tous les produits similaires originaires de tous les pays en développement n'a pas de fondement dans le paragraphe 3 c) et découle d'une interprétation erronée de la note de bas de page 3.[304]

7.72 Les Communautés européennes font valoir que la position de l'Inde selon laquelle le paragraphe 3 c) permet uniquement de prendre en compte les besoins de tous les pays en développement en général, et non les intérêts de chacun d'eux, n'est pas étayée par le texte étant donné que l'expression "pays en voie de développement" n'est précédée d'aucun mot la qualifiant qui pourrait laisser entendre que seuls les besoins collectifs des pays en développement doivent être pris en compte. Selon les Communautés européennes, l'omission des termes "chacun" ou "particulier" n'est pas déterminante vu que la Clause d'habilitation n'est pas cohérente dans l'utilisation de ces termes.[305]

7.73 Les Communautés européennes font aussi valoir que l'interprétation donnée par l'Inde du paragraphe 3 c) rendrait impossible l'application du paragraphe 3 c) au paragraphe 2 d), qui permet d'accorder un traitement plus favorable aux pays les moins avancés. Qui plus est, les Communautés européennes estiment que, si le paragraphe 3 c) imposait de répondre aux besoins du développement de tous les pays en développement sous la forme d'un éventail des produits visés et d'une importance des réductions tarifaires appropriés, alors un schéma SGP offrant un éventail des produits visés plus limité et une marge tarifaire moins grande serait illégal, implication que les rédacteurs n'avaient pas envisagée.[306]

---

[301] Deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphes 75 et 97; réponse de l'Inde à la question n° 44 posée par le Groupe spécial aux deux parties.

[302] Réponse des Communautés européennes à la question n° 12 posée par le Groupe spécial aux deux parties; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 51.

[303] Réponse des Communautés européennes à la question n° 12 posée par le Groupe spécial aux deux parties.

[304] Réponse des Communautés européennes à la question n° 17 posée par le Groupe spécial aux deux parties; réponse des Communautés européennes à la question n° 8 posée par le Groupe spécial à l'Inde, paragraphe 106; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 51.

[305] Réponse des Communautés européennes à la question n° 8 posée par le Groupe spécial à l'Inde, paragraphes 101 et 102 à 106.

[306] Réponse des Communautés européennes à la question n° 17 posée par le Groupe spécial aux deux parties; réponse des Communautés européennes à la question n° 8 posée par le Groupe spécial à l'Inde, paragraphe 109.

7.74 Les Communautés européennes disent par ailleurs que l'on pourrait faire valoir que le paragraphe 3 c) est une disposition téléologique, qui n'énonce aucune obligation juridique spécifique.[307] En conséquence, il doit être interprété de façon à être viable pour les pays développés. En particulier, il ne faudrait pas empêcher ces pays de prendre en compte les besoins les plus importants. Il ne faudrait pas les empêcher d'appliquer, dans leurs schémas SGP, des mécanismes de gradation horizontaux, ou d'établir des sous-catégories de pays en développement tenant compte des différences les plus importantes existant entre eux et d'accorder à ces sous-catégories des préférences spéciales.[308]

7.75 De surcroît, les Communautés européennes font valoir que, puisque les pays développés sont libres de décider d'appliquer ou non des schémas SGP, ils sont aussi libres de décider d'accorder ou non des préférences pour certains produits et de choisir l'importance des réductions tarifaires qu'ils souhaitent octroyer.[309]

7.76 En ce qui concerne le statut des Conclusions concertées, les Communautés européennes font valoir qu'elles ne constituent le contexte ni de la Décision de 1971 portant l'octroi de la dérogation ni de la Clause d'habilitation, car elles ne sont pas un accord contraignant et n'ont pas été élaborées "à l'occasion de la conclusion" de la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation ou de la Clause d'habilitation. Par contre, selon les Communautés européennes, les Conclusions concertées et les autres textes de la CNUCED constituent les travaux préparatoires de la Décision de 1971 et, en tant que tels, sont un moyen complémentaire d'interprétation.[310]

7.77 La Communauté andine fait valoir que rien dans la Clause d'habilitation n'impose aux pays développés de répondre à tous les besoins ou à des besoins particuliers du développement lors de l'établissement d'un SGP.[311] Les États-Unis font valoir qu'au titre du paragraphe 3 c), les schémas SGP n'ont pas à être accordés à tous les pays sur une base uniforme et que des distinctions fondées sur les situations inégales des pays en développement en matière de développement sont autorisées.[312] Autrement, selon les États-Unis, le terme "généralisé" serait redondant et le paragraphe 7 de la Clause d'habilitation n'aurait pas d'effet dans la pratique.[313]

b) Analyse faite par le Groupe spécial

i) Introduction

7.78 Le Groupe spécial note qu'une lecture du texte du paragraphe 3 c) – en vertu duquel les schémas SGP seront conçus et modifiés "pour répondre de manière positive aux besoins du développement, des finances et du commerce des pays en voie de développement" – ne révèle pas si les "besoins … des pays en voie de développement" renvoient aux besoins de *tous* les pays en développement ou aux besoins de *chacun* des pays en développement. Une simple lecture textuelle

[307] Réponse des Communautés européennes à la question n° 17 posée par le Groupe spécial aux deux parties.

[308] Réponse des Communautés européennes à la question n° 17 posée par le Groupe spécial aux deux parties, paragraphes 57 et 62 à 64.

[309] Réponse des Communautés européennes à la question n° 8 posée par le Groupe spécial à l'Inde, paragraphe 110.

[310] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 37; réponse des Communautés européennes à la question n° 44 posée par le Groupe spécial aux deux parties.

[311] Réponse de la Communauté andine à la question n° 10 posée par le Groupe spécial à toutes les tierces parties.

[312] Réponse des États-Unis à la question n° 6 posée par le Groupe spécial à toutes les tierces parties; première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 12.

[313] Réponse des États-Unis aux questions n° 6 et 10 posées par le Groupe spécial à toutes les tierces parties.

n'indique pas si le schéma devrait répondre aux besoins des différents pays en développement d'une manière telle qu'il offre le même éventail de produits visés et le même niveau de marge de préférence à tous les pays en développement, comme l'Inde le suggère, ou si un schéma peut répondre aux besoins spéciaux du développement de certains pays en développement sur la base de critères objectifs, comme le proposent les Communautés européennes. Selon le Groupe spécial, l'interprétation proposée par l'Inde n'est pas, à première vue, conciliable avec le paragraphe 2 d), qui permet l'octroi de préférences spéciales aux pays les moins avancés. Par ailleurs, l'interprétation proposée par les Communautés européennes ne peut pas être étayée par l'absence du terme "chacun" au paragraphe 3 c) attendu que ce terme apparaît bien au paragraphe 5 de la Clause d'habilitation. Les parties donnent en fin de compte des interprétations très différentes du sens du paragraphe 3.

7.79 Dans ces circonstances, le Groupe spécial juge nécessaire de recourir au contexte du paragraphe 3 c) et à d'autres moyens d'interprétation pertinents, conformément aux articles 31 et 32 de la Convention de Vienne sur le droit des traités ("Convention de Vienne").

7.80 Le Groupe spécial note qu'il n'y a au GATT et à l'OMC aucune disposition concernant les arrangements SGP, si ce n'est la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation et la Clause d'habilitation. Il note toutefois que les arrangements SGP ont été élaborés à l'origine à la CNUCED et transférés au GATT par le biais de la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation. Le Groupe spécial estime donc utile d'examiner l'historique de la rédaction à la CNUCED et de déterminer l'intention des rédacteurs en ce qui concerne les questions relatives aux arrangements SGP. À cet égard, il rappelle que les parties ne sont pas d'accord sur le point de savoir si les Conclusions concertées constituent ou non un contexte pour la Clause d'habilitation. Le Groupe spécial est d'avis qu'il devrait donc examiner le statut des Conclusions concertées pour l'interprétation de la Clause d'habilitation.

ii) Statut des Conclusions concertées pour l'interprétation de la Clause d'habilitation

7.81 La note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation fait référence au Système généralisé de préférences "[t]el qu'il est défini dans [la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation] concernant l'instauration d'un système généralisé de préférences, "sans réciprocité ni discrimination, qui serait avantageux pour les pays en voie de développement"". La Décision de 1971 portant octroi de la dérogation rappelle qu'"un accord unanime s'est fait sur l'instauration, à une date rapprochée, d'un système mutuellement acceptable et généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, qui serait avantageux pour les pays en voie de développement" et que "des arrangements mutuellement acceptables concernant [le SGP] ont été élaborés à la CNUCED". Les arrangements mutuellement acceptables auxquels il est fait référence dans la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation sont les Conclusions concertées. Les Conclusions concertées énoncent en fait les détails et les arrangements institutionnels afférents au SGP. En conséquence, une analyse de l'importance des Conclusions concertées pour l'interprétation de la Clause d'habilitation est fondamentale.

7.82 Les Conclusions concertées étaient le résultat des négociations prescrites par la Résolution 21(II) adoptée par la deuxième session de la CNUCED le 26 mars 1968. C'est dans cette résolution que les États membres des Nations Unies sont convenus de "l'instauration, à une date rapprochée, d'un système mutuellement acceptable et généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, qui serait avantageux pour les pays en voie de développement". Il convient de noter que la Résolution 21(II) n'a pas établi elle-même les détails des arrangements SGP bien qu'elle en ait effectivement énoncé les objectifs et les principes. La Résolution a établi en tant qu'organe subsidiaire du Conseil du commerce et du développement un Comité spécial des préférences, qui a été expressément chargé de régler les détails des arrangements SGP.

7.83 Cela a abouti aux Conclusions concertées, mutuellement convenues au Comité spécial des préférences, qui "reconnaiss[ent] que ces arrangements préférentiels sont mutuellement acceptables et

représentent un effort coopératif, issu des consultations détaillées et intensives qui ont eu lieu à la CNUCED entre les pays développés et les pays en voie de développement".[314] Ces Conclusions concertées comprenaient une recommandation visant à ce que "le Conseil du commerce et du développement, à sa quatrième session extraordinaire, fasse sien le rapport du Comité spécial sur sa quatrième session, prenne note des présentes conclusions [et] approuve les dispositions institutionnelles proposées dans la section VIII …".[315]

7.84 Par conséquent, les détails de l'instauration d'un système de préférences généralisé, sans réciprocité ni discrimination, en faveur des pays en développement ont été énoncés dans les Conclusions concertées et dans des documents connexes incorporés par référence dans ces Conclusions concertées. Le fait que le Conseil du commerce et du développement a noté, et non pas adopté, les Conclusions concertées elles-mêmes, ne modifie pas leur statut juridique d'instrument contenant les arrangements détaillés convenus afférents au SGP.

7.85 Les Conclusions concertées disposent par ailleurs "qu'aucun pays ne se propose d'invoquer son droit au traitement de la nation la plus favorisée … et que les parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce ont l'intention de chercher à obtenir aussitôt que possible la dérogation ou les dérogations nécessaires". Pendant la réunion du Conseil du GATT au cours de laquelle a été adoptée la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation, les pays demandant cette dérogation ont expressément mentionné i) que la Résolution 21(II) de la deuxième session de la CNUCED "[avait] reconnu le soutien unanime apporté à l'instauration, à une date rapprochée, d'un système mutuellement acceptable et généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, qui serait avantageux pour les pays en voie de développement"; ii) que les Conclusions concertées élaborées à la CNUCED "[étaient] mutuellement acceptables pour les pays développés et les pays en voie de développement et représent[aient] un effort de coopération de ces deux groupes de pays"; iii) qu'"il [avait] été convenu que les éventuels donneurs de préférences chercheraient à obtenir, aussi rapidement que possible, les autorisations législatives et autres, nécessaires pour que les arrangements préférentiels soient mis en œuvre"; et iv) que "[c'était] dans le cadre de cet engagement que les pays donneurs éventuels cherch[aient] maintenant à obtenir une dérogation du GATT". Le représentant des pays donneurs a souligné que "la dérogation [avait] pour objet de légitimer les arrangements énoncés dans les Conclusions concertées de la CNUCED".[316] Compte tenu des considérations susmentionnées, le Groupe spécial est d'avis que les Conclusions concertées ont été incorporées par référence dans la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation.

7.86 Au vu de l'examen factuel ci-dessus, le Groupe spécial estime que la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation est censée tenir compte des Conclusions concertées. Conformément à l'article 31.2 a) de la Convention de Vienne, un "accord ayant rapport au traité et qui est intervenu entre toutes les parties à l'occasion de la conclusion du traité" constitue le contexte du traité. Le Groupe spécial estime que la Résolution 21(II) et les Conclusions concertées constituent cet accord ayant rapport à la conclusion de la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation; par conséquent, elles forment un contexte pour la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation au sens de l'article 31.2 a) de la Convention de Vienne. Cela est confirmé par le fait que la Décision de 1971 elle-même ne contient aucun détail sur les arrangements SGP.

7.87 Le fait que la Clause d'habilitation incorpore le SGP "*[t]el qu'il est défini dans* la Décision des PARTIES CONTRACTANTES en date du 25 juin 1971 concernant l'instauration d'un système généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, qui serait avantageux pour les pays en voie de développement" donne aussi fortement à penser que la Résolution 21(II) et les Conclusions concertées ont été reprises de la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation dans la Clause

[314] Conclusions concertées, partie I, paragraphe 9.
[315] *Ibid.*, partie I, paragraphe 11.
[316] C/M/69, pages 1 et 2.

d'habilitation de 1979 de façon à constituer un contexte pour la Clause d'habilitation en ce qui concerne les arrangements SGP, et les paragraphes 2 a) et 3 c) en particulier. Le Groupe spécial note qu'au moment de la discussion et de l'approbation de la Clause d'habilitation de 1979, il n'y a pas du tout eu de discussion au GATT au sujet de la nature et des caractéristiques du SGP.

7.88 Le Groupe spécial rappelle que l'Inde comme les Communautés européennes conviennent que la Résolution 21(II) et les Conclusions concertées peuvent être considérées comme des travaux préparatoires de la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation, mais que l'Inde fait valoir que les Conclusions concertées constituent également un contexte pour la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation et la Clause d'habilitation. Le Groupe spécial rappelle la constatation qu'il a formulée aux paragraphes 7.83 et 7.84 selon laquelle la Résolution 21(II) et les Conclusions concertées constituent un contexte pour la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation et la Clause d'habilitation. Le Groupe spécial estime que, puisque la Résolution 21(II) et les Conclusions concertées consignent l'historique et les résultats des négociations sur les arrangements SGP, elles constituent également les travaux préparatoires de la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation et de la Clause d'habilitation, au sens de l'article 32 de la Convention de Vienne.

iii) Éventail des produits visés et importance des réductions tarifaires dans le cadre des Conclusions concertées

7.89 Aux fins de l'interprétation du paragraphe 3 c), le Groupe spécial estime que la partie I des Conclusions concertées est particulièrement utile pour comprendre les mécanismes des arrangements SGP visant à "répondre aux besoins du développement des pays en voie de développement". Le paragraphe 3 de la partie I dispose ce qui suit:

> "[Le Comité spécial des préférences] [a]ccueille avec satisfaction les communications révisées présentées par les pays développés à économie de marché[317], qu'il importe de rapprocher des communications préliminaires de novembre 1969[318], et qui représentent un succès important de la CNUCED dans ses efforts et ses tentatives pour mettre en œuvre un système généralisé de préférences, ainsi qu'un élément majeur de la réalisation des buts et objectifs de la Résolution 21(II) précitée de la Conférence et de la stratégie internationale du développement pour les années 70."[319]

7.90 Les communications susmentionnées sont les documents intitulés "Préférences tarifaires en faveur des pays en voie de développement – documentation transmise à la CNUCED par l'OCDE"[320] (14 novembre 1969) et "Préférences tarifaires en faveur des pays en voie de développement - documentation révisée transmise par l'OCDE à la CNUCED" (19 septembre 1970).[321] Ces communications contiennent les principes et les schémas SGP offerts par les pays donneurs de préférences sur la base des consultations tenues avec les pays en développement. Étant donné que ces documents sont expressément mentionnés dans les Conclusions concertées, les principes et les offres qui y figurent sont l'expression fidèle de l'entente sur les schémas SGP trouvée entre les pays développés et les pays en développement.

7.91 Les parties particulièrement intéressantes de ces deux documents sont celles qui présentent les offres convenues des pays développés concernant l'éventail des produits visés et l'importance des réductions tarifaires. Il a été convenu que les schémas SGP devraient s'appliquer en principe à tous les produits industriels semi-manufacturés et manufacturés, mentionnés dans les chapitres 25 à 99 de

---

[317] TD/B/AC.5/34.
[318] TD/B/AC.5/24.
[319] TD/B/330.
[320] TD/B/AC.5/24, 14 novembre 1969.
[321] TD/B/AC.5/34, 19 septembre 1970.

la Nomenclature de Bruxelles; d'autres produits, y compris les produits agricoles relevant des chapitres 1 à 24, pourraient être inclus au cas par cas sous la forme de listes positives établies par les pays donneurs; les pays donneurs pourraient établir des exceptions limitées, excluant de leurs offres SGP un nombre limité de produits relevant des chapitres 25 à 99, ou se réserver le droit d'établir de telles exceptions limitées.[322]

7.92 Pour les produits relevant des chapitres 25 à 99, il était aussi dit que les préférences prendraient la forme d'exemptions des droits de douane, mais quelques pays donneurs ont offert des réductions tarifaires linéaires ou des droits préférentiels variables.[323] Un pays donneur a en outre dit que les droits préférentiels seraient en général établis aux mêmes niveaux que ceux qui existaient dans le cadre des préférences spéciales que certains pays donneurs accordaient à certains pays en développement.[324]

7.93 Pour les produits relevant des chapitres 1 à 24 qui seraient inclus dans leurs schémas SGP, certains pays donneurs ont offert des préférences sous la forme d'une franchise de droits, tandis que d'autres ont offert des réductions tarifaires variables d'importances diverses.[325]

7.94 Le Groupe spécial note: i) que les Conclusions concertées "ont accueilli avec satisfaction" ces communications et les ont qualifiées d'*élément majeur* de la réalisation des buts et objectifs de la Résolution 21(II) de la Conférence; et ii) que le fait que les Conclusions concertées ne reprenaient aucune "conclusion" concernant des produits visés et l'importance des réductions tarifaires signifie que les offres proposées par les pays développés dans ces communications étaient acceptables et *approuvées* par tous les pays concernés. Les mêmes arrangements ont aussi été inclus dans la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation compte tenu de l'intention des Membres, exprimée au Conseil du GATT, d'inclure dans cet instrument tous les arrangements énoncés dans les Conclusions concertées.

7.95 Par ailleurs, le Groupe spécial note que, vu que le niveau des produits visés et l'importance des réductions tarifaires figurant dans les offres SGP ont été négociés et mutuellement convenus entre les pays développés et les pays en développement, on ne peut pas supposer que les schémas SGP prévoyant un niveau de produits visés ou une importance des réductions tarifaires moindres auraient été acceptables pour les pays en développement. De même, en ce qui concerne la mise en œuvre future des schémas SGP, le Groupe spécial ne voit aucune raison de conclure que le niveau des produits visés et l'importance des réductions tarifaires en général pourraient être inférieurs à ceux qui ont été offerts et acceptés dans les Conclusions concertées.

7.96 Le Groupe spécial note que les offres initiales négociées contenaient également des mécanismes en matière d'exceptions en vertu desquels les pays donneurs de préférences se réservaient le droit d'exclure un nombre limité de produits de leurs schémas.[326] Toutefois, d'après ce que le Groupe spécial croit comprendre, ces exceptions limitées ne modifiaient pas les prescriptions fondamentales voulant que le niveau des produits visés et l'importance des réductions tarifaires en général ne soient pas inférieurs à ceux qui étaient prévus dans les offres négociées.

7.97 D'après l'examen effectué par la CNUCED en 1979, le Groupe spécial note que les arrangements concernant les produits visés et l'importance des réductions tarifaires ont été mis en œuvre sur la période allant de 1971 à 1979 par les Membres dans le cadre de leurs schémas SGP respectifs. Des améliorations ont par ailleurs été apportées volontairement par certains pays donneurs

[322] TD/B/AC.5/24, paragraphe 15.
[323] TD/B/AC.5/24, paragraphe 18.
[324] TD/B/AC.5/24, paragraphe 18.
[325] TD/B/AC.5/24, paragraphe 19.
[326] TD/B/AC.5/24, paragraphes 20 et 21.

en ce qui concerne l'importance des réductions tarifaires dans leurs schémas respectifs.[327] Le Groupe spécial considère que la pratique suivie par les Membres pour la mise en œuvre des schémas SGP confirme ce qu'il croit comprendre, à savoir que le niveau des produits visés et l'importance des réductions tarifaires en général ne devraient pas être réduits.

iv) Répondre de manière positive aux besoins du développement des pays en développement

7.98 Il n'est pas fait expressément mention dans la Clause d'habilitation d'une quelconque modification des détails des arrangements SGP approuvés auparavant dans les Conclusions concertées et incorporés dans la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation, et il n'existe pas non plus d'autres traces au GATT ou à l'OMC d'une quelconque action y afférente. Par conséquent, le Groupe spécial estime que les arrangements concernant les produits visés et l'importance des réductions tarifaires approuvés dans les Conclusions concertées sont toujours des éléments valables pour la conception des schémas SGP dans la Clause d'habilitation.

7.99 Étant donné que le paragraphe 3 c) est la disposition pertinente de la Clause d'habilitation qui traite de la conception et de la modification des schémas SGP, le Groupe spécial constate que le paragraphe 3 c) prescrit que, lorsqu'ils conçoivent et modifient des schémas SGP, les pays donneurs de préférences prévoient pour les produits visés et les réductions tarifaires des niveaux qui ne soient pas inférieurs en général à ceux qui ont été offerts et acceptés dans les Conclusions concertées. En outre, le Groupe spécial estime que le paragraphe 3 c), en imposant aux pays donneurs de préférences de "répondre de manière positive aux besoins du développement, des finances et du commerce des pays en voie de développement", n'exclut pas, mais en fait encourage, de nouvelles améliorations du niveau des produits visés et de l'importance des réductions tarifaires qui soient en rapport avec les besoins du développement des pays en développement.

v) Point de savoir si un schéma SGP peut être accordé à moins que la totalité des pays en développement

7.100 Pour ce qui est de savoir si le paragraphe 3 c) permet d'accorder des schémas SGP à moins que la totalité des pays en développement, répondant aux besoins spécifiques du développement de ces pays, et non aux besoins spécifiques des autres pays en développement, le Groupe spécial ne voit rien dans le texte de la Clause d'habilitation ou dans l'historique de sa rédaction qui étaye l'argument des Communautés européennes selon lequel le paragraphe 3 c) permet aux pays développés de répondre aux besoins du développement semblables de *certains* pays en développement "en fonction de critères objectifs". En outre, si le Groupe spécial devait confirmer l'argument des Communautés européennes, il serait confronté à la nécessité de déterminer ce qui constitue des "critères objectifs" justifiant l'inclusion sélective de certains besoins du développement uniquement, à l'exclusion des autres. Le Groupe spécial note que les parties contractantes au GATT ou les Membres de l'OMC n'ont jamais donné d'orientation collective à cet égard.

7.101 Les Communautés européennes font état de deux éléments qui constituent les critères objectifs permettant d'opérer une différenciation entre les pays en développement. Elles indiquent que: i) la différence de traitement doit viser un but légitime; et ii) la différence de traitement doit être un moyen raisonnable d'atteindre ce but. Toutefois, si de tels critères étaient utilisés, toute différenciation favorisant un ou plusieurs pays en développement donnés, et pas les autres, pourrait être justifiée parce que, premièrement, chaque pays en développement a des besoins en matière de développement différents générés par des problèmes différents, et toute mesure destinée à remédier à ces problèmes pourrait être considérée comme visant un but légitime et, deuxièmement, toute marge de préférences tarifaires plus élevée (que celle qui est accordée à d'autres pays en développement)

[327] Examen et évaluation du Système généralisé de préférences, 9 janvier 1979, TD/232, paragraphes 19 et 20.

accordée pour des produits dont l'exportation présente un intérêt pour ces pays en développement favorisés contribuerait à réaliser le but légitime consistant à soutenir le développement dans ces pays en développement favorisés.

7.102 Les préférences tarifaires seraient très souvent un "moyen raisonnable" de réaliser le but légitime consistant à promouvoir le développement. Par exemple, l'octroi de préférences tarifaires aiderait à régler le problème de développement auquel se heurtent certains pays en développement à cause de la taille de leur population, grâce à la création d'un plus grand nombre d'emplois dans les industries à forte intensité de main-d'œuvre. Si le Groupe spécial devait confirmer l'interprétation des Communautés européennes, cela ouvrirait la voie à l'établissement d'un nombre illimité de préférences spéciales favorisant divers pays en développement donnés. Le résultat final serait l'effondrement de l'ensemble du régime SGP et un retour aux préférences spéciales favorisant des pays en développement donnés, ce qui est précisément la situation que les négociateurs voulaient éliminer à la fin des années 60.

7.103 De fait, le Groupe spécial ne peut identifier aucun "critère objectif" en vertu duquel les pays donneurs de préférences pourraient traiter différemment différents pays en développement dans le cadre des schémas SGP. Rien ne permet raisonnablement de faire une distinction entre différents types de besoins en matière de développement, qu'ils soient dus à la production et au trafic de drogues, ou à la pauvreté, aux catastrophes naturelles, aux troubles politiques, à la mauvaise qualité de l'enseignement, à la propagation d'épidémies, à la taille de la population, ou à d'autres problèmes. On ne pourrait pas raisonnablement expliquer pourquoi certaines causes du problème de développement devraient être traitées par le biais du SGP et d'autres causes de ce même problème ne devraient pas l'être.

7.104 Vu les difficultés pratiques posées par l'élaboration de "critères objectifs" raisonnables, le Groupe spécial ne peut pas supposer que le paragraphe 3 c) envisage l'existence de ces "critères objectifs" permettant d'opérer une différenciation entre les schémas SGP. La seule différenciation dont il est clairement entendu qu'elle avait été convenue entre les parties contractantes au GATT est le traitement spécial prévu pour les pays les moins avancés au paragraphe 2 d). Sans disposition explicite, convenue au niveau multilatéral, établissant d'autres bases qui permettent d'opérer une différenciation entre des pays en développement, le Groupe spécial ne pense pas que l'on puisse supposer que les Membres entendaient autoriser une telle différenciation.

7.105 Le Groupe spécial estime que la manière appropriée de répondre aux besoins du développement des pays en développement est de prendre en compte les besoins du développement de *chaque* pays en développement en incluant, dans les schémas SGP, un large éventail de produits dont l'exportation présente un intérêt pour ces pays et en prévoyant des marges de préférences suffisantes pour ces produits. Une capacité de réponse est exigée des schémas SGP, même s'il n'existe pas de critères spécifiques pour mesurer la capacité de réponse des divers schémas SGP.

7.106 Toutefois, le Groupe spécial note que les schémas SGP contiennent des mécanismes permettant d'opérer une différenciation entre les pays en développement dans certaines situations définies, qui sont les mécanismes de sauvegarde, d'une part, et le traitement spécial pour les pays les moins avancés, d'autre part.

vi) Mécanismes de sauvegarde

7.107 Les mécanismes de sauvegarde trouvent leur origine dans les Conclusions concertées qui permettent: i) des limitations *a priori* des importations en provenance des pays en développement;

ii) des mesures du type "clause échappatoire" afin de conserver un certain contrôle sur les échanges que les nouveaux avantages tarifaires peuvent engendrer.[328]

7.108 Les limitations *a priori* sont des mesures qui fixent des plafonds d'importation de façon à exclure certaines importations originaires de pays en développement donnés lorsque les produits visés atteignent un certain niveau de compétitivité sur le marché du pays donneur de préférences.

7.109 Dès le tout début de la mise en œuvre du SGP, les mesures *a priori* ont été appliquées par un certain nombre de pays à des produits non agricoles visés par leurs schémas SGP respectifs. Par exemple, le schéma proposé en 1970 par la CEE disposait que "les importations préférentielles s'effectuer[aient] jusqu'à concurrence de plafonds calculés en valeur pour chaque produit sur la base d'éléments uniformes pour tous les produits" et qu'"afin de limiter la préférence du ou des pays en voie de développement les plus compétitifs et de réserver une quote-part substantielle aux moins compétitifs, les importations à titre préférentiel en provenance d'un seul pays en voie de développement pour un produit déterminé ne devraient pas, en règle générale, dépasser les 50 pour cent du plafond fixé pour ledit produit".[329] Par conséquent, dans le cadre de ce schéma, les avantages SGP sont accordés pour un produit donné uniquement à concurrence d'une valeur qui ne doit pas excéder 50 pour cent de la valeur plafond.

7.110 En ce qui concerne les mécanismes de sauvegarde, les Conclusions concertées disposent aussi que "les pays donneurs se réservent le droit d'apporter des modifications aux modalités d'application de leurs mesures ou à leur portée [au titre des mécanismes de sauvegarde] notamment celui de limiter ou de retirer entièrement ou partiellement certains des avantages tarifaires accordés, au cas où ils le jugeraient nécessaire".[330] Néanmoins, dans les Conclusions concertées, les pays donneurs "déclarent [aussi] que de telles mesures conserveraient un caractère exceptionnel et ne seraient décidées qu'une fois dûment pris en considération, dans la mesure où leur législation le leur permet, les objectifs du Système généralisé de préférences et les intérêts généraux des pays en voie de développement".[331]

7.111 Le Groupe spécial note que ces limitations *a priori* existent encore aujourd'hui, sous différentes formes, dans les schémas SGP d'un certain nombre de pays donneurs de préférences.[332]

7.112 Le Groupe spécial note que les mécanismes de sauvegarde du type "clause échappatoire" sont applicables à tous les pays bénéficiaires sans distinction et n'ont donc pas d'influence sur l'interprétation du paragraphe 3 c). Ce sont les limitations "*a priori*" expressément prévues dans les Conclusions concertées qui sont pertinentes. Le Groupe spécial n'examine donc que la façon dont ces limitations *a priori* influent sur l'interprétation du paragraphe 3 c).

7.113 Étant donné que: i) les limitations *a priori* sont essentiellement fondées sur les notions de compétitivité des produits ou des pays sur des marchés d'exportations particuliers; ii) le paragraphe 3 c) est la disposition de la Clause d'habilitation qui traite de la façon dont les schémas SGP devraient répondre aux besoins du développement; et iii) rien dans les négociations concernant la Clause d'habilitation ne laisse penser que les mécanismes de sauvegarde ont été modifiés, le Groupe spécial considère que le paragraphe 3 c) incorpore dans la Clause d'habilitation les limitations *a priori* visées dans la partie sur les mécanismes de sauvegarde des Conclusions concertées.

---

[328] TD/B/330, partie III.
[329] TD/B/AC.5/34/Add.1, annexe 1, partie I.
[330] Conclusions concertées, partie III, paragraphe 1.
[331] *Ibid.*
[332] *Voir* le document intitulé "Système généralisé de préférences", note du Secrétariat, WT/COMTD/W/93. Plusieurs des schémas SGP mentionnés dans cette note contiennent différentes formes de mécanismes de "gradation".

7.114 La question de savoir si une mesure de limitation *a priori* particulière figurant dans un schéma SGP respecte les dispositions du paragraphe 3 c) est une question qui ne peut être tranchée qu'à la lumière du contexte factuel particulier de la mesure, et le présent Groupe spécial n'est pas saisi de cette question.

vii) Paragraphe 2 d)

7.115 Comme le prescrit le texte du paragraphe 3, "[t]out traitement différencié et plus favorable accordé au titre de la présente clause" respectera, entre autres, les dispositions de l'alinéa c). Par conséquent, le paragraphe 3 c) s'applique également au paragraphe 2 d), qui permet l'octroi d'un traitement spécial aux pays les moins avancés. En conséquence, le Groupe spécial estime que l'interprétation du paragraphe 3 c) doit tenir compte de la mise en œuvre du paragraphe 2 d). Il est d'avis que, lors de la conception et de la modification des schémas SGP, le paragraphe 3 c) permet bien d'opérer une différenciation entre les pays en développement, dans le cas du traitement spécial pour les pays les moins avancés.

c) Résumé des constatations concernant l'interprétation du paragraphe 3 c)

7.116 Sur la base de l'analyse faite ci-dessus aux paragraphes 7.86 à 7.112, le Groupe spécial constate que les éléments pertinents pour "répondre de manière positive aux besoins du développement, des finances et du commerce des pays en voie de développement" au titre du paragraphe 3 c) sont les suivants: i) le niveau des produits visés et l'importance des réductions tarifaires en général ne devraient pas être inférieurs à ceux qui ont été offerts et acceptés dans les Conclusions concertées, de nouvelles améliorations étant possibles[333]; ii) la conception et la modification d'un schéma SGP ne peuvent pas aboutir à une différenciation en ce qui concerne le traitement de différents pays en développement, sous réserve des dispositions des points iii) et iv); iii) des limitations *a priori* peuvent être utilisées pour fixer des plafonds d'importation de manière à exclure certaines importations originaires de pays en développement donnés lorsque les produits visés atteignent un certain niveau de compétitivité sur le marché du pays donneur de préférences; et iv) il est possible d'opérer une différenciation entre les pays en développement, lors de la conception et de la modification des schémas SGP, dans le cas du traitement spécial pour les pays les moins avancés, conformément au paragraphe 2 d). Aucune autre différenciation entre les pays en développement n'est autorisée par le paragraphe 3 c).

3. Expression "sans ... discrimination" figurant dans la note de bas de page 3

a) Arguments des parties

7.117 L'Inde dit que le sens ordinaire de l'expression "établir une discrimination" est "faire ou constituer une différence dans ou entre; distinguer" et "faire une distinction dans le traitement de différentes catégories de personnes ou de choses". Selon l'Inde, "sans ... discrimination" ne permet pas de faire des distinctions entre différentes catégories de pays en développement.[334]

7.118 L'Inde fait valoir que le contexte de l'expression "sans ... discrimination" figurant dans la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation se trouve uniquement à l'article I:1 du GATT de 1994, et non dans les articles III:4, X, XIII, XVII ou XX du GATT de 1994 ni à l'article XVII de l'AGCS.[335] Pour l'Inde, le terme "nonobstant" figurant au paragraphe 1 de la Clause d'habilitation signifie que les

[333] Toutefois, conformément au paragraphe 3 b) de la Clause d'habilitation, la prescription concernant le niveau des produits visés et l'importance des réductions tarifaires en général ne constituera pas une entrave à la réduction ou à l'élimination de droits de douane ou d'autres restrictions au commerce sur une base NPF.

[334] Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 57.

[335] Réponse de l'Inde à la question n° 10 posée par le Groupe spécial aux deux parties.

pays développés renoncent à leurs droits NPF à l'égard du pays développé Membre accordant le traitement SGP aux pays en développement. Toutefois, l'Inde considère qu'il n'y a dans le paragraphe 1 rien qui indique que les pays en développement renoncent eux aussi à leurs droits NPF à l'égard des autres pays en développement bénéficiant des avantages SGP accordés par un pays développé. Selon l'Inde, l'idée que les pays en développement renoncent à ces droits NPF est incompatible avec le but même du SGP.[336] Par conséquent, la notion de non-discrimination telle qu'elle est utilisée à l'article I:1 du GATT de 1994 - assurer des possibilités de concurrence égales aux produits similaires originaires de différents pays - est pertinente et il n'y est pas dérogé.[337]

7.119 L'Inde fait valoir également que l'article défini "the" utilisé avant "developing countries" (pays en développement) dans la note de bas de page 3 signifie "all" (tous) lorsqu'il définit un nom pluriel. L'Inde soutient que si la "non-discrimination" visée dans la note de bas de page 3 ne devait pas concerner "tous" les pays en développement, il ne serait pas nécessaire d'avoir le paragraphe 2 d) en plus du paragraphe 2 a); les mesures non tarifaires considérées au paragraphe 2 d) en faveur des pays les moins avancés auraient alors pu être incluses dans le paragraphe 2 b).[338]

7.120 L'Inde soutient que, à moins que la Clause d'habilitation ne le prévoie expressément, il ne peut y avoir de raison valable d'opérer une différenciation entre les pays en développement. Donner une autre interprétation réduirait les avantages résultant pour les pays en développement de l'article I:1 et irait à l'encontre du but même du SGP.[339] L'Inde pense que le sens de l'expression "sans … discrimination" dans la Clause d'habilitation est identique au sens de cette expression dans les Conclusions concertées. Les Conclusions concertées ne contiennent aucune référence à l'idée que les pays développés devraient être autorisés à faire une distinction entre les pays en développement. Les Conclusions n'autorisent même pas les pays développés à accorder des préférences tarifaires plus favorables aux pays les moins avancés à l'exclusion des autres pays en développement.[340]

7.121 L'Inde cite également certains autres textes repris de documents de la CNUCED à l'appui de son affirmation selon laquelle l'expression "sans … discrimination" figurant dans la note de bas de page 3 indique l'obligation d'accorder des préférences tarifaires égales à tous les pays en développement. Les Conclusions concertées indiquent qu'"il y a accord sur l'objectif selon lequel tous les pays en voie de développement devraient en principe participer dès le début en qualité de pays bénéficiaires". Le huitième principe général adopté à la première session de la CNUCED préconise l'octroi d'un traitement préférentiel à "l'ensemble des pays en voie de développement". La Résolution 21(II) indique quant à elle que l'objectif du SGP est d'instaurer un système "en faveur des pays en voie de développement", ce qui, selon l'Inde, signifie en faveur de tous les pays en développement.[341] Compte tenu de ces textes justificatifs et d'autres documents de la CNUCED allant dans un sens semblable, l'Inde fait valoir que les Membres entendaient que les avantages du SGP aillent à tous les pays en développement, et pas seulement à certains d'entre eux.[342] Pour l'Inde, cette conclusion est aussi confirmée par le rapport sur l'examen du SGP établi par la CNUCED en 1979. Pour ce qui est de toutes les questions en rapport avec le SGP, soutient l'Inde, la Clause d'habilitation ne modifie pas la Décision de 1971, l'exception étant que le paragraphe 2 d) permet d'accorder un traitement spécial aux pays les moins avancés.[343]

---

[336] Réponse de l'Inde à la question n° 9 posée par le Groupe spécial aux deux parties.

[337] Réponse de l'Inde à la question n° 9 posée par le Groupe spécial aux deux parties.

[338] Réponse de l'Inde à la question n° 9 posée par le Groupe spécial aux deux parties; deuxième communication écrite de l'Inde.

[339] Réponse de l'Inde à la question n° 9 posée par le Groupe spécial aux deux parties.

[340] Deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphes 97 à 100.

[341] Réponse de l'Inde à la question n° 9 posée par le Groupe spécial aux deux parties; réponse de l'Inde à la question n° 16 que le Groupe spécial lui a posée.

[342] Réponse de l'Inde à la question n° 9 posée par le Groupe spécial aux deux parties; réponse de l'Inde à la question n° 16 que le Groupe spécial lui a posée.

[343] Réponse de l'Inde à la question n° 9 posée par le Groupe spécial aux deux parties.

7.122 Les Communautés européennes font valoir que l'expression "établir une discrimination" a un sens neutre et un sens négatif. Elles relèvent la déclaration faite par le Groupe spécial *Canada – Brevets pour les produits pharmaceutiques* selon laquelle le terme "discrimination" peut avoir des sens différents dans différents contextes de l'OMC. La définition complète dans le contexte juridique, de l'avis des Communautés européennes, est "faire une distinction dans le traitement de différentes catégories de personnes, ou de choses, en particulier de manière *injuste* ou *préjudiciable* à l'encontre de personnes pour des raisons de race, de couleur, de sexe, de statut social, etc".[344]

7.123 Les Communautés européennes font valoir également que le contexte approprié de l'expression "sans … discrimination" dans la Clause d'habilitation se trouve aux paragraphes 1, 2 et 3 de cette clause, et en particulier aux paragraphes 2 a) et 3 c) et dans le terme "généralisé" dans la note de bas de page 3.[345] De l'avis des Communautés européennes, l'article I:1 et beaucoup d'autres dispositions fondamentales du GATT de 1994 et de l'AGCS ont pour objet d'accorder des conditions de concurrence égales pour les importations de produits similaires originaires de tous les Membres. En revanche, les Communautés européennes estiment que la Clause d'habilitation, comme d'autres dispositions relatives au traitement spécial et différencié, a pour but de créer des conditions de concurrence inégales afin de répondre aux besoins spéciaux des pays en développement. Compte tenu de cet objectif, les Communautés européennes font valoir qu'un traitement différencié entre les pays en développement suivant les besoins de leur développement n'est pas plus discriminatoire que le fait d'opérer une différenciation entre pays développés et pays en développement.[346]

7.124 Les Communautés européennes soutiennent que "sans ... discrimination" n'est pas synonyme de traitement formellement égal. En fait, de l'avis des Communautés européennes, il y a discrimination si des situations égales sont traitées de façon inégale ou si des situations inégales sont traitées de manière égale. Les Communautés européennes soutiennent aussi qu'il y a un critère en deux parties pour mesurer s'il y a "non-discrimination": i) déterminer si la différence de traitement vise un objectif légitime; et ii) si la distinction constitue un moyen raisonnable d'atteindre l'objectif légitime.[347] Pour les Communautés européennes, le sens de la discrimination diffère d'une disposition à l'autre. Le sens de la discrimination au titre de l'article III du GATT de 1994 est différent du sens de la discrimination au titre du texte introductif de l'article XX du GATT de 1994.[348] Au titre de la Clause d'habilitation, l'expression "sans ... discrimination" figurant au paragraphe 2 a) n'empêche pas les Membres de traiter de façon différente des pays en développement qui, suivant des critères objectifs, ont des besoins différents en matière de développement.[349]

7.125 Les Communautés européennes soutiennent que le huitième principe général, la Résolution 21(II) et les Conclusions concertées eux-mêmes ne représentent pas le contexte de la Clause d'habilitation, mais les "travaux préparatoires" relatifs à la Décision de 1971 et, en tant que tels, constituent les moyens complémentaires d'interprétation visés à l'article 32 de la Convention de Vienne.[350] En outre, les Communautés européennes considèrent que les textes de la CNUCED sur lesquels l'Inde s'appuie n'étayent pas la position de celle-ci concernant le sens de la non-discrimination. Ces textes, selon les Communautés européennes, traitent de la question de savoir

[344] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 66.
[345] Réponse des Communautés européennes à la question n° 9 posée par le Groupe spécial aux deux parties, paragraphes 26 et 27.
[346] Réponse des Communautés européennes à la question n° 10 posée par le Groupe spécial aux deux parties, paragraphes 36 et 39.
[347] Réponse des Communautés européennes à la question n° 9 posée par le Groupe spécial aux deux parties, paragraphes 31 et 32.
[348] Réponse des Communautés européennes à la question n° 10 posée par le Groupe spécial aux deux parties, paragraphes 38 à 40.
[349] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 85.
[350] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 37.

si tous les pays en développement devraient être reconnus en tant que bénéficiaires, qui est liée au sens du terme "généralisé", et non de la *question* de savoir si tous les pays bénéficiaires devraient se voir accorder des préférences identiques, qui doit être couverte par l'expression "sans … discrimination" dans la note de bas de page 3. Les Communautés européennes considèrent que l'interprétation de l'Inde rend soit l'expression "sans … discrimination" soit le terme "généralisé" redondant.[351]

b) Analyse faite par le Groupe spécial

i) Introduction

7.126 Le Groupe spécial considère que le sens ordinaire de l'expression "établir une discrimination", suivant le contexte, peut être soit *neutre*, dans le sens de faire une distinction, soit *négatif*, dans le sens d'avoir pour connotation une distinction qui est injuste ou préjudiciable. Comme l'indique l'Inde, le sens neutre est "to make or constitute a difference in or between; distinguish" (faire ou constituer une différence dans ou entre; distinguer) (et "to make a distinction in the treatment of different categories of people or things" (faire une distinction dans le traitement de différentes catégories de personnes ou de choses).[352] Comme l'indiquent les Communautés européennes, le sens négatif est "to make a distinction in the treatment of different categories of people or things, esp. *unjustly* or *prejudicially* against people on grounds of race, colour, sex, social status, age, etc." (faire une distinction dans le traitement de différentes catégories de personnes ou de choses, en particulier de manière *injuste* ou *préjudiciable* à l'encontre de personnes pour des raisons de race, de couleur, de sexe, de statut social, d'âge, etc.).[353]

7.127 Pour déterminer le sens à donner à cette expression dans la note de bas de page 3, il est nécessaire de considérer l'expression dans son contexte et à la lumière de l'objet et du but du GATT.

7.128 Le contexte pertinent de l'expression "sans ... discrimination" inclut les paragraphes 2 a), 2 d) et 3 c) du texte de la Clause d'habilitation. Pour ce qui est du paragraphe 2 a), comme le Groupe spécial l'a déjà constaté au paragraphe 7.84, les éléments les plus pertinents du contexte sont la Résolution 21(II) et les Conclusions concertées. Avant la Résolution 21(II), il y a deux communications formelles émanant du Groupe de l'OCDE[354] et du Groupe des 77.[355] Il y a aussi la recommandation antérieure adoptée à la première session de la CNUCED[356], où l'établissement du SGP a été préconisé pour la première fois. Le Groupe spécial considère que tous ces documents constituent les travaux préparatoires relatifs aux Conclusions concertées et, par conséquent, également de la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation, ainsi que du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation en vertu de la note de bas de page 3.

7.129 Le Groupe spécial note que c'est dans la Résolution 21(II) de la deuxième session de la CNUCED que le concept de l'établissement d'un système "généralisé de préférences, ... sans réciprocité ni discrimination" est mentionné pour la première fois. Les détails des arrangements SGP ont été arrêtés dans les Conclusions concertées, qui ont été reprises dans la Décision de 1971 portant

---

[351] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 38; réponse des Communautés européennes à la question n° 52 posée par le Groupe spécial aux deux parties, paragraphe 57; observation des Communautés européennes sur la réponse de l'Inde à la question n° 16 que le Groupe spécial lui a posée; réponse des Communautés européennes à la question n° 9 posée par le Groupe spécial aux deux parties, paragraphe 27.

[352] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, 4ème édition, page 689.

[353] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, 4ème édition, page 689.

[354] Rapport du Groupe spécial sur le commerce avec les pays en voie de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, 29 janvier 1968, TD/56.

[355] Charte d'Alger, adoptée le 24 octobre 1967, TD/38.

[356] Première session de la CNUCED, Acte final et rapport, Rec. A.II.1.

octroi de la dérogation puis au paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation en vertu de la note de bas de page 3. Le Groupe spécial va donc procéder à une analyse de la Résolution 21(II) pour étudier le contexte pertinent et les travaux préparatoires effectués à la CNUCED.

ii) Résolution 21(II)

7.130 Le Groupe spécial note que la Résolution 21(II) indique qu'un "accord unanime s'est fait sur l'instauration, à une date rapprochée, d'un système mutuellement acceptable et généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination" et établit le Comité spécial des préférences pour arrêter les détails du SGP. L'"accord unanime" sur ces principes ressort clairement des documents annexés à la Résolution 21(II), qui présentent les positions adoptées par les pays en développement dans la Charte d'Alger[357] et les positions adoptées par les pays développés dans le rapport du Groupe spécial sur le commerce avec les pays en voie de développement de l'OCDE.[358] La Résolution 21(II), en indiquant dans son préambule qu'elle "[prend] connaissance de la Charte d'Alger [et] du rapport du Groupe spécial sur le commerce avec les pays en voie de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques", reconnaît effectivement la pertinence de ces rapports pour la Résolution elle-même.

7.131 Aussi bien les pays développés que les pays en développement ont exposé certains principes pour l'établissement du SGP. Ceux qui ont été indiqués par les pays en développement dans la Charte d'Alger sont, entre autres, les suivants:

> "a) ... prévoir l'accès sans restriction et en franchise de tous les articles manufacturés et semi-finis de tous les pays en voie de développement aux marchés de *tous* les pays développés;
>
> ...
>
> d) Tous les pays développés devraient accorder ces préférences à *tous* les pays en voie de développement;
>
> ...
>
> g) Le nouveau système de préférences générales devrait assurer des avantages au moins équivalents aux pays en voie de développement qui jouissent de préférences dans certains pays développés, afin qu'ils puissent accepter la suspension des préférences actuellement accordées à leurs articles manufacturés et semi-finis."[359]

7.132 Les principes devant régir le régime SGP, tels qu'ils sont indiqués dans le rapport du Groupe spécial sur le commerce avec les pays en voie de développement de l'OCDE[360], sont, entre autres, les suivants:

> "3) Les arrangements de ce genre devraient viser à accorder des possibilités à peu près équivalentes dans tous les pays développés à *tous* les pays en voie de développement.

---

[357] TD/38.
[358] TD/56.
[359] Voir la deuxième partie, point B. Expansion des exportations d'articles manufacturés et semi-finis, paragraphe 1, Charte d'Alger, adoptée le 24 octobre 1967, dans: Actes de la deuxième session de la CNUCED, volume I: Rapport et annexe, TD/38, page 476.
[360] TD/56.

> 5) Aucun des nouveaux arrangements visant à accorder un traitement tarifaire spécial ne pourrait être mis en application sans l'appui des pays en voie de développement, et il conviendrait de tenir compte de leur point de vue lors de l'élaboration de tous les arrangements de cette nature."[361]

7.133 S'agissant de l'élimination progressive des préférences spéciales existantes, le rapport du Groupe spécial de l'OCDE indique ce qui suit:

> "[i]l est reconnu que de nombreux pays en voie de développement tendent à considérer comme un objectif important des nouveaux arrangements l'évolution vers une plus grande égalité de traitement pour les exportations de tous les pays en voie de développement sur les marchés des pays développés. En même temps, les pays en voie de développement qui bénéficient actuellement de préférences sur certains de ces marchés souhaiteraient que ces arrangements leur procurent des possibilités d'exportation accrues pour compenser le fait qu'ils auraient à partager avec d'autres les avantages dont ils bénéficient à présent".[362]

7.134 Le Groupe spécial est d'avis que l'"accord unanime", tel qu'il est indiqué dans la Résolution 21(II) et ainsi qu'il ressort des positions susmentionnées des pays en développement et des pays développés, signifie que les préférences spéciales existantes accordées à un nombre limité de pays en développement seraient remplacées par un système généralisé de préférences qui seraient accordées à *tous* les pays en développement *de manière égale*, sans possibilité pour les pays donneurs de préférences, d'opérer une différenciation en ce qui concerne le traitement entre les pays en développement.

iii) Conclusions concertées

7.135 Les Conclusions concertées, au sujet de la question "Préférences inverses et préférences spéciales", indiquent, dans la section II: "[L]e Comité spécial note que, conformément à la résolution 21(II) de la Conférence, il y a accord sur l'objectif selon lequel tous les pays en voie de développement devraient en principe participer dès le début en qualité de pays bénéficiaires". Cette déclaration traite de la question des préférences spéciales au moyen desquelles certains pays donneurs de préférences accordaient des traitements tarifaires préférentiels uniquement à certains pays en développement désignés, mais pas à d'autres. Lisant cette phrase dans cette lumière, le Groupe spécial considère que l'"accord" fait référence à l'octroi d'un traitement tarifaire préférentiel à *tous* les pays en développement.

7.136 Au sujet de l'incidence de l'élimination des préférences spéciales entre certains pays développés et un nombre limité de pays en développement, les Conclusions concertées indiquent ce qui suit: "[l]es pays en développement qui, du fait de l'instauration du Système généralisé de préférences, seront appelés à partager les avantages tarifaires dont ils bénéficient déjà dans certains pays développés, s'attendront que l'accès aux marchés d'autres pays développés leur ouvrent des possibilités d'exportation compensant pour le moins le partage de ces avantages". Autrement dit, pour les pays en développement qui bénéficiaient de préférences spéciales dans le passé, la perte possible d'une part de marché dans un pays développé, qui leur accordait précédemment des préférences spéciales, serait compensée par le fait que d'autres pays développés, qui ne leur accordaient pas

[361] Voir la première partie du rapport du Groupe spécial sur le commerce avec les pays en voie de développement de l'OCDE, présenté le 29 janvier 1968 à la CNUCED, dans: Actes de la deuxième session de la CNUCED, volume I: Rapport et annexe, TD/56, page 85.

[362] *Ibid*., première partie, "H. Préférences accordées à certains pays en voie de développement sur le marché de certains pays développés", page 86.

précédemment de préférences spéciales, leur accorderaient un traitement préférentiel au moment de l'établissement du SGP.

7.137 Il ne fait guère de doute que ces déclarations signifiaient que toutes les préférences spéciales existant avant l'établissement du SGP seraient ensuite étendues à *tous* les pays en développement *sans différenciation*. Logiquement, si une différenciation en ce qui concerne le traitement entre différents pays en développement avait été autorisée dans les Conclusions concertées, elle aurait eu raison de l'obligation d'éliminer les préférences spéciales existantes et aurait causé les mêmes problèmes que ceux qui étaient causés par l'existence des préférences spéciales existant avant l'établissement du SGP, à savoir la discrimination entre pays en développement.[363]

7.138 Au sujet des mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés, la section V des Conclusions concertées indique ce qui suit: "Les pays donneurs envisageront, autant que possible, cas par cas, la possibilité d'inclure dans le Système généralisé de préférences des produits dont l'exportation présente de l'intérêt surtout pour les pays en voie de développement les moins avancés et, le cas échéant, d'accorder des réductions tarifaires plus fortes pour ces produits." À cette époque, il n'était pas possible de prévoir un plus large éventail de produits visés ou des réductions tarifaires plus importantes *uniquement* pour les *pays les moins avancés*.

7.139 L'approche adoptée pour assurer des avantages aux pays les moins avancés a consisté à: i) inclure des produits dont l'exportation présentait de l'intérêt pour ces pays dans l'éventail des produits visés par les schémas SGP; et ii) accorder des réductions tarifaires plus importantes pour ces produits le cas échéant. Toutefois, tel qu'il était conçu, le schéma dans son ensemble devait être accordé à *tous* les pays en développement de façon que, quand bien même le SGP offrirait un *traitement formellement égal* à tous les pays en développement, il répondrait plus efficacement aux besoins des pays les moins avancés. Dans le cadre des Conclusions concertées, il n'y avait aucune possibilité de prévoir une différenciation formelle dans les schémas SGP pour favoriser les pays les moins avancés.

7.140 Toutefois, comme le Groupe spécial l'a conclu dans son analyse au titre du paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation, les Conclusions concertées permettent des limitations *a priori*. Le Groupe spécial considère, par conséquent, que les Conclusions concertées ne constituent pas un fondement juridique permettant d'opérer une différenciation entre les pays en développement autrement que pour la mise en œuvre de limitations *a priori*.

iv) Recommandation A.II.1 adoptée à la première session de la CNUCED

7.141 Il convient de noter que, à la fin de la première session de la CNUCED, les Membres ont adopté des principes généraux et des recommandations concernant la suppression des préférences spéciales et l'établissement du SGP. Ces principes et recommandations ont conduit directement à l'adoption de la Résolution 21(II) à la deuxième session de la CNUCED.

7.142 Le huitième principe général établi à la première session de la CNUCED prévoit ce qui suit:

> "Les échanges internationaux devraient se faire dans l'intérêt réciproque des coéchangistes, sur la base du traitement de la nation la plus favorisée, et ne devraient pas comporter de mesures préjudiciables aux intérêts commerciaux des autres pays. ... De nouvelles préférences, tarifaires et non tarifaires, devraient être accordées à l'*ensemble* des pays en voie de développement sans l'être pour autant aux pays

[363] Voir "Le problème des préférences spéciales – Aspects de la politique commerciale, rapport du secrétariat de la CNUCED", 12 janvier 1968, dans Actes de la deuxième session de la CNUCED, volume V, Problèmes spéciaux du commerce mondial et du développement, pages 44 à 56.

> développés. ... Les préférences spéciales dont certains pays en voie de développement bénéficient actuellement dans leurs échanges avec certains pays développés devraient être considérées comme transitoires et sujettes à réduction progressive. Ces préférences devraient être supprimées au fur et à mesure qu'entreront en vigueur des mesures internationales efficaces garantissant des avantages au moins équivalents aux pays intéressés."[364]

7.143 La Recommandation A.II.1 prévoit ce qui suit:

> "Les arrangements préférentiels entre pays développés et pays en voie de développement qui se traduisent par une *discrimination* à l'encontre d'autres pays en voie de développement et qui sont indispensables au maintien et à l'accroissement des recettes d'exportation et au progrès économique des pays peu développés qui en bénéficient actuellement devraient être supprimés au fur et à mesure que seront effectivement appliquées des mesures internationales assurant à ces pays des avantages au moins équivalents. Ces mesures internationales devraient être prises graduellement et de telle sorte qu'elles entrent en application avant la fin de la Décennie des Nations Unies pour le développement.[365]

7.144 Au vu de l'analyse ci-dessus de la Résolution 21(II), des Conclusions concertées et des travaux préparatoires pertinents ayant conduit à l'établissement du SGP, le Groupe spécial considère que l'intention manifeste des négociateurs était d'accorder le traitement SGP de manière égale à tous les pays en développement et d'éliminer toute différenciation en ce qui concerne le traitement préférentiel accordé aux pays en développement, sauf pour la mise en œuvre de limitations *a priori* dans les schémas SGP. Le Groupe spécial conclut, au vu de son examen du contexte et des travaux préparatoires, que l'obligation de non-discrimination, en tant que principe général formellement énoncé dans la Résolution 21(II), puis repris dans la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation et ensuite dans la Clause d'habilitation, oblige les pays donneurs de préférences à accorder les avantages SGP à *tous* les pays en développement sans opérer de différenciation, sauf pour la mise en œuvre de limitations *a priori* dans les schémas SGP.

v) Paragraphe 2 d)

7.145 Le fait que la Clause d'habilitation permet expressément aux pays développés d'accorder un traitement spécial aux pays les moins avancés au paragraphe 2 d) donne aussi à penser que, dans le contexte du SGP, ce n'est qu'en raison du paragraphe 2 d) qu'un traitement spécial pour les pays les moins avancés est autorisé. Si les Conclusions concertées en elles-mêmes avaient autorisé un tel traitement plus préférentiel, il n'aurait pas été nécessaire d'inclure le paragraphe 2 d) dans la Clause d'habilitation. Par conséquent, il est clair qu'un traitement formellement identique doit être accordé à tous les pays en développement conformément à l'obligation de non-discrimination énoncée dans la note de bas de page 3, telle qu'elle est appliquée au paragraphe 2 a).

7.146 Le Groupe spécial prend note des arguments des Communautés européennes selon lesquels le paragraphe 2 d) vise les mesures aussi bien tarifaires que non tarifaires, l'expression "sans ... discrimination" figurant au paragraphe 2 a) permet aux pays développés d'opérer une différenciation entre les pays en développement suivant des critères objectifs, mais cette disposition ne concerne que les préférences tarifaires, et, par conséquent, il faut tout de même prévoir un traitement spécial en faveur des pays les moins avancés au moyen du paragraphe 2 d). Le Groupe spécial prend également

---

[364] Actes de la CNUCED, volume 1, Acte final et rapport adoptés le 16 juin 1964. (pas d'italique dans l'original)

[365] Première session de la CNUCED. Acte final et rapport, Rec. A.II.1.II.A.6. (pas d'italique dans l'original)

note de l'argument de l'Inde selon lequel, si le paragraphe 2 a) autorisait la différenciation entre les pays en développement, de la même façon le paragraphe 2 b) autoriserait aussi la différenciation entre les pays en développement; il aurait donc été plus logique de grouper les paragraphes 2 b) et 2 d) dans un paragraphe plutôt que d'avoir un paragraphe 2 d) distinct autorisant des mesures aussi bien tarifaires que non tarifaires favorisant les pays les moins avancés.

7.147 Le Groupe spécial considère que, si l'expression "sans ... discrimination" figurant au paragraphe 2 a) autorisait les pays développés à opérer une différenciation entre les pays en développement suivant des critères objectifs, le paragraphe 2 a) viserait les mesures tarifaires favorisant les pays les moins avancés. Il faudrait peut-être alors tout de même avoir un paragraphe distinct pour permettre des mesures non tarifaires spéciales en faveur des pays les moins avancés, au-delà de celles qui sont "régies par les dispositions d'instruments négociés multilatéralement sous les auspices du GATT" aux termes du paragraphe 2 b). Toutefois, ce paragraphe distinct n'aurait pas été applicable aux préférences tarifaires puisque celles-ci auraient déjà été visées par le paragraphe 2 a). Le fait que le paragraphe 2 d) n'exclut pas les préférences tarifaires de son champ d'application confirme encore l'interprétation selon laquelle l'expression "sans ... discrimination" figurant au paragraphe 2 a) ne permet pas d'opérer une différenciation entre les pays en développement. Par conséquent, le paragraphe 2 d) fonctionne comme exception au paragraphe 2 a), autorisant un traitement spécial pour les pays les moins avancés, entre autres, dans les schémas SGP.

vi) Paragraphe 3 c)

7.148 À la lumière des constatations qu'il a formulées au paragraphe 7.116 au sujet du paragraphe 3 c), en particulier la constatation selon laquelle la conception et la modification d'un schéma SGP ne peuvent pas aboutir à une différenciation en ce qui concerne le traitement des pays en développement, sauf pour la mise en œuvre de limitations *a priori*, le Groupe spécial considère que le paragraphe 3 c) ne permet en rien d'interpréter l'expression "sans ... discrimination" figurant dans la note de bas de page 3 comme autorisant la différenciation entre les pays en développement, sauf pour la mise en œuvre de limitations *a priori*.

7.149 Le Groupe spécial rappelle l'argument des États-Unis selon lequel il n'est pas nécessaire d'appliquer les schémas SGP d'une manière identique pour tous et selon lequel les distinctions fondées sur des situations de développement inégales sont autorisées.[366] Cependant, le Groupe spécial a constaté précédemment que la seule façon appropriée de répondre aux besoins différents des pays en développement en matière de développement est que les pays donneurs de préférences fassent en sorte que leurs schémas visent un éventail de produits suffisamment large et prévoient des réductions tarifaires suffisamment importantes pour répondre de manière positive à ces besoins différents.

vii) Pertinence de l'article I:1 du GATT de 1994

7.150 Le Groupe spécial rappelle les arguments de l'Inde selon lesquels: i) il n'y a dans la Clause d'habilitation rien qui exempte les Communautés européennes de l'obligation énoncée à l'article I:1 du GATT de 1994 d'étendre les préférences tarifaires accordées dans le cadre du régime concernant les drogues sans condition à tous les pays en développement; et ii) l'expression "sans condition", telle qu'elle a été interprétée par le Groupe spécial *Canada – Automobiles*, signifie indépendamment de la situation ou du comportement du pays exportateur. Le Groupe spécial rappelle également les arguments des Communautés européennes selon lesquels: i) la Clause d'habilitation n'exige pas l'octroi d'un traitement différencié et plus favorable *sans condition*; ii) le sens du mot "conditionnel" à l'article I:1 est l'octroi de préférences tarifaires en échange d'une certaine forme de compensation; et

[366] Réponse des États-Unis à la question n° 6 posée par le Groupe spécial à toutes les tierces parties, première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 12.

iii) la Clause d'habilitation interdit uniquement la *condition* de réciprocité, et non d'autres conditions prévoyant une compensation sans réciprocité.

7.151 Lorsqu'il examine la pertinence de l'article I:1 pour l'interprétation de la Clause d'habilitation, le Groupe spécial rappelle ses constatations antérieures établissant que: i) la Clause d'habilitation est une exception à l'article premier du GATT de 1994; et que ii) la Clause d'habilitation n'exclut pas l'applicabilité de l'article premier, mais en fait l'article premier et la Clause d'habilitation s'appliquent concurremment, la Clause d'habilitation prévalant dans la limite de l'incompatibilité entre les deux dispositions. Au vu de ces constatations, le Groupe spécial considère que, en l'absence d'autorisation expresse, aucune autre dérogation à l'article I:1 ne peut être présumée exister. L'approche du Groupe spécial concernant l'interprétation de l'expression "sans ... discrimination" suit cette considération d'ordre général pour ce qui est de la pertinence de l'article I:1 en ce sens que le Groupe spécial n'a pas interprété cette expression comme permettant un traitement préférentiel pour moins que la totalité des pays en développement sans autorisation explicite. Une telle autorisation explicite est seulement prévue au profit des pays les moins avancés au paragraphe 2 d) de la Clause d'habilitation et pour la mise en œuvre de limitations *a priori*, ainsi qu'il est prévu dans les Conclusions concertées.

7.152 Le Groupe spécial considère que, suivant les règles d'interprétation prévues aux articles 31 et 32 de la Convention de Vienne, il a déjà trouvé suffisamment d'indications pour déterminer le sens de l'expression "sans ... discrimination" figurant dans la note de bas de page 3. Il n'est pas nécessaire à ce stade de chercher d'autres indications en matière d'interprétation dans l'article I:1 du GATT de 1994.

viii) Pertinence d'autres dispositions du GATT

7.153 Le Groupe spécial rappelle que les deux parties citent d'autres dispositions du GATT et de l'AGCS pour aider à comprendre l'expression "sans ... discrimination" figurant dans la note de bas de page 3, y compris les articles III, XIII, XVII et XX du GATT de 1994, ainsi que l'article XVII de l'AGCS. Les Communautés européennes mentionnent aussi la déclaration faite par le Groupe spécial *Canada – Brevets pour les produits pharmaceutiques*, selon laquelle le terme "discrimination" peut avoir des sens différents dans des contextes différents de l'OMC. Si le Groupe spécial admet que le terme "discrimination" peut avoir des sens différents dans des dispositions différentes de l'OMC, il ne considère pas que ces dispositions différentes contribuent notablement à l'interprétation de l'expression "sans ... discrimination" dans le SGP et, plus particulièrement, dans la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation.

ix) Objet et but

7.154 Le Groupe spécial rappelle les arguments des Communautés européennes selon lesquels: i) l'objet et le but du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation, qui sont de promouvoir le commerce de tous les pays en développement d'une manière qui corresponde aux nécessités de leur développement, sont énoncés à l'article XXXVI:3 du GATT de 1994 et dans le préambule de la Dérogation de 1971, ainsi que dans le préambule de l'Accord sur l'OMC; et ii) l'interprétation de l'expression "sans ... discrimination" devrait favoriser la réalisation des objectifs de la Clause d'habilitation et de l'Accord sur l'OMC en permettant l'octroi de préférences additionnelles aux pays en développement ayant des besoins spéciaux en matière de développement, de façon qu'ils puissent s'assurer une part du commerce international qui corresponde à leurs besoins spéciaux.

7.155 Le Groupe spécial note que l'un des objectifs mentionnés dans le préambule de l'Accord sur l'OMC est d'assurer, aux pays en développement, une part de la croissance du commerce international qui corresponde aux nécessités de leur développement, et que la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation et l'article XXXVI:3 du GATT de 1994 énoncent des objectifs semblables. Ces objectifs apparaissent directement dans la Clause d'habilitation.

7.156 Dans le même temps, le Groupe spécial note que d'autres objectifs du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'OMC sont aussi pertinents, en particulier parce que la Clause d'habilitation fait partie du GATT de 1994. Aussi bien le GATT de 1994 que l'Accord sur l'OMC énoncent de multiples objectifs, dont aucun ne devrait être considéré isolément.

7.157 Aux fins de l'interprétation de l'expression "sans ... discrimination" figurant dans la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation, le Groupe spécial considère qu'un des objectifs les plus importants du GATT de 1994, qui est indiqué dans le préambule, est "l'accroissement de la production et des échanges de produits". Pour atteindre cet objectif, le préambule énonce le principe de "l'élimination des discriminations en matière de commerce international". Ce principe se retrouve essentiellement dans les articles I^er^ et III du GATT de 1994.

7.158 Le Groupe spécial considère que la fonction de l'expression "sans ... discrimination" figurant dans la note de bas de page 3 est d'empêcher les abus causés par la discrimination entre les pays en développement lors de l'octroi du traitement SGP. Alors que l'objectif consistant à promouvoir le commerce des pays en développement et celui qui consiste à promouvoir la libéralisation des échanges d'une manière générale sont pertinents pour l'interprétation de l'expression "sans ... discrimination", le Groupe spécial est d'avis que le second contribue davantage à guider l'interprétation de l'expression "sans ... discrimination", étant donné sa fonction consistant à empêcher les abus lors de l'octroi du traitement SGP.

x) Pratique des pays donneurs de préférences

7.159 Le Groupe spécial considère que la pratique générale des pays donneurs de préférences confirme l'interprétation commune et cohérente donnée par les Membres de l'expression "sans ... discrimination". À la CNUCED, pendant la négociation des Conclusions concertées du Comité spécial des préférences, aucun des schémas SGP offerts par les pays donneurs de préférences n'établissait en fait une quelconque différenciation en ce qui concerne le traitement pour les différents pays en développement, sauf dans le cas des limitations *a priori*.[367] Ce fait donne à penser qu'il y avait une interprétation commune du traitement "égal" pour tous les pays en développement sauf dans le cas des mesures *a priori*, et que c'est sur cette base que la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation a été adoptée.

7.160 Le Groupe spécial note également que la pratique des parties contractantes après la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation a continué de refléter cette interprétation commune, de sorte que, dans les cas où un pays développé souhaitait accorder un traitement plus favorable à un nombre limité de pays en développement, une dérogation aux règles du GATT ou de l'OMC a été demandée. Si la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation et la Clause d'habilitation, autrement qu'au moyen du paragraphe 2 d) et du mécanisme de limitations *a priori*, permettaient d'opérer une différenciation entre les pays en développement dans les schémas SGP, il n'y aurait certainement pas un nombre aussi important de demandes de dérogation et d'octrois de dérogations.[368]

c) Résumé des constatations concernant le sens de l'expression "sans ... discrimination"

7.161 Pour les raisons indiquées aux paragraphes 7.126 à 7.160, le Groupe spécial constate que l'expression "sans ... discrimination" figurant dans la note de bas de page 3 exige que des préférences tarifaires identiques dans le cadre des schémas SGP soient accordées à tous les pays en développement sans différenciation, sauf pour la mise en œuvre de limitations *a priori*.

[367] TD/B/AC.5/34.
[368] Voir l'annexe V.

4. Paragraphe 2 a)

a) Arguments des parties

7.162 L'Inde fait valoir que rien dans la Clause d'habilitation n'indique que des pays en développement ont renoncé à leurs droits NPF à l'égard d'autres pays en développement. Une telle hypothèse, selon l'Inde, serait incompatible avec le but même du paragraphe 2, qui est de créer des avantages additionnels pour les pays en développement. L'Inde soutient que l'historique de l'élaboration du SGP à la CNUCED indique que l'intention était que le SGP soit accordé à tous les pays en développement, pas seulement à certains d'entre eux. Elle relève que le SGP devait remplacer les préférences spéciales qui ont précédé l'adoption de la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation. L'Inde fait valoir également que l'article "the" figurant devant "developing countries" (pays en voie de développement) dans la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation montre bien que le SGP doit être accordé à tous les pays en développement.[369]

7.163 L'Inde soutient que le terme "discrimination" désigne le refus de possibilités de concurrence égales pour les produits similaires originaires de différents pays et que, pour ce qui est des questions tarifaires dans le contexte de la Clause d'habilitation, le sens de "sans ... discrimination" doit correspondre à l'application identique de droits à tous les pays.[370]

7.164 L'Inde dit que la Clause d'habilitation n'a pas modifié l'arrangement SGP qui existait au titre de la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation, la seule exception explicite consistant à autoriser un traitement spécial et plus favorable pour les pays les moins avancés conformément au paragraphe 2 d).[371]

7.165 Les Communautés européennes, en revanche, font valoir que l'interprétation que l'Inde donne de l'expression "pays en [voie de] développement" figurant au paragraphe 2 a), c'est-à-dire comme signifiant "tous les pays en développement", rendrait redondant le terme "généralisé" et l'expression "sans … discrimination" figurant dans la note de bas de page 3. En outre, selon les Communautés européennes, l'interprétation de l'Inde voudrait dire que l'objectif du paragraphe 3 c) consistant à répondre de manière positive aux besoins du développement, des finances et du commerce des pays en développement ne pourrait être réalisé sans différenciation. Les Communautés européennes soutiennent par ailleurs que la situation envisagée au paragraphe 7, à savoir que les pays en développement prendraient plus pleinement leur part dans le cadre du GATT avec le développement progressif de leurs économies, ne serait jamais possible.[372]

7.166 Les Communautés européennes font valoir également que le concept de non-discrimination a des sens différents au regard de différentes dispositions ou de différents accords visés.[373]

b) Analyse faite par le Groupe spécial

7.167 Pour déterminer si l'expression "pays en [voie de] développement" au paragraphe 2 a) signifie *tous* les pays en développement, il est nécessaire d'interpréter cette disposition dans le contexte de la Clause d'habilitation dans son ensemble, y compris en particulier l'historique de la rédaction, la note de bas de page 3, le paragraphe 3 c) et le paragraphe 2 d). Pour donner un sens à cette expression au

[369] Réponse de l'Inde à la question n° 9 posée par le Groupe spécial aux deux parties.
[370] Réponse de l'Inde à la question n° 9 posée par le Groupe spécial aux deux parties.
[371] Réponse de l'Inde à la question n° 9 posée par le Groupe spécial aux deux parties.
[372] Réponse des Communautés européennes à la question n° 9 posée par le Groupe spécial aux deux parties; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 16.
[373] Réponse des Communautés européennes à la question n° 10 posée par le Groupe spécial aux deux parties, paragraphe 10.

paragraphe 2 a), il est important que ce sens soit en harmonie avec le reste de la Clause d'habilitation de façon que le régime SGP dans son ensemble puisse fonctionner efficacement. À cet égard, le Groupe spécial rappelle ce qu'a dit l'Organe d'appel, à savoir que "celui qui interprète un traité a le *devoir* de "lire toutes les dispositions applicables du traité de façon à donner un sens à *toutes*, harmonieusement". Un corollaire important de ce principe est qu'il faut interpréter un traité dans son ensemble et, en particulier, lire ses sections et parties dans leur ensemble".[374]

7.168 Ainsi qu'il a été noté, les parties ne sont pas d'accord sur le point de savoir si un pays développé peut accorder un traitement tarifaire préférentiel à moins que la totalité des pays en développement. Elles ne sont en particulier pas d'accord sur le point de savoir si la présence de l'article "the" avant "developing countries" (pays en développement) au paragraphe 2 a) et dans la note de bas de page 3 a une incidence à cet égard. Le Groupe spécial considère, toutefois, que la présence ou l'absence de l'article "the" avant "developing countries" ne donne en soi pas suffisamment d'indications concernant la question fondamentale. On peut trouver des indications plus utiles dans l'historique de l'élaboration du régime SGP.

7.169 Comme le Groupe spécial l'a dit précédemment en rapport avec le contexte pertinent et les travaux préparatoires ayant conduit aux Conclusions concertées et à l'établissement du SGP, il considère que l'intention des négociateurs était d'accorder le traitement SGP de manière égale à tous les pays en développement et d'éliminer toute différenciation en ce qui concerne le traitement préférentiel pour les pays en développement, sauf pour la mise en œuvre de limitations *a priori*. Compte tenu de cette intention claire de ceux qui ont élaboré le régime SGP, le Groupe spécial considère qu'il ne devrait pas interpréter les expressions anglaises "developing countries" ou "the developing countries" d'une manière contraire à cette intention.

7.170 Le Groupe spécial rappelle sa constatation antérieure concernant la note de bas de page 3 selon laquelle l'expression "sans ... discrimination" exige que des préférences tarifaires identiques dans le cadre des schémas SGP soient accordées à tous les pays en développement sans différenciation, sauf pour la mise en œuvre de limitations *a priori*. Ainsi, la note de bas de page 3 en tant que contexte du paragraphe 2 a) n'autorise pas les pays donneurs de préférences à opérer une différenciation entre les pays en développement dans leurs schémas SGP, sauf pour la mise en œuvre de limitations *a priori*.

7.171 Le paragraphe 3 c) constitue un contexte additionnel pour l'interprétation du paragraphe 2 a). Comme le Groupe spécial l'a constaté précédemment au paragraphe 7.116, les éléments pertinents pour "répondre de manière positive aux besoins du développement, des finances et du commerce des pays en voie de développement" au titre du paragraphe 3 c) sont, entre autres, les suivants: "... b) la conception et la modification d'un schéma SGP ne peuvent pas aboutir à une différenciation en ce qui concerne le traitement de différents pays en développement; c) des limitations *a priori* peuvent être utilisées pour fixer des plafonds d'importation de manière à exclure certaines importations originaires de pays en développement donnés lorsque les produits visés atteignent un certain niveau de compétitivité sur le marché du pays donneur de préférences; et d) il est possible d'opérer une différenciation entre les pays en développement, lors de la conception et de la modification des schémas SGP, dans le cas du traitement spécial pour les pays les moins avancés, conformément au paragraphe 2 d). Aucune autre différenciation entre les pays en développement n'est autorisée par le paragraphe 3 c)".

7.172 Le paragraphe 3 c) autorise donc des limitations *a priori*, à titre d'exception à l'obligation générale d'accorder des avantages à *tous* les pays en développement. Alors que, si l'on considère le texte, cette forme de sauvegarde a été négociée et acceptée dans les Conclusions concertées et reprise dans la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation, rien dans la Clause d'habilitation ne donne à

[374] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 81.

penser qu'il y a eu une quelconque intention de modifier la valeur juridique de cette sauvegarde. Les limitations *a priori* envisagées dans le régime SGP et incorporées dans le paragraphe 3 c) donnent un sens au paragraphe 2 a), en autorisant des limitations *a priori* en tant qu'exception à une interdiction générale d'opérer une différenciation entre les pays en développement. Selon le Groupe spécial, pour lire les paragraphes 2 a) et 3 c) harmonieusement, ce qui est autorisé au titre du paragraphe 3 c) ne peut pas être interdit par le paragraphe 2 a).

7.173 Le Groupe spécial note en outre que le paragraphe 2 d) autorise les pays développés à établir une discrimination entre les pays en développement et les pays les moins avancés, en leur permettant d'accorder un "traitement spécial" aux pays les moins avancés. Cette disposition a été négociée pendant le Tokyo Round et approuvée explicitement dans la Clause d'habilitation. Le Groupe spécial considère que la fonction du paragraphe 2 d), qui traduit l'intention des négociateurs, est de créer une exception additionnelle à l'obligation énoncée au paragraphe 2 a) d'accorder le traitement SGP à *tous* les pays en développement.

7.174 Au vu de l'analyse ci-dessus, le Groupe spécial constate que l'expression "pays en [voie de] développement" au paragraphe 2 a) devrait être interprétée comme signifiant *tous* les pays en développement, l'exception étant que, dans les cas où les pays développés mettent en œuvre des limitations *a priori*[375], les "pays en développement" peuvent désigner *moins que la totalité* des pays en développement.

7.175 Le Groupe spécial ne souscrit pas à l'argument des Communautés européennes selon lequel, si l'expression "pays en [voie de] développement" au paragraphe 2 a) devait désigner *tous* les pays en développement, le terme "généralisé" figurant dans la note de bas de page 3 serait de trop. D'après le contexte de la Clause d'habilitation et les travaux préparatoires relatifs à cette clause, le terme "généralisé" figurant dans la note de bas de page 3 a deux sens: i) accorder le traitement SGP à *tous* les pays en développement; et ii) assurer un éventail de produits visés par le SGP suffisamment large. Le fait qu'il peut y avoir au moins un chevauchement partiel du sens du terme "généralisé" et de celui de l'expression "pays en développement" au paragraphe 2 a) ne rend ni l'un ni l'autre redondant.

5. Conclusion concernant la Clause d'habilitation

7.176 Au vu de l'analyse ci-dessus, le Groupe spécial constate ce qui suit: i) il incombe aux Communautés européennes de démontrer que leur régime concernant les drogues est compatible avec la Clause d'habilitation; ii) l'expression "sans ... discrimination" figurant dans la note de bas de page 3 exige que des préférences tarifaires identiques dans le cadre des schémas SGP soient accordées à tous les pays en développement sans différenciation, sauf pour la mise en œuvre de limitations *a priori*; iii) l'expression "pays en [voie de] développement" au paragraphe 2 a) désigne tous les pays en développement, exception faite de ce que, dans les cas où les pays développés mettent en œuvre des limitations *a priori*, l'expression "pays en [voie de] développement" peut désigner moins que la totalité des pays en développement; et iv) le paragraphe 2 d), en tant qu'exception au paragraphe 2 a), autorise les pays développés à accorder un traitement spécial aux pays les moins avancés.

7.177 En conséquence, le Groupe spécial constate que le régime concernant les drogues des Communautés européennes, en tant que schéma SGP, n'offre pas des préférences tarifaires identiques à *tous* les pays en développement et que la différenciation n'est opérée ni aux fins d'un traitement spécial pour les pays les moins avancés, ni dans le contexte de la mise en œuvre de mesures *a priori*. Une telle différenciation est incompatible avec le paragraphe 2 a), en particulier l'expression "sans ... discrimination" figurant dans la note de bas de page 3, et ne peut pas être justifiée par le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation.

[375] Les limitations *a priori* sont décrites en détail dans les paragraphes 7.108 et 7.109.

F. ARTICLE XX b) DU GATT DE 1994 EN TANT QUE JUSTIFICATION DU RÉGIME CONCERNANT LES DROGUES

1. Introduction

7.178 Le Groupe spécial rappelle ses constatations selon lesquelles le régime concernant les drogues n'est pas compatible avec l'article I:1 du GATT de 1994 et n'est pas justifié au titre de la Clause d'habilitation. Le Groupe spécial rappelle également l'allégation des Communautés européennes selon laquelle le régime concernant les drogues est justifié par l'article XX b) du GATT de 1994. Par conséquent, le Groupe spécial va examiner si le régime concernant les drogues est justifié au titre de l'article XX b).

7.179 Trois questions se posent en ce qui concerne l'invocation par les Communautés européennes de l'article XX b) du GATT de 1994 en tant que justification de leur régime concernant les drogues, à savoir: i) si les préférences tarifaires au titre du régime concernant les drogues constituent une mesure destinée à protéger la santé et la vie des personnes dans les Communautés européennes; ii) si les préférences tarifaires au titre du régime concernant les drogues sont "nécessaires" au sens de l'article XX b); et iii) si le régime concernant les drogues est appliqué de façon à constituer une discrimination arbitraire ou injustifiable, en violation du texte introductif de l'article XX.

2. Arguments des parties

7.180 Les Communautés européennes soutiennent qu'il est incontestable que les stupéfiants constituent un risque pour la santé et la vie des personnes dans les Communautés européennes et que les préférences tarifaires contribuent à la protection de la santé et de la vie des personnes en appuyant les mesures prises par d'autres pays pour lutter contre la production et le trafic illicites de ces substances, réduisant ainsi l'offre dans les Communautés européennes.[376]

7.181 S'agissant de l'évaluation de la nécessité de la mesure, les Communautés européennes soutiennent que, d'après l'affaire *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, "plus cet intérêt commun ou ces valeurs communes sont vitaux ou importants, plus il sera facile d'admettre la nécessité des mesures conçues pour atteindre ces objectifs". Elles font valoir que la protection de la santé et de la vie des personnes est la valeur la plus vitale et la plus importante et que, par conséquent, il faudrait dans un tel cas donner le sens le plus large possible au critère de "nécessité".[377]

7.182 Les Communautés européennes citent un certain nombre de conventions, résolutions et autres textes de l'ONU à l'appui de leur allégation selon laquelle l'ONU a établi une stratégie internationale détaillée et bien définie pour lutter contre le problème de la drogue. Les Communautés européennes indiquent que cette stratégie de l'ONU préconise l'adoption de mesures de large portée, mises en œuvre conformément au principe de la responsabilité partagée. Elles indiquent que, pour lutter contre le problème de la drogue, il faut combiner les initiatives destinées à réduire la demande illicite de drogues et celles qui visent à réduire l'offre illicite. Ces dernières imposent d'associer à la disparition de la production et du trafic de drogues la promotion d'activités économiques de substitution.[378] Assurer un accès accru aux marchés est l'un des éléments recommandés.[379] Les Communautés

---

[376] Résumé analytique de la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 50 et 55.

[377] Résumé analytique de la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 54.

[378] Résumé analytique de la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 30 à 33.

[379] Réponse des Communautés européennes à la question n° 25 posée par le Groupe spécial aux deux parties; première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 192.

européennes font ainsi valoir que le régime concernant les drogues, ainsi qu'une aide financière et d'autres moyens, fait partie d'une stratégie globale de lutte contre l'abus de drogues, et en constitue l'un des moyens indispensables.[380]

7.183 Les Communautés européennes affirment que les préférences tarifaires au titre du régime concernant les drogues contribuent au développement des pays bénéficiaires tout en réduisant aussi l'offre de drogues dans les Communautés européennes. Par conséquent, soutiennent-elles, ces préférences tarifaires contribuent à la réalisation de l'objectif en matière de santé consistant à lutter contre l'abus de drogues dans les Communautés européennes.[381] Les Communautés européennes font valoir également que les autres pays en développement touchés par la drogue n'ont pas besoin d'être inclus dans le régime concernant les drogues parce qu'ils bénéficient d'un traitement tarifaire identique, voire meilleur, dans le cadre des autres schémas tarifaires des Communautés européennes.[382] Les Communautés européennes indiquent en outre que les autres pays développés n'ont pas besoin de l'aide des Communautés européennes pour lutter contre la drogue et que cette lutte est une responsabilité partagée.[383]

7.184 Les Communautés européennes soutiennent également que, dans le cadre d'une approche globale et équilibrée, comme l'a recommandé l'ONU, il est indispensable d'assurer un accès accru aux marchés pour soutenir les activités de substitution des pays bénéficiaires. À cet égard, les Communautés européennes indiquent qu'elles n'ont pas connaissance d'autres solutions tout aussi efficaces mais ayant moins d'effets de restriction des échanges pour assurer un accès effectif aux marchés pour les produits en provenance des pays bénéficiaires.[384]

7.185 S'agissant de la question de savoir si leur mesure est conforme au texte introductif de l'article XX, les Communautés européennes font valoir que l'exclusion d'autres pays en développement ne fait pas partie de la "conception" ni de la "structure" du régime concernant les drogues, mais plutôt de son application, et devrait donc être examinée au regard du texte introductif de l'article XX.[385]

7.186 Les Communautés européennes soutiennent que les pays exclus du régime concernant les drogues ne représentent pas une menace pour la santé des citoyens communautaires parce qu'ils ne constituent pas une source d'approvisionnement importante.[386]

7.187 Les Communautés européennes font valoir que la désignation des pays bénéficiaires du régime concernant les drogues se fait sur la base d'une évaluation globale de la gravité du problème de la drogue dans chaque pays en développement suivant des critères objectifs, non discriminatoires.

---

[380] Réponse des Communautés européennes à la question n° 25 posée par le Groupe spécial aux deux parties.

[381] Réponse des Communautés européennes à la question n° 21 posée par le Groupe spécial aux deux parties.

[382] Réponse des Communautés européennes à la question n° 24 posée par le Groupe spécial aux deux parties.

[383] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 66 à 70.

[384] Résumé analytique de la deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 52 à 55.

[385] Résumé analytique de la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 60; résumé analytique de la deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 44.

[386] Résumé analytique de la deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 48; réponse des Communautés européennes à la question n° 15 posée par le Groupe spécial aux Communautés européennes.

L'évaluation prend en compte l'importance de la production et/ou du trafic de drogues dans chaque pays, mesurée sur la base des statistiques disponibles, ainsi que leurs effets.[387]

7.188 Les Communautés européennes soutiennent également que la procédure d'octroi et de retrait des préférences spéciales est aussi sans discrimination. Selon elles, l'exclusion des pays les moins avancés et des pays signataires de l'Accord de Cotonou, ainsi que des partenaires des accords de libre-échange bilatéraux, tient au fait que ces pays bénéficient déjà d'autres arrangements tarifaires préférentiels. L'exclusion des pays développés tient au fait que les conditions qui y existent sont différentes.[388]

7.189 L'Inde fait valoir que le régime concernant les drogues n'a "pas été conçu pour assurer" la protection de la santé et de la vie des personnes dans les Communautés européennes. Les Communautés européennes ne font qu'affirmer cela mais n'étayent pas leur affirmation. Un examen de la conception, de la structure et des principes de base du régime concernant les drogues montre qu'il n'y a pas de lien exprès entre les objectifs indiqués par les Communautés européennes et le régime concernant les drogues. L'Inde mentionne le Règlement n° 2501/2001 du Conseil des CE et l'Exposé des motifs de la Commission au Conseil des CE pour montrer que les objectifs déclarés du régime concernant les drogues sont liés au "développement durable" plutôt qu'à la protection de la santé.[389]

7.190 L'Inde soutient que, si l'article XX b) pouvait être utilisé pour justifier les arrangements tarifaires préférentiels, le cadre multilatéral des négociations commerciales serait affaibli. Les Membres seraient en mesure d'accorder un traitement tarifaire préférentiel à certains Membres de l'OMC si celui-ci constituait une contribution nécessaire à la résolution d'un problème de santé. Ces Membres ne seraient pas dans l'obligation de mettre en œuvre les concessions en matière d'accès aux marchés négociées multilatéralement.[390]

7.191 S'agissant du critère de "nécessité", l'Inde soutient que le lien entre le régime concernant les drogues et l'article XX b) est ténu. Elle soutient également que le fait de qualifier simultanément le régime concernant les drogues de mesure accordant un traitement plus favorable aux pays en développement et de mesure destinée à protéger la santé des personnes dans les Communautés européennes est contradictoire du point de vue de la logique et repose sur plusieurs hypothèses erronées, à savoir en particulier que tous les pays producteurs de drogues exportent leur production illicite vers les Communautés européennes, qu'un traitement tarifaire préférentiel amènera les producteurs de drogues à produire d'autres produits visés par les préférences tarifaires et que tous les trafiquants se mettront à faire le commerce de produits visés par les préférences.[391] L'effet de la mesure, selon l'Inde, dépend de plusieurs facteurs externes sur lesquels les Communautés européennes n'ont pas de prise et qui créent de l'incertitude. Par ailleurs, l'Inde soutient que la production et le trafic de drogues sont des crimes organisés, uniquement motivés par le profit, et des tarifs préférentiels ne permettraient pas de les éradiquer.[392]

7.192 En outre, l'Inde dit que le régime concernant les drogues ne peut pas être considéré comme "nécessaire" parce qu'il n'est pas accordé à d'autres pays en développement connaissant des problèmes

---

[387] Résumé analytique de la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 34.

[388] Résumé analytique de la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 61.

[389] Résumé analytique de la deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphe 27.

[390] Résumé analytique de la deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphe 33.

[391] Deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphe 155; réponse de l'Inde à la question n° 21 posée par le Groupe spécial aux deux parties.

[392] Résumé analytique de la deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphe 28.

de drogues, tels que le Myanmar et la Thaïlande, ni d'autres pays en développement et pays développés touchés par la drogue. L'Inde fait valoir que les Communautés européennes ne démontrent pas que les préférences tarifaires au titre du régime concernant les drogues sont "nécessaires" pour les 12 pays bénéficiaires mais pas "nécessaires" pour d'autres pays touchés par la drogue.[393]

7.193 L'Inde fait valoir également que les Communautés européennes n'ont pas établi que le régime concernant les drogues est "la mesure ayant le moins d'effets de restriction des échanges" disponible pour chercher à atteindre leur objectif en matière de santé. Le régime concernant les drogues restreint les échanges aussi bien actuels que futurs des Membres exclus. L'Inde soutient en outre qu'il y a beaucoup d'autres mesures, ayant moins d'efforts de restriction des échanges, que les Communautés européennes pourraient prendre pour atteindre leur objectif, par exemple une aide technique et financière directe pour les efforts de lutte contre la drogue des pays touchés ou une aide et des initiatives en matière de développement qui ne restreignent pas les échanges en provenance d'autres Membres de l'OMC.[394]

7.194 Pour ce qui est du texte introductif, l'Inde fait valoir que les Communautés européennes ne montrent pas en quoi les préférences tarifaires ne constituent pas une discrimination arbitraire ou injustifiable ni une restriction déguisée au commerce international.[395] L'Inde soutient que le fait que le régime concernant les drogues vise uniquement un nombre limité de 12 pays bénéficiaires montre clairement qu'il y a discrimination. En outre, l'Inde estime que le processus de sélection pour le régime concernant les drogues n'est pas transparent et qu'il n'y a aucune procédure publiée en ce qui concerne les demandes et la sélection des bénéficiaires.[396] Rien ne permet de penser que les Communautés européennes ont réellement procédé à une évaluation objective suivant des critères objectifs. De l'avis de l'Inde, au vu de l'explication des Communautés européennes, il n'est pas possible de déterminer pourquoi, par exemple, le Pakistan a été inclus alors que l'Inde et le Paraguay ont été exclus. L'Inde mentionne que, dans la justification *a posteriori* que les Communautés donnent au Groupe spécial, elles utilisent des statistiques qui ne sont devenues disponibles qu'après que les bénéficiaires avaient été sélectionnés.[397]

3. Analyse faite par le Groupe spécial

7.195 Pour examiner la jurisprudence concernant l'approche consistant à analyser les mesures dont il est allégué qu'elles sont justifiées au titre de l'article XX, le Groupe spécial rappelle la décision ci-après de l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*:

> "Pour qu'une mesure ... soit justifiée provisoirement au titre du paragraphe d) de l'article XX, deux éléments doivent être réunis. Premièrement, la mesure doit avoir pour objet d'"assurer le respect" de lois ou de règlements qui ne sont pas eux-mêmes incompatibles avec l'une ou l'autre des dispositions du GATT de 1994. Deuxièmement, la mesure doit être "nécessaire" pour assurer ce respect."[398]

7.196 Bien que le Groupe spécial note que la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf* a été prise dans le contexte de l'invocation de

---

[393] Réponse de l'Inde à la question n° 24 posée par le Groupe spécial aux deux parties.
[394] Résumé analytique de la deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphes 30 et 31; réponse de l'Inde à la question n° 21 posée par le Groupe spécial aux deux parties.
[395] Deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphes 159 à 162.
[396] *Ibid.*, paragraphe 32.
[397] Première déclaration orale de l'Inde, paragraphe 24; résumé analytique de la deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphe 25.
[398] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphe 157.

l'article XX d), et non de l'article XX b), il est d'avis que les mêmes considérations s'appliquent à ces deux alinéas de l'article XX parce que la structure de l'article XX b) et celle de l'article XX d) sont très semblables. Le Groupe spécial considère que l'approche consistant à procéder à une analyse suivie par l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf* est aussi appropriée pour l'analyse d'une mesure au titre de l'article XX b).

7.197 De fait, des groupes spéciaux antérieurs de l'OMC ont suivi la même approche pour leur analyse de l'article XX b). Dans l'affaire *États-Unis – Essence*, le Groupe spécial a dit que les États-Unis devaient établir l'existence des trois éléments ci-après pour démontrer la compatibilité de leur mesure avec l'article XX b):

> "1) la *politique* dans laquelle s'inscrivaient les mesures pour lesquelles la disposition était invoquée entrait dans la catégorie des politiques destinées à protéger la santé et la vie des personnes ...;
>
> 2) les mesures incompatibles pour lesquelles l'exception était invoquée était *nécessaire* pour atteindre l'objectif de ladite politique; et
>
> 3) les mesures étaient appliquées en conformité avec les prescriptions du *paragraphe introductif* de l'article XX."[399]

7.198 Dans l'affaire *CE – Amiante*, le Groupe spécial a suivi la même approche que dans l'affaire *États-Unis – Essence*: "Nous devons d'abord établir si la politique dont relève la mesure au sujet de laquelle les dispositions de l'article XX b) sont invoquées entre dans la catégorie des politiques destinées à protéger la santé et la vie des personnes."[400]

7.199 Suivant cette jurisprudence, le Groupe spécial considère que, pour déterminer si le régime concernant les drogues est justifié au titre de l'article XX b), il doit examiner: i) si la politique dans laquelle s'inscrit la mesure entre dans la catégorie des politiques destinées à atteindre l'objectif visé ou, en d'autres termes, si l'objectif de la politique est de "protég[er] la santé et ... la vie des personnes ...". Autrement dit, examiner si la mesure a été conçue pour atteindre cet objectif de la politique en matière de santé; ii) si la mesure est "nécessaire" pour atteindre ledit objectif; et iii) si la mesure est appliquée d'une manière compatible avec le texte introductif de l'article XX.

a) Point de savoir si le régime concernant les drogues constitue une mesure relevant de l'article XX b)

7.200 Pour examiner si le régime concernant les drogues a été conçu pour atteindre les objectifs déclarés en matière de santé, le Groupe spécial doit prendre en considération non seulement les dispositions expresses de la réglementation des CE, mais aussi la conception, les principes de base et la structure de la mesure, ainsi qu'il ressort du raisonnement de l'Organe d'appel dans l'affaire *Japon – Boissons alcooliques II*. Dans cette affaire, l'Organe d'appel a indiqué ce qui suit: "[bien que] l'objectif d'une mesure puisse ne pas être facile à identifier, l'application de cette mesure à des fins de protection peut néanmoins être déterminée, le plus souvent, d'après sa conception, ses principes de base et sa structure révélatrice".[401] La même approche analytique a été suivie par l'Organe d'appel au titre de l'article XX dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*.[402]

---

[399] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Essence*, paragraphe 6.20.

[400] Rapport du Groupe spécial *CE – Amiante*, paragraphe 8.184.

[401] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page 34; voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements*, paragraphe 55.

[402] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 137. Dans cette affaire, l'Organe d'appel a dit ce qui suit: "Nous devons examiner le lien entre la structure et la conception générales de la

7.201 Ex examinant la conception et la structure du Règlement n° 2501/2001 du Conseil[403] et l'Exposé des motifs de la Commission[404], le Groupe spécial ne trouve dans ces deux documents rien qui ait un rapport avec un objectif de politique visant à protéger la santé des citoyens des Communautés européennes. Les seuls objectifs énoncés dans le Règlement du Conseil (dans le deuxième paragraphe du préambule) sont "les objectifs de la politique de développement ... notamment en ce qui concerne l'éradication de la pauvreté et la promotion du développement durable dans les pays en développement". L'Exposé des motifs indique que "[c]es objectifs consistent à favoriser le développement durable de façon à améliorer les conditions dans lesquelles les pays bénéficiaires luttent contre la production et le trafic de drogues".[405]

7.202 En examinant la structure du Règlement, le Groupe spécial note que le titre premier donne des définitions des "pays bénéficiaires" et indique les produits visés pour les diverses catégories de bénéficiaires. Le titre II précise ensuite les méthodes et les niveaux de réduction tarifaires pour les divers schémas de préférences figurant dans le Règlement, y compris le régime général, les régimes spéciaux d'encouragement, le régime spécial en faveur des pays les moins avancés et le régime spécial de lutte contre la production et le trafic de drogues. Le titre II établit aussi des dispositions communes en matière de gradation. Le titre III traite des conditions d'admissibilité au bénéfice des régimes spéciaux concernant les droits des travailleurs et la protection de l'environnement. Le titre IV prévoit uniquement que les Communautés européennes devraient contrôler et évaluer les effets du régime concernant les drogues sur la production et le trafic de drogues dans les pays bénéficiaires. Il y a d'autres titres, qui concernent le retrait temporaire et les dispositions de sauvegarde, ainsi que les dispositions de procédure. Après avoir examiné l'ensemble de la conception et de la structure de ce Règlement, le Groupe spécial ne trouve rien qui lie les préférences à la protection de la santé et de la vie des personnes dans les Communautés européennes.

7.203 Le Groupe spécial rappelle l'argument des Communautés européennes selon lequel le fait d'assurer l'accès aux marchés est un élément nécessaire de la stratégie internationale globale de lutte contre le problème de la drogue. À cet égard, le Groupe spécial prend note en particulier de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes (la "Convention de 1988") présentée par les Communautés européennes en tant que pièce n° 8. La plupart des dispositions de cette convention portent sur des engagements concernant les mesures de répression du trafic de drogue et l'obligation d'une coopération internationale. Par exemple, il y a des obligations internationales en matière d'extradition et d'assistance technique. Dans le même temps, l'article 14.3 a) de la Convention encourage – mais n'impose pas – la coopération pour ce qui est des efforts visant à éradiquer la drogue. Il dispose que "[c]ette coopération peut notamment comporter, le cas échéant, l'appel à un développement rural intégré aboutissant à des cultures de remplacement économiquement viables. Avant d'appliquer de tels programmes de développement rural, on devra tenir compte de facteurs tels que l'accès au marché, les ressources disponibles et la situation socioéconomique. Les Parties peuvent convenir d'autres mesures appropriées de coopération".

7.204 Le Groupe spécial prend aussi note de la Résolution de 1998 de l'ONU intitulée "Mesures propres à renforcer la coopération internationale pour faire face au problème mondial de la drogue", portant adoption du "Plan d'action de 1998".[406] Dans le préambule du Plan d'action, l'Assemblée générale réaffirme qu'"il faut continuer à lutter contre les drogues illicites conformément aux dispositions des traités internationaux sur le contrôle des drogues en se fondant sur le principe de la

---

mesure en cause, l'article 609, et l'objectif qu'elle est censée permettre d'atteindre, à savoir la conservation des tortues marines."

[403] Pièce n° 6 de l'Inde.
[404] Pièce n° 7 de l'Inde.
[405] Exposé des motifs, paragraphe 35, pièce n° 7 de l'Inde.
[406] Pièce n° 9 des CE.

responsabilité partagée et, à cet effet, adopter une approche intégrée et équilibrée pleinement conforme aux buts et principes de la Charte des Nations Unies et au droit international". Le préambule indique également que "les stratégies de contrôle des cultures de plantes servant à fabriquer des drogues peuvent comporter des volets divers et prévoir notamment des activités de substitution, des mesures de répression et l'éradication des cultures". Les "activités de substitution" sont définies dans le Plan d'action comme étant "un processus visant à prévenir et éliminer la culture illicite de plantes contenant des stupéfiants ou des substances psychotropes grâce à des initiatives de développement rural spécialement conçues à cet effet, dans la perspective de la durabilité de la croissance économique nationale et des efforts de développement durable des pays prenant des mesures contre la drogue ...".[407]

7.205 Le Groupe spécial note que, dans le dispositif du Plan d'action de 1998, il est dit que les activités de substitution sont un élément important de la stratégie globale.[408] La communauté internationale est encouragée à fournir l'assistance financière et technique requise pour mettre sur pied des activités de substitution, l'objectif étant de réduire les cultures illicites de drogues. La communauté internationale est aussi encouragée à procurer davantage de débouchés sur les marchés accrus pour les produits provenant des activités de substitution.[409]

7.206 Au vu de son examen de ces instruments internationaux, y compris la Convention de 1988 et le Plan d'action de 1998, le Groupe spécial croit comprendre que les activités de substitution sont un élément de la stratégie globale de lutte contre les drogues de l'ONU. Le Groupe spécial ne doute pas que l'accès aux marchés joue un rôle d'appui pour ce qui est des activités de substitution, mais il considère que l'accès aux marchés n'est pas en soi un élément important de cette stratégie globale. D'après ce que croit comprendre le Groupe spécial, les activités de substitution mentionnées dans le Plan d'action dépendent davantage de l'engagement politique et financier à long terme aussi bien des gouvernements des pays touchés que de la communauté internationale de soutenir le développement rural intégré, que des améliorations de l'accès aux marchés.

7.207 À supposer même que l'accès aux marchés soit un élément important de la stratégie internationale de lutte contre le problème de la drogue, le Groupe spécial n'a été saisi d'aucun élément de preuve donnant à penser que le fait d'offrir un meilleur accès aux marchés vise à protéger la santé ou la vie des personnes dans les pays importateurs de drogues. En fait, toutes les conventions et résolutions internationales pertinentes donnent à penser que les activités de substitution, y compris l'amélioration de l'accès aux marchés, visent à aider les pays gravement touchés par la production et le trafic de drogues à passer à des activités de substitution viables.

7.208 Le Groupe spécial rappelle l'argument de l'Inde selon lequel l'article XX b) ne peut pas être utilisé pour justifier des préférences tarifaires qui entravent le commerce de Membres qui ne sont pas à l'origine d'un problème de santé. Autrement dit, selon l'Inde, l'article XX ne peut pas être utilisé pour autoriser des mesures qui auraient pour effet de transférer des ressources d'un pays qui n'est pas à l'origine du problème de santé à des pays qui sont réellement à l'origine du problème.[410] L'Inde estime également que, si les préférences tarifaires sont nécessaires pour protéger la santé des citoyens des Communautés européennes, la conséquence logique est que les Communautés européennes ne seraient pas en mesure de mettre en œuvre les concessions en matière d'accès aux marchés négociées dans le cadre du Programme de travail de Doha.[411] Pour l'Inde, si le moyen de défense des Communautés européennes au titre de l'article XX b) était admis, elles seraient exemptées des obligations découlant des articles I[er] et II, et d'autres pays en développement n'auraient pas l'assurance

[407] *Ibid.*
[408] *Ibid.*, paragraphe 8.
[409] *Ibid.*
[410] Réponse de l'Inde à la question n° 55 posée par le Groupe spécial aux deux parties.
[411] Deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphe 163.

que les Communautés européennes appliqueraient à l'avenir les droits de douane sur une base NPF. Cela compromettrait nécessairement le processus de négociation de réductions tarifaires au niveau multilatéral dans le cadre de l'OMC.[412]

7.209 Le Groupe spécial est d'avis qu'il faut évaluer cette question en soupesant et en mettant en balance le niveau de la contribution d'une telle mesure à la réalisation des objectifs en matière de santé et le niveau du dommage causé par la mesure au cadre de négociation multilatéral. De l'avis du Groupe spécial, il ne faudrait pas supposer à la légère que les préférences tarifaires sont un moyen approprié d'atteindre des objectifs en matière de santé au titre de l'article XX b) parce que des préférences tarifaires s'écartant des obligations contractées dans le cadre multilatéral auraient nécessairement une incidence directe et négative sur le système multilatéral. Même au titre de la Clause d'habilitation, qui autorise les préférences tarifaires dans le cadre multilatéral en tant que dérogation à l'article I:1, le paragraphe 3 b) interdit les schémas SGP qui "constitu[ent] ... une entrave à la réduction ou à l'élimination de droits de douane ... sur la base du traitement de la nation la plus favorisée".

7.210 À la lumière de l'analyse qu'il a faite aux paragraphes 7.200 à 7.209, le Groupe spécial constate que la politique ressortant du régime concernant les drogues n'a pas été conçue dans le but de protéger la vie et la santé des personnes dans les Communautés européennes et, par conséquent, le régime concernant les drogues n'est pas une mesure visant à protéger la santé et la vie des personnes au titre de l'article XX b) du GATT de 1994. Néanmoins, le Groupe spécial considère qu'il serait approprié d'examiner également si la mesure est "nécessaire" au sens de l'article XX b).

b) Nécessité de la mesure

7.211 Le Groupe spécial rappelle la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, qui établit ce qui suit: "le terme "nécessaire" désigne, à notre avis, des nécessités d'ordre différent. À une extrémité du champ sémantique, on trouve "nécessaire" dans le sens d'"indispensable"; à l'autre extrémité, on trouve "nécessaire" pris dans le sens de "favoriser". Dans ce champ sémantique, nous estimons qu'une mesure "nécessaire" se situe beaucoup plus près du pôle "indispensable" que du pôle opposé "favoriser simplement".[413] Pour déterminer si le régime concernant les drogues se situe dans le champ sémantique compris entre "favoriser" et "indispensable", le Groupe spécial considère qu'il devrait déterminer dans quelle mesure le régime concernant les drogues favorise la réalisation de l'objectif en matière de santé des Communautés européennes. Cela impose au Groupe spécial d'évaluer les avantages du régime concernant les drogues pour ce qui est d'atteindre l'objectif consistant à protéger la santé et la vie dans les Communautés européennes.

7.212 Le Groupe spécial prend note du rapport de la Commission établi conformément à l'article 31 du Règlement n° 2820/98 du Conseil du 21 décembre 1998 portant application d'un schéma pluriannuel de préférences tarifaires généralisées pour la période du 1er juillet 1999 au 31 décembre 2001. L'évaluation des effets du régime concernant les drogues faite dans ce rapport montre que le nombre de produits visés par le régime concernant les drogues a diminué de 31 pour cent de 1999 à 2001. Il montre aussi que le volume des importations en provenance des pays bénéficiaires du régime concernant les drogues a diminué durant la même période. D'après ce que croit comprendre le Groupe spécial, cette diminution du nombre de produits visés et des importations en provenance des bénéficiaires est due à la réduction à zéro – ou à près de zéro – des taux de droits consolidés NPF applicables à certains produits, y compris les produits du café.[414]

---

[412] Observations de l'Inde sur les réponses des questions des Communautés européennes à la question n° 55 posée par le Groupe spécial aux deux parties.

[413] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphe 161.

[414] Pièce n° 24 des CE.

7.213 Le Groupe spécial considère que les diminutions du nombre de produits visés et de l'importance des réductions tarifaires susmentionnées reflètent une tendance à long terme caractérisée par une diminution des avantages SGP à mesure que les Membres ramènent leurs droits d'importation vers zéro au cours des négociations multilatérales. Compte tenu de cette tendance à la baisse des avantages SGP, il n'est pas certain que le régime concernant les drogues favorise la réalisation de l'objectif allégué des Communautés européennes en matière de santé à l'avenir. Pour le Groupe spécial, il est difficile de considérer une telle mesure comme "nécessaire" au sens de l'article XX b). En outre, étant donné que les avantages au titre du régime concernant les drogues lui-même diminuent, le Groupe spécial ne peut pas arriver à la conclusion que la "nécessité" du régime concernant les drogues est plus proche du pôle "indispensable" que du pôle "favoriser" pour ce qui est de la réalisation de l'objectif consistant à protéger la santé et la vie des personnes dans les Communautés européennes.

7.214 Un autre point pertinent pour évaluer la nécessité de la mesure au titre de l'article XX b) est le fait que le Règlement des CE ne prévoit aucun mécanisme de surveillance permettant de voir si le régime concernant les drogues est efficace pour protéger la santé et la vie des personnes dans les Communautés européennes. Les Communautés européennes confirment que, si elles surveillent l'incidence du régime concernant les drogues sur les pays bénéficiaires touchés par la drogue, elles n'ont aucun mécanisme de surveillance de l'incidence de cette mesure sur la protection de la santé et de la vie des personnes dans les Communautés européennes. De l'avis du Groupe spécial, le niveau de nécessité d'une mesure doit être lié à son efficacité pour ce qui est d'atteindre ses objectifs. Étant donné que les Communautés européennes n'ont pas jugé nécessaire de surveiller ni d'évaluer l'efficacité du régime concernant les drogues pour ce qui est de la réalisation de son objectif en matière de santé, il est difficile de considérer que le niveau de nécessité de cette mesure est plus proche du pôle "indispensable" que du pôle "favoriser".

7.215 Le Groupe spécial considère également qu'il devrait examiner le mécanisme de suspension temporaire prévu dans le Règlement n° 2501/2001 des CE. Le Groupe spécial note que l'article 26 de ce règlement prévoit un certain nombre de raisons permettant de retirer temporairement les régimes préférentiels. Les raisons permettant la suspension sont, entre autres, la pratique de l'esclavage ou du travail forcé, les violations des normes du travail telles qu'elles sont définies dans les conventions pertinentes de l'OIT, la déficience du contrôle douanier en matière d'exportation et de transit de la drogue, les pratiques commerciales déloyales et l'atteinte aux objectifs de certaines conventions relatives à la conservation des ressources halieutiques. Cela signifie que le régime concernant les drogues et les autres régimes commerciaux préférentiels peuvent être suspendus pour l'une quelconque de ces raisons en tout temps, indépendamment de la gravité du problème de la drogue dans le pays concerné. De ce fait, il est difficile de voir en quoi le Régime concernant les drogues peut être considéré comme un moyen "nécessaire" pour atteindre un objectif aussi important que celui de la protection de la santé et de la vie des personnes.

7.216 À supposer qu'un pays bénéficiaire du régime concernant les drogues n'exerce pas un contrôle douanier suffisant en matière d'exportation de la drogue, ou porte atteinte aux objectifs d'une convention internationale relative à la conservation des ressources halieutiques, les Communautés européennes pourraient alors suspendre les préférences tarifaires au titre du régime concernant les drogues à l'égard de ce pays, pour des raisons sans rapport avec la protection de la santé et de la vie des personnes. Étant donné que ce bénéficiaire serait un pays gravement touché par la drogue, la suspension des préférences tarifaires mettrait fin à l'aide des Communautés européennes en faveur d'activités de substitution dans ce bénéficiaire et mettrait donc aussi fin aux efforts visant à réduire l'offre de drogues illicites dans les Communautés européennes. La conception tout entière du Règlement des CE n'étaye pas l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle il est "nécessaire" à la protection de la santé et de la vie des personnes dans les Communautés européennes,

parce que cette conception de la mesure ne favorise pas suffisamment la réalisation de l'objectif en matière de santé.

7.217 Les Communautés européennes confirment que, si le Myanmar est l'un des premiers producteurs mondiaux d'opium, il n'est pas nécessaire de l'inclure séparément dans le régime concernant les drogues puisqu'il bénéficie déjà d'un traitement tarifaire préférentiel en tant que pays moins avancé. Le Groupe spécial note que les Communautés européennes ont suspendu les préférences tarifaires à l'égard du Myanmar. Le Groupe spécial note, en outre, que le Règlement n° 2501/2001 des CE prévoit ce qui suit: "[l]e retrait temporaire de toutes les préférences tarifaires à l'importation des produits originaires du Myanmar devrait rester en vigueur".[415]

7.218 Rappelant que les Communautés européennes confirment qu'elles sont tenues de maintenir la suspension des préférences tarifaires à l'égard du Myanmar jusqu'à l'expiration du Règlement des CE le 31 décembre 2004, le Groupe spécial note que n'importe lequel des 12 bénéficiaires est aussi susceptible de faire l'objet d'une suspension semblable en vertu du même Règlement, quelle que soit la gravité des problèmes de drogue dans le pays considéré. Un ou plusieurs des principaux pays où il y a production ou trafic de drogues n'étant pas visés par le schéma, il est difficile de voir en quoi le régime concernant les drogues favorise en fait suffisamment à la réduction de l'offre de drogues sur le marché des Communautés européennes pour être qualifié de mesure nécessaire pour atteindre l'objectif en matière de santé des Communautés européennes.

7.219 Pour examiner où le régime concernant les drogues se situe dans le champ sémantique compris entre "favoriser" et "indispensable", le Groupe spécial considère qu'il devrait aussi examiner s'il y a des mesures moins incompatibles avec les règles de l'OMC ou ayant moins d'effets de restriction des échanges raisonnablement disponibles pour les Communautés européennes qui permettraient d'atteindre le même objectif.[416]

7.220 Le Groupe spécial prend note des arguments des Communautés européennes selon lesquels elles n'ont connaissance d'aucune autre solution ayant moins d'effets de restriction des échanges et étendre les préférences à tous les pays en développement rendrait le régime concernant les drogues moins efficace. Les Communautés européennes font valoir également que l'octroi d'une aide financière ne peut pas réellement remplacer les préférences tarifaires parce que, sans accès aux marchés, les activités de substitution ne seraient pas viables.[417]

7.221 Le Groupe spécial prend aussi note de l'argument de l'Inde selon lequel une aide financière et technique, associée à des initiatives compatibles avec les obligations dans le cadre de l'OMC, sont d'autres solutions raisonnablement à la disposition des Communautés européennes. De l'avis du Groupe spécial, de telles initiatives pourraient comprendre, par exemple, des schémas SGP ou des réductions des droits NPF pour des produits dont l'exportation présente un intérêt particulier pour les pays touchés par la drogue. En fait, le préambule de l'Accord sur l'agriculture invite les Membres de l'OMC à assurer un accès accru aux marchés pour "les produits [agricoles] qui revêtent une importance particulière pour la diversification de la production en remplacement de cultures de plantes narcotiques illicites".

7.222 Le Groupe spécial considère donc qu'au moins une autre solution moins incompatible est à la disposition des Communautés européennes pour leur permettre d'atteindre leur objectif en matière de santé, celle d'une aide financière et technique associée à des réductions tarifaires négociées au niveau multilatéral qui se traduisent par des réductions tarifaires suffisantes pour les produits dont

[415] Règlement (CE) n° 2501/2001, considérant (23).

[416] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphes 164 à 166.

[417] Réponses aux questions posées par le Groupe spécial aux CE, n° 52.

l'exportation présente un intérêt pour les pays touchés par la drogue. Alors que les Communautés européennes disent que les réductions tarifaires, offertes d'une manière plus générale, dilueraient l'effet des préférences pour les pays bénéficiaires, elles n'ont pas démontré à la satisfaction du Groupe spécial que de telles autres solutions ne sont pas raisonnablement à leur disposition et n'auraient pas un effet équivalent à celui du régime concernant les drogues. Selon le Groupe spécial, des réductions tarifaires négociées au niveau multilatéral pour les produits dont l'exportation présente un intérêt réel pour les pays touchés par la drogue procureraient des avantages équivalents à ces pays. Après tout, une telle approche pour prendre en compte les intérêts d'un groupe de pays donné a déjà été approuvée dans les Conclusions concertées au profit des pays les moins avancés.[418]

7.223 Sur la base de l'analyse faite aux paragraphes 7.211 à 7.222, le Groupe spécial constate ce qui suit: i) la diminution des avantages dans le cadre du régime concernant les drogues n'étaye pas une constatation selon laquelle la mesure se situe plus près du pôle "indispensable" que du pôle "favoriser"; ii) le mécanisme de retrait temporaire, ainsi que son application au Myanmar, constitue un élément d'incertitude et ne favorise pas suffisamment la réalisation de l'objectif en matière de santé; et iii) les Communautés européennes n'ont pas démontré qu'aucune autre mesure moins incompatible avec les règles de l'OMC est raisonnablement à leur disposition. Par conséquent, le Groupe spécial constate que le régime concernant les drogues n'est pas "nécessaire[ ] à la protection de la santé et de la vie des personnes ...", conformément à l'article XX b) du GATT de 1994.

7.224 En dépit de ces constatations, le Groupe spécial considère qu'il serait approprié d'examiner également si l'application du régime concernant les drogues est compatible avec le texte introductif de l'article XX.

c) Texte introductif

7.225 Au sujet du texte introductif de l'article XX, le Groupe spécial note qu'il exige que les mesures relatives à la santé "ne soient pas appliquées de façon à constituer un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent". À cet égard, le Groupe spécial rappelle l'analyse faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis - Crevettes* concernant les éléments constitutifs du concept de "discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent":

> "Pour qu'une mesure soit appliquée de façon à constituer "une discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent", il faut trois éléments. Premièrement, l'application de la mesure doit entraîner une *discrimination*. Comme nous l'avons dit dans le rapport *États-Unis - Essence*, cette discrimination diffère, par sa nature et sa qualité, de la discrimination dans le traitement des produits qui a déjà été jugée incompatible avec l'une des obligations de fond contenues dans le GATT de 1994, par exemple les articles I[er], III ou XI. Deuxièmement, la discrimination doit être de nature *arbitraire* ou *injustifiable*. ... Troisièmement, cette discrimination doit se produire *entre les pays où les mêmes conditions existent*."[419]

7.226 Conformément à cette déclaration de l'Organe d'appel, le Groupe spécial va examiner la compatibilité du régime concernant les drogues avec le texte introductif.

7.227 Au sujet de ce qui constitue une discrimination au sens du texte introductif de l'article XX, le Groupe spécial rappelle en outre ce que l'Organe d'appel a dit dans l'affaire *États-Unis - Crevettes*, à savoir qu'"il y a discrimination non seulement lorsque les pays où les mêmes conditions existent sont traités de manière différente, mais aussi lorsque l'application de la mesure en cause ne permet pas de

[418] Conclusions concertées, TD/B/330, section V, paragraphe 2.
[419] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 150.

s'assurer du bien-fondé du programme de réglementation au regard des conditions existant dans ces pays exportateurs".[420] Appliquant ces critères pour déterminer l'existence d'une discrimination au sens du texte introductif, le Groupe spécial note ce qui suit.

7.228 Premièrement, le Groupe spécial prend note de l'argument des Communautés européennes selon lequel l'évaluation de la gravité du problème de la drogue repose sur les statistiques disponibles concernant la production et/ou le trafic de drogues dans chaque pays. Le Groupe spécial note, cependant, à partir des statistiques fournies par les Communautés européennes elles-mêmes à l'appui de leur argument selon lequel les 12 bénéficiaires sont les pays les plus touchés par la drogue, que les saisies d'opium et d'héroïne en Iran sont notablement plus importantes que, par exemple, les saisies des mêmes drogues au Pakistan pendant la période 1994-2000.[421] L'Iran n'est pas bénéficiaire du régime concernant les drogues. De l'avis du Groupe spécial, ce traitement de l'Iran, et peut-être d'autres pays, est discriminatoire. Compte tenu de la règle bien établie voulant qu'il incombe à la partie invoquant l'article XX de démontrer la compatibilité de sa mesure avec le texte introductif, le Groupe spécial note que les Communautés européennes n'ont pas donné de justification pour ce traitement discriminatoire à l'égard de l'Iran. En outre, les Communautés européennes n'ont pas démontré que cette discrimination n'est pas arbitraire ni injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent.

7.229 Deuxièmement, le Groupe spécial note également, sur la base des statistiques fournies par les Communautés européennes, que les saisies d'opium au Pakistan représentaient 14 663 kilogrammes en 1994, contre 8 867 kilogrammes en 2000. Les saisies d'héroïne au Pakistan représentaient 6 444 kilogrammes en 1994 et 9 492 kilogrammes en 2000.[422] Le problème général de la drogue au Pakistan en 1994 et après n'était pas moins grave qu'en 2000. Le Groupe spécial considère que les conditions pour ce qui est de la gravité du problème de la drogue existant au Pakistan en 1994 et après étaient très semblables à celles qui existaient au Pakistan en 2000. Par conséquent, le Groupe spécial ne voit pas en quoi l'application des mêmes prétendus critères objectifs a justifié l'exclusion du Pakistan avant 2002 et, ensuite, son inclusion à partir de cette année-là. Et, étant donné que le Groupe spécial ne peut distinguer aucun changement dans les critères utilisés pour la sélection des bénéficiaires dans le cadre du régime concernant les drogues depuis 1990, il ne peut pas conclure que les critères appliqués pour l'inclusion du Pakistan sont objectifs ou non discriminatoires. De plus, les Communautés européennes n'ont fourni aucun élément de preuve établissant l'existence de tels critères.

7.230 Le Groupe spécial rappelle l'argument des Communautés européennes selon lequel la production d'opium en Afghanistan voisin a repris après les événements du 11 septembre 2001 par suite de l'effondrement du régime taliban. Selon les Communautés européennes, l'interdiction de la production de drogues imposée par les Talibans en 2001 a entraîné une diminution de la production d'opium cette année-là mais, après la chute des Talibans, et en dépit d'une nouvelle interdiction imposée par le nouveau gouvernement en janvier 2002, la plupart des champs de pavot ont commencé à refleurir et en 2002 la récolte s'est située aux niveaux d'avant 2001. Par conséquent, font valoir les Communautés européennes, on s'attendait à ce que ces changements intervenus en Afghanistan aient une incidence considérable sur le Pakistan.

---

[420] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 165.

[421] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 123. À cet égard, le Groupe spécial rappelle que, selon les Communautés européennes, l'inclusion du Pakistan dans le régime concernant les drogues est due à l'importance du trafic de drogues, sur la base des statistiques concernant les saisies de drogues, et non à la production de drogues. Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 136.

[422] *Ibid.*

7.231 En dépit de ces arguments, le Groupe spécial note que la situation existant au Pakistan est grave au moins depuis 1994, y compris pendant la période précédant l'interdiction de la production de drogues par les Talibans en 2001. En outre, l'argument des Communautés européennes selon lequel la réimposition d'une interdiction par le gouvernement en janvier 2002 ne pouvait pas empêcher la production de pavot cette année-là n'explique pas pourquoi l'interdiction ne pouvait pas avoir d'effets les années suivantes. Or, à ce que le Groupe spécial croit comprendre, le Pakistan continuera de compter parmi les bénéficiaires au moins jusqu'à la fin de 2004.

7.232 Compte tenu des explications peu convaincantes des Communautés européennes en ce qui concerne les raisons pour lesquelles elles ont inclus le Pakistan dans le régime concernant les drogues en 2002 et du fait que l'Iran n'a pas été inclus en tant que bénéficiaire, le Groupe spécial n'est pas en mesure d'identifier les critères spécifiques ni l'objectivité des critères que les Communautés européennes ont appliqués pour sélectionner les bénéficiaires du régime concernant les drogues.

7.233 Le Groupe spécial note que les Communautés européennes n'ont pas fourni d'éléments de preuve quant à l'existence de procédures ou critères, publiés ou autres, relatifs à la sélection périodique des bénéficiaires du régime concernant les drogues. Alors que les Communautés européennes ont donné une description de leurs processus de sélection au cours de la présente procédure, indiquant qu'elles avaient fondé leur "évaluation globale de la gravité du problème de la drogue dans chaque pays en développement suivant des critères objectifs"[423], et ont aussi fait référence aux statistiques de l'ONU concernant la production et les saisies de drogues, le Groupe spécial ne dispose d'aucun élément de preuve permettant de déterminer si les Communautés européennes ont effectivement mené un processus de sélection tel que celui qu'elles ont décrit et si ce processus de sélection, s'il a eu lieu, était réellement fondé sur ces statistiques de l'ONU.

7.234 Le Groupe spécial ne voit aucun élément de preuve permettant de conclure que les conditions pour ce qui est des problèmes de drogue existant dans les 12 pays bénéficiaires sont les mêmes ou sont semblables, alors que les conditions existant dans les autres pays en développement touchés par la drogue non visés par d'autres schémas de préférences tarifaires ne sont *pas* les mêmes que les conditions existant dans les 12 pays bénéficiaires, ou suffisamment semblables à ces conditions.

7.235 Sur la base de l'analyse qu'il a faite aux paragraphes 7.225 à 7.234, le Groupe spécial constate que les Communautés européennes n'ont pas démontré à la satisfaction du Groupe spécial que l'application du régime concernant les drogues, avec l'exclusion de l'Iran et l'inclusion du Pakistan, ne constitue pas une discrimination arbitraire et injustifiée entre les pays où les mêmes conditions existent. Du fait de l'absence d'éléments de preuve à cet effet, il est impossible pour le Groupe spécial d'évaluer le caractère justifiable et non arbitraire de la mesure. Pour ces raisons, les Communautés européennes n'ont pas établi à la satisfaction du Groupe spécial que l'application de la mesure ne constitue pas "un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent".

4. Résumé des constatations concernant l'article XX

7.236 Pour les raisons exposées aux paragraphes 7.195 à 7.235, le Groupe spécial constate que les Communautés européennes n'ont pas démontré que: a) le régime concernant les drogues est une mesure conçue dans le but de protéger la santé et la vie des personnes dans les Communautés européennes; ni que b) le régime concernant les drogues est "nécessaire" à la protection de la santé et de la vie des personnes dans les Communautés européennes. Par conséquent, le Groupe spécial constate que le régime concernant les drogues n'est pas provisoirement justifiable au titre de l'article XX b). Le Groupe spécial constate également que les Communautés européennes n'ont pas

[423] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 116.

démontré que le régime concernant les drogues n'est pas appliqué de façon à constituer une discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent.

VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

8.1 Le Groupe spécial conclut ce qui suit:

a) il incombe à l'Inde de démontrer que le régime concernant les drogues des Communautés européennes est incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994;

b) l'Inde a démontré que le régime concernant les drogues des Communautés européennes est incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994;

c) il incombe aux Communautés européennes de démontrer que le régime concernant les drogues est justifié au titre du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation;

d) les Communautés européennes n'ont pas démontré que le régime concernant les drogues est justifié au titre du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation;

e) les Communautés européennes n'ont pas démontré que le régime concernant les drogues est justifié au titre de l'article XX b) du GATT de 1994;

f) en vertu de l'article 3:8 du Mémorandum d'accord, dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre des avantages découlant de cet accord. Par conséquent, parce que le régime concernant les drogues est incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994 et qu'il n'est pas justifié par l'article 2 a) de la Clause d'habilitation ni par l'article XX b) du GATT de 1994, les Communautés européennes ont annulé ou compromis des avantages résultant pour l'Inde du GATT de 1994.

8.2 Le Groupe spécial recommande que l'Organe de règlement des différends demande aux Communautés européennes de mettre leur mesure en conformité avec leurs obligations au titre du GATT de 1994.

8.3 Le Groupe spécial rappelle la demande que lui a adressée l'Inde, à savoir qu'il suggère aux Communautés européennes de mettre leur mesure en conformité avec leurs obligations au titre du GATT de 1994 en obtenant une dérogation. Le Groupe spécial rappelle également la déclaration des Communautés européennes selon laquelle elles ont demandé une dérogation et que cette demande de dérogation est toujours en instance. Compte tenu du fait qu'il y a plus d'une façon dont les Communautés européennes pourraient mettre leur mesure en conformité avec leurs obligations au titre du GATT de 1994 et du fait que les Communautés européennes ont demandé une dérogation qui est toujours en instance, le Groupe spécial ne juge pas approprié de faire des suggestions particulières aux Communautés européennes quant à la façon dont elles pourraient mettre leur mesure incompatible en conformité avec leurs obligations au titre du GATT de 1994.

8.4 Enfin, à titre de remarque finale, le Groupe spécial note que, dans leurs communications écrites et au cours des audiences, les pays bénéficiaires du régime concernant les drogues ont souligné à maintes reprises les avantages en matière de développement durable qu'ils tiraient de l'application du régime concernant les drogues. Le Groupe spécial comprend ces préoccupations. Dans le même temps, le Groupe spécial rappelle que son mandat n'est pas de déterminer les avantages que ces pays tirent du régime concernant les drogues, mais d'examiner l'allégation de l'Inde et le moyen de défense des Communautés européennes concernant l'article I:1 du GATT de 1994 et la Clause d'habilitation.

IX. OPINION DISSIDENTE EXPRIMÉE PAR UN MEMBRE DU GROUPE SPÉCIAL

9.1 La Clause d'habilitation, comme la Dérogation de 1971, est une décision soigneusement négociée par les PARTIES CONTRACTANTES pour permettre aux pays développés d'accorder un traitement tarifaire préférentiel aux importations en provenance des pays en développement afin que le système commercial multilatéral puisse offrir des avantages équivalents aux pays en développement et aux pays développés dans la réalité comme dans les textes. Le mécanisme juridique choisi pour y parvenir, d'abord dans la Dérogation de 1971 puis dans la Clause d'habilitation, consiste à rendre aux pays développés le droit d'offrir un traitement tarifaire plus favorable aux exportations des pays en développement, dans l'espoir que l'exercice de ce droit entraînera un développement et une augmentation des exportations des pays en développement, facteurs mentionnés au paragraphe 3 de la Clause d'habilitation. Les préférences autorisées en vertu de la Clause d'habilitation sont le prolongement des "efforts positifs [à faire] pour que les pays en développement, et en particulier les moins avancés d'entre eux, s'assurent une part de la croissance du commerce international qui corresponde aux nécessités de leur développement économique".[424] Elle complètent la Partie IV du GATT de 1994.[425]

9.2 Comme cela est expliqué ci-dessous, les PARTIES CONTRACTANTES n'ont pas créé de relation règle générale-exception entre la Clause d'habilitation et l'article premier. Dans la Clause d'habilitation, en effet, les PARTIES CONTRACTANTES ont rendu la Dérogation de 1971 permanente, ont étendu la portée des préférences autorisées afin de tenir compte d'autres aspects du "système" élaboré au sein de la CNUCED et ont ajouté plusieurs facteurs importants concernant le développement et la libéralisation du commerce. Le texte de la Clause d'habilitation, son contexte (y compris la Dérogation de 1971) et les travaux préparatoires indiquent clairement qu'il s'agit de la règle de l'OMC applicable pour ce qui est des préférences tarifaires en faveur des pays en développement. Par conséquent, je suis d'avis que l'allégation de l'Inde aurait dû être présentée au titre de la Clause d'habilitation.

9.3 En outre, le présent différend soulève un dilemme concernant la manière dont le Groupe spécial devrait considérer son mandat, lorsque la portée de celui-ci semble plus large que celle de l'allégation formulée par la partie plaignante. Cette question sera traitée après l'examen de la Clause d'habilitation.

9.4 La Décision de 1979 sur le traitement différencié et plus favorable, la réciprocité et la participation plus complète des pays en voie de développement[426] (titre formel de la Clause d'habilitation) est le résultat d'une action conjointe des PARTIES CONTRACTANTES pendant les négociations commerciales multilatérales du Tokyo Round. La Décision permet à un Membre d'accorder un certain traitement spécial et différencié aux pays en développement et autorise des formes limitées de coopération entre les pays en développement. La Clause d'habilitation a succédé directement et immédiatement à la Dérogation de 1971[427], qui autorisait un système généralisé de préférences tarifaires mais était sur le point d'expirer. Il n'existe pas d'historique ou d'explication de la négociation de la Clause d'habilitation. Toutefois, la Dérogation de 1971 et son historique aident à comprendre l'objet et le but de la Clause d'habilitation et sa relation avec l'article premier.

[424] Préambule, Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce.

[425] Il est entendu que la valeur de ces préférences tarifaires a diminué en raison des réductions tarifaires découlant des négociations commerciales multilatérales et des arrangements régionaux, en particulier. Néanmoins, les préférences tarifaires généralisées restent un type de traitement spécial et différencié important.

[426] L/4903, IBDD, S26/223-225.

[427] L/3545, IBDD, S18/27-28.

9.5 À la fin des années 60 et dans les années 70, les pays en développement ont fait valoir à la CNUCED que la libéralisation du commerce n'avait pas donné lieu aux avantages escomptés et qu'une nouvelle approche était nécessaire.[428] Il s'est ensuivi huit années de discussions entre les pays développés et les pays en développement à la CNUCED, qui ont abouti à la Dérogation de 1971 permettant la mise en œuvre du Système généralisé de préférences. Le représentant des pays donneurs éventuels l'a décrit comme "une expérience nouvelle" et "un grand pas en avant, un acte historique".[429]

9.6 La Dérogation de 1971, à laquelle il est expressément fait référence au paragraphe 2 a) et dans la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation, a été établie pour permettre un rééquilibrage, pour améliorer les bénéfices commerciaux pour les nombreux pays en développement qui avaient intégré le système commercial multilatéral pendant les années 60 et 70 et pour compléter la Partie IV de l'Accord général. La dérogation a mis en œuvre un "système"[430], un "plan"[431] ou des "arrangements"[432] soigneusement négociés qui autorisaient divers types de traitement spécial et différencié et qui devaient permettre aux pays en développement de titrer aussi profit des possibilités d'accès aux marchés.

9.7 Le caractère unique et l'importance de l'action convenue ont été notés par de nombreux représentants à la réunion du Conseil du GATT pendant laquelle a été examinée la demande présentée par les pays développés en vue d'obtenir une dérogation à leurs obligations au titre de l'article premier de façon à pouvoir mettre en œuvre le Système généralisé de préférences de la CNUCED. L'approbation d'un système de préférences commerciales a été décrite comme "un événement historique"[433], "un événement historique"[434], un "régime [qui] offre des possibilités considérables d'améliorer les conditions du commerce international des pays en voie de développement"[435], une décision d'une "importance énorme non seulement pour l'avenir des relations commerciales internationales, mais pour l'interprétation et la signification de l'Accord général lui-même"[436], ayant une "importance historique"[437], "dans les relations commerciales internationales, [...] un événement historique qui représente en même temps un grand pas en avant dans l'histoire du GATT".[438] Le représentant de la Grèce l'a qualifié de "mouvement de solidarité en faveur du commerce mondial".[439] Le représentant de l'Uruguay a noté qu'"il était évident qu'après le vote relatif à cette dérogation, l'Accord général serait différent de ce qu'il avait été jusqu'alors".[440] Ces déclarations témoignent du

[428] Plusieurs représentants ont fait des déclarations à la réunion du Conseil du GATT, selon lesquelles "les pays qui n'[étaient] pas égaux sur le plan économique ne [devaient] pas être traités d'une manière égale" (Pérou) et "l'application de règles identiques à des partenaires inégaux n'assurait pas des possibilités de commerce égales" (Israël), C/M/69.

[429] C/M/69.

[430] La dérogation est intitulée "Système généralisé de préférences". Le même terme a été utilisé par la CNUCED. *Voir* la Résolution 21(II), préambule et paragraphe 1, et la déclaration du Groupe des 77 reproduite dans la partie II.B de la Charte d'Alger.

[431] Déclaration du Président, C/M/69.

[432] OCDE, rapport du Groupe spécial de l'Organisation de coopération et de développement économiques sur le commerce avec les pays en voie de développement, 29 janvier 1968. L'OCDE a aussi parlé de "traitement".

[433] Déclaration de l'Inde, C/M/69.

[434] Déclaration de l'Argentine, C/M/69.

[435] Déclaration de la Jamaïque, C/M/69.

[436] Déclaration de l'Uruguay, C/M/69.

[437] Déclaration de la Grèce, C/M/69.

[438] Déclaration de la République arabe unie, C/M/69.

[439] C/M/69.

[440] C/M/69.

changement anticipé et de l'évolution de la discussion menée au sein du système des Nations Unies concernant les règles commerciales existantes et possibles et les pays en développement.[441]

9.8 La CNUCED a demandé aux pays développés d'obtenir l'autorisation législative ou autre nécessaire pour mettre en œuvre le Système généralisé de préférences.[442] Au GATT, ces pays ont choisi de demander une dérogation à leur obligation au titre de l'article premier[443], comme le permettait l'article XXV:5. Ils ont demandé, et obtenu, une dérogation pour dix ans aux "dispositions de l'article premier" pour mettre en œuvre les préférences tarifaires comme prévu par les dispositions de la dérogation.[444]

9.9 Cette levée de l'obligation établie à l'article premier pour les pays donneurs de préférences a été généralement bien comprise et voulue. Le Président du Conseil du GATT avait présenté la question en disant que la demande concernait une dérogation "aux obligations ... contractées au titre de l'article premier de l'Accord général".[445] Le porte-parole des pays donneurs de préférences éventuels a demandé au Conseil du GATT d'examiner la dérogation proposée "les relevant des obligations ... contractées dans le cadre de l'article premier de l'Accord général, pour rendre possible la mise en œuvre d'un régime généralisé de préférences". Il l'a décrite comme une "dérog[ation] au principe fondamental du traitement de la nation la plus favorisée inscrit dans [l']article premier [de l'Accord général].[446]

9.10 Le représentant de la Turquie en a parlé comme du fait de "s'écarter du principe de la nation la plus favorisée".[447] En cas de différend relevant de la dérogation, la partie plaignante n'aurait pas formulé d'allégation au titre de l'article premier parce que les droits découlant pour elle de cette disposition avaient été abandonnés, comme l'avait été l'obligation NPF contractuelle du pays donneur de préférences.[448]

---

[441] Voir, par exemple, l'article 30 du Projet d'articles sur les clauses de la nation la plus favorisée, qui a été présenté à l'Assemblée générale des Nations Unies par la Commission du droit international dans l'intervalle entre la Dérogation de 1971 et la Clause d'habilitation de 1979: "Les présents articles s'entendent sans préjudice de l'établissement de nouvelles règles de droit international en faveur des pays en développement."

[442] Conseil du commerce et du développement de la CNUCED, Décision 75(S-IV), Système généralisé de préférences.

[443] Aucun pays n'a droit au traitement NPF à moins qu'un pays avec lequel il commerce n'ait contracté envers lui une obligation au titre de l'article premier. Conformément à l'article premier, les pays donneurs de préférences avaient l'obligation d'accorder le traitement NPF à toutes les parties contractantes au GATT et les autres parties contractantes avaient des droits dans les limites de cette clause.

Seuls les pays développés ou les pays donneurs de préférences avaient des obligations auxquelles l'offre de préférences contreviendrait. En vertu de la dérogation, qui prévoit qu'"il sera dérogé ... aux dispositions de l'article premier", les parties contractantes ont renoncé à leur droit de demander le traitement NPF pour leurs produits lorsque le pays donneur de préférences respectait les conditions de la dérogation.

[444] Décision du 25 juin 1971. La dérogation avait une durée de dix ans et était accordée uniquement "dans la mesure nécessaire" pour mettre en œuvre le traitement tarifaire préférentiel.

[445] C/M/69, paragraphe 1.

[446] C/M/69. Les pays donneurs de préférences avaient adopté la notion de "dérogation" à l'article premier à l'OCDE, rapport du Groupe spécial sur le commerce avec les pays en voie de développement, Partie II, paragraphe 1 (1968).

[447] C/M/69. En outre, les pays affectés par ce système de préférences sont convenus de ne pas invoquer leur droit au traitement NPF.

[448] Dans l'affaire *CE – Bananes III*, l'Organe d'appel a examiné, parmi de nombreuses autres questions, la portée de la dérogation aux "dispositions du paragraphe 1 de l'article premier ... dans la mesure nécessaire" accordée aux CE en 1994. En analysant la question, l'Organe d'appel a conclu qu'il était dérogé à l'article I:1 et il a donc examiné non pas l'article premier mais la question de savoir si les CE avaient respecté les conditions de la dérogation accordée pour Lomé. Paragraphes 164 et suivants.

9.11 Comme c'était le cas pour la Dérogation de 1971, l'objet et le but de la Clause d'habilitation sont de favoriser les pays en développement et de promouvoir leur commerce. Le texte de la Clause décrit les actions des pays développés, ou donneurs, qui accordent les préférences. Il permet de manière permanente aux Membres d'accorder "un traitement différencié et plus favorable" aux pays en développement sans l'accorder aux autres parties contractantes. Quatre types de traitement sont autorisés, y compris le traitement tarifaire préférentiel décrit dans la Dérogation de 1971. Les Membres conservent le pouvoir discrétionnaire de décider, par exemple, s'ils offrent des préférences tarifaires et quels sont les produits visés et les niveaux tarifaires applicables. Toutes ces prérogatives avaient été soigneusement négociées à la CNUCED et ont été reprises dans les textes de la Dérogation de 1971 et de la Clause d'habilitation.

9.12 La Clause d'habilitation maintient la relation entre les préférences tarifaires en faveur des pays en développement et l'article premier qui avait été convenue à la CNUCED et dans la Dérogation de 1971. Il n'y a aucun élément prouvant que les PARTIES CONTRACTANTES entendaient modifier cette relation en 1979. Une nouvelle décision a été adoptée avant tout parce que la pratique du GATT limitait la durée des dérogations au titre de l'article XXV. La nature juridique de la Clause d'habilitation et l'interprétation correcte du terme "nonobstant" qui figure au paragraphe 1 procèdent de cet historique très particulier et du lien existant entre la Clause d'habilitation et la Dérogation de 1971.

9.13 Les termes "Nonobstant les dispositions de l'article premier de l'Accord général ..." indiquent la relation existant entre la Clause d'habilitation et l'article premier. "Nonobstant" signifie néanmoins ou malgré un quelconque obstacle[449], en l'espèce malgré les engagements que les Membres avaient pris au titre de l'article premier. Il s'agit d'un terme juridique traditionnel qui, même lorsqu'il est utilisé seul, a une origine ancienne. Il est dérivé de l'expression latine "non obstante", indiquant que le roi ou le dirigeant avait accordé une licence, une charte ou un autre droit malgré la loi, et non pas à titre d'exception à la loi. C'était certainement la relation envisagée par les pays donneurs de préférences, comme cela a été indiqué dans le rapport de l'OCDE[450] et pendant la réunion du Conseil du GATT au cours de laquelle la Dérogation de 1971 a été examinée. Là encore, rien n'indique que les PARTIES CONTRACTANTES entendaient modifier cette relation en 1979.

9.14 Une telle interprétation de "nonobstant" ne compromet pas les objectifs de l'OMC concernant l'amélioration du système commercial multilatéral et le développement économique.[451] Le paragraphe 3 et la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation mentionnent des facteurs qui favoriseront le commerce des pays en développement tout en protégeant le système multilatéral.

9.15 Même si l'Organe d'appel a parfois suivi l'analyse traditionnelle règle-exception, il a également reconnu que les relations juridiques pouvaient s'écarter de la relation traditionnelle règle générale (par exemple, article I^{er} ou III) – exception (par exemple, article XX ou XXIV), et être plus

[449] Notwithstanding (nonobstant) s'entend de "in spite of, without regard to or prevention by" (malgré, sans tenir compte de ou sans être empêché par). *The New Shorter Oxford English Dictionary*, 4ème édition, page 1947.

[450] Le rapport fait référence aux "droits qui leur seraient ouverts par une dérogation aux règles du GATT" (paragraphe 14) et indique que le "traitement tarifaire spécial est une dérogation à la règle fondamentale du GATT et, par conséquent, n'est pas une obligation" (paragraphe 35).

[451] Le paragraphe 3 de la Clause d'habilitation est particulièrement significatif. Il exige que le traitement préférentiel soit "conçu pour faciliter et promouvoir le commerce des pays en développement" et "pour répondre de manière positive aux besoins du développement, des finances et du commerce des pays en voie de développement". Les préférences ne peuvent ni élever des obstacles ou créer des difficultés indues au commerce des autres Membres, ni constituer une entrave à des réductions ou à l'élimination plus importantes des droits de douane ou d'autres restrictions au commerce sur une base NPF.

complexes que celle-ci. Les affaires *CE – Hormones*[452] et *Brésil - Aéronefs*[453] en fournissent des exemples. Comme cela était expliqué plus haut, la relation entre la Clause d'habilitation et l'article premier n'est pas une relation règle générale-exception. La Clause d'habilitation reste, par nature, une dérogation aux obligations découlant pour les pays développés de l'article premier bien que, en raison de son caractère permanent, elle ne puisse pas être visée par l'article XXV:5. Les PARTIES CONTRACTANTES, moyennant leur Décision de 1979, ont maintenu la relation qui existait alors entre la Clause d'habilitation et l'article premier.

9.16 Un autre élément important à prendre en considération est le fait que les PARTIES CONTRACTANTES espéraient et voulaient que le droit d'accorder des préférences tarifaires soit exercé. Cet espoir persiste. Bien que l'octroi de préférences tarifaires au titre de la Clause d'habilitation soit optionnel et laissé à l'appréciation de chaque Membre et ne soit pas une obligation, il était entendu que seule une action simultanée et concertée de la plupart des pays développés générerait les avantages commerciaux voulus et évoqués à la CNUCED et ensuite au GATT.[454] Les discussions menées à la CNUCED se sont achevées sur l'espoir que les pays développés feraient des offres simultanées de traitement tarifaire spécial et différencié, dont l'impact conjoint accroîtrait notablement les avantages commerciaux pour les pays en développement.[455] Par conséquent, ni la Clause d'habilitation ni la Dérogation de 1971 n'était des exceptions limitées. Toutes deux constituent des changements d'approche notables et sont destinées à faire changer notablement et en bien l'effet des règles commerciales.[456]

9.17 En ce sens, la Clause d'habilitation autorise une série de mesures préférentielles individuelles, qui contribuent chacune à la réalisation de l'objectif consistant à améliorer l'accès aux marchés pour les exportations des pays en développement et, par conséquent, à accroître le commerce mondial. Vu qu'elle anticipe des actions simultanées, la Clause d'habilitation ressemble davantage à l'action de groupe envisagée à l'article II du GATT de 1994[457]qu'à l'action individuelle exposée dans de nombreuses dispositions des Accords de l'OMC. Une action au titre de la Clause d'habilitation profite au système commercial, contrairement à certaines autres actions individuelles autorisées, comme celles qui relèvent de l'article VI, de l'article XIX, ou même de l'article 3:3 de l'Accord SPS.[458]

9.18 S'agissant de la deuxième question, bien que l'Inde ait formulé son allégation d'une façon plutôt ambiguë et habile, il ressort de ses communications et de sa déclaration à l'audience qu'elle a présenté une allégation au titre de l'article premier du GATT de 1994 concernant un aspect du programme de préférences tarifaires des Communautés européennes en faveur des pays en

---

[452] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*. Dans les affaires *CE – Hormones* et *CE – Sardines*, l'Organe d'appel n'a pas constaté l'existence d'une relation règle générale-exception même si le terme "sauf" était utilisé à la fois à l'article 3:1 de l'Accord SPS et à l'article 2.4 de l'Accord OTC. Comme l'Organe d'appel l'a dit dans l'affaire *CE – Hormones*, l'article 3:1 "exclut simplement de son champ d'application les situations visées par l'article 3:3 ...". Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones, paragraphe 104.*

[453] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs*.

[454] Le représentant de l'Argentine a indiqué "qu'on était essentiellement parti de l'hypothèse que tous les pays donneurs accorderaient des préférences et, de ce fait, se partageraient les charges" C/M/69.

[455] Cela contraste avec les actions individuelles destinées à réaliser des objectifs nationaux qui sont entreprises au titre d'exceptions à l'article premier, telles que les mesures au titre de l'article VI.

[456] Cela contraste avec la dérogation quelque peu limitée en cause dans l'affaire *États-Unis – Chemises et blouses de laine*.

[457] L'article XXIV, considéré comme une exception à l'article premier, est une forme plus limitée d'action conjointe, qui soulève souvent des questions concernant la contribution de l'arrangement au titre de l'article XXIV à la libéralisation du commerce.

[458] L'Organe d'appel a décrit l'article 3:3 de l'Accord SPS comme un "droit autonome" dans le différend *CE – Hormones*. Dans les différends impliquant ces articles, il apparaît que l'Organe d'appel commence son analyse non pas par l'article premier ou l'article III mais par l'exception, le droit autonome ou l'accord spécifique en cause.

développement. Elle considère la Clause d'habilitation de 1979 comme une exception à l'article premier et, en conséquence, comme un moyen de défense affirmatif. L'Inde a fait valoir dans sa première communication et ultérieurement que le régime concernant les drogues n'était pas justifié au titre de la Clause d'habilitation.[459] À l'inverse, les Communautés européennes qualifient la Clause d'habilitation de droit autonome, comme l'article 3:3 de l'Accord SPS.

9.19 Compte tenu du mandat du présent Groupe spécial, nous sommes confrontés à un dilemme: soit respecter le mandat confié par l'Organe de règlement des différends et de ce fait examiner une allégation dont l'Inde dit qu'elle ne représente pas sa position, soit accepter la théorie avancée par l'Inde pendant la présente procédure et de ce fait examiner la Clause d'habilitation en tant que moyen de défense éventuel et non en tant qu'allégation comme le prévoit le mandat. Si nous adoptons l'interprétation la plus large du mandat, le Groupe spécial ajoutera une allégation concernant la Clause d'habilitation à l'argumentation de l'Inde et examinera une allégation que l'Inde dit ne pas formuler. Par ailleurs, pour déterminer la portée de la "question", le Groupe spécial doit préserver "les droits et les obligations" résultant pour les Membres des accords visés[460], dont l'un est la Clause d'habilitation, et doit évaluer l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents.[461]

9.20 L'Organe de règlement des différends a établi le présent Groupe spécial et l'a doté du mandat type: "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par l'Inde dans le document WT/DS246/4, la question portée devant l'ORD par l'Inde dans ce document; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords".[462] L'Inde avait demandé à l'ORD d'établir un groupe spécial pour examiner si le régime concernant les drogues, toutes règles et tous règlements d'application, toutes modifications y relatives et leur application "[étaient] compatibles avec l'article I:1 du GATT de 1994 et les prescriptions énoncées aux paragraphes 2 a), 3 a) et 3 c) de la Clause d'habilitation".[463] Il apparaît que l'Inde a formulé deux allégations (une allégation au titre de l'article I:1 et une allégation au titre de la Clause d'habilitation), mais l'explication qu'elle a donnée par la suite concernant sa demande est limitée à l'allégation NPF. L'Inde dit que la question NPF est son allégation "matérielle". Elle affirme que la Clause d'habilitation est un moyen de défense affirmatif – et non une allégation – et conclut que les Communautés européennes n'ont pas respecté les conditions énoncées dans la Clause d'habilitation.[464] En faisant valoir que la Clause d'habilitation est un moyen de défense affirmatif, l'Inde doit admettre qu'il ne s'agit pas d'une allégation et que sa référence à la Clause d'habilitation est un argument répondant à un moyen de défense anticipé.

9.21 La portée de l'allégation de l'Inde est importante parce que, selon mon analyse, cette allégation devrait être présentée au titre de la Clause d'habilitation. Si son allégation se limite à l'article premier – comme elle le dit – l'Inde a choisi la mauvaise théorie pour caractériser cette question et la plainte devrait être rejetée. Un groupe spécial ne peut pas examiner des allégations juridiques ne relevant pas de son mandat et, pour protéger les droits des Membres dont les mesures sont contestées, il ne devrait pas ajouter d'allégations et de théories à celles qui ont été présentées par la partie plaignante.

---

[459] Cf. la distinction entre une allégation et un argument expliquée par l'Organe d'appel dans les affaires *CE – Sardines*, paragraphe 280, et *CE – Hormones*, paragraphe 156.

[460] Mémorandum d'accord, article 3:2.

[461] Mémorandum d'accord, article 11.

[462] *Communautés européennes – Conditions d'octroi de préférences tarifaires aux pays en développement*, WT/DS246/5 (6 mars 2003).

[463] *Communautés européennes – Conditions d'octroi de préférences tarifaires aux pays en développement*, WT/DS246/4 (9 décembre 2002). Cf. la demande de consultations présentée par l'Inde. WT/DS246/1 (12 mars 2002).

[464] Les deux parties ont formulé des arguments concernant la Clause d'habilitation.

ANNEXE A

Demande de droits de tierce partie renforcés

Décision du Groupe spécial

7 mai 2003

1. Le 31 mars 2003, onze tierces parties dans la présente affaire (Bolivie, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, Pérou et Venezuela, ci-après dénommées collectivement "les requérants") ont demandé que le Groupe spécial leur accorde des droits de tierce partie renforcés. En particulier, les requérants ont demandé l'autorisation: d'assister à toutes les réunions du Groupe spécial; d'exposer leurs points de vue à ces réunions; de recevoir des copies de toutes les communications adressées au Groupe spécial; de présenter des communications au Groupe spécial à sa deuxième réunion; et d'examiner le projet de résumé des arguments figurant dans la partie descriptive du rapport du Groupe spécial. À l'appui de leur demande, les requérants font valoir que leur intérêt substantiel revêt une importance particulière dans le présent différend, étant donné que la mesure en cause détermine les conditions d'accès de leurs exportations au marché européen en tant que bénéficiaires du schéma de préférences tarifaires établi par les Communautés européennes ("CE").

2. Le 8 avril 2003, le Groupe spécial a invité les parties et les sept tierces parties autres que les requérants à formuler des observations, pour le 17 avril 2003, au sujet de la demande de droits de tierce partie renforcés présentée par les requérants. L'Inde et les CE, ainsi que les tierces parties Brésil, Cuba, États-Unis, Maurice, Pakistan et Paraguay, ont tous présenté des observations pour la date limite du 17 avril. Aucune observation n'a été reçue de Sri Lanka.

3. Dans leur demande, les requérants établissent un parallèle entre leur intérêt dans la présente affaire et l'intérêt des pays en développement bénéficiaires d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ("ACP") dans l'affaire *CE – Bananes III (WT/DS27)* portée devant l'OMC. Les requérants font valoir que, en tant que bénéficiaires de préférences tarifaires dans le cadre du régime communautaire concernant les drogues, leur situation est très semblable à celle des pays ACP bénéficiant de préférences communautaires dans le cadre de la dérogation pour Lomé. Ils font observer que, dans l'affaire *CE – Bananes III*, le groupe spécial a accordé certains droits additionnels aux tierces parties.

4. Dans ses observations au Groupe spécial, l'Inde fait valoir pour commencer qu'elle considère que les intérêts des requérants et des autres tierces parties sont amplement protégés par les droits prévus par le Mémorandum d'accord et les procédures de travail adoptées dans le présent différend. Toutefois, elle considère que, si le Groupe spécial accédait à la demande des requérants, il devrait limiter les droits additionnels à ceux qui ont été accordés dans l'affaire *CE – Bananes III* et les étendre à *tous les pays en développement* tierces parties dans la présente affaire, pas seulement aux requérants, mais ne devrait pas étendre ces droits à la tierce partie États-Unis parce que, affirme l'Inde, les États-Unis n'ont pas donné une justification suffisante à cet effet. L'Inde dit également que le Groupe spécial ne doit pas permettre que soient confondus les droits procéduraux accordés aux parties et ceux qui sont accordés aux tierces parties.

5. Dans leurs observations, les CE se disent favorables à l'octroi de droits renforcés à *tous les bénéficiaires du régime concernant les drogues* (Bolivie, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, Pakistan et Pérou), faisant valoir que ces pays se trouvent dans une situation spéciale analogue à celle des pays ACP dans l'affaire *CE – Bananes III*. Si les CE n'estiment pas que les circonstances invoquées par le Brésil, les États-Unis et le Paraguay, considérées isolément, justifient l'octroi de droits additionnels à ces Membres de l'OMC, elles indiquent qu'elles ne s'opposeraient pas à ce que le Groupe spécial accorde aussi des droits renforcés

aux tierces parties qui ne sont pas bénéficiaires du régime concernant les drogues. Les CE n'expriment aucune opinion en ce qui concerne les tierces parties Cuba, Maurice, Sri Lanka et Venezuela.

6. Dans ses observations, le Pakistan indique que, en tant que tierce partie dont les préoccupations sont d'ordre aussi bien systémique que commercial, il "s'associe" aux requérants pour demander des droits de tierce partie renforcés. Les tierces parties Brésil, Cuba, États-Unis, Maurice et Paraguay indiquent toutes que, si elles ne prennent pas position sur le point de savoir si des droits de tierce partie additionnels sont justifiés en l'espèce, elles demandent toutes que, si le Groupe spécial décidait d'accorder des droits renforcés, il devrait les accorder à toutes les tierces parties.

7. Après avoir examiné soigneusement les arguments des parties et des tierces parties dans la présente affaire, le Groupe spécial considère ce qui suit:

a) Il y a de grandes similitudes entre la présente affaire et l'affaire *CE – Bananes III (WT/DS27)* pour ce qui est de l'incidence économique des programmes de préférences sur les pays en développement tierces parties. Aussi bien les tierces parties qui sont bénéficiaires du régime communautaire concernant les drogues que celles qui en sont exclues ont un intérêt économique notable dans la question soumise au présent Groupe spécial.

b) L'issue de la présente affaire pourrait avoir une grande incidence en matière de politique commerciale pour les États-Unis en tant que pays donneur de préférences.

c) Pour assurer la régularité de la procédure, il convient d'accorder les mêmes droits procéduraux à toutes les tierces parties au présent différend.

d) Lors de l'octroi de droits additionnels aux tierces parties, il est important de veiller à ne pas gommer indûment la distinction faite dans le Mémorandum d'accord entre parties et tierces parties.

8. Par conséquent, le Groupe spécial ***décide*** que, au-delà des droits déjà prévus par le Mémorandum d'accord et les procédures de travail adoptées pour le présent Groupe spécial, les droits additionnels ci-après sont accordés à *toutes* les tierces parties dans la présente affaire:

- assister à la première réunion de fond avec les parties;
- recevoir les deuxièmes communications des parties;
- assister à la deuxième réunion de fond avec les parties;
- faire une brève déclaration durant la deuxième réunion de fond avec les parties;
- revoir le résumé de leurs arguments respectifs dans le projet de partie descriptive du rapport du groupe spécial.

9. Le Groupe spécial veut qu'il soit bien clair qu'il n'attend pas des tierces parties qu'elles présentent des pièces écrites autres que des réponses aux questions que leur posera le Groupe spécial.

Julio Lacarte-Muró
Marsha A. Echols
Akio Shimizu

ANNEXE B

Parties

		Page
Annexe B-1	Réponses de l'Inde aux questions du Groupe spécial après la première réunion du Groupe spécial	B-2
Annexe B-2	Réponses des Communautés européennes aux questions du Groupe spécial après la première réunion du Groupe spécial	B-39
Annexe B-3	Réponses des Communautés européennes aux questions de l'Inde après la première réunion du Groupe spécial	B-73
Annexe B-4	Réponses de l'Inde aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion du Groupe spécial	B-90
Annexe B-5	Réponses des Communautés européennes aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion du Groupe spécial	B-122
Annexe B-6	Observations de l'Inde sur les réponses des Communautés européennes aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion du Groupe spécial	B-155
Annexe B-7	Observations des Communautés européennes sur les réponses de l'Inde aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion du Groupe spécial	B-175

ANNEXE B-1

Réponses de l'Inde aux questions du Groupe spécial après
la première réunion du Groupe spécial

Aux deux parties

1. Votre délégation a-t-elle quelque chose à signaler au sujet du règlement éventuel de la question faisant l'objet du présent différend?

Réponse

L'Inde a tenu des consultations avec les Communautés européennes (les "CE") au sujet de la compatibilité avec les règles de l'OMC du "régime spécial de lutte contre la production et le trafic de drogues" (le "régime concernant les drogues"), qui fait partie du schéma de préférences tarifaires généralisées pour la période allant du 1er janvier 2002 au 31 décembre 2004, à plusieurs occasions, y compris:

i) la réunion entre Sri Murasoli Maran, Ministre indien du commerce et de l'industrie et M. Pascal Lamy, Commissaire au commerce de la Commission européenne, en marge du sommet Inde-UE tenu à New Delhi en novembre 2001,

ii) les consultations bilatérales tenues à Bruxelles les 5 et 6 février 2002,

iii) les consultations formelles tenues à Genève le 25 mars 2002 dans le cadre du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ("Mémorandum d'accord"),

iv) la réunion de la Sous-Commission Inde-UE tenue le 9 avril 2002,

v) la réunion de la Commission mixte Inde-UE tenue à Bruxelles les 9 et 10 juillet 2002,

vi) le sommet économique Inde-UE tenu à Copenhague les 8 et 9 août 2002,

vii) la réunion entre M. Pascal Lamy, Commissaire au commerce de la Commission européenne et le Ministre indien du commerce et de l'industrie, à New Delhi, le 13 mars 2003,

viii) les consultations sur les questions bilatérales Inde-UE tenues à Bruxelles en janvier 2003,

ix) la réunion entre le Secrétaire indien au commerce, M. Dipak Chatterjee, et M. Peter Carl, de la Direction générale du commerce, le 22 janvier 2003 à Bruxelles,

x) la dernière tentative a été faite lors de consultations tenues à Bruxelles le 7 mai 2003.

À aucun moment lors de ces consultations, les CE n'ont indiqué sur quel fondement juridique précis elles s'appuyaient pour estimer que le régime concernant les drogues était compatible avec leurs obligations au titre des Accords de l'OMC. À chaque occasion, l'Inde a indiqué sa volonté de parvenir à une solution convenue d'un commun accord. Cependant, les CE ont toujours refusé d'aborder ne serait-ce que la possibilité d'une telle solution. C'est dans ces circonstances que l'Inde a dû se résoudre à recourir au mécanisme de règlement des différends dans le cadre du Mémorandum d'accord pour obtenir réparation.

L'Inde continue à espérer que l'affaire faisant l'objet du présent différend pourra se régler sur la base d'une offre acceptable de la part des CE.

Fonction juridique

2. Les négociateurs de la Clause d'habilitation prévoyaient-ils que la fonction juridique de cette dernière différerait de celle de la Décision de 1971? Les fondements juridiques de ces deux décisions sont-ils différents? Veuillez préciser. Sur quels documents pouvez-vous vous appuyer pour étayer votre point de vue? Veuillez fournir lesdits documents.

Réponse

Fonction juridique de la Clause d'habilitation et de la Décision de 1971

C'est en effectuant une analyse des effets juridiques de la Clause d'habilitation et de la Décision de 1971, en relation avec l'article premier du GATT, auquel les deux font expressément référence, que l'on comprendra le mieux l'intention des négociateurs en ce qui concerne la fonction juridique de la Clause d'habilitation.

Les dispositions de la Clause d'habilitation en rapport avec le "Système généralisé de préférences" ("SGP") sont les suivantes:

> "1. Nonobstant les dispositions de l'article premier de l'Accord général, les [Membres] peuvent accorder un traitement différencié et plus favorable aux pays en voie de développement[1], sans l'accorder à d'autres [Membres].
>
> 2. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux éléments ci-après[2]:
>
> *a)* traitement tarifaire préférentiel accordé par des [pays Membres] développés pour des produits originaires de pays en voie de développement, conformément au Système généralisé de préférences[3], ...
>
> [1] L'expression "pays en voie de développement", telle qu'elle est utilisée dans le présent texte, doit s'entendre comme désignant également les territoires en voie de développement.
>
> [2] Il restera loisible aux PARTIES CONTRACTANTES d'examiner selon l'espèce, au titre des dispositions de l'Accord général concernant l'action collective, toutes propositions de traitement différencié et plus favorable qui ne relèveraient pas des dispositions du présent paragraphe.
>
> [3] Tel qu'il est défini dans la décision des PARTIES CONTRACTANTES en date du 25 juin 1971 concernant l'instauration d'un système généralisé de préférences, "sans réciprocité ni discrimination, qui serait avantageux pour les pays en voie de développement"."

Les parties des paragraphes 1 et 2 a) ainsi que de la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation pertinentes en l'espèce peuvent se résumer comme suit:

> "Les Membres "peuvent", ... "nonobstant les dispositions de l'article premier du [GATT]", ... "accorder un traitement différencié et plus favorable aux pays en voie de développement sans l'accorder à d'autres [Membres]" au moyen d'un "traitement tarifaire préférentiel accordé par des [pays Membres] développés pour des produits

> originaires de pays en voie de développement, conformément au [SGP]" ... "tel qu'il est défini dans la [Décision de 1971], concernant l'instauration d'un "système généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, qui serait avantageux pour les pays en voie de développement"".[1]
>
> Le paragraphe a) de la Décision de 1971 dispose ce qui suit:
>
> "Sans préjudice des dispositions de tout autre article de l'Accord général, il sera dérogé pour une période de dix ans aux dispositions de l'article premier dans la mesure nécessaire pour permettre aux parties contractantes développées d'accorder ... un traitement tarifaire préférentiel à des produits originaires de pays et territoires en voie de développement à l'effet d'étendre à ces pays et territoires en général le traitement tarifaire préférentiel mentionné dans le préambule de la présente Décision, sans accorder ledit traitement aux produits similaires originaires d'autres parties contractantes."

Le paragraphe a) de la Décision de 1971 a par conséquent permis de déroger aux dispositions de l'article premier du GATT "dans la mesure nécessaire pour permettre aux [pays Membres] développés d'accorder ... un traitement tarifaire préférentiel à des produits originaires de pays en voie de développement [le traitement tarifaire préférentiel dans le cadre du SGP mentionné dans le Préambule], sans accorder ledit traitement aux produits similaires originaires d'autres [Membres]".[2]

S'agissant du SGP, les fonctions juridiques de la Décision de 1971 et de la Clause d'habilitation sont donc les mêmes: permettre à un pays développé Membre d'accorder un traitement tarifaire préférentiel à des produits originaires de pays en développement sans accorder ledit traitement aux produits similaires originaires d'autres pays développés Membres.

L'Inde n'est parvenue à trouver aucun document relatif à l'historique de la négociation de la Clause d'habilitation qui confirme *expressément* que les négociateurs *prévoyaient* de donner à la Clause d'habilitation la même fonction juridique que celle de la Décision de 1971 pour ce qui est du SGP. Cependant, on peut noter à cet égard que le paragraphe b) de la Décision de 1971 dispose que les PARTIES CONTRACTANTES AU GATT "soumettront à un examen régulier l'application de la présente Décision et décideront, avant son expiration et à la lumière des considérations indiquées dans le préambule, s'il convient de *renouveler* la présente Décision et, dans l'affirmative, quelles en seraient les conditions". La Clause d'habilitation a été adoptée avant l'expiration de la période de dix ans prévue dans la Décision de 1971. Après l'adoption de la Clause d'habilitation, les PARTIES CONTRACTANTES du GATT n'ont pris aucune autre mesure relative à la Décision de 1971. On peut donc raisonnablement supposer que la Clause d'habilitation *renouvelle* la Décision de 1971, comme il est envisagé au paragraphe 2 b) de cette dernière.

Fondement juridique de la Décision de 1971

La Décision de 1971 ne fait pas expressément référence à son fondement juridique. Toutefois, elle dispose, dans son paragraphe a), qu'"... il sera *dérogé* aux dispositions de l'article premier [du GATT] ...". De plus, le "procès-verbal de la réunion" du Conseil du GATT tenue le 25 mai 1971[3], au cours de laquelle la Décision de 1971 a été discutée et approuvée pour être soumise

[1] Dans ce contexte, le terme "[*Membres*]" dans le membre de phrase "nonobstant les dispositions de l'article premier [du GATT], les [*Membres*] peuvent ..." renvoie aux pays développés Membres, et l'expression "*autres* [*Membres*]" dans le membre de phrase "... sans l'accorder à "*d'autres* [*Membres*]" renvoie également aux pays développés Membres.

[2] De même, dans ce contexte, l'expression "*autres* [*Membres*]" dans le membre de phrase "... sans accorder ledit traitement à d'*autres* [*Membres*]" renvoie également aux pays développés Membres.

[3] Document C/M/69 daté du 28 mai 1971.

aux PARTIES CONTRACTANTES du GATT indique, entre autres choses (s'agissant de ce qui venait d'être adopté sous le nom de Décision de 1971):

> "À la prière d'un certain nombre de parties contractantes qui envisagent d'accorder des préférences, il a été distribué une communication (document C/W/178) adressée aux PARTIES CONTRACTANTES, qui leur demandait de bien vouloir accorder, conformément au paragraphe 5 de l'article XXV [du GATT], une dérogation aux obligations qu'elles ont contractées au titre de l'article premier [du GATT]."

Le document C/W/178, daté du 19 mai 1971, est intitulé "Demande de dérogation". Il est communiqué par la Délégation permanente de la Norvège, au nom de plusieurs pays développés, qui présentent formellement leur demande de dérogation conformément aux dispositions de l'article XXV:5 [du GATT]. Un projet de décision est joint à ce document, dont le texte est le même que celui de la Décision de 1971. L'article XXV du GATT dispose que "... les PARTIES CONTRACTANTES pourront relever une partie contractante d'une des obligations qui lui sont imposées par [l']Accord ...". Il apparaît donc clairement que c'est l'article XXV:5 du GATT qui constitue le fondement juridique de la Décision de 1971.

Fondement juridique de la Clause d'habilitation

Dans le cadre du processus ayant abouti à l'adoption de la Décision de 1971, le Secrétariat a publié une note intitulée "RÉGIME TARIFAIRE PRÉFÉRENTIEL EN FAVEUR DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT ... Note technique du Secrétariat"[4] indiquant l'existence de trois méthodes possibles d'adoption du SGP. Cette note pose certains principes relatifs au SGP et, s'agissant des méthodes, précise:

> "Les principes énoncés ci-dessus pourraient être repris dans un amendement qui serait apporté aux dispositions de l'Accord général ...
>
> Les principes pourraient tout aussi bien être repris dans une dérogation accordée dans le cadre des dispositions du paragraphe 5 de l'article XXV ...
>
> Une troisième possibilité ... serait d'adopter une déclaration aux termes de laquelle, nonobstant les dispositions de l'article premier, les PARTIES CONTRACTANTES autoriseront, à titre temporaire, des préférences nouvelles répondant aux principes de caractère général, suggérés ci-dessus ... [U]ne telle déclaration pourrait être adoptée lors d'une session des PARTIES CONTRACTANTES. Mais il faudrait qu'elle soit adoptée sans opposition. La logique de cette méthode tient à ce que, charbonnier étant maître chez soi, les PARTIES CONTRACTANTES peuvent décider qu'elles admettront des dérogations temporaires à l'article premier dans le but de promouvoir les objectifs énoncés à l'article XXXVI ..."

Le "procès-verbal de la quatrième Réunion" de la 25ème session des PARTIES CONTRACTANTES du GATT, tenue le 28 novembre 1979[5], au cours de laquelle la Clause d'habilitation a été adoptée, indique:

> "Le PRÉSIDENT appelle l'attention des PARTIES CONTRACTANTES sur l'annexe III du document L/4884/Add.1, qui contient des propositions concernant les décisions à adopter au sujet des textes relatifs au Cadre juridique, qui sont reproduits dans le document L/4885.

[4] Document SPEC(70)6 daté du 5 février 1970.
[5] Document SR.35/4 daté du 18 décembre 1979.

> Les PARTIES CONTRACTANTES sont convenues d'adopter par consensus la Décision concernant les points 1 et 4: traitement différencié et plus favorable, et réciprocité et participation plus complète des pays en voie de développement."

Le document L/4885 du 23 novembre 1979 est une note établie par le Secrétariat. Un projet intitulé "POINTS 1 ET 4 ... TRAITEMENT DIFFÉRENCIÉ ET PLUS FAVORABLE - RÉCIPROCITÉ ET PARTICIPATION PLUS COMPLÈTE DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT" est joint à cette note. Le texte de ce projet est identique à celui de la Clause d'habilitation. Le projet est précédé de la note suivante:

> "Le texte ci-après a été établi sans préjudice de la position d'aucune délégation quant à son statut juridique final. Quelques délégations estiment que ce texte devrait figurer dans l'Accord général sous la forme d'un nouvel article ou d'un ensemble de dispositions nouvelles. D'autres considèrent qu'il devrait être adopté par les PARTIES CONTRACTANTES sous la forme d'une Déclaration ou d'une Décision. Des modifications conséquentielles devront peut-être y être apportées pour tenir compte de la décision qui sera prise sur ce point."

Le sous-titre de la Clause d'habilitation est "Décision du 28 novembre 1979". Parmi les trois options juridiques mentionnées dans la note du Secrétariat, les PARTIES CONTRACTANTES ont donc choisi l'option "Déclaration ou Décision".

3. Reconnaissez-vous que, pour déterminer si une disposition donnée énonce un droit positif ou une exception, il est nécessaire d'en examiner la fonction juridique dans le contexte du traité dans son ensemble? Si oui, pourquoi, et quelles en sont les répercussions dans le présent différend? Sinon, pour quelles raisons et quelles sont les répercussions dans le présent différend?

Réponse

Un "droit positif" est "un droit qui permet à une personne d'en obliger une autre à faire quelque chose dans l'intérêt de la première".[6] Une "exception [spéciale]" est "quelque chose qui est exclu de l'application d'une règle".[7] "Une exception [légale]" est "une disposition d'une loi exemptant certaines personnes ou certains comportements de l'application de la loi".[8]

En théorie, si le libellé d'une disposition particulière est clair, il ne serait pas nécessaire (au sens d'"indispensable") d'examiner sa fonction juridique par rapport au traité dans son ensemble pour déterminer s'il s'agit d'un droit positif ou d'une exception; si le libellé n'est pas clair, cela pourra alors s'avérer nécessaire.

Dans le présent différend, il apparaît clairement que les paragraphes 1 et 2 a) de la Clause d'habilitation n'établissent de "droit positif" pour aucun membre, dans la mesure où ils ne créent pas pour les pays en voie de développement un droit à bénéficier du traitement SGP. Il est tout aussi clair que la Clause d'habilitation établit une exception en excluant [les pays développés Membres accordant des préférences SGP] de l'application de certains aspects de l'article I:1 du GATT.

Pour déterminer la portée de l'exception établie par les paragraphes 1 et 2 a) de la Clause d'habilitation, il est nécessaire d'examiner les termes de la Clause d'habilitation dans leur contexte. Ce contexte inclut toutes les autres dispositions de l'Accord sur l'OMC. Toutefois, on ne peut pas déterminer la portée d'une exception sans examiner la règle qui a rendu l'exception nécessaire. Par conséquent, il est essentiel d'examiner les paragraphes 1 et 2 a) de la Clause d'habilitation dans le

---

[6] *Black's Law Dictionary*, 7ème éd., B.A. Garner (éd.) (West Group, 1999), page 1323.
[7] *Ibid.*, page 584.
[8] *Ibid*.

contexte de l'article I:1 du GATT, dans la mesure où ils exemptent les pays développés de l'application de certains aspects de cet article.

4. S'agissant du paragraphe 1 b) iv) du GATT de 1994, et étant donné que la Clause d'habilitation a été adoptée par les Parties Contractantes du GATT à la fin du Tokyo Round, estimez-vous que cette clause est/n'est pas une "autre décision des parties contractantes du GATT de 1947"? Fait-elle partie du GATT de 1994? Veuillez expliquer.

Réponse

L'Inde estime que la Clause d'habilitation pourrait être considérée comme faisant partie des "autres décisions des PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947" mentionnées au paragraphe 1 b) iv) du texte de l'Annexe IA de l'Accord sur l'OMC incorporant le GATT de 1994 dans l'Accord sur l'OMC.[9] Elle a été adoptée par les PARTIES CONTRACTANTES du GATT sous forme de "décision". Elle fait donc partie du GATT de 1994.

5. En prenant pour hypothèse que la Clause d'habilitation n'est pas une dérogation, est-elle une exception ou un droit "autonome"? Dans l'un et l'autre cas, quelles conséquences juridiques différentes découlent du fait de considérer la Clause d'habilitation comme une exception ou comme un droit autonome? Existe-t-il d'autres conséquences juridiques que l'attribution de la charge de la preuve?

Réponse

L'Inde n'a pas connaissance d'une définition du "droit autonome" communément acceptée. Un "conditional right" (droit conditionnel) est "a right that depends on an uncertain event; a right that may or may not exist" (un droit qui dépend d'un événement incertain; un droit qui peut exister ou ne pas exister".[10] Par conséquent, un "droit autonome" pourrait être considéré comme un droit dont l'existence ne dépend pas d'un événement incertain mais uniquement de la volonté du détenteur du droit. Toutefois, à l'instar de tous les autres droits, un droit autonome ne peut être exercé que conformément à la loi. Dans le présent contexte, les pays développés ont le droit de déroger à certains aspects de l'article premier du GATT *s'*ils décident d'accorder des préférences SGP, mais l'exercice de ce droit est soumis à des disciplines.

En se fondant sur la définition ci-dessus de "droit autonome", et à supposer même que le droit de prendre des mesures au titre de l'article XX du GATT et celui de constituer des unions douanières ou des zones de libre-échange au titre de l'article XXIV du GATT soient des droits autonomes, il n'en reste pas moins qu'ils constituent des exceptions aux règles fondamentales du GATT. Là encore, l'exercice du droit est assujetti aux disciplines applicables.

La charge de la preuve doit être examinée au vu des éléments matériels de l'allégation du plaignant et des éléments matériels de la défense du défendeur. Dans le présent différend, l'allégation de l'Inde est que le régime concernant les drogues est incompatible avec l'article I:1 du GATT. Pour établir le bien-fondé de son allégation, tout ce que l'Inde a à faire est d'affirmer, et, ce faisant, prouver que: i) les CE accordent, par le biais de préférences tarifaires, un avantage à des produits originaires d'un ou de plusieurs pays, et ii) les CE n'accordent pas le même avantage immédiatement et sans condition à des produits originaires d'autres Membres. C'est ce que l'Inde a affirmé et prouvé. Ce faisant, l'Inde a établi que le régime concernant les drogues était incompatible avec l'article I:1 du

[9] La Clause d'habilitation ne figure pas dans la liste des dérogations mentionnée dans la note de bas de page relative au paragraphe 1 b) iii) du texte de l'Annexe IA de l'Accord sur l'OMC incorporant le GATT de 1994 dans l'Accord sur l'OMC. Ces dérogations sont énumérées dans le document WT/L/3 daté du 27 janvier 1995.

[10] *Black's Law Dictionary*, *supra*, note de bas de page 6, page 1323.

GATT. Dans la présente procédure, l'allégation de l'Inde est fondée sur l'article I:1 du GATT et non sur le paragraphe 1 ou 2 a) de la Clause d'habilitation. Ces dernières dispositions ne constituent donc pas un élément matériel des allégations présentées par l'Inde au présent Groupe spécial.

Pour faire échec à l'allégation de l'Inde, les CE *peuvent* affirmer, et c'est ce qu'elles ont choisi de faire, que les préférences tarifaires accordées dans le cadre du régime concernant les drogues sont justifiées au titre de la Clause d'habilitation. Il incombe par conséquent aux CE de prouver que cette clause est bien applicable au régime concernant les drogues, indépendamment du point de savoir si la Clause d'habilitation est un droit autonome ou une exception, ou les deux.

Pour résumer: la Clause d'habilitation constitue, par définition, une exception à certains aspects de l'article I:1 du GATT. À supposer même qu'il s'agit également d'un droit autonome, la question de la charge de la preuve ne découle pas nécessairement du fait que la Clause d'habilitation a été qualifiée d'exception ou de droit autonome. Elle découle plutôt du fait que la Clause d'habilitation ne constitue pas un élément matériel de l'allégation de l'Inde selon laquelle il y a violation de l'article I:1 du GATT, alors qu'elle constitue un élément matériel de la défense des CE.

6. Comment établir qu'une disposition juridique confère un "droit autonome" ou fournit un "moyen de défense affirmatif"?

Réponse

Cette réponse est fondée sur l'interprétation par l'Inde de ce qu'est un "droit autonome", qui est exposée dans la réponse à la question n° 5 adressée par le Groupe spécial aux deux parties.

Une "affirmative defence" (moyen de défense affirmatif) est une "defendant's assertion raising new facts and arguments" (affirmation du défendeur faisant état de nouveaux faits et arguments) qui, "if true" (s'ils se vérifient), "will defeat the plaintiff's or prosecutions's claim" (permettront de faire échec à l'allégation du plaignant ou de l'accusation), "even if all allegations in the complaint are true" (même si toutes les allégations contenues dans la plainte sont exactes).[11]

Comme indiqué ci-dessus, l'Inde estime qu'un "droit autonome" peut également être un "moyen de défense affirmatif". Par exemple, à supposer même que le droit de prendre des mesures au titre de l'article XX du GATT puisse être considéré comme étant un "droit autonome", l'exercice de ce droit peut en même temps constituer un "moyen de défense affirmatif" dans un différend portant sur d'autres dispositions du GATT. De la même façon, à supposer même que le droit de constituer des unions douanières ou des zones de libre-échange au titre de l'article XXIV du GATT puisse être considéré comme étant un "droit autonome", l'exercice de ce droit peut également être un "moyen de défense affirmatif" dans un différend portant sur d'autres dispositions du GATT.

L'Inde estime qu'il est nécessaire d'effectuer une évaluation au cas par cas afin de déterminer si une disposition particulière constitue un "droit autonome", un "moyen de défense affirmatif", ou les deux.

7. Pour déterminer la fonction juridique de la Clause d'habilitation, est-il utile de se référer aux clauses d'exception figurant aux articles XX, XXI et XXIV du GATT de 1994? Veuillez préciser.

Réponse

Il est utile de se référer aux clauses d'exception figurant aux articles XX, XXI et XXIV du GATT de 1994 pour déterminer la fonction juridique de la Clause d'habilitation. À supposer même que les Membres aient le droit autonome de prendre des mesures autorisées par ces articles, ces

[11] *Black's Law Dictionary*, *supra*, note de bas de page 6, page 430.

dispositions constituent des exceptions à certaines obligations et peuvent être invoquées comme moyen de défense affirmatif dans un différend relatif à d'autres dispositions du GATT. De la même façon, à supposer même que la Clause d'habilitation puisse être considérée comme établissant pour les pays développés Membres un droit autonome d'accorder un traitement différencié et plus favorable aux pays en développement, la Clause d'habilitation constitue néanmoins une exception à certains aspects de l'article I:1 du GATT et peut être invoquée en tant que moyen de défense affirmatif en réponse à une allégation au titre de l'article I:1.

8. Les articles XX et XXI du GATT de 1994 disposent que "rien dans le (aucune disposition du) présent Accord ne sera interprété(e) comme empêchant ..." et l'article XXIV:3 du même instrument dispose que "[l]es dispositions du présent Accord ne devront pas être interprétées comme faisant obstacle ...", et le premier paragraphe de la Clause d'habilitation que "[n]onobstant les dispositions de l'article premier de l'Accord général, les parties contractantes peuvent ...". Estimez-vous que les articles XX, XXI et XXIV du GATT de 1994 sont ou ne sont pas des exceptions/"moyens de défense affirmatifs"? Compte tenu des similitudes/dissimilitudes entre ces libellés, pensez-vous que la Clause d'habilitation prévoit une exception/un "moyen de défense affirmatif" ou un "droit autonome"? Pour quelles raisons? Veuillez expliquer.

Réponse

L'Inde estime que, à supposer même que les articles XX, XXI et XXIV du GATT de 1994 confèrent des droits autonomes, ils constituent des exceptions qui peuvent être utilisées comme moyens de défense affirmatifs. À supposer même que la Clause d'habilitation prévoie de la même manière un droit autonome, ce droit constitue en même temps une exception à certains aspects de l'article I:1 du GATT et peut être invoqué comme moyen de défense affirmatif. (Veuillez vous reporter aux réponses données aux questions n° 3, 5 et 6 adressées par le Groupe spécial aux deux parties.)

Sans ... discrimination

9. Prenez pour hypothèse que la Clause d'habilitation confère un droit autonome, à part entière, et que le Groupe spécial doive l'examiner pour en interpréter les dispositions. Pouvez-vous indiquer où, dans la Clause d'habilitation, le Groupe spécial trouverait le contexte permettant d'interpréter l'expression "sans … discrimination" qui figure à la note de bas de page 3? Ce contexte donne-t-il des indications contextuelles suffisantes pour interpréter cette expression? Le Groupe spécial devrait-il également chercher des indications contextuelles ailleurs que dans la Clause d'habilitation? Dans l'affirmative, dans quels accords et dans quelles dispositions particulières de ces derniers, et pourquoi dans ces dispositions en particulier et pas dans d'autres?

Réponse

C'est la Clause d'habilitation elle-même qui fournit le contexte permettant d'interpréter l'expression "sans ... discrimination":

- Le paragraphe 1 de la Clause d'habilitation renvoie à l'article premier du GATT et indique ce qui est autorisé nonobstant cet article. L'article I:1 du GATT dispose que "[t]ous avantages, ... accordés par [un Membre] à un produit originaire de ... tout autre pays, seront, immédiatement et sans condition, étendus à tout produit similaire originaire ... du territoire des autres [Membres]." Ainsi, nonobstant les droits NPF de tous les Membres au titre de l'article I:1 du GATT, la Clause d'habilitation permet à un pays développé Membre, s'agissant du traitement tarifaire préférentiel accordé à des produits originaires de pays en développement Membres *conformément au SGP*, de ne pas accorder le traitement NPF à des produits similaires originaires d'autres pays développés Membres. C'est tout ce que le paragraphe 1 autorise. Il n'y a, dans

ce paragraphe, rien qui puisse être interprété comme constituant une renonciation des pays en développement Membres à leurs droits NPF pour tous avantages accordés par un autre Membre à un produit originaire de tout autre pays.[12]

En d'autres termes, il est nécessaire que chaque pays développé Membre soit autorisé à ne pas accorder le traitement NPF aux produits similaires originaires d'autres pays développés Membres afin que ce pays puisse accorder un traitement tarifaire préférentiel à des produits originaires de pays en développement dans le cadre du SGP. À cet effet, il n'est pas nécessaire d'autoriser ce pays développé Membre à ne pas accorder le traitement NPF aux produits similaires originaires de pays en développement.

Le tout premier paragraphe de la Clause d'habilitation réaffirme donc les droits NPF des pays en développement Membres au titre de l'article I:1 du GATT. Dans ce contexte, "sans ... discrimination" est synonyme de traitement NPF immédiat et sans condition pour des produits similaires originaires de pays en développement.

La Clause d'habilitation a été adoptée dans l'intérêt des pays en développement. Outre l'absence de libellé clair indiquant que les pays en développement renoncent à leurs droits NPF au titre de l'article I:1, interpréter le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation dans le sens d'une réduction des avantages accordés aux pays en développement au titre de l'article I:1 irait à l'encontre du but même de ce paragraphe, qui est d'accorder des avantages additionnels aux pays en développement dans le cadre juridique du GATT.

- Le paragraphe 2 a) fait référence au "traitement préférentiel tarifaire accordé ... pour des *produits* originaires de pays en voie de développement ...". Le traitement préférentiel concerne les droits de douane et a pour objet des "produits". Les "produits similaires" restent des *produits similaires* quelle que soit leur origine. À moins que la Clause d'habilitation ne le dispose expressément (ce qui n'est pas le cas), il n'y a pas de base valable pour établir une différence de traitement entre des produits similaires aux fins de droits de douane. Dans toutes les dispositions du GATT, ainsi que dans la jurisprudence du GATT et de l'OMC, le terme "discrimination" a été utilisé pour désigner le refus d'accorder des possibilités de concurrence égales aux produits *similaires* originaires de différents pays. "Sans discrimination" renvoie par conséquent au traitement des produits *similaires*, et non au traitement des Membres, en tant que tel.

- On définit un "discriminatory tariff" (tarif douanier discriminatoire) comme étant "a tariff containing duties that are applied unequally to different countries or manufacturers" (un tarif douanier comportant des droits qui sont appliqués de manière inégale à différents pays ou fabricants).[13] Par conséquent, un "tarif douanier non discriminatoire", dans le contexte de la Clause d'habilitation, est un tarif comportant des droits qui sont appliqués de manière égale aux différents pays en développement.

- La note de bas de page 3 fait référence à "l'instauration d'un système généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, qui serait avantageux pour **les** pays en voie de développement". (pas de caractère gras dans l'original) L'utilisation de l'article "the" devant "developing countries" (pays en voie de développement) indique que le SGP doit être avantageux pour *tous* les pays en développement. D'après la

[12] Sous réserve de l'exception en faveur des pays les moins avancés, en application du paragraphe 2 d) de la Clause d'habilitation.

[13] *Black's Law Dictionary*, *supra*, note de bas de page 6, page 1468.

définition du dictionnaire, "the" (l'article défini) "is used preceding a (sing.) noun used generically or as a type of its class; (with a pl. noun) all those described as ..." (est utilisé devant un nom (au singulier) employé dans son sens générique ou pour désigner une personne ou une chose appartenant à une catégorie déterminée de personnes ou de choses (et devant un nom au pluriel) pour désigner l'ensemble des personnes ou des choses décrites par ce terme)[14] Par conséquent, en l'espèce, l'expression "les pays en voie de développement" signifie "tous ceux qui sont désignés sous le nom de pays en voie de développement". Accorder un traitement tarifaire préférentiel aux produits originaires de certains pays en développement bénéficiaires à l'exclusion de produits similaires originaires d'autres pays en développement bénéficiaires n'est pas avantageux pour (tous) **les** pays en développement.[15]

- De la même façon, les textes espagnol et français faisant également foi utilisent l'article défini contracté "des" ("of the" en anglais) dans leur titre, s'agissant du "traitement différencié et plus favorable ..." - "TRATO DIFERENCIADO Y MAS FAVORABLE, RECIPROCIDAD Y MAYOR PARTICIPACIÓN **DE LOS** PAÍSES EN DESARROLLO" et "TRAITEMENT DIFFÉRENCIÉ ET PLUS FAVORABLE, RÉCIPROCITÉ ET PARTICIPATION PLUS COMPLÈTE **DES** PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT".

- Si "sans ... discrimination" devait avoir la "connotation négative" qui lui est attribuée par les CE, le paragraphe 2 d) serait inutile dans la mesure où il y a une nette distinction entre les pays les moins avancés et les autres pays en développement.

La note de bas de page 3 relative au paragraphe 2 a) fait référence au SGP tel qu'il est décrit dans la Décision de 1971. Le paragraphe a) de la Décision de 1971 mentionne "le traitement tarifaire préférentiel mentionné dans le préambule de la présente décision ...". Les dispositions pertinentes du préambule prévoient ce qui suit:

> "*Rappelant* qu'à la deuxième session de la CNUCED un accord unanime s'est fait sur l'instauration, à une date rapprochée, d'un système mutuellement acceptable et généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, qui serait avantageux pour les pays en voie de développement afin d'augmenter les recettes d'exportation, de favoriser l'industrialisation et d'accélérer le rythme de la croissance économique de ces pays;
>
> *Considérant* que des arrangements mutuellement acceptables concernant l'établissement d'un traitement tarifaire préférentiel généralisé, sans discrimination ni réciprocité, sur les marchés des pays développés en faveur de produits originaires de pays en voie de développement ont été élaborés à la CNUCED ..."

Le traitement tarifaire préférentiel mentionné au paragraphe a) de la Décision de 1971 et dans son préambule doit donc être interprété en rapport avec les "arrangements mutuellement acceptables concernant l'établissement d'un traitement tarifaire préférentiel généralisé, sans discrimination ni réciprocité, sur les marchés des pays développés en faveur de produits originaires de pays en voie de développement [qui] ont été élaborés à la CNUCED".

Le SGP a vu le jour à la première session de la CNUCED en 1964, qui a décidé ce qui suit:

---

[14] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, L. Brown (éd.) (Clarendon Press, 1993), volume II, page 3270.

[15] De la même façon, les textes espagnol et français faisant également foi utilisent l'article défini "le" - "en beneficio de **los** países en desarrollo" et "avantageux pour **les** pays en voie de développement".

> **"Les échanges internationaux devraient se faire dans l'intérêt réciproque des coéchangistes, sur la base du traitement de la nation la plus favorisée** et ne devraient pas comporter de mesures préjudiciables aux intérêts commerciaux des autres pays. Toutefois, les pays développés devraient accorder des concessions à tous les pays en voie de développement, faire bénéficier ces pays de toutes les concessions qu'ils s'accordent entre eux et, lorsqu'ils leur accordent ces concessions ou d'autres, ne pas exiger de ces pays la réciprocité. **De nouvelles préférences, tarifaires et non tarifaires, devraient être accordées <u>à l'ensemble des pays en voie de développement</u> sans l'être pour autant aux pays développés.** Les pays en voie de développement ne seront pas tenus d'étendre aux pays développés le traitement préférentiel qu'ils s'accordent entre eux. **Les préférences spéciales dont certains pays en voie de développement bénéficient actuellement dans leurs échanges avec certains pays développés devraient être considérées comme transitoires et sujettes à réduction progressive**. Ces préférences devraient être supprimées au fur et à mesure qu'entreront en vigueur des mesures internationales efficaces garantissant des avantages au moins équivalents aux pays intéressés."[16] (pas de caractère gras dans l'original)

Les concepts suivants ont donc été affirmés ou adoptés dès la première session de la CNUCED:

- Les échanges internationaux devraient se faire dans l'intérêt réciproque des coéchangistes, sur la base du principe NPF.

- À titre d'exception au principe NPF, de nouvelles préférences, tarifaires et non tarifaires, devraient être accordées [par les pays développés] à l'ensemble des pays en développement, sans l'être pour autant aux pays développés.

- Les préférences spéciales dont certains pays en développement bénéficiaient alors dans leurs échanges avec certains pays développés devraient être considérées comme transitoires et sujettes à réduction progressive. L'intention était donc que le SGP, dont les avantages seraient conférés aux pays en développement, remplace les préférences spéciales dont certains pays en développement bénéficiaient alors dans leurs échanges avec certains pays développés.

À la deuxième session de la CNUCED, tenue à New Delhi en 1968, la résolution précédente, adoptée à la première session, a été confirmée par l'adoption de la Résolution 21(II) qui dispose ce qui suit, entre autres choses:

> "*Reconnaissant* qu'un accord unanime s'est fait sur l'instauration, à une date rapprochée, d'un système mutuellement acceptable et généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, qui serait avantageux pour les pays en voie de développement …
>
> 1. *Reconnaît* que les objectifs du système généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, en faveur **<u>des</u> pays en voie de développement**, y compris des mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés, doivent être:

[16] Huitième principe de la Recommandation A:I:1 contenue dans l'Acte final de la première Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Genève: CNUCED, document E/CONF.46/141, 1964), volume 1, page 20, cité dans Lorand Bartels, "The WTO Enabling Clause and Positive Conditionality in the European Community's GSP program", *Journal of International and Economic Law*, volume 6, n° 2 (2003), page 507.

a) d'augmenter **leurs** recettes d'exportation;

b) de favoriser **leur** industrialisation;

c) d'accélérer le rythme de **leur** croissance économique; ..." (pas de caractère gras dans l'original)

Un organe spécialisé du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED a été créé afin de mettre en œuvre cette résolution. Les "arrangements mutuellement acceptables" indiqués au paragraphe a) en relation avec le préambule de la Décision de 1971 figurent dans les Conclusions concertées du Comité spécial des préférences, adoptées par le Conseil du commerce et du développement à sa quatrième session extraordinaire. Les Conclusions concertées précisent ce qui suit: "il y a accord sur l'objectif selon lequel tous les pays en voie de développement devraient en principe participer dès le début en qualité de pays bénéficiaires".

Dans une déclaration faite par l'Inde au nom du Groupe des 77, qui constitue l'annexe I des Conclusions concertées, le Groupe des 77 souligne qu'"aucun pays en voie de développement membre de ce groupe ne devrait être exclu du système généralisé de préférences au départ ou pendant la période d'application du système". Le Groupe des 77, au nom duquel cette déclaration a été faite, comprend toutes les tierces parties au présent différend qui sont bénéficiaires du régime concernant les drogues.

La partie IV.1 des Conclusions concertées intitulée "Bénéficiaires" dispose ce qui suit:

"1. Le Comité spécial a pris note des communications individuelles des pays donneurs à ce sujet et de la position commune des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques, telle qu'elle est énoncée au paragraphe 13 de l'introduction à la documentation de fond contenant les communications préliminaires des pays développés (TD/B/AC.5/24) en ces termes: "En ce qui concerne les bénéficiaires, les pays donneurs se détermineraient en général en fonction du principe de l'autoélection. Au sujet de ce principe, il faudrait se référer aux paragraphes pertinents du document TD/56, c'est-à-dire à la section A de la partie I.""

La section A de la partie I du document TD/56, qui expose la position des pays donneurs de préférences, y compris les États alors membres des CE, dispose ce qui suit:

"A. Pays bénéficiaires

Le traitement tarifaire spécial devrait être appliqué aux exportations de tout pays, territoire ou région prétendant au statut de "moins développé". Cette formule permettrait de surmonter la difficulté, qui se présenterait autrement, de réaliser un accord international sur des critères objectifs permettant de déterminer les niveaux relatifs de développement. (pas de caractère gras dans l'original)

Compte tenu de ce qui précède, il apparaît donc clairement que le "système ... généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, qui serait avantageux pour les pays en voie de développement", mentionné dans le préambule de la Décision de 1971, envisageait la participation de tous les pays en développement en qualité de bénéficiaires du SGP. De plus, et cela revêt une importance particulière dans le présent différend, le SGP devait remplacer les préférences spéciales dont certains pays en développement bénéficiaient alors dans leurs échanges avec certains pays développés, qui étaient considérées comme étant "transitoires et sujettes à réduction progressive".

Les expressions

- "de nouvelles préférences, tarifaires et non tarifaires, devraient être accordées **à l'ensemble** des pays en voie de développement",

- "un système mutuellement acceptable et généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, qui serait **avantageux pour les pays en voie de développement**, afin d'augmenter les recettes d'exportation, de favoriser l'industrialisation, et d'accélérer le rythme de la croissance économique de **ces pays**",

- "à l'effet d'étendre à ces pays et territoires **en général** le traitement tarifaire préférentiel mentionné dans le préambule de la présente décision, sans accorder ledit traitement aux produits similaires originaires d'autres [Membres]",

- "il y a accord sur l'objectif selon lequel **tous les pays en voie de développement** devraient en principe participer dès le début en qualité de pays bénéficiaires",

- "aucun pays en voie de développement … ne devrait être exclu du système généralisé de préférences au départ", et

- "le traitement tarifaire spécial devrait être appliqué aux exportations de tout pays, territoire ou région prétendant au statut de "moins développé"

indiquent toutes que, comme convenu à la CNUCED, les avantages accordés au titre du SGP devaient s'appliquer à **tous** les pays en développement, et pas seulement à **certains** pays en développement. De plus, à la lumière de la résolution adoptée à la première session de la CNUCED, le SGP était conçu précisément pour remplacer "les préférences spéciales dont certains pays en voie de développement bénéficiaient [alors] dans leurs échanges avec certains pays développés". La Décision de 1971 fait référence au SGP adopté à la CNUCED. La Clause d'habilitation reprend la définition du SGP figurant dans la Décision de 1971, et donc telle qu'adoptée à la CNUCED.

Plusieurs documents postérieurs de la CNUCED confirment cette lecture, parmi lesquels le rapport du secrétariat de la CNUCED intitulé "Examen et évaluation du système généralisé de préférences" daté du 9 janvier 1979.[17] Le rapport indique, entre autres choses:

> "10. Dans sa Résolution 21(II), la Conférence s'est prononcée pour l'application d'un système généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, aux produits exportés par les pays en développement à destination des pays développés. **Selon ce système, des préférences devraient être octroyées** par tous les pays développés **à tous les pays en développement** …
>
> 11. **Un système de préférences sans discrimination supposait que les mêmes préférences soient accordées à tous les pays en développement**. Cela présentait une grande difficulté dès le départ du fait que l'on n'avait convenu d'aucun critère objectif pour définir ou classer les pays selon leur niveau relatif de développement économique. Le principe de l'"autodésignation" a semblé la seule possibilité restante; en d'autres termes, les préférences devaient être accordées aux exportations "de tout pays, territoire prétendant au statut de moins développés; toutefois, les pays donneurs de préférences pouvaient refuser, pour des raisons qu'ils jugeraient impératives[18],

[17] TD/232.

[18] Ce problème n'est pas soulevé dans le présent différend, dans la mesure où l'Inde est bénéficiaire au titre des dispositions générales du schéma SGP des CE et n'est par conséquent pas soumise à une exclusion préalable.

> d'appliquer le traitement spécial à l'égard de pays particuliers prétendant à ce statut, étant entendu toutefois qu'une exclusion préalable de ce type ne serait pas fondée sur des considérations de compétitivité. En conséquence, chaque pays donneur de préférences établit sa propre liste de pays bénéficiaires, et il existe de ce fait un certain nombre de différences entre ces listes." (pas de caractère gras ni de note de bas de page dans l'original)

Au GATT lui-même, la note technique du Secrétariat[19] publiée pendant le processus d'adoption du SGP par le GATT indique ce qui suit:

> "Dès 1963, les PARTIES CONTRACTANTES décidèrent que seraient étudiés a) l'octroi de "préférences pour certains produits par des pays industrialisés à **l'ensemble** des pays peu développés ..." (pas de caractère gras dans l'original)

Compte tenu de ce qui précède, les conséquences de l'adoption de la Décision de 1971 ont été les suivantes:

- Chaque pays développé Membre a été autorisé à accorder un traitement tarifaire préférentiel à des produits originaires de pays en développement conformément au SGP sans accorder le même traitement à des produits similaires originaires d'autres pays en développement Membres.

- En conséquence, chaque pays développé Membre a renoncé à ses droits NPF pour ce qui est du traitement tarifaire préférentiel accordé par d'autres pays développés Membres à des produits originaires de pays en développement dans le cadre du SGP.

- Chaque pays en développement Membre a conservé ses droits NPF pour ce qui est de tout avantage accordé par tout autre Membre à un produit originaire du territoire de tout autre pays. [20]

Sur tous les autres points relatifs au SGP intéressant le présent différend, la Clause d'habilitation n'a pas modifié la Décision de 1971. Au contraire, la Clause d'habilitation mentionne expressément le SGP "tel qu'il est défini" dans la Décision de 1971.

Par conséquent, hormis les seules exceptions du i) "traitement spécial accordé aux pays en voie de développement les moins avancés dans le contexte de toute mesure générale ou spécifique en faveur des pays en voie de développement" visé au paragraphe 2 d) de la Clause d'habilitation et de ii) la durée limitée de la Décision de 1971 par rapport à la durée indéterminée de la Clause d'habilitation, le SGP autorisé au titre de la Clause d'habilitation et le SGP autorisé au titre de la Décision de 1971 sont identiques sur tous les points matériels.

La seule autre différence entre la Décision de 1971 et la Clause d'habilitation réside dans le fait que cette dernière prend en compte les situations visées aux paragraphes 2 b) et 2 c), qui ne sont pas traitées dans la Décision de 1971. Les paragraphes 2 b) et 2 c) ne sont pas en cause dans le présent différend. Le paragraphe 2 d) donne d'autres indications contextuelles concernant le paragraphe 2 a).

---

[19] Voir ci-dessus la note de bas de page 4.

[20] En prenant pour hypothèse que l'exclusion préalable d'un pays particulier est autorisée dans le cadre du SGP, pour ce qui est d'un régime SGP donné, les droits NPF sont conservés par tous les pays en développement qui n'ont pas été exclus de la liste des bénéficiaires.

10. Le contexte de l'expression "sans ... discrimination", à la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation, inclut-il les articles I:1, III:4, X, XIII, XVII et XX du GATT de 1994, ainsi que l'article XVII de l'AGCS? Expliquez pourquoi.

Réponse

L'Inde estime que seul l'article I:1 fait partie du contexte de l'expression "sans ... discrimination", à la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation, et non les articles III:4, X, XIII, XVII et XX du GATT de 1994 ni l'article XVII de l'AGCS.

Le paragraphe 1 de la Clause d'habilitation permet aux pays développés Membres d'accorder un traitement différencié et plus favorable aux pays en développement dans toutes les situations spécifiées au paragraphe 2, "nonobstant l'article premier [du GATT]". Il n'est fait aucune référence à d'autres articles du GATT ou de l'AGCS.

La note de bas de page 3 est une note de bas de page relative au paragraphe 2 a), lequel a trait au "traitement tarifaire préférentiel accordé par des [pays] développé[ ]s [Membres] pour des produits originaires de pays en voie de développement, conformément au [SGP]". Plus précisément, la note de bas de page 3 est une note de bas de page relative au "[SGP]", qu'elle cite comme étant tel que "défini dans la [Décision de 1971] ... concernant l'instauration d'un système généralisé de préférences, "sans réciprocité ni discrimination", qui serait avantageux pour les pays en voie de développement". Un traitement tarifaire préférentiel accordé par des pays développés Membres à des produits originaires de pays en développement sans que le même traitement soit accordé à des produits originaires d'autres Membres est autrement incompatible avec l'article I:1 du GATT, mais pas avec un quelconque autre article du GATT ou de l'AGCS.

11. Comment comprenez-vous le mot "généralisé" à la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation? Quelle est la différence entre ce mot et l'expression "sans ... discrimination", qui figure également à la note 3?

Réponse

Le rapport intitulé "Examen et évaluation du Système généralisé de préférences" daté du 9 janvier 1979[21], publié par la CNUCED, indique ce qui suit:

> "10. Dans sa Résolution 21(II), la Conférence s'est prononcée pour l'application d'un système généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, aux produits exportés par les pays en développement à destination des pays développés. **Selon ce système, des préférences devaient être octroyées par tous les pays développés à tous les pays en développement ...**" (pas de caractère gras dans l'original)

Ce qui précède est suffisamment explicite. De plus, le terme "généralisé" doit être interprété compte tenu de la situation qui régnait avant l'établissement du SGP, dans laquelle certains pays développés accordaient des préférences spéciales à des produits originaires de *certains* pays en voie de développement uniquement.

À la CNUCED, le SGP a vu le jour à la première Conférence de la CNUCED en 1964, qui a décidé ce qui suit:

> "**Les échanges internationaux devraient se faire dans l'intérêt réciproque des coéchangistes, sur la base du traitement de la nation la plus favorisée,** et ne

[21] TD/232.

> devraient pas comporter de mesures préjudiciables aux intérêts commerciaux des autres pays. Toutefois, les pays développés devraient accorder des concessions à tous les pays en voie de développement, faire bénéficier ces pays de toutes les concessions qu'ils s'accordent entre eux et, lorsqu'ils leur accordent ces concessions ou d'autres, ne pas exiger de ces pays la réciprocité. **De nouvelles préférences, tarifaires et non tarifaires, devraient être accordées à l'ensemble des pays en voie de développement sans l'être pour autant aux pays développés.** Les pays en voie de développement ne seront pas tenus d'étendre aux pays développés le traitement préférentiel qu'ils s'accordent entre eux. **Les préférences spéciales dont certains pays en voie de développement bénéficient actuellement dans leurs échanges avec certains pays développés devraient être considérées comme transitoires et sujettes à réduction progressive**. Ces préférences devraient être supprimées au fur et à mesure qu'entreront en vigueur des mesures internationales efficaces garantissant des avantages au moins équivalents aux pays intéressés."[22] (pas de caractère gras et non souligné dans l'original)

S'agissant du SGP, le mot "généralisé" peut revêtir différentes significations. De la part des pays donneurs du SGP, l'idée était que tous les pays en développement accordent un traitement tarifaire préférentiel aux pays en développement. Pour les bénéficiaires, l'idée était que tous les pays en développement soient bénéficiaires. S'agissant des préférences spéciales dont certains pays en développement bénéficiaient alors dans leurs échanges avec certains pays développés, l'idée était que ces préférences spéciales soient remplacées par des préférences "généralisées" dans le cadre du SGP.

Paragraphe 3 c)

12. S'agissant du paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation, quels indicateurs peuvent servir à établir des critères objectifs répondant aux besoins du développement des pays en développement? Outre des indicateurs économiques, peut-on utiliser d'autres types d'indicateurs? Dans l'affirmative pourquoi et quels sont-ils?

Réponse

L'Inde estime que, en admettant qu'il soit nécessaire d'établir des critères objectifs, ce n'est pas dans le but de permettre aux pays développés Membres accordant un traitement tarifaire préférentiel dans le cadre du SGP d'établir une discrimination (au "sens neutre" du terme) entre des produits similaires originaires de pays de développement. Même les pays donneurs de préférences reconnaissent que "le traitement tarifaire spécial devrait être appliqué aux exportations de *tout* pays, territoire ou région prétendant au statut de "moins développé" en raison de "*la difficulté, qui se présenterait autrement de réaliser un accord international sur des critères objectifs* permettant de déterminer les niveaux relatifs de développement".[23]

Les "besoins du développement, des finances et du commerce" des pays en développement visés au paragraphe 3 c) sont nombreux, voire infinis. Tout ce qu'exige le paragraphe 3 c), c'est que le traitement différencié et plus favorable autorisé au titre de la Clause d'habilitation "répond[e] de manière positive" à ces besoins. À cet égard, les pays développés peuvent établir leurs propres critères objectifs afin d'identifier ces besoins pour déterminer, par exemple, les produits visés,

[22] Huitième principe de la Recommandation A:I:1 contenu dans l'Acte final de la première Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Genève: CNUCED, document E/CONF.46/141, 1964), volume 1, page 20, cité dans Lorand Bartels "The WTO Enabling Clause and Positive Conditionality in the European Community's GSP program", *Journal of International and Economic Law*, volume 6, n° 2 (2003), page 507.

[23] Voir le rapport du Groupe spécial de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur le commerce avec les pays en voie de développement, document de la CNUCED TD/56, page 4. (pas d'italique dans l'original)

l'importance des réductions tarifaires et autres questions similaires. En tout état de cause, après avoir ainsi déterminé ces éléments conformément à leurs propres "critères objectifs", le traitement tarifaire préférentiel qui en découle doit être appliqué sans discrimination (au "sens neutre" du terme) aux produits similaires originaires de pays en développement.

13. Veuillez fournir tout élément de l'historique de la rédaction du paragraphe 3 c) pertinent pour son interprétation.

Réponse

Jusqu'ici, l'Inde n'a pu obtenir aucun document relatif à l'historique de la rédaction du paragraphe 3 c).

14. Si le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation prescrit de répondre de manière collective aux besoins du développement des pays en développement, à la fois pour concevoir et pour modifier un schéma SGP, où trouve-t-on, dans la Clause d'habilitation, la possibilité pour un pays développé de modifier son schéma de façon à retirer certains produits du schéma de préférences accordé à chacun des pays bénéficiaires ou, même, d'en rayer des pays?

Réponse

L'Inde estime que rien dans la Clause d'habilitation ne permet à un pays développé de modifier unilatéralement son schéma de façon à retirer certains produits du schéma de préférences accordé à un pays *bénéficiaire* en particulier ou d'en rayer des pays sauf avec l'accord du pays en développement Membre concerné, comme l'autorise le paragraphe 7 de la Clause d'habilitation. En tout état de cause, sans préjudice de la position de l'Inde, l'Inde estime que le Groupe spécial peut examiner la deuxième phrase du paragraphe 7 de la Clause d'habilitation pour obtenir des indications sur cette question.

L'Inde note que la question de savoir si un pays développé peut ou non rayer certains pays de son schéma de préférences peut aussi se poser dans le contexte de la définition de l'expression "pays en [voie de] développement". L'Inde est un pays en développement, de même qu'un bénéficiaire au titre des dispositions générales du régime SGP des CE. Le Groupe spécial n'a donc pas besoin de prendre de décision sur cette question.

S'agissant de la définition de "pays en [voie de] développement", la partie IV.1 des Conclusions concertées, intitulée "Bénéficiaires", dispose ce qui suit:

> "1. Le Comité spécial a pris note des communications individuelles des pays donneurs à ce sujet et de la position commune des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques, telle qu'elle est énoncée au paragraphe 13 de l'introduction à la documentation de fond contenant les communications préliminaires des pays développés (TD/B/AC.5/24) en ces termes: "En ce qui concerne les bénéficiaires, les pays donneurs se détermineraient en général en fonction du principe de l'autoélection. Au sujet de ce principe, il faudrait se référer aux paragraphes pertinents du document TD/56, c'est-à-dire à la section A de la partie I.""
>
> La section A de la partie I du document TD/56 dispose ce qui suit:
>
> "A. Pays bénéficiaires
>
> Le traitement tarifaire spécial devrait être appliqué aux exportations de tout pays, territoire ou région prétendant au statut de "moins développé". Cette formule

permettrait de surmonter la difficulté, qui se présenterait autrement, de réaliser un accord international sur des critères objectifs permettant de déterminer les niveaux relatifs de développement.

Des pays développés pris individuellement pourraient, toutefois, refuser d'appliquer le traitement tarifaire spécial à l'égard d'un pays particulier, prétendant au statut de moins développé, pour des raisons qu'ils jugeraient impératives. L'exclusion préalable d'un pays particulier qui est visée ici ne serait pas fondée sur des considérations de compétitivité (celles-ci seraient couvertes par les procédures examinées sous les points C et G ci-dessous) ...

C. Exceptions

Il est probable que des pays développés jugeront nécessaire d'exclure, dès le commencement, du bénéfice du traitement tarifaire spécial un nombre restreint de produits pour lesquels des pays en voie de développement sont d'ores et déjà compétitifs.

G. Sauvegardes et ajustements

Un système de traitement tarifaire spécial doit comporter, inévitablement, certains mécanismes de sauvegarde ou d'ajustements afin de parer aux risques d'une désorganisation de l'industrie et de l'emploi.

Les mesures de sauvegarde pourraient être liées, soit à la possibilité de retirer ou de modifier le traitement tarifaire spécial, lorsque les importations de produits particuliers atteignent certaines limites (définies à l'avance par rapport à la production nationale, la consommation ou les importations), soit à la constatation par le pays développé intéressé du fait que lesdites importations causent ou menacent de causer un préjudice.

Il faudra examiner ces questions en vue de parvenir à un accord entre les pays développés. Il appartiendra aux pays qui accorderont un traitement tarifaire spécial de s'assurer que les mesures de sauvegarde et d'ajustement sont appliquées de manière à respecter le principe de la répartition équitable des possibilités d'accès aux marchés et en tenant compte des répercussions des arrangements sur les exportations des pays tiers."

Il est difficile de savoir si la partie IV.1 des Conclusions concertées concernant les "bénéficiaires" constitue les termes d'un traité ou si elle décrit simplement la position des pays développés donneurs de préférences.

À supposer que la partie IV.1 constitue les termes d'un traité, cette partie des Conclusions concertées, en relation avec le document TD/56, confirme alors que i) le traitement tarifaire spécial devrait être appliqué à **tout pays prétendant au statut de moins développé** et ii) des pays développés pris individuellement pourraient, toutefois, refuser d'appliquer le traitement tarifaire spécial à l'égard d'un pays particulier prétendant au statut de moins développé, **pour des raisons qu'il jugerait impératives**, à condition que cette exclusion préalable d'un pays particulier ne soit pas fondée sur des motifs liés à la concurrence.

Toutefois, comme indiqué ci-dessus, la question de savoir si un pays développé peut ou non retirer certains pays de son schéma de préférences n'est de toute façon pas en cause dans le présent différend, l'Inde étant un pays en développement et un bénéficiaire au titre des dispositions générales du régime SGP des CE.

15. Le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation autorise-t-il un pays qui accorde des préférences à concevoir des schémas SGP différents pour répondre aux besoins du développement, des finances et du commerce des divers pays en développement, ou une telle lecture entraîne-t-elle nécessairement une discrimination entre les pays en développement?

Réponse

Il est possible d'élaborer un schéma SGP différent pour répondre aux besoins de différents pays et accorder néanmoins le même traitement tarifaire aux produits similaires originaires de tous les pays en développement.

Supposons, par exemple, que les produits "A", "B" et "C" sont produits principalement ou même exclusivement dans les pays "X", "Y" et "Z" et qu'un pays donneur de préférences détermine que les pays "X", "Y" et "Z" ont des besoins particuliers en matière de développement, de finances et de commerce, le pays donneur de préférences peut accorder un traitement tarifaire préférentiel dans le cadre du SGP aux produits "A", "B" et "C", accordant ainsi de fait une aide aux pays "X", "Y" et "Z". Mais ce traitement tarifaire préférentiel doit également être accordé sans discrimination aux produits similaires originaires d'autres pays en développement, ce qui permet aux autres pays en développement de conserver des possibilités de concurrence égales. Le fait qu'il se peut que ces pays en développement ne produisent ni n'exportent des produits "A", "B" et "C" à ce moment-là est sans importance. Les possibilités de concurrence accordées à tous sont les mêmes.

16. Le mot "et", au paragraphe 3 c), signifie-t-il "ou"? En d'autres termes, signifie-t-il que les "besoins du développement, des finances et du commerce" doivent être envisagés de manière globale ou qu'ils doivent l'être séparément?

Réponse

Les conjonctions "et" et "ou" ont des sens ordinaires différents. Le texte du paragraphe 3 c) utilise "et". Par conséquent, l'Inde estime que ces besoins doivent être envisagés de manière globale.

17. Les besoins du développement des pays en développement sont souvent différents. Prenez, par exemple, l'Indonésie, les Philippines, le Maroc, le Brésil et le Paraguay, qui ont chacun des besoins différents en matière de développement. Si nous acceptons l'argument de la Communauté andine voulant qu'il soit possible de sélectionner certains pays bénéficiaires en fonction de critères donnés (paragraphe 6 de la Déclaration conjointe de la Communauté andine), la conséquence logique d'un tel argument ne serait-elle pas que tout pays développé pourrait établir un schéma spécial de préférences tarifaires SGP pour chacun des pays en développement afin de répondre aux besoins particuliers du développement de ces derniers? S'agit-il là d'une lecture correcte du paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation? Pour quelles raisons? Si vous ne le pensez pas, jusqu'où peut-on aller pour qu'une interprétation du paragraphe 3 c) soit correcte?

Réponse

L'Inde estime que si l'argument de la Communauté andine, à savoir qu'il est possible de sélectionner certains pays bénéficiaires en fonction de critères objectifs était admis, il en découlerait logiquement que tout pays développé Membre pourrait établir un schéma spécial de préférences tarifaires SGP pour chacun des pays en développement afin de répondre aux besoins particuliers du développement de ces pays. Il ne serait pas difficile de trouver des critères qui s'appliquent exclusivement ou principalement à un groupe de bénéficiaires présélectionnés, et même, en l'espèce, de le faire *a posteriori*. Ce n'est pas une interprétation correcte du paragraphe 3 c).

Le paragraphe 3 c) n'autorise pas la discrimination entre les bénéficiaires. Il permet de répondre de manière positive aux besoins. Un pays donneur de préférences peut répondre aux besoins

spécifiques d'un bénéficiaire ou d'un groupe de bénéficiaires particulier. Mais, une fois qu'un traitement tarifaire préférentiel est accordé aux produits originaires de ces bénéficiaires, il doit l'être immédiatement et sans condition aux produits similaires originaires d'autres pays en développement.

18. Les pays développés ont-ils la liberté d'exclure des pays en développement bénéficiaires d'un schéma SGP en vertu du principe de la gradation? Dans l'affirmative, en application de quel paragraphe de la Clause d'habilitation? Veuillez préciser.

Réponse

L'Inde croit comprendre que l'expression "exclure en vertu du principe de la gradation", employée dans la question, désigne l'exclusion totale de pays en développement bénéficiaires d'un schéma SGP.

Pour répondre à la question du Groupe spécial, l'Inde note que le principe de la "gradation" n'est pas en cause dans le présent différend, l'Inde étant un bénéficiaire au titre des dispositions générales des CE dans le cadre du régime SGP des CE.

L'Inde estime que rien dans la Clause d'habilitation ne permet à un pays donneur de préférences d'"exclure en vertu du principe de la gradation" un pays en développement en tant que tel. Là encore, la question peut être rattachée à la définition de "pays en [voie de] développement". Comme indiqué plus haut, le principe d'"auto-attribution" a été reconnu il y a longtemps, dans le sens où un "pays en [voie de] développement" est un pays "prétendant au statut de "moins développé"".[24] Par conséquent, tant qu'un pays en développement reste bénéficiaire dans le cadre d'un schéma SGP, il ne peut être "exclu en vertu du principe de la gradation" de ce schéma. Quant à la question de savoir si un pays donneur de préférences peut refuser à un pays son statut de "moins développé", la position des pays donneurs de préférences est indiquée dans le document TD/56[25], dont la partie pertinente dispose ce qui suit:

> "On s'attend à ce qu'aucun pays ne prétende au statut de moins développé à moins qu'il n'ait, en toute bonne foi, des raisons de le faire; et qu'il renonce à le demander si ces raisons cessaient d'exister."

Il semblerait donc que les pays développés ont cherché à imposer une obligation morale ("on s'attend") à chaque pays pour qu'il ne prétende pas au statut de moins développé à moins qu'il n'ait, en toute bonne foi, des raisons de le faire. Dès que ces raisons cessent d'exister, le pays a l'obligation morale de renoncer à ce statut. Toutefois, l'Inde estime qu'un pays donneur de préférences n'a pas de droit juridique (par opposition au droit moral découlant de l'obligation morale d'un pays prétendant au statut de moins développé) d'exclure un pays prétendant au statut de moins développé tant que ce pays revendique ce statut.

19. Le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation mentionne les "parties contractantes développées" et les "pays en voie de développement". Étant donné qu'il est communément admis que les pays développés peuvent décider individuellement s'ils souhaitent ou non accorder le traitement SGP, est-il également possible d'interpréter "pays en voie de développement", au paragraphe 3 c), comme s'entendant de chacun des pays en développement?

Réponse

Comme elle l'a déjà indiqué, l'Inde estime que le paragraphe 3 c) n'autorise pas les parties contractantes développées à établir une discrimination entre des produits similaires originaires de pays

[24] *Ibid.*
[25] *Ibid.*

en développement. Il impose simplement que "tout traitement différencié et plus favorable ... répond[e] de manière positive aux besoins ... des pays en voie de développement".

Le mot "the" ("les" ou "des" (contraction de "de les")) avant l'expression "developing countries" ne figure pas dans le texte anglais. Toutefois, il apparaît dans les textes espagnol et français faisant également foi. En l'occurrence, "responda positivamente a las necesidades de desarrollo, financieras y comerciales **de los países en desarrollo"** et "répondre de manière positive aux besoins du développement, des finances et du commerce des **pays en voie de développement**". (pas de caractère gras dans l'original) Le mot "the" avant "developing countries" dans le membre de phrase "shall respond positively to the ... needs of **the** developing countries" renvoie par conséquent aux besoins de **tous** les pays en voie de développement. Le sens correct du mot "the" est le suivant: "used preceding a (sing.) noun used generically or as a type of its class; (with a pl. noun) all those described as _____"[26] (devant un nom singulier, le(s) est utilisé de manière générique ou a un emploi typique; devant un nom pluriel, signifie: tous ceux qui sont désignés sous le nom de _____). Par conséquent, en l'espèce, comme dans la phrase "avantageux pour les pays en voie de développement" dans la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation, "les ... besoins des pays en voie de développement" signifie les besoins de tous les pays en développement.

Le texte introductif du paragraphe 3 de la Clause d'habilitation mentionne "*tout* traitement différencié et plus favorable". Dans le contexte du SGP, ce traitement n'est accordé que par les pays développés Membres. L'obligation de répondre de manière positive aux besoins des pays en développement est par conséquent imposée de la même manière à chaque partie contractante développée accordant un traitement différencié et plus favorable.

L'expression "pays en voie de développement", au paragraphe 3 c), apparaît dans le membre de phrase "besoins du développement, des finances et du commerce des pays en voie de développement". La précision suivante est apportée au paragraphe 5 de la Clause d'habilitation: "... les pays développés n'attendent pas des pays en voie de développement qu'ils apportent ... des contributions incompatibles avec les besoins du développement, des finances et du commerce de **chacun** de ces pays". (pas de caractère gras dans l'original) Au paragraphe 3 c), les termes "chacun de ces pays" ne sont pas utilisés en relation avec "besoins". On peut donc en conclure que, si les rédacteurs de la Clause d'habilitation avaient voulu faire référence aux "besoins ... de chacun" des pays en voie de développement, ils l'auraient fait expressément. Le fait qu'ils ne mentionnent pas les besoins de chacun de ces pays au paragraphe 3 c) indique donc clairement qu'ils entendaient par là les besoins collectifs des pays en développement dans leur ensemble.

Enfin, rien dans la Clause d'habilitation, y compris le paragraphe 3 c), ne peut raisonnablement être interprété comme signifiant que les pays en développement ont renoncé à leurs droits NPF au titre de l'article premier. Il a toujours été entendu que les avantages de tout schéma SGP devaient être étendus sans discrimination aux produits similaires originaires de tous les pays en développement.

Article XX

20. Veuillez indiquer si l'article XX du GATT de 1994 est applicable aux mesures relevant de la Clause d'habilitation, et donner les raisons de votre réponse. En l'espèce, peut-on invoquer l'article XX en tant qu'exception à la Clause d'habilitation ou uniquement à l'article I:1 du GATT de 1994? Veuillez expliquer.

[26] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, L. Brown (éd.) (Clarendon Press, 1993), volume II, page 3270.

Réponse

La Clause d'habilitation exempte certains Membres adoptant certaines mesures de certaines obligations au titre de l'article I:1 du GATT de 1994. L'article XX du GATT de 1994 exempte un Membre adoptant certaines mesures de toutes ses obligations au titre du GATT de 1994, y compris l'article I:1. La Clause d'habilitation et l'article XX du GATT de 1994 constituent donc tous deux des exceptions.

S'agissant à la fois de la Clause d'habilitation et de l'article XX du GATT de 1994, ce n'est pas le non-respect des modalités et conditions permettant de bénéficier de l'exception qui constitue un motif d'action pour le plaignant mais plutôt le non-respect par le défendeur des obligations qui lui incombent en l'absence d'exception.

D'après l'Inde, il ne peut y avoir d'allégation indépendante et autonome de la violation de la Clause d'habilitation. Aucun Membre ne peut en obliger un autre à adopter une mesure au titre de la Clause d'habilitation. De ce fait, la Clause d'habilitation ne crée pas d'"obligations positives". Elle ne fait qu'énoncer les conditions dans lesquelles un Membre peut être exempté de certains aspects de ses obligations au titre de l'article I:1 du GATT de 1994.

De la même manière, il ne peut y avoir d'allégation indépendante et autonome de violation de l'article XX du GATT de 1994. Aucun Membre ne peut en obliger un autre à adopter une mesure au titre de l'article XX du GATT de 1994. L'article XX du GATT de 1994 ne crée donc pas non plus d'"obligations positives".

Sur le plan de la hiérarchie des dispositions, la Clause d'habilitation et l'article XX du GATT de 1994 sont au même niveau; ils constituent des exemptions à des obligations positives, mais ne s'exemptent pas l'un l'autre.

Par conséquent, l'Inde est d'avis que l'article XX du GATT de 1994 ne peut pas être invoqué en tant qu'exception à la Clause d'habilitation.[27]

21. Le régime concernant les drogues peut-il être qualifié de mesure visant à protéger la santé des personnes au titre de l'article XX b) du GATT de 1994 ou de mesure accordant un traitement différencié plus favorable aux pays en développement, ou les deux? Veuillez préciser

Réponse

L'Inde estime qu'il est très difficile de voir comment un traitement tarifaire préférentiel pourrait raisonnablement être considéré comme une mesure "nécessaire à la protection de la santé ... des personnes" aux fins de l'article XX b) du GATT de 1994. L'existence d'un lien entre la mesure - le traitement tarifaire préférentiel - et l'objectif déclaré (la protection de la santé des personnes) repose sur plusieurs hypothèses, la principale étant qu'un traitement tarifaire préférentiel conduirait les producteurs de drogue à se reconvertir dans la production d'autres produits visés par les tarifs préférentiels, et que les trafiquants de drogue finiraient par se reconvertir dans le commerce de produits visés par les tarifs préférentiels. Cette hypothèse ne tient pas compte de la réalité, à savoir que la production et le trafic de drogues font partie du crime organisé, contrôlé par des organisations uniquement motivées par le profit, un profit soustrait aux autorités fiscales.

[27] Si l'Inde se souvient bien, les CE, au cours des réunions tenues avec les parties et les tierces parties du 14 au 16 mai 2003, estimaient également que, si le régime concernant les drogues n'était pas justifié au regard de la Clause d'habilitation, il y aurait violation de l'article I:1 du GATT de 1994; que, par conséquent, l'évaluation du moyen de défense des CE au titre de l'article XX du GATT de 1994 doit se faire dans le contexte des obligations qui leur incombent au titre de l'article I:1 du GATT.

Les CE qualifient le régime concernant les drogues *à la fois* de "mesure de protection de la vie des personnes" et de "mesure accordant un traitement différencié et plus favorable aux pays en [voie de] développement". L'Inde estime que ces deux qualifications du régime concernant les drogues sont logiquement contradictoires. Les objectifs ne sont pas les mêmes et les mesures devant être prises pour les atteindre sont nécessairement différentes.

La gamme de pays sélectionnés dans le cadre du régime concernant les drogues sera différente suivant l'un ou l'autre objectif invoqué. Imaginons un trafic de drogue passant par un pays Z, la drogue n'étant pas acheminée vers les CE. À supposer même que le régime concernant les drogues puisse avoir un effet positif sur le développement de Z et que les pays développés puissent différencier les produits originaires de pays en développement en fonction de critères objectifs, y compris la lutte contre la production et le trafic de drogue, l'inclusion du pays Z au bénéfice du régime concernant les drogues n'aura aucun effet sur la santé des citoyens des CE. Dans une telle situation, si l'objectif est d'"accorder un traitement différencié et plus favorable aux pays en [voie de] développement", le pays Z pourrait être inclus. Toutefois, si l'objectif est de protéger la santé des citoyens des CE, il n'y aurait aucune raison d'inclure le pays Z. L'exclusion *a priori* des pays développés pourrait être justifiée si l'objectif est d'aider les pays en développement. Toutefois, elle n'a aucun sens si l'objectif est la protection de la santé dans la mesure où certaines drogues sont fabriquées dans des pays développés. De plus, si l'objectif est de répondre aux besoins du développement, les préférences devraient être accordées aux pays confrontés à des *problèmes* de drogue; si l'objectif est la protection de la santé, ce sont les pays menant des *politiques* appropriées de lutte contre la drogue qui devraient être sélectionnés.

22. Supposons pour les besoins de cette question que la Clause d'habilitation est une exception à l'article I:1 du GATT de 1994. Si une mesure n'est pas compatible avec la Clause d'habilitation, est-il néanmoins juridiquement possible d'invoquer une autre exception, par exemple l'article XX du GATT de 1994, pour justifier cette mesure en vue d'atteindre un autre objectif de la politique? Quelles sont les répercussions systémiques éventuelles du fait de justifier une mesure au titre de dispositions multiples relatives à des exceptions?

Réponse

Théoriquement, un défendeur peut invoquer une exception à titre de moyen de défense principal et une deuxième exception comme moyen de défense subsidiaire. Toutefois, en l'espèce, les CE fondent leur défense, pour une exception, sur l'allégation *factuelle* selon laquelle la mesure en cause répond aux besoins des pays en développement et, pour l'autre exception, sur l'allégation *factuelle* selon laquelle la même mesure répond à leurs propres besoins en matière de santé. Pour les raisons indiquées ci-dessus, ces deux allégations factuelles sont contradictoires.

23. Les critères énoncés à l'article XX du GATT de 1994 changent-ils lorsqu'ils s'appliquent à une mesure relevant de la Clause d'habilitation? Pour quelles raisons? Veuillez préciser.

Réponse

Les critères énoncés à l'article XX du GATT de 1994 varient en fonction de l'alinéa au titre duquel la justification est demandée. Toutefois, les critères prévus dans chaque alinéa ne varient pas en fonction de la nature de la mesure en cause.

24. Comment le régime concernant les drogues satisfait-il au critère de nécessité figurant à l'article XX b) du GATT de 1994, dans la mesure où il ne s'applique pas à tous les pays, notamment aux pays développés?

Réponse

Le régime concernant les drogues n'inclut pas tous les pays confrontés au problème de la drogue. Par exemple, le Myanmar et la Thaïlande en sont exclus bien qu'ils soient confrontés à de graves problèmes de drogue. Il en va de même pour tous les pays développés et tous les pays les moins avancés, quels que soient leurs problèmes en matière de drogue. Les CE n'ont pas expliqué pour quelles raisons les préférences tarifaires accordées aux produits des 12 pays bénéficiaires sont "nécessaires" au sens de l'article XX b) alors qu'elles n'ont pas jugé "nécessaire" d'accorder des préférences similaires aux produits d'autres pays confrontés à des problèmes de drogue.

25. Les préférences tarifaires accordées dans le cadre du régime concernant les drogues sont-elles la "mesure la moins restrictive pour le commerce" disponible pour atteindre l'objectif de la politique en matière de santé des CE? Compte tenu de la diversité des mesures appliquées par les nombreux signataires des trois conventions des Nations Unies contre le trafic illicite de drogues, pourquoi le régime concernant les drogues est-il la mesure disponible qui est la moins restrictive pour le commerce?

Réponse

Comme l'Inde l'a déjà signalé dans sa première communication, les CE ont par le passé accordé une aide financière à des pays confrontés à des problèmes de drogue et pourraient continuer à le faire à l'avenir.[28] Elles ont également conclu des accords de coopération administrative avec des pays ayant des problèmes de drogue. Les CE disposent donc, pour poursuivre l'objectif de politique générale qu'elles prétendent poursuivre par le biais des préférences commerciales, de mesures qui ne restreindraient pas le commerce.

Questions générales

26. La Clause d'habilitation faisait-elle partie des résultats de l'équilibre global des engagements pris et des concessions accordées au cours des négociations du Tokyo Round? Si tel est le cas, ce fait a-t-il une incidence sur l'interprétation de cette clause?

Réponse

L'Inde considère que le fait que la Clause d'habilitation constitue ou non une "partie des résultats de l'équilibre global des engagements pris et des concessions accordées au cours des négociations du Tokyo Round" n'a aucune incidence sur l'interprétation de cette clause. Dans un cas comme dans l'autre, ses termes doivent être interprétés conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public. Toutefois, le fait que la Clause d'habilitation fait partie d'un ensemble de concessions appelle une analyse particulièrement approfondie de la portée des concessions faites par les pays en développement à ce titre.

D'après le texte de la Clause d'habilitation, les pays en développement ont renoncé à leur droit au traitement NPF s'agissant de deux avantages seulement: les avantages accordés par eux à d'autres pays en développement dans le cadre d'arrangements tarifaires conclus entre eux, aux termes du paragraphe 2 c), et les avantages accordés aux pays les moins avancés, en vertu du paragraphe 2 d). Les arguments des CE laissent entendre que les pays en développement ont fait une concession additionnelle au titre du paragraphe 2 a), à savoir qu'ils renonçaient à leur droit au traitement NPF s'agissant des avantages accordés par les pays développés à d'autres pays en développement. Toutefois, cette disposition concerne uniquement les préférences accordées par les pays développés aux pays en développement, ce qui donne à penser que les Membres qui renoncent à leurs droits NPF au titre du paragraphe 2 a) sont exclusivement des pays développés qui ne peuvent bénéficier des

[28] *Voir également* CE, première communication écrite, paragraphes 11 et 191.

avantages du SGP. Les CE affirment donc que les pays en développement ont fait lors du Tokyo Round une concession à laquelle ils n'ont jamais consenti.

27. Pourquoi les CE ont-elles demandé une dérogation pour le régime concernant les drogues? Pourquoi la dérogation n'a-t-elle pas été accordée?

Réponse

Dans leur demande de dérogation[29], les CE indiquent ce qui suit:

> "Parce que le [régime concernant les drogues n'est] applicable qu'aux importations originaires de ces Membres, une dérogation aux dispositions du paragraphe 1 de l'article premier du GATT de 1994 apparaît nécessaire pour qu'il[ ] puisse[ ] effectivement entrer en vigueur, et ce pour des raisons de sécurité juridique."

Le fait que les CE ont d'emblée présenté une demande de dérogation indique que, dès la promulgation du règlement, les CE ne croyaient pas, contrairement à ce qu'elles affirment aujourd'hui *post facto*, que le régime concernant les drogues était justifié au regard de la Clause d'habilitation. Les CE savaient qu'elles devaient obtenir une dérogation avant que le régime concernant les drogues n'entre en vigueur. Sinon, elles n'auraient pas demandé une dérogation. Les dérogations ne sont pas chose courante à l'OMC et ne sont pas demandées simplement pour des questions de "sécurité juridique".

La demande de dérogation des CE a été examinée pour la première fois à la réunion du Conseil du commerce des marchandises, qui s'est tenue le 2 novembre 2001. Le compte rendu de cette réunion contient la réponse ci-après du représentant des Communautés européennes à une question de la délégation de Sri Lanka, qui voulait savoir pourquoi le régime concernant les drogues n'était pas notifié au titre de la Clause d'habilitation[30]:

> "2.14 ... Quant à la question plus générale de savoir pourquoi les Communautés européennes n'avaient pas eu recours à la Clause d'habilitation, l'intervenant avait des doutes quant à la possibilité d'invoquer cette clause comme fondement juridique et c'est pourquoi les Communautés européennes avaient présenté une demande de dérogation à l'article premier."

Ce qui précède indique clairement qu'avant le 5 mars 2002, date à laquelle l'Inde a demandé la tenue de consultations dans le cadre du présent différend, les CE considéraient la dérogation comme une condition préalable nécessaire à la mise en œuvre (légitime) du régime concernant les drogues, et qu'elles ne considéraient pas que la Clause d'habilitation était une justification du régime concernant les drogues.

---

[29] "Demande de dérogation dans le cadre de l'OMC" (G/C/W/328) datée du 24 octobre 2001.

[30] Le paragraphe 4 de la Clause d'habilitation dispose ce qui suit:

"Toute partie contractante qui prendra des mesures pour instituer un arrangement conformément aux paragraphes 1, 2 et 3 ci-dessus, ou, ultérieurement, pour modifier ou cesser d'accorder un traitement différencié et plus favorable:

a) en donnera notification aux PARTIES CONTRACTANTES et leur fournira tous les renseignements qu'elles pourront juger appropriés au sujet de ces mesures;

b) se prêtera dans les moindres délais à des consultations à la demande de toute partie contractante intéressée, au sujet de toute difficulté ou question qui pourrait se poser. Les PARTIES CONTRACTANTES, si ladite partie contractante leur en fait la demande, procéderont à des consultations sur la question avec toutes les parties contractantes concernées en vue d'arriver à des solutions satisfaisantes pour toutes ces parties contractantes."

Les dérogations sont accordées sous réserve de certaines conditions et les négociations menées avec les autres Membres sur la nature de ces conditions constituent une part intrinsèque du processus de négociation. La raison pour laquelle la dérogation n'a pas été accordée est que les CE n'ont pas négocié des conditions répondant aux préoccupations d'autres Membres, dont l'Inde.

28. L'expression "sans réciprocité" qui figure dans la Décision de 1971, et qui est reprise à la note de bas de page 3 de la Décision de 1979, signifie-t-elle que le traitement tarifaire préférentiel devrait être accordé par les pays développés aux pays en développement sans condition? Pour quelles raisons?

Réponse

L'Inde signale qu'elle n'a pas présenté d'allégation de violation par les CE de la prescription selon laquelle le traitement tarifaire préférentiel dans le cadre du SGP doit être "sans réciprocité". Par conséquent, l'Inde estime que le Groupe spécial n'a pas besoin d'examiner cette question pour régler le différend.

Le terme "sans réciprocité" figure dans le préambule de la Décision de 1971, en rapport avec les "engagements mutuellement acceptables ... élaborés à la CNUCED ... concernant ... l'instauration [d']un système généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, qui serait avantageux pour les pays en voie de développement ...".

Il convient par conséquent de rappeler ce que la CNUCED entendait par "sans réciprocité". Le rapport intitulé "Examen et évaluation du Système généralisé de préférences", daté du 9 janvier 1979[31] et publié par la CNUCED, indique ce qui suit:

> "13. C'est le troisième principe, à savoir celui de la non-réciprocité, qui fait du SGP un élément nouveau dans les relations commerciales entre pays développés et pays en développement. Pour la première fois, les pays développés ont accepté d'accorder des conditions tarifaires spéciales aux pays en développement sans demander à ces derniers de mesures réciproques. Cette dérogation au principe de la NPF constitue une reconnaissance tacite de la nécessité d'appliquer un traitement spécial et plus favorable aux pays à faible niveau de développement économique. Les conséquences de ce changement d'attitude se sont fait sentir même en dehors du SGP, en particulier dans la Convention de Lomé, qui prévoit la non-réciprocité.
>
> 14. Il est évident toutefois que, dans le cadre du SGP, le principe de la non-réciprocité n'a pas été pleinement observé, étant donné que, comme on l'a vu plus haut, un certain nombre de pays doivent satisfaire à des conditions données avant de pouvoir bénéficier de préférences dans le cadre de certains schémas. Or, les conditions ainsi exigées équivalent à une réciprocité implicite. À cet égard, il convient de rappeler que la Conférence a décidé, aux termes de sa Résolution 96(IV), que le SGP ne devait pas être utilisé "comme moyen de pression, politique ou économique, ni comme moyen de rétorsion contre les pays en développement, notamment contre ceux qui [avaient] adopté ou pourraient adopter, individuellement ou conjointement, des politiques tendant à protéger leurs ressources naturelles".
>
> La première Conférence de la CNUCED a décidé ce qui suit:
>
> "... Toutefois, les pays développés devraient accorder des concessions à tous les pays en voie de développement, faire bénéficier ces pays de toutes les concessions qu'ils

[31] TD/232.

> s'accordent entre eux et, lorsqu'ils leur accordent ces concessions ou d'autres, ne pas exiger de ces pays la réciprocité. ..."

Par conséquent, le terme "sans réciprocité" a été interprété à la CNUCED comme s'appliquant à la fois aux concessions et aux conditions. Dès lors, l'Inde estime que le traitement tarifaire préférentiel dans le cadre du SGP devrait être étendu par les pays développés aux pays en développement, sans condition.

À l'Inde

Fonction juridique

1. Qu'est-ce qui, dans sa structure et sa fonction juridique, distingue une exception d'un droit positif/"autonome"? Veuillez expliquer pourquoi, d'après vous (Inde, paragraphe 53), la Clause d'habilitation a manifestement le caractère d'une exception à un principe fondamental du GATT.

Réponse

Veuillez voir les réponses aux questions n° 3, 5 et 8 adressées par le Groupe spécial aux deux parties.

2. Acceptez-vous ou non l'explication donnée par les CE (CE, paragraphe 49) selon laquelle l'expression "sans condition" fait référence, dans le contexte des clauses NPF, à un type particulier de condition exigeant des concessions réciproques ou une compensation en échange du traitement NPF? Veuillez donner une réponse détaillée.

Réponse

En appliquant l'article I:1 du GATT, dans l'affaire *Canada - Automobiles*, l'Organe d'appel a fait référence à la constatation non contestée du Groupe spécial selon laquelle "l'expression "sans condition" renvoie aux avantages soumis à des conditions pour ce qui est "de la situation ou du comportement" des pays exportateurs".[32] Le Groupe spécial a dit ce qui suit:

> "... Le but de l'article I:1 est d'assurer l'application sans condition du traitement NPF. Dans ce contexte, nous estimons que l'obligation d'accorder "sans condition" aux pays tiers qui sont Membres de l'OMC un avantage accordé à tout autre pays signifie que l'octroi de cet avantage ne peut pas être soumis à des conditions pour ce qui est de la situation ou du comportement desdits pays. Cela signifie qu'un avantage accordé à un produit d'un pays doit être accordé au produit similaire de tous les Membres de l'OMC sans discrimination quant à l'origine."[33] (pas d'italique dans l'original)

Un Membre qui accorde un avantage à un produit originaire de tout autre pays a l'obligation d'accorder cet avantage aux produits similaires *de tous les autres Membres indépendamment de leur situation ou de leur comportement*.

Par conséquent, la position des CE selon laquelle la prescription énoncée à l'article I:1, à savoir que le traitement NPF soit "sans condition", ne fait qu'établir l'obligation de ne pas réclamer de concession en contrepartie n'est corroborée ni par la jurisprudence du GATT ni par celle de l'OMC.

---

[32] Rapport de l'Organe d'appel *Canada - Certaines mesures affectant l'industrie automobile* ("*Canada - Automobiles*"), WT/DS139/AB/R, WT/DS142/AB/R, adopté le 19 juin 2000, paragraphe 69.

[33] Rapport du Groupe spécial *Canada - Certaines mesures affectant l'industrie automobile* ("*Canada - Automobiles*"), WT/DS139/R, WT/DS142/R, adopté le 19 juin 2000, paragraphe 10.23.

3. Veuillez dire ce que vous pensez de l'affirmation des CE (CE, paragraphe 28) selon laquelle l'interprétation faite par l'Inde du premier paragraphe de la Clause d'habilitation, à savoir que tous les pays en développement doivent bénéficier du SGP, rendrait inutile l'expression "sans ... discrimination" figurant dans la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation.

Réponse

L'expression "sans ... discrimination" n'apparaît qu'une seule fois dans la Clause d'habilitation, dans la note de bas de page 3, qui dispose ce qui suit:

> "Tel qu'il est défini dans la décision des PARTIES CONTRACTANTES en date du 25 juin 1971 concernant l'instauration d'un système généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, qui serait avantageux pour les pays en voie de développement."

La note de bas de page 3 est une note de bas de page relative à l'expression "Système généralisé de préférences" se trouvant dans le paragraphe 2 a) qui, quant à lui, dispose ce qui suit:

> "2. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux éléments ci-après:
>
> a) traitement tarifaire préférentiel accordé par des [pays Membres] développ[é]s pour des produits originaires de pays en voie de développement, conformément au Système généralisé de préférences". (notes de bas de page omises)

Il est à noter que, avant la Décision de 1971 et la Clause d'habilitation, le SGP avait été adopté à la CNUCED. "Généralisé, sans réciprocité ni discrimination" est la nomenclature adoptée à la CNUCED. La note de bas de page 3 ne fait que décrire ce qu'est le SGP, avec référence à la Décision de 1971 qui, à son tour, renvoie au "système mutuellement acceptable et généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, qui serait avantageux pour les pays en voie de développement". Dans ce contexte, l'expression "sans ... discrimination" fait partie d'une phrase élaborée pour *décrire* ce qui a été repris de la CNUCED, d'abord par le GATT, puis par l'OMC. L'expression "sans ... discrimination" n'aurait pas pu être omise de la description, car son omission aurait rendu la description inexacte. Par conséquent, l'expression "sans ... discrimination" n'est pas inutile dans la note de bas de page 3.

4. Pourriez-vous indiquer, dans l'historique de la négociation de la Clause d'habilitation, un élément étayant l'argument selon lequel cette clause ne déroge qu'au traitement NPF accordé aux pays développés? Veuillez fournir les documents pertinents.

Réponse

À l'heure où elle fait parvenir cette réponse, l'Inde n'a pu trouver aucun document se rapportant à l'historique de la négociation de la Clause d'habilitation.

Sans ... discrimination

5. Que répond l'Inde à l'argument des CE (CE, paragraphe 195) selon lequel le régime concernant les drogues n'a pas entraîné le déplacement des importations en provenance d'autres pays en développement?

Réponse

L'Inde réaffirme que le système juridique de l'OMC met l'accent sur les conditions de concurrence pour les Membres de l'OMC, et non sur les résultats commerciaux. L'allégation de l'Inde

porte sur le fait que le régime concernant les drogues est incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994. Par conséquent, tout ce que l'Inde a à faire, c'est d'établir le bien-fondé des éléments juridiques et factuels de son allégation au titre de cet article. Elle n'a pas besoin d'établir l'existence d'effets défavorables sur le commerce. De fait, le système juridique de l'OMC assurant l'égalité des conditions de concurrence, un Membre n'a pas à attendre l'apparition d'effets défavorables sur les échanges pour engager une procédure de règlement des différends au sujet d'une mesure modifiant les conditions de concurrence. À cet égard, l'article 3:8 du Mémorandum d'accord dispose ce qui suit:

> "Dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre un avantage. En d'autres termes, il y a normalement présomption qu'une infraction aux règles a une incidence défavorable pour d'autres Membres parties à l'accord visé, et il appartiendra alors au Membre mis en cause d'apporter la preuve du contraire."

On ne trouve aucun cas, dans la jurisprudence du GATT ou de l'OMC, dans lequel une partie dont la mesure a été déclarée incompatible avec un accord visé a pu se défendre avec succès en faisant valoir que l'application de la mesure déclarée incompatible n'a pas eu d'effets défavorables sur les échanges (ou d'annulation ou de réduction d'avantages).

À cet égard, les CE affirment qu'"entre 1990 et 2001 les importations en provenance de l'Inde dans le cadre du SGP des CE sont passées de 2 011 millions d'euros à 5 336 millions d'euros" et que "durant cette période, la part de l'Inde dans les importations totales effectuées dans le cadre du SGP des CE est passée de 9,1 à 12 pour cent".[34] À supposer même que cette affirmation soit correcte, elle est sans objet dans la mesure où elle se rapporte à l'ensemble du SGP des CE. L'accroissement des importations dans le cadre du SGP des CE, que ce soit en chiffres absolus ou en pourcentage, n'établit pas que l'application du régime concernant les drogues n'a pas eu d'effets défavorables sur les échanges pour l'Inde.

De plus, à supposer que les CE disent vrai et que l'application du régime concernant les drogues n'a pas eu d'effets défavorables sur les échanges pour l'Inde (et d'autres pays en développement), les CE pourraient alors très bien agir d'une manière compatible avec les règles de l'OMC en étendant à tous les pays en développement les avantages accordés dans le cadre du régime concernant les drogues. Dans la logique des CE, une telle extension n'aurait en revanche aucun effet défavorable sur les échanges des 12 bénéficiaires du régime concernant les drogues.

En tout état de cause, la *quantification* des effets défavorables sur les échanges s'effectue, le cas échéant, à un stade plus avancé de la procédure de règlement des différends de l'OMC - à savoir lorsqu'une partie dont la mesure a été jugée contraire à ses obligations ne met pas cette mesure en conformité et que la partie ayant eu gain de cause demande l'autorisation de suspendre des concessions ou d'autres obligations. C'est à ce moment-là qu'il convient de quantifier l'ampleur des effets défavorables sur les échanges, le niveau de la suspension étant proportionnel au niveau de l'annulation ou de la réduction d'avantages.

Dès le départ, il est important de comprendre les changements dans les conditions de concurrence qui ont été causés par le traitement tarifaire différencié accordé au Pakistan pour des produits admis à bénéficier des avantages du SGP sur le marché des CE pour évaluer l'incidence du régime concernant les drogues sur les importations en provenance de différents pays fournisseurs. À cette fin, le tableau ci-après indique le traitement tarifaire différencié pour certains des principaux produits importés de l'Inde et du Pakistan qui sont en concurrence sur le marché des CE.

[34] CE, première communication écrite, paragraphe 4.

UE: Droits de douane sur certains produits relevant des chapitres 61 à 63

Code NC	Produit	Taux NPF	Applicable à l'Inde (avec concession SGP de 20 pour cent)	Applicable au Pakistan (avec concession SGP de 100 pour cent)
6109 10 00	T-shirts	12	9,6	0
6203 42	Pantalons	12,4	9,92	0
6205 20 00	Chemises et chemisettes pour hommes	12	9,6	0
6206 30 00	Chemisiers pour femmes	12,4	9,92	0
6302 10 10	Linge de lit	12	9,6	0

Source: Journal officiel de l'UE daté du 23 octobre 2001 - Règlement (CE) n° 2031/2001 de la Commission du 6 août 2001.

Le régime concernant les drogues actuel est en vigueur depuis le 1er janvier 2002, donc depuis 16 mois à peine. Mais certaines tendances se dessinent déjà clairement, qui illustrent le déplacement des courants d'échanges de certains producteurs ou d'un producteur à l'autre dans les pays en développement.

Une analyse de l'état des importations communautaires de produits relevant des chapitres 61 à 63 (sur une base cumulative) montre que la part du Pakistan dans ces importations a augmenté de 26,81 pour cent en quantité et de 19,54 pour cent en valeur. Les importations en provenance de l'Inde ont quant à elles diminué de 6,14 pour cent en quantité et légèrement augmenté (de 1,62 pour cent) en valeur.

Une comparaison avec les chiffres des importations en provenance de Chine et de Turquie pendant cette période montre que, alors que les importations en provenance de Chine ont augmenté de 2,28 pour cent en quantité, elles ont augmenté de 10,23 pour cent en valeur. De la même façon, la Turquie a connu une augmentation de 11 pour cent en quantité et de 15 pour cent en valeur.

Les importations en provenance de Turquie ne devraient pas être prises en compte dans la mesure où ce pays bénéficie déjà de la franchise de droits du fait de son union douanière avec les CE, et, dans le cas de la Chine, l'augmentation en quantité est marginale puisqu'en 2001 les importations avaient augmenté de 62,95 pour cent par rapport à 2000. Le niveau des exportations de la Chine est déjà très élevé, il représente presque 21,47 pour cent de la part des importations extra-UE et la Chine constitue à ce titre un cas isolé.

Par ailleurs, une baisse de 24,4 pour cent en quantité des importations en provenance de sources extra-CE et une augmentation correspondante des importations de 25,8 pour cent en provenance du Pakistan montrent que, même en période de contraction de la demande, le Pakistan a accru de manière substantielle sa part dans les importations, plus encore que la Chine et la Turquie.

D'autres pays en développement ont également perdu des parts de marché. Toutefois, certains d'entre eux ont connu une croissance, due principalement à la baisse de leurs prix.

Vu ce qui précède, l'affirmation des CE selon laquelle le régime concernant les drogues n'a pas provoqué de déplacement des courants d'échanges en provenance d'autres pays en développement n'est pas exacte.

6. Les CE font valoir que l'expression "sans ... discrimination" figurant dans la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation ne peut signifier que tous les pays en développement doivent être traités de la même façon, car une telle interprétation rendrait en fait le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation nul (CE, paragraphe 71). Veuillez dire ce que vous pensez de cet argument.

Réponse

L'argument des CE repose sur un postulat erroné, à savoir que l'expression "besoins du développement, des finances et du commerce "des"[35] pays en développement" désigne les besoins de *chacun* de ces pays. Toutefois, les termes du paragraphe 3 c) ne renvoient pas aux besoins de *chacun* des pays. Ce n'est pas cette idée que traduit le texte du paragraphe 3 c). Quand les rédacteurs de la Clause d'habilitation ont voulu évoquer les besoins de chacun des pays ou groupe de pays, ils l'ont fait de manière explicite. Les paragraphes 5 et 6 de la Clause d'habilitation, qui modifient [en faveur des pays en développement] le principe de réciprocité régissant les négociations commerciales, mentionnent les "besoins du développement, des finances et du commerce de *chacun* de ces pays" s'agissant des pays en développement et les "besoins *particuliers* du développement, des finances et du commerce des pays les moins avancés". Dans le contexte des prescriptions régissant les préférences SGP, les rédacteurs de la Clause d'habilitation ont par conséquent fait référence aux besoins des pays en développement en général. Dans le contexte du principe de réciprocité régissant les négociations commerciales, ils ont fait référence aux besoins "particuliers" ou aux besoins de "chacun" des pays en développement. Cette comparaison ne laisse planer aucun doute sur l'intention des rédacteurs, qui était de spécifier que les schémas SGP répondent aux besoins des pays en développement en général et que les besoins de chacun des pays en développement soient pris en compte pour déterminer le degré de réciprocité dans les négociations commerciales.

Il est vrai, comme le disent les CE, que les besoins collectifs des pays en développement peuvent évoluer entre un moment et l'autre et que c'est pour cette raison que le paragraphe 3 c) prévoit que les préférences devraient être modifiées en tant que de besoin. Toutefois, il ne s'ensuit pas qu'il faut les modifier en établissant une différence entre les pays en développement. Le paragraphe 3 c) vise plutôt la modification des produits visés par les schémas SGP et l'importance des réductions tarifaires prévues dans le cadre des schémas SGP. L'interprétation faite par l'Inde de l'expression "sans ... discrimination" ne rend pas le paragraphe 3 c) nul précisément parce qu'il a pour effet de faire en sorte que les produits visés et l'importance des réductions tarifaires dans le cadre des schémas SGP répondent de manière positive aux besoins collectifs des pays en développement. Par exemple, un traitement tarifaire préférentiel pour les réacteurs nucléaires ne répondrait pas de manière positive aux besoins des pays en développement; une réduction de 10 pour cent sur un droit de 300 pour cent appliqué à des produits fabriqués dans les pays en développement ne répond pas de manière positive aux besoins des pays en développement.

7. S'agissant des arguments respectifs des deux parties sur le sens ordinaire du terme "discrimination" (Inde, paragraphe 57; CE, paragraphes 66 et 67), sur quelle base l'Inde exclurait-elle la notion de distinction préjudiciable ou injuste de la définition de la "discrimination"?

Réponse

L'Inde ne conteste pas que le terme "discrimination" puisse renvoyer, dans d'autres contextes, aux notions de distinction *préjudiciable* ou *injuste*. Toutefois, il est clair que la "discrimination" ne revêt pas ce sens dans le contexte de la Clause d'habilitation.

Le sens de l'expression "sans ... discrimination" telle qu'elle est employée au paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation doit être établi conformément aux principes d'interprétation figurant dans la

[35] Veuillez vous reporter à la réponse à la question n° 9 adressée par le Groupe spécial aux deux parties concernant l'inclusion de l'article partitif "des" dans les textes espagnol et français faisant foi.

Convention de Vienne, c'est-à-dire suivant les termes ordinaires du GATT de 1994 dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but. Sur la base de ces principes, l'Organe d'appel a constaté ce qui suit:

> "L'aspect essentiel des obligations de non-discrimination est que des produits similaires doivent être traités de la même manière, quelle que soit leur origine ... Les obligations de non-discrimination s'appliquent à toutes les importations de produits similaires, sauf quand ces obligations font l'objet d'une dérogation expresse ou sont d'une autre manière sans effet en raison de l'application de dispositions spécifiques du GATT de 1994."[36]

La Clause d'habilitation fait partie intégrante du GATT de 1994. Il découle donc de cette constatation de l'Organe d'appel que, dans le contexte de la Clause d'habilitation, l'expression "sans ... discrimination" a le sens d'égalité de traitement pour des produits similaires sauf si une disposition spécifique de la Clause d'habilitation en dispose autrement.

Le SGP visé au paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation s'applique au traitement tarifaire préférentiel. Un "tarif discriminatoire" est défini comme étant "un tarif comportant des droits appliqués de manière inégale à différents pays ou fabricants". Un "tarif non discriminatoire" est par conséquent, dans le contexte de la Clause d'habilitation, un tarif comportant des droits appliqués de manière égale à différents pays en développement. Donc, par définition, un traitement inégal constitue une "discrimination" lorsqu'il s'applique aux tarifs.

Le but fondamental du système juridique de l'OMC est de préserver les conditions de concurrence, pas les volumes d'échanges. Dans ce système, une distinction tarifaire devrait donc être considérée comme préjudiciable du simple fait qu'elle empêche l'égalité des possibilités de concurrence.

De plus, l'expression "sans ... discrimination" qui figure dans la note de bas de page 3 renvoie à la Décision de 1971 qui, quant à elle, indique clairement que l'expression provient des arrangements mutuellement acceptables élaborés à la CNUCED. Il ne fait donc pas de doute que, dans le contexte du SGP tel que convenu à la CNUCED, l'expression "sans ... discrimination" renvoie à la non-différenciation entre pays en développement *en soi*, non à des schémas SGP qui établissent une différence entre des pays en développement de manière "préjudiciable" ou "injuste", d'après les critères fixés unilatéralement par le pays donneur du SGP. (Veuillez vous reporter à la réponse à la question n° 9 adressée par le Groupe spécial aux deux parties.)

L'expression "non-discrimination" dans le GATT de 1994 désigne toujours l'octroi de possibilités de concurrence égales pour des produits similaires originaires de différents pays, s'agissant des mesures tarifaires. On y parvient en exigeant qu'un traitement tarifaire égal soit appliqué à tous. En l'espèce, les CE utilisent une définition de la "non-discrimination" précisément pour réduire les possibilités de concurrence offertes à l'Inde et aux autres pays en développement exclus du régime concernant les drogues.

La notion de "sans ... discrimination" des CE, rapportée à une discrimination *préjudiciable* ou *injuste*, est trop vague pour servir de base au contrôle de la différenciation dans le cadre des schémas SGP. Il n'y a pas, dans la Clause d'habilitation, d'autre norme acceptée au niveau multilatéral qui détermine ce qui rend la différenciation "injuste". Adopter la définition des CE aura donc pour effet de laisser les pays développés libres de différencier comme ils le veulent ou de demander aux groupes spéciaux d'arbitrer des conflits de répartition insolubles, comme le point de savoir si les difficultés

[36] Rappel de l'Organe d'appel *Communautés européennes - Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution de bananes* ("*CE - Bananes III*"), WT/DS27/AB/R, adopté le 25 septembre 1997, paragraphes 190 et 191.

dues à des problèmes de santé publique importants ont priorité sur celles qui résultent de la production et du trafic de drogue. Cette incertitude aura des conséquences importantes sur la capacité des pays en développement à participer aux négociations commerciales multilatérales.

Paragraphe 3 c)

8. Comment comprenez-vous le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation? Ce paragraphe permet-il de concevoir et de modifier un SGP pour répondre aux besoins du développement de chacun des pays en développement? De quelle façon et dans quelle mesure?

Réponse

Le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation s'applique après que des mesures conformes au paragraphe 2 ont été prises par les pays développés. Il constitue en tant que tel une exigence supplémentaire à laquelle les mesures autorisées au titre des alinéas du paragraphe 2 doivent satisfaire.

Le texte du paragraphe 3 c) évoque les "besoins du développement, des finances et du commerce "des"[37] pays en voie de développement", ce qui désigne les besoins de tous les pays en développement. Lorsque les rédacteurs de la Clause d'habilitation ont souhaité se référer aux besoins de chacun des pays en développement, ils l'ont fait de manière explicite - comme au paragraphe 5 de la Clause d'habilitation, qui mentionne "les besoins du développement, des finances et du commerce de *chacun*" des pays en développement, et au paragraphe 6 de la Clause d'habilitation, qui mentionne les "besoins *particuliers* du développement, des finances et du commerce des pays les moins avancés". De plus, le paragraphe 8 de la Clause d'habilitation met explicitement en évidence les besoins spécifiques de la catégorie des pays les moins avancés en mentionnant leur "situation économique *spéciale* et les besoins de leur développement, de leurs finances et de leur commerce".

En outre, accepter l'argument des CE selon lequel le paragraphe 3 c) fait référence aux besoins du développement des pays en développement considérés séparément entraînerait l'illégalité des dispositions générales prises dans le cadre du schéma SGP des CE et de presque tous les autres schémas SGP de la même époque, dans la mesure où ils traitent tous les pays en développement de la même façon en termes de réductions tarifaires offertes, en dépit du fait évident que les besoins du développement de chacun des pays en développement sont très différents. Ils seraient donc incompatibles avec le paragraphe 3 c) tel qu'interprété par les CE.

9. Le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation exige-t-il que les pays développés répondent aux besoins du développement des pays en développement de manière collective? Dans l'affirmative, de quelle manière cette réponse doit-elle prendre en compte les différents niveaux des besoins du développement des différents pays en développement? Permet-elle l'exclusion, c'est-à-dire la "gradation", du SGP de i) certains produits importés de certains pays ou ii) de chacun des pays?

Réponse

Voir ci-dessus: i) la réponse à la question n° 8 adressée par le Groupe spécial à l'Inde; ii) la réponse à la question n° 14 adressée par le Groupe spécial aux deux parties; iii) la réponse à la question n° 15 adressée par le Groupe spécial aux deux parties; et iv) la réponse à la question n° 18 adressée par le Groupe spécial aux deux parties.

[37] Veuillez vous reporter à la réponse à la question n° 9 adressée par le Groupe spécial aux deux parties concernant l'inclusion de l'article partitif "des" dans les textes espagnol et français faisant foi.

Questions générales

10. L'Inde a-t-elle demandé à être incluse dans le régime communautaire concernant les drogues? Dans l'affirmative, quels documents a-t-elle fournis aux CE à l'appui de sa demande? Veuillez transmettre ces documents au Groupe spécial.

Réponse

L'Inde demande au Groupe spécial de noter qu'il n'existe, dans la réglementation des CE pertinente, aucune disposition autorisant les pays non bénéficiaires à demander leur inclusion dans le régime concernant les drogues. Les CE ont inclus de manière ponctuelle certains pays dans le régime spécial de lutte contre le trafic de drogues, pour des raisons qui ne sont pas claires. Néanmoins, l'Inde a fait valoir auprès des CE ses résultats dans la lutte contre le fléau de la drogue et a signalé que plusieurs organisations internationales l'avaient félicitée pour ses efforts dans ce domaine. Cela étant, l'Inde estimait qu'elle aussi remplissait les conditions nécessaires à l'octroi de concessions au titre du "régime concernant les drogues". Toutefois, les CE ont fait savoir qu'il n'y avait pas de procédure formelle d'admission de candidats aux concessions dans le cadre du régime concernant les drogues et que toute possibilité d'étendre à l'Inde des concessions similaires semblait exclue à ce stade. Les CE ont ajouté qu'elles pourraient envisager d'autres bénéficiaires potentiels, mais seulement après 2004.

11. Y a-t-il incompatibilité entre le désir de l'Inde d'être incluse dans le régime concernant les drogues et sa position juridique selon laquelle la Clause d'habilitation permet seulement aux pays développés d'accorder des préférences tarifaires SGP à tous les pays en développement sans discrimination?

Réponse

Il n'y a pas d'incompatibilité. Les CE ont demandé une dérogation. Dans les demandes de dérogation, il est d'usage et pas du tout inhabituel qu'un Membre qui estime que ses intérêts seront lésés par la mise en œuvre de la mesure faisant l'objet de la demande i) fasse part de sa préoccupation au Membre demandant la dérogation et ii) demande une compensation qui réponde à ses préoccupations. L'Inde estimait que ses problèmes pouvaient être réglés par son inclusion en tant que bénéficiaire dans le régime concernant les drogues. Les autres Membres sont libres de décider quelle compensation demander en échange de leur approbation d'une dérogation. Même si l'Inde était incluse en tant que bénéficiaire dans le régime concernant les drogues, une dérogation serait toujours nécessaire.

12. De l'avis de l'Inde, le régime concernant les drogues est-il incompatible avec la Clause d'habilitation, indépendamment de la manière dont il est appliqué?

Réponse

L'Inde estime que le régime concernant les drogues est incompatible avec la Clause d'habilitation indépendamment de la manière dont il est appliqué. Seule une dérogation pourrait le rendre conforme au GATT.

13. Quels effets défavorables, le cas échéant, l'Inde a-t-elle subis du fait de son exclusion du régime concernant les drogues? L'Inde peut-elle fournir des documents et données pertinents sur l'importance de ces effets négatifs?

Réponse

L'Inde réaffirme que le système juridique de l'OMC met l'accent sur les conditions de concurrence pour les Membres de l'OMC, et non sur les résultats commerciaux. (Veuillez vous reporter à la réponse à la question n° 5 adressée par le Groupe spécial à l'Inde.)

Inde et Pakistan - En concurrence pour les mêmes produits

La gamme de produits de l'Inde et du Pakistan est très semblable, ces deux pays approvisionnent le même segment de marché et ont même des acheteurs communs. Le coton représente leur principale matière première, ils ont tous deux de faibles coûts de conversion, des unités de production verticales, des valeurs unitaires comparables et des contingents bilatéraux pour la même gamme de produits. Les CE ont même instauré simultanément, pour les deux pays, des mesures de défense commerciale pour le linge de lit en coton relevant du chapitre 63.

De fait, les CE, pour justifier l'examen cumulatif des effets des importations faisant l'objet d'un dumping sur le préjudice subi par l'industrie communautaire au moment de l'imposition de droits antidumping provisoires sur les importations de linge de lit en coton originaires d'Égypte, d'Inde et du Pakistan (Règlement (CE) n° 1069/97 de la Commission du 12 juin 1997), ont indiqué ce qui suit au paragraphe 65:

> "Conformément aux dispositions de l'article 3, paragraphe 4, point b), les conditions de concurrence entre les produits importés, d'une part, et entre les produits importés et les produits communautaires similaires, d'autre part, ont été analysées. Il a été constaté que tous les produits importés et les produits communautaires similaires sont directement concurrents et, plus particulièrement, qu'un certain nombre de gros clients achètent du linge de lit à l'industrie communautaire et aux pays concernés. Même s'il existe des divergences entre les proportions par type et destination des exportations en provenance de chacun des pays concernés, il a été constaté que ces dernières concernent des produits substituables et concurrents qui font, en outre, directement concurrence aux produits fabriqués par les producteurs communautaires sur le marché de la Communauté."

Compétitivité de l'Inde par rapport au Pakistan - Effets du régime concernant les drogues

La compétitivité des fournisseurs de produits comme les vêtements et les articles de confection a été affectée par l'avantage tarifaire accordé par les CE au Pakistan dans le cadre du régime concernant les drogues. Cela ressort clairement du fait que, alors que le Pakistan a augmenté ses importations de produits relevant des chapitres 61 à 63 de 19,54 pour cent en valeur et de 26,81 pour cent en quantité en 2002 par rapport à 2001, les importations en provenance de l'Inde ont, quant à elles, augmenté de 1,62 pour cent en valeur mais ont baissé de 6,14 pour cent en quantité pendant la même période. Cette tendance n'est pas manifeste pour les chapitres textiles 50 à 60 où l'Inde et le Pakistan ont tous les deux été exclus en vertu du principe de la gradation et pour lesquels le Pakistan n'a pas d'avantages tarifaires au titre du régime concernant les drogues.

Une analyse plus détaillée des données commerciales montre que, pour les années civiles 1997-2000, les exportations de l'Inde ont augmenté de 73 pour cent pour les produits du chapitre 61, alors que celles du Pakistan sont passées de 228,30 millions d'euros à 250,55 millions d'euros, soit une augmentation de 9,65 pour cent seulement. La tendance s'est inversée pendant l'année 2002. Alors que les exportations du Pakistan ont augmenté de 14,31 pour cent en 2002 par rapport à 2001, celles de l'Inde n'ont augmenté que de 0,64 pour cent. La part en pourcentage de l'Inde a aussi diminué pour la première fois depuis 1997, alors que celle du Pakistan a augmenté pour la première fois depuis 1997, c'est-à-dire seulement depuis que l'accès en franchise de droits lui a été accordé dans le cadre du régime concernant les drogues.

En ce qui concerne le chapitre 62, on peut souligner que, alors que les importations en provenance d'Inde ont augmenté de 27,06 pour cent en quantité en 2001, elles ont baissé de 0,04 pour cent en 2002. Par ailleurs, les importations en provenance du Pakistan, qui avaient augmenté de 13,07 pour cent en quantité en 2001, ont enregistré une nouvelle augmentation record de presque 30 pour cent en 2002 - une augmentation due principalement aux droits nuls appliqués dans le cadre du régime concernant les drogues.

S'agissant des produits du chapitre 63, les exportations de l'Inde ont augmenté régulièrement de 1997 à 2001. Elles ont connu pour la première fois une chute en 2002 et les exportations n'ont été évaluées qu'à 1 510,70 millions en 2002. Par ailleurs, le Pakistan a enregistré une forte augmentation en 2002. Les exportations sont passées de 499,59 millions d'euros en 2001 à 623,84 millions d'euros en 2002 - soit une croissance d'environ 25 pour cent. La part globale de l'Inde a connu une baisse brutale en valeur et est tombée de 12,41 pour cent en 2001 à 10,61 pour cent en 2002, alors que la part du Pakistan passait de 10,83 pour cent en 2001 à 13,05 pour cent en 2002.

L'augmentation des contingents n'explique pas à elle seule les changements intervenus dans la concurrence

On invoque parfois le fait que les exportations du Pakistan vers l'UE ont augmenté en raison d'une augmentation des niveaux des contingents. Il est vrai qu'une partie de l'accroissement des exportations est due à l'augmentation des contingents, mais les données relatives à l'augmentation des exportations ne corroborent pas la thèse selon laquelle l'accroissement des exportations n'est dû qu'à une augmentation des contingents. Par exemple, dans la catégorie 7 (Chemisiers pour femmes) et dans la catégorie 8 (Chemises et chemisettes pour hommes), les contingents n'ont jamais posé de problème. Les quantités sont toujours disponibles. Ce sont les droits qui ont fait la différence et le Pakistan a augmenté ses exportations à destination de l'UE de 107 pour cent pour la catégorie 7 (soit 3,2 millions d'unités) et de 110 pour cent pour la catégorie 8 (soit 1,4 million d'unités) en 2002 par rapport à 2001.

Effets sur la valeur unitaire

Outre l'augmentation des exportations en provenance du Pakistan, le régime de l'admission en franchise établi par le régime concernant les drogues a également affecté les exportateurs indiens pour ce qui est de la fixation des prix des produits. Par exemple, le tableau ci-dessous donne la structure de prix pour une qualité courante de drap de lit en coton blanchi de dimensions 20/20 60/60 "70x108" fourni au Royaume-Uni par l'Inde et le Pakistan:

N° Sr.		Inde (livres)	Pakistan (livres)
1.	Valeur/prix c.a.f.	1,62 livre	1,70 livre
2.	Taux de droit	9,6 pour cent	Néant
3.	Droit appliqué	0,16 livre	Néant
4.	Total c.a.f. + montant du droit	1,78 livre	1,70 livre

D'après ce tableau, on peut observer qu'un producteur du Pakistan non seulement a la possibilité d'obtenir un meilleur prix que son homologue indien, mais qu'il est également en mesure de fournir le produit meilleur marché au client de l'Union européenne essentiellement grâce à la concession tarifaire.

Les préférences tarifaires accordées au Pakistan dans le cadre du régime concernant les drogues ont également affecté, pour les raisons susmentionnées, la réalisation de la valeur unitaire pour des produits comparables provenant des deux pays. Si l'on prend par exemple la catégorie 4 (T-shirts) et la catégorie 5 (pull-overs), pour lesquelles l'Inde et le Pakistan ont tous les deux des niveaux de contingents comparables, le prix unitaire moyen est passé de 2,52 dollars EU en 2001 à

2,55 dollars EU en 2002 dans le cas de l'Inde. Dans le cas du Pakistan, il est passé de 1,78 dollar EU en 2001 à 1,89 dollar EU en 2002. Pour ce qui est de la catégorie 5, où la réalisation de la valeur unitaire a baissé pour l'Inde, tombant de 3,59 à 3,54 dollars EU, elle a augmenté pour le Pakistan et est passée de 3,73 à 4,08 dollars EU. Le Pakistan peut donc augmenter son prix unitaire tout en parvenant à vendre le produit moins cher, principalement en raison d'un avantage en matière de droit d'environ 9,6 pour cent.

Correspondance avec les importateurs

Le changement dans les conditions de concurrence ressort également des messages et fax adressés aux exportateurs indiens par leurs importateurs dans les CE. Les exportateurs indiens ont reçu des lettres de leurs acheteurs qui leur annonçaient qu'ils s'approvisionneraient désormais au Pakistan et non plus en Inde en raison des concessions en matière de droits accordées par les CE au Pakistan. À cet égard, certaines des communications reçues d'importateurs se trouvant au Danemark, en Suède, au Royaume-Uni et en Italie figureront dans la communication présentée par l'Inde à titre de réfutation.

Les informations provenant des exportateurs indiens participant à différentes rencontres entre acheteurs et vendeurs/expositions confirment le report massif de commandes qui s'est effectué en faveur du Pakistan pour les produits textiles pour lesquels l'Inde a toujours bénéficié d'une plus grande part de marché et d'une croissance plus importante dans le passé. Par exemple, lors du salon HEIMTEXTIL qui s'est tenu en Allemagne en 2002, les exportateurs pakistanais ont affiché des banderoles annonçant que l'accès en franchise de droits d'articles de confection originaires du Pakistan leur permettait de pratiquer des prix plus avantageux. Par conséquent, tous les participants indiens ont déclaré avoir fait de moins bonnes affaires que d'habitude alors que les stands des Pakistanais ont été pris d'assaut par les acheteurs.

ANNEXE B-2

Réponses des Communautés européennes aux questions du Groupe spécial
après la première réunion du Groupe spécial

Aux deux parties

Question n° 1

Votre délégation a-t-elle quelque chose à signaler au sujet du règlement éventuel de la question faisant l'objet du présent différend?

1. Les CE ont clairement indiqué à l'Inde en de nombreuses occasions qu'elles considèrent ne lui devoir aucune "compensation" au titre de la mise en œuvre du régime concernant les drogues. Le régime SGP des CE est le plus généreux au monde. L'Inde en est le deuxième bénéficiaire. Les exportations indiennes vers les CE au titre du SGP sont passées de 2 à plus de 6 milliards d'euros depuis l'introduction du régime concernant les drogues.

Question n° 2

Les négociateurs de la Clause d'habilitation prévoyaient-ils que la fonction juridique de cette dernière différerait de celle de la Décision de 1971? Les fondements juridiques de ces deux décisions sont-ils différents? Veuillez préciser. Sur quels documents pouvez-vous vous appuyer pour étayer votre point de vue? Veuillez fournir lesdits documents.

2. La Décision de 1971 et la Clause d'habilitation ont l'une et l'autre un fondement juridique et une fonction juridique différents dans le cadre du GATT.

3. La Décision de 1971 est une dérogation. Bien qu'elle ne mentionne pas expressément l'article XXV:5 du GATT de 1947, elle a néanmoins été adoptée sur la base d'une communication des futurs pays donneurs qui demandaient l'octroi d'une dérogation en application de cette disposition.[1] En outre, cette disposition a également été mentionnée par les auteurs au cours du débat qui a eu lieu ultérieurement au sein du Conseil du GATT.[2]

4. La Décision de 1971 était temporaire (dix ans). Par ailleurs, conformément à la formule normalisée utilisée dans les dérogations, cette décision n'excluait pas totalement l'application de la disposition faisant l'objet de la dérogation (article I:1 du GATT), mais ne l'excluait que "dans la mesure nécessaire".

5. Les pays en développement n'ont pas été satisfaits par la Décision de 1971. Ils ont considéré que la procédure de dérogation était injustifiée et inadaptée pour le SGP parce qu'elle était temporaire et qu'elle ne prenait pas en compte le fait que, à la suite de l'ajout de la Partie IV du GATT, le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement était devenu l'un des principes fondamentaux du GATT.[3] Ainsi, le représentant de l'Uruguay à la réunion du Conseil du GATT à laquelle la Décision de 1971 a été prise relevait que:

[1] C/W/178 cité dans C/M/69, page 1 (pièce n° 1 du Costa Rica).
[2] C/M/69, page 1.
[3] Voir les critiques adressées par Hector Gross Espiell, Ambassadeur de l'Uruguay auprès du GATT, au sujet de la procédure de dérogation dans *GATT: Accommodating Generalized Preferences*, Journal of World Trade Law, volume 8, n° 4, 1974, page 341. Voir également Abdulqawi Yusuf, *Legal Aspects of Trade Preferences for Developing Countries*, Martinus Nijhof, 1982, page 90.

> l'utilisation de l'article XXV de l'Accord général dans le cas en question paraît très discutable. Le concept de "circonstances exceptionnelles" que l'on trouve à l'article XXV ne s'applique absolument pas à la situation actuelle ... [L]es objectifs pris en considération dans le projet de décision sont ceux de l'Accord général depuis l'entrée en vigueur de la Partie IV. Il n'est pas possible de passer sous licence la Partie IV parce que les objectifs de cette Partie, qui vise à faire du commerce international un instrument de progrès et de développement en faveur des pays en voie de développement, sont repris dans le projet de décision. ... [L]e recours à une dérogation n'est pas la bonne solution. Il aurait préféré une déclaration interprétative fondée sur la Partie IV, qui aurait spécifié qu'aucune disposition de l'Accord général, ni par conséquent de l'article premier, n'empêche les pays développés de mettre en application le régime généralisé de préférences en faveur des pays en voie de développement.[4]

6. Lors du lancement des négociations commerciales multilatérales du Tokyo Round, en 1973, la Déclaration des ministres demandait que soient prises en compte "les améliorations du cadre international régissant le commerce mondial".[5] En conséquence, le Comité des négociations commerciales du Tokyo Round a créé en novembre 1976 un "Cadre juridique" qui devait s'employer à

> négocier des améliorations du cadre international régissant le commerce mondial, concernant notamment les échanges entre pays développés et pays en voie de développement et un traitement différencié et plus favorable à appliquer à ces échanges.[6]

7. La Clause d'habilitation a été l'une des principales réalisations de ce groupe. À la différence de la Décision de 1971, la Clause d'habilitation n'est pas une dérogation.[7] Elle ne repose pas sur l'article XXV:2. Il s'agit en revanche d'une décision spécifique adoptée par les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 dans le cadre des négociations commerciales multilatérales du Tokyo Round, qui ne repose expressément sur aucune des dispositions du GATT de 1947. Par ailleurs, à la différence de la Décision de 1971, la Clause d'habilitation est permanente.

8. En outre, contrairement à la Décision de 1971, la Clause d'habilitation ne dit pas que les Membres peuvent déroger aux dispositions de l'article I:1 "dans la mesure nécessaire". Elle permet par contre aux Membres d'accorder un traitement différencié et plus favorable "[n]onobstant les dispositions de l'article premier de l'Accord général" et, par conséquent, exclut totalement l'application de cette disposition.

Question n° 3

Reconnaissez-vous que, pour déterminer si une disposition donnée énonce un droit positif ou une exception, il est nécessaire d'en examiner la fonction juridique dans le contexte du traité dans son ensemble?

9. Oui.

Si oui, pourquoi, et quelles en sont les répercussions dans le présent différend?

---

[4] C/M/69, page 7.

[5] Déclaration des ministres approuvée à Tokyo le 14 septembre 1973, document du GATT Min(73)1, paragraphe 9.

[6] Document du GATT MTN/17 du 18 novembre 1976, premier paragraphe.

[7] La Clause d'habilitation ne figure pas sur la liste des dérogations établie par la Conférence ministérielle conformément à la note de l'Annexe IA de l'Accord sur l'OMC, au point 1 b) iii) de la section concernant le GATT de 1994 (WT/L/3).

10. L'approche qu'il a été suggéré de suivre est conforme à la règle fondamentale de l'interprétation des traités codifiée dans l'article 31.1 de la *Convention de Vienne sur le droit des traités* (la "Convention de Vienne"), qui prescrit d'interpréter les termes d'un traité "dans leur contexte" et "à la lumière de son objet et de son but".

11. La Clause d'habilitation est l'une des formes les plus importantes du "traitement spécial et différencié" en faveur des pays en développement dans le cadre de l'Accord sur l'OMC. Le "traitement spécial et différencié", quant à lui, est le principal instrument qui permet d'atteindre les objectifs et buts fondamentaux de l'Accord sur l'OMC, à savoir "faire en sorte que les pays en développement ... s'assurent une part de la croissance du commerce international qui corresponde aux nécessités de leur développement économique".[8]

12. Les dispositions accordant un "traitement spécial et différencié" ne sont pas simplement des manquements ou des dérogations aux règles applicables aux pays développés. Elles sont plutôt un ensemble complet d'autres règles qui coexistent, côte à côte et sur un pied d'égalité, avec ces règles. Pour cette raison, comme l'a montré la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *Brésil - Aéronefs*[9], "le traitement spécial et différencié" ne peut être considéré comme un simple "moyen de défense affirmatif" aux fins du règlement des différends.[10]

Question n° 4

S'agissant du paragraphe 1 b) iv) du GATT de 1994, et étant donné que la Clause d'habilitation a été adoptée par les PARTIES CONTRACTANTES du GATT à la fin du Tokyo Round, estimez-vous que cette clause est/n'est pas une "autre décision des Parties contractantes du GATT de 1947"? Fait-elle partie du GATT de 1994? Veuillez expliquer.

13. La Clause d'habilitation est une "autre décision des PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947" au sens de l'alinéa 1 b) iv) du GATT de 1994 et, en tant que telle, fait partie du GATT de 1994.

14. La phrase introductive de la Clause d'habilitation est la suivante:

> À la suite des négociations qui ont eu lieu dans le cadre général des Négociations commerciales multilatérales, les PARTIES CONTRACTANTES *décident* ce qui suit[11]:

15. Il est donc incontestable, premièrement, que la Clause d'habilitation est une "décision" et, deuxièmement, qu'elle a été prise par les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947.

16. Comme on l'a expliqué, la Décision relative à la Clause d'habilitation n'est pas l'une des décisions portant octroi de dérogation prises par les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 au titre de l'article XXV:5 de l'Accord général de 1947, tel que mentionné au point 1 b) iii) du GATT de 1994. Elle relève donc de la catégorie résiduelle des "autres décisions des PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947" mentionnées au paragraphe 1 b) iv).

---

[8] Voir le deuxième alinéa du Préambule de l'Accord sur l'OMC.

[9] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs*, WT/DS46/AB/R ("*Brésil – Aéronefs*"), paragraphe 140.

[10] Première communication des CE, paragraphes 17 et 18.

[11] Pas d'italique dans l'original.

Question n° 5

En prenant pour hypothèse que la Clause d'habilitation n'est pas une dérogation, est-elle une exception ou un droit "autonome"? Dans l'un et l'autre cas, quelles conséquences juridiques différentes découlent du fait de considérer la Clause d'habilitation comme une exception ou comme un droit autonome? Existe-t-il d'autres conséquences juridiques que l'attribution de la charge de la preuve?

17. Pour les raisons expliquées plus haut, la Clause d'habilitation n'est pas un "moyen de défense affirmatif" mais est un droit autonome. Comme l'ont indiqué les CE dans leur première communication[12], le fait que la Clause d'habilitation n'est pas un "moyen de défense affirmatif" a deux répercussions importantes en l'espèce:

- premièrement, pour établir qu'il y a violation de l'article I:1 du GATT, l'Inde doit établir tout d'abord que le régime concernant les drogues n'est pas visé par le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation; et

- deuxièmement, en tant que partie plaignante, l'Inde a la charge de prouver que le régime concernant les drogues n'est pas visé par le paragraphe 2 a) et, au cas où il le serait, qu'il est incompatible avec le paragraphe 3 c).

Question n° 6

Comment établir qu'une disposition juridique confère un "droit autonome" ou fournit un "moyen de défense affirmatif"?

18. Pour établir qu'une disposition est un "moyen de défense affirmatif", il est nécessaire de considérer, non seulement les termes dans lesquels est exprimé le "lien" entre cette disposition et les autres dispositions de l'Accord sur l'OMC mais également la teneur de ladite disposition, ainsi que sa "fonction juridique" dans le cadre de l'Accord sur l'OMC.

19. S'agissant de la teneur, le recours à un "moyen de défense affirmatif" peut être assujetti à certaines prescriptions afin d'en empêcher toute utilisation abusive (par exemple les prescriptions du texte introductif de l'article XX). Mais ces prescriptions ne cherchent pas à réglementer de manière positive la question à l'examen. Par exemple, le texte introductif de l'article XX n'est pas une solution de remplacement des règles relatives au traitement national énoncées à l'article III. En revanche, la Clause d'habilitation énonce un ensemble complet de règles (comportant à la fois des droits et des obligations) en vue de réglementer de manière positive une certaine question (l'octroi de préférences tarifaires aux pays en développement), en remplacement des règles figurant à l'article I:1 du GATT.

20. S'agissant de la "fonction juridique", les "moyens de défense affirmatifs" permettent généralement aux Membres de s'employer à atteindre les objectifs légitimes de leur politique qui, sans faire partie des objectifs spécifiques de l'Accord sur l'OMC, sont néanmoins jugés compatibles avec ces derniers. Les "moyens de défense affirmatifs" ne visent cependant pas à promouvoir activement ces objectifs. Par exemple, l'article XX a) du GATT autorise les Membres à prendre les mesures nécessaires à la protection de la moralité publique. Mais la protection de la moralité publique n'est pas l'un des objectifs spécifiques de l'Accord sur l'OMC. Rien dans l'Accord sur l'OMC n'encourage les Membres à prendre des mesures, quelles qu'elles soient, à cet effet.

21. En revanche, les dispositions relatives au traitement spécial et différencié, y compris la Clause d'habilitation, sont le principal instrument permettant d'atteindre les objectifs fondamentaux de

[12] Première communication des CE, paragraphe 19.

l'Accord sur l'OMC. L'Accord sur l'OMC ne se contente pas de tolérer l'octroi de préférences commerciales aux pays en développement. Il encourage au contraire les pays développés à accorder de telles préférences au titre de la Clause d'habilitation. De ce fait, la Clause d'habilitation ainsi que les autres dispositions relatives au traitement spécial et différencié ne peuvent être considérées comme de simples "moyens de défense affirmatifs".

Question n° 7

Pour déterminer la fonction juridique de la Clause d'habilitation, est-il utile de se référer aux clauses d'exception figurant aux articles XX, XXI et XXIV du GATT de 1994? Veuillez préciser.

22. Comme toute autre disposition du GATT, ces dispositions peuvent fournir un contexte pertinent pour l'interprétation de la Clause d'habilitation, qui fait également partie du GATT.

23. Comme on l'a vu plus haut, les différences qui existent entre ces dispositions et la Clause d'habilitation confirment que la Clause d'habilitation, à la différence de ces dispositions, n'est pas un moyen de défense affirmatif.

Question n° 8

Les articles XX et XXI du GATT de 1994 disposent que "rien dans le (aucune disposition du) présent Accord ne sera interprété comme empêchant ..." et l'article XXIV:3 du même instrument dispose que "[l]es dispositions du présent Accord ne devront pas être interprétées comme faisant obstacle ...", et le premier paragraphe de la Clause d'habilitation que "[n]onobstant les dispositions de l'article premier de l'Accord général, les parties contractantes peuvent ...". Estimez-vous que les articles XX, XXI et XXIV du GATT de 1994 sont ou ne sont pas des exceptions/"moyens de défense affirmatifs"? Compte tenu des similitudes/dissimilitudes entre ces libellés, pensez-vous que la Clause d'habilitation prévoit une exception/un "moyen de défense affirmatif" ou un "droit autonome"? Pour quelles raisons? Veuillez expliquer.

24. Il est désormais bien établi que l'article XX du GATT est un "moyen de défense affirmatif". En revanche, la question de savoir si l'article XXIV:5 du GATT est un "moyen de défense affirmatif" reste non résolue.[13] L'article XXI du GATT n'a encore été examiné dans aucun rapport adopté.

25. Les libellés des clauses introductives des articles XX, XXI et XXIV:5 du GATT sont quasiment identiques et diffèrent de celui du premier paragraphe de la Clause d'habilitation. Toutefois, la différence fondamentale tient à ce que, contrairement à la Clause d'habilitation, les articles XX, XXI et XXIV:5 ne prévoient pas le "traitement spécial et différencié" en faveur des pays en développement.

Question n° 9

Prenez pour hypothèse que la Clause d'habilitation confère un droit autonome, à part entière, et que le Groupe spécial doive l'examiner pour en interpréter les dispositions. Pouvez-vous indiquer où, dans la Clause d'habilitation, le Groupe spécial trouverait le contexte permettant d'interpréter l'expression "sans … discrimination" qui figure à la note de bas de page 3?

[13] L'Organe d'appel s'est référé à l'article XXIV en tant que "moyen de défense" dans l'affaire *Turquie - Restrictions à l'importation de produits textiles et de vêtements* (WT/DS34/AB/R, paragraphe 58). Mais les parties ne semblent pas avoir fait valoir ce point, ni devant l'Organe d'appel, ni devant le Groupe spécial (rapport du Groupe spécial, WT/DS34/R, paragraphes 9.57 à 9.59).

26. Le contexte le plus directement pertinent pour l'interprétation de l'expression "sans … discrimination" se trouve aux paragraphes 1, 2 et 3, à savoir ceux qui traitent du "traitement différencié et plus favorable".

27. Plus précisément, les CE considèrent que les éléments contextuels ci-après sont pertinents pour l'interprétation de l'expression "sans … discrimination":

- le paragraphe 2 a) s'applique dans les conditions énoncées au premier paragraphe qui, contrairement à l'allégation de l'Inde, ne prescrit pas d'accorder un traitement différencié et plus favorable à *tous* les pays en développement[14];

- la note de bas de page 3 dispose que les préférences doivent être généralisées. Si "sans … discrimination" signifiait qu'il était nécessaire d'accorder des préférences identiques à *tous* les pays en développement, le terme "généralisé" serait de trop[15];

- l'objectif qui consiste à répondre de manière positive aux "besoins du développement, des finances et du commerce des pays en voie de développement", lequel est énoncé au paragraphe 3 c), ne pourrait être atteint si les pays donneurs étaient tenus, en vertu de l'expression "sans … discrimination", d'accorder des préférences identiques à tous les pays en développement.[16]

28. Le paragraphe 7 de la Clause d'habilitation est également pertinent; il prévoit que les pays en développement "s'atten[dent] ... à prendre plus pleinement leur part dans l'ensemble des droits et obligations découlant de l'Accord général" avec le "développement progressif de leurs économies et l'amélioration de leur situation commerciale".[17]

29. Pour interpréter l'expression "sans … discrimination", il faut également prendre en compte "l'objet et le but" de la Clause d'habilitation, lesquels sont énoncés

- dans le premier considérant de la dérogation de 1971, à laquelle se réfère la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation qui reconnaît que

  > l'un des principaux objectifs des PARTIES CONTRACTANTES est de promouvoir le commerce et les recettes d'exportation des pays en voie de développement en vue de stimuler leur développement économique;

- à l'article XXXVI du GATT, y compris notamment son paragraphe 2, qui dit ce qui suit:

---

[14] Première communication des CE, paragraphes 24 à 31; communication de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur, du Pérou et du Venezuela en tant que tierces parties, paragraphes 49 à 52; communication du Costa Rica en tant que tierce partie, paragraphes 15 à 20; déclaration orale des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphes 2 à 6; déclaration orale du Costa Rica en tant que tierce partie, paragraphes 9 à 16.

[15] Déclaration orale des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphe 12.

[16] Première communication des CE, paragraphes 70 et 71; communications de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur, du Pérou et du Venezuela en tant que tierces parties, paragraphes 57 à 59; communication du Costa Rica en tant que tierce partie, paragraphes 22 et 25; déclaration orale des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphe 12.

[17] Communication du Costa Rica en tant que tierce partie, paragraphe 24; déclaration orale des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphe 12.

> il est nécessaire de faire des efforts positifs pour que les [Membres] peu développés s'assurent une part de la croissance du commerce international qui corresponde aux nécessités de leur développement économique[18];

- au deuxième considérant du Préambule de l'Accord sur l'OMC, à savoir

  > il est nécessaire de faire des efforts positifs pour que les pays en développement, et en particulier les moins avancés d'entre eux, s'assurent une part de la croissance du commerce international qui corresponde aux nécessités de leur développement économique.

30. L'objet et le but de la Clause d'habilitation sont également indiqués au paragraphe 3 a), qui prévoit que les préférences seront "conçu[es] pour faciliter et promouvoir le commerce des pays en voie de développement", et au paragraphe 3 c), qui énonce que le traitement prévu au titre du paragraphe 2 a) doit être conçu et, si cela est nécessaire, modifié pour répondre de manière positive aux besoins du développement, des finances et du commerce des pays en voie de développement.

31. L'objet et le but de la Clause d'habilitation revêtent une importance cruciale pour l'interprétation de l'expression "sans … discrimination". Comme l'ont indiqué les CE dans leur première communication, "sans … discrimination" n'est pas synonyme de traitement formellement égal, ce que l'Inde admet désormais. En revanche, il y a "discrimination" si des situations égales sont traitées de façon inégale (ou si des situations inégales sont traitées de manière égale). Il faut alors voir si la différence de traitement vise un objectif légitime et si la distinction est raisonnablement justifiée en vue d'atteindre un tel objectif.

32. En conséquence, les CE considèrent que, pour établir si le régime concernant les drogues est "sans ... discrimination" au sens du paragraphe 2 a), le Groupe spécial devrait se pencher sur les deux questions ci-après:

- premièrement, le Groupe spécial devrait établir si le régime concernant les drogues vise ou non un objectif compatible avec l'objet et le but de la Clause d'habilitation, et plus précisément avec l'objectif énoncé au paragraphe 3 c);

- deuxièmement, s'il l'est, le Groupe spécial devrait établir si les préférences concernant les drogues constituent un moyen raisonnable d'atteindre cet objectif.

Ce contexte donne-t-il des indications contextuelles suffisantes pour interpréter cette expression? Le Groupe spécial devrait-il également chercher des indications contextuelles ailleurs que dans la Clause d'habilitation? Dans l'affirmative, dans quels accords et dans quelles dispositions particulières de ces derniers, et pourquoi dans ces dispositions en particulier et pas dans d'autres?

33. Les CE sont d'avis qu'un examen du contexte fourni par la Clause d'habilitation, ainsi que de l'objet et du but pertinents, tels qu'exprimés dans la Clause d'habilitation elle-même, dans la partie IV du GATT et dans le Préambule de l'Accord sur l'OMC, pourrait suffire pour parvenir à une interprétation correcte de l'expression "sans ... discrimination". Il pourrait néanmoins être utile

[18] Le paragraphe 7 de la Clause d'habilitation rappelle que les obligations assumées par les pays développés et les pays en développement au titre du GATT (y compris donc à celui de la Clause d'habilitation) "devraient promouvoir les objectifs fondamentaux dudit accord, y compris ceux qui sont inscrits dans le Préambule et dans l'article XXXVI".

Le paragraphe 1 e) de l'article XXXVI du GATT reconnaît quant à lui que:

> le commerce international considéré comme instrument de progrès économique et social devrait être régi par des règles et procédures – et par des mesures conformes à de telles règles et procédures – qui soient compatibles avec les objectifs énoncés dans le présent article.

d'examiner également, à titre de contexte, d'autres dispositions de l'Accord sur l'OMC, et en particulier du GATT.

Question n° 10

Le contexte de l'expression "sans ... discrimination", à la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation, inclut-il les articles I:1, III:4, X, XIII, XVII et XX du GATT de 1994, ainsi que l'article XVII de l'AGCS? Expliquez pourquoi.

34. Les CE considèrent que l'article I:1 du GATT ne représente pas un contexte pertinent pour l'interprétation de la Clause d'habilitation. La Clause d'habilitation exclut expressément l'application des prescriptions de l'article I:1 du GATT ("Nonobstant" l'article I:1). Il serait donc tout à fait inapproprié d'introduire ces prescriptions dans la Clause d'habilitation par la voie détournée d'une interprétation prétendument "contextuelle".

35. Les CE se sont référées aux articles III:4 et XIII du GATT, ainsi qu'à l'article XVII de l'AGCS, afin d'illustrer la proposition voulant qu'un traitement formellement inégal ne soit pas nécessairement discriminatoire. L'Inde est désormais d'accord avec cette proposition.[19]

36. Dans le même temps, les CE ont souligné qu'il existe une différence essentielle entre les dispositions susmentionnées du GATT et de l'AGCS et la Clause d'habilitation.[20] Comme l'a indiqué l'Inde, toutes ces dispositions "ont pour objectif fondamental l'égalité des possibilités de concurrence".[21] Les CE sont d'accord. Mais l'"objectif fondamental" de la Clause d'habilitation est différent. La Clause d'habilitation est une forme de "traitement spécial et différencié" en faveur des pays en développement. Elle ne se préoccupe pas des conditions de concurrence mais entend répondre aux besoins du développement des pays en développement. Compte tenu de cet objectif fondamental, un traitement formellement différent des pays en développement n'est pas contraire à la prescription de non-discrimination de la note de bas de page 3, d'après laquelle il est nécessaire de fournir des "possibilités de développement" égales aux pays en développement dont les besoins du développement sont différents.

37. L'Inde affirme l'existence d'un "principe de non-discrimination", qu'elle définit comme interdisant le "refus d'accorder des possibilités de concurrence égales aux produits similaires d'origines différentes"[22], et qui s'appliquerait uniformément à toutes les dispositions de l'Accord sur l'OMC. Mais ce principe ne figure nulle part dans l'Accord sur l'OMC[23], et les CE en rejettent l'existence.

38. Le mot "discrimination" peut avoir des sens différents dans des contextes divers de l'Accord sur l'OMC. Comme on l'a expliqué, l'existence de la discrimination doit être toujours examinée à la lumière de l'objet et du but pertinents. Une différence de traitement peut être discriminatoire au regard d'un objectif d'un traité mais ne pas l'être à la lumière d'un autre objectif. La position de l'Inde postule que le seul objectif de l'Accord sur l'OMC est la libéralisation du commerce entre les Membres conformément au principe de l'avantage compétitif. Tel est bien là en effet l'un des principaux objectifs de l'Accord sur l'OMC, mais ce n'est en aucune façon le seul. L'affirmation de l'Inde voulant que l'Accord sur l'OMC porte uniquement sur les possibilités de concurrence est

[19] Déclaration orale de l'Inde, paragraphe 19.
[20] Première communication des CE, paragraphes 75 et 79.
[21] Déclaration orale de l'Inde, paragraphe 19.
[22] *Ibid.*
[23] Comme l'a indiqué l'Inde, le Préambule de l'Accord sur l'OMC fait allusion à "l'élimination du traitement discriminatoire dans les relations commerciales internationales". Mais cela ne préjuge pas de la signification de "discrimination". Cela ne suppose pas non plus que la notion de "discrimination" doit avoir un sens identique dans tout l'Accord.

incorrecte et, de fait, surprenante de la part d'un pays en développement comme l'Inde. Elle aurait été erronée dans le cadre du GATT de 1947. Et elle est manifestement intenable dans le contexte de l'Accord sur l'OMC qui, comme le montre clairement son préambule, reconnaît une pluralité d'objectifs, au nombre desquels promouvoir le développement des pays en développement vient en bonne place.

39. L'existence même de la Clause d'habilitation démontre la non-existence du "principe de non-discrimination" allégué par l'Inde. La Clause d'habilitation, comme toutes les autres dispositions accordant un "traitement spécial et différencié", ne vise pas à fournir des possibilités de concurrence égales aux produits similaires d'origines différentes. Au contraire, les dispositions relatives au "traitement spécial et différencié" visent à créer des possibilités de concurrence inégales afin de répondre aux besoins spéciaux des pays en développement. Dans le contexte de la Clause d'habilitation, l'expression "sans ... discrimination" doit être interprétée au regard des objectifs spécifiques du "traitement spécial et différencié". Vu sous ce jour, l'octroi de préférences spéciales à certains pays en développement ayant des besoins spéciaux en matière de développement n'est pas plus "discriminatoire" que l'octroi de préférences aux pays en développement mais pas aux pays développés.

40. Enfin, l'Inde n'aborde pas l'article XX du GATT. L'Organe d'appel a relevé que le critère de discrimination, dans le texte introductif de l'article XX, est différent de celui de l'article III.[24] Cela montre une nouvelle fois que, dans l'Accord sur l'OMC, la notion de "non-discrimination" n'a pas la signification uniforme alléguée par l'Inde. Prenez par exemple le cas d'un Membre qui applique une restriction sanitaire aux importations en provenance de certains Membres mais pas à celles de produits similaires en provenance d'autres Membres dans lesquels existent des conditions sanitaires différentes. Une telle différence de traitement est un refus d'accorder des possibilités de concurrence égales aux produits similaires d'origines différentes. Pourtant, elle ne serait pas "discriminatoire" au regard de l'article XX parce qu'elle est justifiée à la lumière de l'objectif spécifique de l'article XX b), qui est de protéger la santé et la vie des personnes, et non de libéraliser les échanges commerciaux conformément au principe de l'avantage compétitif.[25]

Question n° 11

Comment comprenez-vous le mot "généralisé" à la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation? Quelle est la différence entre ce mot et l'expression "sans ... discrimination", qui figure également à la note de bas de page 3?

41. L'historique de la rédaction de la Clause d'habilitation laisse à penser que le mot "généralisé" a été employé pour établir une distinction entre le système de préférences élaboré à la CNUCED et les préférences "spéciales" existantes accordées par certains pays développés à certains pays en développement, principalement à d'anciennes colonies. Il avait été envisagé à l'origine que le système de la CNUCED aurait annulé et remplacé ces préférences "spéciales" existantes en les "généralisant", c'est-à-dire en les rendant accessibles à tous les pays en développement, ou pour le moins à la plupart d'entre eux. D'où l'utilisation du mot "généralisé".[26]

---

[24] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes*, WT/DS58/AB/R, paragraphe 150. Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, WT/DS2/AB/R, page 24.

[25] Il en va de même des articles 2:3 et 5:5 de l'*Accord SPS*. Voir le rapport de l'Organe d'appel *CE - Mesures concernant les viandes et les produits carnés*, WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R, paragraphe 237, dans lequel l'Organe d'appel s'en prenait au Groupe spécial pour avoir importé l'interprétation du mot discrimination faite au titre de l'article III:2 du GATT dans l'article 5:5 de l'Accord SPS.

[26] Ainsi, par exemple, le huitième principe général adopté par la CNUCED à sa première conférence était le suivant:

42. La prescription d'après laquelle les préférences doivent être "généralisées" n'implique pas que les mêmes préférences doivent être accordées à "tous" les pays en développement. En revanche, elle signifie que, à la différence des préférences "spéciales" traditionnellement accordées à certains pays ou groupes de pays pour des raisons historiques ou géographiques, les préférences devraient être "généralisées" à tous les pays en développement dont les besoins du développement sont similaires.

43. Dans le même temps, et dans son sens ordinaire[27], le mot "généralisé" semble présupposer l'existence d'une classe ou catégorie donnée de bénéficiaires auxquels les préférences doivent être "généralisées". Il semble donc qu'une préférence accordée exclusivement à un pays ne saurait être considérée comme "généralisée", même si elle pouvait être considérée comme étant "sans ... discrimination".

44. L'Inde a fait valoir que le mot "généralisé" fait allusion à "la gamme des pays qui accorderaient des préférences et de ceux qui en bénéficieraient"[28], alors que l'expression "sans ... discrimination" se réfère au "degré de différenciation entre les pays choisis comme bénéficiaires par les pays donneurs".[29] Mais une telle interprétation n'est pas étayée par le texte de la note de bas de page 3. Les termes "généralisé" et "sans ... discrimination" qualifient l'un et l'autre le mot "préférences". Ce sont donc les préférences elles-mêmes, et non le système dans son ensemble, qui doivent être à la fois "généralisées" et "sans ... discrimination".

Question n° 12

S'agissant du paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation, quels indicateurs peuvent servir à établir des critères objectifs répondant aux besoins du développement des pays en développement? Outre des indicateurs économiques, peut-on utiliser d'autres types d'indicateurs? Dans l'affirmative, pourquoi et quels sont-ils?

45. Il existe de multiples indicateurs du développement. Comme l'a illustré la définition des pays les moins avancés ("PMA") établie par l'ONU, des indicateurs autres qu'économiques peuvent également avoir leur pertinence. (La liste des critères se trouve dans la pièce n° 17 des CE.)

46. Toutefois, cela ne signifie pas que toute différence relative à l'un quelconque de ces indicateurs est, à elle seule, pertinente aux fins du paragraphe 3 c). Par exemple, si le taux d'alphabétisation est certainement un indicateur du développement pertinent qui, associé à d'autres indicateurs, peut permettre de mesurer le niveau global de développement d'un pays, les CE seraient d'avis que le seul fait pour deux pays d'obtenir des résultats différents en ce qui concerne cet

---

Les préférences spéciales dont certains pays en voie de développement bénéficient actuellement dans leurs échanges avec certains pays développés devraient être considérées comme transitoires et sujettes à réduction progressive. Ces préférences devraient être supprimées au fur et à mesure qu'entreront en vigueur des mesures internationales efficaces garantissant des avantages au moins équivalents aux pays intéressés.

[27] Le mot "généralisé" est une forme adjectivale dérivée du verbe "généraliser", qui signifie "rendre général". En anglais, "general" signifie:

Pertaining to all, or most, of the parts *of a whole*; completely or approximately universal *within implied limits.*

The New Shorter Oxford Dictionary, 1993.

De même, le mot français "généraliser" signifie "étendre, appliquer à l'ensemble ou à la majorité des individus", "général" étant défini de la manière suivante:

Qui s'applique à l'ensemble ou à la majorité des cas ou des individus *d'une classe*.

Le Petit Robert, 1999.

[28] Question n° 30 de l'Inde aux CE.

[29] *Ibid*.

indicateur ne signifie pas qu'ils ont des "besoins du développement" différents aux fins du paragraphe 3 c), encore moins qu'il faudrait leur accorder des préférences commerciales différentes.

47. Si la moindre différence concernant l'un quelconque des nombreux indicateurs de développement qu'il est possible de concevoir suffisait à établir l'existence de besoins du développement différents nécessitant l'octroi de préférences commerciales différentes, le paragraphe 3 c) imposerait une tâche impossible à mener à bien aux pays développés et deviendrait totalement inapplicable.

48. En outre, une telle interprétation serait source de discrimination. Comme on l'a expliqué, afin d'établir qu'un traitement formellement inégal des pays en développement est "sans ... discrimination" au regard de la note de bas de page 3, il convient de démontrer, en premier lieu, que la différence de traitement vise un objectif légitime compte tenu de l'objet et du but de la Clause d'habilitation et, ensuite, que la différence de traitement est un moyen raisonnable pour atteindre cet objectif. Ainsi, par exemple, de faibles taux d'alphabétisation ou d'électrification[30] peuvent être des indicateurs pertinents du développement, mais la réponse la plus appropriée et la plus immédiate pour résoudre spécifiquement ces problèmes serait de fournir une assistance technique et financière afin de construire des écoles ou des centrales, et non d'accorder des préférences commerciales.

49. À cet égard, les CE souhaiteraient rappeler à nouveau que les Nations Unies ont recommandé à maintes reprises d'accorder un accès aux marchés accru aux produits en provenance des pays touchés par le problème de la drogue.[31] De même, le préambule de l'*Accord sur l'agriculture* rappelle que les Membres de l'OMC se sont engagés à tenir compte des "besoins ... particuliers" des pays touchés par la drogue en ce qui concerne la mise en œuvre de leurs engagements en matière d'accès aux marchés.[32] Cela laisse supposer qu'il est reconnu que les mesures commerciales sont une réponse appropriée au problème de la drogue. Par contre, à la connaissance des CE ni les Nations Unies, ni aucune autre institution internationale n'ont recommandé d'accroître l'accès aux marchés pour résoudre des problèmes de développement tels que l'analphabétisme ou l'insuffisance de l'électrification.

Question n° 13

Veuillez fournir tout élément de l'historique de la rédaction du paragraphe 3 c) pertinent pour son interprétation.

50. Il n'existe, à la connaissance des CE, aucun document pertinent dans l'historique de la rédaction.

Question n° 14

Si le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation prescrit de répondre de manière collective aux besoins du développement des pays en développement, à la fois pour concevoir et pour modifier un schéma SGP, où trouve-t-on, dans la Clause d'habilitation, la possibilité pour un pays développé de modifier son schéma de façon à retirer certains produits du schéma de préférences accordé à chacun des pays bénéficiaires ou, même, d'en rayer des pays?

[30] Communication écrite du Paraguay en tant que tierce partie, paragraphe 15.

[31] Première communication des CE, paragraphes 109 à 111. Voir également la Déclaration ministérielle conjointe récemment adoptée par la Commission des stupéfiants des Nations Unies à sa 46ème session, paragraphe 21 (pièce n° 18 des CE).

[32] Première communication des CE, paragraphes 112 et 113.

51. Les CE ne sont pas d'accord avec les prémisses voulant que le paragraphe 3 c) appelle une "réponse collective" aux besoins du développement des pays en voie de développement. Voir ci-après la réponse à la question n° 8 du Groupe spécial à l'Inde.

Question n° 15

Le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation autorise-t-il un pays qui accorde des préférences à concevoir des schémas SGP différents pour répondre aux besoins du développement, des finances et du commerce des divers pays en développement, ou une telle lecture entraîne-t-elle nécessairement une discrimination entre les pays en développement?

52. Voir la réponse à la question n° 16 ci-après.

Question n° 16

Le mot "et", au paragraphe 3 c), signifie-t-il "ou"? En d'autres termes, signifie-t-il que les "besoins du développement, des finances et du commerce" doivent être envisagés de manière globale ou qu'ils doivent l'être séparément?

53. Les CE considèrent que "les besoins du développement, des finances et du commerce" sont étroitement imbriqués et doivent donc être considérés d'une "manière globale". On peut en effet considérer que les besoins commerciaux et financiers des pays en développement font partie de leurs "besoins du développement", lorsque cette dernière expression est entendue au sens large. Ainsi, le Préambule de l'Accord sur l'OMC mentionne exclusivement les "nécessités du [développement] économique" des pays en développement.[33] De l'avis des CE, cette formulation englobe également les besoins commerciaux et financiers des pays en développement dont il est fait mention au paragraphe 3 c).

54. Dans leur première communication, les CE ont parfois employé l'expression "besoins du développement" en tant que contraction de l'expression "besoins du développement, des finances et du commerce" au sens de l'article 3 c). Le régime concernant les drogues prend cependant en compte non seulement les besoins du développement des bénéficiaires *stricto sensu* mais également leurs besoins "du commerce" et "des finances", lesquels sont tous, redisons-le, étroitement imbriqués.

55. La production et le trafic de drogues ont un effet négatif sur la balance commerciale des pays en développement.[34] En outre, comme cela a été expliqué, les autres activités économiques légales ne sont viables que si les produits qui en sont issus peuvent être exportés. Les pays touchés par le problème de la drogue ont donc des besoins commerciaux particuliers. Ces besoins ont été reconnus par les Nations Unies, ainsi que par l'OMC.[35]

56. La production et le trafic de drogues ont également des effets négatifs sur le système financier des pays concernés.[36] De plus, comme l'ont souligné certaines tierces parties, le coût de la lutte contre

[33] Voir également l'article XXXVI:3 du GATT qui mentionne également les "nécessités de leur développement économique" et l'article XXXVI:6, qui reconnaît ce qui suit:

En raison de l'insuffisance chronique des recettes d'exportation et autres recettes en devises des parties contractantes peu développées, il existe des relations importantes entre le commerce et l'aide financière au développement. [...]

[34] Voir le rapport de l'OICS (pièce n° 5 des CE), paragraphes 36 et 37.

[35] Première communication des CE, paragraphes 109 à 115.

[36] Voir l'étude du UNDCP (pièce n° 6 des CE) page 10.

la drogue représente une charge financière énorme pour les pays concernés, qui les empêche d'investir comme ils le devraient dans leur développement.[37]

Question n° 17

Les besoins du développement des pays en développement sont souvent différents. Prenez, par exemple, l'Indonésie, les Philippines, le Maroc, le Brésil et le Paraguay, qui ont chacun des besoins différents en matière de développement. Si nous acceptons l'argument de la Communauté andine voulant qu'il soit possible de sélectionner certains pays bénéficiaires en fonction de critères donnés (paragraphe 6 de la Déclaration conjointe de la Communauté andine), la conséquence logique d'un tel argument ne serait-elle pas que tout pays développé pourrait établir un schéma spécial de préférences tarifaires SGP pour chacun des pays en développement afin de répondre aux besoins particuliers du développement de ces derniers? S'agit-il là d'une lecture correcte du paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation? Pour quelles raisons? Si vous ne le pensez pas, jusqu'où peut-on aller pour que l'interprétation du paragraphe 3 c) soit correcte?

57. Le paragraphe 3 c) est rédigé en termes assez imprécis. De fait, on pourrait faire valoir qu'il s'agit d'une disposition téléologique qui éclaire l'interprétation des autres dispositions de la Clause d'habilitation mais n'impose, à elle seule, aucune obligation juridiquement contraignante.[38] Comme l'a indiqué le Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Tôles en acier*, "on ne peut pas attendre des Membres qu'ils respectent une obligation dont les paramètres sont entièrement indéterminés".[39]

58. Dans la mesure où le paragraphe 3 c) impose une obligation juridiquement contraignante, il devrait être interprété d'une manière qui permette aux pays développés de s'en acquitter.

59. La question laisse supposer que les besoins du développement de chaque pays en développement sont différents de ceux de tout autre pays en développement. Les CE seraient d'accord pour dire que la situation de chaque pays en développement est effectivement unique et non similaire à celle d'un autre pays en développement. Mais cela ne signifie pas que chaque pays en développement devrait être considéré comme ayant des "besoins du développement" différents aux fins du paragraphe 3 c).

60. Il ne peut être exigé des pays donneurs qu'ils recensent et surveillent en permanence, au regard des multiples indicateurs possibles, la moindre différence pouvant exister entre les pays en développement, et qu'ils adaptent leurs schémas SGP en conséquence. Toute tentative dans ce sens serait nécessairement vouée à l'échec. De plus, il semble qu'un SGP qui n'était qu'un regroupement de préférences individuelles spécifiques en faveur de chaque pays en développement ne puisse guère être décrit comme étant un système "généralisé".

---

[37] Voir par exemple la déclaration orale de la Colombie, paragraphe 8.

[38] L'utilisation du mot "sera" ("shall") au paragraphe 3 c) ne ferait pas nécessairement obstacle à une telle interprétation. Voir le rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis (recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends)*, WT/DS132/AB/RW, au paragraphe 74, dans lequel l'Organe d'appel a conclu que l'obligation imposée par l'article 3:7 du Mémorandum d'accord était "essentiellement autorégulatrice" en dépit de l'utilisation du mot "sera".

[39] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping et compensatoires appliquées aux tôles en acier en provenance de l'Inde* ("*États-Unis – Tôles en acier*"), WT/DS206/R, paragraphe 7.110. Le Groupe spécial a estimé que la première phrase de l'article 15 de l'*Accord antidumping* n'imposait aucune obligation contraignante. Cette disposition est la suivante:

> Il est reconnu que les pays développés Membres devront prendre spécialement en considération la situation particulière des pays en développement Membres quand ils envisageront d'appliquer des mesures antidumping ...

61. La réponse de l'Inde sur ce point est de se dispenser du paragraphe 3 c). D'après elle, le seul objet du paragraphe 3 c) serait d'apporter la précision évidente que les préférences commerciales doivent répondre aux besoins ("en général") des pays en développement qui en bénéficient, et non aux besoins des pays développés qui les accordent. Cette interprétation n'est toutefois pas étayée par le texte du paragraphe 3 c) (voir ci-après la réponse des CE à la question n° 8 du Groupe spécial à l'Inde) et enlèverait toute pertinence à cette disposition.

62. Les CE proposent donc d'interpréter le paragraphe 3 c) d'une manière qui, tout en donnant le sens approprié au paragraphe 3 c), soit à la fois viable pour les pays développés et compatible avec les prescriptions selon lesquelles les préférences doivent être "généralisées" et "sans ... discrimination". Le fait que les pays développés ne peuvent prendre en compte chacune des moindres différences existant entre les pays en développement lorsqu'ils conçoivent leur schéma SGP ne signifie pas qu'il faudrait les empêcher de prendre en compte les plus importantes d'entre elles.

63. Plus précisément, les CE sont d'avis qu'il ne faudrait pas empêcher les pays développés de viser l'objectif énoncé au paragraphe 3 c) en appliquant des critères de "gradation" horizontaux, tels que ceux inclus dans le règlement SGP des CE, et/ou en établissant des sous-catégories de pays en développement tenant compte des différences les plus importantes existant entre eux, sur la base d'un ensemble complet de critères.

64. La définition des PMA donnée par l'ONU est un bon exemple à ce titre. Tout comme le paragraphe 2 a), le paragraphe 2 d) est assujetti au paragraphe 3 c). Si on considère qu'accorder les mêmes préférences à tous les pays qui sont des PMA d'après la définition des Nations Unies est incompatible avec l'obligation énoncée au paragraphe 3 c), laquelle est de répondre de manière positive aux besoins de chacun de ces pays, le fait d'accorder des préférences spéciales aux sous-catégories d'autres pays en développement répondant à une définition similaire devrait alors également être compatible avec ce paragraphe.

65. À l'instar de la définition des PMA donnée par les Nations Unies, le régime concernant les drogues n'est pas fondé sur un seul critère étroit tels ceux suggérés par l'Inde ou le Paraguay. Comme l'ont démontré les CE dans leur communication, les effets économiques et sociaux négatifs du problème de la drogue sont multiformes et de grande envergure. L'analyse faite par les autorités communautaires pour effectuer la sélection vise à prendre en compte tous ces effets.

66. En outre, les critères suggérés par l'Inde sont des indicateurs du niveau de développement, et en tant que tels ont été ou pourraient avoir été pris en compte par les Nations Unies dans leur définition des PMA, mais le problème de la drogue est un facteur qui touche des pays en développement ayant des niveaux différents de développement en mettant à mal leur économie et en portant atteinte à leur intégrité sociopolitique au point de stopper ou même de faire régresser leur développement. Les effets particuliers du problème de la drogue ne sont pas pris en compte par les critères utilisés dans la définition des PMA. D'où la nécessité de créer une catégorie particulière pour ces pays.

Question n° 18

Les pays développés ont-ils la liberté d'exclure des pays en développement bénéficiaires d'un schéma SGP en vertu du principe de la gradation? Dans l'affirmative, en application de quel paragraphe de la Clause d'habilitation? Veuillez préciser.

67. Des pays donneurs peuvent exclure des pays en développement, ou des produits ou des secteurs, conformément aux prescriptions de la Clause d'habilitation, y compris celles de la note de bas de page 3.

Question n° 19

Le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation mentionne les "parties contractantes développées" et les "pays en voie de développement". Étant donné qu'il est communément admis que les pays développés peuvent décider individuellement s'ils souhaitent ou non accorder le traitement SGP, est-il également possible d'interpréter "pays en voie de développement", au paragraphe 3 c), comme s'entendant de chacun des pays en développement?

68. Oui. Comme l'ont expliqué les CE dans leur réponse à la question n° 8 du Groupe spécial à l'Inde, les CE considèrent que le paragraphe 3 c) se réfère aux besoins de *chacun* des pays en développement. Cela ne revient cependant pas à dire que le paragraphe 3 c) autorise l'octroi de préférences à un seul pays. En vertu de la note de bas de page 3, les préférences doivent être "sans ... discrimination" et "généralisées".

Question n° 20

Veuillez indiquer si l'article XX du GATT de 1994 est applicable aux mesures relevant de la Clause d'habilitation, et donner les raisons de votre réponse.

69. Le texte introductif de l'article XX dispose que "*rien* dans le présent Accord ne sera interprété comme empêchant l'adoption ou l'application" des mesures énumérées dans ledit article. L'article XX prévoit donc une exception aux obligations, quelles qu'elles soient, énoncées dans le GATT. Comme on l'a expliqué plus haut, la Clause d'habilitation fait partie du GATT. En conséquence, l'article XX s'applique également à la Clause d'habilitation.

En l'espèce, peut-on invoquer l'article XX en tant qu'exception à la Clause d'habilitation ou uniquement à l'article I:1 du GATT de 1994? Veuillez expliquer.

70. La Clause d'habilitation et l'article I:1 du GATT s'excluent mutuellement. Les CE ont invoqué l'article XX du GATT à titre d'exception à une éventuelle violation de l'une ou l'autre de ces deux dispositions, selon celle des deux que le Groupe spécial jugera applicable au régime concernant les drogues.

71. Il est donc possible d'envisager les situations ci-après:

1) le Groupe spécial constate que le régime concernant les drogues relève du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation et est compatible avec le paragraphe 3 c);

2) le Groupe spécial constate que le régime concernant les drogues relève du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation mais est incompatible avec le paragraphe 3 c);

3) le Groupe spécial constate que le régime concernant les drogues ne relève pas du champ d'application du paragraphe 2 a) et est compatible avec l'article I:1 du GATT;

4) le Groupe spécial constate que le régime concernant les drogues ne relève pas du champ d'application du paragraphe 2 a) et est incompatible avec l'article I:1 du GATT.

72. Dans les situations 1) et 3), il n'y aurait pas infraction au GATT et, de ce fait, il ne serait pas nécessaire de prendre en compte l'article XX. Dans les situations 2) et 4), le Groupe spécial devrait étudier si l'article XX prévoit une exception aux violations de la Clause d'habilitation, d'une part, et de l'article I:1, de l'autre.

Question n° 21

Le régime concernant les drogues peut-il être qualifié de mesure visant à protéger la santé des personnes au titre de l'article XX b) du GATT de 1994 ou de mesure accordant un traitement différencié plus favorable aux pays en développement, ou les deux? Veuillez préciser.

73. Les deux.

74. Contrairement aux allégations de l'Inde, il n'est pas contradictoire de qualifier le régime concernant les drogues de mesure visant à répondre aux besoins spéciaux du développement des bénéficiaires et, dans le même temps, de mesure visant à protéger la santé et la vie de la population des CE en réduisant l'abus de drogue.

75. La production et le trafic de drogues sont une cause du sous-développement des pays bénéficiaires. Par ailleurs, l'offre de drogues en provenance de ces pays représente une menace pour la vie et pour la santé de la population des CE. Les préférences accordées au titre du régime concernant les drogues répondent simultanément à l'un et à l'autre de ces problèmes. Elles appuient les efforts mis en œuvre par les bénéficiaires pour remplacer la production et le trafic de drogues par d'autres activités économiques licites, contribuant par là au développement de ces pays. La limitation de la production et du trafic de drogues dans les pays bénéficiaires a également pour effet de réduire l'offre de drogue en provenance de ces pays dans les CE et, par conséquent, de contribuer à la réalisation de l'objectif de la politique en matière de santé publique qui consiste à lutter contre l'abus de drogue au sein des CE.

Question n° 22

Supposons pour les besoins de cette question que la Clause d'habilitation est une exception à l'article I:1 du GATT de 1994. Si une mesure n'est pas compatible avec la Clause d'habilitation, est-il néanmoins juridiquement possible d'invoquer une autre exception, par exemple l'article XX du GATT de 1994, pour justifier cette mesure en vue d'atteindre un autre objectif de la politique? Quelles sont les répercussions systémiques éventuelles du fait de justifier une mesure au titre de dispositions multiples relatives à des exceptions?

76. Pour commencer, si la Clause d'habilitation était un moyen de défense affirmatif, elle n'imposerait aucune obligation autonome. En conséquence, une mesure ne pourrait être "incompatible" avec la Clause d'habilitation, de même qu'une mesure ne peut être dite "incompatible" avec l'article XX du GATT, mais seulement avec l'article I:1 de ce dernier.

77. En tout état de cause, les CE considèrent que rien dans le droit de l'OMC n'empêche un défendeur d'avancer des moyens de défense différents en fonction de divers objectifs de ses politiques, que ce soit l'un après l'autre ou en même temps. De fait, cela arrive fréquemment dans la pratique. Par exemple, dans *États-Unis – Essence*, la première affaire examinée au regard de l'Accord sur l'OMC, les États-Unis ont fait valoir que la mesure à l'examen était justifiée au titre des paragraphes b), d) et g) de l'article XX.

Question n° 23

Les critères énoncés à l'article XX du GATT de 1994 changent-ils lorsqu'ils s'appliquent à une mesure relevant de la Clause d'habilitation? Pour quelles raisons? Veuillez préciser.

78. Les CE ne savent pas exactement si le Groupe spécial envisage la situation où la Clause d'habilitation "s'applique" parce que la mesure relève du paragraphe 2 a) mais où il n'a pas été satisfait

à l'obligation énoncée au paragraphe 3 c), ou bien la situation où la mesure ne relève pas du champ d'application de la Clause d'habilitation et est incompatible avec l'article I:1 du GATT.

79. En tout état de cause, les CE ne voient aucune base dans l'article XX permettant de faire valoir que des critères différents devraient s'appliquer à une mesure "relevant de la Clause d'habilitation". En vertu de l'article XX, les mêmes critères s'appliquent à toutes les mesures. En outre, les CE ne voient pas quelle pourrait être la justification de l'application de critères différents aux mesures "relevant de la Clause d'habilitation".

Question n° 24

Comment le régime concernant les drogues satisfait-il au critère de nécessité figurant à l'article XX b) du GATT de 1994, dans la mesure où il ne s'applique pas à tous les pays, notamment aux pays développés?

80. Pour répondre à cette question, il est utile de distinguer trois catégories de pays non visés par le régime concernant les drogues:

1) les pays développés;

2) les pays en développement qui bénéficient d'un traitement tarifaire plus favorable au titre d'autres arrangements unilatéraux (le régime spécial du SGP en faveur des PMA) ou bilatéraux (l'Accord de Cotonou et les accords de libre-échange conclus avec certains pays en développement). Ces pays peuvent ou non être gravement touchés par la production et le trafic de drogues;

3) les pays en développement qui ne bénéficient pas d'un traitement tarifaire plus favorable au titre d'un autre régime et qui ne sont pas inclus dans le régime concernant les drogues parce qu'ils ne sont pas gravement touchés par la production et le trafic de drogues.

81. S'agissant de la première catégorie, à la connaissance des CE aucun pays développé n'est aussi gravement touché par la production ou le trafic de drogues que les bénéficiaires. En tout état de cause, les pays développés ont suffisamment de ressources et n'ont pas besoin d'un appui des CE sous forme de préférences commerciales pour lutter efficacement contre la production et le trafic de drogues.

82. S'agissant de la deuxième catégorie, les CE seraient d'avis que certains de ces pays sont des pays gravement touchés par la production ou le trafic de drogues (par exemple l'Afghanistan ou le Laos). Toutefois, il serait superflu d'inclure ces pays dans le régime concernant les drogues parce qu'ils bénéficient déjà, de toute façon, d'un traitement tarifaire plus généreux.

83. Enfin, s'agissant de la troisième catégorie, les critères utilisés pour sélectionner les bénéficiaires du régime concernant les drogues garantissent que les pays en développement qui en sont exclus ne sont pas une source importante d'approvisionnement en drogues des CE et, en conséquence, ne représentent pas une menace grave pour la vie ou la santé de leur population.

84. La Colombie, le Pérou et la Bolivie sont la source de la quasi-totalité de la cocaïne consommée dans les CE, et les pays andins voisins ainsi que les pays d'Amérique centrale sont l'itinéraire principal suivi par les stupéfiants pour atteindre les CE. Le Pakistan, quant à lui, est un pays de transit pour l'héroïne et d'autres produits opiacés en provenance d'Afghanistan (l'un des pays les moins avancés) qui est, de loin, le principal pays producteur et la principale source d'approvisionnement des CE.

85. En revanche, ni l'Inde ni le Paraguay ne représentent une menace grave pour la situation sanitaire dans les CE. Leur production de drogues illicites est négligeable. Qui plus est, aucun d'entre eux n'est situé sur un itinéraire de transit. Dans le cas du Paraguay, les volumes saisis sont négligeables et, dans celui de l'Inde, modestes, compte tenu de la taille de sa population et de son économie. On considère que dans ces deux pays l'essentiel du trafic de drogues a trait à la consommation intérieure. (Voir ci-après la réponse à la question n° 14 du Groupe spécial aux CE.)

86. En tout état de cause, les CE considèrent que l'exclusion d'un pays donné relevant de la deuxième ou de la troisième catégorie du régime concernant les drogues ne fait pas partie de la "structure" et de la "conception" du régime mais de son "application".[40] Il faudrait donc l'examiner au regard du texte introductif de l'article XX et non pour déterminer si le régime concernant les drogues est "nécessaire" aux fins du paragraphe b) de cet article.

Question n° 25

Les préférences tarifaires accordées dans le cadre du régime concernant les drogues sont-elles la "mesure la moins restrictive pour le commerce" disponible pour atteindre l'objectif de la politique des CE en matière de santé? Compte tenu de la diversité des mesures appliquées par les nombreux signataires des trois conventions des Nations Unies contre le trafic illicite de drogues, pourquoi le régime concernant les drogues est-il la mesure disponible qui est la moins restrictive pour le commerce?

87. La question laisse entendre que les pays peuvent choisir entre des stratégies diverses pour lutter contre le problème de la drogue et que l'approche retenue par les CE n'est que l'une des nombreuses options possibles. Cette suggestion est incorrecte.

88. Les trois conventions des Nations Unies mentionnées dans la question doivent être lues en parallèle des nombreuses résolutions et autres textes adoptés par l'Assemblée générale et par les institutions et organes compétents des Nations Unies qui, au cours des 30 dernières années, ont arrêté une stratégie internationale globale et bien définie de lutte contre le problème de la drogue. Le régime concernant les drogues met en œuvre cette stratégie et, par conséquent, doit être estimé "nécessaire" aux fins de l'article XX b) du GATT.

89. Comme l'ont expliqué en détail les CE dans leur première communication[41], les Nations Unies ont décidé en de nombreuses occasions que la lutte contre les drogues devait être menée conformément au principe de la "responsabilité partagée" et nécessitait une "approche globale et équilibrée" incluant des actions visant à réduire à la fois la demande illicite et l'offre illicite. Ainsi, la suggestion du Paraguay, d'après laquelle les CE devraient se contenter de réguler la demande, n'est pas compatible avec la politique internationale bien établie en matière de lutte contre la drogue.[42]

90. Les Nations Unies ont également décidé que, pour réduire l'offre illicite de drogue, les pays concernés devaient adopter des mesures complètes, y compris non seulement l'élimination des cultures et le respect de l'application de la loi, mais également le lancement de nouvelles activités économiques. Les Nations Unies ont en outre recommandé que, pour soutenir ces autres activités, d'autres pays fournissent non seulement une aide financière mais également un accès aux marchés accru. Il y a quelques semaines à peine, les Ministres participant à la 46ème session de la Commission des stupéfiants, à Vienne, ont renouvelé cette recommandation:

[40] Première communication des CE, paragraphes 197 à 204 et 205 à 208.
[41] Première communication des CE, paragraphes 100 à 115.
[42] Déclaration orale du Paraguay, paragraphe 20.

> Conformément au principe de la responsabilité partagée, les États sont instamment priés d'ouvrir plus largement leurs marchés aux produits issus des programmes d'activités de substitution qui sont nécessaires pour créer des emplois et éliminer la pauvreté.[43]

91. Il serait pour le moins étrange qu'un Groupe spécial de l'OMC s'en remette au fait que d'autres pays ne s'acquittent pas de leur devoir, qui est de mettre en œuvre une politique que les Nations Unies les ont "exhortés" à appliquer, pour conclure que cette politique n'est pas nécessaire et que les CE n'ont pas respecté les obligations contractées dans le cadre de l'OMC.

92. De plus, les CE ont une responsabilité spéciale en ce qui concerne la mise en œuvre des recommandations des Nations Unies dans ce domaine. Avec les États-Unis, les CE sont le principal marché d'exportation des bénéficiaires. Il est peu probable que le fait pour un pays en développement, ou pour un pays développé ayant un marché de taille relativement restreinte, de ne pas accorder un accès préférentiel aux importations en provenance de, par exemple, la Colombie ait une grande incidence sur la lutte menée par la Colombie contre la production de drogues ou contre l'abus de ces dernières. En revanche, le fait pour les CE d'accorder ou non un accès aux marchés aux produits issus des autres activités de la Colombie revêt une importance cruciale pour la viabilité de ces activités à terme et, par conséquent, pour le succès de la lutte de la Colombie contre les drogues, de la politique communautaire en matière de santé ainsi que des politiques de santé des autres pays consommateurs de drogues. Il en va de même des États-Unis, qui accordent également des préférences en vue d'encourager d'autres activités dans certains des pays visés par le régime concernant les drogues.

93. Les recommandations des Nations Unies citées par les CE montrent clairement qu'il n'existe pas d'autre option que de fournir un accès accru aux marchés communautaires. La seule question dont est saisi le Groupe spécial est donc de savoir si cet accès peut être accordé d'une manière moins restrictive pour le commerce.

94. À cet égard, les CE renvoient le Groupe spécial aux arguments avancés aux paragraphes 194 à 196 de leur première communication, auxquels l'Inde n'a pas répondu.

95. De l'avis des CE, il n'existe pas d'autres solutions tout aussi efficaces pour fournir un accès aux marchés effectif aux produits en provenance des bénéficiaires. L'Inde a suggéré que les CE devraient accorder les mêmes préférences tarifaires à tous les pays en développement. Mais ce moyen serait bien moins efficace parce que les pays qui ne sont pas handicapés par le problème de la drogue se saisiraient de la plupart des possibilités commerciales supplémentaires créées par les préférences tarifaires.

Question n° 26

La Clause d'habilitation faisait-elle partie des résultats de l'équilibre global des engagements pris et des concessions accordées au cours des négociations du Tokyo Round? Si tel est le cas, ce fait a-t-il une incidence sur l'interprétation de cette clause?

96. Oui. Comme on l'a expliqué plus haut, les pays en développement n'ont pas été satisfaits par la Décision de 1971. La Clause d'habilitation doit être considérée comme une concession accordée par les pays développés aux pays en développement en échange des concessions consenties par les pays en développement dans d'autres domaines. La position de l'Inde d'après laquelle il n'existe pas de différence entre la Décision de 1971 et la Clause d'habilitation ne tient pas compte de ce fait.

[43] E/CN.7/2003/L.23/Rev.1, page 8, paragraphe 21 (pièce n° 18 des CE).

Question n° 27

Pourquoi les CE ont-elles demandé une dérogation pour le régime concernant les drogues? Pourquoi la dérogation n'a-t-elle pas été accordée?

97. Comme cela a été indiqué dans la demande de dérogation, cette dernière a été présentée pour des raisons de certitude juridique. La demande est toujours en cours d'examen.

Question n° 28

L'expression "sans réciprocité", qui figure dans la Décision de 1971 et qui est reprise à la note de bas de page 1 de la Décision de 1979, signifie-t-elle que le traitement tarifaire préférentiel devrait être accordé par les pays développés aux pays en développement sans condition? Pour quelles raisons?

98. La note de bas de page 3 n'interdit pas toutes sortes de "conditions", mais seulement les conditions de réciprocité. Comme on l'a expliqué[44], les conditions de réciprocité sont une catégorie spécifique de conditions qui suppose un échange mutuel d'avantages identiques ou similaires. Dans le contexte particulier d'un accord commercial tel que l'Accord sur l'OMC, le mot "réciproque" s'entend des conditions qui requièrent l'octroi de concessions commerciales équivalentes en compensation des avantages commerciaux reçus d'un autre Membre.

99. L'Inde ne fait pas valoir que le régime concernant les drogues est "sans réciprocité". De fait, cette allégation serait manifestement sans fondement, car il est évident que les bénéficiaires ne sont pas tenus d'accorder quelques concessions commerciales que ce soit aux CE. Par contre, l'Inde fait valoir que la Clause d'habilitation n'exempte pas les CE de l'application de la prescription énoncée à l'article I:1 du GATT, à savoir accorder les préférences "sans condition".[45] Ainsi, de manière implicite, l'Inde reconnaît qu'il existe une différence entre l'expression "sans condition" utilisée à l'article I:1 du GATT et l'expression "sans réciprocité" figurant à la note de bas de page 3.

100. Les CE ont démontré que la Clause d'habilitation exclut l'application de l'article I:1 du GATT et, par conséquent, que le paragraphe 2 a) n'est pas assujetti à la prescription "sans condition" de l'article I:1.[46] Les CE ont également montré que, en tout état de cause, le régime concernant les drogues n'est pas assorti de "condition" au sens de l'article I:1 du GATT, parce qu'il ne prescrit aucune sorte de compensation (qu'elle soit réciproque ou de tout autre type) des bénéficiaires.[47]

À l'Inde

Question n° 8

Comment comprenez-vous le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation? Ce paragraphe permet-il de concevoir et de modifier un SGP pour répondre aux besoins du développement de chacun des pays en développement? De quelle façon et dans quelle mesure?

[44] Première communication des CE, paragraphes 33 et 55. Déclaration orale du Costa Rica, paragraphe 19.

[45] Voir par exemple la première communication de l'Inde, paragraphes 51 et 58.

[46] Première communication des CE, paragraphes 32 à 35. Voir également la déclaration orale des États-Unis, paragraphe 10, et la communication de la Communauté andine en tant que tierce partie, paragraphe 43.

[47] Première communication des CE, paragraphes 36 à 56.

101. L'Inde fait valoir que le paragraphe 3 c) ne permet pas de prendre en compte les besoins de chacun des pays en développement, mais seulement les besoins de tous les pays en développement "en général".[48]

102. L'interprétation de l'Inde n'est pas étayée par le texte du paragraphe 3 c). L'expression "pays en voie de développement" n'est précédée d'aucun mot la qualifiant pouvant laisser entendre que seuls les besoins collectifs des pays en développement pris globalement doivent être pris en compte.[49]

103. La position de l'Inde repose sur une interprétation *a contrario* des paragraphes 5 et 6 de la Clause d'habilitation qui se réfèrent aux besoins de "chacun" des pays en voie de développement, pour l'un, et aux besoins "particuliers" des pays les moins avancés, pour l'autre.

104. Un raisonnement *a contrario* n'est cependant pas toujours fiable et ne devrait être utilisé qu'avec une prudence extrême. L'Organe d'appel a prévenu que "les silences peuvent avoir des significations différentes dans différents contextes et le silence n'est pas nécessairement opérant en soi".[50]

105. La Clause d'habilitation est loin d'être aussi cohérente que le laisse entendre l'Inde lorsqu'elle utilise les termes "chacun" et "particulier":

- la deuxième phrase du paragraphe 5, qui constitue le dispositif de cette disposition, n'emploie pas l'expression "de chacun des" pour qualifier "besoins du développement, des finances et du commerce";

- le paragraphe 8, qui énonce une obligation similaire à celle énoncée au paragraphe 6, n'emploie pas le mot "chacun" lorsqu'il se réfère "aux besoins du développement, des finances et du commerce" des pays les moins avancés.

106. À la différence du paragraphe 3 c), les paragraphes 5 et 6 ne portent pas sur le "traitement différencié et plus favorable" mais sur la "réciprocité". Dans le contexte des négociations commerciales bilatérales entre les pays développés et les pays en développement, il paraît tout à fait logique de spécifier que les besoins pertinents sont les besoins de "chacun" des pays en développement, et uniquement ces besoins individuels. Par ailleurs, dans le but de concevoir un SGP, il est raisonnable de prendre en compte tous les besoins pertinents, y compris les besoins propres de chaque pays, ainsi que ceux qui sont communs à tous les pays en développement ou à certaines sous-catégories d'entre eux.

---

[48] Déclaration orale de l'Inde, paragraphe 12.

[49] Le professeur Abdulqawi Yusuf a fourni l'interprétation du paragraphe 3 c) ci-après:

Les pays développés qui souhaitent accorder un traitement préférentiel aux pays en développement sont tenus de le faire d'une façon qui réponde de manière positive aux besoins du développement, des finances et du commerce de ces derniers. En outre, compte tenu de la nature évolutive de ces besoins, *et des divers degrés de développement des bénéficiaires*, les régimes préférentiels doivent être modifiés, si nécessaire, pour satisfaire aux diverses nécessités des pays en développement. En d'autres termes, *les circonstances particulières et le degré de développement de chaque pays doivent être pris en compte dans ces régimes*. [pas d'italique dans l'original] [notes de bas de page omises]

Abdulqawi Yusuf, Legal Aspects of Trade Preferences for Developing States, Marinus Nijhoff, 1982, page 91.

[50] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Certaines mesures affectant l'industrie automobile*, WT/DS139/AB/R, WT/DS142/AB/R, paragraphe 138. L'Organe d'appel a conclu que l'article 3.1 b) de l'*Accord SMC* interdit les subventions subordonnées "de fait" à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés, même si la disposition, à la différence de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC* au sujet des subventions à l'exportation, ne se réfère pas expressément à la subordination "de fait".

107. L'inde passe sous silence le fait que le paragraphe 3 c) s'applique également aux préférences en faveur des pays les moins avancés envisagées au paragraphe 2 d). Il va de soi que ces préférences doivent répondre aux besoins particuliers de ces pays. Pourtant, d'après l'interprétation donnée par l'Inde du paragraphe 3 c), les préférences en faveur des pays les moins avancés devraient également être conçues pour répondre aux besoins du développement, des finances et du commerce de tous les pays en développement "en général".

108. En outre, l'interprétation donnée par l'Inde enlèverait toute pertinence au paragraphe 3 c). Il est difficile de croire que le paragraphe 3 c) a été inclus dans la Clause d'habilitation avec pour seul objet de souligner l'évidence, à savoir que les préférences commerciales doivent répondre aux besoins des pays en développement qui en bénéficient, et non aux besoins des pays développés qui les accordent.

109. L'Inde fait valoir que son interprétation n'enlève pas sa pertinence au paragraphe 3 c) parce qu'"un schéma qui accorde des réductions tarifaires minimes ou exclut tous les secteurs d'exportation présentant un intérêt pour les pays en développement satisferait à la prescription de non-discrimination mais ne respecterait pas l'obligation de répondre de manière positive aux besoins des pays en développement".[51] Autrement dit, d'après l'Inde, par exemple, un Membre qui n'accorde aucune préférence pour les produits agricoles devrait ne pas être autorisé à accorder des préférences pour les produits industriels. Ou encore un Membre qui accorde une "petite" réduction tarifaire (disons une marge de 3 points de pourcentage) sur toutes les importations en provenance des pays en développement devrait être obligé de choisir entre octroyer une marge qui soit une "réponse" suffisante (par exemple 10 points de pourcentage) ou rien.

110. Les CE contestent cette interprétation du paragraphe 3 c). Les pays développés sont complètement libres de décider ou non d'appliquer un SGP. Dès lors, ils sont également libres de décider d'accorder ou non des préférences pour certains produits, ainsi que de choisir l'ampleur des réductions tarifaires qu'ils souhaitent octroyer. Le paragraphe 3 c) ne peut modifier ces prémisses fondamentales. Il ne peut être invoqué pour forcer les pays développés à accorder plus de préférences qu'ils ne le souhaitent. L'approche "tout ou rien" de l'Inde n'a pas de fondement dans la Clause d'habilitation, dissuaderait considérablement les pays donneurs et va de toute évidence à l'encontre de l'intérêt des pays en développement.

111. L'interprétation donnée par l'Inde du paragraphe 3 c) pourrait avoir aussi un autre résultat inique. Comme l'ont indiqué les États-Unis[52], d'après l'approche de l'Inde tout SGP devrait être administré sur la "base du plus petit dénominateur commun". En d'autres termes, un SGP ne pourrait être appliqué que dans la mesure où il répondrait aux besoins identiques des pays en développement. On aboutirait ainsi à des résultats inacceptables. Par exemple, un pays développé pourrait se voir interdire d'accorder des préférences pour le bois tropical au motif que ce produit ne présente pas un intérêt pour tous les pays en développement "en général".

Aux Communautés européennes

Question n° 1

Estimez-vous que l'article I:1 du GATT de 1994 n'est pas applicable dans les cas où la Clause d'habilitation est applicable? Ces deux dispositions s'excluent-elles complètement et mutuellement dans leur application?

[51] Déclaration orale de l'Inde, paragraphe 13.
[52] Déclaration orale des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphe 13.

112. Oui. De l'avis des CE, si une préférence relève des rubriques du paragraphe 2 de la Clause d'habilitation, l'article I:1 n'est alors pas du tout applicable. On le voit bien dans le libellé du premier paragraphe de la Clause d'habilitation, lequel autorise les Membres à accorder les préférences spécifiées au paragraphe 2 "[n]onobstant les dispositions de l'article I:1", et non "dans la mesure nécessaire", contrairement à la Décision de 1971 et aux autres dérogations.

Question n° 2

Dans quelle mesure, s'il y a lieu, le principe de la non-discrimination établi à l'article I:1 du GATT de 1994 s'applique-t-il aux schémas SGP visés par la Clause d'habilitation?

113. L'article I:1 du GATT n'établit pas "un principe de non-discrimination". En revanche, il énonce l'obligation d'accorder le traitement de la nation la plus favorisée aux importations de produits similaires originaires de tous les Membres eu égard à certains aspects, y compris les droits de douane.

114. Le critère de "non-discrimination" énoncé au paragraphe 2 a) est différent du critère NPF de l'article I:1 du GATT. Si les rédacteurs de la Clause d'habilitation avaient souhaité transposer le critère NPF de l'article I:1 au paragraphe 2 a), ils l'auraient fait de manière explicite. Or, ils ont choisi d'énoncer un critère différent en prévoyant que les préférences doivent être "sans ... discrimination". De plus, le paragraphe 2 a) ne fait aucune référence à la notion de "produits similaires".

115. L'expression "sans ... discrimination" doit être interprétée d'après son sens ordinaire, dans le contexte particulier de la Clause d'habilitation et à la lumière de l'objet et du but de cette dernière, lesquels diffèrent de ceux de l'article I:1 du GATT. L'article I:1 du GATT concerne l'octroi de conditions égales de concurrence aux importations de produits similaires originaires de tous les Membres. Par contre, la Clause d'habilitation vise à encourager le développement. Plus précisément, l'objet de la Clause d'habilitation, lequel est également l'un des objectifs fondamentaux énoncés dans le Préambule de l'Accord sur l'OMC, est de promouvoir le commerce de tous les pays en développement Membres proportionnellement aux nécessités de leur propre développement. Compte tenu de cet objectif, le traitement formellement différent des pays en développement n'enfreint pas le critère de "non-discrimination" prévu dans la Clause d'habilitation, qui prescrit qu'il est nécessaire d'accorder des possibilités de développement égales aux pays en développement dont les besoins du développement diffèrent.

Question n° 3

Du point de vue de la structure et de la fonction juridique, qu'est-ce qui distingue une exception d'un droit? Veuillez expliquer pourquoi, d'après vous (CE, paragraphe 15), la Clause d'habilitation serait un droit autonome et permanent. Qu'entendent exactement les CE par droit "autonome"? Fait-il partie du GATT de 1994? Quelles sont les répercussions de son caractère "autonome"?

116. La Clause d'habilitation est un "droit autonome" dans le sens où elle n'est pas une dérogation ou un manquement à l'obligation énoncée à l'article I:1 du GATT. Par contre, comme on l'a expliqué, la Clause d'habilitation énonce d'autres règles, qui coexistent, côte à côte et sur un pied d'égalité, avec celles qui sont applicables entre pays développés en vertu de l'article I:1 du GATT. Ce droit est "permanent" parce que, à la différence de la Décision de 1971, la Clause d'habilitation a été adoptée pour une période de temps non définie.

117. Comme cela a également été expliqué, la Clause d'habilitation fait partie intégrante du GATT de 1994. C'est l'une des principales expressions du principe de "traitement spécial et différencié" en faveur des pays en développement dans l'Accord sur l'OMC. Ce principe, quant à lui, est l'un des

principes fondamentaux de l'Accord sur l'OMC, ainsi qu'un principe reconnu du droit économique international.[53]

118. Comme cela a déjà été expliqué, le fait que la Clause d'habilitation est un "droit autonome", et non un "moyen de défense affirmatif", a deux répercussions importantes en l'espèce:

- premièrement, pour établir l'existence d'une violation de l'article I:1 du GATT, l'Inde doit tout d'abord établir que le régime concernant les drogues n'est pas visé par le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation;

- deuxièmement, en tant que partie plaignante, l'Inde a la charge de prouver que le régime concernant les drogues n'est pas visé par le paragraphe 2 a) et que, s'il l'était, il est incompatible avec le paragraphe 3 c).

Question n° 4

Souscrivez-vous à l'affirmation d'après laquelle "si la discrimination en faveur des pays en développement est autorisée, il ne devrait exister aucune discrimination entre ces derniers, sauf en faveur des pays les moins avancés (PMA)", que l'Inde a tirée du "User's Guide to the European Union's Scheme of Generalised Tariff Preferences – February 2003" (Inde, paragraphe 4; pièce n° 1 de l'Inde, page 3)? Estimez-vous que cette affirmation est une position officielle quant à l'interprétation de la Clause d'habilitation par les CE, dans la mesure où elle figure sur le site Web officiel de ces dernières? Dans l'affirmative, quel est le sens de "il ne devrait exister aucune discrimination entre [les pays en développement]"?

119. Ce Guide de l'utilisateur a simplement pour objet de fournir des orientations concrètes aux négociants pour les encourager à utiliser le SGP communautaire. Il ne s'agit pas d'une interprétation juridique officielle de la Clause d'habilitation par les CE.

120. L'affirmation d'après laquelle "il ne devrait exister aucune discrimination entre [les pays en développement]" se contente de réaffirmer la prescription figurant à la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation. La deuxième partie de cette affirmation peut être source de confusion dans la mesure où elle pourrait laisser entendre que les préférences spéciales accordées aux pays les moins avancés sont *per se* "discriminatoires". Ce n'est pas là la position officielle des CE.

Question n° 5

L'Inde laisse entendre qu'il n'aurait pas été nécessaire d'inclure l'exception prévue au paragraphe 2 d) de la Clause d'habilitation pour le traitement spécial des PMA si le paragraphe 2 a) de ladite clause permettait déjà un traitement sélectif des pays en développement (Inde, paragraphes 49 et 50). Souscrivez-vous à cette affirmation? Pour quelles raisons?

121. Pour commencer, le paragraphe 2 d) n'est pas une "exception" mais l'un des quatre types de mesures visées par le premier paragraphe.[54]

122. Le paragraphe 2 a) ne rend pas superflu le paragraphe 2 d). Tout d'abord, ce paragraphe porte exclusivement sur le traitement tarifaire, alors que le paragraphe 2 d) vise tout type de "traitement spécial", y compris donc les préférences autres que tarifaires. De plus, le paragraphe 2 d) s'applique dans le contexte de "toute mesure générale ou spécifique" en faveur des pays en développement, alors

[53] Voir par exemple A.A Fatouros, article intitulé "Developing States", dans Encyclopaedia of Public International Law, Max Planck Institute, 1992, volume I, 1017, page 1022.

[54] Première communication écrite des CE, paragraphe 29.

que les préférences envisagées au paragraphe 2 a) doivent faire partie d'un Système généralisé de préférences.[55]

Question n° 6

Veuillez donner votre avis sur les questions ci-après concernant le sens de la Clause d'habilitation, sur la base du paragraphe 9 de la déclaration orale du Paraguay. Est-il correct de dire que, au titre de la Clause d'habilitation, les pays développés ne sont pas tenus d'accorder des préférences tarifaires?

123. Oui.

Est-il également correct de dire que toute préférence accordée ne vise que les produits et les pays en développement spécifiquement choisis par le pays développé?

124. Les pays donneurs sont libres de choisir les produits pour lesquels ils accordent des préférences.

125. Les bénéficiaires des préférences doivent être désignés conformément aux prescriptions de la Clause d'habilitation, y compris celles de la note de bas de page 3.

Les pays développés sont-ils libres d'exclure des pays en développement des bénéficiaires de leurs schémas SGP en vertu du principe de la gradation?

126. Les pays développés peuvent exclure des pays en développement en vertu du principe de la gradation conformément aux prescriptions de la Clause d'habilitation, y compris celles de la note de bas de page 3.

Question n° 7

Comment entendez-vous l'expression "sans réciprocité" à la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation? Est-il admissible de fixer des conditions pour l'octroi des schémas SGP au titre de la Clause d'habilitation? Toute condition attachée aux schémas SGP ne serait-elle pas contraire à la prescription de non-réciprocité énoncée dans la note de bas de page 3?

127. Voir la réponse donnée à la question n° 28 du Groupe spécial aux deux parties.

Question n° 8

Les pays bénéficiaires doivent-ils satisfaire à quelques conditions que ce soit pour bénéficier du régime concernant les drogues?

128. Comme elles l'ont expliqué, les CE considèrent que la Clause d'habilitation exclut l'application de l'article I:1 du GATT, y compris de la prescription "sans condition". Par contre, la Clause d'habilitation prévoit que les préférences doivent être "sans réciprocité". Il convient de répéter que l'Inde n'a pas fait valoir que le régime concernant les drogues était "réciproque". En tout état de cause, les CE ont démontré que le régime concernant les drogues n'était pas assujetti à une quelconque "condition" au sens de l'article I:1 du GATT, à savoir une condition obligeant les bénéficiaires d'accorder une certaine forme de compensation.[56]

[55] Première communication écrite des CE, paragraphe 30. Le même argument a été présenté par la Communauté andine dans sa déclaration orale, paragraphes 7 à 9.

[56] *Ibid*.

Question n° 9

Les conditions mentionnées à l'article 26.1 d) du Règlement (CE) n° 2501/2001 du Conseil sont-elles applicables aux pays bénéficiaires relevant du régime concernant les drogues?

129. L'article 26.1 d) s'applique à toutes les préférences accordées au titre du SGP communautaire, y compris le régime concernant les drogues. L'Inde n'a présenté aucune allégation au titre de l'article 26.1 d), qui n'entre donc pas dans le mandat du Groupe spécial.

130. En outre, l'article 26 autorise, mais n'oblige pas, les autorités communautaires à retirer les préférences dans les circonstances qui y sont énumérées.[57] Les autorités communautaires jouissent d'un pouvoir discrétionnaire considérable pour décider de retirer ou non les préférences. Dans la pratique, ce pouvoir discrétionnaire est exercé avec beaucoup de modération. Ainsi, depuis que la possibilité de retirer des préférences commerciales a été introduite dans le règlement SGP, les autorités communautaires n'ont pris qu'une seule fois la décision de suspension, pour les importations en provenance du Myanmar. (La décision repose sur l'alinéa a) de l'article 26.1, qui concerne l'esclavage et le travail forcé tels que définis dans les conventions de l'OIT.)

131. Les CE considèrent que les prescriptions de l'article 26.1 d) ne sont pas des "conditions" au sens de l'article I:1 du GATT parce qu'elles n'équivalent pas à une forme de compensation. En tout état de cause, les CE estiment que la Clause d'habilitation exclut l'application de l'article I:1 du GATT.

Ces conditions satisferaient-elles à la prescription de non-réciprocité énoncée dans la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation?

132. Oui. L'article 26.1 d) ne prescrit pas de fournir une compensation sous forme de concessions commerciales. En tout état de cause, l'article 26.1 d) ne relève pas du mandat du Groupe spécial. En outre, même s'il en faisait partie, l'Inde n'a pas fait valoir que le régime concernant les drogues est "sans réciprocité".

La réalisation des objectifs de la politique communautaire en matière de santé est-elle favorisée par le fait que les pays bénéficiaires sont tenus de satisfaire à certaines conditions au titre de l'article 26.1 d)?

133. Comme cela a été expliqué, les prescriptions de l'article 26.1 d) ne sont pas des "conditions". En vertu des conventions des Nations Unies auxquelles la plupart des États sont parties, les pays exportateurs sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher l'exportation de drogues illicites .[58] Le respect de la mise en œuvre de ces conventions contribue, entre autres, aux objectifs de la politique de santé communautaire.

Question n° 10

Les CE pourraient-elles indiquer comment leur régime concernant les drogues est ouvert à tous les pays en développement? Veuillez décrire le processus de sélection. Ce processus de sélection est-il porté à la connaissance de tous les bénéficiaires éventuels? De quelle manière? Des critères d'admissibilité ou des procédures d'application ont-ils été publiés?

[57] Voir les articles 26.1 ("Les régimes préférentiels prévus par le présent règlement peuvent être retirés temporairement ...") et 31.1 ("La Commission, après information du Comité, *peut* suspendre les régimes préférentiels ...").

[58] Première communication des CE, paragraphes 172 à 175.

134. Le régime concernant les drogues fait partie du régime SGP communautaire et, en tant que tel, peut s'appliquer potentiellement à tout pays ou territoire en développement cité à l'annexe I du Règlement.

135. Les avantages du régime concernant les drogues sont accordés à tout pays en développement qui est considéré comme étant suffisamment touché par le problème de la drogue et qui ne bénéficie pas déjà d'un traitement tarifaire favorable au titre d'un autre régime SGP ou d'un accord bilatéral tel que l'Accord de Cotonou ou les accords relatifs aux zones de libre-échange conclus par les CE avec certains pays en développement (Mexique, Chili, Maroc, Algérie, Tunisie, Égypte, Liban, Autorité palestinienne et Afrique du Sud).

136. Étant donné qu'aucune demande n'est requise, il n'est pas nécessaire de publier les critères d'admissibilité pertinents.

137. L'Inde tente de démontrer que le régime concernant les drogues est "discriminatoire" en opposant les procédures de demande relatives au régime concernant les drogues à celles relatives à l'application des régimes d'encouragement en matières sociale et environnementale.[59] Cette comparaison est cependant dénuée de pertinence parce qu'elle ne tient pas compte du fait qu'il existe des divergences substantielles entre ces régimes.

138. Pour bénéficier des régimes d'encouragement en matière sociale ou environnementale, un pays en développement doit appliquer certaines normes convenues à l'échelle internationale.[60] Tout pays en développement est à même d'appliquer ces normes et, par conséquent, de devenir un bénéficiaire. Il est donc nécessaire de prévoir dans le Règlement SGP une procédure de demande et d'y énoncer les critères d'admissibilité.

139. Par contre, le régime concernant les drogues est accordé aux pays en développement qui se trouvent dans une certaine situation factuelle. Il n'est rien que puisse faire un Membre qui n'est pas gravement touché par le problème de la drogue pour pouvoir être admis à bénéficier des préférences. Il n'est donc pas nécessaire d'énoncer une procédure de demande et de spécifier des critères d'admissibilité. À cet égard, le régime concernant les drogues est similaire au régime spécial en faveur des PMA.[61] Ce dernier ne fournit pas un encouragement aux PMA pour mettre en œuvre certaines politiques. Par contre, tout comme le régime concernant les drogues, il est fondé sur l'état du développement de ces pays. Les CE accordent le régime spécial en faveur des PMA à tout pays qui est réputé être un PMA. Pour cette raison, le Règlement SGP n'énonce pas de critères d'admissibilité pour les PMA et ne prévoit pas la possibilité de requérir un tel statut.

Question n° 11

Existe-t-il une possibilité pour les pays en développement de demander à bénéficier du régime concernant les drogues?

140. Tout pays en développement peut demander à bénéficier du régime concernant les drogues. Mais, comme cela a été expliqué, une telle demande n'est pas requise. Les autorités communautaires en feront bénéficier tout pays en développement qui est considéré comme satisfaisant aux critères, qu'il en ait ou non fait la demande.

141. Les CE rappellent que le régime concernant les drogues a été au départ introduit en 1990 en faveur de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur et du Pérou. En 1991, les préférences ont été

[59] Déclaration orale de l'Inde, paragraphe 25.
[60] Voir les articles 14.2 et 21.2 du Règlement SGP.
[61] Voir l'article 9 du Règlement SGP.

étendues au Costa Rica, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua et à El Salvador ainsi qu'au Panama. En 1994, le Venezuela a été ajouté à la liste des bénéficiaires. Enfin, en 2001, le Pakistan a été inclus dans la liste des bénéficiaires de ce régime. Ainsi donc, le régime concernant les drogues n'est pas une "liste fermée" mais est au contraire potentiellement ouvert à tous les pays en développement confrontés à de graves problèmes de développement liés à la drogue.

Question n° 12

Les CE effectuent-elles une enquête à l'échelle du monde sur tous les pays qui participent à la production ou au trafic de drogues afin de désigner les bénéficiaires? Veuillez indiquer tous les documents pertinents servant à mener une telle enquête. Les CE ont-elles appliqué un seuil qualitatif et/ou quantitatif pour désigner les 12 bénéficiaires du régime concernant les drogues? Dans l'affirmative, lequel?

142. Les autorités communautaires surveillent régulièrement la situation dans tous les pays en développement en ce qui concerne le problème de la drogue.

143. Chaque règlement SGP a une durée limitée (généralement quatre ans). Avant l'entrée en vigueur d'un nouveau règlement SGP, les autorités communautaires évaluent quels sont les pays susceptibles de bénéficier du régime concernant les drogues (c'est-à-dire ceux qui ne bénéficient pas déjà d'un traitement tarifaire plus favorable en tant que PMA ou au titre d'accords bilatéraux) afin de décider lesquels d'entre eux devraient être visés par ce régime.

144. À cette fin, les autorités communautaires s'en remettent essentiellement aux renseignements mis à la disposition du public par les organisations et organes internationaux compétents, par exemple l'*Office des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime* et l'*Organe international de contrôle des stupéfiants*. Les principales publications de ces entités ont été citées dans la première communication des CE et peuvent être fournies sur demande. En outre, les autorités communautaires prennent en compte les rapports des délégations de la Commission des CE dans les pays concernés.

145. Les autorités communautaires n'appliquent pas de "seuil" quantitatif ou qualitatif quel qu'il soit. La désignation repose sur une évaluation globale de la situation dans les pays concernés.

Question n° 13

Veuillez préciser les éléments qui constituent les "critères objectifs" sur lesquels se fondent les CE pour choisir les pays bénéficiaires du régime concernant les drogues.

146. La désignation des pays bénéficiaires se fait sur la base d'une évaluation globale de l'acuité du problème de la drogue dans chaque pays en développement.

147. Les autorités communautaires prennent tout d'abord en compte les données statistiques concernant le volume de drogues produites et saisies. La deuxième de ces deux quantités est considérée comme étant l'indication la plus fiable sur l'ampleur du trafic. Cette analyse statistique permet de recenser les pays qui, *prima facie*, sont le plus touchés par le problème de la drogue.

148. Ultérieurement, les autorités communautaires affinent la sélection en effectuant un bilan des effets du problème de la drogue dans chaque pays. Elles prennent en compte tous les effets qui ont été décrits en détail dans la première communication des CE (paragraphes 86 à 99) et en particulier l'impact sur la situation économique, la société civile, les institutions politiques, la situation sanitaire et l'environnement.

Question n° 14

Dans quelle mesure les problèmes liés aux drogues des pays cités dans le "Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 2002" (pièce n° 5 des CE, partie manquante dans le document fourni) sont-ils plus graves que ceux rencontrés dans les 12 pays bénéficiaires désignés dans le régime concernant les drogues? L'exclusion d'autres pays cités dans le rapport repose-t-elle sur des critères objectifs? Dans l'affirmative, quels sont ces critères?

149. Les CE aimeraient tout d'abord rappeler que c'est à l'Inde, en tant que partie plaignante, qu'il revient d'apporter la charge de la preuve et donc de montrer que la sélection des pays bénéficiaires est discriminatoire. Or, les CE notent que, jusqu'à présent, l'Inde n'a pas fourni le moindre élément de preuve, ni même le moindre argument, à cet effet.

150. Les CE aimeraient en outre rappeler l'observation de l'Organe d'appel dans l'affaire *Japon - Produits agricoles II*, à savoir:

> Un groupe spécial est habilité à demander des renseignements et des avis à des experts et à toute autre source pertinente qu'il choisit, conformément à l'article 13 du Mémorandum d'accord et, dans une affaire SPS, à l'article 11:2 de l'*Accord SPS*, pour l'aider à comprendre et à évaluer les preuves présentées et les arguments avancés par les parties, mais pas pour plaider la cause d'une partie plaignante.[62]

151. Les CE feront néanmoins de leur mieux pour répondre à la question du Groupe spécial. Le rapport de l'OICS mentionne de nombreux pays (y compris nombre de pays développés et de pays en développement qui bénéficient d'un traitement tarifaire plus favorable au titre d'autres régimes unilatéraux ou bilatéraux), pour des raisons très diverses, qui ne sont pas toutes pertinentes en l'espèce (par exemple le trafic de substances psychotropes, la conclusion d'accords de coopération, etc.).

152. Les CE ont néanmoins cru comprendre au cours des discussions de la première audience que le Groupe spécial s'intéressait en particulier à trois pays: la Thaïlande, les Philippines et l'Indonésie. Les CE aborderont successivement ci-après la situation de chacun de ces pays. Elles aimeraient toutefois souligner qu'elles sont prêtes à répondre à toutes les questions supplémentaires concernant d'autres pays que le Groupe spécial pourrait juger nécessaire de poser.

153. La Thaïlande n'a pas été incluse dans le régime concernant les drogues étant donné que sa production d'opium depuis 1994 ne représentait en moyenne qu'environ 5 tonnes par an, contre 2 700 tonnes par an en moyenne pour l'Afghanistan. L'OICS a conclu:

> La Thaïlande, qui continue de mettre en œuvre des programmes de développement des régions montagneuses et à prendre des mesures de réduction des cultures illicites [du pavot à opium] n'est plus une principale source d'opium ni d'héroïne.[63]

154. Les chiffres concernant les saisies en Thaïlande étaient également relativement modestes, la moyenne annuelle se situant à 1 235 kg d'opium et 456 kg d'héroïne entre 1995 et 2000 (contre des volumes moyens saisis au cours de la même période de 25 900 kg d'opium et de 6 770 kg d'héroïne par an au Pakistan).[64]

---

[62] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Mesures visant les produits importés*, WT/DS76/AB/R, paragraphe 129.

[63] Rapport de l'OICS, paragraphe 355.

[64] *Ibid.*, pages 49, 85 et 101.

155. Quant aux Philippines et à l'Indonésie, d'après les statistiques des Nations Unies, ni l'un ni l'autre de ces pays ne produit d'opium ou de coca. En ce qui concerne le trafic de stupéfiants, les Philippines n'ont fait état d'aucune saisie d'opium et n'ont saisi en moyenne que 1,05 kg d'héroïne entre 1995 et 2000. L'Indonésie, quant à elle, qui compte 212 millions d'habitants (ce qui la place au quatrième rang des pays les plus peuplés du monde) a saisi entre 1995 et 2000 540 grammes d'opium et 14,61 kg d'héroïne en moyenne par an.[65]

Tableau 1: Saisies d'opium (en kg)[66]

	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Pakistan	109 420	7 423	7 300	5 022	16 320	8 867
Thaïlande	927	381	1 151	1 631	422	1 592
Philippines	Non indiqué					
Indonésie	0,03	0,03	Non indiqué	0,03	3,097	0,034

Tableau 2: Saisies d'héroïne (en kg)[67]

	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Pakistan	10 760	5 872	6 156	3 363	4 974	9 492
Thaïlande	518	598	323	508	405	386
Philippines	Non indiqué	1,5	3	1,7	0,022	Non indiqué
Indonésie	1,7	1,7	20,4	27,8	14	22,7

Question n° 15

Sur la base de quels "critères objectifs" les CE ont-elles exclu l'Inde et le Paraguay de leur liste de bénéficiaires du régime concernant les drogues?

Inde

156. Les rapports de l'Office pour le contrôle des drogues et la prévention du crime n'indiquent aucune production illicite d'opium ou de coca en Inde. En ce qui concerne le trafic de drogues, l'Inde a indiqué avoir saisi entre 1995 et 2000 2 306 kg d'opium et 1 167 kg d'héroïne en moyenne par an. Les chiffres correspondant pour le Pakistan, qui est bien moins peuplé, sont de 27 500 kg et de 6 770 kg. Le volume de coca saisi en Inde est négligeable.[68]

Tableau 4: Saisies d'héroïne (en kg)[69]

	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Inde	1 681	1 257	1 332	655	839	1 240
Pakistan	10 760	5 872	6 156	3 363	4 974	9 492

[65] *Ibid.*, pages 85 et 101.
[66] *Ibid.*, page 85.
[67] *Ibid.*, page 101.
[68] *Ibid.*, page 102.
[69] *Ibid.*, pages 101 et 102.

Tableau 5: Saisies d'opium (en kg)[70]

	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Inde	1 349	2 867	3 316	2 031	1 588	2 684
Pakistan	109 420	7 423	7 300	5 022	16 320	8 867

157. Les chiffres ci-dessus sont encore plus négligeables si on les compare à la taille de la population et de l'économie indienne. En outre, le trafic de drogues n'a pas eu d'incidence notable sur la stabilité politique du pays. On considère que l'Inde est la plus grande démocratie au monde, ce qui garantit une stabilité politique intérieure considérable.

158. Pour les raisons susmentionnées, on considère que l'Inde n'a pas de problème de développement lié à la drogue comparable à ceux des pays bénéficiaires.

Paraguay

159. L'Office des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime n'a pas mentionné de production de coca ou d'opium au Paraguay. Il n'y a pas eu non plus de saisie d'opium ou d'héroïne dans ce pays.

160. Le Paraguay n'a fait état que de modestes saisies de cocaïne (de 1995 à 2000, 99,4 kg en moyenne par an contre 83 049,7 kg pour la Colombie). De plus, à la différence des pays d'Amérique centrale, le Paraguay n'est pas un itinéraire majeur de transit pour la cocaïne. En 2000, le volume des saisies de cocaïne était inférieur à 25 pour cent de celui d'El Salvador, qui enregistrait pour cette année-là le chiffre le plus faible de tous les pays d'Amérique centrale. L'*Organisation des États américains*, dans son "Résumé statistique sur les drogues, 2001", ventile les saisies de cocaïne par pays pour l'Amérique du Sud en 2000. Le Paraguay représentait zéro pour cent de toutes les saisies.[71]

Tableau 5: Saisies de cocaïne (en kg)[72]

Colombie	59 030	45 779	42 044	107 480	63 945	110 428
Bolivie	8 497	8 305	13 689	10 102	7 707	5 559
Pérou	22 661	19 695	8 796	9 937	11 307	11 848
Venezuela	6 650	5 906	16 741	8 159	12 149	14 771
Équateur	4 284	9 534	3 697	3 854	10 162	3 308
Paraguay	59	47	77	222	95	96

Question n° 16

Comment les CE répondent-elles à l'argument de l'Inde (Inde, paragraphe 62) selon lequel le régime concernant les drogues entraîne simplement un déplacement des possibilités d'accès aux marchés des pays exclus vers les pays bénéficiaires sélectionnés? S'il existe un tel déplacement des possibilités d'accès aux marchés, de quelle manière les CE répondent-elles aux besoins du développement des pays en développement, comme le prescrit le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation?

[70] *Ibid.*, page 85.
[71] Organisation des États américains, Résumé statistique sur les drogues, 2001, page 30.
[72] Office des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime, Tendances mondiales des drogues illicites, 2002, page 121.

161. Il n'est pas vrai que le régime concernant les drogues "entraîne simplement un déplacement des possibilités d'accès aux marchés des pays exclus vers les pays bénéficiaires sélectionnés". Le régime concernant les drogues vise des "produits sensibles", à savoir des produits pour lesquels le secteur communautaire est particulièrement vulnérable à la concurrence des importations. En accordant des préférences pour ces produits, le régime concernant les drogues crée de nouvelles possibilités de débouchés, aux dépens de la branche de production communautaire.

162. En tout état de cause, l'argument mentionné dans la question n'a pas été soulevé par l'Inde par rapport au paragraphe 3 c) mais par rapport à la prescription de la note de bas de page 3, d'après laquelle les préférences doivent être "avantageuses pour les pays en développement". Les CE ont abordé cette allégation en détail aux paragraphes 141 à 152 de leur première communication.

Question n° 17

En vue de fixer des critères objectifs pour un schéma SGP, reconnaissez-vous que, conformément au paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation, un pays accordant des préférences ne doit prendre en compte que les besoins du développement, des finances et du commerce des pays en développement et aucun autre type d'objectif? Veuillez préciser.

163. Le paragraphe 3 c) dit que les préférences doivent répondre aux besoins du développement, des finances et du commerce des pays en développement et non qu'elles doivent répondre *uniquement* à ces besoins. Les pays donneurs peuvent prendre en compte également d'autres considérations, dans la mesure où ils ne vont pas à l'encontre de l'objectif énoncé au paragraphe 3 c).

164. Par ailleurs, en répondant aux besoins des pays en développement, les pays donneurs peuvent réaliser un objectif qui est également dans leur intérêt ou même dans celui de la communauté internationale dans son ensemble. Ainsi, en l'espèce, en répondant aux besoins du développement des pays touchés par le problème de la drogue, les CE atteignent simultanément l'objectif de leur politique de santé qui consiste à limiter l'offre de drogues au sein des CE. Il serait absurde de considérer qu'une mesure qui répond pleinement aux besoins du développement des pays en développement est néanmoins incompatible avec le paragraphe 3 c) au seul motif qu'elle a aussi un effet bénéfique pour le pays donneur ou la communauté internationale. De fait, en raisonnant ainsi, toutes les préférences seraient contraires au paragraphe 3 c) parce que le développement des pays en développement est avantageux pour tous les Membres de l'OMC (par exemple sous forme de débouchés plus nombreux pour les exportations des pays développés).

Question n° 18

Dans la mesure où le régime concernant les drogues répond uniquement aux besoins du développement causés par la production et le trafic de drogues, mais ne répond pas aux besoins du développement résultant d'autres problèmes, par exemple la pauvreté, un faible PNB par habitant, la malnutrition, l'analphabétisme et les catastrophes naturelles, en quoi ce programme des CE satisfait-il à l'obligation de non-discrimination énoncée dans la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation?

165. Un faible PNB par habitant, la malnutrition et l'analphabétisme sont déjà pris en compte dans la définition des PMA des Nations Unies, qui est utilisée par les CE aux fins des régimes spéciaux accordés dans le cadre de son SGP en faveur des PMA. La pauvreté dépend d'autres critères qui sont également pris en compte dans la définition des PMA. Il aurait donc été superflu d'inclure également ces critères dans le régime concernant les drogues.

166. Les catastrophes naturelles sont un facteur conjoncturel qui, à première vue, ne semble pas nécessiter l'octroi de préférences commerciales spéciales. La réponse appropriée consiste à fournir une aide humanitaire et une assistance financière.

167. En tout état de cause, les CE considèrent que le seul fait pour le régime concernant les drogues de ne pas prendre en compte d'autres critères éventuels justifiant l'octroi de préférences spéciales n'en ferait pas un régime "discriminatoire". Le paragraphe 3 c) ne dispose pas que chaque préférence doit répondre dans le même temps aux besoins du développement de chacun des pays en développement. De fait, il s'agirait là d'une impossibilité logique. Par contre, c'est le système de préférences dans son ensemble qui doit répondre aux besoins individuels de tous les pays en développement.

168. L'objectif énoncé au paragraphe 3 c) ne peut être abordé qu'en appliquant des critères de "gradation" horizontaux ou en établissant des régimes différents qui prennent en compte les besoins du développement différents des diverses sous-catégories de pays en développement. Si l'Inde considère qu'elle a des besoins de développement spéciaux qui ne sont pas suffisamment pris en compte au titre de l'un quelconque des régimes existants, elle aurait dû présenter une allégation au titre du paragraphe 3 c) d'après laquelle les CE n'auraient pas établi les régimes nécessaires pour répondre à de tels besoins, au lieu de déposer une plainte voulant que le régime concernant les drogues soit discriminatoire.

Question n° 19

Étant donné que les CE n'accordent pas de préférences tarifaires similaires à tous les pays en développement touchés par la drogue, ni à aucun pays développé, en quoi le régime concernant les drogues est-il conforme aux prescriptions du texte introductif de l'article XX du GATT de 1994?

169. Le régime concernant les drogues entend inclure tous les pays en développement que les CE considèrent comme étant particulièrement touchés par la production et le trafic de drogues, à la seule exception de ceux qui bénéficient déjà d'un accès plus généreux au titre d'autres régimes unilatéraux ou bilatéraux. L'Inde n'a fourni aucun argument ou élément de preuve montrant qu'elle, ou tout autre pays en développement, est touchée de façon similaire par la production ou le trafic de drogues et a été exclue de manière injustifiée du régime concernant les drogues.

170. Le fait d'exclure du régime concernant les drogues des pays en développement déjà visés par d'autres régimes tarifaires n'établit pas une discrimination à l'égard de ces pays, qui bénéficient en fait d'un traitement plus favorable que les pays relevant du régime concernant les drogues.

171. Les CE considèrent que l'exclusion des pays développés du régime concernant les drogues fait partie de la "structure" et de la "conception" de ce régime, et non pas de son "application". En supposant qu'il faille l'examiner au regard du texte introductif de l'article XX, les CE diraient que les conditions existant dans les pays développés diffèrent de celles qui existent dans les pays en développement, dans la mesure où les premiers ont les ressources nécessaires pour lutter contre la production et le trafic de drogues et n'ont pas besoin de l'aide des CE sous forme de préférences commerciales. En outre, à la connaissance des CE aucun pays développé n'est aussi gravement touché par le problème de la drogue que les bénéficiaires.

Question n° 20

En dépit de l'existence de nombreuses mesures appliquées pour mettre fin à l'abus de drogues, lesquelles sont décrites dans les conventions internationales pertinentes (par exemple la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, telle que modifiée par le Protocole de 1972, et la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes

de 1988) ainsi que dans le rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 2002, les CE considèrent-elles que le régime concernant les drogues est la mesure la moins restrictive pour le commerce dont elles disposent pour atteindre l'objectif de leur politique de santé consistant à protéger la santé de leurs citoyens?

172. Voir ci-dessus la réponse à la question n° 25 du Groupe spécial aux deux parties. Voir également les paragraphes 194 à 196 de la première communication des CE.

Question n° 21

Étant donné que la Décision de 1971 et la Clause d'habilitation ont été négociées par les pays en développement par le biais du Groupe des 77, pourrait-on dire que les pays en développement s'attendaient tous à tirer des avantages équivalents d'un SGP?

173. Les CE ne savent pas si par "équivalent" le Groupe spécial entend "les mêmes" ou différents mais de valeur équivalente compte tenu des besoins respectifs du développement de chaque pays. En tout état de cause, les CE considèrent qu'il serait inapproprié d'attacher la moindre conséquence juridique au fait que la Décision de 1971 et la Clause d'habilitation ont été négociées par le biais du Groupe des 77.

Question n° 22

Veuillez expliquer pourquoi les CE considèrent (CE, paragraphe 40) que l'affaire Belgique - Allocations familiales n'est pas pertinente pour l'interprétation de l'expression "sans condition"?

174. Comme l'a indiqué l'Inde[73], l'article I:1 du GATT impose deux obligations distinctes: premièrement, d'accorder le traitement NPF à toutes les importations de produits similaires originaires de tous les autres Membres; et, deuxièmement, de le faire "sans condition". Les CE font valoir que l'affaire *Belgique - Allocations familiales* concerne la première de ces deux obligations, et non la seconde.

175. Pour les raisons expliquées dans la première communication des CE[74], le fait qu'un pays a ou n'a pas mis en place un certain régime d'allocations familiales n'est pas une "condition" au sens de l'article I:1 du GATT, parce que cette prescription ne prévoit aucune compensation du pays qui accorde le traitement NPF.

176. Toutefois, cela ne revient pas à dire que les mesures en cause dans l'affaire *Belgique - Allocations familiales* étaient compatibles avec l'article I:1. Au contraire, la position des CE est que ces mesures constituaient une violation de la première obligation imposée par l'article I:1, parce que le fait qu'un pays ait mis en place un certain régime d'allocations familiales ne rend pas les produits originaires de ce pays "non similaires" aux produits originaires d'un autre pays qui ne dispose pas du même régime d'allocations familiales.

[73] Première communication de l'Inde, paragraphe 51.
[74] Première communication des CE, paragraphes 49 à 56.

ANNEXE B-3

Réponses des Communautés européennes aux questions de l'Inde
après la première réunion du Groupe spécial

Question n° 1

Au paragraphe 19 de leur communication, les Communautés européennes (les "CE") affirment que la Clause d'habilitation est un "droit autonome" et qu'il y a donc lieu d'établir que le régime concernant les drogues est exclu du champ d'application de la Clause d'habilitation en tant que condition préalable pour dénoncer une violation de l'article I:1 du GATT. Est-ce là une condition préalable pour dénoncer une violation de l'article I:1 du GATT eu égard à n'importe quelle mesure? Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser les catégories de mesures auxquelles s'applique cette condition préalable.

1. C'est bien le cas. Pour établir qu'il y a violation de l'article I:1 du GATT, la partie plaignante doit établir que la mesure contestée relève de cette disposition, et non de la Clause d'habilitation.

2. Cela n'a rien d'extraordinaire. C'est toujours à la partie plaignante qu'il incombe de démontrer que la mesure contestée relève de la disposition qu'elle invoque et non d'une autre, s'agissant de deux dispositions s'excluant mutuellement. Il appartient par exemple à la partie plaignante de démontrer:

- qu'une restriction à l'importation relève de l'article XI:1 du GATT, et non de l'article III:4;
- qu'un droit d'importation relève de l'article II du GATT, et non de l'article VI;
- qu'un règlement technique relève de l'Accord OTC et non de l'Accord SPS.

Question n° 2

Les CE contestent-elles l'allégation de l'Inde selon laquelle elles contreviennent à l'article I:1 du GATT puisqu'elles n'accordent pas le bénéfice des préférences tarifaires prévues dans le cadre du régime concernant les drogues aux produits similaires originaires du territoire de tous les autres Membres (paragraphe 36 de la première communication de l'Inde)?

3. La position des CE est que le régime concernant les drogues relève du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation et n'est donc pas visé par les dispositions de l'article I:1 du GATT.

Question n° 3

Les CE interprètent-elles l'expression "sans condition" contenue à l'article I:1 du GATT comme signifiant que l'octroi d'avantages n'est interdit que sous réserve d'un événement futur ou incertain (paragraphe 45 de la première communication des CE)?

4. De l'avis des CE, au sens de l'article I:1 l'expression "sans condition" se rapporte aux conditions qui nécessiteraient qu'un Membre offre une compensation sous une forme ou sous une autre en échange du traitement NPF dont il bénéficie de la part d'un autre Membre. Voir première communication des CE, paragraphes 49 à 56.

Question n° 4

Les CE affirment que la désignation des pays qui bénéficient du régime concernant les drogues se fait conformément à des critères objectifs. Ces critères sont-ils énoncés dans le Règlement? Sont-ils énoncés dans un autre document accessible au public?

5. Les critères ne sont pas énoncés dans le Règlement relatif au schéma SGP. Ils ne sont pas contenus dans un document accessible au public. Voir la réponse des CE à la question n° 10 posée par le Groupe spécial aux CE.

Question n° 5

Quels sont les critères objectifs que l'Inde devrait remplir pour être désignée en tant que pays bénéficiaire du régime concernant les drogues?

6. Voir la réponse des CE à la question n° 13 posée par le Groupe spécial aux CE.

Question n° 6

Quelles sont les procédures qui régissent la désignation d'un pays en tant que bénéficiaire du régime concernant les drogues?

7. Voir la réponse des CE à la question n° 10 posée par le Groupe spécial aux CE.

Question n° 7

Faut-il demander le statut de pays bénéficiaire ou les CE procèdent-elles de leur propre chef à l'évaluation (s'il en est)?

8. Il n'est pas nécessaire de présenter une demande. Les CE admettent au bénéfice du régime concernant les drogues tout pays en développement dont il est constaté qu'il satisfait aux critères requis.

Question n° 8

Si les CE procèdent à l'évaluation (s'il en est) de leur propre chef, consultent-elles les pays intéressés au cours de l'évaluation?

9. Les autorités communautaires entretiennent des contacts réguliers avec les autorités de tous les pays en développement. Le problème de la production ou du trafic de drogue est souvent discuté dans le cadre de ces contacts. Aucune consultation formelle n'est nécessaire dans le cadre du processus d'évaluation avant de désigner un pays en tant que bénéficiaire du régime concernant les drogues.

Question n° 9

Dans le cas où un pays bénéficiaire ne remplit plus les critères (s'il en est), y a-t-il une procédure d'annulation du statut de bénéficiaire? Dans ce cas, veuillez donner des précisions.

10. Les autorités communautaires suivent de près la situation du problème de la drogue dans les pays bénéficiaires. S'il était avéré qu'un pays bénéficiaire n'était plus aux prises avec ce problème, la Commission proposerait une modification du Règlement relatif au schéma SGP pour l'exclure du

régime concernant les drogues. Malheureusement, le cas ne s'est pas encore présenté depuis la mise en place du régime concernant les drogues.

Question n° 10

Les critères (s'il en est) ont-ils été appliqués à tous les pays en développement? Dans ce cas, les CE pourraient-elles fournir les documents à usage interne pertinents et indiquer les raisons qui ont présidé à l'exclusion de tous les pays en développement qui ne sont pas des pays bénéficiaires?

11. Les critères de sélection des pays bénéficiaires sont appliqués à tous les pays en développement qui ne bénéficient pas d'un traitement tarifaire plus favorable en vertu d'autres régimes.

12. Les documents à usage interne demandés ne sont pas accessibles au public. Si l'Inde se pose des questions au sujet de l'exclusion des pays particuliers du régime concernant les drogues, les CE sont prêtes à indiquer les raisons qui expliquent cette mesure.

Question n° 11

Les CE pourraient-elles indiquer la date à laquelle divers bénéficiaires ont été intégrés dans le régime concernant les drogues et la référence des instruments juridiques pertinents concernant la désignation de chaque pays en tant que bénéficiaire?

13. En 1990, la Colombie, le Pérou, l'Équateur et la Bolivie se sont vu accorder des préférences spéciales en vertu du Règlement (CE) n° 3835/90 du Conseil du 20 décembre 1990 (Journal officiel L 370 du 31 décembre 1990, page 126).

14. En 1991, des préférences ont été accordées au Costa Rica, à El Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua et au Panama en vertu du Règlement (CE) n° 3900/91 du Conseil du 16 décembre 1991 (Journal officiel L 368 du 31 décembre 1991, page 11).

15. En 1994, le Venezuela a été ajouté à la liste des pays bénéficiaires en vertu du Règlement (CE) n° 3281/94 du Conseil du 19 décembre 1994 (Journal officiel L 348 du 31 décembre 1994, page 1).

16. En 2001, le Pakistan a été admis à bénéficier du régime concernant les drogues en vertu du Règlement (CE) n° 2501/2001 du Conseil du 10 décembre 2001 (Journal officiel L 346 du 31 décembre 2001, page 1).

Question n° 12

Les CE affirment que l'admission de nouveaux bénéficiaires du régime concernant les drogues est possible (paragraphe 212 de la première communication des CE). Or, dans le projet de compte rendu de la 2 397ème séance du Conseil tenue à Bruxelles le 10 décembre 2001 (15131/01 - PC/CONS 79) on trouve la déclaration de la Commission ci-après:

> *"La Commission confirme qu'elle n'a pas l'intention de proposer d'étendre les avantages du régime spécial de lutte contre la production et le trafic de drogues à des pays autres que ceux qui sont repris sur la liste des bénéficiaires de ce régime figurant à l'annexe I du Règlement."*

Comment concilier cette déclaration avec l'affirmation des CE selon laquelle l'admission des nouveaux bénéficiaires du régime concernant les drogues est possible et qu'elle sera fondée sur les

critères qui ont été appliqués aux bénéficiaires actuels? En tout état de cause, y a-t-il lieu de modifier le Règlement pour admettre d'autres Membres en tant que bénéficiaires du régime concernant les drogues?

17. La déclaration considérée signifie qu'après avoir fait le point de la situation à ce moment là, la Commission des CE n'a pas jugé opportun d'ajouter de nouveaux pays à la liste des bénéficiaires. Cela n'exclut pas la possibilité que de nouveaux pays soient admis si l'évolution ultérieure de la situation dans ces pays le requiert.

18. Le Règlement relatif au schéma SGP est adopté pour un temps limité (quatre ans en général). L'admission d'un pays en tant que bénéficiaire du régime concernant les drogues peut donc se faire, en fonction du moment où elle se produit, soit par modification du Règlement relatif au schéma SGP en vertu d'un autre règlement spécial du Conseil, soit simplement en ajoutant ledit pays à la liste annexée au Règlement relatif au schéma SGP suivant.

Question n° 13

Les CE affirment que tous les bénéficiaires sont admis conformément à des critères objectifs. Or, on trouve dans le projet de compte rendu de la 2 397ème séance du Conseil qui s'est tenue à Bruxelles le 10 décembre 2001 (15131/01 – PV/CONS 79) la déclaration de la délégation du Portugal ci-après:

> *"ce régime a été créé pour servir des objectifs spécifiques. Son extension au Pakistan n'irait pas dans le sens de ces objectifs et créerait en outre un précédent grave à l'égard des autres pays bénéficiaires du SGP ... Cette solution est également défendue actuellement par les pays bénéficiaires du "régime drogues" prévu dans le cadre du SGP, qui estiment que le Pakistan ne répond pas aux critères régissant l'application de ce régime."*

Les CE pourraient-elles confirmer que les pays bénéficiaires ont estimé que le Pakistan ne répondait pas aux critères régissant l'application du régime? Dans ces conditions, veuillez préciser sur quelle base le Pakistan a été admis en qualité de bénéficiaire.

19. Lorsqu'elles décident de l'opportunité d'ajouter de nouveaux bénéficiaires au régime concernant les drogues, les autorités communautaires ne sollicitent pas le point de vue des pays bénéficiaires existants et ne le prennent pas en compte. Le choix est exclusivement fondé sur l'évaluation de la situation de chaque pays. Les CE ne peuvent donc pas dire si d'autres bénéficiaires étaient opposés à l'admission du Pakistan.

20. Les CE ont indiqué les raisons pour lesquelles le Pakistan a été admis au bénéfice du régime concernant les drogues aux paragraphes 136 à 139 de leur première communication écrite.

Question n° 14

À cet égard, les CE pourraient-elles fournir à l'Inde un exemplaire du rapport du Comité des représentants permanents (15083/01)?

21. Le document demandé n'est pas accessible au public.

Question n° 15

Il est dit au paragraphe 35 d'une note de M. Bernard Zepter (Secrétaire général adjoint de la Commission européenne) à M. Javier Solana (Secrétaire général) au sujet de la Proposition modifiée

concernant le présent règlement (dossier interinstitutionnel: 2001/0131 (ACC)/ 14176/01, du 19 novembre 2001) que le bénéfice du régime drogues "... est accordé sans aucune condition préalable ...". En quoi cette déclaration est-elle compatible avec l'affirmation des CE selon laquelle les préférences tarifaires relevant du régime concernant les drogues sont accordées conformément à des critères objectifs?

22. Cette déclaration signifie que le choix des bénéficiaires se fait en fonction de la situation de chaque pays considéré et que les intéressés n'ont pas à prendre de mesures particulières pour être admis à bénéficier du régime en question, comme par exemple adopter certaines politiques de lutte contre la drogue.

Question n° 16

Est-il correct de dire que, d'après l'interprétation de l'expression "sans ... discrimination" des CE, un pays développé peut accorder un traitement tarifaire préférentiel à un seul pays en développement dans la mesure où ce pays a "conformément à des critères objectifs, des besoins de développement différents"?

23. Les CE considèrent que des différences de traitement tarifaire entre pays en développement ne sont pas discriminatoires si elles poursuivent un objectif légitime, compte tenu de l'objet et du but de la Clause d'habilitation, tels qu'ils sont énoncés en particulier au paragraphe 3 c); et si la différence de traitement constitue un moyen raisonnable d'atteindre cet objectif. Cela signifie que des différences de traitement tarifaire fondées sur des différences minimes ou sans importance entre pays ou sur des différences qui devraient être prises en compte par d'autres moyens pourraient être "discriminatoires".

24. Les CE estiment que, dans la pratique, il est peu probable que les critères qui serviraient à définir une catégorie qui se composerait en fait d'une seule catégorie en développement puissent être considérés comme non discriminatoires.

Question n° 17

Les CE prétendent-elles qu'en vertu du SGP, une simple différence concernant les besoins du développement justifie une différence de traitement? Ou que les pays dont les besoins de développement sont plus pressants devraient recevoir un traitement plus favorable que ceux dont les besoins de développement sont moins pressants?

25. Comme on l'a expliqué, les CE estiment qu'*aucune* différence concernant les besoins du développement ne peut justifier *la moindre* différence en ce qui concerne le traitement tarifaire. La différence de traitement tarifaire doit être une réponse raisonnable face à une différence en ce qui concerne les besoins du développement, compte tenu de l'objet et du but de la Clause d'habilitation.

26. Par exemple, à supposer que le niveau de revenu soit un critère approprié pour mesurer les besoins du développement, accorder à un pays dont le niveau de revenu est relativement élevé un traitement tarifaire plus avantageux qu'à un autre pays dont le niveau de revenu est relativement faible serait, étant donné les objectifs de la Clause d'habilitation, une réponse manifestement déraisonnable face à la différence entre ces deux pays en ce qui concerne les besoins en matière de développement, et serait donc discriminatoire.

Question n° 18

Est-il correct de dire que, selon l'interprétation de l'expression "sans ... discrimination" des CE, un pays développé peut accorder à un groupe de pays en développement un traitement tarifaire

préférentiel plus favorable que celui qu'il accorde aux pays les moins avancés dans la mesure où le groupe en question "[a], conformément à des critères objectifs, des besoins de développement différents"?

27. Une fois encore, la différence de traitement tarifaire doit être raisonnablement justifiée eu égard aux objectifs de la Clause d'habilitation.

28. En principe, il semblerait injustifié, et donc discriminatoire, d'accorder un traitement tarifaire plus favorable à d'autres pays en développement que les PMA. Mais la question ne peut pas être tranchée dans l'abstrait. Il faudrait savoir quels sont les besoins du développement de l'autre catégorie de pays sur lesquels serait fondée la préférence.

29. Les CE rappellent qu'en vertu du Règlement relatif au schéma SGP, les PMA sont ceux qui bénéficient du traitement tarifaire le plus favorable. Une fois encore, la question de l'Inde est donc fondée sur des conjectures et n'a pas de lien direct avec le présent différend.

Question n° 19

Au paragraphe 144 de leur première communication, les CE présentent une autre interprétation de l'expression "avantageux pour les pays en développement" selon laquelle "… l'Inde devrait démontrer que le détriment prétendument causé à quelques pays en développement dépasse les avantages dont bénéficient les pays visés par le régime concernant les drogues". Les CE pourraient-elles préciser la méthodologie qui sert à évaluer et à comparer le "détriment" et les "avantages"?

30. Ce n'est pas aux CE de démontrer le bien-fondé de l'argument de l'Inde. Les CE considèrent qu'un économétricien compétent serait tout à fait en mesure de concevoir une méthodologie permettant d'évaluer les effets de création d'échanges et de détournement d'échanges du régime concernant les drogues.

Question n° 20

Les CE pourraient-elles préciser si les pays bénéficiaires sont choisis en fonction de ce qui se passe à l'intérieur de leurs frontières sur la santé des citoyens de la Communauté ou de leurs besoins en matière de développement?

31. Le choix des bénéficiaires est fondé sur une évaluation générale de la gravité du problème de la drogue dans chaque pays en développement. Toutefois, les critères utilisés pour cette évaluation permettent de s'assurer que les pays choisis sont aussi ceux qui constituent une plus grave menace pour la situation sanitaire à l'intérieur de la Communauté. Voir la réponse des CE à la question n° 24 posée par le Groupe spécial aux deux parties.

Question n° 21

Les CE pourraient-elles préciser si les pays bénéficiaires ont été choisis en fonction des problèmes liés aux drogues ou de leur politique en matière de drogue? Perdent-ils le statut de bénéficiaire du régime concernant les drogues en cas de règlement des problèmes liés aux drogues ou de changement de leur politique en matière de drogues?

32. Le choix des pays bénéficiaires est fondé sur une évaluation générale de la gravité du problème de la drogue dans chaque pays en développement. Leur politique en matière de drogue n'entre pas dans le cadre de cette évaluation.

33. Conformément au paragraphe premier l'article 25 du règlement relatif au schéma SGP, la Commission des CE doit évaluer entre autres choses la politique en matière de drogue des pays bénéficiaires. Il est néanmoins clairement précisé au paragraphe 3 du même article que les résultats de l'évaluation sont sans préjudice de la continuation du régime.

34. Comme on l'a déjà vu, s'il était établi qu'un pays n'est plus concerné par le problème de la drogue il serait rayé de la liste des bénéficiaires. En revanche, un changement de politique en matière de drogue n'entraînerait pas le retrait des préférences.

35. Les CE estiment que les pays en développement touchés par le problème de la drogue n'ont pas besoin d'encouragement extérieur pour s'acquitter de leurs obligations au titre des conventions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, car c'est dans leur intérêt de lutter contre le problème. Ce qu'il leur faut c'est une aide, y compris une assistance technique et financière et des préférences commerciales.

36. Les CE écartent donc l'allégation avancée pour le compte de l'Inde selon laquelle, la politique des bénéficiaires en matière de drogue n'étant pas prise en compte le régime concernant les drogues est "une incitation à faire durer le problème de la drogue" plutôt qu'à le combattre. Dans le même ordre d'idées, les CE n'imposent pas aux pays les moins avancés de mettre en œuvre des politiques de développement particulières. Pourtant, les CE pensent que l'Inde elle-même reconnaîtrait que les régimes spéciaux en faveur des pays les moins avancés prévus dans le Règlement CE relatif au schéma SGP ne sont pas pour ces pays une incitation à maintenir leurs enfants dans un état de sous-alimentation et d'analphabétisme.

Question n° 22

Précédemment, dans des cas où des pays développés voulaient accorder des préférences tarifaires à quelques pays en développement, pas à tous, ils ont sollicité une dérogation. C'est le cas de la dérogation concernant la Loi relative au redressement économique du bassin des Caraïbes, adoptée le 15 février 1985 (L/5579, IBDD, S31/22) (prorogée le 15 novembre 1995 [WT/L/104]); de la dérogation concernant le Programme CARIBCAN adoptée le 26 novembre 1986 (L/6102, SR42/4) (prorogée le 14 octobre 1996 [WT/L/185]); de la dérogation concernant la Loi des États-Unis relative aux préférences commerciales en faveur des pays andins adoptée le 19 mai 1992 (L/6991) (prorogée le 14 octobre 1996 [WT/L/183 et WT/L/184]). Les CE pourraient-elles expliquer pourquoi, selon elles, une dérogation a été nécessaire pour ces arrangements et ne l'est pas pour le régime concernant les drogues?

37. Les préférences concernant la Loi relative au redressement économique du bassin des Caraïbes et le Programme CARIBCAN ne sont pas fondées sur des besoins spéciaux des pays bénéficiaires par rapport à ceux d'autres pays en développement de régions différentes. Le critère de sélection est en fait strictement géographique.

38. Comme le régime concernant les drogues, les préférences au titre de l'ATPA sont destinées à répondre aux besoins de développement spéciaux liés à la production et au trafic de drogues. En revanche, à la différence du régime concernant les drogues, le champ d'application des préférences au titre de l'ATPA se limite de manière permanente à quatre pays d'Amérique du Sud seulement. Les CE pensent que les États-Unis ne considèrent pas que ces quatre pays sont les seuls pays en développement du monde ou qui sont gravement touchés par le problème de la drogue. En fait, les États-Unis ont choisi délibérément de limiter leur aide à quelques pays seulement parmi ceux qui sont touchés. À l'inverse, le régime concernant les drogues est destiné à tous les pays en développement qui sont gravement touchés par le problème de la drogue, quelle que soit leur situation géographique.

Question n° 23

Les CE soutiennent que l'expression "sans condition" contenue à l'article premier du GATT ne signifie pas que les Membres doivent accorder les avantages des réductions de droits d'importation sans tenir compte de la situation ou de la politique du pays exportateur. Selon elles, elle signifie simplement que l'octroi de l'avantage que constituent ces réductions ne doit pas se faire "en échange d'une forme de compensation" (paragraphe 33 de la première communication écrite des CE). Cette interprétation de l'affirmation des CE est-elle correcte? Si oui, les CE pourraient-elles expliquer comment les Membres pourraient négocier efficacement des concessions en matière d'accès aux marchés dans le cadre du GATT si l'article premier était interprété comme autorisant les Membres à modifier le niveau des droits d'importation en fonction de la situation et de la politique du pays exportateur?

39. L'Inde a interprété de manière erronée la position des CE.

40. Les CE considèrent que l'expression "sans condition" se rapporte aux conditions qui nécessiteraient d'accorder une compensation sous une forme ou sous une autre en échange du traitement NPF. Mais cela ne signifie pas que l'article I:1 autorise les Membres "à modifier le niveau de leurs droits d'importation en fonction de la situation et de la politique des pays exportateurs".

41. L'Inde omet de distinguer entre les deux obligations qu'impose l'article I:1, qui sont d'accorder le traitement NPF, et ce "sans condition". La position des CE est que ce serait contraire à la première de ces obligations, mais pas à la seconde, qu'un Membre applique des droits d'importation différents en fonction "de la situation ou de la politique" du pays exportateur, à moins que du fait de cette situation ou de cette politique les produits exportés à partir d'un pays soient "non similaires" à ceux exportés à partir d'autres pays. Voir la réponse à la question n° 21 posée par le Groupe spécial aux CE.

Question n° 24

La Clause d'habilitation a pour fonction, comme l'indique son paragraphe premier, de conférer aux Membres de l'OMC le droit d'"accorder un traitement différencié et plus favorable aux pays en voie de développement, sans l'accorder à d'autres [Membres]", nonobstant les obligations NPF qui leur incombent au titre de l'article premier du GATT. Au sens de cette disposition, les "autres Membres" sont les Membres auxquels il n'est pas accordé un traitement différencié et plus favorable dans les circonstances définies au paragraphe 2.

Selon le paragraphe 2 a), ces "autres Membres" sont les pays développés auxquels les avantages du SGP sont refusés.

Selon le paragraphe 2 c), les "autres Membres" sont les pays développés et les pays en développement auxquels les avantages des arrangements tarifaires entre pays en développement sont refusés.

Selon le paragraphe 2 d), les "autres Membres" sont les pays développés et les pays en développement auxquels le traitement spécial accordé aux pays les moins avancés est refusé.

Cela signifie que les Membres qualifiés d'"autres Membres" ont consenti des "faveurs" sur trois points pour que le principe du traitement différencié et plus favorable des pays en développement puisse se concrétiser: les pays développés ont renoncé à leur droit au traitement NPF eu égard aux avantages accordés aux pays en développement et aux pays les moins avancés. Les pays en développement ont renoncé à leur droit au traitement NPF eu égard à deux avantages: ceux

qu'ils accordent à d'autres pays en développement dans le cadre d'arrangements tarifaires conclus entre eux, et ceux qu'ils accordent aux pays les moins avancés.

Selon les arguments des CE, les pays en développement ont consenti une "faveur" sur un point de plus en vertu du paragraphe 2 a), c'est-à-dire renoncé à leur droit au traitement NPF eu égard aux avantages accordés par les pays développés à d'autres pays en développement. Or, cette disposition porte uniquement sur les préférences accordées par les pays développés aux pays en développement, ce qui signifie que les "autres Membres" qui renoncent à leurs droits NPF en vertu du paragraphe 2 a) sont les seuls pays développés auxquels les avantages du SGP sont refusés.

Les CE pourraient-elles répondre aux observations qui précèdent et expliquer ce qui, dans les dispositions des paragraphes 1 et 2 et dans l'interprétation générale de ces dispositions, leur permet de dire qu'au titre du paragraphe 2 a) les "autres Membres" qui renoncent à leurs droits NPF comprennent les pays en développement?

La notion que les pays en développement se sont consenti réciproquement cette "faveur" en vertu du paragraphe 2 a) n'apparaît pas dans le libellé des paragraphes 1 et 2 de la Clause d'habilitation. L'Organe d'appel a déclaré que "le devoir de celui qui interprète un traité est d'examiner les termes du traité pour déterminer les intentions des parties" et que les principes d'interprétation ne signifient pas "qu'il soit justifiable d'imputer à un traité des termes qu'il ne contient pas ou d'inclure dans un traité des concepts qui n'y étaient pas prévus".[1] *L'Organe d'appel a dit dans une autre affaire, que pour étayer une interprétation large, il fallait que le libellé du traité soit "précis et contraignant".*[2] *Les CE pourraient-elles dire quel est le libellé précis et contraignant qui étaye une interprétation du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation permettant de considérer que tous les pays en développement Membres de l'OMC ont renoncé à tous leurs droits NPF eu égard aux avantages accordés au titre de quelque schéma SGP que ce soit?*

42. Les CE et quelques pays tiers ont réfuté entièrement l'interprétation de l'expression "autres Membres" donnée par l'Inde. L'Inde ne reprend aucun des arguments avancés.

43. Les CE reconnaissent que les même mots peuvent avoir un sens différent selon le contexte de diverses dispositions d'un traité. Toutefois, la position de l'Inde qui est qu'une seule et même disposition (paragraphe 1) peut avoir trois sens différents et contradictoires en même temps est contraire aux principes fondamentaux de l'interprétation juridique et défie la logique élémentaire.

44. Toute la "théorie des faveurs" de l'Inde est fondée sur l'allégation impossible à confirmer que les pays en développement n'auraient pas accepté le résultat de l'interprétation des CE. Or, les CE pourraient alléguer de la même manière que les pays développés n'auraient pas accepté les résultats de l'interprétation de l'Inde. Plus précisément, elles pourraient alléguer qu'elles n'auraient pas accepté de renoncer à tous leurs droits NPF à l'égard de tous les pays en développement si elles ne s'étaient pas attendues que des pays comme l'Inde (la quatrième puissance économique du monde, possédant un secteur d'exportation compétitif et diversifié, dans lequel des produits de haute technologie ont une part importante) renoncent aussi à leurs droits NPF à l'égard de pays en développement beaucoup plus petits et moins bien lotis, comme ceux qui subissent les ravages de la drogue. Il est pourtant évident que ce genre d'argument n'a guère d'intérêt pour l'interprétation de la Clause d'habilitation.

---

[1] Rapport de l'Organe d'appel *Inde - Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture* ("*Inde – Brevets*"), WT/DS50/AB/R, adopté le 16 janvier 1998, DSR 1998:I, 9, page 24.

[2] Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Mesures concernant les viandes et les produits carnés (Hormones)*, WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R, adopté le 13 février 1998, DSR 1998:I, 135, page 198.

Question n° 25

Les CE et l'Inde s'accordent pour considérer que le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation recouvre exclusivement "les préférences sans discrimination avantageuses pour les pays en développement". Leur désaccord porte sur l'interprétation de l'expression "sans ... discrimination". Les deux pays s'accordent pour considérer en outre que cette expression doit être interprétée dans son contexte et que les autres dispositions de la Clause d'habilitation fournissent des indications contextuelles. Les CE soutiennent que l'expression "sans ... discrimination" ne saurait être interprétée comme empêchant de répondre aux problèmes particuliers de chacun des pays en développement car cela empêcherait les pays développés de s'acquitter de l'obligation de répondre aux besoins du développement, des finances et du commerce des pays en développement que leur impose le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation. Le paragraphe 3 c) ne fournit l'indication contextuelle recherchée par les CE que si on l'interprète comme instituant l'obligation de répondre aux besoins du développement, des finances et du commerce de chacun des pays en développement plutôt qu'à leurs besoins en général.

Le paragraphe 3 c) parle des pays développés et des pays en développement, mais, à la différence d'autres dispositions de la Clause d'habilitation, pas des besoins de "chacun" des pays en développement. Cela semble signifier que le paragraphe 3 c) met en opposition les besoins des pays en développement et ceux des pays développés. Il a pour raison d'être de garantir que les pays développés établissent et, si nécessaire modifient, la gamme des produits visés et les réductions tarifaires prévues dans leurs schémas SGP de façon à satisfaire les besoins des pays en développement plutôt que ceux de leur industrie nationale, en d'autres termes que les schémas SGP sont adoptés et administrés dans une optique tournée vers l'extérieur, à savoir le tiers monde et non dans une optique tournée vers l'intérieur, à savoir les groupes de pression nationaux.

Sur la base de ces considérations, l'Inde souhaite poser les questions ci-après:

- *Le libellé du paragraphe 3 c) ne parle pas des besoins de "chacun". En revanche, les règles relatives à la réciprocité dans les négociations commerciales contenues aux paragraphes 5 et 6 de la Clause d'habilitation mentionnent expressément les besoins de "chacun". Cette formulation différente signifie, selon l'Inde, que les besoins de "chacun" des pays en développement doivent être pris en compte lorsqu'on détermine le degré de réciprocité qu'on attend d'eux, cependant que les besoins des pays en développement en général devraient être pris en compte lorsqu'on détermine la gamme des produits visés et les réductions tarifaires dans le cadre des schémas SGP. Sur la base de ces considérations, les CE pourraient-elles expliquer sur quelles dispositions elles se fondent pour dire que le paragraphe 3 c) concerne les besoins de "chacun"?*

- *Les CE pourraient-elles indiquer s'il existe un principe d'interprétation qui permettrait au Groupe spécial de ne pas tenir compte de la décision des auteurs de la Clause d'habilitation qui ont voulu préciser l'expression "besoins du développement, des finances et du commerce" en ajoutant les mots "de chacun" aux paragraphes 5 et 6, et pas au paragraphe 3 c)?*

45. Voir la réponse des CE à la question n° 8 posée par le Groupe spécial à l'Inde.

Question n° 26

Le paragraphe 3 c) institue une obligation ("sera"). Si l'interprétation de cette disposition donnée par les CE était correcte, les pays développés seraient dans l'obligation de faire une distinction entre les pays en développement en fonction des besoins de chacun. Or, dans leur première communication, les CE prennent le paragraphe 3 c) comme fondement contextuel de

l'argument selon lequel elles ont toute latitude d'établir une distinction entre des pays en développement ayant des besoins différents. Sur la base de ces considérations, l'Inde souhaite poser les questions ci-après:

- *Les CE reconnaissent-elles qu'elles ont l'obligation d'établir une distinction entre les pays en développement en fonction des besoins de chacun? Si oui, comment cette position est-elle compatible avec le fait que la plupart des préférences tarifaires accordées dans le cadre des schémas de préférences (y compris celles qui sont accordées par les CE dans le cadre de leurs arrangements en faveur des pays en développement au titre du SGP général et de l'arrangement "Tout sauf les armes" en faveur des pays les moins avancés) ne font pas de distinction entre les pays bénéficiaires en fonction des besoins de chacun?*

46. Voir la réponse à la question n° 17 posée par le Groupe spécial aux deux parties.

47. La description du schéma SGP des CE donnée par l'Inde ne tient pas compte du fait que, dans le cadre de chaque arrangement, les CE tiennent compte des besoins de chacun des pays en développement grâce aux mécanismes de gradation.

- *Comment le Membre de l'OMC qui aurait décidé de ramener à zéro les droits qu'il imposait sur les produits en provenance de tous les pays en développement pourrait-il honorer l'obligation énoncée au paragraphe 3 c)? L'obligation qu'il a de "modifier si nécessaire" son schéma de préférences pour répondre aux besoins de chaque pays le mettrait-elle dans l'obligation de rétablir les droits sur les produits en provenance de pays en développement dont les besoins seraient moindres? L'interprétation du paragraphe 3 c) donnée par les CE ne signifierait-elle pas qu'il serait illicite qu'un pays développé réponde de la manière la plus constructive que l'on puisse concevoir aux besoins des pays en développement, à savoir éliminer tous les droits frappant les produits en provenance de tous les pays en développement?*

48. En fait, les CE prennent bien en compte la nécessité de préserver les marges de préférences des pays les moins avancés et des pays visés par le régime concernant les drogues lorsqu'elles mettent au point leur schéma de préférences. La question de savoir si la chose est ou non requise en droit aux termes du paragraphe 3 c) est une question théorique qui ne manque pas d'intérêt mais qui n'est pas soumise au Groupe spécial.

49. Il est à noter en outre que même si un pays appliquait un droit nul à tous les pays en développement, il pourrait toujours prendre en compte leurs besoins de développement différents par le biais de mécanismes de gradation concernant les secteurs et les pays comme ceux qui ont été mis en place par les CE.

Question n° 27

Au paragraphe 3 c), comme aux paragraphes 5 et 6, la conjonction "et" est utilisée pour relier les besoins du développement, des finances et du commerce des pays en développement. De l'avis de l'Inde, cela suppose l'obligation de répondre, que ce soit dans les schémas SGP et dans les négociations commerciales, aux besoins du développement, aux besoins des finances et aux besoins du commerce considérés ensemble. Si les auteurs avaient voulu instituer l'obligation de répondre aux besoins spécifiques de chacun des pays en développement ils auraient utilisé la conjonction "ou". Dans ces conditions, les CE pourraient-elles expliquer comment l'allégation qu'elles avancent selon laquelle le paragraphe 3 c) fait obligation aux pays en développement de répondre aux besoins spécifiques en liaison avec la drogue est compatible avec le fait que cette disposition concerne les besoins du développement, des finances et du commerce?

50. Voir la réponse à la question n° 12 posée par le Groupe spécial aux deux parties.

Question n° 28

À la première réunion du Groupe spécial, le représentant des CE a déclaré que les besoins du développement, des finances et du commerce étaient en fait les mêmes parce qu'ils étaient tous interdépendants sur le plan économique. Les CE pourraient-elles indiquer sur quel principe d'interprétation le Groupe spécial peut s'appuyer pour considérer qu'il est superfétatoire de parler des besoins "des finances" et des besoins "du commerce".

51. Voir la réponse à la question n° 12 posée par le Groupe spécial aux deux parties.

Question n° 29

L'Inde estime que, dans le cadre juridique du GATT et des autres Accords de l'OMC, on entend par discrimination le refus d'accorder des possibilités de concurrence égales à des produits similaires d'origines différentes. L'Inde reconnaît qu'en dehors du cadre juridique de l'OMC, le terme discrimination a reçu d'autres significations. Les CE pourraient-elles indiquer si, selon elles, des traités autres que les Accords de l'OMC et une jurisprudence et des avis juridiques qui n'ont rien à voir avec l'ordre commercial mondial pourraient fournir au Groupe spécial des indications contextuelles pour déterminer le sens du terme "discrimination" dans un instrument juridique faisant partie du GATT? Comme on l'a fait observer plus haut, selon l'Organe d'appel, le devoir de l'interprète est d'examiner les termes du traité pour déterminer l'intention des parties.[3] *Sur quel principe d'interprétation le Groupe spécial pourrait-il s'appuyer pour conclure que les auteurs de la Clause d'habilitation ont voulu utiliser un concept de discrimination étranger au GATT?*

52. Veuillez voir la réponse à la question n° 10 posée par le Groupe spécial aux deux parties.

Question n° 30

Dans leur première communication, les CE font valoir que l'expression "sans ... discrimination" n'est pas nécessairement synonyme de traitement formellement égal et elles en concluent que le traitement plus favorable des pays bénéficiaires au titre du régime concernant les drogues ne constitue pas une discrimination. Étant donné a) qu'il n'est pas contesté que les dispositions du GATT donnant effet au principe de la discrimination ne prescrivent pas toutes un traitement formellement égal (voir articles I^er^, XIII et XVII du GATT) et b) que ni le GATT ni les autres Accords de l'OMC ne contiennent de dispositions prévoyant que le refus de l'égalité effective des possibilités de concurrence est une mesure non discriminatoire, l'Inde souhaiterait que les CE donnent plus de précisions sur le concept de la discrimination qu'elles souhaiteraient que le Groupe spécial applique.

- *Les CE estiment-elles que, selon leur concept de la non-discrimination, toute différence quelle qu'elle soit concernant les besoins de chacun des pays en développement justifie un traitement tarifaire plus favorable à l'égard des pays qui connaissent ces mêmes besoins ou les besoins des pays en développement bénéficiant du traitement favorable devraient-ils selon un principe d'application générale être classés dans la hiérarchie des besoins à un niveau plus élevé que ceux des pays auxquels les préférences tarifaires sont refusées?*

53. Voir les réponses aux questions n° 16, 17 et 18 ci-dessus et la réponse à la question n° 17 posée par le Groupe spécial aux deux parties.

[3] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Brevets, ibid*.

- *Dans la seconde éventualité, sur quel principe les groupes spéciaux de l'OMC devraient-ils s'appuyer pour hiérarchiser les besoins différents de chacun des pays en développement qui jouissent de possibilités d'accès aux marchés différentes. Par exemple, sur la base de quel principe les groupes spéciaux devraient-ils évaluer et comparer les besoins des pays en développement qui connaissent des problèmes en liaison avec la drogue et ceux des pays en développement où sévit la famine? Où les groupes spéciaux trouveraient-ils un fondement textuel qui pourrait leur servir à cet égard? À défaut de ce fondement textuel, ne seraient–ils pas amenés à régler les conflits considérables en matière de répartition auxquels donne lieu toute discrimination en matière de commerce dans un vide normatif total, et à se transformer en organes politiques?*

54. Les CE reconnaissent que leur interprétation de l'expression "sans ... discrimination" est plus nuancée et, partant, plus difficile à appliquer pour les groupes spéciaux que l'interprétation unique de l'Inde. Mais les CE ne connaissent pas de principe d'interprétation qui permettrait d'opter pour des interprétations faciles à appliquer pour ce seul motif. L'interprétation de la notion de discrimination donnée par les CE est conforme à celle qui est utilisée par nombre d'autres tribunaux internationaux et locaux du monde qui s'occupent de questions juridiques très diverses (y compris du droit commercial). Les CE ne croient pas que les groupes spéciaux de l'OMC soient moins qualifiés que ces tribunaux. Elles ne croient pas non plus que ces tribunaux soient devenus des organes politiques parce qu'ils ont adopté cette interprétation.

55. De plus, les groupes spéciaux de l'OMC sont accoutumés à appliquer des normes juridiques complexes et relativement peu précises. Ainsi, le présent Groupe spécial doit décider si une mesure est "nécessaire" pour protéger la vie humaine. Il n'y pas dans l'article XX d'autre "fondement juridique textuel" qui puisse servir d'indication au Groupe spécial au sujet de la question de ce qui est "nécessaire". Les indications quelles qu'elles soient à la disposition du présent Groupe spécial proviennent de décisions précédentes de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel. L'Inde et les Communautés européennes sont néanmoins d'accord pour considérer que les groupes spéciaux ont qualité pour trancher sur une question de cette importance et qu'ils n'en assument pas pour autant un rôle politique mais ne font que s'acquitter de la tâche, souvent difficile, qui consiste à appliquer le droit aux faits.

56. Enfin, les CE tiennent à relever que l'interprétation du paragraphe 3 c) donnée par l'Inde amènerait les groupes spéciaux à porter des appréciations encore plus difficiles. En effet, d'après l'interprétation de l'Inde concernant cette disposition, un groupe spécial devrait trancher des questions comme celles de savoir si l'ampleur d'une réduction tarifaire "répond" suffisamment aux besoins des pays en développement (voir la réponse des CE à la question n° 8 posée par le Groupe spécial à l'Inde). L'article 3 c) ne contient pas de "fondement textuel" permettant de trancher dans ces matières. Pourtant, l'Inde semble ne pas se soucier du tout de la difficulté évidente de la tâche, ni du risque qu'un groupe spécial appelé à décider de combien un pays développé devrait réduire les droits qu'il applique n'assume un rôle politique.

- *À la première réunion, les CE ont dit que la latitude laissée aux pays donneurs dans le cadre du SGP pour fixer les critères relatifs à l'octroi de préférences supplémentaires au titre du SGP, comme celles qui sont accordées dans le cadre du régime concernant les drogues, était limitée par le fait que les préférences au titre du SGP devaient être des préférences "généralisées". Pour l'Inde, selon l'historique de la rédaction, le terme "généralisé" devait s'appliquer à la gamme de pays qui accorderaient des préférences et à ceux qui en bénéficieraient, et non au degré de différenciation entre les pays choisis comme bénéficiaires par les pays donneurs. Comme les pays qui se voient refuser les avantages du régime concernant les drogues ne sont pas exclus du schéma des CE, la question de savoir si le schéma SGP des CE est suffisamment "généralisé" ne se pose pas dans l'affaire dont est saisi le Groupe spécial. Les CE pourraient-elles signaler un aspect de l'historique de la rédaction*

montrant que le terme "généralisé" était destiné à établir un critère de différenciation entre des pays qui avaient déjà été choisis comme bénéficiaires par les pays donneurs?

57. Voir la réponse des CE à la question n° 11 posée par le Groupe spécial aux deux parties.

Question n° 31

Comme le montre clairement le préambule, la principale fonction du GATT est d'offrir un cadre juridique aux fins de l'échange de concessions en matière d'accès aux marchés. L'article premier du GATT est la pierre angulaire de l'édifice, puisqu'il garantit que deux Membres peuvent échanger des concessions tarifaires sans avoir à craindre que le traitement préférentiel accordé ultérieurement à des pays tiers ne réduise en fait à néant les possibilités de concurrence négociées, à moins qu'une disposition du GATT n'en dispose autrement ou, pour dire les choses d'une autre manière, à moins que les Membres n'en aient expressément convenu autrement. Les pays en développement sont surtout en concurrence avec les autres pays en développement sur les marchés des pays donneurs de préférences au titre du SGP. Si l'on adoptait l'interprétation de la Clause d'habilitation donnée par les CE, les pays en développement auraient donc toujours à craindre que les engagements en matière d'accès aux marchés négociés avec les pays donneurs au titre du SGP perdent tout intérêt sur le plan commercial à cause d'un traitement plus favorable accordé à d'autres pays en développement dans le cadre de leur schéma de préférences. Sur la base de ces considérations, l'Inde souhaiterait poser les questions ci-après:

- *À supposer que l'Inde veuille négocier avec les CE un abaissement de 12 à 6 pour cent du droit ad valorem à l'importation frappant les T-shirts, qu'est-ce qui l'inciterait à échanger cette concession dans le cadre du GATT si les CE étaient autorisées à ramener à zéro le droit frappant les T-shirts originaires du Pakistan parce qu'elles auraient établi, conformément à leurs propres critères, que les besoins du Pakistan et de l'Inde étaient différents et que ceux du Pakistan se classaient dans la hiérarchie à un niveau plus élevé que ceux de l'Inde?*

58. Les CE estiment que les prescriptions qu'impose la Clause d'habilitation, en particulier la note de bas de page 3, telle qu'elles l'interprètent, offriraient à l'Inde une garantie suffisante.

- *Les CE pourraient-elles expliquer comment elles pourraient effectivement négocier des concessions en matière d'accès aux marchés avec les pays en développement pendant le Cycle de Doha si le Groupe spécial adoptait leur interprétation de la Clause d'habilitation?*

59. Le régime concernant les drogues existe depuis 1990. Il n'a pas empêché les CE de négocier avec succès des concessions tarifaires pendant le Cycle d'Uruguay.

- *Étant donné que la capacité des CE de négocier des concessions avec les pays en développement serait sérieusement compromise si l'on adoptait leur interprétation de la Clause d'habilitation, celles-ci pourraient-elles expliquer sur quelles considérations elles-mêmes et leurs États membres se sont fondés pour arriver à la conclusion qu'il serait dans leur intérêt de tenter de faire entériner le régime concernant les drogues en invoquant la Clause d'habilitation plutôt que de négocier une dérogation assortie de modalités et conditions acceptables pour les Membres de l'OMC pour lesquels le régime concernant les drogues a des conséquences défavorables?*

60. Les CE sont reconnaissantes à l'Inde de se préoccuper de leurs intérêts. Les considérations internes qui les ont amenées à adopter les positions qu'elles ont exposées devant le Groupe spécial n'ont rien à voir avec le règlement des questions de droit en cause. Dans le même ordre d'idées, les considérations internes qui ont amené l'Inde à exposer des points de vue mettant en danger le principe

du traitement spécial et différencié contredisent la position de l'Inde dans les négociations, compromettent la viabilité des schémas de préférences les plus importants et les plus généreux, dont l'Inde est l'un des principaux bénéficiaires, et mettent en cause l'image et la crédibilité de l'Inde auprès des pays en développement Membres de l'OMC dont celle-ci souhaite prendre la tête, n'ont rien à voir non plus avec le règlement des questions de droit en cause.

Question n° 32

D'après l'interprétation de l'article XX b) du GATT qui est celle des CE, les Membres de l'OMC peuvent accorder un traitement tarifaire préférentiel à certains autres Membres de l'OMC si c'est là une "contribution nécessaire" à la solution d'un problème sanitaire. Les CE font valoir que les marges de préférences consenties aux pays bénéficiaires dans le cadre du régime concernant les drogues sont "nécessaires" au sens de l'article XX b) parce qu'elles constituent une contribution de cette nature. La conséquence logique de l'argument des CE est donc que les CE ne seraient pas dans l'obligation de mettre en œuvre les concessions concernant l'accès aux marchés négociées dans le cadre du Cycle de Doha si les problèmes liés à la drogue des pays bénéficiaires persistaient au-delà de la conclusion dudit cycle. Sur la base de ces considérations, les CE pourraient-elles expliquer:

- *Comment les CE négocient en fait des concessions en matière d'accès aux marchés avec d'autres Membres dans le cadre du GATT et, d'une manière générale, comment le GATT pourrait continuer de servir de cadre juridique pour les concessions en matière d'accès aux marchés si le Groupe spécial devait adopter l'interprétation de l'article XX b) qui est celle des CE?*

61. Lorsqu'elles négocient des concessions tarifaires, les CE tiennent compte, entre autres considérations, de la nécessité de conserver des marges de préférences appropriées au titre du règlement relatif au SGP.

62. Les CE contestent ce que l'Inde considère comme une "conséquence logique". Il n'est jamais "nécessaire" qu'un Membre déroge à une consolidation tarifaire puisque celle-ci peut être en droit de la dénoncer au titre de l'article XXVIII du GATT. En revanche, il n'a pas droit à une dérogation, celle-ci étant laissée à l'entière discrétion de la Conférence ministérielle.

- *Étant donné les incidences systémiques qu'aurait l'acceptation des allégations des CE au titre de l'article XX b), quelles sont les considérations qui ont amené les CE et leurs États membres à conclure qu'il était dans leur intérêt d'invoquer l'article XX b) pour défendre le régime concernant les drogues?*

63. Voir plus haut la réponse de l'Inde à la question n° 31.

- *Les CE envisageraient-elles de renoncer à invoquer l'article XX b)?*

64. Non.

Question n° 33

Les CE font valoir que la Clause d'habilitation n'est pas un moyen de défense affirmatif et que c'est à l'Inde qu'il appartient de démontrer que le régime concernant les drogues n'est pas justifié au titre de la Clause d'habilitation.

Au cours des consultations qui ont précédé le présent différend, lorsqu'on leur a demandé sur quoi se fondait l'exclusion de tous les Membres, à l'exception des 12 bénéficiaires des préférences

tarifaires, les CE se sont contentées de dire que la procédure de règlement des différends était précisément destinée à régler la question.

Au cours de l'audition qui a eu lieu du 14 au 16 mai 2003, les CE ont fait valoir que de toute manière, elles avaient toujours considéré que le régime concernant les drogues était justifié au titre de la Clause d'habilitation.

Selon le compte rendu de la réunion du Conseil du commerce des marchandises qui s'est tenue le 2 novembre 2001 (G/C/M/55, 19 novembre 2001), le représentant de Sri Lanka avait demandé "aux CE de préciser pourquoi cet arrangement avait été notifié au titre de l'article premier du GATT", sachant que "les modifications apportées au SGP devaient être notifiées dans le cadre de la Clause d'habilitation". Dans sa réponse, le représentant des CE avait indiqué que "quant à la question de savoir pourquoi les Communautés européennes n'avaient pas eu recours à la Clause d'habilitation, l'intervenant avait des doutes quant à la possibilité d'invoquer cette clause comme fondement juridique, et c'est pourquoi les Communautés européennes avaient présenté une demande de dérogation à l'article premier" (paragraphe 2.14).

Les CE pourraient-elles dissiper la contradiction apparente entre l'affirmation qu'elles ont faite au cours des auditions qui ont eu lieu du 14 au 16 mai 2003 (selon laquelle leur position a toujours été que le régime concernant les drogues était justifié au titre de la Clause d'habilitation), d'une part, et i) le fait qu'elles n'ont pas défendu cette position au cours des consultations et ii) les "doutes quant à la possibilité" d'invoquer la Clause d'habilitation "comme fondement juridique" dont elles avaient fait état à la réunion du Conseil du commerce des marchandises le 2 novembre 2001?

65. Les allégations de l'Inde selon lesquelles les CE n'ont pas invoqué la Clause d'habilitation au cours des consultations sont fausses.

66. Comme il ressort du compte rendu de la réunion établi par la Commission des CE (pièce n° 19 des CE), les représentants des CE ont précisé à diverses reprises au cours des consultations que les CE estimaient que le régime concernant les drogues était visé par la Clause d'habilitation.

67. Plus précisément, en réponse à la question suivante de l'Inde "Le régime spécial de lutte contre la production et le trafic de drogues est-il, de l'avis des CE, compatible avec les règles de l'OMC", les CE avaient répondu sans ambages ce qui suit:

> "Oui, ils sont entièrement compatibles avec la Clause d'habilitation. Si l'Inde pense qu'il en est autrement, elle peut avoir recours au mécanisme pertinent du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends."

68. L'Inde s'obstine de manière pernicieuse à ne citer que la dernière partie de la réponse des CE.

Les CE ont-elles notifié le régime concernant les drogues en application du paragraphe 4 de la Clause d'habilitation? Si oui, à quel moment? Dans quel document de l'OMC est-il indiqué qu'elles l'ont fait?

69. Le régime concernant les drogues a été institué en vertu du règlement (CE) n° 3835/90 du Conseil. Ce règlement a été notifié à l'OMC au titre de la Clause d'habilitation, le 2 mai 1991. Le régime concernant les drogues a été notifié ensuite dans le cadre des règlements relatifs au schéma SGP des CE successifs dans lesquels il était inclus. Les CE ont fourni des copies des notifications qui constituent la pièce n° 20 des CE.

La question de la compatibilité de la Clause d'habilitation avec les règles de l'OMC avait déjà été soulevée à l'OMC et au cours des consultations engagées dans le cadre du présent différend.

Ce n'est que dans leur première communication que les CE ont expliqué pour la première fois publiquement que la mesure était justifiée au titre de la Clause d'habilitation. Dans ces conditions, comment de l'avis des CE l'Inde ou toute autre partie plaignante se trouvant dans la même situation aurait-elle pu anticiper que les CE invoqueraient la Clause d'habilitation?

70. L'Inde aurait pu prévoir – elle l'a d'ailleurs fait – que les CE invoqueraient la Clause d'habilitation pour les raisons suivantes:

- le régime concernant les drogues est un régime de préférences tarifaires accordées par un pays développé à des pays en développement et relève donc *prima facie* des paragraphes 1 et 2 a) de la Clause d'habilitation;

- le régime concernant les drogues a toujours été inclus dans le règlement concernant le SGP des CE;

- le régime concernant les drogues a été notifié au titre de la Clause d'habilitation dans le cadre du régime SGP des CE;

- les CE ont indiqué au cours des consultations qu'elles considéraient que le régime concernant les drogues était visé par la Clause d'habilitation.

71. Quoi qu'il en soit, il importe peu que l'Inde ait prévu ou non que les CE invoqueraient la Clause d'habilitation. Comme il est dit dans la réponse à la question n° 1, c'est toujours à la partie plaignante qu'il incombe de démontrer que la mesure contestée entre dans le cadre de la disposition qu'elle invoque et non d'une autre, s'agissant de deux dispositions qui s'excluent mutuellement.

Il s'agit ici d'une procédure de différends au titre de l'article premier du GATT engagée par un pays en développement Membre contre un pays développé Membre au sujet de préférences tarifaires accordées par le second à certains pays en développement à l'exclusion de tous les autres Membres. Les CE estiment-elles que, dans ces conditions, il ne pourrait être fait droit à une allégation au titre de l'article premier du GATT que si le plaignant démontrait lui aussi que les préférences tarifaires discriminatoires ne sont pas justifiées au titre de la Clause d'habilitation?

72. Oui. Voir la réponse à la question n° 1.

ANNEXE B-4

Réponses de l'Inde aux questions du Groupe spécial
après la deuxième réunion du Groupe spécial

Aux deux Parties

Fonction juridique

29. Quelle est la différence entre la Clause d'habilitation et la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation? Qu'est-ce que la Clause d'habilitation a ajouté par rapport à la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation?

Réponse

Pour établir les différences qui existent entre la Clause d'habilitation et la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation, il faut commencer par examiner les similitudes *matérielles* entre les deux textes. Ces similitudes sont les suivantes:

- Tous deux autorisent les pays Membres développés à accorder un traitement tarifaire préférentiel aux produits originaires de pays en développement, conformément au Système généralisé de préférences ("SGP") sans accorder le même traitement aux produits originaires d'autres Membres, nonobstant les dispositions de l'article premier du GATT.

- Le SGP mentionné dans la Clause d'habilitation est le même que le SGP auquel il est fait référence dans la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation, lequel est à son tour le même que le SGP visé dans les arrangements mutuellement acceptables élaborés à la CNUCED.

  Le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation fait référence au "traitement tarifaire préférentiel accordé par des [pays Membres] développés pour des produits originaires de pays en voie de développement conformément au Système généralisé de préférences".

  La note de bas de page 3 relative au paragraphe 2 a) précise que le SGP est celui qui est "... défini dans la [Décision de 1971 portant octroi de la dérogation] concernant l'instauration d'un "système généralisé de préférences sans réciprocité ni discrimination, qui serait avantageux pour les pays en voie de développement".

  Le paragraphe a) de la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation fait référence au "traitement tarifaire préférentiel mentionné dans le préambule de la présente Décision ...".

  La disposition pertinente du préambule de la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation fait référence aux "arrangements mutuellement acceptables concernant l'établissement d'un traitement tarifaire préférentiel généralisé, sans discrimination ni réciprocité, sur les marchés des pays développés en faveur de produits originaires de pays en voie de développement [qui] ont été élaborés à la CNUCED ..."

Les différences *matérielles* entre les deux textes sont les suivantes:

- La Décision de 1971 portant octroi de la dérogation était applicable pour une période limitée de dix ans. La Clause d'habilitation a une durée de validité indéfinie.

- Par ailleurs, la Clause d'habilitation autorise les actes visés aux paragraphes 2 b), 2 c) et 2 d), qui n'étaient pas couverts par la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation.

Il existe en outre d'*autres* différences, parmi lesquelles les textes des paragraphes 3 c), 5, 6, 7 et 8, qui ne figuraient pas dans la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation.

30. Existe-t-il d'autres possibilités que de considérer la Clause d'habilitation soit comme un droit autonome soit comme une exception?

Réponse

Les faits sur lesquels l'Inde s'appuie pour étayer son allégation au titre de l'article I:1 de l'Accord général sont incontestés. En vertu du régime concernant les drogues, les CE accordent des avantages tarifaires aux produits originaires des 12 bénéficiaires sans accorder le même traitement aux produits similaires originaires de tous les autres Membres. Ce fait n'est pas contesté.

Dans leur défense, les CE allèguent que le régime concernant les drogues se justifie au regard du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation, car l'expression "sans ... discrimination" autorise les pays Membres développés à faire des différences entre les pays en développement dans le contexte du SGP. Il s'agit là d'un argument juridique et il suffit, pour réfuter ce moyen de défense, de s'appuyer sur les mêmes faits incontestés que l'Inde a invoqués pour étayer ses allégations au titre de l'article I:1 du GATT.

Étant donné que la qualification de la Clause d'habilitation – c'est-à-dire le point de savoir s'il s'agit d'un droit autonome ou d'une exception – est liée à la charge de la preuve, le Groupe spécial n'a donc pas besoin de se pencher sur cette question pour trancher le présent différend. Les faits sont irréfutables.

Pour ce qui est de l'argument juridique avancé par les CE, l'Organe d'appel a décidé que les principes d'*interprétation* applicables ne diffèrent pas en fonction de la qualification de la disposition en cause.[1]

Il ressort clairement du paragraphe 1 et du texte introductif du paragraphe 2 de la Clause d'habitation que la fonction juridique du paragraphe 2 a) de cette clause est d'autoriser un traitement tarifaire préférentiel qui serait autrement interdit par l'article I:1 du GATT, si ce paragraphe 2 a) n'existait pas. Pour répondre à la question de savoir si le régime concernant les drogues est couvert par le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation, il faut par conséquent examiner si les termes de cette disposition, interprétée dans le contexte où ils apparaissent et à la lumière de l'objet et du but du GATT, justifient la conclusion selon laquelle, en convenant de l'adoption du paragraphe 2 a), les pays en développement ont renoncé à leur droit au traitement de la nation la plus favorisée (traitement

[1] "... Le simple fait de qualifier une disposition conventionnelle d'"exception" ne justifie pas en soi une interprétation "plus stricte" ou "plus étroite" de cette disposition que ne le justifierait l'examen du sens ordinaire du libellé du traité considéré dans le contexte et à la lumière de l'objet et du but de ce dernier ou, autrement dit, en appliquant les règles normales d'interprétation des traités." Rapport de l'Organe d'appel *Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (Hormones)* ("*CE – Hormones*"), WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R, adopté le 13 février 1998, DSR 1998:I, 135, paragraphe 104.

NPF) au titre de l'article I:1 du GATT. Le point de savoir si le paragraphe 2 a) doit être considéré comme un droit autonome ou comme une exception n'a aucune incidence sur cette question d'interprétation.

31. Étant donné que la Clause d'habilitation faisait partie de la négociation d'un traité, les pays en développement ont-ils dû donner quelque chose en contrepartie?

Réponse

Les négociations du Tokyo Round ont été menées conformément au principe de la non-réciprocité appliqué suivant une gradation tenant compte de la situation de chacun - qui est prévu à l'article XXXVI:8 du GATT et expliqué dans la note interprétative y relative (ce même principe est repris au paragraphe 5 de la Clause d'habilitation). En vertu de ce principe, les pays en développement étaient censés faire des concessions en échange des possibilités d'accès aux marchés qu'ils avaient obtenues. Toutefois, pour la détermination du niveau de ces concessions, les besoins de leur développement à titre individuel ont été pris en compte.

32. Quels sont les critères pertinents pour déterminer si une disposition peut être considérée comme un "moyen de défense affirmatif"?

Réponse

Une "affirmative defence" (moyen de défense affirmatif) est une "defendant's assertion raising new facts and arguments" (affirmation du défendeur faisant état de nouveaux faits et arguments) qui, "if true" (s'ils se vérifient), "will defeat the plaintiff's or prosecutions's claim" (permettront de repousser l'allégation du plaignant ou de l'accusation), "even if all allegations in the complaint are true" (même si toutes les allégations contenues dans la plainte sont exactes).[2] Sur la base de cette définition, les critères suivants sont pertinents pour déterminer si une disposition peut être qualifiée de moyen de défense affirmatif:

- Il s'agit d'une *affirmation* du défendeur.
- Cette affirmation fait état de *nouveaux faits et arguments.*
- Si ces nouveaux faits ou arguments se vérifient, l'*allégation du plaignant ou de l'accusation sera repoussée* même si toutes les allégations contenues dans la plainte sont exactes.

En appliquant les critères qui précèdent au présent différend, l'Inde allègue que le régime concernant les drogues est incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994, car dans le cadre de ce régime les CE accordent des préférences tarifaires à des produits originaires des 12 pays en développement bénéficiaires mais n'accordent pas immédiatement et sans condition le même traitement aux produits originaires de tous les autres Membres.

Les CE allèguent que le régime concernant les drogues est justifié, en vertu du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation. Le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation constitue donc un moyen de défense affirmatif:

- L'argument selon lequel le régime est justifié en vertu du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation est une affirmation des CE qui est pertinente pour la défense des CE mais pas pour l'allégation de l'Inde.

[2] *Black's Law Dictionary*, 7th ed., B.A. Garner (ed.) (West Group, 1999), page 430.

- L'affirmation des CE fait état de faits et arguments nouveaux par rapport aux faits et arguments invoqués par l'Inde pour appuyer son allégation au titre de l'article I:1 du GATT de 1994. Ainsi, les CE affirment que le régime concernant les drogues est couvert par le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation et est donc justifié en vertu de cette clause.

- Si le Groupe spécial devait constater que l'affirmation des CE est exacte, l'allégation de l'Inde au titre de l'article I:1 du GATT de 1994 serait repoussée, même si toutes les affirmations de l'Inde à l'appui de cette allégation sont exactes.

En tant que moyen de défense affirmatif, la Clause d'habilitation s'apparente aux articles XX et XXIV du GATT de 1994. Ainsi, par exemple, une allégation au titre de l'article I:1 ou de toute autre disposition du GATT de 1994 sera repoussée si le défendeur peut établir que la mesure en cause se justifie au titre de l'article XX; de même, une allégation au titre de toute autre disposition pertinente du GATT de 1994 sera repoussée si le défendeur peut établir que la non-adoption de la mesure en cause aurait fait obstacle à l'établissement d'une union douanière ou d'une zone de libre-échange ou à l'adoption d'un accord provisoire nécessaire à l'établissement d'une union douanière ou d'une zone de libre-échange.

Sans ... discrimination

33. Les CE ont indiqué dans leur réponse à la question n° 12 du Groupe spécial posée aux deux parties que, pour qu'une mesure prise au titre de la Clause d'habilitation soit considérée comme "sans ... discrimination", elle doit viser à atteindre un objectif légitime et être mise en œuvre par des moyens raisonnables. Dans ce contexte, comment peut-on déterminer qu'une mesure visant à atteindre un objectif légitime est ou non raisonnable, tant généralement parlant que plus spécifiquement s'agissant du régime concernant les drogues?

Réponse

Il n'y a pas à la connaissance de l'Inde de norme généralement acceptée ou de règle généralement applicable qui pourrait fournir au Groupe spécial un principe directeur à cet égard. De l'avis de l'Inde, l'interprétation que les CE donnent de l'expression "sans ... discrimination" créera effectivement un vide normatif et privera les groupes spéciaux de la possibilité d'examiner de manière adéquate les mesures établissant une discrimination entre pays en développement.

L'interprétation que l'Inde donne de l'expression "sans ... discrimination" n'empêcherait pas d'adopter des mesures commerciales répondant aux besoins spéciaux de tel ou tel pays en développement. Le droit de l'OMC prévoit l'application d'un traitement spécial notamment aux pays les moins avancés, aux pays du groupe ACP et aux pays dont l'économie est en transition, et des dérogations ont été accordées pour permettre l'octroi de préférences aux pays connaissant des problèmes de drogue. De fait, la note de bas de page 2 de la Clause d'habilitation elle-même prévoit "qu'il restera loisible aux [Membres] d'examiner, selon l'espèce, au titre des dispositions de l'Accord général concernant l'action collective, toutes propositions de traitement différencié et plus favorable qui ne relèveraient pas des dispositions du [paragraphe 2 de la Clause d'habilitation]". Cette note de bas de page confirme que la question de savoir si l'octroi de nouvelles préférences doit être autorisé est une question qui relève de la Conférence ministérielle et non pas des Membres à titre individuel ou des groupes spéciaux.[3]

[3] Ainsi, par exemple, la dérogation accordée aux États-Unis pour la loi relative aux préférences commerciales en faveur des pays andins l'a été en vertu de la note de bas de page 2 de la Clause d'habilitation

La seule conséquence de la décision demandée par l'Inde serait que le droit de déterminer quels sont les besoins qui justifient l'application d'un traitement spécial resterait l'apanage des Membres de l'OMC et ne serait pas conféré à des donneurs de préférences individuels poursuivant leurs propres intérêts. Aussi l'Inde demande-t-elle instamment au Groupe spécial de laisser trancher cette question par la Conférence ministérielle, qui est l'organe de l'OMC compétent pour décider si des préférences commerciales constituent un moyen raisonnable d'atteindre un objectif légitime.

34. L'expression "sans ... discrimination" contenue dans la note de bas de page 3 est-elle une disposition visant à prévenir les utilisations abusives du SGP? Dans l'affirmative, en quoi cela contribue-t-il à une interprétation correcte de cette expression?

Réponse

Il n'est pas certain que le fait de considérer l'expression "sans ... discrimination" contenue dans la note de bas de page 3 comme une disposition visant à prévenir les abus modifierait la façon d'interpréter cette expression. Ces termes devraient tout de même être interprétés suivant leur sens ordinaire, dans leur contexte et à la lumière de l'objet et du but du traité, autrement dit en appliquant les règles normales d'interprétation des traités.

L'Inde note que l'obligation d'agir "sans ... discrimination" réduit considérablement la latitude que peuvent avoir les pays développés d'utiliser abusivement les schémas SGP pour poursuivre leurs propres objectifs de politique extérieure. Toutefois, de l'avis de l'Inde, cette prescription de "non-discrimination" ne vise pas seulement à prévenir l'utilisation abusive des schémas SGP; il s'agit d'une prescription fondamentale qui définit la nature du SGP lui-même et qui vise à préserver les droits NPF des pays en développement et à éliminer les différences faites entre ces pays dans le cadre de schémas spéciaux de préférences préexistants accessibles uniquement à certains d'entre eux.

35. La Clause d'habilitation fait référence, dans la note de bas de page 3, au SGP "tel qu'il est défini dans la décision des PARTIES CONTRACTANTES en date du 25 juin 1971 concernant l'instauration d'un système généralisé de préférences "sans réciprocité ni discrimination", qui serait avantageux pour les pays en voie de développement"": le libellé de cette note incorpore-t-il intégralement la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation (hormis en ce qui concerne la limitation temporelle) y compris les Conclusions concertées? Si tel n'est pas le cas, pourquoi?

Réponse

La note de bas de page 3 décrit le SGP visé au paragraphe 2 a). Cette note fait référence au Système généralisé de préférences ("SGP") comme étant celui qui est "... défini dans la [Décision de 1971 portant octroi de la dérogation] concernant l'instauration d'un système généralisé de préférences "sans réciprocité ni discrimination qui serait avantageux pour les pays en voie de développement"". La Clause d'habilitation incorpore donc la *définition* du SGP figurant dans la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation.

Le paragraphe a) de la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation fait référence au "traitement tarifaire préférentiel mentionné dans le préambule de la présente décision ...". La disposition pertinente du préambule renvoie aux "arrangements mutuellement acceptables concernant l'établissement d'un traitement tarifaire préférentiel généralisé, sans discrimination ni réciprocité, sur les marchés des pays développés en faveur de produits originaires de pays en voie de développement [qui] ont été élaborés à la CNUCED ...".

---

visant l'article XXV du GATT. *Voir demande de dérogations, États-Unis – Loi relative aux préférences commerciales en faveur des pays andins* (L/6980 daté du 18 février 1982), page 1.

Par conséquent, la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation ne définit pas elle-même expressément le SGP. Elle se réfère au SGP défini dans les arrangements mutuellement acceptables qui ont été élaborés à la CNUCED. Ces arrangements figurent dans les Conclusions concertées. Ce qui est donc incorporé dans la Clause d'habilitation, c'est la *définition* du SGP figurant dans les Conclusions concertées.

36. En ce qui concerne le SGP, le contexte des Conclusions concertées devrait-il être utilisé différemment pour l'interprétation de la Clause d'habilitation et pour celle de la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation? Dans l'affirmative, pourquoi? Veuillez développer.

Réponse

En ce qui concerne le SGP, le contexte des Conclusions concertées ne peut pas être utilisé différemment pour l'interprétation de la Clause d'habilitation d'une part et de la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation d'autre part. Veuillez vous reporter à la réponse de l'Inde à la question n° 29 du Groupe spécial posée aux deux parties.

37. Si l'on considère qu'un traitement différent n'est pas nécessairement discriminatoire et demeure autorisé par l'expression "sans ... discrimination" utilisée dans la Clause d'habilitation, qu'est-ce qui n'est pas autorisé en vertu de cette expression? Où faut-il placer la limite?

Réponse

Le texte de la Clause d'habilitation ne fournit aucune indication quant au type de différenciation pouvant être établi entre les pays en développement, en dehors du fait que le paragraphe 2 d) autorise l'application d'un traitement spécial aux pays les moins avancés. Les Membres n'ont donc pas fixé la limite entre ce qui est permis et ce qui ne l'est pas. L'existence d'une telle limite repose sur le postulat qu'un traitement différencié n'est pas nécessairement un traitement discriminatoire. Mais le fait que les Membres n'aient pas fixé de limite milite contre la validité de ce postulat.

L'Inde note également que *si* l'interprétation de la "non-discrimination" donnée par les CE était validée par le Groupe spécial[4], il aurait fallu que soit aussi établie une norme juridique pour déterminer à quel moment l'application d'un traitement *identique* à des pays en développement serait proscrite. Sur cette question, la Clause d'habilitation est également silencieuse.

Les CE proposent différentes formulations du critère à appliquer pour déterminer si l'application d'un traitement identique ou d'un traitement différencié aux pays en développement est interdite, mais aucune de ces formulations ne trouve de fondement dans le texte de la Clause d'habilitation.

Pour toutes ces raisons, l'Inde ne peut que reconnaître son incapacité de "fixer la limite" sur la base du texte de la Clause d'habilitation.

38. En tenant compte du contenu de la note de bas de page 3, veuillez indiquer quels changements – éventuels – la Clause d'habilitation a apportés par rapport au régime SGP préexistant.

[4] Selon les CE, l'application d'un traitement égal à des entités inégales est aussi interdite par l'expression "sans ... discrimination". CE, première communication écrite, paragraphes 65 et 69, note de bas de page 52.

Réponse

En tenant compte du contenu de la note de bas de page 3, la Clause d'habilitation n'a pas apporté de changements par rapport au régime SGP préexistant (veuillez vous reporter à la réponse de l'Inde à la question n° 29 du Groupe spécial posée aux deux parties).

39. Les pays à économie planifiée qui étaient parties contractantes au GATT ont-ils participé aux négociations sur le SGP? La Clause d'habilitation a-t-elle affecté leurs droits et obligations au titre de l'article I:1 du GATT? Dans l'affirmative, de quelle manière?

Réponse

Les paragraphes 60 à 64 de la deuxième partie des Conclusions concertées sous le titre "Pays socialistes d'Europe orientale" indiquent que des interventions ont été faites au moins par i) la Bulgarie parlant en son propre nom et au nom de (ce qui était alors) la Tchécoslovaquie, de la Hongrie, de la Pologne et de (ce qui était alors) l'Union des républiques socialistes soviétiques, ii) par la Roumanie et iii) par la Pologne parlant en son propre nom. Les Conclusions concertées ont été adoptées au cours de la deuxième partie de la quatrième session du Comité spécial des préférences de la CNUCED, tenue du 21 septembre au 12 octobre 1970. À cette époque, sur les pays en question, seule la Tchécoslovaquie (partie contractante originelle du GATT) et la Pologne (à compter du 18 octobre 1967) étaient des parties contractantes du GATT. (Outre la Tchécoslovaquie et la Pologne, (ce qui était alors) la Yougoslavie était également partie contractante du GATT (à compter du 25 août 1966)).

Dans la mesure où un pays appartenant à la catégorie des "pays à économie planifiée" était *bénéficiaire* du SGP, le SGP tel que défini dans la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation et dans la Clause d'habilitation n'a pas affecté ses droits et obligations au titre de l'article I:1 du GATT, car ce pays a conservé intégralement ses droits NPF (sauf en ce qui concerne les préférences spéciales octroyées en faveur des pays les moins avancés au titre du paragraphe 2 d) de la Clause d'habilitation).

Mais dans la mesure où un pays appartenant à la catégorie des "pays à économie planifiée" était *donneur* de préférences dans le cadre du SGP, le SGP tel que défini dans la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation et dans la Clause d'habilitation a affecté ses droits au titre de l'article I:1 du GATT, car il a été privé dans la pratique de son droit au traitement NPF par rapport aux avantages accordés à d'autres pays en développement.

40. Veuillez indiquer si des préférences tarifaires ont été accordées à un moment quelconque par des parties contractantes du GATT à titre individuel ou par des Membres de l'OMC à des groupes limités de pays en développement et notifiées conformément au paragraphe 4 a) de la Clause d'habilitation et si ces préférences ont fait l'objet d'une dérogation accordée au titre de l'article XXV du GATT.

Réponse

L'Inde a été dans l'impossibilité d'obtenir une liste complète des schémas de préférences tarifaires notifiés au titre de la Clause d'habilitation. À cet égard, on relevait dans un document du Secrétariat de l'OMC sur les schémas SGP qu"'il a été très difficile d'établir le présent document sur la base des sources disponibles à l'OMC, ce qui donne à penser qu'il est nécessaire d'améliorer les notifications et les rapports statistiques".[5]

[5] Note du Secrétariat, Système généralisé de préférences: analyse préliminaire des schémas SGP de la Quadrilatérale (WT/COMTD/W/93 daté du 5 octobre 2001), paragraphe 90.

Néanmoins, un examen de la pratique en matière de dérogations montre qu'il y a eu une tendance constante à solliciter des dérogations pour l'octroi d'un traitement tarifaire préférentiel à un groupe limité de pays en développement, même lorsque la justification de cette différence de traitement était l'existence de besoins de développement différents chez les pays bénéficiaires.

Sur la base des informations dont l'Inde dispose actuellement, les dérogations suivantes ont été accordées pour l'octroi d'un traitement tarifaire préférentiel à un groupe limité de pays en développement:

1. Loi relative au redressement économique du bassin des Caraïbes: dérogation accordée aux États-Unis le 15 février 1985 (L/5579, IBDD, S31/20) (prorogée le 15 novembre 1995 [WT/L/104])

   - Dans la demande de dérogation des États-Unis, il est nommément indiqué que la Loi relative au redressement économique du bassin des Caraïbes vise à aider les pays du bassin à résoudre certains problèmes spéciaux de développement.[6] Il est aussi précisé que cette mesure n'est couverte par aucun des alinéas de la Clause d'habilitation.[7]

2. Canada – Programme CARIBCAN: dérogation accordée le 26 novembre 1986 (L/6102, SR42/4) (prorogée le 14 octobre 1996 [WT/L/185])

3. États-Unis – Loi relative aux préférences commerciales en faveur des pays andins: dérogation accordée le 19 mai 1992 (L/6991) (prorogée le 14 octobre 1996 [WT/L/183 et WT/L/184])

   - La demande de dérogation des États-Unis fait référence aux difficultés économiques rencontrées par les pays bénéficiaires en raison de la production et du trafic de stupéfiants.[8] Elle précise aussi que la Loi relative aux préférences commerciales en faveur des pays andins n'est couverte par aucun des alinéas de la Clause d'habilitation.[9]

---

[6] *Loi relative au redressement économique du bassin des Caraïbes, demande de dérogation présentée par les États-Unis* (L/5573 daté du 1er novembre 1983), page 2 ("L'initiative concernant le bassin des Caraïbes est un programme de développement qui vise, en mettant en œuvre des mesures concernant le commerce, la fiscalité et l'assistance, à faciliter la revitalisation de l'économie des pays du bassin. Les économies fragiles et de petite dimension de cette région ont été sérieusement touchées par la hausse des prix du pétrole importé, la baisse des cours de leurs principaux produits d'exportation (sucre, café, etc.), le resserrement de leurs débouchés à l'exportation dû à la récession mondiale, et le ralentissement du tourisme. Les mesures à prendre sont conçues pour aider les nations de la région des Caraïbes à résoudre ces problèmes en encourageant le développement de leurs capacités productives pour leur permettre de répondre à l'ouverture de nouveaux débouchés pour leurs exportations, et pour aider le secteur des services de leurs économies, en particulier le tourisme.").

[7] *Ibid.*, ("Les dispositions de l'IBC relatives à la franchise douanière ne relèvent exactement d'aucune des catégories de programmes visées aux alinéas a) à d) du paragraphe 2 de l'accord relatif au cadre juridique.").

[8] *États-Unis – Loi relative aux préférences commerciales en faveur des pays andins, demande de dérogation* (L/6980 daté du 31 janvier 1992), page 3 ("Les préférences tarifaires prévues par l'ATPA sont l'un des éléments essentiels de l'ATI, laquelle a pour objet de répondre aux graves difficultés économiques rencontrées par les nations andines à cause du fléau que constituent la production et le trafic de stupéfiants. L'ATPA élargit les avantages apportés à la région par le SGP et par les efforts que consentent d'autres nations pour promouvoir le commerce et le développement économique de la région.").

[9] *Ibid.*, page 2 ("Les dispositions de l'ATPA relatives aux préférences tarifaires ne relèvent pas spécifiquement de telle ou telle des catégories de programmes visées aux alinéas a) à d) du paragraphe 2 de l'accord relatif au cadre juridique.").

4. Communautés européennes – Quatrième convention ACP-CE de Lomé: dérogation accordée le 9 décembre 1994 (L/7604) (prorogée le 14 octobre 1996 [WT/L/186 et WT/L/187]).

5. Communautés européennes – L'Accord de partenariat ACP-CE: dérogation accordée le 14 novembre 2001 (WT/MIN(01)/15).

41. Lors de l'application initiale de la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation, l'une ou l'autre des parties contractantes accordant des préférences aux pays en développement a-t-elle exclu un ou des pays en développement de son SGP?

Réponse

L'Inde n'a pu obtenir de détails que sur les schémas de préférences initiaux appliqués par le Canada[10], les Communautés européennes[11], le Japon[12] et les États-Unis[13], sur la base des notifications que ces pays ont adressées au GATT.

L'Inde note que dans tous ces schémas initiaux aucune différence n'était faite entre les pays reconnus comme bénéficiaires au motif qu'ils avaient des besoins de développement différents.

Quant à la question (distincte) de savoir quels pays étaient reconnus comme bénéficiaires, le Japon et les États-Unis avaient adopté des dispositions permettant l'exclusion de certains pays en développement. Ainsi, par exemple, les États-Unis avaient exclu tous les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole[14] et le Japon avait prévu l'exclusion future de tous les pays en développement qui invoqueraient l'article XXV du GATT à l'égard du Japon ou qui appliqueraient dans leurs relations avec le Japon, des mesures commerciales ou tarifaires discriminatoires.[15] Toutefois, ces exclusions se fondent sur le pouvoir qu'ont censément les pays développés d'exclure *ab initio* certains pays en développement du statut de bénéficiaire pour des raisons impératives, ce qui n'est pas la question qui se pose en l'espèce. Ces exclusions sont sans rapport avec la question du pouvoir qu'ont censément les pays développés d'établir une différenciation entre les pays en développement reconnus comme bénéficiaires sur la base de leurs besoins de développement particuliers.

42. Quels éléments de l'article I:1 du GATT de 1994 ne s'appliquent pas dans le cadre des schémas SGP visés au paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation? Ainsi, par exemple, les engagements concernant les impositions qui frappent les transferts internationaux de fonds effectués en règlement des importations ou des exportations ou l'ensemble de la réglementation et des formalités afférentes aux importations et exportations sont-ils modifiés d'une quelconque manière lorsque le commerce s'effectue dans le cadre du SGP, ou conservent-ils leur validité comme prévu à l'article I:1?

Réponse

Sans la Clause d'habilitation, l'article I:1 du GATT de 1994 s'applique en totalité. L'obligation de traitement NPF au titre de cet article s'applique:

[10] Système généralisé de préférences – Notification du Canada (L/4027 daté du 14 mai 1974).
[11] Système généralisé de préférences – Notification des Communautés européennes (L/3550 daté du 16 juillet 1971).
[12] Système généralisé de préférences – Notification du Japon (L/3559 daté du 20 août 1971).
[13] Système généralisé de préférences – Notification des États-Unis (L/4299 daté du 13 février 1976).
[14] *Ibid.*, page 3.
[15] Système généralisé de préférences – Notification du Japon (L/3559 daté du 20 août 1971), page 3.

- aux "droits de douane et impositions de toute nature perçus à l'importation ou à l'exportation ou à l'occasion de l'importation ou de l'exportation, [ou] qui frappent les transferts internationaux de fonds effectués en règlement des importations ou des exportations",

- au "mode de perception de ces droits et impositions",

- à "l'ensemble de la réglementation et des formalités afférentes aux importations ou aux exportations", et

- à "toutes les questions qui font l'objet des paragraphes 2 et 4 de l'article III ...".

Le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation fait uniquement référence au "traitement tarifaire préférentiel accordé par des [pays Membres] développés pour des produits originaires de pays en voie de développement conformément au [SGP]". Par conséquent, le seul élément de l'article I:1 qui ne s'applique pas en vertu du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation est le *traitement tarifaire* préférentiel accordé par des pays Membres développés pour des produits originaires de pays en développement (c'est-à-dire accordé aux *importations* en provenance des pays en développement) conformément au Système généralisé de préférences. Donc, tous les autres éléments visés à l'article I:1 du GATT de 1994 et qui en définissent la portée continuent de s'appliquer. En ce qui concerne les pays Membres développés, nonobstant le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation, l'obligation de traitement NPF découlant de l'article I:1 du GATT de 1994 continue de s'appliquer s'agissant:

- des droits de douane et impositions de toute nature perçus i) à l'importation ou à l'occasion de l'importation *non effectuée* conformément au Système généralisé de préférences, ii) à l'exportation ou à l'occasion de l'exportation, ou iii) ... qui frappent les transferts internationaux de fonds effectués en règlement des importations ou des exportations,

- du mode de perception de ces droits et impositions,

- de l'ensemble de la réglementation et des formalités afférentes aux importations ou aux exportations, et

- de toutes les questions qui font l'objet des paragraphes 2 et 4 de l'article III du GATT de 1994.

43. Veuillez donner, avec tous les détails, votre interprétation de l'expression "sans ... discrimination" contenue dans la note de bas de page 3.

Réponse

Le Préambule de l'Accord sur l'OMC contient notamment la formule suivante:

> "Désireuses de contribuer à la réalisation de ces objectifs par la conclusion d'accords visant, sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels, à la réduction substantielle des tarifs douaniers et des autres obstacles au commerce et à l'élimination des **discriminations** dans les relations commerciales internationales". (pas de caractère gras dans l'original)

Cette formule reprend pratiquement le passage pertinent du préambule du GATT. Le traitement discriminatoire dans les relations internationales en tant que moyen d'atteindre les objectifs

de l'Accord sur l'OMC est notamment mis en application par le biais du principe NPF énoncé à l'article I:1 du GATT. L'expression "sans ... discrimination" doit donc être interprétée conformément à la norme établie par cet article – c'est-à-dire l'extension immédiate et sans condition du traitement NPF aux produits similaires originaires de tous les Membres.

La Clause d'habilitation autorise certains actes qui seraient autrement prohibés par l'article premier du GATT de 1994. Il s'ensuit que la Clause d'habilitation ou toute disposition de cette clause ne peuvent être interprétées isolément de l'article premier du GATT de 1994.

Le régime concernant les drogues est incompatible avec la Clause d'habilitation car, dans le cadre de ce régime, les CE accordent des préférences tarifaires à des produits originaires des 12 pays en développement bénéficiaires sans accorder immédiatement et sans condition le même traitement aux produits originaires des autres Membres.

Le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation autorise les pays Membres développés à accorder un traitement tarifaire préférentiel pour des produits originaires de pays en développement sans accorder le même traitement pour des produits originaires de tous les autres Membres dans le contexte du SGP. Mais comme l'Inde l'a fait remarquer, pour permettre aux pays développés Membres d'accorder un traitement tarifaire préférentiel à des produits originaires de pays en développement, il n'est pas nécessaire d'autoriser ces pays développés Membres à traiter différemment des produits similaires originaires de pays en développement.[16] Les pays en développement conservent, entre eux, leurs droits NPF.

L'expression "sans ... discrimination" contenue dans la note de bas de page 3 n'est pas en contradiction avec la conservation, par les pays en développement Membres, de leurs droits NPF. Bien au contraire, elle va dans le sens de cette conservation.

Le SGP concerne le traitement tarifaire préférentiel. Le sens ordinaire de "discriminatory tariff" (traitement tarifaire discriminatoire) est "a tariff containing duties that are applied unequally to different countries or manufacturers" (un traitement tarifaire dans lequel les droits sont appliqués de manière inégale à différents pays ou différents fabricants).[17] Le sens ordinaire d'un "traitement tarifaire non discriminatoire" dans le contexte de la Clause d'habilitation est donc un traitement tarifaire dans lequel les droits sont appliqués de manière égale à différents pays en développement.

Les CE tentent d'attribuer à l'expression "sans ... discrimination" un sens qui est incompatible avec les droits NPF des pays en développement Membres. À l'appui de cette affirmation, elles font valoir que, dans le cas contraire, l'expression "sans ... discrimination" dans la note de bas de page 3 serait redondante.

Il faut rappeler que le SGP a été formulé dans le cadre de la CNUCED tandis que la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation et la Clause d'habilitation ont été adoptées au sein du GATT - deux organisations distinctes. L'expression "sans ... discrimination" a été utilisée pour la première fois à la CNUCED pour décrire le SGP dans les arrangements mutuellement acceptables élaborés au sein de cet organe. Cette définition du SGP a été incorporée dans la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation et, par la suite, dans la Clause d'habilitation. L'expression "sans ... discrimination" figurant dans la note de bas de page 3 n'est donc pas redondante, car elle ne fait que décrire la norme applicable au SGP tel qu'il a été initialement formulé. Si cette expression avait été omise dans la note de bas de page 3, cette note aurait décrit le SGP de manière imparfaite.

[16] Inde, deuxième communication écrite, paragraphes 67 et 68.
[17] *Black's Law Dictionary*, *supra*, note 2, page 1468.

Paragraphe 3 c)

44. Considérez-vous que les Conclusions concertées (TD/B/330) ont été adoptées par consensus au sein de la CNUCED? Dans l'affirmative, considérez-vous qu'elles font partie du contexte dans lequel il faut interpréter la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation, au sens de l'article 31.2 a) de la Convention de Vienne? Ces Conclusions concertées font-elles aussi partie du "contexte" de la Clause d'habilitation, en vertu de la note de bas de page 3? Dans la négative, font-elles partie des travaux préparatoires de la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation et de la Clause d'habilitation? Veuillez développer.

Réponse

L'Inde considère que les Conclusions concertées ont été adoptées par consensus au sein de la CNUCED. Comme on l'a expliqué plus haut, la Clause d'habilitation incorpore la définition du SGP contenue dans la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation, laquelle fait à son tour référence aux arrangements mutuellement acceptables élaborés à la CNUCED (prière de se reporter à la réponse de l'Inde à la question n° 29 du Groupe spécial posée aux deux parties). Cette définition décrit le SGP comme étant "sans .. discrimination". L'expression "sans ... discrimination" et les Conclusions concertées incorporées dans la Clause d'habilitation par le biais de la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation font donc partie des "termes" de la Clause d'habilitation au sens de l'article 31.1 de la Convention de Vienne et doivent par conséquent être interprétées "de bonne foi" et "suivant [leur] sens ordinaire" ... "dans leur contexte et à la lumière de [l']objet et [du] but" du GATT de 1994.

45. À la lumière des articles 31 et 32 de la Convention de Vienne, les Conclusions concertées font-elles partie du contexte, de l'objet et du but ou des travaux préparatoires ou sont-elles autre chose encore?

Réponse

Veuillez vous reporter à la réponse de l'Inde à la question n° 44 du Groupe spécial posée aux deux parties.

46. Considérez-vous que les pays en développement sont convenus, dans les Conclusions concertées ou dans la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation, que des schémas SGP pourraient porter sur un seul produit? Dans l'affirmative, veuillez fournir des documents à l'appui de cette affirmation. Dans la négative, y a-t-il, dans les Conclusions concertées, quelque chose qui interdit cela?

Réponse

Il n'existe dans les Conclusions concertées ou dans la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation aucune disposition spécifique indiquant que les pays en développement seraient convenus que les schémas SGP pourraient porter sur un seul produit. Certaines parties des Conclusions concertées donnent une idée de ce qui était attendu en termes de produits couverts, par exemple:

- la référence au paragraphe 1 de la section I de la première partie de la Résolution 21(II) de la CNUCED à l'instauration, à une date rapprochée, d'un système généralisé de préférences "qui serait avantageux pour les pays en voie de développement";

- la référence au paragraphe 2 de la section II de la première partie au fait que l'on est convenu que les objectifs du SGP, en ce qui concerne des pays en voie de développement, doivent être: "a) d'augmenter leurs recettes d'exportation; b) de

favoriser leur industrialisation; c) d'accélérer le rythme de leur croissance économique".

Ces objectifs indiquent quelles étaient les attentes des membres de la CNUCED, y compris les pays en développement, en termes de produits couverts. Plus les produits couverts par le SGP sont nombreux, plus celui-ci sera "avantageux pour les pays en développement" et plus il pourra contribuer à la réalisation des objectifs énoncés.

47. Veuillez donner, avec tous les détails, votre interprétation du paragraphe 3 c).

Réponse

Le paragraphe 3 c) a été invoqué par les CE pour appuyer leur interprétation de l'expression "sans ... discrimination" comme autorisant une différenciation entre les pays en développement. L'Inde considère que les CE font une mauvaise analyse du paragraphe 3 c) et que, si celui-ci est correctement compris, il ne corrobore pas l'interprétation donnée par les CE de l'expression "sans ... discrimination".

Le paragraphe 3 c) énonce une prescription applicable à toutes les mesures prises par les pays développés pour favoriser les pays en développement au titre de la Clause d'habilitation. Il s'applique donc au traitement tarifaire préférentiel, au traitement différencié et plus favorable en ce qui concerne les mesures non tarifaires, au traitement différencié et plus favorable accordé dans le contexte de négociations et à tous autres types de mesures tendant à appliquer un traitement différencié et plus favorable qui pourraient être autorisées dans le cadre de l'action collective visée à la note de bas de page 2 de la Clause d'habilitation.

Aux termes du paragraphe 3 c), les mesures prises en vertu de la Clause d'habilitation doivent viser à répondre de manière positive aux besoins du développement, des finances et du commerce des pays en développement.

- Cela exige que les mesures prises au titre de la Clause d'habilitation répondent aux besoins des pays en voie de développement et non à ceux des pays développés.

- Cela exige que les mesures prises au titre de la Clause d'habilitation répondent aux besoins "du développement, des finances et du commerce" des pays en développement.

- Cela exige que les mesures répondent aux besoins du développement, des finances et du commerce des pays en voie de développement considérés dans leur ensemble et non pas individuellement ou en tant que sous-groupes. Lorsque les rédacteurs de la Clause d'habilitation ont voulu faire référence aux besoins de pays en développement particuliers ou de sous-groupes de pays en développement, ils l'ont fait expressément comme dans le paragraphe 5 ("les besoins du développement, des finances et du commerce de chacun de ces pays") et au paragraphe 6 ("de leur situation et de leurs problèmes particuliers").

Si l'on se réfère au contexte du traitement tarifaire préférentiel décrit au paragraphe 2 a), la fonction première du paragraphe 3 c) est d'assurer que l'éventail des produits couverts et l'ampleur des réductions tarifaires consenties dans le cadre des schémas SGP soient importants et de nature à répondre aux besoins du développement, des finances et du commerce des pays en développement dans leur ensemble.

Paragraphe 2 a)

48. Quelle était votre position concernant la signification du SGP au cours des négociations à la fin des années 60? Cette position a-t-elle évolué au fil du temps, jusqu'à l'adoption de la Clause d'habilitation en 1979? Veuillez fournir des preuves documentaires à l'appui de votre réponse.

Réponse

À l'occasion de l'adoption des Conclusions concertées, l'Inde avait fait une déclaration au nom du Groupe des 77 dans laquelle il était souligné qu'"aucun pays en voie de développement membre de ce groupe ne devrait être exclu du [SGP] au départ ou pendant la période d'application du système".[18] La position de l'Inde à cette époque était qu'aucun pays en développement ne devait être exclu du SGP.

À la réunion du Conseil du GATT au cours de laquelle a été adoptée la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation, l'Inde a souligné que les arrangements élaborés par la CNUCED devaient être adoptés et qu'il ne fallait aucunement tenter de revenir sur l'un quelconque d'entre eux.[19]

À la réunion du Conseil du GATT au cours de laquelle a été examinée la question de l'exclusion du Chili du schéma SGP des États-Unis, l'Inde a exprimé la position suivante reflétée dans le procès-verbal de cette réunion:

> "Le représentant de l'Inde a dit que, de l'avis de sa délégation, l'application de critères unilatéraux et subjectifs à des schémas de préférence tels que le SGP ne pouvait être qu'un sujet de grave préoccupation pour toutes les parties contractantes. L'Inde suivrait l'évolution de cette question avec un vif intérêt."[20]

L'Inde a aussi constamment fait part de ses préoccupations concernant les schémas SGP qui enfreignent les prescriptions du paragraphe 2 a) dans le contexte des examens de politiques commerciales.[21]

La position de l'Inde a été constante et n'a pas varié.

49. Convenez-vous qu'un des objectifs majeurs de l'introduction du SGP était de remplacer les préférences spéciales qui existaient antérieurement? Dans l'affirmative, est-il possible de mettre en place des programmes SGP répondant aux problèmes de développement de pays qui ne sont pas l'ensemble des pays en voie de développement? Sur quelle base s'appuierait une telle possibilité? Quelles sont les conséquences systémiques d'une telle lecture du texte?

---

[18] CNUCED, annexe 1 du Rapport du Conseil du commerce et du développement sur sa quatrième session extraordinaire, TD/B/330, 14 octobre 1970, pages 12 et 13.

[19] Procès-verbal de la réunion tenue le 25 mai 1971 (C/M/69 daté du 28 mai 1971).

[20] Procès-verbal de la réunion tenue le 2 février 1988 (C/M/217 daté du 8 mars 1988), page 7.

[21] Voir par exemple le compte rendu de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales tenue les 14 et 17 septembre 2001 (WT/TPR/M/88), pages 20 et 40 (observations de l'Inde concernant les États-Unis); le compte rendu de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales tenue les 12 et 14 juillet 2000 (WT/TPR/M/72/Add.1), pages 82, 83 et 94 (observations du Brésil et de l'Inde concernant les CE); le compte rendu de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales tenue les 12 et 14 juillet 1999 (WT/TPR/M/56), page 23 (observations de l'Inde concernant les États-Unis); le compte rendu de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales tenue les 24 et 25 juillet 1995 (WT/TPR/M/3), pages 10, 16 et 21 (observations des pays de l'ANASE, du Chili et de l'Inde concernant les CE).

Réponse

L'Inde convient qu'un des objectifs majeurs de l'introduction du SGP était de remplacer les préférences spéciales qui existaient antérieurement.

Le SGP a vu le jour lors de la première session de la CNUCED en 1964, au cours de laquelle il a été convenu ce qui suit:

> "Les échanges internationaux devraient se faire dans l'intérêt réciproque des coéchangistes, sur la base du traitement de la nation la plus favorisée et ne devraient pas comporter de mesures préjudiciables aux intérêts commerciaux des autres pays ... Toutefois, les pays développés devraient accorder des concessions à tous les pays en développement, faire bénéficier ces pays de toutes les concessions qu'ils s'accordent entre eux et, lorsqu'ils leur accordent ces concessions ou d'autres, ne pas exiger de ces pays la réciprocité. De nouvelles préférences, tarifaires et non tarifaires, devraient être accordées à l'ensemble des pays en voie de développement sans l'être pour autant aux pays développés. Les pays en voie de développement ne seront pas tenus d'étendre aux pays développés le traitement préférentiel qu'ils s'accordent entre eux. **Les préférences spéciales dont certains pays en voie de développement bénéficient actuellement dans leurs échanges avec certains pays développés devraient être considérées comme transitoires et sujettes à réduction progressive. Ces préférences devraient être supprimées au fur et à mesure qu'entreront en vigueur des mesures internationales efficaces garantissant des avantages au moins équivalents aux pays intéressés."**[22] (pas de caractère gras dans l'original)

Dès la première session de la CNUCED, en conséquence, il a été convenu que les préférences spéciales dont bénéficiaient alors certains pays en développement dans certains pays développés devaient être considérées comme transitoires et être sujettes à des réductions progressives. L'intention était donc que le SGP dont les avantages seraient rendus accessibles à tous les pays en développement remplace les préférences spéciales dont bénéficiaient alors certains pays en développement dans certains pays développés.

Les préférences spéciales répondaient aux problèmes d'un sous-groupe de pays en développement et non à ceux de l'ensemble de ces pays. L'instrument de cette "réponse" était un traitement tarifaire préférentiel discriminatoire. Ce que l'on pouvait reprocher aux préférences spéciales qui existaient à l'époque, c'était que les préférences tarifaires accordées à certains produits originaires de certains pays en développement n'étaient pas accordées à des produits similaires originaires d'autres pays en développement, ce qui revenait à priver ces autres pays de possibilités de concurrence égales. En avantageant sur le plan de la concurrence un sous-groupe de pays en développement par rapport aux pays développés et aux autres pays en développement, on ne faisait donc que répondre aux problèmes de développement de ces pays. Le SGP a été établi à la fois i) pour créer et préserver l'égalité des possibilités de concurrence entre les pays en développement et ii) pour améliorer les possibilités de concurrence des pays en développement dans leur ensemble vis-à-vis des pays développés.

[22] Huitième principe de la Recommandation A:I:1 contenue dans l'Acte final de la première Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Genève: CNUCED, document E/CONF.46/141, 1964), volume 1, cité dans Lorand Bartels "The WTO Enabling Clause and Positive Conditionality in the European Community's GSP program", *Journal of International and Economic Law*, volume 6, n° 2 (2003), page 507.

Dans le contexte de cet objectif majeur et à la lumière de l'expression "sans ... discrimination", il n'est donc pas possible de mettre en place des programmes SGP visant à répondre aux problèmes de développement de certains pays en développement seulement en offrant à un sous-groupe de ces pays des possibilités de concurrence accrues par rapport à d'autres pays en développement. Ainsi, il ne peut être conçu aucun schéma SGP opérant une différenciation en ce qui concerne le traitement tarifaire appliqué à des produits similaires originaires de pays en développement.

Sur un plan systémique, le fait d'autoriser des schémas SGP répondant aux problèmes de développement de la non-totalité des pays en développement - ce qui revient à porter atteinte aux possibilités de concurrence des pays en développement non bénéficiaires - a des conséquences considérables. Les concessions en matière d'accès aux marchés consenties par un pays développé à un pays en développement deviendront alors plus précaires. Une concession en matière d'accès aux marchés pourra en effet être facilement rendue inefficace si de meilleures possibilités de concurrence sont offertes à un groupe de pays en développement favorisés dans le cadre d'un schéma SGP. Ce pouvoir de modifier le jeu de la concurrence entre les pays en développement aura des effets considérables sur les échanges car les principaux concurrents d'un pays en développement sont généralement les autres pays en développement. De ce fait, les pays en développement seront privés des sauvegardes fondamentales dont ils ont besoin pour participer efficacement aux négociations commerciales multilatérales. Enfin, le pouvoir de modifier le jeu de la concurrence pour répondre aux besoins de pays qui ne sont pas la totalité des pays en développement pourra être utilisé abusivement par les pays développés pour émietter le pouvoir de négociation des pays en développement en tant que groupe, ou pourra devenir un outil de politique extérieure susceptible de porter atteinte à l'autonomie décisionnelle de tel ou tel pays en développement. En l'absence de tout principe directeur pouvant être tiré du texte de la Clause d'habilitation quant à la possibilité d'établir des différences entre les pays en développement, les organes judiciaires de l'OMC ne peuvent pas fournir eux-mêmes un tel principe.

50. Le mot "généralisé" désigne-t-il les produits couverts ou les pays couverts ou les deux? Et l'expression "sans ... discrimination" s'applique-t-elle aux produits, aux pays ou aux deux?

Réponse

Les Conclusions concertées ne définissent pas directement le terme "généralisé". Dans le rapport intitulé "Examen et évaluation du Système généralisé de préférences" en date du 9 janvier 1979[23] publié par la CNUCED, il est dit que:

> "10. Dans sa Résolution 21(II), la Conférence s'est prononcée pour l'application d'un système généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, aux produits exportés par les pays en développement à destination des pays développés. **Selon ce système, des préférences devraient être octroyées par tous les pays développés à tous les pays en développement** ...". (pas de caractère gras dans l'original)

Le mot "généralisé" dans le contexte du SGP peut être interprété de différentes manières. En ce qui concerne les pays donneurs de préférences, l'intention était que tous les pays en développement accordent un traitement tarifaire préférentiel aux pays en développement. S'agissant des bénéficiaires, l'intention était que tous les pays en développement bénéficient du système. Enfin, pour ce qui était des préférences spéciales dont jouissaient à l'époque certains pays en développement dans certains pays développés, l'intention était que ces préférences spéciales soient remplacées par les préférences "généralisées" accordées dans le cadre du SGP.

[23] TD/232.

Sur la base des références dont elle dispose actuellement, l'Inde estime que le mot "généralisé" concerne les pays couverts, qu'il s'agisse de pays donneurs ou de pays bénéficiaires. L'expression "sans ... discrimination" fait référence au traitement des produits originaires des pays bénéficiaires. Par conséquent, le mot "généralisé" signifie que tous les pays en développement peuvent prétendre à être bénéficiaires. L'expression "sans ... discrimination" signifie que les produits similaires originaires des pays bénéficiaires doivent être traités sur un pied d'égalité.

51. Si "généralisé" ne signifie pas "pour tous" mais ne permet pas de se limiter à un seul, comment faut-il l'interpréter? Comment peut-on déterminer qu'un schéma de préférences est "généralisé" ou non? Pourrait-on considérer que des préférences appliquées à quatre pays seraient suffisamment "généralisées" puisque telle était la situation dans les premières années d'application du régime concernant les drogues? Un schéma de préférences qui s'appliquerait, disons, à 50 pour cent de l'ensemble des pays en développement serait-il "généralisé"?

Réponse

De l'avis de l'Inde, "généralisé" signifie "pour tous" et ne permet pas de se limiter à un seul pays. Ainsi, un schéma de préférences qui prétendrait être un schéma SGP mais qui ne s'appliquerait qu'à quatre pays seulement ou à 50 pour cent de l'ensemble des pays en développement ne serait pas "généralisé". Cela n'est même pas une question de degré ("*suffisamment* généralisé"). Le schéma est ou bien "généralisé" ou bien il ne l'est pas. L'Inde souligne que cette question est distincte du point de savoir si une différence de traitement entre les pays en développement reconnus comme bénéficiaires est autorisée.

52. Veuillez donner, avec tous les détails, votre interprétation du paragraphe 2 a). Veuillez aussi donner votre interprétation du terme "généralisé" figurant dans la note de bas de page 3.

Réponse

Le paragraphe 2 a) autorise une dérogation à l'article I:1, en ce qui concerne le traitement tarifaire préférentiel accordé par des pays Membres développés à des pays en voie de développement *conformément* au Système généralisé de préférences. Le SGP est à son tour décrit dans les Conclusions concertées élaborées à la CNUCED. Une mesure qui n'est pas "généralisée" et "sans réciprocité ni discrimination" n'est manifestement pas conforme au SGP et ne peut donc bénéficier de la protection conférée par le paragraphe 2 a).

Pour ce qui est de l'interprétation du terme "généralisé" veuillez vous reporter à la réponse de l'Inde aux questions n° 51 et 52 du Groupe spécial posées aux deux parties.

Article XX b)

53. Quel devrait être à votre avis le critère à appliquer pour juger si une mesure est "nécessaire" au titre de l'article XX b)?

Réponse

Pour juger si une mesure est provisoirement justifiée au titre des alinéas pertinents de l'article XX, l'Organe d'appel a cautionné une analyse en deux temps consistant à: i) déterminer si la mesure considérée est conçue pour atteindre les objectifs envisagés dans l'alinéa concerné; et ii) déterminer si la mesure considérée présente le *degré de lien ou de relation requis* (par exemple un

lien nécessaire ou essentiel) avec l'intérêt ou la politique d'État que l'on cherche à promouvoir ou à réaliser.[24]

Dans sa deuxième communication (paragraphes 135 à 144), l'Inde a démontré que le régime concernant des drogues n'était "pas conçu pour assurer" la protection de la santé et de la vie de la population des CE.

Pour déterminer si la mesure considérée présentait le degré de lien ou de relation requis avec l'intérêt ou la politique d'État que l'on cherchait à promouvoir ou à réaliser – en l'occurrence si elle était "nécessaire" – l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée – Viande de bœuf* a décrit ainsi le champ sémantique de la "nécessité":

> À une extrémité du champ sémantique, on trouve "nécessaire" dans le sens d'"indispensable"; à l'autre extrémité, on trouve "nécessaire" pris dans le sens de "favoriser". Dans ce champ sémantique, nous estimons **qu'une mesure "nécessaire" se situe beaucoup plus près du pôle "indispensable" que du pôle opposé: "favoriser simplement"**.[25] (pas de caractère gras dans l'original)

Pour déterminer dans quelles limites une mesure "favorise" la protection de la santé ou de la vie des personnes, il faut examiner si *cette mesure elle-même est appropriée et efficace* (indépendamment des autres mesures possibles) en tant que moyen d'atteindre l'objectif souhaité. Il doit exister un lien direct entre les moyens et l'objectif poursuivi. Il ne suffit pas que la mesure ait "un lien" avec l'objectif de politique générale pertinent, elle doit aussi être "nécessaire" pour atteindre cet objectif.

Les limites dans lesquelles une mesure est "indispensable" dépendent de la possibilité de recourir à d'autres mesures pour atteindre l'objectif souhaité. Pour se rapprocher de l'autre extrémité du champ sémantique (c'est-à-dire pour qu'une mesure soit considérée comme "indispensable" au lieu de "favoriser" simplement la réalisation du but recherché) il faut examiner non seulement le caractère approprié et efficace de la mesure elle-même, mais aussi la comparer avec les autres mesures possibles qui pourraient permettre d'atteindre le même objectif. Pour déterminer à quel point une mesure est "indispensable", il faut examiner l'efficacité, le coût et l'adéquation du recours aux autres mesures possibles. Il s'ensuit qu'une mesure peut contribuer notablement à la protection de la vie ou de la santé des personnes mais n'être néanmoins pas indispensable parce qu'il existe également une autre façon de parvenir à ce résultat.

54. À la lumière de l'interprétation et de la définition par l'Organe d'appel du terme "nécessaire" comme se situant à l'intérieur d'un champ sémantique compris entre "favoriser" et "être indispensable", veuillez préciser si, selon vous, le régime concernant les drogues répond à la définition de la nécessité donnée par l'Organe d'appel et à quel endroit du champ sémantique il se situe.

---

[24] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules* ("*États-Unis – Essence*"), WT/DS2/R, adopté le 20 mai 1996, tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS2/AB/R, DSR 1996:I, 29, pages 76 et 77; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, WT/DS2/AB/R, adopté le 20 mai 1996, DSR 1996:I, 3, pages 12 à 20; rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant* ("*CE – Amiante*"), WT/DS135/AB/R, adopté le 5 avril 2001, paragraphes 155 à 163; rapport de l'Organe d'appel *Corée – Mesures affectant les importations de viande de bœuf fraîche réfrigérée et congelée* ("*Corée – Viande de bœuf*"), WT/DS161/AB/R, WT/DS169/AB/R, adopté le 10 janvier 2001, paragraphe 157.

[25] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Viande de bœuf, supra*, note de bas de page 24, paragraphe 161.

Réponse

La mesure qui demande à être justifiée au titre de l'article XX b) est la discrimination tarifaire établie entre i) les 12 bénéficiaires et ii) les autres Membres de l'OMC. Les CE accordent des préférences discriminatoires aux 12 participants, prétendument parce que la situation concernant les drogues dans ces pays bénéficiaires a un retentissement sur la santé et la vie de la population des Communautés. Cela revient à dire que la situation similaire existant dans d'autres Membres de l'OMC n'affecte pas, elle, la vie et la santé de la population des Communautés.

L'Inde estime que l'article XX b) ne peut être invoqué par quelque Membre que ce soit pour justifier de pénaliser le commerce de Membres qui ne sont pas à l'origine des problèmes auxquels une mesure (que l'on tente de justifier au titre de cette disposition) cherche à répondre. Ainsi, par exemple, l'article XX b) peut être invoqué par n'importe quel Membre pour interdire l'importation de produits en provenance de sources contaminées si ces produits risquent de porter atteinte à la vie ou à la santé de la population de ce Membre. Le commerce en provenance de la source contaminée se trouve ainsi pénalisé. Mais ce Membre ne peut pas pénaliser le commerce en provenance d'autres Membres.

Dans le présent différend, l'importation dans les CE de produits originaires de Membres autres que les 12 bénéficiaires (y compris de produits couverts par les préférences tarifaires accordées au titre du régime concernant les drogues) n'est pas, selon les CE, la source des problèmes auxquels les CE cherchent à remédier. L'article XX ne peut être interprété comme autorisant l'adoption par un Membre de mesures qui ont pour effet de transférer des ressources d'un pays qui n'est pas à l'origine du problème sanitaire vers des pays qui sont, eux, à l'origine de ce problème. *Il n'est donc pas approprié que les CE pénalisent le commerce de Membres autres que les 12 bénéficiaires.*

Quant à l'efficacité des préférences tarifaires discriminatoires pour atteindre l'objectif souhaité, les CE soutiennent que le régime concernant les drogues vise à promouvoir le développement d'activités économiques de substitution pour remplacer la production et le trafic de drogues et, plus généralement, à élever le niveau de développement économique des pays concernés, afin de générer les ressources et capacités nécessaires pour faire respecter un système efficace de lutte contre la drogue.[26]

Le lien que les CE établissent entre les préférences tarifaires discriminatoires et la protection de la vie ou de la santé s'appuie sur un empilement d'hypothèses successives qui créent une longue "chaîne" de causalité. Ainsi que l'Inde l'a démontré dans sa deuxième communication (paragraphes 145 à 158), cette chaîne de causalité étendue rend le rapport entre le régime concernant les drogues et la protection de la vie ou de la santé de la population des CE assez lointain. En réalité, le régime concernant les drogues ne présente pas le degré de lien ou de relation voulu avec la protection de la vie ou de la santé des populations des CE – en l'occurrence, il n'est donc pas "nécessaire".

L'Inde note que les CE ne présentent aucune preuve empirique du lien existant entre le régime concernant les drogues et la santé des citoyens des Communautés. Elles se fondent exclusivement sur différents textes adoptés par des organes des Nations Unies et par le GATT/l'OMC pour établir ce lien nécessaire. Mais ces textes ne peuvent établir aucun lien empirique.

Au demeurant, lesdits textes n'appuient même pas indirectement les affirmations des Communautés. Rien dans les textes cités n'étaye l'argument selon lequel le but de l'application de schémas SGP discriminatoires est de promouvoir l'accès aux marchés. Ces textes font référence à une libéralisation commerciale multilatérale contraignante et non à un accès discriminatoire aux marchés

[26] CE, première communication écrite, paragraphe 188.

qui pourrait être supprimé à n'importe quel moment. Contrairement à ce qu'affirment les CE, de telles mesures non contraignantes concernant l'accès aux marchés ne peuvent contribuer à résoudre "durablement" le problème de la drogue.[27] En outre, ces textes font essentiellement référence à l'accès aux marchés dans le contexte de la facilitation de cultures de substitution dans les pays producteurs.

Par conséquent, de l'avis de l'Inde, le régime concernant les drogues ne se situe même pas à l'intérieur du champ sémantique de la nécessité. Au mieux, il "favorise" le but recherché, c'est-à-dire qu'il se situe à l'opposé du pôle "indispensable". Il n'est donc pas "beaucoup plus près" du pôle "indispensable" et ne peut donc être considéré comme "nécessaire".

À cet égard, on peut noter que les CE elles-mêmes classent catégoriquement le régime concernant les drogues parmi les mesures qui "favorisent": ainsi, selon les CE:

- "... le régime concernant les drogues **favorise** la protection de la vie et de la santé de la population des CE en limitant l'offre de stupéfiants dans les CE";

- "... le régime concernant les drogues **favorise** la protection de la vie et de la santé de la population des CE contre les risques liés à la consommation de stupéfiants en appuyant les mesures prises par d'autres pays contre la production et le trafic illicites de ces substances, mesures qui permettent d'en réduire l'offre dans les CE."[28] (pas de caractère gras dans l'original)

Compte tenu de ce qui précède, la discrimination tarifaire établie entre i) les 12 bénéficiaires et ii) tous les autres Membres de l'OMC ne peut être considérée comme "nécessaire" aux fins de l'article XX b).

Même en supposant que la discrimination tarifaire entre dans le champ sémantique de la "nécessité", seule une mesure qui s'appliquerait en principe de manière égale à tous les pays ayant effectivement ou potentiellement des problèmes liés à la drogue pourrait éventuellement être considérée comme indispensable ou comme se situant beaucoup plus près du pôle "indispensable". Les CE ne peuvent pas logiquement alléguer qu'ils se situent "beaucoup plus près du pôle "indispensable" en adoptant une mesure qui ne s'applique *a priori* qu'à 12 pays eu égard au fait qu'un nombre beaucoup plus grand de pays connaissent ou sont confrontés effectivement ou potentiellement à des problèmes liés à la drogue.

En outre, en partant de la même hypothèse (à savoir que la discrimination tarifaire entrerait dans le champ sémantique de la "nécessité"), la fourniture d'une assistance financière et technique pour contribuer à l'application de la loi et au développement, combinée avec des négociations commerciales multilatérales dans des secteurs qui présentent un intérêt pour les exportations des pays en développement (comme il est prévu dans le préambule de l'Accord sur l'agriculture et dans les résolutions de l'ONU citées par les CE), aurait offert aux Communautés des moyens d'action tout aussi efficaces - sinon plus - qui auraient été compatibles avec les règles de l'OMC et non restrictifs du commerce.

Compte tenu de ce qui précède, le régime concernant les drogues ne se situe pas "beaucoup plus près" du pôle "indispensable" dans le champ sémantique de la nécessité et ne répond pas au critère de nécessité prévu par l'article XX b).

55. Les CE ont indiqué lors de la deuxième réunion avec les parties que l'existence des marges de préférence tarifaire du régime concernant les drogues ne les empêcherait pas de contribuer

[27] Voir CE, deuxième communication écrite, paragraphe 74.
[28] CE, première communication écrite, paragraphes 183 à 185.

pleinement aux négociations de Doha sur les réductions tarifaires. Si les CE sont prêtes à réduire les marges de préférence du régime concernant les drogues, comment ces préférences peuvent-elles être considérées comme "nécessaires" pour protéger la vie et la santé des personnes dans les CE?

Réponse

Les CE affirment que l'existence de marges de préférence tarifaire dans le cadre du régime concernant les drogues ne les empêchera pas de contribuer pleinement aux négociations tarifaires de Doha. Toutefois, si le Groupe spécial acceptait la défense des CE au titre de l'article XX b) du GATT, rien n'empêcherait les Communautés de maintenir ou même d'accroître par la suite les marges de préférence tarifaire accordées dans le cadre du régime concernant les drogues, nonobstant leurs actuelles affirmations contraires. Le fait que les CE se disent prêtes à réduire les marges de préférence tarifaire dans le cadre du régime concernant les drogues ne fait que confirmer qu'il existerait d'autres mesures tout aussi efficaces, sinon plus, et moins incompatibles avec les règles de l'OMC et moins restrictives du commerce pour protéger la santé de la population des CE contre les problèmes liés à la drogue. Ainsi, dans le champ sémantique de la nécessité, les marges de préférence tarifaire du régime concernant les drogues sont plus proches du pôle "favoriser" que du pôle "indispensable" - à supposer que l'on commence par admettre que ces préférences s'inscrivent effectivement dans le champ sémantique de la nécessité.

56. Prière d'indiquer brièvement quels sont, au titre de l'article XX b) du GATT de 1994, les critères qui permettent de déterminer si une mesure est: i) nécessaire; ii) nécessaire pour protéger la vie et la santé des personnes; iii) nécessaire parce qu'il n'y a pas à disposition d'autres mesures moins restrictives du commerce; ou iv) nécessaire parce qu'il n'y a pas à disposition de mesures entièrement compatibles ou moins incompatibles avec les règles de l'OMC.

Réponse

Veuillez vous reporter à la réponse de l'Inde aux questions n° 53, 54 et 55 du Groupe spécial posées aux deux parties.

57. Quel serait à votre avis le meilleur critère à appliquer pour respecter les dispositions du texte introductif de l'article XX?

Réponse

À supposer que le régime concernant les drogues soit effectivement "nécessaire" tel qu'on l'entend dans le contexte de l'article XX b), les CE doivent établir que les préférences tarifaires accordées dans le cadre de ce régime – sous sa forme actuelle – sont accessibles de manière égale à tous les pays où les mêmes conditions existent, c'est-à-dire les pays qui, effectivement ou potentiellement, connaissent ou sont confrontés à des problèmes liés à la drogue.

Le régime concernant les drogues est *a priori* applicable seulement aux 12 bénéficiaires. Il n'existe aucun critère en vertu duquel un autre pays qui souffrirait des mêmes problèmes ou serait confronté aux mêmes problèmes liés à la drogue, que ce soit actuellement ou dans l'avenir, pourrait prétendre à en bénéficier. Dans ces conditions, on peut considérer que le régime concernant les drogues est appliqué d'une manière qui constitue une discrimination arbitraire et injustifiable entre des pays où les mêmes conditions existent.

58. Peut-on dire, au regard du texte introductif de l'article XX du GATT de 1994, que les mêmes conditions existent dans les 12 pays bénéficiaires du régime concernant les drogues, ou y a-t-il des différences entre eux? En supposant que les conditions existant dans ces 12 pays soient différentes, y

a-t-il d'avantage de différences entre leur situation et celle d'autres pays en développement touchés par la drogue que d'écart entre eux? Justifiez votre réponse et apportez des preuves.

Réponse

C'est aux CE qu'incombe la charge de prouver que le régime concernant les drogues n'est pas appliqué de façon à constituer un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent. Pour ce faire, il ne suffit pas que les CE se bornent à affirmer que les 12 bénéficiaires sont confrontés à des problèmes liés à la drogue, car il s'agit là d'un phénomène mondial. Les CE doivent définir quelles sont les conditions *spécifiques* existant dans les 12 bénéficiaires auxquelles le régime concernant les drogues vise à remédier et doit aussi établir que ces conditions n'existent pas dans d'autres pays. Pour établir l'existence de conditions *spécifiques*, il faut fixer des critères qui soient également spécifiques. Or, il n'existe pas de tels critères dans le régime concernant les drogues. Les CE n'ont pas fourni ces critères au Groupe spécial, en dépit des demandes répétées qui leur ont été adressées.

Dans le contexte du présent différend, il faudrait que les CE commencent par répondre de manière appropriée à la question du Groupe spécial pour pouvoir établir l'existence des "conditions" *spécifiques* auxquelles elles prétendent remédier par le biais du régime concernant les drogues: les deux choses vont de pair. L'Inde peut citer des statistiques accessibles à tous sur la situation qui prévaut dans les 12 pays bénéficiaires et dans d'autres Membres de l'OMC – par exemple le taux d'alphabétisation, le taux de mortalité infantile ou même la situation concernant les problèmes liés à la drogue. Ainsi, par exemple, le rapport de 1999 intitulé "Tendances mondiales des drogues illicites" publié par l'Office des Nations Unies pour le contrôle des drogues et de la prévention du crime indique que, pour l'année 1998, les cultures illicites de pavot à opium dans le monde se répartissaient comme suit:

Cultures en hectares	
Asie	
Asie du Sud-Ouest	
Afghanistan	63 612
Pakistan	950
Total partiel	**64 562**
Asie du Sud-Est	
République populaire démocratique lao	26 837
Myanmar	130 300
Thaïlande	716
Viet Nam	442
Total partiel	**158 295**
Autres pays d'Asie	
Combinés	2 050
Total Asie	**224 907**
Amérique latine	
Colombie	7 466
Mexique	5 500
Total Amérique latine	**12 996**
Total général	**237 873**

Sur la base des statistiques qui précèdent, l'Inde peut affirmer notamment que:

- la superficie consacrée à la culture du pavot à opium au Myanmar (130 000 hectares) est plusieurs fois supérieure à celle qui est consacrée à cette culture en Colombie (7 466 hectares); pourtant, le Myanmar est exclu du bénéfice du régime concernant les drogues;

- du pavot à opium est cultivé au Mexique (5 500 hectares) et dans les "autres pays d'Asie" (2 050 hectares); il n'existe pas de cultures comparables dans les dix autres pays d'Amérique latine qui sont bénéficiaires du régime concernant les drogues. Pourtant le Mexique et les "autres pays d'Asie" sont exclus du bénéfice du régime concernant les drogues.

Il existe de nombreuses autres statistiques concernant les drogues illicites, mais à moins que les CE elles-mêmes précisent (ce qu'elles n'ont pas fait) quelles sont les "conditions" auxquelles elles cherchent à remédier dans le contexte de l'article XX, ces statistiques ne répondraient pas véritablement à la question du Groupe spécial.

59. La vie et la santé des personnes dans les CE seraient-elles mieux protégées si le régime concernant les drogues était étendu à l'ensemble des pays en développement participant à la production et au trafic de drogues qui apparaissent dans le rapport de 2002 de l'Organe international de contrôle des stupéfiants?

Réponse

Comme l'Inde l'a expliqué plus haut dans sa réponse aux questions n° 53 et 54 du Groupe spécial posées aux deux parties, l'octroi de préférences tarifaires n'est pas nécessaire pour protéger la vie ou la santé des personnes. Le fait d'étendre la couverture du régime concernant les drogues à davantage de pays ne rendrait pas les préférences tarifaires "beaucoup plus proches" du pôle "indispensable".

À l'Inde

Fonction juridique

14. L'Inde estime-t-elle que les négociations sur le cadre qui ont lieu au cours du Tokyo Round et qui ont conduit à l'adoption de la Clause d'habilitation n'ont rien ajouté d'important à cette clause? Ce qui a été obtenu avec l'adoption de la Clause d'habilitation se limite-t-il à l'établissement du SGP sur une base permanente et à l'octroi d'un traitement spécial aux PMA?

Réponse

La formule "n'a rien ajouté d'important à la Clause d'habilitation" ne peut se comprendre que par référence à la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation. Quant à savoir ce que la Clause d'habilitation a ajouté d'important par rapport à la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation, prière de se reporter à la réponse de l'Inde à la question n° 29 du Groupe spécial posée aux deux parties.

15. Le titre de la Clause d'habilitation est formé de plusieurs parties et l'Inde soutient qu'il faudrait les dissocier. Certaines parties ont trait aux préférences tarifaires, une autre partie est liée à l'article XXIV et la partie ayant trait à la non-réciprocité semble être liée à l'article II. La Clause d'habilitation forme-t-elle un tout que l'on ne peut pas fractionner? Prise dans son ensemble, cette clause constitue-t-elle plus qu'une exception à l'article I:1?

Réponse

L'Inde ne soutient pas que l'on devrait dissocier les différentes parties de la Clause d'habilitation. Elle ne pense pas non plus que son interprétation du paragraphe 2 a) reviendrait à séparer ces parties. Bien au contraire, son interprétation est complètement cohérente et en harmonie avec les autres parties de la Clause d'habilitation. Les paragraphes 1 et 2 de cette clause constituent, selon leurs propres termes, des exceptions à l'article premier du GATT. D'autres éléments de la Clause d'habilitation, en particulier les paragraphes 5 et 6, n'ont aucun lien avec cet article premier. L'existence de ces autres éléments ne peut pas fournir de guide pour l'interprétation des termes "sans ... discrimination" puisqu'ils n'ont aucun lien avec la question de la discrimination.

Sans ... discrimination

16. Que disent nommément les Conclusions concertées sur l'expression "sans ... discrimination"?

Réponse

La signification de l'expression "sans ... discrimination" peut être déduite des dispositions suivantes, qui sont toutes tirées des Conclusions concertées:

- la référence, au paragraphe 1 de la section I de la première partie, à la Résolution 21(II) de la CNUCED sur l'instauration à une date rapprochée d'un système de préférences "qui serait avantageux pour les pays en voie de développement";

- la référence, au paragraphe 2 de la section II de la première partie, à l'accord réalisé selon lequel les objectifs du SGP en faveur des pays en voie de développement doivent être: "a) d'augmenter leurs recettes d'exportation; b) de favoriser leur industrialisation; et c) d'accélérer le rythme de leur croissance économique";

- la disposition du paragraphe 1 de la section II de la première partie, aux termes de laquelle "... conformément à la Résolution 21(II) de la Conférence, il y a accord sur l'objectif selon lequel tous les pays en voie de développement devraient en principe participer dès le début en qualité de bénéficiaires ...";

- le passage du paragraphe 1 de la section IV de la première partie où il est pris note de la position des pays donneurs de préférences:

  "... En ce qui concerne les bénéficiaires, les pays donneurs se détermineraient en général en fonction du principe de l'autoélection. Au sujet de ce principe, il faudrait se référer aux paragraphes pertinents du document TD/56, c'est-à-dire à la section A de la Partie I";

- le passage de la section A de la Partie I du document TD/56 précisant la position des pays donneurs de préférences dit que:

  "Le traitement tarifaire spécial devrait être appliqué aux exportations de tout pays, territoire ou région prétendant au statut de "moins développé". Cette formule permettrait de surmonter la difficulté, qui se présenterait autrement, de réaliser un accord international sur des critères objectifs permettant de déterminer des niveaux relatifs de développement";

- la déclaration faite au nom du Groupe des 77, reproduite à l'annexe I:

> "... aucun pays en voie de développement membre de ce groupe ne devrait être exclu du Système généralisé de préférences au départ ou pendant la période d'application du système."

Les citations qui précèdent indiquent que, comme cela avait été convenu au sein de la CNUCED, les avantages découlant du SGP étaient censés s'appliquer à *tous* les pays en développement – ou du moins à tous ceux prétendant au statut de pays en développement – et non pas uniquement à *certains* pays en développement.

En outre, il est dit au paragraphe 2 de la section V de la première partie des Conclusions concertées que:

> "Les pays donneurs envisageront, autant que possible, cas par cas, la possibilité d'inclure dans le Système généralisé de préférences des produits dont l'exportation présente de l'intérêt surtout pour les pays en voie de développement les moins avancés et, le cas échéant, d'accorder des réductions tarifaires plus fortes pour ces produits."

Ainsi, le moyen de répondre aux besoins de développement différents des moins avancés parmi les pays en développement n'était pas l'application d'un traitement tarifaire discriminatoire entre les pays en développement mais plutôt l'inclusion dans le SGP de produits dont l'exportation présente de l'intérêt surtout pour ces pays et l'octroi de réductions tarifaires plus fortes pour ces produits.

Quant au traitement que les pays en voie de développement bénéficiaires s'appliquent entre eux, le paragraphe 1 de la section IX de la première partie dispose que:

> "Le Comité spécial reconnaît qu'aucun pays ne se propose d'invoquer son droit au traitement de la nation la plus favorisée en vue d'obtenir, en totalité ou en partie, le traitement préférentiel accordé aux pays en voie de développement ..."

En conséquence, étant donné que tous les pays en développement – ou du moins les pays prétendant au statut de pays en développement – étaient censés être bénéficiaires du SGP, les autres pays (non bénéficiaires) se sont engagés à ne pas invoquer leurs droits NPF (ou à renoncer à leurs droits NPF). Cela veut dire que les bénéficiaires ne se sont pas, eux, engagés à renoncer à leurs droits NPF. "Sans ... discrimination" entre les pays en développement signifie donc exactement sans discrimination au niveau des droits NPF dont jouissent les pays en développement Membres au titre de l'article I:1 du GATT.

Plusieurs documents ultérieurs de la CNUCED confirment cette interprétation. Parmi eux figure le rapport du Secrétariat de la CNUCED intitulé "Examen et évaluation du Système généralisé de préférences" en date du 9 janvier 1979.[29] Dans ce rapport, il est dit, notamment, que:

> "11. Un système de préférences sans discrimination supposait que **les mêmes préférences** soient accordées à tous les pays en développement ...". (pas de caractère gras dans l'original)

17. Où, dans les Conclusions concertées, l'octroi d'un traitement spécial aux pays les moins avancés est-il expressément prohibé?

[29] TD/232.

Réponse

La terminologie utilisée dans le SGP pour désigner les "pays les moins avancés" est "les pays en voie de développement les moins avancés". Pour ce qui est du traitement tarifaire préférentiel accordé au titre du SGP, les pays les moins avancés n'ont pas été singularisés en ce sens qu'aucun traitement tarifaire discriminatoire en leur faveur (dont seraient exclus d'autres pays en développement) n'a été autorisé. Étant donné que les PMA étaient inclus dans la catégorie des "pays en voie de développement" et que les préférences tarifaires accordées au titre du SGP étaient censées ne pas faire de discrimination entre les pays en développement, il n'était pas nécessaire d'interdire expressément l'application d'un traitement tarifaire discriminatoire en leur faveur (à l'exclusion des autres pays en voie de développement).

Toutefois, des "mesures spéciales" en faveur des pays les moins avancés ont été envisagées dans les Conclusions concertées. Le paragraphe 2 de la section V de la première partie des Conclusions concertées prévoit que:

> "Les pays donneurs envisageront, autant que possible, cas par cas, la possibilité d'inclure dans le Système généralisé de préférences des produits dont l'exportation présente de l'intérêt surtout pour les pays en voie de développement les moins avancés et, le cas échéant, d'accorder des réductions tarifaires plus fortes pour ces produits."

Ainsi, le moyen de répondre à la situation spécifique des pays les moins avancés n'était pas d'appliquer un traitement tarifaire discriminatoire entre les pays en développement, mais plutôt d'inclure dans le SGP des produits dont l'exportation présente de l'intérêt surtout pour ces pays et d'accorder des réductions tarifaires plus fortes pour ces produits (réduction qui devait être appliquée sur une base NPF entre les pays en développement, y compris les moins avancés d'entre eux).

Ce n'est qu'à partir de l'adoption de la Clause d'habilitation que les pays développés ont été autorisés à accorder un traitement tarifaire préférentiel discriminatoire aux pays les moins avancés, à l'exclusion des autres pays en développement.

Paragraphe 3 c)

18. Quel est le point de vue de l'Inde sur les obligations spécifiques découlant de la Clause d'habilitation en termes de produits couverts et d'ampleur des réductions tarifaires?

Le paragraphe 3 c) prévoit que tout traitement différencié et plus favorable accordé au titre de la Clause d'habilitation "sera, s'il s'agit d'un traitement accordé aux pays en voie de développement par des [pays Membres] développés, conçu et, si cela est nécessaire, modifié pour répondre de manière positive aux besoins du développement, des finances et du commerce des pays en voie de développement". Dans le contexte des schémas SGP, cette obligation vise à assurer que les produits couverts et l'ampleur des réductions tarifaires répondent aux besoins des pays en développement dans leur ensemble. Le paragraphe 3 c) est la seule disposition de la Clause d'habilitation qui réglemente ces aspects des schémas SGP.

Article XX

19. Si le régime concernant les drogues contribue à la protection de la santé publique dans les CE, est-il alors "nécessaire"? Ou l'Inde estime-t-elle que "nécessaire" signifie "indispensable"?

Réponse

Veuillez vous reporter à la réponse de l'Inde aux questions n° 53 et 54 du Groupe spécial posées aux deux parties.

20. À combien l'Inde estime-t-elle la quantité de drogues illicites exportées de l'Inde vers les CE?

Réponse

Il est très difficile d'estimer le volume du commerce illicite en raison de la nature même des opérations qui ont lieu dans le cadre d'un tel commerce. Toutefois on peut se faire une idée de l'existence de ce commerce et de son importance en examinant les résultats des mesures de répression prises dans ce domaine.

Il existe en Inde d'assez importantes récoltes "sauvages" de plantes de cannabis à partir desquelles on obtient du haschisch. Les autorités de police indiennes saisissent chaque année des quantités importantes de cannabis et de haschisch. Le tableau ci-après donne les résultats des saisies au cours des quatre dernières années:

(en kg)

Nom de la drogue	1999	2000	2001	2002
Ganja	40 113	100 056	86 929	88 137
Haschisch	3 391	5 041	5664	3 300

Des ressortissants européens ont été arrêtés alors qu'ils transportaient de la drogue vers diverses destinations européennes au cours de l'année 2002. En outre, plusieurs trafiquants d'Afrique occidentale connus pour participer à du trafic de méthaqualone et de mandrax ont aussi été appréhendés. Les autorités de police indiennes ont saisi 111 130 kg de mandrax et démantelé plusieurs installations de fabrication illicites.

L'héroïne et la morphine en provenance d'Afghanistan passent principalement par l'Iran et le Pakistan avant de continuer vers l'Europe. Les drogues acheminées via le Pakistan transitent par l'Inde sur leur route vers l'Europe. Historiquement, près de 35 pour cent des saisies d'héroïne effectuées en Inde concernaient de la drogue passée en fraude à travers la frontière indo-pakistanaise. Une partie importante de ce trafic aurait abouti, à terme, dans les centres de consommation d'Europe.

On a enregistré une baisse constante de la part de l'héroïne afghane dans les saisies totales d'héroïne effectuées en Inde en 2001 et 2002. Cette tendance semble être attribuable aux événements du 11 septembre 2001 et à l'assaut contre les talibans qui s'en est suivi, ainsi qu'au renforcement des forces militaires des deux côtés de la frontière indo-pakistanaise. Vers la fin de l'année toutefois, il y a eu des signes que le trafic reprenait.

L'Inde est un important producteur de produits chimiques précurseurs (comme l'éphédrine, la pseudo-éphédrine, l'anhydride acétique, etc.), qui sont utilisés pour la fabrication de drogues. On estime généralement que l'industrie indienne des précurseurs chimiques est encore plus réglementée que ses homologues en Europe.

21. De quelles autres mesures spécifiques moins incompatibles avec les règles de l'OMC et tout aussi efficaces pour atteindre les objectifs des CE en matière de santé les Communautés disposeraient-elles raisonnablement?

Réponse

De l'avis de l'Inde, une assistance financière et technique pour contribuer à l'application des lois et au développement, combinée avec des négociations commerciales multilatérales dans des secteurs présentant un intérêt pour les exportations des pays en développement (comme envisagé dans le préambule de l'Accord sur l'agriculture et dans les résolutions de l'ONU citées par les CE), serait une mesure tout aussi efficace - sinon plus -, compatible avec les règles de l'OMC et non restrictive du commerce à laquelle les CE pourraient recourir.

22. L'Inde estime-t-elle que la fourniture d'une assistance technique et financière aux bénéficiaires du régime concernant les drogues aurait un effet sensible pour détourner les gens de la production de drogues et les amener à se reconvertir vers d'autres cultures licites?

Réponse

Oui. Les préférences tarifaires représentent en fin de compte une forme d'assistance financière qui affecte les conditions de la concurrence puisqu'elles permettent à leurs bénéficiaires de soutenir cette concurrence avec l'avantage des marges de préférence. Une assistance financière directe aurait donc pratiquement le même effet que des marges de préférence. La seule différence est que cette assistance financière directe devrait être fournie aux frais des CE, ce qui n'est que justice puisque ce sont les problèmes des CE qu'il s'agit de résoudre. En revanche, les marges de préférence sont supportées par d'autres pays en développement qui ont leurs propres besoins de développement et qui, pour beaucoup d'entre eux, ont aussi leurs propres problèmes de drogue. Les marges de préférence accordées dans le contexte du régime concernant les drogues constituent donc une forme d'aide extérieure inverse – qui va des pays en développement vers les pays développés.

Par conséquent, de l'avis de l'Inde, une assistance financière - mais fournie sous une forme différente - ainsi qu'une assistance technique contribuant à l'application des lois et au développement auraient un effet sensible pour détourner les gens de la production de drogues et les amener à se reconvertir vers d'autres cultures licites ou, du moins, auraient le même effet que l'assistance technique plus l'assistance financière fournie sous forme de marges de préférence. L'Inde note aussi qu'une telle assistance, combinée avec une libéralisation commerciale multilatérale *contraignante*, serait également efficace.

23. Au paragraphe 58 de leur deuxième communication, les CE citent la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies: "... dans le cadre d'une responsabilité partagée, l'adoption de mesures appropriées, notamment une intensification de la coopération internationale en faveur d'activités de substitution dans l'optique d'un développement durable dans les zones touchées des pays qui se sont fixé pour objectif de réduire et d'éliminer la production illicite de drogues". À la page suivante, les CE précisent que les Nations Unies ont recommandé en outre que "... pour appuyer ces activités de substitution, les autres pays devraient non seulement accorder une assistance financière mais aussi ouvrir plus largement leurs marchés", et il y a seulement quelques semaines, la Commission des stupéfiants a renouvelé cette recommandation. L'Inde pourrait-elle dire quelles sont à son avis les implications de ces activités d'institutions internationales pour ce qui est de la défense des CE au titre de l'article XX b)?

Réponse

"L'intensification de la coopération internationale" signifie le consentement de ceux qui coopèrent. L'idée n'est pas de "tolérer" des mesures déterminées unilatéralement par un seul pays ou un groupe de pays. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'appel à une plus grande ouverture des marchés. Dans le cadre de l'OMC, les résultats des négociations sur l'accès aux marchés sont toujours appliqués sur une base NPF. Lorsqu'il existe des exceptions comme dans le cas du SGP, ce

sont les Membres eux-mêmes qui spécifient dans quelles conditions ces exceptions s'appliquent. Encore une fois, cela ne peut pas être déterminé unilatéralement par un seul Membre ou un groupe de Membres.

En conséquence, de l'avis de l'Inde, les activités des autres institutions internationales n'ont aucune incidence pour ce qui est de la défense des CE au titre de l'article XX b). L'appel à l'élargissement de l'accès aux marchés est une recommandation sans aucun caractère contraignant. D'un point de vue strictement juridique, les décisions ou recommandations d'institutions internationales ne font pas, en tant que telles, partie des Accords de l'OMC visés. En outre, le fait qu'une autre institution internationale ait appelé à une plus grande ouverture des marchés ne peut être interprété comme un appel à l'instauration d'un accès aux marchés *discriminatoire*. Il serait irréaliste de supposer qu'une telle recommandation pourrait être formulée sans une discussion approfondie sur la nature du traitement discriminatoire et les critères à appliquer. On ne peut pas présumer qu'une institution internationale recommanderait sciemment et délibérément à quelque pays que ce soit de commettre des actes qui seraient en violation de ses obligations au titre d'un traité, même si le traité en question est administré par d'autres organisations ou organismes internationaux.

24. L'Inde estime-t-elle qu'un programme de préférences tarifaires limité dans le temps n'est pas avantageux ou n'apporte qu'un avantage minime?

Réponse

Les programmes de préférences tarifaires s'inscrivant dans le cadre du SGP visent à améliorer, pour les pays en développement, les possibilités de concurrencer les pays développés sur les marchés des pays développés, tout en préservant des possibilités de concurrence égales entre pays en développement. Les préférences tarifaires sont un facteur important pour déterminer les conditions de la concurrence, lesquelles ont des répercussions sur les flux d'investissements; or, l'établissement ou le maintien d'industries d'exportation requiert des investissements, et les investisseurs ont besoin de sécurité et de prévisibilité quant aux conditions de la concurrence. Par conséquent, plus un programme de préférences tarifaires dure longtemps, plus les conditions de la concurrence sont sûres et prévisibles. Il s'ensuit qu'un programme de préférences tarifaires qui est également applicable à l'ensemble des pays en développement (comme cela est envisagé dans le SGP) et qui est d'une durée plus longue ou indéfinie est plus avantageux pour les pays en développement qu'un programme de durée limitée.

Étant donné que les programmes de préférences tarifaires au titre du SGP sont appliqués par les pays développés Membres sur la base du volontariat, ils peuvent être retirés ou limités dans leur portée à n'importe quel moment. Par conséquent, il est implicitement admis dans les programmes de préférences tarifaires s'inscrivant dans le cadre du SGP que les possibilités de concurrence améliorées dont jouissent les pays en voie de développement vis-à-vis des pays développés peuvent être érodées ou même éliminées à tout moment. Le pire scénario pour les pays en développement dans une situation où des préférences tarifaires sont appliquées de manière égale à l'ensemble des pays en développement comme cela est prévu dans le SGP est donc celui dans lequel ils vont se trouver à égalité de chances face aux pays développés et aux autres pays en développement sur les marchés des pays développés. Mais dans ce cas, les conditions de la concurrence seront encore relativement sûres et prévisibles, du moins entre pays en développement.

En revanche, des préférences tarifaires discriminatoires comme celles qui existent dans le régime concernant les drogues ont un effet différent sur la sécurité et la prévisibilité des conditions de concurrence. Les investisseurs seront moins enclins à investir dans des pays en développement exclus du bénéfice des préférences tarifaires, en raison de l'avantage comparatif dont jouissent ceux qui y sont admis. Mais cela ne signifie pas nécessairement que ces investisseurs investiront dans les pays en développement qui bénéficient des arrangements tarifaires discriminatoires. Les préférences

tarifaires sont l'un des facteurs qui déterminent les conditions de la concurrence, mais elles ne sont pas le seul. Comme on l'a vu plus haut, les préférences tarifaires peuvent être retirées à n'importe quel moment. Ainsi, un investisseur n'investira pas nécessairement dans un pays en développement bénéficiant d'une préférence tarifaire discriminatoire - en particulier s'il s'agit d'un investissement à long terme - car cette préférence pourra être retirée n'importe quand et, lorsque ladite préférence sera retirée, le pays en développement qui en bénéficie se retrouvera dans la même position que les autres pays en développement.

Un traitement tarifaire préférentiel qui établit une discrimination entre les pays en développement ne contribue donc pas à la sécurité et à la prévisibilité des conditions de la concurrence et, partant, à la sécurité et à la prévisibilité du système commercial multilatéral. Par conséquent, dans ce contexte, il n'est pas avantageux du tout.

25. La mesure initiale imposée par les CE devait-elle tenir compte, au niveau de l'application, de la production et du trafic potentiels de drogues dans d'autres pays en développement?

Réponse

Cette question s'appuie sur le postulat posé par les CE qui affirment qu'il était légitimement possible de recourir à des préférences tarifaires en tant que telles ou à des préférences tarifaires discriminatoires en tant que telles qui pouvaient être considérées comme "nécessaires pour protéger la vie ou la santé des personnes" dans le contexte de l'article XX b) du GATT. L'Inde n'est pas d'accord avec ce postulat des CE.

Néanmoins, pour répondre à la question du Groupe spécial, même à supposer qu'il ait été légitime de recourir à des préférences tarifaires répondant à cette définition, la mesure initiale imposée par les CE devait tenir compte, au niveau de l'application, de la production et du trafic potentiels de drogues dans d'autres pays, y compris les pays en développement. La mesure sous sa forme actuelle (par opposition à toutes les mesures *futures* que les CE pourraient promulguer) devrait donc pouvoir être appliquée sans faire de discrimination entre les pays où les mêmes conditions existent. Telles qu'elles se présentent actuellement, les préférences tarifaires accordées dans le cadre du régime concernant les drogues ne peuvent pas être appliquées à un quelconque autre pays où les mêmes conditions existent. Il s'agit là par conséquent d'une discrimination arbitraire et injustifiable. La possibilité de modifier une mesure ne peut jamais être invoquée comme argument pour justifier l'incompatibilité présente de cette mesure avec les règles de l'OMC.

26. À la lumière des recommandations de l'ONU tendant à dire que, dans le cadre de cette campagne mondiale contre la production et le trafic de drogues, l'octroi d'un accès aux marchés constitue une composante de la stratégie globale, l'Inde considère-t-elle que l'octroi d'un accès aux marchés aux pays touchés dans le cadre de la stratégie globale n'est pas de nature à rendre cette mesure "nécessaire" au sens de l'article XX b)?

Réponse

Tout d'abord, pour déterminer si une mesure est "nécessaire" dans le contexte de l'article XX b), il faut procéder à une analyse empirique de cette mesure. La détermination de son caractère nécessaire ne peut se fonder sur des déclarations, quelle qu'en soit la source. Ces déclarations n'établissent pas l'existence d'un lien empirique entre le régime concernant les drogues et la santé des citoyens des Communautés; ce ne sont que des déclarations politiques sur des objectifs souhaitables.

Dans le contexte du présent différend, "l'octroi d'un accès aux marchés" se fait par le biais de préférences tarifaires discriminatoires. En réalité, la question est toujours identique, même si elle est

formulée différemment: les préférences tarifaires sont-elles nécessaires pour promouvoir la vie ou la santé de la population des CE? À cet égard veuillez vous reporter à la réponse de l'Inde aux questions n° 53 et 54 du Groupe spécial posées aux deux parties.

27. L'Inde estime-t-elle que le régime concernant les drogues n'est pas "nécessaire" au titre de l'article XX b) simplement parce qu'il s'agit de préférences tarifaires ou aussi parce que ce régime ne s'applique pas à tous les Membres de l'OMC ou à tous les pays ou bien à tous les pays en développement ou bien encore à tous les pays en développement producteurs de drogues?

Réponse

Comme on l'a expliqué plus haut (veuillez vous reporter à la réponse de l'Inde aux questions n° 53 et 54 du Groupe spécial posées aux deux parties) les préférences tarifaires, en tant que telles, ne peuvent être considérées comme "nécessaires" dans le contexte de l'article XX b). Dans ces conditions, le fait d'étendre le régime concernant les drogues à l'ensemble des pays en développement producteurs de drogues ne rendrait pas davantage ces préférences tarifaires "nécessaires". Et, si ce régime était étendu à l'ensemble des Membres de l'OMC ou à tous les pays, la question de la justification au titre de l'article XX b) ne se poserait plus puisqu'il n'y aurait plus violation de l'article I:1 du GATT. De même, le fait d'étendre le régime concernant les drogues à l'ensemble des pays en développement rendrait la question de la justification au titre de l'article XX b) sans objet, puisque ce régime se justifierait alors au titre du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation.

28. À la lumière des déclarations de l'Organe d'appel sur le terme "nécessaire" dans l'affaire Corée – Viande de bœuf et dans d'autres jurisprudences pertinentes, à quel endroit du champ sémantique compris entre le pôle "favoriser" et le pôle "indispensable" doit-on placer le mot "nécessaire", s'agissant du régime concernant les drogues?

Réponse

Veuillez vous reporter à la réponse de l'Inde à la question n° 54 du Groupe spécial posée aux deux parties. L'Inde répète qu'elle considère que les CE n'ont pas démontré que leur mesure était "beaucoup plus proche" du pôle "indispensable" au sens que l'Organe d'appel a donné à ce terme dans sa décision. Les CE n'ont pas démontré que la discrimination tarifaire établie entre les 12 bénéficiaires et les autres pays touchés effectivement ou potentiellement par des problèmes liés à la drogue était nécessaire pour protéger la vie et la santé des personnes dans les Communautés. Les CE n'ont pas non plus démontré qu'une assistance financière et technique, combinée avec des négociations commerciales multilatérales dans des secteurs qui présentent un intérêt pour les exportations des pays en développement, ne constituerait pas une mesure autre, compatible avec les règles de l'OMC et moins restrictive pour le commerce à laquelle elles auraient pu recourir.

29. L'Inde peut-elle confirmer qu'en ce qui concerne le texte introductif de l'article XX elle ne soulève aucune question touchant une "restriction déguisée" au commerce?

Réponse

Il incombe aux CE, en tant que partie invoquant l'article XX b) comme moyen de défense, d'établir tous les éléments contenus dans cet article, y compris dans le texte introductif qui prévoit nommément que la mesure (que l'on cherche à justifier) ne doit pas être "appliquée de façon à constituer ... une restriction déguisée au commerce international ...". Jusqu'ici, les CE ont été loin d'établir que le régime concernant les drogues était "nécessaire" dans le contexte de l'article XX b). Il n'est donc pas utile que le Groupe spécial examine l'application du régime concernant les drogues dans le contexte du texte introductif de cet article. Dans l'hypothèse où le Groupe spécial déciderait tout de même d'examiner le régime concernant les drogues par rapport à ce texte introductif, l'Inde

estime que les CE n'ont pas non plus réussi à établir que la mesure répondait à tous les éléments contenus dans ce texte introductif, y compris le passage susmentionné. Dans sa deuxième communication (paragraphes 159 à 162), l'Inde a établi que les CE n'avaient pas démontré que le régime concernant les drogues n'était pas appliqué de façon à constituer "un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent" au sens du texte introductif de l'article XX.

ANNEXE B-5

Réponses des Communautés européennes aux questions du Groupe spécial
après la deuxième réunion du Groupe spécial

Aux deux parties

Question n° 29

Quelle est la différence entre la Clause d'habilitation et la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation? Qu'est-ce que la Clause d'habilitation a ajouté par rapport à la Décision de 1971?

1. Les CE ont abordé les différences entre le fondement juridique, le libellé et la fonction de la Décision de 1971 et ceux de la Clause d'habilitation dans leur réponse à la question n° 2 posée par le Groupe spécial aux deux parties.[1] Les autres différences significatives sont notamment les suivantes:

- en vertu de la Clause d'habilitation, les donneurs sont assujettis aux obligations imposées par le paragraphe 3, y compris notamment le paragraphe 3 c). La pertinence de cette disposition pour l'interprétation de l'expression "sans ... discrimination" a été examinée en détail ailleurs (voir ci-après la réponse à la question n° 47 posée par le Groupe spécial aux deux parties);

- dans la Clause d'habilitation, les préférences SGP font partie d'un ensemble global de mesures qui inclut, entre autres choses, l'autorisation d'autres formes de traitement différencié et plus favorable appelant une différenciation entre les pays en développement (paragraphes 2 c) et 2 d)), ainsi que la reconnaissance formelle du principe de la "gradation" (paragraphe 7). Cela vient étayer la position des CE d'après laquelle il est tout à fait compatible avec les objectifs de la Clause d'habilitation d'interpréter l'expression "sans ... discrimination", à la note de bas de page 3, comme autorisant la différenciation entre les pays en développement.

[1] Le rapport du Directeur général du GATT sur les négociations commerciales multilatérales du Tokyo Round confirme également ce qu'ont dit les CE sur l'historique de la rédaction de la Clause d'habilitation, lequel rappelle ce qui suit:

Les pays en voie de développement réclamaient depuis longtemps que la reconnaissance juridique des préférences comme moyen de promouvoir leur commerce d'exportation et leur développement économique soit inscrite dans l'Accord général. À leur avis, cette reconnaissance devait être l'expression d'une relation commerciale plus équitable entre pays développés et pays en voie de développement et faire disparaître l'anomalie que constituait l'application de "droits et obligations égaux entre partenaires inégaux".

La possibilité d'inclure dans l'Accord général une disposition autorisant l'octroi de préférences avait été examinée en 1964 lors des négociations concernant la nouvelle Partie IV de l'Accord général relative au commerce et au développement. Rien de concret n'était cependant sorti de cet examen. Par la suite, lorsque le Système généralisé de préférences et les préférences résultant des négociations entre pays en voie de développement furent présentés aux Parties Contractantes, l'autorisation nécessaire prit la forme de dérogations en date des 25 juin et 21 novembre 1971, respectivement. Les pays en voie de développement avaient toujours estimé que la formule de la dérogation ne se justifiait pas et était dépassée.

[...]

La Clause d'habilitation répond à une préoccupation essentielle des pays en voie de développement en ce qu'elle institue un traitement différencié et plus favorable dont elle fait une partie intégrante du système du GATT, supprimant ainsi la nécessité d'obtenir des dérogations. Elle définit aussi la perspective dans laquelle la participation des pays en voie de développement au système de commerce peut être envisagée.

Négociations commerciales multilatérales du Tokyo Round, rapport du Directeur général du GATT, Genève, avril 1979, pages 120 et 122.

Question n° 30

Existe-t-il d'autres possibilités que de considérer la Clause d'habilitation soit comme un droit autonome soit comme une exception?

2. La jurisprudence de l'Organe d'appel laisse entendre que le seul fait pour une disposition de pouvoir être qualifiée d'"exception" ne l'empêche pas d'être un "droit autonome" et que la distinction pertinente n'est pas entre "exceptions" et "droits autonomes", mais plutôt entre "droits autonomes" et "moyens de défenses affirmatifs" (voir par exemple le rapport de l'Organe d'appel, *CE – Hormones*, paragraphe 104).

Question n° 31

Étant donné que la Clause d'habilitation faisait partie de la négociation d'un traité, les pays en développement ont-ils dû donner quelque chose en contrepartie?

3. Oui. Comme cela a été expliqué, le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation fait partie d'un nouvel équilibre des droits et des obligations convenu durant le Tokyo Round, y compris ceux relevant d'autres dispositions de ladite clause.

Question n° 32

Quels sont les critères pertinents pour déterminer si une disposition peut être considérée comme un moyen de défense affirmatif?

4. Veuillez vous reporter à la réponse des CE à la question n° 6 posée par le Groupe spécial aux deux parties. Voir également les paragraphes 10 à 12 de la deuxième communication des CE et les paragraphes 2 à 25 de la deuxième déclaration orale des CE.

Question n° 33

Les CE ont indiqué dans leur réponse à la question n° 12 du Groupe spécial aux deux parties que, pour qu'une mesure prise au titre de la Clause d'habilitation soit considérée comme "sans ... discrimination", elle doit viser un objectif légitime et être mise en œuvre par des moyens raisonnables. Dans ce contexte, comment peut-on déterminer si une mesure visant à atteindre un objectif légitime est ou non raisonnable tant généralement parlant que plus spécifiquement s'agissant du régime concernant les drogues?

5. Pour établir si une mesure est un moyen "raisonnable" d'atteindre un objectif légitime, il est nécessaire d'examiner, premièrement, si la mesure est objectivement à même d'atteindre ledit objectif et, deuxièmement, si elle est proportionnée.

6. Les CE ont montré que les pays aux prises avec le problème de la drogue ont des besoins spéciaux en matière de développement (première communication des CE, paragraphes 86 à 99) et que les préférences tarifaires sont une réponse appropriée à ces besoins. (première communication des CE, paragraphes 100 à 115)

Question n° 34

L'expression "sans ... discrimination" contenue dans la note de bas de page 3 est-elle une disposition visant à prévenir les utilisations abusives du SGP? Dans l'affirmative, en quoi cela contribue-t-il à une interprétation correcte de cette expression?

7. L'expression "sans ... discrimination" n'est pas une disposition "visant à prévenir les utilisations abusives" comme l'est, par exemple, le texte introductif de l'article XX du GATT.[2] En revanche, elle est l'une des caractéristiques définissant les mesures visées par le paragraphe 2 a).

Question n° 35

La Clause d'habilitation fait référence, dans la note de bas de page 3, au SGP "[t]el qu'il est défini dans la décision des PARTIES CONTRACTANTES en date du 25 juin 1971 concernant l'instauration d'un système généralisé de préférences, "sans réciprocité ni discrimination, qui serait avantageux pour les pays en voie de développement"": le libellé de cette note incorpore-t-il intégralement la Décision de 1971 portant octroi de la Dérogation (hormis en ce qui concerne la limitation temporelle), y compris les Conclusions concertées? Si tel n'est pas le cas, pourquoi?

8. La note de bas de page 3 n'incorpore pas par référence l'intégralité de la Décision de 1971. Elle ne dit pas, par exemple, "conformément à" ou "sous réserve des dispositions de" la Décision de 1971. Par contre, la note de bas de page 3 fait référence au "traitement tarifaire préférentiel" qui est "défini" dans la Décision de 1971.[3] En conséquence, c'est uniquement cette "définition" du SGP qui est pertinente, et non la Décision de 1971 dans son intégralité. La note de bas de page elle-même, en citant la phrase "généralisé ..., sans réciprocité ni discrimination, qui serait avantageux pour les pays en voie de développement" indique quels sont les éléments essentiels de cette définition.

9. *A fortiori*, la note de bas de page 3 n'incorpore pas les Conclusions concertées dans la Clause d'habilitation. Elle ne dit pas "[t]el qu'il est défini dans les Conclusions concertées" mais dit "[t]el qu'il est défini dans la Décision [de 1971]. Par conséquent, seule la définition du SGP figurant dans la Décision de 1971 est pertinente.

10. Contrairement à ce qu'a laissé entendre l'Inde, les Conclusions concertées ne font pas partie de la Décision de 1971. L'alinéa a) de la Décision de 1971 dispose que

> ... sans préjudice des dispositions de tout autre article de l'Accord général, il sera dérogé pour une période de dix ans aux dispositions de l'article premier dans la mesure nécessaire pour permettre aux parties contractantes développées d'accorder, selon les procédures énoncées ci-après, un *traitement tarifaire préférentiel* à des produits originaires de pays et territoires en voie de développement *à l'effet d'étendre à ces pays et territoires en général le traitement tarifaire préférentiel mentionné dans le préambule de la présente Décision*, sans accorder ledit traitement aux produits similaires originaires d'autres parties contractantes ... [pas d'italique dans l'original]

11. Ainsi, l'alinéa a) fait exclusivement allusion au "traitement tarifaire préférentiel mentionné dans le préambule", et non aux Conclusions concertées. Le "traitement préférentiel" est défini dans le préambule par les termes "généralisé", "sans réciprocité", "sans ... discrimination" et "avantageux pour les pays en voie de développement".

12. En outre, l'objet de la dérogation accordée aux termes de la Décision de 1971 n'était pas le "traitement préférentiel mentionné dans le préambule" en tant que tel. La Décision de 1971 permettait en revanche aux pays développés d'accorder un "traitement tarifaire préférentiel" "**à l'effet d'**" étendre

[2] Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, pages 22 et 23, et le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 151.

[3] On pourrait débattre de la question de savoir si la note de bas de page 3 fait référence au "traitement tarifaire préférentiel" ou au "Système généralisé de préférences". La question est toutefois sans conséquence étant donné que la Décision de 1971 décrit le Système généralisé de préférences en énumérant les caractéristiques du traitement tarifaire préférentiel qui doit être accordé à son titre.

aux pays en développement en général le "traitement tarifaire préférentiel mentionné dans le préambule".[4] Ainsi, dans le contexte de la Décision de 1971, le "traitement tarifaire préférentiel mentionné dans le préambule" est un objectif que devraient viser les donneurs, et non une obligation contraignante. De ce fait, même si l'on jugeait que les Conclusions concertées étaient visées par la référence faite au paragraphe a), elles n'imposeraient aucune prescription contraignante.[5] Les CE ont choisi de ne pas contester la nature contraignante de la "définition" du SGP qui figure dans le préambule de la Décision de 1971, mais cette position ne s'étend pas aux Conclusions concertées.

13. En outre, comme l'ont expliqué les CE dans leur deuxième communication (paragraphes 33 à 37), les Conclusions concertées sont rédigées en termes incitatifs, ne prétendent pas être contraignantes et seraient de fait extrêmement difficiles à mettre en application en raison de leur manque de précision. Une interprétation de la référence faite à la note de bas de page 3 de la Décision de 1971 qui conférerait aux Conclusions concertées des effets juridiques qu'elles n'ont jamais été censées avoir, ni à la CNUCED, ni au titre de la Décision de 1971, serait un résultat illogique et inacceptable.

Question n° 36

En ce qui concerne le SGP, le contexte des Conclusions concertées devrait-il être utilisé différemment pour l'interprétation de la Clause d'habilitation et pour celle de la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation? Dans l'affirmative, pourquoi? Veuillez développer.

14. Les Conclusions concertées ne sont pas le "contexte" pour l'interprétation de la Décision de 1971 (voir les réponses aux questions n° 35 et 44 posées par le Groupe spécial aux deux parties). Même si elles l'étaient, le paragraphe 2 a) doit être lu dans son propre contexte, qui inclut en particulier les autres dispositions de la Clause d'habilitation. Comme on l'a expliqué, le fondement juridique, le libellé et la fonction juridique de la Clause d'habilitation sont différents de ceux de la Décision de 1971.

Question n° 37

Si on considère qu'un traitement différent n'est pas nécessairement discriminatoire et qu'il demeure autorisé par l'expression "sans ... discrimination" utilisée dans la Clause d'habilitation, qu'est-ce qui n'est pas autorisé en vertu de cette expression? Où faut-il placer la limite?

15. L'expression "sans ... discrimination", telle qu'interprétée par les CE, n'autorise pas toutes sortes de distinctions entre les pays en développement, mais uniquement celles:

1) qui visent un objectif qui est légitime à la lumière des objectifs de la Clause d'habilitation et, plus généralement, du traitement spécial et différencié;

2) qui sont un moyen raisonnable de parvenir à cet objectif, à savoir qui sont à la fois objectivement à même d'atteindre l'objectif et proportionnées à celui-ci.

16. Par exemple, si un pays développé établissait une différenciation entre les pays en développement du fait qu'ils sont situés dans une région géographique donnée, que l'anglais est leur langue officielle, ou qu'ils appartiennent à un groupement politique ou militaire donné, ou qu'ils se sont qualifiés pour la finale de la coupe du monde de football, une telle différenciation serait discriminatoire parce qu'elle ne vise pas un objectif qui sert les objectifs de la Clause d'habilitation.

[4] Voir Lorand Bartels, *The WTO Enabling Clause and Positive Conditionality in the European Community's GSP Program*, Journal of International Economic Law 6 (2003), 507-532, page 520.

[5] Voir la première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 8.

17. Même dans les cas où la différenciation entre les pays en développement vise un objectif légitime, elle peut encore être discriminatoire s'il ne s'agit pas d'une mesure "raisonnable" (c'est-à-dire adéquate et proportionnée) pour atteindre cet objectif. Par exemple, comme on le verra ci-après, il semble que les préférences tarifaires ne seraient pas une réponse appropriée pour résoudre des problèmes tels que la famine ou le SIDA.

18. Les CE ont montré que le régime concernant les drogues est "sans ... discrimination" parce que

- premièrement, il vise un objectif qui est légitime compte tenu des objectifs de la Clause d'habilitation: répondre aux besoins spéciaux du développement des pays touchés par la production et le trafic de drogues;

- deuxièmement, les préférences tarifaires sont une réponse appropriée au problème de la drogue parce qu'elles sont nécessaires pour soutenir des activités licites viables se substituant à la production ou au trafic de drogues.

Question n° 38

En tenant compte du contenu de la note de bas de page, veuillez indiquer quels changements – éventuels – la Clause d'habilitation a apportés par rapport au régime SGP préexistant.

19. Voir les réponses des CE aux questions n° 2 et 35 posées par le Groupe spécial aux deux parties.

Question n° 39

Les pays à économie planifiée qui étaient parties contractantes au GATT ont-ils participé aux négociations du SGP? La Clause d'habilitation a-t-elle affecté leurs droits et obligations au titre de l'article I:1 du GATT? Dans l'affirmative, de quelle manière?

20. Un certain nombre de pays socialistes ont participé aux réunions du Comité spécial des préférences de la CNUCED. Certains d'entre eux (la Tchécoslovaquie et la Pologne) étaient Membres du GATT à l'époque.

21. En réponse aux demandes persistantes des pays en développement, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Pologne et l'Union soviétique ont fait une déclaration conjointe au Comité spécial sur les mesures qu'elles entendaient prendre pour contribuer à réaliser les objectifs de la Résolution 21(II).

22. La Clause d'habilitation n'établit pas de distinction entre les pays à économie planifiée et les autres parties contractantes. Leurs droits et leurs obligations ont donc été affectés de la même manière que ceux des autres parties contractantes.

Question n° 40

Veuillez indiquer si des préférences tarifaires ont été accordées à un moment quelconque par des parties contractantes au GATT ou des Membres de l'OMC à titre individuel à des groupes limités de pays en développement et notifiées conformément au paragraphe 4 a) de la Clause d'habilitation, et si ces préférences ont fait l'objet d'une dérogation au titre de l'article XXV du GATT.

23. Pour commencer, les CE aimeraient rappeler que les autorités communautaires incluront dans le régime concernant les drogues tout bénéficiaire de son schéma SGP dont il est constaté qu'il est

gravement touché par la production ou le trafic de drogues. Ainsi, tous les pays en développement sont potentiellement des bénéficiaires du régime concernant les drogues.

24. De ce fait, la question dont est saisi le Groupe spécial n'est pas de savoir si la Clause d'habilitation autorise l'exclusion *a priori* et permanente de certains pays d'un schéma SGP, mais s'il est possible d'appliquer des critères de différenciation entre les bénéficiaires du SGP ayant pour conséquence, à un moment donné, que tous les bénéficiaires du SGP ne bénéficient pas de préférences identiques.

25. À l'instar du SGP des CE, les schémas SGP des autres pays donneurs, tels que les États-Unis et le Japon, établissent aussi une différenciation entre les pays en développement. Par exemple, tant les États-Unis que le Japon "excluent" des pays en vertu du principe de la "gradation" pour les produits ou secteurs dans lesquels ils sont devenus compétitifs.[6] Cette forme de différenciation, tout comme le régime concernant les drogues, repose sur l'hypothèse d'après laquelle l'expression "sans ... discrimination" ne prescrit pas d'accorder des préférences identiques à tous les pays en développement.

Question n° 41

Lors de l'application initiale de la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation, l'une ou l'autre des parties contractantes accordant des préférences aux pays en développement a-t-elle exclu un ou plusieurs pays en développement de son SGP?

26. Le schéma SGP introduit par les CE à la suite de l'adoption de la Dérogation de 1971 n'excluait *a priori* aucun pays en développement. Les CE ont cru comprendre que, par contre, d'autres donneurs (en particulier les États-Unis) ont exclu dès le départ certains pays en développement.

27. Il convient néanmoins de rappeler que la question à l'examen n'est pas de savoir s'il est possible d'exclure *a priori* et de manière permanente certains pays en développement d'un schéma SGP, mais si l'expression "sans ... discrimination" signifie qu'il faut accorder des préférences identiques à tous les pays en développement précédemment désignés comme bénéficiaires d'un schéma SGP.[7]

---

[6] Voir la description des schémas SGP appliqués par les États-Unis et le Japon présentés dans la note du Secrétariat de l'OMC intitulée "Système généralisé de préférences: Analyse préliminaire des schémas SGP de la Quadrilatérale", WT/COMTD/W/93, du 5 octobre 2001, paragraphes 46 et 57 à 61.

[7] Le Secrétariat de l'OMC a relevé qu'au cours des débats de la CNUCED

il a été envisagé de conférer une certaine souplesse au système, qui a ensuite été intégrée *de facto* aux schémas de préférences. Il a par exemple été noté que "… les pays industrialisés établiraient un contingent pour l'admission *en franchise* des produits manufacturés des pays en développement, mais qu'ils pourraient *exclure de ces préférences* une liste d'articles représentant un pourcentage raisonnable du total des articles qu'ils importent". Il a été par ailleurs indiqué que "le *régime préférentiel*, jusqu'à concurrence du contingent fixé, serait *accordé à tous les pays en voie de développement*, quel que soit leur degré de développement. Mais (qu')il conviendrait d'examiner périodiquement le courant des exportations; si elles ont augmenté dans un ou plusieurs pays au point de ne pas laisser une place suffisante aux exportations des autres, il faudra rechercher des solutions équitables." Des préférences spéciales pourraient être accordées aux pays en voie de développement les moins avancés. Une fois que les préférences auraient aidé les pays en développement à prévenir ou corriger leur déséquilibre commercial structurel, elles devraient "progressivement disparaître". Ainsi était introduit le concept de "gradation": les pays en développement qui devenaient des pays "avancés" ne bénéficieraient plus du SGP. Enfin, il a été reconnu que si les pays en développement n'offraient pas de mesure de réciprocité classique, l'application des préférences leur permettrait d'augmenter leurs importations. Par conséquent, indépendamment des textes juridiques adoptés ultérieurement, les premiers débats sur ce sujet

Question n° 42

Quels éléments de l'article I:1 du GATT de 1994 ne s'appliquent pas dans le cadre des schémas SGP visés au paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation? Par exemple, les engagements concernant les impositions qui frappent les transferts internationaux de paiements effectués en règlement des importations ou des exportations, ou les règles et formalités s'appliquant à l'importation et à l'exportation sont-ils modifiés d'une quelconque manière lorsque le commerce s'effectue dans le cadre du SGP, ou conservent-ils leur validité, comme prévu à l'article I:1?

28. La Clause d'habilitation exclut complètement l'application de l'article I:1 du GATT en ce qui concerne les mesures relevant du paragraphe 2 a).

29. Le paragraphe 2 a) vise uniquement le "traitement tarifaire préférentiel". Il ne vise donc pas l'octroi de préférences concernant d'autres mesures telles que les "règles ou formalités"[8] ou les "impositions qui frappent les transferts internationaux de paiements".

30. Les préférences accordées au titre du régime concernant les drogues sont exclusivement des préférences tarifaires. L'Inde ne conteste pas qu'elles constituent un "traitement tarifaire préférentiel" au sens du paragraphe 2 a).

Question n° 43

Veuillez donner, avec tous les détails, votre interprétation de l'expression "sans ... discrimination" contenue dans la note de bas de page 3.

31. Les CE renvoient le Groupe spécial aux documents ci-après:

- la première communication des CE, paragraphes 64 à 85;
- les réponses des CE aux questions n° 9, 10, 12 et 37 posées par le Groupe spécial aux deux parties;
- les réponses des CE aux questions n° 2 et 18 posées par le Groupe spécial aux CE;
- la deuxième communication des CE, paragraphes 19 à 44;
- la deuxième déclaration orale des CE, paragraphes 36 à 63.

Question n° 44

Considérez-vous que les Conclusions concertées (TD/B/330) ont été adoptées par consensus à la CNUCED?

32. Non. Les Conclusions concertées sont les résultats des consultations menées par certains pays au sein du Comité spécial des préférences. Le Conseil du commerce et du développement de la

---

envisageaient déjà la fixation de contingents, les conditions de gradation, les préférences spéciales en faveur des PMA et l'élimination progressive des préférences.

Note du Secrétariat de l'OMC intitulée "Système généralisé de préférences: Analyse préliminaire des schémas SGP de la Quadrilatérale", WT/COMTD/W/93, du 5 octobre 2001, paragraphe 12. [notes de bas de page omises]

[8] Voir le rapport du Groupe spécial, *États-Unis – Refus d'accorder le traitement NPF aux chaussures autres qu'en caoutchouc en provenance du Brésil*, adopté le 19 juin 1998, IBDD, S39/128, paragraphes 6.14 à 6.17.

CNUCED s'est contenté de "prendre note" de ces résultats (voir le paragraphe 36 de la deuxième communication des CE).

Dans l'affirmative, considérez-vous qu'elles font partie du contexte dans lequel il faut interpréter la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation, au sens de l'article 31.2 a) de la Convention de Vienne?

33. Non. Premièrement, les Conclusions concertées ne prétendent pas être un "accord" contraignant (voir le paragraphe 36 de la deuxième communication des CE). Deuxièmement, l'Inde n'a pas établi que les Conclusions concertées ont été élaborées par tous les pays qui étaient les parties contractantes au GATT de 1947.[9] Troisièmement, les Conclusions concertées n'ont pas été adoptées "à l'occasion de la conclusion" de la Décision de 1971, encore moins "à l'occasion de la conclusion" de la Clause d'habilitation. Elles ont été élaborées avant que ne soit adoptée, ou même rédigée, la Décision de 1971 et ne peuvent donc servir à en interpréter les termes.[10]

Ces Conclusions concertées font-elles aussi partie du contexte de la Clause d'habilitation, en vertu de la note de bas de page 3 de cette dernière?

34. Non. Voir les paragraphes 33 à 37 de la deuxième communication des CE et la réponse donnée par les CE à la question n° 35 du Groupe spécial aux deux parties.

Dans la négative, font-elles partie des travaux préparatoires de la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation ou de ceux de la Clause d'habilitation? Veuillez développer.

35. Les CE seraient d'accord pour dire que les Conclusions concertées pourraient être considérées comme les "travaux préparatoires" de la Décision de 1971.

Question n° 45

À la lumière des articles 31 et 32 de la Convention de Vienne, les Conclusions concertées sont-elles le contexte, l'objet et le but, les travaux préparatoires ou autre chose?

36. Voir la réponse fournie à la question n° 44 posée par le Groupe spécial aux deux parties.

Question n° 46

Considérez-vous que les pays en développement sont convenus, dans les Conclusions concertées ou dans la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation, que des schémas SGP pourraient porter sur un seul produit? Dans l'affirmative, veuillez fournir des documents à l'appui de cette affirmation. Dans la négative, y a-t-il dans les Conclusions concertées quelque chose qui interdise cela?

37. On ne trouve dans les Conclusions concertées ou dans la Clause d'habilitation aucune prescription explicite concernant les produits visés par les schémas SGP.

---

[9] Il semble que certains pays qui étaient parties contractantes au GATT de 1947 n'étaient ni présents ni représentés au Comité spécial des préférences, par exemple l'Afrique du Sud et le Zimbabwe.

[10] D'après Sir Ian Sinclair,

Il est bien sûr essentiel que l'accord ... soit en rapport avec le traité. Il doit concerner la substance du traité et en clarifier certains concepts ou en limiter le champ d'application. Il doit également avoir été élaboré à l'occasion de la conclusion du Traité.

Sir Ian Sinclair, *The Vienna Convention on the Law of the Treaties*, 2ème édition, Manchester University Press, page 129.

38. Dans leurs "offres" au Comité spécial des préférences, les futurs pays donneurs ont spécifié les produits pour lesquels ils entendaient accorder des préférences. Ces "offres" ne sont pas contraignantes et les pays donneurs restent libres de retirer le traitement préférentiel pour la totalité ou pour une partie de ces produits, conformément à la nature strictement volontaire des préférences SGP (voir la section IX.2 ii) a) des Conclusions concertées).

39. Comme le laissent entendre certaines des questions du Groupe spécial, il pourrait être avancé que le terme "généralisé" s'entend des produits visés par les préférences.[11] Mais une telle interprétation ne semble pas étayée par l'historique de la rédaction.

Question n° 47

Veuillez donner, avec tous les détails, votre interprétation du paragraphe 3 c).

40. Veuillez vous reporter:

- à la première communication des CE, paragraphes 70 et 71;
- aux réponses données par les CE aux questions n° 12, 13, 14, 15, 16, 17 et 19 posées par le Groupe spécial aux deux parties;
- à la réponse des CE à la question n° 8 posée par le Groupe spécial à l'Inde;
- aux réponses des CE aux questions n° 16, 17 et 18 que leur a posées le Groupe spécial;
- à la deuxième communication des CE, paragraphes 48 à 52.

Question n° 48

Quelle était votre position concernant la signification du SGP au cours des négociations à la fin des années 60? Cette position a-t-elle évolué au fil du temps, jusqu'à l'adoption de la Clause d'habilitation de 1979? Veuillez fournir des éléments de preuve documentaires à l'appui de votre réponse.

41. La position des CE sur la signification de l'expression "sans ... discrimination" a toujours été que cette dernière n'empêchait pas la différenciation entre les pays en développement en fonction des besoins de leur développement. Ainsi, par exemple, comme elles l'indiquent ci-après, les CE ont introduit des préférences tarifaires spéciales en faveur des PMA dès 1976. Par ailleurs, les mécanismes de la gradation ont toujours été une caractéristique du schéma SGP des CE depuis son introduction.

Question n° 49

Convenez-vous qu'un objectif majeur de l'introduction du SGP était de remplacer les préférences spéciales qui existaient antérieurement?

42. Oui. Comme cela a été expliqué, l'historique de la rédaction de la Clause d'habilitation laisse entendre que le terme "généralisé" a été utilisé pour établir une distinction entre le système de préférences élaboré à la CNUCED et les préférences "spéciales" existantes accordées par certains

[11] Cette interprétation est également avancée dans la note du Secrétariat de l'OMC intitulée "Système généralisé de préférences: Une analyse préliminaire des schémas SGP au sein de la Quadrilatérale", WT/COMTD/W/93, du 5 octobre 2001, paragraphe 89.

pays développés à certains pays en développement, principalement à d'anciennes colonies, pour des motifs purement historiques ou géographiques. Il avait été envisagé à l'origine que le système de la CNUCED aurait annulé et remplacé ces préférences "spéciales" existant en faveur de certains pays en développement en les "généralisant", c'est-à-dire en les rendant accessibles à tous les pays en développement, ou pour le moins à la plupart d'entre eux. D'où l'utilisation du mot "généralisé".

43. Comme l'a relevé un commentateur, la Clause d'habilitation reflète le principe voulant que

> Les préférences en faveur du développement doivent être accordées, non en raison des liens politiques, culturels ou même géographiques, mais en raison des différences qui existent entre les niveaux de développement économiques.[12]

Dans l'affirmative, est-il possible de mettre en place des programmes SGP répondant aux problèmes de développement de pays qui ne sont pas l'ensemble des pays en développement? Sur quelle base s'appuierait une telle possibilité? Quelles sont les conséquences systémiques d'une telle lecture du texte?

44. C'est une chose d'accorder des préférences "spéciales" uniquement à certains pays en développement désignés pour des raisons historiques ou géographiques. C'en est une autre d'inclure tous les pays en développement dans un schéma SGP, puis d'établir une différenciation entre eux en fonction de critères se rapportant à leurs besoins en matière de développement. Une telle différenciation entre les bénéficiaires d'un schéma SGP est compatible avec la prescription voulant que les préférences soient "sans ... discrimination" et, de fait, qu'elles soient nécessaires pour atteindre l'objectif énoncé au paragraphe 3 c).

Question n° 50

Le terme "généralisé" se rapporte-t-il aux produits visés ou aux pays visés ou les deux?

45. Comme on l'a mentionné, l'historique de la rédaction de la Clause d'habilitation laisse supposer que le mot "généralisé" a été utilisé pour définir les pays visés par les préférences, et non les produits visés par ces dernières (voir ci-dessus la réponse des CE à la question n° 46 posée par le Groupe spécial aux deux parties).

Et l'expression "sans … discrimination" s'applique-t-elle aux produits, aux pays ou aux deux?

46. L'expression "sans … discrimination" concerne exclusivement les pays visés. Le fait d'accorder des préférences en ce qui concerne certains produits, et pas d'autres, ne peut jamais être considéré discriminatoire.

Question n° 51

Si "généralisé" ne signifie pas "pour tous" mais ne permet pas de se limiter à un seul, comment faut-il l'interpréter? Comment peut-on déterminer si un schéma de préférences est "généralisé" ou non? Peut-on considérer que des préférences appliquées à quatre pays seraient suffisamment généralisées, puisque telle était la situation dans les premières années d'application du régime concernant les drogues? Un schéma qui s'appliquerait, disons, à 50 pour cent de l'ensemble des pays en développement serait-il "généralisé"?

47. Voir ci-après la réponse à la question n° 52 posée par le Groupe spécial aux deux parties.

---

[12] Abdulqawi A. Yusuf, *Differential and More Favourable Treatment: The GATT Enabling Clause*, Journal of World Trade Law, volume 14, 1980, paragraphes 488 à 507, page 492.

Question n° 52

Veuillez donner, avec tous les détails, votre interprétation du paragraphe 2 a).

48. Le paragraphe 2 a) est l'une des formes du "traitement différencié et plus favorable aux pays en voie de développement" auxquels "s'applique" le premier paragraphe. Le paragraphe 2 a) doit donc être interprété dans le cadre du premier paragraphe. Comme cela a été expliqué, le premier paragraphe ne prescrit pas d'accorder les mêmes préférences à tous les pays en développement. En conséquence, il n'y a aucune raison de faire une lecture du paragraphe 2 a) incluant une telle prescription, sauf si ce dernier le prévoit.

49. L'interprétation de l'expression "traitement tarifaire préférentiel" ne semble pas être contestée par les parties. Ce sont les caractéristiques de ce traitement qui sont mises en cause.

50. Le terme "tarifaire" montre clairement que le paragraphe 2 a) vise uniquement les préférences tarifaires, à la différence du paragraphe 2 d), qui porte sur toute forme de "traitement spécial". C'est là une des raisons pour lesquelles l'interprétation donnée par les CE du paragraphe 2 a) ne rend pas superflu le paragraphe 2 d), contrairement à ce qu'affirme l'Inde.

51. L'expression "accordé par des [pays] développés", quant à elle, montre clairement que le paragraphe 2 a) ne s'applique pas au traitement préférentiel accordé par les pays en développement à d'autres pays en développement. Comme l'on souligné les CE, c'est là une autre des différences entre le paragraphe 2 a) et le paragraphe 2 d).

52. Les préférences doivent s'appliquer aux "produits originaires de pays en voie de développement". Dans la logique de l'Inde, l'absence du mot "des" avant "pays en voie de développement" corrobore l'interprétation des CE d'après laquelle les pays développés ne sont pas tenus d'accorder les mêmes préférences à chaque pays en développement.

53. Enfin, le "traitement tarifaire préférentiel" doit être accordé "conformément au Système généralisé de préférences". Cela signifie que les préférences doivent être accordées dans le cadre du "Système généralisé de préférences", et conformément à ce dernier.

54. Il n'apparaît pas clairement si la note de bas de page 3 fait référence à la description du "traitement tarifaire préférentiel" ou du "Système généralisé de préférences". La question semble néanmoins sans conséquence puisque la Décision de 1971 définit le Système généralisé de préférences en décrivant les caractéristiques du traitement préférentiel accordé à son titre.

55. Le champ d'application du renvoi qui est fait à la note de bas de page 3, ainsi que le sens des termes "généralisé", "sans … discrimination", "sans réciprocité", et "avantageux pour les pays en voie de développement" ont déjà été examinés ailleurs par les CE.

Veuillez aussi donner votre interprétation du terme "généralisé" figurant à la note de bas de page 3.

56. Il convient de donner au terme "généralisé" un sens qui, tout en étant compatible avec les autres prescriptions qui figurent à la note de bas de page 3, ne rend pas ces dernières inutiles.

57. Les CE considèrent que la question de savoir si les pays développés sont autorisés à établir une différenciation entre les pays en développement est spécifiquement prise en compte par l'expression "sans … discrimination". La présence de ce terme à la note de bas de page 3 présuppose que le terme "généralisé" n'exclut *a priori* aucune forme concevable de différenciation entre les pays en développement. Si "généralisé" signifiait que les mêmes préférences devaient être accordées à tous

les pays en développement, l'expression "sans … discrimination" n'aurait aucun sens et serait superflue, parce que les préférences discriminatoires seraient, par définition, "non généralisées", que l'on adopte l'interprétation de "sans … discrimination" donnée par les CE ou celle de l'Inde.

58. Il est possible de concevoir diverses façons possibles d'interpréter le terme "généralisé" pour lui donner un sens qui est différent et néanmoins compatible avec celui de "sans … discrimination".

59. Premièrement, le terme "généralisé" pourrait être interprété comme faisant référence à la question de savoir si les pays développés peuvent exclure *a priori* certains pays en développement d'un schéma SGP (par exemple, parce qu'ils accordent des "préférences inverses"), le terme "sans … discrimination" portant sur la question différente et subséquente de savoir si chaque pays en développement précédemment reconnu comme un bénéficiaire d'un schéma SGP doit bénéficier des mêmes préférences. Telle semble être l'interprétation de l'Inde:

> Pour l'Inde, selon l'historique de la rédaction, le terme "généralisé" devait s'appliquer à la gamme des pays qui accorderaient des préférences et à ceux qui en bénéficieraient, et non au degré de différenciation entre les pays choisis comme bénéficiaires par les pays donneurs. Comme les pays qui se voient refuser les avantages du régime concernant les drogues ne sont pas exclus du schéma SGP des CE, la question de savoir si le schéma SGP des CE est suffisamment "généralisé" ne se pose pas dans l'affaire dont est saisi le Groupe spécial.[13]

60. Une autre interprétation possible du terme "généralisé", qui repose sur le sens ordinaire du mot et non sur l'historique de la rédaction, serait la suivante: sans interdire toutes les formes de différenciation entre les pays en développement, ce qui est couvert par l'expression "sans … discrimination", le terme "généralisé" requiert néanmoins que les préférences soient accordées à une sous-catégorie de pays en développement et interdit donc l'octroi de préférences individuelles. La difficulté évidente inhérente à cette interprétation, comme l'ont montré certaines des questions posées par le Groupe spécial, est de savoir où fixer la limite.

61. Enfin, le terme "généralisé" pourrait également être interprété comme signifiant que les préférences doivent être accordées à tous les produits, ou pour le moins, à une gamme suffisamment large d'entre eux. Toutefois, comme on l'a vu plus haut, l'historique de la rédaction ne semble pas venir étayer cette interprétation.

62. Les trois interprétations ci-dessus ne s'excluent pas nécessairement mutuellement.

63. Il conviendrait de noter qu'aucune des interprétations ci-dessus n'oblige à interpréter l'expression "sans … discrimination" comme interdisant la différenciation entre les pays en développement.

64. Il faudrait également noter que le régime concernant les drogues est compatible avec toutes les interprétations ci-dessus. De fait, l'Inde n'a pas fait valoir en l'espèce que le régime concernant les drogues n'était pas "généralisé".

Question n° 53

Quel devrait être à votre avis le critère "nécessaire" au titre de l'article XX b)?

65. Veuillez vous reporter aux paragraphes 176 à 182 de la première communication des CE. Voir également la réponse des CE à la question n° 54 posée par le Groupe spécial aux deux parties.

[13] Question n° 30 posée par l'Inde aux CE.

Question n° 54

À la lumière de l'interprétation et de la définition par l'Organe d'appel du terme "nécessaire" comme se situant à l'intérieur d'un champ sémantique compris entre "favoriser" et "être indispensable", veuillez préciser si, selon vous, le régime concernant les drogues répond à la définition de la nécessité donnée par l'Organe d'appel et à quel endroit du champ sémantique il se situe.

66. Il est possible de tirer les indications ci-après de l'analyse faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée - Viande de bœuf*:

- premièrement, une mesure n'a pas à être "indispensable", c'est-à-dire qu'une mesure peut être jugée "nécessaire" même s'il est possible d'atteindre le même objectif par d'autres moyens[14];

- deuxièmement, la mesure doit se situer "plus près du pôle "indispensable" que du pôle opposé: "favoriser" simplement".[15] Toutefois, contrairement à ce qu'affirme parfois l'Inde, cela ne revient pas à dire que la mesure doit être "près du pôle "indispensable"";

- troisièmement, l'Organe d'appel a noté que, plus la valeur en était vitale ou importante, plus il serait facile d'admettre la "nécessité" d'une mesure.[16] En conséquence, les mesures visant à protéger la santé et la vie des personnes doivent être "moins près" du "pôle indispensable" que d'autres types de mesures pour être considérées "nécessaires".

67. Les CE considèrent que le régime concernant les drogues est "nécessaire" pour protéger la santé et la vie des personnes pour les raisons ci-après:

- premièrement, les Nations Unies ont reconnu que, pour lutter de manière efficace contre l'abus des drogues, il était nécessaire de réduire à la fois la demande illicite et l'offre illicite. Par exemple, le plan d'action de 1988 dit ce qui suit:

  > … pour donner le maximum d'efficacité à la lutte contre l'abus des drogues, il faut mettre en œuvre une stratégie équilibrée et, à cet effet, allouer des ressources appropriées à des initiatives qui concernent la réduction tant de la demande que de l'offre illicites.[17]

- deuxièmement, les Nations Unies ont reconnu que, pour réduire l'offre illicite, il était nécessaire d'adopter une approche équilibrée qui associe les mesures de répression et les actions visant à promouvoir des activités économiques de substitution. Par exemple, le plan d'action de 1988 dit ce qui suit:

---

[14] Rapport de l'Organe d'appel *Corée - Viande de bœuf*, paragraphe 161.
[15] *Ibid.*
[16] *Ibid.*, paragraphe 162.
[17] Plan d'action de 1998, préambule, paragraphe 5 (pièce n° 9 des CE). Voir également la Déclaration sur les principes fondamentaux de la réduction de la demande de drogues, qui figure dans la même résolution, laquelle prévoit (section II.8 a)) qu'"il conviendra d'adopter une démarche équilibrée associant réduction de la demande et réduction de l'offre, ces deux aspects se renforçant l'un l'autre, dans le cadre d'une stratégie intégrée visant à résoudre le problème de la drogue". (pièce n° 10 des CE).

> L'expérience a montré qu'il n'y a pas de solution unique au problème de la réduction et de l'élimination des cultures illicites et de la production des drogues. Des stratégies équilibrées sont susceptibles de déboucher sur des mesures plus efficaces et de bons résultats.[18]
>
> Les stratégies et programmes nationaux de réduction et d'élimination des cultures de plantes servant à fabriquer des drogues doivent comprendre des mesures globales telles que des programmes axés sur des activités de substitution, des mesures de répression et l'éradication de cultures.[19]
>
> Les activités de substitution ... sont une composante importante des politiques et programmes visant à réduire la production de drogues illicites qui ont été adoptés dans le cadre global de la stratégie mondiale des Nations Unies.[20,21]

- Troisièmement, les Nations Unies ont recommandé que, pour appuyer les activités de substitution et en assurer la viabilité à terme, d'autres pays devraient accorder un accès aux marchés accru. Il y a à peine quelques semaines la Commission des stupéfiants des Nations Unies a par exemple décidé ce qui suit:

  > Conformément au principe de la responsabilité partagée, les États sont instamment priés d'ouvrir plus largement leurs marchés aux produits issus des programmes d'activités de substitution qui sont nécessaires pour créer des emplois et éliminer la pauvreté.[22]

- Enfin, les CE considèrent que, pour accorder un "accès aux marchés accru" aux produits des bénéficiaires, il est nécessaire d'accorder des préférences tarifaires à ces pays. Étendre les mêmes préférences à tous les pays en développement, comme l'a suggéré l'Inde, ne fournirait pas un "accès aux marchés accru" aux pays touchés par le problème de la drogue, parce que d'autres pays en développement qui ne sont pas handicapés par ce problème se saisiraient des nouvelles possibilités commerciales créées par le régime concernant les drogues, comme cela est déjà le cas au titre du régime SGP général.

Question n° 55

Les CE ont indiqué lors de la deuxième réunion avec les parties que l'existence des marges de préférence tarifaire du régime concernant les drogues ne les empêcherait pas de contribuer pleinement aux négociations de Doha sur les réductions tarifaires. Si les CE sont prêtes à réduire les marges de préférence du régime concernant les drogues, comment ces préférences peuvent-elles être considérées comme "nécessaires" à la protection de la santé et de la vie des personnes dans les CE?

68. Plus exactement, les CE ont indiqué que, lorsqu'elles négociaient des réductions tarifaires, elles prenaient en compte, entre autres choses, la nécessité de préserver les marges de préférence relevant du régime concernant les drogues. La question de savoir si les négociations de Doha

[18] Plan d'action de 1988, premier paragraphe.
[19] *Ibid*., paragraphe 4.
[20] *Ibid*., paragraphe 8.
[21] Voir également la Déclaration ministérielle commune adoptée à la 46ème session de la Commission des stupéfiants, E/CN.7/2003/L.23/Rev.1, paragraphe 8 (pièce n° 18 des CE):

> [La lutte contre le problème de la drogue] doit reposer sur ... une stratégie globale qui associe les activités de substitution (y compris, le cas échéant, des activités de substitution à titre préventif), l'éradication, l'interdiction, la répression, la prévention, le traitement et la réadaptation ainsi que l'éducation.

[22] *Ibid*., paragraphe 21 (pièce n° 18 des CE).

aboutiront ou non pour les produits visés par le régime concernant les drogues à une réduction des marges de préférence qui rendrait inopérant ce régime relève pour le moment de la pure spéculation.

Question n° 56

Veuillez brièvement indiquer quels sont, au titre de l'article XX b) du GATT de 1994, les critères qui permettent de déterminer si une mesure est: i) nécessaire; ii) nécessaire à la protection de la santé et de la vie des personnes; iii) nécessaire parce qu'aucune autre mesure moins restrictive pour le commerce n'est disponible; ou iv) de déterminer qu'il n'existe pas de mesure compatible ou de mesure moins incompatible.

69. S'agissant du sens de "nécessaire" et de "nécessaire à la protection de la santé et de la vie des personnes", le Groupe spécial devrait se reporter aux paragraphes 176 à 182 de la première communication des CE, et à la réponse qu'elles ont donnée à la question n° 54 posée par le Groupe spécial aux deux parties.

70. Sur la question de savoir si la mesure devrait être la "moins restrictive pour le commerce" ou la "moins incompatible", les CE aimeraient formuler deux observations.

71. Premièrement, dans l'affaire *Corée – Viande de bœuf*, l'Organe d'appel a estimé que l'un des facteurs qui devait entrer en ligne de compte pour établir si une mesure était nécessaire était "la mesure suivant laquelle la mesure d'application [avait] des effets restrictifs sur le commerce international"[23] ou, formulé autrement, "l'incidence concomitante de la loi ou du règlement sur les importations ou les exportations".[24]

72. Dans le même temps, l'Organe d'appel a néanmoins entériné le critère établi par le Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Article 337*, d'après lequel il doit être déterminé si une mesure compatible avec les règles de l'OMC, ou une mesure d'un moindre degré d'incompatibilité avec ces dernières, est raisonnablement disponible.[25]

73. Contrairement à ce qu'ont laissé entendre les États-Unis, les deux approches ne sont pas incompatibles; elles sont complémentaires. Ainsi, dans l'affaire *Corée – Viande de bœuf*, l'Organe d'appel a confirmé les constatations du Groupe spécial en indiquant qu'il existait d'autres mesures qui étaient "compatibles avec l'Accord sur l'OMC, et donc moins restrictives pour les échanges et moins interventionnistes pour le marché".[26] Par ailleurs, dans le cas où deux mesures sont tout aussi incompatibles l'une que l'autre avec les règles de l'OMC, il peut être nécessaire de considérer leurs effets restrictifs respectifs pour les échanges.

74. Deuxièmement, une mesure ne peut être considérée comme une "autre" option véritable à la mesure pour laquelle la justification est demandée à moins qu'elle ne soit tout aussi efficace pour réaliser l'objectif de protection de la santé et de la vie visé par le Membre concerné.[27]

75. La position des CE en l'espèce est qu'il n'existe pas une "autre" véritable mesure compatible avec les règles de l'OMC, ou une mesure d'un moindre degré d'incompatibilité, parce qu'aucune mesure ne serait aussi efficace que le régime concernant les drogues pour accroître l'accès aux marchés pour les produits des bénéficiaires.

---

[23] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Viande de bœuf*, paragraphe 163.
[24] *Ibid.*, paragraphe 164.
[25] *Ibid.*, paragraphes 165 et 166.
[26] *Ibid.*, paragraphe 172.
[27] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 174.

76. En particulier, étendre le régime concernant les drogues à d'autres pays en développement qui ne sont pas handicapés par le problème de la drogue aurait pour conséquence que ces pays se saisiraient de la plupart des possibilités commerciales additionnelles créées par le régime concernant les drogues, tout comme cela a été le cas pour le régime SGP général. En conséquence, le régime concernant les drogues serait bien moins efficace pour réduire l'offre de drogue en provenance des bénéficiaires.

Question n° 57

À votre avis, quel devrait être le critère au regard du texte introductif?

77. Veuillez vous reporter aux paragraphes 197 à 216 de la première communication des CE et aux paragraphes 79 et 80 de la deuxième déclaration orale des CE.

Question n° 58

Peut-on dire, au regard du texte introductif de l'article XX du GATT de 1994, que les mêmes conditions existent dans les 12 bénéficiaires du régime concernant les drogues, ou y a-t-il des différences entre eux?

78. De toute évidence, la situation existant dans les 12 bénéficiaires n'est pas identique. Toutefois, les conditions y existant sont suffisamment similaires pour considérer que, aux fins du texte introductif, les mêmes conditions existent dans tous.

À supposer que les conditions diffèrent dans les 12 pays, les différences de conditions existant entre ces 12 pays et d'autres pays en développement touchés par la drogue sont-elles plus importantes que celles qui existent entre les 12 pays? Veuillez justifier votre réponse et fournir des éléments de preuve.

79. Oui. Le Groupe spécial doit se reporter à l'argumentation et aux éléments de preuve fournis dans:

- la première communication des CE, paragraphes 116 à 140; et
- les réponses des CE aux questions n° 14, 15, 57 et 62 que leur a posées le Groupe spécial.

Question n° 59

La santé et la vie des personnes dans les CE seraient-elles mieux protégées si le régime concernant les drogues était étendu à tous les pays en développement participant à la production et au trafic de drogues qui apparaissent dans le rapport de 2002 de l'Organe international de contrôle des stupéfiants?

80. Les CE considèrent que le régime concernant les drogues vise tous les pays en développement qui sont gravement touchés par la production ou le trafic de drogues (à l'exception de ceux qui bénéficient déjà de régimes tarifaires plus favorables) et qui, par conséquent, représentent une menace pour la santé et la vie des personnes au sein des CE.

81. Le simple fait pour un pays en développement d'être mentionné dans le rapport de l'OICS pour 2002 ne signifie pas qu'il est aussi gravement touché par la production ou le trafic de drogues que les bénéficiaires. Les CE ont déjà expliqué pourquoi les pays en développement mentionnés par l'Inde et par le Groupe spécial (Inde, Paraguay, Indonésie, Thaïlande, Philippines, Afrique du Sud)

n'étaient pas inclus dans le régime concernant les drogues. Les CE sont prêtes à expliquer pourquoi tous autres pays que pourra spécifiquement lui indiquer le Groupe spécial n'y figurent pas non plus.

82. Comme cela a été expliqué plus haut, étendre le régime concernant les drogues à d'autres pays en développement qui ne sont pas aussi gravement touchés par le problème de la production ou du trafic de drogues que les bénéficiaires rendrait ce régime bien moins efficace pour réduire l'offre de drogues en provenance des bénéficiaires.

Aux Communautés européennes

Question n° 23

Les pays développés sont-ils libres de décider quels sont les besoins du développement des pays en développement lorsqu'ils établissent un schéma SGP?

83. Voir ci-après la réponse donnée à la question n° 33 posée par le Groupe spécial aux CE.

Sont-ils également libres de choisir les pays et les produits visés par le schéma SGP? Dans l'affirmative, quel est le fondement textuel d'une telle autorisation? Dans la négative, quel est le fondement juridique de cette limitation?

84. S'agissant des produits, voir ci-dessus la réponse donnée à la question n° 46 posée par le Groupe spécial aux deux parties.

Question n° 24

Si un traitement différent est autorisé en vertu du concept "sans ... discrimination", qu'est-ce qui est alors interdit?

85. Comme cela a été expliqué, l'expression "sans ... discrimination" n'autorise pas à faire toutes sortes de distinctions entre les pays en développement. Voir les réponses données aux questions n° 32 et 37 posées par le Groupe spécial aux deux parties.

Question n° 25

À l'origine, le régime concernant les drogues visait quatre pays. Le problème de la drogue existait à n'en pas douter dans d'autres pays à l'époque, y compris au Pakistan. En vertu de quels critères, à cette époque, les CE ont-elles inclus ces quatre pays d'Amérique du Sud et non le Pakistan?

86. Les CE ont appliqué les mêmes critères que dans le Règlement SGP en vigueur. Les CE ne souscrivent bien sûr pas à l'idée d'après laquelle, à l'époque où le régime concernant les drogues a été introduit, il y avait "à n'en pas douter" d'autres pays aussi touchés par le problème de la drogue que les bénéficiaires. Aucun élément de preuve à cet effet n'a été fourni par l'Inde. En tout état de cause, la question dont est saisi le Groupe spécial est de savoir si le Règlement SGP *en vigueur* est discriminatoire.

87. Les raisons pour lesquelles le Pakistan a été inclus dans le régime concernant les drogues du Règlement SGP en vigueur sont expliquées dans la réponse fournie à la question n° 62 que le Groupe spécial a posée aux CE.

Question n° 26

Veuillez fournir la liste des pays en développement qui sont mentionnés dans le rapport de l'OICS pour 2002 et qui ne bénéficient pas du régime concernant les drogues, mais qui bénéficient néanmoins d'un traitement préférentiel similaire accordé par les CE au titre d'autres schémas.

88. Les CE supposent que le Groupe spécial se réfère à la partie III du rapport de l'OICS, qui présente une vue d'ensemble de la situation de la drogue dans les différentes régions du monde.

89. Les pays en développement ci-après qui sont mentionnés dans le rapport de l'OICS sont visés par d'autres régimes préférentiels:

- **Régime spécial en faveur des pays les moins avancés:** Cap-Vert, Sénégal, Mozambique, Tanzanie, Haïti, Laos, Myanmar, Afghanistan, Cambodge, Bhoutan, Népal, Bangladesh et Maldives.

- **Accord de partenariat CE-ACP:** Cap-Vert, Sénégal, Nigéria, Kenya, Mozambique, Tanzanie, Namibie, Zimbabwe, Belize, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Haïti, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Grenade, Bahamas, Jamaïque, Trinité-et-Tobago et République dominicaine.

- **Accords bilatéraux de libre-échange:** Maroc, Tunisie, Égypte, Algérie, Afrique du Sud et Chili.

Question n° 27

La pratique n'a-t-elle pas été soit d'accorder le bénéfice du SGP à tous les pays en développement, soit d'obtenir une dérogation aux fins de la différenciation?

90. Voir les réponses données aux questions n° 40 et 41 posées par le Groupe spécial aux deux parties.

Question n° 28

En vertu des Conclusions concertées, aurait-il été possible d'accorder le traitement préférentiel spécial aux PMA avant l'adoption de la Clause d'habilitation?

91. Les Conclusions concertées n'empêchent pas les pays développés d'accorder un traitement tarifaire spécial aux PMA (voir le paragraphe 58 de la deuxième déclaration orale des CE).

92. Les CE considèrent que la Décision de 1971 autorisait les pays développés à accorder des préférences tarifaires spéciales aux PMA dans le cadre d'un régime SGP. De fait, les CE accordent des préférences tarifaires spéciales aux PMA depuis 1976.

Et avant la Dérogation de 1971?

93. Non.

Question n° 29

Existe-t-il une prescription d'après laquelle la gamme des produits visés doit être assez large, conformément à la Dérogation de 1971? Ou bien un schéma SGP qui ne vise qu'un produit est-il autorisé au titre de la Dérogation de 1971? Pour quelle raison?

94. Voir la réponse fournie à la question n° 46 posée par le Groupe spécial aux deux parties.

Question n° 30

Les CE peuvent-elles concevoir qu'il existe des besoins uniques en leur genre, autres que les besoins causés par le problème de la drogue ou les besoins des PMA, justifiant l'octroi de préférences spéciales? Sans parler des PMA, qu'en est-il des besoins liés au SIDA ou à la famine?

95. Les CE considèrent que les régimes spéciaux en faveur des PMA et des pays touchés par la production et le trafic de drogues, ainsi que les mécanismes de gradation prévus dans le Règlement SGP communautaire, prennent en compte les différences les plus significatives entre les pays en développement. Les CE ne souhaitent néanmoins pas éliminer la possibilité qu'à l'avenir il puisse devenir nécessaire de modifier ou de compléter ces régimes en fonction de l'évolution des besoins des pays en développement.

96. Les CE rappellent que la définition des PMA donnée par les Nations Unies prend déjà en compte, entre autres choses, les niveaux de nutrition et de santé, ainsi que l'instabilité de la production agricole qui est souvent à l'origine des famines.[28] Par contre, cette définition des Nations Unies ne prend pas en compte le problème de la drogue, qui peut toucher des pays en développement ayant des niveaux de développement différents. D'où la nécessité d'accorder des préférences spéciales aux pays aux prises avec ce problème.

97. De plus, comme cela a été expliqué plus haut, pour être "sans ... discrimination", les différences de traitement doivent être objectivement à même d'atteindre l'objectif qui consiste à répondre aux besoins des pays en développement, et proportionnées à cet objectif.

98. Le régime concernant les drogues est un moyen approprié de répondre au problème de la drogue parce que, pour réduire la production et le trafic de drogues, il est nécessaire de les remplacer par d'autres activités économiques licites et, par conséquent, d'accorder un accès aux marchés accru aux produits de ces activités.

99. Par ailleurs, les préférences tarifaires ne seraient pas une réponse appropriée en cas de famine. La réponse la plus directe et la plus efficace en cas de famine est l'aide alimentaire d'urgence. De même, la réponse la plus directe et la plus efficace au problème du SIDA est une aide financière et technique, sous forme de médicaments, de médecins, de fonds pour construire des hôpitaux, etc.

100. Les Nations Unies et l'OMC ont l'une et l'autre reconnu que le fait d'accorder un accès aux marchés élargi aux produits des pays touchés par le problème de la drogue était une réponse appropriée à ce problème. Il n'existe pas de reconnaissance internationale similaire en ce qui concerne la famine ou le SIDA.

Question n° 31

Quand les CE ont-elles pour la dernière fois passé en revue tous les pays pour déterminer quels sont les principaux producteurs ou trafiquants de drogue?

101. Les autorités des CE surveillent régulièrement la situation concernant le problème de la drogue dans tous les pays en développement.

102. Chaque Règlement SGP a une durée limitée (généralement quatre ans). Avant l'entrée en vigueur d'un nouveau Règlement SGP, la Commission des CE évalue quels sont les pays susceptibles

[28] Pièce n° 18 des CE.

de bénéficier du régime concernant les drogues (c'est-à-dire ceux qui ne bénéficient pas déjà d'un traitement tarifaire plus favorable en tant que PMA ou au titre d'accords bilatéraux) afin de décider lesquels d'entre eux devraient être visés par ce régime.

103. Le Règlement SGP actuel a été adopté en décembre 2001 sur la base d'une proposition présentée par la Commission des CE en septembre de la même année. Le dernier bilan de la situation de la drogue dans les pays susceptibles de pouvoir bénéficier du régime concernant les drogues a été effectué par la Commission des CE dans le cadre de la préparation de cette proposition. Le prochain Règlement SGP sera appliqué à compter du 1er janvier 2005. La Commission des CE présentera une proposition de règlement à cette fin dans le courant de 2004.

Question n° 32

Les CE affirment, dans leur réponse à la question n° 11 du Groupe spécial aux deux parties, que le mot "généralisé", qui figure à la note de bas de page 3, signifie que le SGP doit être accordé à tous les pays en développement dont les besoins du développement sont similaires. Sur la base de cette analyse, comment détermine-t-on si ces besoins sont effectivement "similaires"?

104. Voir les réponses fournies par les CE aux questions n° 12 et 17 posées par le Groupe spécial aux deux parties.

105. Les CE ont expliqué aux paragraphes 87 à 99 de leur première communication pourquoi les pays touchés par la production et le trafic de drogues avaient des besoins spéciaux en matière de développement. L'Inde n'a aucunement répondu aux arguments et aux éléments de preuve apportés par les CE. Tant les Nations Unies que l'OMC ont reconnu que les pays aux prises avec le problème de la drogue avaient des besoins spéciaux en matière de développement.

Question n° 33

Les CE sont-elles d'avis que les objectifs légitimes et les besoins spéciaux doivent être déterminés par le pays qui accorde ces préférences?

106. Non.

107. Les pays développés jouissent d'un certain pouvoir discrétionnaire pour concevoir leurs schémas SGP. Sinon, la disposition du paragraphe 3 c) d'après laquelle les préférences seront conçues et, si cela est nécessaire, modifiées pour répondre aux besoins des pays en développement serait superflue.

108. Toutefois, ce pouvoir discrétionnaire doit être exercé dans les limites des obligations imposées par la Clause d'habilitation, y compris en particulier la prescription d'après laquelle les préférences doivent être "sans ... discrimination".

109. D'après l'interprétation donnée par les CE de l'expression "sans ... discrimination", les groupes spéciaux de l'OMC peuvent examiner si: 1) la différenciation tarifaire entre les pays en développement vise un objectif qui est légitime à la lumière de l'objet et du but de la Clause d'habilitation; et 2) la différenciation tarifaire est un moyen adéquat et proportionné pour atteindre cet objectif.

110. Ainsi, les allégations de l'Inde d'après lesquelles, selon l'interprétation des CE, les besoins des pays en développement seraient déterminés "uniquement"[29] par les pays développés sont tout à fait erronées.

Question n° 34

Pouvez-vous indiquer l'un quelconque des schémas d'origine dans le cadre desquels une différenciation était faite entre les pays en développement?

111. Comme cela a été mentionné, le schéma SGP communautaire différencie les PMA des autres pays en développement depuis 1976. Il a en outre dès le départ inclus des mécanismes visant à limiter les importations en provenance des pays en développement les plus compétitifs.[30]

Question n° 35

On suppose que, lorsque les pays développés ont introduit leurs schémas SGP, et qu'ils l'ont fait de manière uniforme, ils devaient avoir dans l'idée que tous les pays en développement y seraient inclus. Y a-t-il eu un quelconque schéma SGP en faveur de certains pays en développement qui ne faisait pas l'objet d'une dérogation au GATT ou à l'Accord sur l'OMC? Dans l'affirmative, veuillez indiquer lesquels.

112. Voir les réponses des CE aux questions n° 40 et 41 posées par le Groupe spécial aux deux parties.

Question n° 36

L'Inde affirme dans sa réponse à la question n° 11 posée par le Groupe spécial aux deux parties que le mot "généralisé", à la note de bas de page 3, signifie que le SGP doit être accordé à tous les pays en développement. Les CE pourraient-elles expliquer de manière détaillée pourquoi elles ne sont pas d'accord avec l'interprétation donnée par l'Inde de ce terme?

113. Si les CE ont bien compris, pour l'Inde, le terme "généralisé" signifie que, en principe, aucun pays en développement ne devrait être exclu *a priori* d'un schéma SGP, mais l'Inde n'aborde pas la question différente de savoir si les mêmes préférences doivent être accordées à chacun des bénéficiaires reconnus du SGP. D'après l'Inde, cette question est prise en compte par l'expression "sans ... discrimination". L'Inde a par exemple donné l'explication suivante:

> Pour l'Inde, selon l'historique de la rédaction, le terme "généralisé" devait s'appliquer à la gamme de pays qui accorderaient des préférences et à ceux qui en bénéficieraient, et non au degré de différenciation entre les pays choisis comme bénéficiaires par les pays donneurs. Comme les pays qui se voient refuser les avantages du régime concernant les drogues ne sont pas exclus du schéma des CE, la question de savoir si le schéma SGP des CE est suffisamment "généralisé" ne se pose pas dans l'affaire dont est saisi le Groupe spécial.[31]

---

[29] Deuxième communication de l'Inde, paragraphe 4.

[30] Cette possibilité a été explicitement mentionnée dans l'"offre" présentée par les CE à la CNUCED. (TD/B/AC.5/34/Add.1). Des mécanismes similaires sont mentionnés dans la communication de l'Autriche (TD/B/AC.5/34/Add.3).

[31] Question n° 30 de l'Inde aux CE. En utilisant l'expression "suffisamment généralisé", l'Inde semble admettre que les donneurs ne sont pas tenus d'inclure tous les pays en développement dans leurs schémas SGP. Cette idée serait compatible avec les Conclusions concertées, qui déclaraient que l'objectif était le suivant: "tous les pays en voie de développement devraient *en principe* participer dès le début en qualité de pays

114. Cette explication est compatible avec la lecture de l'historique de la rédaction du terme "généralisé" faite par les CE.[32] Les CE ont néanmoins souligné que le sens ordinaire de "généralisé" pouvait en outre se prêter à une autre interprétation:

> Dans le même temps, et dans son sens ordinaire, le mot "généralisé" semble présupposer l'existence d'une classe ou catégorie donnée de bénéficiaires auxquels les préférences doivent être "généralisées". Il semble donc qu'une préférence accordée exclusivement à un pays ne saurait être considérée comme "généralisée", même si elle pouvait être considérée comme étant "sans ... discrimination".[33]

115. Les deux interprétations ne s'excluent pas nécessairement mutuellement. En tout état de cause, ni l'une ni l'autre n'a pour conséquence que l'expression "sans ... discrimination" prescrit d'accorder les mêmes préférences à *tous* les pays en développement bénéficiant d'un schéma SGP donné.

Question n° 37

Si "généralisé" signifie "pour tous" et que "sans ... discrimination" autorise la différenciation en fonction des besoins différents, comment résolvez-vous la contradiction entre les deux?

116. Comme nous l'avons expliqué, ni les CE ni l'Inde n'affirment que le mot "généralisé" interdit la différenciation entre les pays en développement bénéficiant d'un schéma SGP. Si "généralisé" signifiait que des préférences identiques devaient être accordées à tous les bénéficiaires d'un schéma SGP, l'expression "sans ... discrimination" deviendrait superflue et n'aurait aucun sens. Les CE font valoir que, ne serait-ce que pour cette raison-là, une telle interprétation du mot "généralisé" ne peut être correcte.

117. Comme cela a été expliqué précédemment dans la réponse des CE à la question n° 52 posée par le Groupe spécial aux deux parties, le mot "généralisé" pourrait, de diverses façons, être interprété comme ayant un sens différent de celui de l'expression "sans ... discrimination", et pourtant compatible avec cette dernière. Aucune de ces interprétations du mot "généralisé" n'oblige à interpréter "sans ... discrimination" comme interdisant toutes formes de différenciation entre les pays en développement.

Question n° 38

En vertu de la Clause d'habilitation, les CE ont au départ choisi quatre pays pour bénéficier de ce régime concernant les drogues, Les CE sont-elles donc d'avis que, si des besoins du développement similaire ne concernent que quatre pays, il est juridiquement adéquat et approprié d'appliquer un tel système à ces quatre pays uniquement?

118. De l'avis des CE, le seul fait que, à un moment donné, certaines préférences s'appliquent à quatre des bénéficiaires d'un schéma SGP n'est pas une raison suffisante pour considérer que ces préférences sont incompatibles avec les prescriptions de la note de bas de page 3. Plus précisément, ce ne serait pas une raison suffisante pour considérer que les préférences sont "discriminatoires", ce qui est la seule question dont est saisi le Groupe spécial.

---

bénéficiaires", mais qui ne tranchaient pas sur la question des pays accordant des "préférences inverses" (section II.1) et qui prenaient acte de la déclaration des donneurs d'après laquelle "en général" ils s'en remettraient au principe de l'auto-élection (section IV.1).

[32] Réponse des CE à la question n° 11 posée par le Groupe spécial aux deux parties, paragraphe 41.

[33] *Ibid*., paragraphe 46. [notes de bas de page omises]

Question n° 39

Dans l'affaire Corée – Viande de bœuf, l'Organe d'appel a indiqué ce qui suit: "Pour qu'une mesure … soit justifiée provisoirement au titre du paragraphe d) de l'article XX, deux éléments doivent être réunis. Premièrement, la mesure doit avoir pour objet d'"assurer le respect" de lois ou de règlements qui ne sont pas eux-mêmes incompatibles avec l'une ou l'autre des dispositions du GATT de 1994. Deuxièmement, la mesure doit être "nécessaire" pour assurer ce respect." Dans l'affaire Japon - Boissons alcooliques, l'Organe d'appel a dit que "bien … que l'objectif d'une mesure puisse ne pas être facile à identifier, l'application de cette mesure à des fins de protection peut néanmoins être déterminée, le plus souvent, d'après sa conception, ses principes de base et sa structure révélatrice". De même, en l'espèce, les CE doivent, dans un premier temps, démontrer que la mesure est conçue pour/aux fins d'atteindre un objectif légitime. Les CE doivent ensuite démontrer que la mesure est "nécessaire" pour atteindre cet objectif légitime. Ceci étant, quels éléments de preuve spécifiques peuvent fournir les CE pour étayer leur allégation d'après laquelle cette mesure tarifaire préférentielle a pour objet la protection de la santé et de la vie des personnes dans les CE, alors que nous notons que le régime concernant les drogues vise à promouvoir le développement durable dans 12 pays en développement? Veuillez fournir votre analyse de la conception, des principes de base et de la structure du régime concernant les drogues.

119. L'Organe d'appel a mainte fois mis en garde contre l'application de "critères", en lieu et place des termes effectifs de l'Accord sur l'OMC.[34] La seule obligation énoncée à l'article XX b) du GATT est que la mesure doit être "nécessaire" pour la protection de la santé et de la vie des personnes. Les CE ne voient aucun fondement dans le texte de l'article XX b) à la proposition d'après laquelle, en plus de démontrer qu'une mesure est "nécessaire" à la protection de la santé et de la vie des personnes, il doit être démontré qu'elle a été spécifiquement "conçue" à cette fin.

120. Les CE considèrent que l'examen de la "conception", des "principes de base" et de la "structure" d'une mesure peut être pertinent quand on cherche à déterminer si une mesure est "nécessaire", mais ne l'est pas en tant que prescription en tant que telle. Les CE estiment que le passage du rapport de l'Organe d'appel concernant l'affaire *Corée – Viande de bœuf* qui est cité dans la question devrait être compris de cette manière. (En outre, les CE tiennent à préciser qu'il existe d'importantes différences entre la structure de l'article XX b) et celle de l'article XX d), ce qui pourrait expliquer l'approche en deux temps préconisée par le Groupe spécial, et entérinée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée – Viande de bœuf*.)

121. Quoi qu'il en soit, les CE rejettent la suggestion d'après laquelle une mesure ne peut être justifiée au regard de l'article XX b) à moins qu'il ne puisse être démontré qu'elle a pour seul et exclusif objet la protection de la santé et de la vie des personnes. Nous répétons que la seule obligation prévue à l'article XX b) est que la mesure doit être "nécessaire" à la protection de la santé et de la vie des personnes. Pourtant, il est évident qu'une mesure peut être "nécessaire" à la protection de la santé et de la vie et, dans le même temps, atteindre un autre objectif compatible.

122. L'objectif immédiat du régime concernant les drogues est de promouvoir les exportations des pays touchés par le problème de la drogue en vue de soutenir des activités licites se substituant à la production et au trafic de drogues. Réduire la production et le trafic de drogues dans les pays bénéficiaires encourage le développement économique de ces pays, auquel ces activités illicites portent atteinte. Dans le même temps, réduire la production et le trafic de drogues dans ces pays a pour effet nécessaire de réduire l'offre de drogue dans les CE, laquelle a quant à elle pour effet nécessaire de réduire la consommation de drogue dans les CE.

[34] Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC*, paragraphe 91.

123. En résumé, les problèmes du développement des bénéficiaires et le problème de l'abus de drogue dans les CE ont une cause commune: l'ampleur de la production et du trafic de drogues dans les pays bénéficiaires. Réduire la production et le trafic de drogues dans ces pays répond simultanément à l'un et à l'autre de ces problèmes.

Question n° 40

Quels éléments de preuve les CE peuvent-elles fournir sur l'effet du régime concernant les drogues sur la protection de la santé des citoyens des CE?

124. Les CE surveillent les niveaux de la production et du trafic dans les pays bénéficiaires. Elles surveillent également les effets du régime concernant les drogues sur les exportations des pays bénéficiaires et, donc, sur le soutien aux activités de substitution à la production et au trafic de drogues (voir ci-après la réponse donnée par les CE à la question n° 49 que leur a posée le Groupe spécial).

125. Les CE considèrent qu'il va de soi que la réduction de l'offre de drogue en provenance des bénéficiaires dans les CE réduit la consommation de drogue dans celles-ci et, en conséquence, protège la santé et la vie des citoyens des CE.

126. Mais ce serait une tâche impossible que de distinguer et de quantifier les effets sur la consommation de drogue dans les CE qui sont attribuables au régime concernant les drogues de ceux qui sont attribuables à d'autres actions menées par les bénéficiaires afin de réduire la production et le trafic de drogues, ou à d'autres actions qui s'inscrivent dans la stratégie globale des CE contre l'abus de drogue, y compris en particulier celles qui visent à réduire la demande de drogue.

127. Les recommandations des Nations Unies sur lesquelles s'appuient les CE en l'espèce reposent sur l'hypothèse fondamentale voulant que le fait d'encourager des activités de substitution licites réduira la production et le trafic de drogues (ou pour le moins en empêchera l'augmentation) et, par conséquent, leur offre et leur consommation dans d'autres pays. L'Inde n'a fourni aucun élément de preuve remettant en cause ces prémisses, qui sous-tendent les politiques internationales bien établies de lutte contre la drogue dont sont convenus tous les Membres de l'OMC, y compris l'Inde, dans le cadre des Nations Unies.

Question n° 41

Les CE disposent-elles d'un dispositif quel qu'il soit qui, sous une forme ou sous une autre, surveille l'effet du régime concernant les drogues sur la santé des citoyens des CE?

128. Voir plus haut la réponse donnée par les CE à la question n° 40 que leur a posée le Groupe spécial.

Question n° 42

Existait-il un quelconque rapport préparé par les CE avant l'entrée en vigueur du régime concernant les drogues qui décrivait le lien entre la production dans les pays impliqués dans la production et dans le trafic de drogues et la consommation par les citoyens des CE?

129. Comme les CE l'ont mentionné précédemment, à leur avis, il va de soi qu'il existe un lien entre la production et le trafic de drogues dans d'autres pays et leur consommation dans les CE. Il n'y a pas de production de coca ou d'opium dans les CE. S'il n'y avait pas de production et de trafic de ces drogues dans d'autres pays, ces drogues ne seraient pas consommées dans les CE.

Question n° 43

Existe-t-il une documentation, quelle qu'elle soit, dans l'un des États membres des CE qui fasse état des avantages avérés pour la santé découlant du régime concernant les drogues, et non simplement de chiffres?

130. Voir plus haut la réponse donnée par les CE à la question n° 40 que leur a posée le Groupe spécial.

Question n° 44

Les CE mentionnent qu'une stratégie globale de lutte contre les problèmes liés à la drogue, y compris l'amélioration de l'accès aux marchés pour les pays en développement, est prévue dans diverses conventions, résolutions et dans d'autres rapports des Nations Unies. Cette stratégie globale vise-t-elle à soutenir le développement durable dans les pays en développement touchés par la drogue ou à protéger la santé des personnes dans le pays importateur, ou les deux?

131. Les deux. La stratégie des Nations Unies vise à lutter contre le "problème mondial de la drogue", que les Nations Unies ont décrit comme suit:

> le problème de la drogue reste un défi mondial *qui menace gravement la santé*, la sécurité et le bien-être de l'humanité tout entière, en particulier des jeunes, dans tous les pays, *entrave le développement, y compris les efforts pour réduire la pauvreté, met en péril la stabilité socioéconomique et politique et les institutions démocratiques*, impose aux gouvernements une charge économique de plus en plus lourde, menace également la sécurité et la souveraineté des États, porte atteinte à la dignité et aux espoirs de millions d'individus et de leur famille et cause d'irréparables pertes en vies humaines.[35]

Veuillez préciser le libellé précis de la stratégie dans les conventions, résolutions ou rapports sur ce sujet des Nations Unies qui relie l'amélioration de l'accès aux marchés à la protection de la santé des personnes dans le pays importateur.

132. Veuillez vous reporter ci-dessus à la réponse donnée par les CE à la question n° 54 posée par le Groupe spécial aux deux parties. Voir également les paragraphes 100 à 115 de la première communication des CE, les paragraphes 57 à 61 de la deuxième communication des CE et la réponse donnée à la question n° 25 posée par le Groupe spécial aux deux parties.

Question n° 45

L'amélioration de l'accès aux marchés est-il préconisé à titre de composante optionnelle ou à titre de composante nécessaire de cette stratégie?

133. C'est une composante nécessaire de la stratégie des Nations Unies. Les textes cités par les CE ne laissent nullement entendre que l'amélioration de l'accès aux marchés est simplement l'une de plusieurs options. Comme cela a été expliqué, les activités de substitution ne seraient pas viables en l'absence de marchés pour les produits de ces activités.

[35] Résolution n° 56/124 adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 19 décembre 2001 (Coopération internationale face au problème mondial de la drogue), quatrième considérant (pas d'italique dans l'original) (pièce n° 4 des CE).

Question n° 46

Les CE font valoir que les critères objectifs pour désigner les bénéficiaires du régime concernant les drogues reposent uniquement sur la gravité des problèmes liés à la production et au trafic de drogues dans chaque pays en développement. Il semble que rien dans ces critères n'indique si les drogues sont offertes ou non sur le marché des CE. Comment l'octroi de préférences tarifaires à des pays qui ne sont pas fournisseurs sert-il à protéger la santé des citoyens des CE?

134. Les CE sont, de loin, avec les États-Unis, le plus gros marché pour les stupéfiants. Tous les pays inclus dans le régime concernant les drogues sont, manifestement, des "fournisseurs" dans les CE.

135. Voir également la réponse donnée par les CE à la question n° 24 posée par le Groupe spécial aux deux parties.

Question n° 47

Dans les déclarations des organes internationaux pertinents des Nations Unies et d'autres concernant la lutte contre les drogues, lesquelles figurent dans les documents des Nations Unies qui mentionnent qu'il faut promouvoir l'accès aux marchés des pays impliqués dans la production et le trafic de drogues, il n'est pas fait référence aux conséquences pour la protection de la santé et de la vie dans les pays importateurs. Les CE pourraient-elles commenter ce fait.

136. Les CE ne souscrivent pas à ce qui est dit dans la question. Les recommandations pertinentes des Nations Unies montrent clairement qu'il est nécessaire d'améliorer l'accès aux marchés pour soutenir les activités de substitution, qui sont l'une des composantes nécessaires de la stratégie visant à réduire la production et le trafic illicites, laquelle est quant à elle l'une des actions, avec la réduction de la demande, prescrites pour combattre le "problème de la drogue". L'un des principaux aspects du "problème de la drogue" que la stratégie des Nations Unies entend résoudre se rapporte aux effets négatifs de l'abus de drogue pour la santé, y compris dans les pays importateurs.

137. Veuillez vous reporter:

- à la première communication des CE, paragraphes 100 à 115;
- à la deuxième communication des CE, paragraphes 57 à 61;
- aux réponses données par les CE aux questions n° 25 et 54 posées par le Groupe spécial aux deux parties;
- à la réponse donnée par les CE à la question n° 44 que leur a posée le Groupe spécial.

Question n° 48

Les CE veulent-elles dire que les préférences tarifaires relevant du régime concernant les drogues réduisent l'offre de drogue dans les CE et peuvent-elles fournir des éléments de preuve à cet effet? Ou bien veulent-elles dire que les effets du régime concernant les drogues ne peuvent pas être connus?

138. Voir ci-dessus la réponse donnée par les CE à la question n° 40 qui leur a été posée par le Groupe spécial.

Question n° 49

À la lumière du préambule du Règlement des CE portant application du régime concernant les drogues, qui dit qu'"il est nécessaire que le régime spécial de lutte contre la production et le trafic de drogues fasse l'objet d'un suivi étroit", comment les CE assurent-elles ce suivi dans les 12 pays bénéficiaires? Veuillez fournir le rapport le plus récent sur le suivi du régime concernant les drogues.

139. Le rapport le plus récent sur les effets du régime concernant les drogues a été rédigé, en ce qui concerne le règlement (CE) n° 2820/98, pour la période du 1er juillet 1999 au 31 décembre 2001. Ce rapport analyse les effets du régime concernant les drogues sur le commerce en provenance des bénéficiaires.[36]

140. En outre, les CE aimeraient attirer l'attention du Groupe spécial sur une évaluation de l'impact du régime concernant les drogues effectuée par le Secrétariat général de la Communauté andine.[37]

Question n° 50

Les CE surveillent-elles les effets du régime concernant les drogues sur la protection de la santé et de la vie des personnes dans les CE? Dans l'affirmative, veuillez décrire ce mécanisme de surveillance et fournir les éléments de preuve pertinents. Dans la négative, comment les CE déterminent-elles si le régime concernant les drogues continue d'être "nécessaire" à la protection de la santé et de la vie des personnes dans les CE?

141. Voir également la réponse donnée à la question n° 40 posée par le Groupe spécial aux CE.

Question n° 51

Les rapports des Nations Unies préconisent-ils de recourir à d'autres mesures pour réduire la production dans les pays en développement producteurs de drogues?

142. Non. Par contre, les textes des Nations Unies recommandent une série de mesures complémentaires, qui sont toutes nécessaires pour lutter contre le problème de la drogue.

143. Voir également la réponse donnée à la question n° 56 posée par le Groupe spécial aux CE.

Question n° 52

Avant d'adopter la version la plus récente du régime communautaire concernant les drogues, les CE ont-elles considéré d'autres mesures possibles, moins restrictives pour le commerce? Dans l'affirmative, veuillez indiquer quelles étaient ces mesures et fournir les documents requis à l'appui de la réponse. Dans la négative, pourquoi?

144. Les CE n'ont pas connaissance de l'existence d'autres mesures moins restrictives pour le commerce.

145. Comme cela a été expliqué, l'octroi des mêmes préférences à tous les pays en développement n'est pas une réelle option, car cela serait bien moins efficace, étant donné que d'autres pays en développement qui ne sont pas touchés par le problème de la drogue se saisiraient de la plupart des nouvelles possibilités commerciales offertes par le régime concernant les drogues.

[36] Pièce n° 22 des CE.
[37] Pièce n° 23 des CE.

146. L'aide financière n'est pas non plus une véritable option. Les recommandations pertinentes des Nations Unies disent clairement qu'il est nécessaire d'accorder à la fois une aide financière et un meilleur accès aux marchés. En l'absence de ce dernier, les autres modes de développement ne seraient pas durables. Laisser entendre, comme l'a fait l'Inde au cours de la deuxième audience, que l'aide financière est un moyen suffisant, et effectivement plus efficace, que les préférences commerciales pour promouvoir le développement durable remet en question la raison d'être de toutes les préférences SGP, et pas seulement de celles du régime concernant les drogues.

Question n° 53

Les CE considèrent-elles que l'amélioration de l'accès aux marchés au titre du régime concernant les drogues est plus nécessaire pour promouvoir le développement durable ou pour protéger la santé des personnes dans les CE?

147. Cette question énonce un choix qui n'en est pas un. Le régime concernant les drogues est tout aussi nécessaire pour atteindre l'un que pour atteindre l'autre de ces objectifs. Il est conçu pour réduire la production et le trafic de drogues dans les pays bénéficiaires. Ce faisant, il vise simultanément l'objectif qui consiste à promouvoir le développement de ces pays et celui qui consiste à protéger la santé et la vie de la population des CE.

148. Voir également la réponse donnée par les CE à la question n° 21 posée par le Groupe spécial aux deux parties.

Question n° 54

Les CE considèrent-elles qu'elles se sont acquittées de la charge qui consistait à démontrer au Groupe spécial que leur mesure tarifaire préférentielle était "nécessaire" au regard de l'article XX b)? Pour quelles raisons?

149. Oui.

150. Veuillez vous reporter aux passages ci-après des communications des CE, et aux éléments de preuve qui y sont cités:

- la première communication des CE, paragraphes 185 à 193 et 100 à 115;
- les réponses des CE aux questions n° 24 et 25 posées par le Groupe spécial aux deux parties;
- la deuxième communication des CE, paragraphes 54 à 76.

Question n° 55

Le Rapport annuel pour 2002 sur l'état du phénomène de la drogue dans l'Union européenne et en Norvège ne fait semble-t-il aucune référence au régime concernant les drogues. Dans de telles circonstances, ce régime peut-il être considéré comme une mesure relevant de l'article XX b) et, de plus, peut-il être jugé "nécessaire" à la protection de la santé et de la vie des personnes dans les CE?

151. Le rapport 2002 de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT) présente l'état du phénomène de la drogue dans l'Union européenne mais ne donne pas une vue détaillée de toutes les politiques au sein de l'UE. En particulier, la section concernant la réduction de l'offre de drogue n'aborde que les mesures prises pour réduire la production et le trafic de drogues *au sein de* l'Union européenne et ne parle pas de celles prises pour réduire la production et le trafic de drogues

dans d'autres pays en vue de limiter l'offre de drogue dans les CE. Ainsi, par exemple, le rapport ne mentionne pas l'assistance financière fournie par les CE et leurs États membres en faveur des activités de substitution.

152. On trouvera dans des documents tels que le "Plan d'action antidrogue de l'Union européenne (2000–2004)"[38] une description plus globale de la stratégie de lutte contre la drogue de l'UE. Ce plan englobe trois principaux domaines d'action: "réduction de la demande"; "réduction du trafic illicite"; et "coopération internationale", et se réfère spécifiquement au Règlement SGP en tant que l'un des instruments de la politique antidrogue des CE.

Question n° 56

Comment l'octroi de préférences spéciales à 12 pays bénéficiaires peut-il avoir l'effet désiré si les mêmes préférences, des préférences équivalentes ou des préférences plus importantes sont accordées à de nombreux autres pays en développement au titre d'autres programmes, par exemple l'Initiative "Tout sauf les armes", le régime en faveur des PMA, l'Accord de Cotonou, les accords régionaux de libre-échange?

153. De toute évidence, le régime concernant les drogues fournirait un accès aux marchés encore amélioré aux pays bénéficiaires s'il était la seule préférence tarifaire accordée par les CE. Il est néanmoins très clair que le régime concernant les drogues est efficace pour promouvoir les exportations en provenance des pays concernés et, par conséquent, encourager les activités de substitution. (Voir les rapports mentionnés dans la réponse donnée à la question n° 49 posée par le Groupe spécial aux CE.)

Accordez-vous le traitement préférentiel équivalent à ces autres pays au titre d'autres programmes?

154. Les pays en développement gravement touchés par le problème de la production et du trafic de drogues qui sont visés par les arrangements mentionnés dans la question et qui, pour cette raison, n'ont pas été inclus dans le régime concernant les drogues, bénéficient au titre de ces arrangements d'un accès aux marchés équivalant à celui dont ils bénéficieraient s'ils étaient inclus dans le régime concernant les drogues, voire plus important. En conséquence, il n'est pas nécessaire (ou, en fait, possible) de leur accorder des préférences commerciales additionnelles pour soutenir leur combat contre le problème de la drogue.

Question n° 57

Les CE ont conclu un accord de libre-échange avec l'Afrique du Sud. Un rapport récent de l'Organe des stupéfiants mentionne le problème de la production et du trafic de drogues dans ce pays. Diriez-vous qu'en Afrique du Sud le problème est comparable à ce qu'il est dans les 12 pays bénéficiaires? Existe-t-il une différence entre les préférences accordées à l'Afrique du Sud au titre de cet accord et celles accordées aux 12 bénéficiaires? Dans l'affirmative, pouvez-vous dire que ces différences ne sont pas discriminatoires?

155. Les CE supposent que le Groupe spécial fait référence au rapport de l'OICS pour 2002 et en particulier au paragraphe 222, qui dit que "plus de 20 pour cent des saisies de cocaïne effectuées sur le continent africain ont eu lieu en Afrique du Sud …".

156. Cette phrase doit être lue en n'oubliant pas que le niveau global de production et de trafic est très faible en Afrique. Les CE invitent le Groupe spécial à consulter le dernier rapport de l'Office des

[38] COM(1999) 239 final du 26 mai 1999.

Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime (OCDPC) sur les "Tendances mondiales des drogues illicites 2003". D'après les statistiques les plus récentes, il n'y a pas de production significative d'opium ou de coca en Afrique du Sud. De fait, l'Afrique du Sud n'est même pas mentionnée au nombre des pays producteurs.[39] S'agissant du trafic, l'OCDPC ne fait état d'aucune saisie d'opiacé en Afrique australe (y compris en Afrique du Sud) pour les années 2000 et 2001.

157. En ce qui concerne les saisies d'héroïne, les chiffres sont modestes pour l'Afrique du Sud comparés à ceux du Pakistan (en kilogrammes)[40]:

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Pakistan	10 760,1	5 872,1	6 156	3 363,7	4 973,7	9 492	6 931,5
Afrique du Sud	5,9	0,8	1,5	5,4	7,4	15,4	8,5

158. En ce qui concerne les saisies de cocaïne, l'Afrique du Sud ne joue qu'un rôle mineur par rapport à celui de l'Amérique latine, et en particulier de la Colombie. Les chiffres, en kilogrammes, sont les suivants:

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Colombie	59 030	45 779	42 044	107 480	63 945	110 428	73 863,5
Afrique du Sud	187,8	106,6	151,5	635,9	345,5	91,2	155,3

159. Les CE considèrent donc que, au vu de ces chiffres, la situation en Afrique du Sud, en ce qui concerne le problème de la drogue, est effectivement très différente de celle qui existe dans les pays bénéficiaires.

Les CE considèrent-elles qu'en accordant le bénéfice du régime concernant les drogues aux 12 bénéficiaires désignés, elles accordent ces préférences à tous les pays en développement où existent les mêmes conditions?

160. Oui, sauf que certains pays fortement touchés par le problème de la production et du trafic de drogues ne sont pas inclus dans le régime concernant les drogues parce qu'ils bénéficient déjà d'un traitement équivalent ou plus favorable au titre d'autres arrangements. Comme cela a été indiqué plus haut, l'Afrique du Sud n'est pas l'un de ces pays. Elle n'aurait pas été admise à bénéficier du régime concernant les drogues, même si elle n'avait pas été partie à un accord de libre-échange avec les CE.

Question n° 58

Le rapport de l'OICS pour 2002 donne des renseignements sur les problèmes liés à la drogue dans divers pays en développement où, apparemment, les conditions sont dans une large mesure identiques ou équivalentes à celles qui existent dans les 12 pays bénéficiaires relevant du régime concernant les drogues. Les CE peuvent-elles démontrer au Groupe spécial que des conditions identiques ou équivalentes n'existent pas en fait dans les deux groupes de pays? Veuillez fournir des éléments de preuve s'il y a lieu.

[39] Tendances mondiales des drogues illicites 2003, pages 167 et 190.
[40] *Ibid.*, page 228.

161. Les CE ne souscrivent pas à l'affirmation d'après laquelle, selon le rapport de l'OICS, les problèmes liés à la drogue dans d'autres pays en développement qui ne relèvent pas du régime concernant les drogues sont "dans une large mesure identiques".

162. Le seul fait pour un pays d'être mentionné dans le rapport de l'OICS, quoi qu'il soit dit sur ce pays, n'est manifestement pas un élément prouvant que ce pays est tout aussi touché par le problème de la drogue que ceux qui sont inclus dans le régime concernant les drogues.

163. La désignation des bénéficiaires est un processus complexe qui requiert l'examen de toutes les données statistiques pertinentes sur la production et le trafic de drogues, ainsi qu'une analyse approfondie des effets du problème de la drogue dans chaque pays. À cette fin, les CE font appel à diverses sources, à savoir non seulement les rapports de l'OICS, mais également d'autres publications des Nations Unies telles que par exemple le "Rapport mondial sur les drogues" ou le rapport annuel intitulé "Tendances mondiales des drogues illicites", ainsi que les rapports de ses délégations dans les pays concernés.

164. Les CE rappellent qu'elles ont déjà expliqué pourquoi l'Inde, le Paraguay, la Thaïlande, l'Indonésie, les Philippines et l'Afrique du Sud (tous les pays mentionnés par le Groupe spécial et par l'Inde) n'ont pas été inclus dans le régime concernant les drogues. Les CE aimeraient qu'il soit pris acte, une fois de plus, qu'elles sont prêtes à expliquer les raisons pour lesquelles d'autres pays en développement n'en bénéficient pas, sous réserve que ces pays soient clairement indiqués par le Groupe spécial.

Question n° 59

À votre avis, comment devrait procéder le Groupe spécial pour évaluer si l'application de la mesure prise par les CE ne constitue pas "une discrimination arbitraire ou injustifiable", étant donné qu'il n'existe pas de critère explicite pour l'application du régime concernant les drogues? Comment les CE s'assurent-elles que l'application du régime concernant les drogues n'est pas arbitraire?

165. Le fait que les critères de sélection des bénéficiaires ne sont pas énoncés dans le Règlement SGP ne signifie pas qu'ils entraînent une "discrimination arbitraire ou injustifiable". Les CE ont expliqué pourquoi la publication des critères de sélection n'était pas nécessaire. (Voir la réponse donnée par les CE à la question n° 10 que leur a posée le Groupe spécial.)

166. Les CE ont expliqué quels étaient les critères utilisés pour désigner les bénéficiaires (paragraphes 116 à 118 et 86 à 99 de la première communication des CE, réponse des CE à la question n° 13 que leur a posée le Groupe spécial) et ont montré, premièrement, que tous les pays inclus dans le régime concernant les drogues satisfont à ces critères (première communication des CE, paragraphes 119 à 139) et, deuxièmement, que tous les pays mentionnés par le Groupe spécial et par l'Inde qui n'étaient pas inclus ne satisfont pas à ces critères (réponses des CE aux questions n° 14, 15 et 57 qui leur ont été posées par le Groupe spécial). Les CE ont proposé de faire la même démonstration pour tout autre pays en développement clairement identifié par le Groupe spécial. Tout cela confirme que les CE n'appliquent pas les critères de sélection d'une manière discriminatoire.

Question n° 60

Quels sont les critères objectifs applicables pour déterminer si le régime concernant les drogues est ou n'est pas conforme au texte introductif de l'article XX? Les CE considèrent-elles qu'elles se sont acquittées de la charge qui consistait à démontrer au Groupe spécial que leur mesure concernant les préférences tarifaires satisfaisait aux prescriptions du texte introductif? Pourquoi les CE considèrent-elles qu'elles se sont acquittées de cette charge?

167. Veuillez vous reporter:

- à la première communication des CE, paragraphes 197 à 216;
- à la réponse donnée par les CE à la question n° 24 posée par le Groupe spécial aux deux parties;
- à la réponse des CE à la question n° 19 qui leur a été posée par le Groupe spécial;
- à la deuxième communication orale des CE, paragraphes 79 et 80.

Question n° 61

En supposant que le régime concernant les drogues n'est pas compatible avec la Clause d'habilitation, est-ce que le fait de déployer des efforts suffisants pour obtenir une dérogation selon les conditions et modalités acceptables par les Membres de l'OMC ne serait pas une autre mesure moins incompatible raisonnablement disponible pour atteindre les objectifs des CE en matière de santé?

168. Une dérogation ne doit être obtenue que si une mesure est incompatible avec les obligations contractées par un Membre au titre de l'Accord sur l'OMC. Une mesure justifiée au titre de l'article XX b) n'est pas incompatible avec les obligations contractées par un Membre au titre de l'Accord sur l'OMC et ne nécessite pas l'obtention d'une dérogation.

169. Étant donné qu'une mesure qui est justifiée au titre de l'article XX b) ne nécessite pas l'obtention d'une dérogation, le fait qu'un Membre ait déployé ou non des efforts suffisants pour obtenir une dérogation ne peut être une considération pertinente pour établir si une mesure est "nécessaire" aux fins de l'article XX b).

170. Les CE souhaitent rappeler que dans l'affaire *CE – Amiante*, le seul différend à ce jour dans le cadre duquel il a été constaté qu'une mesure était justifiée au regard de l'article XX b), il n'a pas été suggéré que les CE auraient dû demander une dérogation. Pourtant, cette possibilité existait également dans cette affaire. De fait, dans la logique de la question posée par le Groupe spécial, aucune mesure ne pourrait jamais être justifiée au regard de l'article XX, car il pourrait toujours être possible pour un Membre de demander une dérogation et de ne pas invoquer l'article XX b).

Question n° 62

Quels éléments de preuve documentaires peuvent fournir les CE au Groupe spécial à l'appui de leur argument d'après lequel la gravité du problème de la drogue au Pakistan a spectaculairement évolué avec le "changement de régime" en Afghanistan?

171. La situation au Pakistan est étroitement liée aux événements qui ont lieu en Afghanistan, le plus gros producteur d'opium au monde. Dans son rapport "Tendances mondiales des drogues illicites 2003", l'OCDPC indique ce qui suit[41]:

> On a enregistré en Afghanistan en 2001, à la suite de l'interdiction imposée par le régime taliban dans sa dernière année au pouvoir, un brusque recul de la culture illicite du pavot à opium. Malgré l'existence de stocks importants d'opiacés, accumulés durant les années antérieures de récoltes record, le début d'une pénurie d'héroïne a commencé à voir le jour sur certains marchés européens à la fin de 2001.

[41] *Ibid.*, page 168.

> En outre, comme la récolte habituelle n'a pas eu lieu en Afghanistan au printemps 2001 et que les stocks ont diminué en conséquence, les prix de l'opium ont atteint des niveaux sans précédent dans le pays (les prix se sont vu multiplier par 10), ce qui a fortement incité les agriculteurs à planter pour récolter en 2002. Le vide politique causé à Kaboul par les conséquences du 11 septembre 2001 a permis aux agriculteurs de replanter du pavot à opium (à partir d'octobre/novembre 2001). Au moment où l'administration transitoire afghane a été mise en place et a publié une interdiction catégorique de la culture, de la transformation, du trafic et de la consommation du pavot à opium (17 janvier 2002), la plupart des champs de pavots avaient déjà commencé à germer.

172. Ainsi, avant les événements du 11 septembre 2001, on s'attendait à ce que, en raison de l'interdiction de la culture du pavot à opium imposée par les talibans, l'offre de drogue en provenance d'Afghanistan finirait par se tarir. De fait, les chiffres relatifs à la production pour 2001 montrent clairement que l'interdiction avait donné de très bons résultats, faisant tomber la production d'opium en 2001 à 185 tonnes seulement, contre 2 657 tonnes en moyenne entre 1994 et 2000. Par rapport au chiffre de 2000, cela représente une baisse de 94 pour cent en 2001.[42]

173. Dans le contexte de l'invasion imminente de l'Afghanistan, on estimait qu'à la suite de la chute des talibans, le risque serait grand de voir la production afghane d'opium reprendre à nouveau, car les nouvelles autorités n'auraient pas grand pouvoir au départ. C'est exactement ce qui s'est passé en 2002, malgré l'interdiction de la culture, du trafic et de la consommation de l'opium récemment imposée par le nouveau gouvernement.[43]

174. Dans ce contexte, les CE ont estimé que les événements qui se déroulaient en Afghanistan auraient des répercussions négatives considérables au Pakistan. Effectivement, les faits ont montré que ce risque s'est finalement matérialisé et que l'inclusion du Pakistan dans le régime concernant les drogues était pleinement justifiée.

[42] Office des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime, The Opium Economy in Afghanistan, 2003, pages 31 et suivantes.

[43] Les pouvoirs du gouvernement central sont géographiquement très limités et ne s'étendent pas aux principales régions productrices d'opium du sud de l'Afghanistan, aux alentours de Kandahar, l'ancien fief des talibans.

ANNEXE B-6

Observations de l'Inde sur les réponses des Communautés européennes aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion du Groupe spécial

Aux deux parties

Question n° 29

1. L'Inde réaffirme que le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation n'étaye pas l'interprétation faite par les CE de l'expression "sans ... discrimination". L'inclusion du paragraphe 3 c) ne peut avoir les conséquences que les CE cherchent à lui donner. Rien ne permet de conclure que, en introduisant le paragraphe 3 c), les rédacteurs de la Clause d'habilitation ont modifié le sens de l'expression "sans … discrimination". Si telle avait été leur intention, ils auraient pu le faire de manière plus directe au paragraphe 2 a) ou par une formulation désignant expressément le traitement tarifaire préférentiel, par opposition à toutes les mesures prises au titre de la Clause d'habilitation. Par conséquent, l'inclusion du paragraphe 3 c) dans la Clause d'habilitation ne modifie pas la signification de l'expression "sans … discrimination", dans le sens où elle a été utilisée dans la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation.

2. Contrairement à ce qu'affirment les CE, le paragraphe 7 de la Clause d'habilitation ne reconnaît pas formellement le principe de la "gradation" *dans le contexte du traitement tarifaire préférentiel* au titre du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation. De fait, le terme "gradation" ne figure pas au paragraphe 7. Le paragraphe 7 traite d'une amélioration de la capacité des parties contractantes peu développées à "apporter des contributions ou […] accorder des concessions négociées ou […] entreprendre *toute* autre action mutuellement convenue dans le cadre des dispositions et des procédures de l'Accord général" (pas d'italique dans l'original). Le paragraphe 7 traite d'une action mutuellement convenue entreprise dans le cadre des dispositions et des procédures du GATT. Il s'applique au processus de négociation et aux obligations assumées par les pays en développement à la suite des négociations. L'utilisation du terme "autres" avant l'expression "actions mutuellement convenues" signifie que les contributions ou les concessions (négociées) faites par les parties contractantes peu développées doivent être "mutuellement convenues", c'est-à-dire avec l'accord des parties contractantes, y compris de la partie contractante peu développée qui apporte la contribution ou fait la concession. Dans ce contexte, le paragraphe 7 n'a aucun rapport avec le "SGP".

Question n° 30

3. Contrairement à ce qu'affirment les CE, l'Organe d'appel a clairement dit, s'agissant des "exceptions du GATT" comme celles qui sont énoncées à l'article XX ou à l'article XI:2) c) i), qu'"[elles] concernent, par définition, des moyens de défense affirmatifs".[1] La réponse des CE à cette

[1] Dans le rapport de l'Organe d'appel États-Unis – Mesures affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses de laine, tissés en provenance d'Inde ("États-Unis – Chemises et blouses de laine"), WT/DS33/AB/R et Corr.1, adopté le 23 mai 1997, pages 18 et 19, l'Organe d'appel a dit ce qui suit:

"Nous reconnaissons que plusieurs groupes spéciaux établis dans le cadre du GATT de 1947 et de l'OMC ont exigé la fourniture de cette preuve [que la partie invoquant une disposition qui est considérée comme une exception doit apporter la preuve que les conditions énoncées dans cette disposition sont remplies] par une partie invoquant des exceptions comme celles qui sont énoncées à l'article XX ou à l'article XI:2 c) i), comme moyen de défense à l'égard d'une allégation d'infraction à des obligations découlant du GATT, comme celles qui sont énoncées aux articles I:1, II:1, III ou XI:1. Les articles XX et XI:2 c) i) constituent des exceptions limitées aux obligations découlant de certaines autres dispositions du GATT de 1994 et non des règles positives

question témoigne des difficultés que les CE elles-mêmes rencontrent pour expliciter la distinction entre "droits autonomes", "exceptions" et "moyens de défense affirmatifs" dans le but de démontrer que ce n'est pas à elles qu'incombe la charge de la preuve. Comme l'Inde l'a déclaré dans sa réponse à la même question du Groupe spécial, les CE auraient pu avoir recours pour leur défense aux mêmes faits indiscutables sur lesquels l'Inde s'est appuyée pour fonder son allégation au titre de l'article I:1 du GATT, sans avoir besoin de qualifier le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation d'"exception", "droits autonomes" ou "moyens de défense affirmatifs" aux fins de l'attribution de la charge de la preuve.

Question n° 31

4. L'Inde n'est pas en désaccord avec les CE. D'ailleurs, le fait que les pays en développement ont "payé" pour la Clause d'habilitation confirme que, en acceptant la Clause d'habilitation, les pays en développement n'ont pas renoncé à leurs droits NPF entre eux et que l'expression "sans … discrimination" doit être interprétée comme signifiant que les pays développés ne peuvent établir une différence entre les pays en développement dans le contexte du SGP. Autrement, si les CE confirmaient leur interprétation de l'expression "sans … discrimination", il faudrait en conclure que les pays en développement ont "payé" pour renoncer à leurs droits NPF absolus au titre de l'article I:1 et pour subir une discrimination en échange de préférences tarifaires que les pays développés, non seulement ne sont pas obligés de leur accorder, mais qui, même s'ils le font, ne portent que sur des produits choisis par les pays développés, originaires de pays en développement choisis par les pays développés et peuvent être retirées lorsque les pays développés choisissent de le faire.

Question n° 33

5. L'explication donnée par les CE du critère permettant d'établir si une mesure est "raisonnable" est dénuée de fondement. Elles ne donnent pas au Groupe spécial les éléments suffisants pour déterminer si une mesure est "à même d'atteindre un objectif" ou "proportionnée". L'Inde note en outre que les critères adoptés par les CE pour savoir si une mesure est "sans … discrimination" varient de manière implicite. Dans leur première communication, elles ont affirmé que les préférences tarifaires constituaient une réponse appropriée aux besoins du développement des pays affectés par la production ou le trafic de drogue. Il n'y avait pas d'analyse indiquant explicitement si les préférences tarifaires accordées dans le cadre du régime concernant les drogues étaient "à même d'atteindre un objectif" ou "proportionnées". Il n'y avait pas non plus d'analyse de la "légitimité" de l'objectif recherché par le régime concernant les drogues.

Question n° 35

6. L'argument des CE cherche à établir une distinction entre la nature contraignante de la "définition du SGP figurant dans le préambule de la Décision de 1971" et les "Conclusions concertées". On ne peut pas établir une telle distinction; les Conclusions concertées définissent le

---

imposant des obligations en soi. Ils concernent, par définition, des moyens de défense affirmatifs. Il est tout simplement normal qu'il incombe d'établir ce moyen de défense à la partie qui s'en prévaut.[23]

[23] En outre, il y a quelques affaires analogues en ce sens que la partie défenderesse a invoqué, comme moyen de défense, certaines dispositions et que le Groupe spécial a expressément exigé que la partie défenderesse démontre l'applicabilité de la disposition dont elle se prévalait. Voir par exemple *États-Unis - Redevances pour les opérations douanières*, rapport adopté le 2 février 1988, IBDD, S35/277, paragraphe 98, concernant l'article II:2 du GATT de 1947; *Canada – Importation, distribution et vente de boissons alcooliques par les organismes provinciaux de commercialisation*, rapport adopté le 22 mars 1988, IBDD, S35/38, paragraphe 4.34, concernant l'article XXIV:12 du GATT de 1947; et *États-Unis – Mesures affectant les boissons alcooliques et les boissons à base de malt*, rapport adopté le 19 juin 1992, IBDD, S39/233, paragraphe 5.44, concernant le Protocole d'application provisoire.

SGP. On ne peut pas comprendre le SGP sans faire référence aux Conclusions concertées; c'est ce qui ressort clairement du préambule de la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation.

7. Les termes "à l'effet [de]" font échec à la distinction établie par les CE entre les "Conclusions concertées" et la "définition du SGP". Soit la définition du SGP est contraignante, soit elle ne l'est pas. Les CE ont admis qu'elle était contraignante. Par conséquent, si les Conclusions concertées sont la description du SGP, elles sont elles aussi contraignantes. Les CE peuvent prétendre que les Conclusions concertées ne sont *pas* la définition du SGP dans la Dérogation de 1971, l'utilisation des termes "à l'effet [de]" fait échec à cet argument.

8. En tout état de cause, les termes "à l'effet [de]" ne signifient pas que la Décision de 1971 autorise n'importe quel traitement tarifaire préférentiel. Au contraire, ils indiquent que le traitement tarifaire préférentiel au titre de la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation doit avoir pour but la mise en œuvre du SGP. De plus, même si une telle interprétation *peut être envisagée* au titre de la Dérogation de 1971, la Clause d'habilitation élimine toute possibilité de doute. Dans le contexte de la Clause d'habilitation, la "définition du SGP" est de toute évidence une condition contraignante.[2]

Question n° 36

9. Les CE n'expliquent pas de manière convaincante pourquoi les Conclusions concertées ne sont pas un contexte pour la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation. Sans dire pourquoi, les CE affirment que, même si les Conclusions concertées étaient un contexte pour la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation, "le paragraphe 2 a) doit être lu dans son propre contexte". Cela est de toute évidence erroné. La Clause d'habilitation mentionne expressément les schémas SGP accordés "sans ... discrimination" tels que définis dans la Décision de 1971 qui, à son tour, se réfère aux arrangements mutuellement acceptables élaborés à la CNUCED.

Question n° 37

10. L'Inde note que le critère appliqué par les CE pour établir si une mesure est octroyée "sans … discrimination" se limite à la question de savoir quels types de différenciation entre pays en développement sont autorisés. Toutefois, les CE doivent également expliquer quel est le critère à appliquer pour décider qu'un traitement identique des pays en développement n'est pas autorisé. Selon leur propre interprétation, cela aussi est "interdit" par l'expression "sans … discrimination".

11. L'Inde note également que les termes "légitime" et "raisonnable" ne figurent pas dans la Clause d'habilitation et que, en outre, ils ne donnent pas d'indications claires pour savoir où tracer la limite pour établir si un traitement différent des pays en développement est admissible.

Question n° 40

12. Les CE n'ont pas complètement répondu à la question du Groupe spécial.

13. L'Inde note que la question de la "gradation par secteur" n'est pas soumise au Groupe spécial. La "gradation par secteur" soulève des questions différentes, comme celle de savoir quels sont la portée et l'effet des dispositions de sauvegarde prévues dans les Conclusions concertées, questions qui ne sont pas toutes en cause dans le présent différend.

[2] Voir Lorand Bartels, "The WTO Enabling Clause and Positive Conditionality in the European Community's GSP program", *Journal of International and Economic Law*, volume 6, n° 2 (2003), page 520.

Question n° 42

14. Les CE ne font que confirmer que la Clause d'habilitation n'exclut pas totalement l'application de l'article I:1 du GATT. Par conséquent, les CE nuancent maintenant l'affirmation qu'elles ont formulée au paragraphe 22 de leur première communication écrite, à savoir que les termes "nonobstant les dispositions de l'article premier de l'Accord général" excluent l'application de l'article I:1 du GATT. Telle est précisément la position adoptée par l'Inde dans le présent différend, à savoir que le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation permet uniquement aux pays développés Membres d'accorder un traitement tarifaire préférentiel aux produits originaires des pays en développement mais ne leur permet pas de ne pas tenir compte d'autres aspects de l'article I:1, notamment les droits NPF que les pays les moins avancés s'accordent entre eux.

Question n° 44

15. Les CE essaient de minimiser la valeur des Conclusions concertées. Elles nient l'évidence, à savoir:

i) que les Conclusions concertées portent le nom de "concertées" précisément en raison de leur nature consensuelle;

ii) que le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation mentionne "traitement tarifaire préférentiel accordé par des [pays Membres] développés pour des produits originaires des pays en voie de développement, conformément au Système généralisé de préférences"; la note de bas de page 3 relative au paragraphe 2 a) fait référence au SGP tel qu'il est "défini dans la [Décision de 1971 portant octroi de la dérogation] concernant l'instauration d'un système généralisé de préférences "sans réciprocité ni discrimination", qui serait avantageux pour les pays en voie de développement"; le paragraphe a) de la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation fait référence au "traitement tarifaire préférentiel mentionné dans le préambule de la présente décision", lequel préambule évoque les "arrangements mutuellement acceptables concernant l'établissement d'un traitement tarifaire préférentiel généralisé, sans discrimination ni réciprocité, sur les marchés des pays développés en faveur de produits originaires de pays en voie de développement [qui] ont été élaborés à la CNUCED";

iii) indépendamment du statut formel de ces arrangements mutuellement acceptables dans le système juridique de l'ONU, il suffit de noter que la Clause d'habilitation renvoie au SGP mentionné dans la Dérogation de 1971, laquelle renvoie à son tour aux "arrangements mutuellement acceptables" qui ont été "élaborés à la CNUCED". Ces arrangements définissent la portée juridique de la Clause d'habilitation;

iv) la question de savoir si les Conclusions concertées ont été acceptées par toutes les parties contractantes au GATT de 1947 à l'époque (à l'unanimité par opposition au consensus des parties contractantes) n'entre absolument pas en ligne de compte pour établir la valeur juridique de ce texte. Il suffit qu'il ait été incorporé dans la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation et dans la Clause d'habilitation de 1979, qui sont tous les deux des instruments juridiquement contraignants.

Les CE admettent que les Conclusions concertées peuvent à tout le moins être considérées comme des "travaux préparatoires" de la Décision de 1971. L'Inde signale que, même qualifiées de "travaux préparatoires", les Conclusions concertées étayent l'interprétation faite par l'Inde de l'expression "sans ... discrimination".

Question n° 48

16. Pour montrer que leur position sur l'expression "sans … discrimination" a toujours été que celle-ci n'empêche pas la différenciation des pays en développement en fonction de leurs besoins en matière de développement, la seule preuve avancée par les CE est que, dès 1976, elles ont accordé des préférences tarifaires spéciales aux pays les moins avancés. L'octroi de ces préférences tarifaires spéciales avant la Clause d'habilitation, qui a autorisé pour la première fois les préférences spéciales en faveur des pays les moins avancés, constituait donc une violation des termes de la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation. La demande de dérogation aux dispositions de l'article premier du GATT présentée par les CE pour pouvoir mettre en œuvre le régime concernant les drogues reflète mieux la position des CE. Elle révèle sans ambiguïté que la position des CE *à ce moment-là* était que la différenciation de pays en développement en fonction de leurs besoins en matière de développement n'était pas autorisée par la Clause d'habilitation, contrairement à la position qu'elles adoptent aujourd'hui.

17. Accessoirement, à part les CE et la Norvège, les principaux donneurs de SGP n'ont commencé à établir une différenciation en faveur des PMA qu'après l'adoption du paragraphe 2 d) de la Clause d'habilitation. En 1982, en plus des CE et de la Norvège, seuls l'Autriche (1982), le Canada (1982), la Finlande (1980) et la Suisse (1982) avaient accordé des préférences spéciales aux pays les moins avancés.

18. L'Inde note également qu'un pays actuellement membre des CE avait adopté une position différente sur le sens du SGP dans les années 60. Ce que l'on a appelé le "Plan Brasseur" a été présenté au GATT, au Conseil de l'OCDE et à la première session de la CNUCED. Le Plan Brasseur proposait un système préférentiel sélectif (contrairement au système généralisé de préférences uniforme pour toutes les importations de produits manufacturés et demi-produits des pays en développement vers les pays développés demandé par les pays en développement). La délégation du Royaume-Uni, rejetant le Plan Brasseur, a dit ce qui suit:

> "Il semble suffisamment évident que tous les pays en voie de développement ont besoin d'exporter davantage et de s'assurer plus de devises, et que tout abaissement des barrières douanières, que ce soit ou non sur une base préférentielle, les y aidera. … Nous croyons donc qu'il faut rejeter tout principe de choix des pays fondé sur la nécessité des préférences. Selon nous, il serait malséant de placer les pays en voie de développement en quelque sorte dans la position de solliciteurs cherchant à obtenir ici et là des concessions douanières préférentielles."[3]

Question n° 49

19. Comme l'Inde l'a déjà dit, le SGP a vu le jour lors de la première Conférence de la CNUCED en 1964, qui a décidé ce qui suit:

> "… Les préférences spéciales dont certains pays en voie de développement bénéficient actuellement dans leurs échanges avec certains pays développés devraient être considérées comme transitoires et sujettes à réduction progressive. Ces préférences devraient être supprimées au fur et à mesure qu'entreront en vigueur des

[3] TD/B/C.2/1.Add.1, annexe B, page 26, cité par Peter Tulloch, *The Politics of Preferences: EEC policy making and the generalised system of preferences* (Croom Helm, London, 1975), page 44. *Voir également* R. Krishnamruthi "Tariff Preferences in favour of the developing countries", *Journal of World Trade Law*, volume 1, n° 6 (1967) 643, pages 648 à 650.

> mesures internationales efficaces garantissant des avantages au moins équivalents aux pays intéressés."[4]

20. D'après les CE, les préférences spéciales étaient alors accordées pour "des raisons historiques ou géographiques" et le SGP était censé éliminer les préférences spéciales accordées pour ces raisons. Quelles que soient les raisons, historiques, géographiques ou autres, l'élément à retenir est que les distinctions entre les pays en développement établies dans le cadre des préférences spéciales étaient déterminées de manière unilatérale par les pays développés qui accordaient ces préférences. C'est précisément l'aspect que le SGP était censé éliminer - la détermination unilatérale par les pays développés, quelle que soit la raison invoquée, y compris la différenciation des pays en développement, sur la base de besoins déterminés *de manière unilatérale* par les pays développés. Par conséquent, la résolution de la CNUCED ne s'étend pas sur les *raisons* de l'existence des préférences spéciales d'alors. Au contraire, elle mentionne toutes les préférences spéciales, quelles que soient les raisons de leur octroi. Donc, par opposition à "spéciales" (applicables seulement à *certains* et non à tous les pays en développement), le terme "généralisées" devrait être interprété comme ayant un sens particulier, à savoir que les préférences tarifaires accordées dans le cadre du SGP doivent être offertes à tous les pays en développement.

21. Cette interprétation est corroborée par le rapport intitulé "Examen et évaluation du Système généralisé de préférences" daté du 9 janvier 1979[5] publié par la CNUCED, où il est indiqué ce qui suit:

> "10. Dans sa Résolution 21(II), la Conférence s'est prononcée pour l'application d'un système généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, aux produits exportés par les pays en développement à destination des pays développés. **Selon ce système, des préférences devaient être octroyées par tous les pays développés à tous les pays en développement** …" (pas de caractère gras dans l'original)

22. Même les CE le reconnaissent, bien que d'une manière quelque peu nuancée, lorsqu'elles indiquent dans leur réponse:

> "Il avait été envisagé à l'origine que le système de la CNUCED aurait annulé et remplacé ces préférences "spéciales" existantes en les "généralisant", c'est-à-dire en les rendant accessibles à tous les pays en développement, ou pour le moins à la plupart d'entre eux."

Question n° 50

23. Voir les observations de l'Inde sur la réponse des CE à la question n° 52 aux deux parties.

Question n° 51

24. Voir les observations de l'Inde sur la question n° 52 aux deux parties.

---

[4] Huitième principe de la Recommandation A:I:1 contenue dans l'Acte final de la première Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Genève: CNUCED, document E/CONF.46/141, 1964), volume 1, page 20, cité dans Lorand Bartels, "The WTO Enabling Clause and Positive Conditionality in the European Community's GSP program", *Journal of International and Economic Law*, volume 6, n° 2, (2003) page 507.

[5] TD/232.

Question n° 52

25. D'après les CE, le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation doit être interprété dans le cadre du paragraphe 1, qui n'exige pas que l'on accorde les mêmes préférences à tous les pays en développement. Comme l'Inde l'a dit auparavant, pour accorder un "traitement tarifaire préférentiel … pour des produits originaires de pays en développement, conformément au [SGP]" dans le contexte du "traitement différencié et plus favorable des pays en développement", il n'est pas nécessaire pour les pays développés de déroger à leurs obligations NPF au titre de l'article I:1 du GATT.[6]

26. Dans leur réponse à la question n° 50 aux deux parties, les CE disent que, d'après l'historique de la rédaction de la Clause d'habilitation, le mot "généralisé" a été utilisé pour définir les *pays* auxquels s'appliquent les préférences. Dans leur réponse à la question n° 49, les CE disent ce qui suit: "Il avait été envisagé à l'origine que le système de la CNUCED [c'est-à-dire le SGP] aurait annulé et remplacé [les] préférences "spéciales" existantes en les "généralisant", c'est-à-dire en les rendant accessibles à tous les pays en développement, ou pour le moins à la plupart d'entre eux. D'où l'utilisation du mot "généralisé"."

27. Au paragraphe 42 de leur réponse à la question n° 11 du Groupe spécial aux deux parties, les CE confirment ce qui précède en disant que, "à la différence des préférences "spéciales" traditionnellement accordées à certains pays ou groupes de pays pour des raisons historiques ou géographiques, les préférences devraient être "généralisées" à tous les pays en développement ...", puis ajoutent "dont les besoins du développement sont similaires". L'ajout des termes "dont les besoins du développement sont similaires" réinstaure ce que le SGP cherchait à éliminer en rendant les préférences accessibles à tous les pays en développement ("généralisé"), à savoir la différenciation des pays en développement sur une base déterminée unilatéralement par les pays développés sous couvert de "préférences spéciales".

28. Dans le présent différend, les CE ont toujours affirmé que l'expression "sans ... discrimination" permettait aux pays développés de différencier les pays en développement sur la base des besoins du développement. Maintenant, les CE déclarent que "généralisé" signifie que les avantages accordés dans le cadre du SGP doivent être rendus accessibles à tous les pays en développement "dont les besoins du développement sont les mêmes". Les CE invoquent donc les "besoins du développement" pour justifier une différenciation de traitement entre pays en développement en se prévalant à la fois de "sans … discrimination" et de "généralisé". Un de ces deux termes devient ainsi redondant. On en revient donc au temps des "préférences spéciales".

29. La position des CE est que l'expression "sans ... discrimination" permet de classer les pays en développement Membres et de les différencier, sur la base de besoins du développement choisis par un Membre développé, comme les CE. Les CE font valoir ensuite que le terme "généralisé" ne signifie pas qu'un programme SGP doit être étendu à tous les pays en développement Membres, mais que ce programme peut être limité à tous les pays en développement Membres relevant d'une sous-catégorie de pays en développement Membres sélectionnés par les CE en fonction de leurs critères de développement.

30. L'interprétation des CE implique la possibilité de programmes SGP qui ne s'appliquent pas intégralement à tous les pays en développement Membres. De plus, elle implique également la possibilité de programmes SGP multiples dont chacun est applicable à certains mais non à tous les pays en développement Membres, ce qui entraîne un chevauchement des produits visés et des niveaux de droits différents suivant le choix opéré par le pays développé donneur.

[6] Voir par exemple Inde, Deuxième communication écrite, paragraphe 68.

31. Les Conclusions concertées, la Dérogation de 1971, l'"Examen et évaluation du Système généralisé de préférences", document de la CNUCED daté du 9 janvier 1979 ou la Clause d'habilitation n'ont jamais envisagé expressément la possibilité de tels programmes SGP multiples. De plus, l'interprétation des CE s'écarte à l'évidence du sens que revêt le mot "généralisé" dans la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation, dans la Dérogation de 1971 et dans les Conclusions concertées. La note de bas de page 3 établit clairement que le traitement préférentiel envisagé au paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation conformément au Système généralisé de préférences doit être tel que défini dans la Dérogation de 1971 concernant l'instauration "d'un système généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, qui serait avantageux pour les pays en voie de développement".

32. La référence au "traitement tarifaire préférentiel mentionné dans le préambule de la présente Décision" faite au paragraphe a) de la Décision de 1971 portant octroi de la dérogation vise clairement à englober les Conclusions concertées. Le quatrième paragraphe du préambule de la Dérogation de 1971 mentionne expressément les "arrangements mutuellement acceptables … [qui] ont été élaborés à la CNUCED". De même, le préambule des Conclusions concertées "reconnaît que ces arrangements préférentiels sont mutuellement acceptables ...".[7] Les Conclusions concertées indiquent elles aussi clairement quelle est la gamme des pays en développement visés par un programme SGP qualifié de "généralisé". Le Comité spécial a noté ce qui suit:

> [C]onformément à la Résolution 21(II) de la Conférence, il y a accord sur l'objectif selon lequel tous les pays en voie de développement devraient en principe participer dès le début en qualité de pays bénéficiaires ...[8]

Le Comité spécial a noté également que les pays développés convenaient que les programmes SGP devaient s'étendre à tous les pays en développement en fonction du principe de l'autoélection.[9] Le paragraphe suivant mentionne la déclaration du porte-parole du Groupe des 77 sur la question des bénéficiaires et fait référence à l'annexe I. De plus, la note figurant à la fin de l'annexe I, intitulée "Déclaration faite au nom du Groupe des 77", indique que le Groupe des 77 "[est] d'avis qu'aucun pays en voie de développement membre de ce groupe ne devrait être exclu du système généralisé de préférences au départ ou pendant la période d'application du système".

33. Il ne fait donc guère de doute qu'il était convenu entre tous les pays participants que les programmes SGP devaient s'étendre à tous les pays en développement. Par conséquent, la prescription selon laquelle un programme SGP doit être "généralisé" interdit clairement à un donneur de SGP de détacher de son programme SGP des sous-programmes spéciaux pour des sous-catégories de pays en développement. L'Inde estime donc que le régime concernant les drogues n'est pas "généralisé" dans la mesure où les avantages qui en découlent ne sont pas accordés à tous les pays en développement.

Question n° 54

34. L'Inde a signalé aux paragraphes 146 à 148 de sa deuxième communication que: i) les CE estimaient que le régime concernant les drogues "contribue à" l'objectif consistant à protéger la vie et la santé de la population des CE et que "la portée du mot "nécessaire" n'est pas limitée à ce qui est "indispensable" ou "d'une nécessité absolue" ou "inévitable""; ii) les CE avaient cité à l'appui de cette affirmation le paragraphe 161 du rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *Corée – Viande de bœuf* de la manière suivante:

---

[7] Conclusions concertées, première partie, section I, paragraphe 9.
[8] Conclusions concertées, première partie, section II, paragraphe 1.
[9] Conclusions concertées, première partie, section IV, paragraphe 1.

> "Dans l'affaire *Corée – Viande de bœuf*, l'Organe d'appel a fait observer que, tel qu'il est employé dans le contexte de l'article XX d), "nécessaire" ne signifie pas "indispensable":
>
> La portée du mot "nécessaire" n'est pas limitée à ce qui est "indispensable", "d'une nécessité absolue" ou "inévitable". Les mesures qui sont soit indispensables, soit d'une nécessité absolue ou inévitables pour assurer le respect d'une loi remplissent assurément les conditions posées par l'article XX d). Mais d'autres mesures peuvent elles aussi ressortir à cette exception."[10]

35. Comme l'Inde l'a signalé, les CE, en citant le paragraphe 161 du rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *Corée – Viande de bœuf*, ont fait une omission importante, le texte complet étant le suivant:

> Nous estimons que tel qu'il est employé dans le contexte de l'article XX d), la portée du mot "nécessaire" n'est pas limitée à ce qui est "indispensable", "d'une nécessité absolue" ou "inévitable". Les mesures qui sont soit indispensables, soit d'une nécessité absolue ou inévitables pour assurer le respect d'une loi remplissent assurément les conditions posées par l'article XX d). Mais d'autres mesures peuvent elles aussi ressortir à cette exception. Tel qu'il est employé à l'article XX d), le terme "nécessaire" désigne, à notre avis, des nécessités d'ordre différent. À une extrémité du champ sémantique, on trouve "nécessaire" dans le sens d'"indispensable"; à l'autre extrémité, on trouve "nécessaire" pris dans le sens de "favoriser". **Dans ce champ sémantique, nous estimons qu'une mesure "nécessaire" se situe beaucoup plus près du pôle "indispensable" que du pôle opposé: "favoriser" simplement.** (pas de caractère gras dans l'original)

36. Dans leur réponse, les CE citent encore le paragraphe 161 du rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *Corée – Viande de bœuf* de la manière suivante:

> deuxièmement, la mesure doit se situer "plus près du pôle "indispensable" que du pôle opposé: "favoriser" simplement". Toutefois, contrairement à ce qu'affirme parfois l'Inde, cela ne revient pas à dire que la mesure doit être "près du pôle "indispensable"";

37. En jugeant de façon catégorique que le régime concernant les drogues "contribue à", les CE font encore une fois une omission importante en citant le paragraphe 161 du rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *Corée – Viande de bœuf*. Elles omettent les termes "beaucoup plus" avant "près du pôle "indispensable"" et, ce faisant, concluent que, pour être "nécessaire" au sens de l'article XX b), le régime concernant les drogues n'a pas besoin d'être "près du pôle "indispensable"". Cela va à l'encontre du critère appliqué par l'Organe d'appel. Le régime concernant les drogues doit non seulement être près du pôle "indispensable", il doit être "beaucoup plus" près. Par conséquent, les CE, en déclarant que le régime concernant les drogues ne fait que "contribuer à", la situent au pôle opposé par rapport à "favoriser". Le régime concernant les drogues ne peut être considéré comme étant "beaucoup plus près du pôle "indispensable""; il ne peut donc prétendre au statut de "nécessaire".

[10] CE, première communication, paragraphe 176, citant le rapport de l'Organe d'appel *Corée – Viande de bœuf*, paragraphe 161.

Question n° 55

38. Même si les négociations de Doha sur les réductions tarifaires devaient aboutir à des droits consolidés à un niveau nominal ou même à un niveau nul pour tous les produits de tous les Membres, les CE, si elles conservaient le même moyen de défense au titre de l'article XX b), devraient, d'après leur théorie, être exemptées de l'application des dispositions des articles I^{er} et II du GATT. Donc, d'après la défense des CE, elles pourraient dans un tel cas maintenir des préférences tarifaires discriminatoires (même en imposant des droits *discriminatoires* supérieurs aux niveaux consolidés nominaux ou nuls). Dans ce contexte, même si les CE peuvent accepter des réductions tarifaires, cette mesure n'aurait pas de valeur puisque les autres Membres n'auraient pas l'assurance que les CE appliqueront des droits sur une base NPF ou, dans le contexte de la Clause d'habilitation, que les pays en développement n'auraient pas l'assurance que les droits seront appliqués sur une base NPF entre eux. C'est là que réside le danger moral qu'il y a à accepter que le recours à des préférences tarifaires discriminatoires soit désormais autorisé dans le cadre de l'article XX b). Cela enlèverait à l'OMC son rôle d'enceinte pour la réduction mutuelle des droits (implicite en ce qui concerne l'application des droits sur une base NPF).

Question n° 56

39. Voir les observations de l'Inde sur les réponses des CE à la question n° 54 aux deux parties. Les CE affirment en outre qu'"il n'existe pas une "autre" mesure compatible avec les règles de l'OMC, ou une mesure d'un moindre degré d'incompatibilité , parce que aucune mesure ne serait aussi efficace que le régime concernant les drogues pour accroître l'accès aux marchés pour les produits des bénéficiaires". Pour évaluer l'efficacité des autres mesures, les CE modifient le but poursuivi, à savoir "réduire l'offre de drogue en provenance des bénéficiaires" qui devient "accroître l'accès aux marchés pour les produits des bénéficiaires". Toutefois, s'agissant de "réduire l'offre de drogue en provenance des bénéficiaires", les CE ne sont pas parvenues à établir que ces "autres" mesures, compatibles avec les règles de l'OMC, non restrictives pour les échanges comme i) des moyens plus efficaces d'assurer le respect à la fois dans les pays bénéficiaires et aux frontières des CE et ii) une aide financière pour le remplacement des cultures illicites par des cultures licites dans les pays bénéficiaires, qui sont des mesures disponibles de manière égale, sont moins efficaces pour réduire l'offre de drogue en provenance des bénéficiaires.

Question n° 57

40. Voir les observations de l'Inde sur la réponse des CE à la question n° 59 du Groupe spécial aux CE.

Question n° 58

41. Voir les observations de l'Inde sur la réponse des CE à la question n° 59 du Groupe spécial aux CE.

Aux Communautés européennes

Question n° 25

42. Les CE évoquent les "mêmes critères que dans le règlement SGP en vigueur". Il n'y a pas de critères dans le cadre du régime concernant les drogues. De la même façon, les CE évoquent certains critères qu'elles ont déjà "expliqués" au Groupe spécial. Pourtant, le Groupe spécial n'a pas acquis la conviction que ces critères existent réellement. (Voir les observations de l'Inde sur la réponse des CE à la question n° 59 du Groupe spécial aux CE.) En l'absence de critères, il n'est pas possible de répondre de façon satisfaisante à la question.

Question n° 28

43. La terminologie utilisée à la CNUCED, lors de l'adoption du SGP, pour évoquer les "pays les moins avancés" était: "les pays en développement les moins avancés". Les pays les moins avancés n'étaient pas distingués des autres pour ce qui est du traitement tarifaire préférentiel accordé dans le cadre du SGP, en ce sens qu'aucun traitement tarifaire discriminatoire en leur faveur n'était autorisé (à l'exclusion des autres pays en développement). Puisqu'ils faisaient partie de la catégorie des "pays en développement" et que les préférences tarifaires au titre du SGP devaient s'appliquer aux pays en développement "sans … discrimination", il n'était pas nécessaire d'interdire expressément l'octroi d'un traitement tarifaire discriminatoire en faveur des pays les moins avancés (à l'exclusion d'autres pays en développement).

44. Toutefois, les Conclusions concertées envisageaient des "mesures spéciales" au profit des pays les moins avancés. Le paragraphe 2 de la section V de la première partie des Conclusions concertées dispose ce qui suit:

> "Les pays donneurs envisageront, autant que possible, cas par cas, la possibilité d'inclure dans le système généralisé de préférences des produits dont l'exportation présente de l'intérêt surtout pour les pays en voie de développement les moins avancés et, le cas échéant, d'accorder des réductions tarifaires plus fortes pour ces produits."

45. Ce n'était donc pas le traitement tarifaire discriminatoire entre pays en développement qui était le moyen de prendre en compte la situation particulière des pays les moins avancés, mais l'inclusion dans le SGP des produits dont l'exportation présentait de l'intérêt surtout pour eux et l'octroi de réductions tarifaires plus fortes pour ces produits (qui devaient être appliquées sur une base NPF entre pays en développement, y compris les pays les moins avancés).

46. Il a fallu attendre l'adoption de la Clause d'habilitation pour que les pays développés soient autorisés à accorder un traitement préférentiel discriminatoire aux pays les moins avancés, à l'exclusion des autres pays en développement.

Question n° 30

47. Accroître l'accès aux marchés des pays en développement permet de répondre aux besoins du développement des pays en développement en général. De ce fait, la distinction que les CE établissent entre les pays en développement qui ont besoin pour leur développement d'un accès aux marchés et les pays en développement qui n'ont pas besoin d'un accès aux marchés n'est pas défendable. L'accès aux marchés aide tous les pays en développement. Il s'agit d'un principe fondamental qui sous-tend le SGP. Les CE n'expliquent pas plus avant pourquoi le traitement tarifaire préférentiel n'est pas une réponse assez "directe" ou "efficace" au sous-développement en général. Le critère appliqué par les CE pour établir qu'un traitement est "sans … discrimination" leur permet non seulement de déterminer les besoins du développement des pays en développement (sans tenir compte d'éléments tels que le revenu) mais leur permet également de déterminer si l'accès aux marchés constitue une "réponse appropriée" aux problèmes des pays en développement. Le fait que les CE puissent affirmer qu'un pays à faible revenu souffrant de la famine pourrait se voir accorder des préférences moindres qu'un pays ayant un revenu plus élevé mais servant de plaque tournante au trafic de drogue (obligeant dans la pratique le pays à faible revenu souffrant de famine à payer pour les efforts de lutte contre la production et le trafic de drogue) constitue une autre illustration des dangers qu'il y a à accepter l'interprétation de l'expression "sans … discrimination" faite par les CE.

48. L'Inde signale que l'on pourrait tout aussi bien affirmer qu'une aide financière aux pays touchés pour mettre en œuvre des politiques de lutte contre la drogue constitue la "réponse la plus directe et la plus efficace" aux problèmes de la drogue.

Question n° 32

49. Dans leurs réponses aux questions n° 12 et 17 du Groupe spécial, les CE ne présentent aucun critère pour déterminer si les besoins du développement sont similaires. Les CE disent qu'on ne peut les empêcher d'examiner les différences les plus "importantes" ou "significatives" entre pays en développement sans donner de critère pour déterminer ce qui rend une différence "significative" ou "importante".

Question n° 33

50. Concrètement, le caractère imprécis du critère établissant qu'une mesure est "sans … discrimination" posé par les CE aura pour conséquence de permettre aux pays développés de déterminer unilatéralement des objectifs légitimes et des besoins spéciaux.

Question n° 36

51. L'Inde réaffirme que le terme "généralisé" signifie qu'il faudrait accorder des préférences à tous les pays en développement. L'interprétation du mot "généralisé" faite par les CE n'est *pas* qu'il faut accorder des préférences à *tous* les pays en développement, mais à des *sous-catégories* de pays en développement ayant des besoins similaires en matière de développement. Les CE ne donnent aucune raison pour expliquer la limitation de la portée du terme "généralisé". L'Inde a expliqué en détail de quelle manière le mot "généralisé", correctement interprété, étaye l'attribution d'une signification neutre à l'expression "sans … discrimination".

52. Les CE disent également que l'interprétation faite par l'Inde du mot "généralisé" est compatible avec leur propre interprétation. Toutefois, en réponse à la question de l'Inde à laquelle elles font référence, les CE avaient auparavant indiqué ce qui suit:

> L'Inde a fait valoir que le mot "généralisé" fait allusion à "la gamme des pays qui accorderaient des préférences et de ceux qui en bénéficieraient", alors que l'expression "sans ... discrimination" se réfère au "degré de différenciation entre les pays choisis par les pays donneurs comme bénéficiaires". **Mais une telle interprétation n'est pas étayée par le texte de la note de bas de page 3.** Les termes "généralisé" et "sans ... discrimination" qualifient l'un et l'autre le mot "préférences". Ce sont donc les préférences elles-mêmes, et non le système dans son ensemble, qui doivent être à la fois "généralisées" et "sans ... discrimination". (pas de caractère gras dans l'original) (Voir le paragraphe 44 de la réponse des CE à la question n° 11 du Groupe spécial aux deux parties et le paragraphe 57 de la réponse des CE à la question n° 30 de l'Inde.)

53. Il faut souligner que l'interprétation initiale que les CE ont faite du mot "généralisé" est distincte de l'interprétation qu'elles donnent aujourd'hui et la contredit.

Question n° 37

54. La position de l'Inde est que le mot "généralisé" étaye l'attribution d'un sens neutre à l'expression "sans ... discrimination". Comme les CE l'ont expliqué:

> L'historique de la rédaction de la Clause d'habilitation laisse à penser que le mot "généralisé" a été employé afin d'établir une distinction entre le système de préférences élaboré à la CNUCED et les préférences "spéciales" existantes accordées par certains pays développés à certains pays en développement, principalement à d'anciennes colonies. Il avait été envisagé à l'origine que le système de la CNUCED aurait annulé et remplacé ces préférences "spéciales existantes en les "généralisant", c'est-à-dire en les rendant accessibles à tous les pays en développement, ou pour le moins à la plupart d'entre eux". D'où l'utilisation du mot "généralisé". (Réponse des CE à la question n° 11 du Groupe spécial aux deux parties, paragraphe 41)

55. L'objectif du SGP était donc non seulement d'assurer un accès préférentiel aux marchés des pays développés, mais aussi de garantir que tous les pays en développement y aient également accès. On y parvient en faisant en sorte que tous les pays en développement participent au schéma SGP (en réglementant le recours aux "raisons impératives" pouvant être invoquées pour exclure totalement certains pays en développement des pays bénéficiaires) et en s'assurant qu'aucune différenciation n'est établie entre pays bénéficiaires pour ce qui est des droits appliqués à des produits similaires (le sens neutre de sans ... discrimination). La réponse des CE n'explique pas la dichotomie qui existe entre l'objectif consistant à assurer un accès préférentiel égal aux pays en développement et une interprétation de l'expression "sans ... discrimination" qui autorise l'établissement d'une différenciation entre les pays en développement.

Question n° 39

56. L'utilisation que les CE font du rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *Corée – Viande de bœuf* à l'appui de leur moyen de défense au titre de l'article XX b) est contradictoire. Elles s'appuient sur l'affaire *Corée – Viande de bœuf* en établissant une analogie entre le sens de "nécessaire" dans le cadre de l'article XX d) et de l'article XX b) pour affirmer qu'une mesure devant être provisoirement justifiée au titre de l'article XX b) ne doit pas nécessairement être "indispensable" pour être considérée comme "nécessaire". Toutefois, contre toute logique, elles ne s'appuient pas sur la méthode suivie par l'Organe d'appel pour établir la justification provisoire au titre de l'article XX d), à savoir déterminer d'abord si la mesure vise à assurer le respect de lois et règlements qui ne sont pas eux-mêmes incompatibles avec certaines dispositions du GATT de 1994 et, ensuite, si la mesure doit être nécessaire pour assurer ce respect. De fait, les CE oublient que, pour évaluer la "nécessité" d'une mesure sur une échelle allant de "favoriser" à "indispensable", il est nécessaire de déterminer si la mesure a effectivement été conçue pour atteindre l'objectif proposé. Sinon, il n'y a aucune raison de déterminer la "nécessité" d'une mesure dont l'objectif général est totalement différent des objectifs qui pourraient être poursuivis au titre des alinéas de l'article XX.

57. Même s'il est possible qu'une mesure prise dans le cadre de l'article XX b) poursuive plus qu'un "objectif unique", ce n'est de toute évidence pas le cas du régime concernant les drogues. Les CE n'ont pas fourni d'éléments de preuve pour réfuter ce que la conception, la structure et l'architecture du régime concernant les drogues indiquent: qu'il s'agit essentiellement d'un arrangement tarifaire préférentiel conçu pour favoriser l'accès aux marchés de certains pays en développement. Les objectifs déclarés de la législation ne vont pas non plus dans le sens des objectifs en matière de santé invoqués par les CE.

Question n° 40

58. Les CE s'appuient sur de simples affirmations qui n'ont pas valeur de preuve. Elles disent que "ce serait une tâche impossible que de distinguer et de quantifier les effets sur la consommation de drogue dans les CE attribuables au régime concernant les drogues de ceux qui sont attribuables à d'autres actions menées par les bénéficiaires afin de réduire la production et le trafic de drogues, ou à d'autres actions qui s'inscrivent dans la stratégie globale des CE contre l'abus de drogue, y compris en

particulier celles qui visent à réduire la demande de drogue". Toutefois, s'il est *impossible* de déterminer les effets réels du régime concernant les drogues sur la consommation de drogue dans les CE, cela signifie qu'ils peuvent très bien aller de zéro à 100 pour cent. Face à une incertitude aussi complète sur la question de savoir si le régime concernant les drogues a ou non des effets sur la consommation de drogue dans les CE et sur l'importance de ces effets, le Groupe spécial devrait constater que les CE n'ont pas établi que le régime concernant les drogues avait des effets sur la consommation de drogues dans les CE.

59. Même la soi-disant "proposition évidente" n'est qu'une affirmation qui reste à prouver. En effet, les CE disent que si l'on réduit l'offre de drogue en provenance des bénéficiaires (c'est-à-dire l'offre de drogue à base de cocaïne en provenance d'Amérique latine et d'héroïne en provenance du Pakistan), on réduit la consommation de drogue dans les CE et, donc, on protège la santé et la vie des citoyens des CE. En d'autres termes, d'après les CE, si ces drogues n'étaient pas produites et ne faisaient pas l'objet d'un trafic dans d'autres pays, elles ne seraient pas consommées dans les CE. Toutefois, cette proposition n'est pas nécessairement vraie dans tous les cas. Pour qu'elle soit vraie et évidente, les CE auraient dû démontrer que l'offre de drogue en provenance des bénéficiaires ne peut être remplacée par l'offre de drogue en provenance de pays autres que les bénéficiaires. Toutefois, les CE n'ont pas fourni d'éléments de preuve montrant que:

- les pays autres que les bénéficiaires mais qui sont tout autant ou davantage concernés par le trafic et la production de drogue, comme le Myanmar, le Mexique, la Thaïlande ou les Philippines, ne peuvent remplacer l'offre de drogue en provenance des pays bénéficiaires dont les CE, et

- qu'il n'y a pas de substituabilité entre les drogues à base de cocaïne, les drogues à base d'opium et les drogues synthétiques, et que donc l'élimination de l'offre de l'une d'entre elles n'entraînera pas son remplacement par une autre. D'ailleurs, les tendances mondiales des drogues illicites 2003 indiquent ce qui suit, entre autres choses (http://www.unodc.org/pdf/report_2003-06-26_1.pdf):

  "[l]a fabrication clandestine d'amphétamine reste principalement concentrée en Europe. C'est dans cette région que l'on trouvait près de 60 pour cent de tous les laboratoires d'amphétamine saisis pendant la période 1991-2001." (page 43)

  "[l]es saisies de précurseurs montrent que la production d'ectasy (MDMA) reste principalement concentrée en Europe, même si, au cours des années récentes, elle s'est étendue à d'autres régions. Au total, 87 pour cent de tous les précurseurs de l'ecstasy (suffisant à produire 4,7 tonnes par an de MDMA) ont été saisis en Europe entre 1991 et 2001."

  Toutefois, les CE ne sont pas parvenues à démontrer que l'offre issue de la production européenne ne remplacerait pas les drogues originaires des bénéficiaires.

Question n° 42

60. L'Inde considère que l'on pourrait déduire de la réponse donnée par les CE qu'elles n'avaient, avant l'adoption du régime concernant les drogues, établi aucun rapport étudiant le lien existant entre la production dans les pays servant de cadre à la production et au trafic de drogue et la consommation de drogue par la population des CE. L'adoption du régime concernant les drogues était par conséquent fondée sur une proposition soi-disant "évidente" qui, comme l'Inde l'a démontré dans ses observations sur la question n° 40 aux CE, n'a rien d'"évident".

Question n° 43

61. On peut déduire de la réponse des CE qu'une telle documentation n'existe pas.

Question n° 44

62. L'Inde réaffirme que les déclarations ou recommandations de l'ONU n'ont absolument rien à voir avec la question empirique de savoir s'il y a bien un rapport entre le régime concernant les drogues et la protection de la vie ou de la santé de la population des CE, ou les besoins spéciaux du développement des pays en développement. Si l'ONU annulait toutes ces résolutions, les CE n'admettraient certainement pas que cette mesure rend *ipso facto* le régime concernant les drogues "non nécessaire" aux fins de l'article XX b) ou "discriminatoire" aux fins de l'interprétation faite par les CE du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation. Pour ce qui est de la question empirique dont il s'agit, les CE n'ont présenté aucun élément de preuve pertinent au Groupe spécial. De fait, elles ont fait part de leur incapacité à s'acquitter de la charge de la preuve:

> "Mais ce serait une tâche impossible que de distinguer et de quantifier les effets sur la consommation de drogue dans les CE attribuables au régime concernant les drogues de ceux qui sont attribuables à d'autres actions menées par les bénéficiaires afin de réduire la production et le trafic de drogues, ou à d'autres actions qui s'inscrivent dans la stratégie globale des CE contre l'abus de drogue, y compris en particulier celles qui visent à réduire la demande de drogue."[11]

63. Même les déclarations de l'ONU citées par les CE n'étayent pas ces dernières allégations de:

i. L'article 14.3 a) de la *Convention contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988* ne peut être invoqué.[12] Il ne s'agit pas d'une disposition impérative (par opposition aux alinéas b) et c) de l'article 14.3) et on ne peut donc en déduire que le fait de garantir l'accès aux marchés est une "composante nécessaire de toute stratégie de l'ONU". En tout état de cause, cette disposition évoque l'accès aux marchés comme étant l'un des facteurs à prendre en considération avant la mise en œuvre de programmes de développement rural. Elle n'étaye pas l'allégation selon laquelle un traitement tarifaire préférentiel discriminatoire est *exigé* pour une gamme importante de produits (y compris des produits n'ayant aucun lien avec les programmes de remplacement des cultures) afin de lutter contre la production et le trafic de drogues.

ii. Les lignes directrices adoptées par la *Conférence internationale sur l'abus et le trafic illicite des drogues* tenue à Vienne en 1987[13] prévoient que "[l]es gouvernements ... peuvent envisager de manière favorable" l'octroi d'un traitement tarifaire préférentiel. On ne peut en déduire qu'un traitement tarifaire préférentiel discriminatoire est une mesure nécessaire à la protection de la santé des citoyens des CE. En tout état de cause, cette incitation est limitée aux cultures de remplacement; le régime concernant les drogues porte sur une gamme de produits beaucoup plus vaste. Les CE n'ont fourni aucun élément de preuve montrant que le régime concernant les drogues visait la totalité (ou l'une quelconque) des cultures de remplacement.

[11] Réponse à la question n° 40 du Groupe spécial aux CE, paragraphe 126.
[12] Cité dans CE, première communication écrite, paragraphe 101.
[13] Cité dans CE, première communication écrite, paragraphe 103.

iii. Les CE citent une déclaration politique adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 23 février 1990.[14] Toutefois, on n'y trouve aucune indication que l'Assemblée générale a dit qu'un traitement tarifaire préférentiel était nécessaire; elle se contente de "demander instamment" que soient adoptées des mesures qui faciliteraient les courants d'échanges. Il devrait être présumé que cette déclaration se rapporte à la libéralisation multilatérale du commerce contraignante plutôt qu'à l'imposition d'un traitement tarifaire préférentiel discriminatoire.

iv. Les CE citent comme étant particulièrement important le *Plan d'action sur la coopération internationale pour l'élimination des cultures de plantes servant à fabriquer les drogues illicites et la formation de programmes et de projets axés sur les activités de substitution*, qui a été adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1998 (le "Plan d'action de 1998").[15] Le paragraphe 15 du Plan d'action de 1998 cité par les CE prévoit simplement que la communauté internationale "doit s'efforcer" de procurer davantage de débouchés sur les marchés, ce qui n'est pas la même chose qu'estimer que "l'accès aux marchés est un complément nécessaire". De plus, cet accès aux marchés concerne des "produits provenant les activités de substitution". Le Plan d'action de 1998 définit des activités de substitution comme étant: "un processus visant à prévenir et éliminer la culture illicite de plantes contenant des stupéfiants ou des substances psychotropes grâce à des initiatives *de développement rural spécialement conçues à cet effet* ... Le régime concernant les drogues n'est pas limité à ces produits. De fait, les CE n'ont fourni aucun élément de preuve montrant que les cultures de remplacement entrent dans le cadre du régime concernant les drogues. Accroître l'accès aux marchés devrait donc être présumé renvoyer à une libéralisation sûre des échanges et non à un traitement tarifaire préférentiel discriminatoire. Il faudrait également noter que le paragraphe 15 se situe dans le contexte des mesures à prendre pour résoudre les difficultés dues à un financement insuffisant des programmes axés sur des activités de substitution.

v. Les CE citent une résolution de l'Assemblée générale du 19 décembre 2001.[16] Cette résolution ne fait qu'"encourager" l'accès aux marchés. Elle n'évoque pas le traitement tarifaire préférentiel discriminatoire et se limite aux produits des activités de substitution.

vi. La résolution de la Commission des stupéfiants des Nations Unies datée du 15 mars 2002[17] ne fait elle aussi qu'"encourager" l'accès aux marchés internationaux. Elle ne porte que sur les produits des activités de substitution et ne peut être interprétée comme encourageant un traitement préférentiel discriminatoire.

vii. La déclaration de la 46ème session de la Commission sur les stupéfiants qui s'est tenue à Vienne[18] utilise le même libellé que la résolution de l'Assemblée

[14] Cité dans CE, première communication écrite, paragraphe 104.
[15] Cité dans CE, première communication écrite, paragraphes 105 à 110. Voir en particulier le paragraphe 109.
[16] Cité dans CE, première communication écrite, paragraphe 110.
[17] Cité dans CE, première communication écrite, paragraphe 111.
[18] Cité dans CE, deuxième contribution écrite, paragraphe 59.

générale des Nations Unies du 19 décembre 2001 dont il est question au point v) ci-dessus.

64. En bref, les textes cités par les CE i) traitent de l'accès aux marchés (c'est-à-dire de la consolidation des échanges multilatéraux) par opposition au traitement tarifaire préférentiel discriminatoire, ii) ont un libellé non impératif et ne contiennent rien qui puisse laisser croire que l'accès aux marchés est une composante nécessaire de la stratégie de l'ONU ou iii) ont une portée limitée à l'accès aux marchés pour les produits agricoles cultivés en remplacement de plantes contenant des stupéfiants par opposition à l'accès aux marchés créateurs d'emplois en général.[19]

Question n° 45

65. Rien dans les textes cités par les CE ne donne à penser qu'une amélioration de l'accès aux marchés constitue une "composante nécessaire" de la stratégie de l'ONU. Dans les textes cités par les CE, la demande d'accès aux marchés est toujours exprimée en termes non contraignants et discrétionnaires (voir les observations de l'Inde sur la réponse des CE à la question n° 44 du Groupe spécial aux CE). De plus, les textes cités par les CE ne donnent qu'une vision partielle et sélective de la stratégie de lutte contre la drogue de l'ONU. On pourrait tout aussi bien invoquer dans le cadre de cette stratégie un grand nombre de conventions, résolutions et autres rapports de l'ONU qui ne disent rien de l'accès aux marchés (et encore moins du traitement tarifaire préférentiel discriminatoire).

Question n° 46

66. Là encore, les CE n'ont fourni aucun critère objectif au départ. En tout état de cause, les CE n'ont fourni aucun élément de preuve à l'appui de leur affirmation selon laquelle "[t]ous les pays inclus dans le régime concernant les drogues sont, *en fait*, des "fournisseurs" des CE".

Question n° 48

67. Les réponses des CE à la question n° 40 du Groupe spécial aux CE concernent les effets de la réduction de l'offre sur la consommation de drogues dans les CE (paragraphe 125) ou les effets du régime concernant les drogues sur la consommation de drogues dans les CE (paragraphe 126). Aucune de ces réponses n'a trait au régime concernant les drogues ni à la réduction de l'offre dans les CE par suite de ce régime. Les CE n'ont donc pas répondu à la question du Groupe spécial. De même, les CE n'ont pu fournir aucun élément de preuve montrant le lien entre le régime concernant les drogues et la réduction de l'offre dans les CE.

Question n° 50

68. Là encore, les CE ne répondent pas à la question du Groupe spécial. Elles ne présentent que des affirmations et la proposition "évidente" qui a déjà été examinée par l'Inde dans des observations précédentes.

Question n° 51

69. Voir les observations de l'Inde sur les réponses aux questions n° 44 et 45 du Groupe spécial aux CE.

[19] Voir la déclaration orale des Communautés européennes à la deuxième réunion avec le Groupe spécial, paragraphe 76.

Question n° 52

70. L'Inde relève que les CE n'ont pas indiqué clairement au Groupe spécial si elles envisageaient d'autres solutions, moins restrictives sur le plan commercial. La question de savoir s'il existe ou non des solutions moins restrictives pour le commerce est une question de fait. L'existence d'autres solutions n'est pas en cause dans le présent différend, dans la mesure où des efforts substantiels ont été faits sous les auspices des autorités nationales, des organismes de l'ONU et d'autres organisations pour lutter contre la production et le trafic de drogue avant l'établissement du régime concernant les drogues. Les CE ne peuvent par conséquent pas ignorer l'existence d'autres solutions moins restrictives pour le commerce.

Question n° 56

71. Par leur réponse, les CE concèdent que le régime concernant les drogues ne produit pas exactement l'"effet désiré" car des préférences équivalentes sont accordées à de nombreux autres pays en développement au titre d'autres programmes, par exemple l'initiative "Tout sauf les armes", les régimes en faveur des PMA, l'Accord de Cotonou et les accords de libre-échange régionaux. À supposer même que les préférences tarifaires soient dictées par la nécessité, le fait que des préférences équivalentes soient accordées à d'autres pays en développement où il n'existe pas les mêmes conditions (en admettant l'existence de critères déterminant ce que sont ces conditions) que dans les 12 pays bénéficiaires fait que le régime concernant les drogues n'est pas "beaucoup plus près" du pôle "indispensable", mais plutôt beaucoup plus loin de ce pôle.

Question n° 57

72. Les CE n'ont pas répondu à la question du Groupe spécial au sujet de la distinction entre les préférences accordées à l'Afrique du Sud et celles qui sont accordées à l'ensemble des 12 bénéficiaires. Les conclusions pouvant être tirées des statistiques comparatives citées par les CE en ce qui concerne les saisies d'héroïne ou de cocaïne ne deviendraient pertinentes que s'il existait des critères explicites sur les conditions particulières auxquelles le régime concernant les drogues cherche à répondre. De tels critères n'existent pas.

Question n° 58

73. L'absence de critères explicites pour l'inclusion de pays en tant que bénéficiaires dans le régime concernant les drogues et le caractère arbitraire de ce régime sont mis en exergue lorsque les CE répondent qu'elles sont prêtes "à expliquer les raisons pour lesquelles d'autres pays en développement ont été exclus, sous réserve que ces pays soient clairement identifiés par le Groupe spécial". S'il y avait vraiment des critères explicites et que ces critères étaient appliqués d'une manière non arbitraire, il n'aurait pas été difficile pour les CE de répondre aux questions du Groupe spécial. Au lieu de cela, les CE comptent sur le Groupe spécial pour identifier les pays qui ne sont pas inclus conformément à des critères qui n'ont pas été communiqués au Groupe spécial.

Question n° 59

74. La question du Groupe spécial repose sur l'hypothèse factuelle que les CE n'ont pas établi l'existence de critères explicites. En réponse à la question du Groupe spécial, les CE se contentent de citer les paragraphes 116 à 118 de leur première communication et les paragraphes 86 à 99 de leur réponse à la question n° 10 du Groupe spécial aux CE en répétant que ces paragraphes expliquent ce que sont ces critères. Mais le Groupe spécial en est arrivé à cette hypothèse factuelle, à savoir qu'il n'y a pas de critères explicites, après avoir i) lu toutes les communications des CE et les réponses des CE aux questions du Groupe spécial ainsi que celles de l'Inde et ii) entendu tous les arguments oraux des CE. L'Inde souscrit à l'hypothèse factuelle du Groupe spécial car il n'y a pas de critères explicites

dans les règlements instituant le régime concernant les drogues, non plus que dans les paragraphes cités par les CE dans leur première communication et les réponses à la question du Groupe spécial ne peuvent être qualifiées de critères explicites; et les CE n'ont jusqu'ici pas communiqué ces critères au Groupe spécial, malgré plusieurs demandes du Groupe spécial et de l'Inde. En l'absence de tels critères, les CE ne sont par conséquent pas en mesure d'établir que le régime concernant les drogues n'est pas appliqué de façon arbitraire.

Question n° 60

75. Voir les observations de l'Inde sur la réponse des CE à la question n° 59 du Groupe spécial aux CE.

Question n° 61

76. Le fait est que les CE ont présenté une demande de dérogation mais n'ont pas obtenu cette dérogation. Cela tend à prouver que le moyen de défense fondé sur une justification au titre de l'article XX b) du GATT n'a été conçu qu'après l'engagement de la présente procédure, et qu'à l'époque où le régime concernant les drogues a été formulé, les CE n'ont pas du tout pris l'article XX b) en considération.

Question n° 62

77. Les CE expliquent que l'inclusion du Pakistan dans le régime concernant les drogues était fondée sur l'anticipation du risque important qu'il y avait à ce que, après la chute du régime taliban, la production d'opium reprenne une fois encore en Afghanistan, ce qui aurait eu de lourdes conséquences sur le Pakistan. Cette explication a été fabriquée maintenant, dans le contexte du présent différend. Toutefois, les déclarations faites par les CE au moment où l'inclusion du Pakistan dans le régime concernant les drogues a été envisagée indiquent d'autres raisons que les effets possibles de la chute du régime taliban sur le Pakistan et ses conséquences sur la vie ou la santé de la population des CE. Comme les CE l'expliquaient *à l'époque*:

i) Les circonstances de l'inclusion du Pakistan dans le régime concernant les drogues indiquent très clairement que le régime est conçu pour répondre aux objectifs de la politique des CE plutôt qu'aux besoins des pays en développement. Ces circonstances ont été décrites par les CE comme suit:

> *Eu égard au changement de position du Pakistan sur le régime taliban* ... la Commission a renforcé l'aide de l'UE au Pakistan ... Un nouvel Accord de coopération a été signé à l'occasion de la visite du Président Prodi et du Premier Ministre Verhofstadt au Pakistan le 24 novembre 2001, au cours de laquelle ils ont également rencontré le Président Moucharraf. Le 16 octobre, la Commission a présenté un ensemble de mesures commerciales destinées à améliorer de manière significative l'accès des exportations pakistanaises à l'UE ... *Les mesures proposées ont été élaborées spécifiquement pour cibler les vêtements et les textiles qui représentent les trois quarts des exportations du Pakistan vers l'UE.* Elles suppriment tous les droits sur les vêtements et augmentent de 15 pour cent les contingents pour les textiles et les vêtements du Pakistan. *En échange, le Pakistan améliorera l'accès à son marché pour les exportateurs de vêtements et de textiles de l'UE.* Les mesures donnent au Pakistan le meilleur accès possible à l'UE sans qu'il soit besoin de conclure un accord de libre-échange en lui donnant le droit de bénéficier du nouveau

> schéma dans le cadre du Système de préférences généralisées spéciales pour les pays luttant contre la drogue. Ces mesures ont été approuvées par le Conseil "Affaires générales" le 10 décembre 2001.[20] (pas d'italique dans l'original)

78. Les raisons données à l'époque étaient par conséquent les suivantes:

- "le changement de position du Pakistan concernant le régime taliban", et
- l'engagement réciproque du Pakistan d'"améliorer l'accès de son marché pour les importations de vêtements et de textiles de l'UE".

[20] "EU Response to 11 September - Latest update on European Commission Action - Briefing on 12 March 2002" <http://europa.eu.int/comm/110901/memo120302_en.htm> (last accessed 6 March 2003) (pièce n° 5 de l'Inde).

ANNEXE B-7

Observations des Communautés européennes sur les réponses de l'Inde aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion du Groupe spécial

Questions aux deux parties

Question n° 30

1. Contrairement à ce qu'affirme l'Inde, les CE ne font pas valoir "que le régime concernant les drogues est justifié au titre du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation". Le terme "justifié" laisse entendre que le régime concernant les drogues est incompatible avec l'article I:1 du GATT. Or, la position des CE est que l'article I:1 du GATT ne s'applique pas du tout aux mesures qui relèvent de la Clause d'habilitation. Dans une partie de son allégation, l'Inde dit que c'est l'article I:1 du GATT et non la Clause d'habilitation qui s'applique au régime concernant les drogues, et il revient donc à l'Inde de démontrer le bien-fondé de cette partie de son allégation.

2. Il n'est pas vrai que les faits invoqués par l'Inde pour étayer son allégation au titre de l'article I:1 du GATT ne sont pas contestés. L'Inde allègue à titre subsidiaire que même si l'on retenait l'interprétation de l'expression "sans ... discrimination" des CE, le régime concernant les drogues serait discriminatoire et incompatible avec la Clause d'habilitation. Cet argument comporte d'autres allégations factuelles que les CE contestent. Il appartient à l'Inde de démontrer le bien-fondé de ces allégations factuelles.

3. Enfin, les CE relèvent que l'Inde admet désormais que le paragraphe 2 a) ne devrait pas être interprété différemment pour la seule raison, selon l'Inde, qu'il énonce une "exception" à l'article I:1 du GATT.

Question n° 31

4. L'Inde admet que les pays en développement ont dû faire des concessions en échange de la Clause d'habilitation et que, pour déterminer le niveau de ces concessions, les besoins du développement de chacun d'entre eux ont été pris en compte conformément au "principe de la non-réciprocité appliqué suivant une gradation" énoncé à l'article XXXVI:8 du GATT (le même principe est énoncé au paragraphe 5 de la Clause d'habilitation).

5. Ceci équivaut de la part de l'Inde à reconnaître que chaque pays en développement a payé un "prix" différent pour la Clause d'habilitation, en fonction de ses propres besoins en matière de développement, ce qui va dans le sens de l'interprétation donnée par les CE de l'expression "sans ... discrimination" contenue dans la note de bas de page 3, qui signifie que quelques pays en développement ont payé "un prix plus élevé" pour la Clause d'habilitation en "renonçant" à leurs droits NPF à l'égard d'autres pays en développement ayant des besoins spéciaux en matière de développement.

Question n° 32

6. L'Inde avance encore une autre interprétation de la notion de "moyen de défense affirmatif" fondée sur une définition tirée du Black's Law Dictionary. Cette nouvelle interprétation, comme les interprétations précédentes de l'Inde, n'est pas conforme aux indications données par l'Organe d'appel et à la pratique bien établie. En effet, selon les critères énoncés par l'Inde, l'article 27.4 de l'Accord SMC serait aussi une "moyen de défense affirmatif" s'il était invoqué par la partie

défenderesse, tout comme l'article 3:3 de l'Accord SPS, l'article 6 de l'Accord ATV ou même les articles VI ou XIX du GATT.

7. Supposons par exemple que l'Inde allègue qu'un droit d'importation appliqué par un autre Membre contrevient à l'article I:1 du GATT et qu'en réponse, la partie défenderesse soutienne que ce droit est une mesure antidumping imposée conformément à l'article VI du GATT. Selon l'Inde, cela constituerait un "moyen de défense affirmatif" pour les raisons suivantes:

- il s'agit d'une "affirmation du défendeur";
- cette affirmation fait état de "faits nouveaux" et soulève de "nombreux arguments";
- si le Groupe spécial constatait que l'affirmation du défendeur était vraie, l'allégation de l'Inde fondée sur l'article I:1 du GATT serait sans fondement.

Question n° 33

8. L'affirmation de l'Inde d'après laquelle l'interprétation donnée par les CE de l'expression "sans ... discrimination" devrait être rejetée parce qu'elle aboutirait à un "vide normatif" est dénuée de fondement. Comme les CE l'ont montré, leur interprétation de l'expression "sans ... discrimination" est conforme à l'interprétation de cette expression donnée par de nombreuses instances nationales et internationales dans toutes sortes de domaines juridiques différents. L'interprétation des CE est également conforme à l'interprétation donnée par le Groupe spécial dans l'affaire Canada – Brevets pour les produits pharmaceutiques.[1]

9. Assurément, la seule possibilité de solliciter une dérogation ne justifie pas une interprétation du paragraphe 2 a) qui n'a par ailleurs aucune raison d'être.

Question n° 35

10. Il n'est pas vrai que "la Décision de 1971 elle-même ne définit pas le SGP". La Décision de 1971 définit le SGP comme prévoyant l'octroi d'un traitement tarifaire préférentiel "généralisé", "sans ... discrimination", "sans réciprocité" et "avantageux pour les pays en voie de développement".

Question n° 37

11. Le seul fait qu'une interprétation soit d'application plus aisée ne suffit pas pour en conclure qu'il s'agit de l'interprétation correcte. Ce n'est pas parce que la Clause d'habilitation ne fixe pas de critères précis pour l'application de l'expression "sans ... discrimination" que le Groupe spécial devrait ignorer ce critère et appliquer à sa place le critère NPF contenu à l'article I:1 du GATT, que les rédacteurs de la Clause d'habilitation ont eu manifestement l'intention d'exclure. L'absence de critères précis suggère plutôt que les rédacteurs ont estimé que la question de savoir si la différenciation entre les pays en développement était "discriminatoire" ou non était un élément qui devait être vérifié par les groupes spéciaux au cas par cas.

12. Pour régler le présent différend, il n'est pas nécessaire d'établir une distinction nette entre tous les cas possibles de différenciation entre les pays en développement. Le Groupe spécial devrait plutôt suivre la même approche que le Groupe spécial *Canada – Brevets pour les produits pharmaceutiques* lorsqu'il applique le terme "discrimination" dans le cadre de l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC:

[1] Rapport du Groupe spécial *Canada – Brevets pour les produits pharmaceutiques*, paragraphe 7.94.

> Lorsqu'il a examiné comment traiter ces allégations contradictoires de discrimination, le Groupe spécial s'est rappelé que diverses allégations de discrimination, *de jure* et *de facto*, avaient fait l'objet de décisions juridiques dans le cadre du GATT ou de l'OMC. Ces décisions ont porté sur la question de savoir si les mesures étaient en contradiction avec diverses dispositions du GATT ou de l'OMC interdisant des formes de discrimination définies de diverses manières. Comme l'Organe d'appel l'a clairement indiqué à maintes reprises, chacune de ces dispositions a nécessairement été prise sur la base du texte juridique précis en cause, de sorte qu'il n'est pas possible de les considérer comme des applications d'un concept général de discrimination. Étant donné la gamme très étendue de questions que pourrait soulever la définition du mot "discrimination" figurant à l'article 27:1 de l'Accord sur les ADPIC, le Groupe spécial a décidé qu'il vaudrait mieux ne pas essayer de définir ce terme d'emblée, mais plutôt déterminer quelles questions étaient soulevées par le dossier qui lui était soumis et définir le concept de discrimination dans la mesure nécessaire pour résoudre ces questions.[2]

Question n° 40

13. Il existe une différence fondamentale entre les schémas de préférences cités par l'Inde et le régime concernant les drogues. Les cinq dérogations évoquées par l'Inde touchent à des préférences qui étaient limitées *ab initio* et de manière permanente à un nombre réduit de pays en développement situés dans une région géographique donnée. Même si certaines dérogations se réfèrent aux besoins du développement des pays bénéficiaires, les pays donneurs n'ont pas fait valoir qu'aucun autre pays en développement au monde n'avait des besoins similaires en matière de développement. Par exemple, en ce qui concerne l'APTA, les États-Unis n'ont jamais dit que l'Équateur, la Colombie, le Pérou et la Bolivie étaient les seuls pays du monde touchés par le problème de la drogue.

14. En revanche, le régime concernant les drogues est "sans ... discrimination" car la désignation des pays bénéficiaires est simplement et exclusivement fondée sur leurs besoins en matière de développement. Tous les pays en développement qui sont touchés d'une manière similaire par le problème de la drogue ont été admis au bénéfice du régime concernant les drogues, quelle que soit leur situation géographique.

Question n° 43

15. L'Inde relève que l'"élimination du traitement discriminatoire dans les relations commerciales internationales" est l'un des objectifs énoncés dans le Préambule de l'Accord sur l'OMC et que cet objectif "est mis en œuvre par le biais, entre autres choses, du principe NPF consacré à l'article I:1 du GATT". L'Inde en conclut que l'expression "sans ... discrimination" contenue dans la note de bas de page 3 "doit donc être interprétée conformément au critère établi au titre [de l'article I:1]". Ce raisonnement comporte un certain nombre d'éléments qui n'ont manifestement aucune logique.

16. Premièrement, l'élimination de la discrimination dans les relations commerciales internationales est assurément l'un des objectifs de l'Accord sur l'OMC, mais ce n'est pas le seul. Il est un autre objectif énoncé dans le Préambule de l'Accord sur l'OMC, qui est de faire en sorte que les pays en développement "s'assurent une part de la croissance du commerce international qui corresponde aux nécessités de leur développement économique". La Clause d'habilitation, comme les autres dispositions relatives au traitement spécial et différencié, est un instrument destiné à atteindre cet objectif. Malgré cela, l'Inde continue de feindre d'ignorer le fait que la Clause d'habilitation est la principale forme de traitement spécial et différencié, ainsi que ses objectifs précis.

[2] Rapport du Groupe spécial *Canada – Brevets pour les produits pharmaceutiques*, paragraphe 7.98.

17. Deuxièmement, si le Préambule de l'Accord sur l'OMC fait allusion à l'élimination de la "discrimination", il ne donne pas une définition de ce terme. Rien ne permet de supposer que le terme "discrimination" doit avoir un sens identique tout au long de l'Accord sur l'OMC, qui plus est le sens que lui donne l'Inde en l'espèce.[3] Comme l'a relevé l'Inde, l'objectif qui consiste à éliminer la discrimination "est mis en œuvre par le biais, entre autres choses, du principe NPF consacré à l'article I:1 du GATT". Comme le reconnaît l'Inde, l'article I:1 du GATT n'est pas la seule disposition qui poursuive cet objectif. L'affirmation de l'Inde selon laquelle l'expression "sans ... discrimination doit donc être interprétée conformément au critère établi à l'article I:1" est dénuée de fondement. La Clause d'habilitation exclut expressément l'application de l'article I:1 du GATT. Si les rédacteurs de la Clause d'habilitation avaient voulu que le critère NPF s'applique entre les pays en développement, ils auraient expressément fait mention de ce critère au lieu d'utiliser l'expression "sans ... discrimination". Contrairement à ce que soutient l'Inde, le fait que la Clause d'habilitation reprenne les termes du texte de la CNUCED ne peut pas expliquer l'utilisation de l'expression "sans ... discrimination". Comme il ressort des débats qui ont eu lieu à la CNUCED, les membres de cette organisation étaient parfaitement conscients du sens précis du critère NPF contenu à l'article I:1 du GATT.

18. Troisièmement, on doit supposer que les divers objectifs énoncés dans le Préambule de l'Accord sur l'OMC sont compatibles, et qu'ils devraient donc être interprétés harmonieusement. Or l'interprétation que donne l'Inde de l'expression "sans ... discrimination" présuppose que l'objectif visant à éliminer la discrimination soit en contradiction directe avec l'objectif consistant à faire en sorte que les pays en développement s'assurent une part du commerce international qui corresponde aux nécessités de leur développement économique, et que le premier objectif l'emporte sur le second. Selon l'interprétation de l'Inde, il faudrait considérer comme "discriminatoires" non seulement le régime concernant les drogues mais toutes les préférences accordées au titre de la Clause d'habilitation et en fait, toute disposition prévoyant l'octroi d'un traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement. Il est plus raisonnable de considérer que les rédacteurs de l'Accord sur l'OMC ont estimé que les divers objectifs énoncés dans le Préambule étaient compatibles et que, par conséquent, le terme "discrimination", tel qu'il est utilisé dans le Préambule, ne recouvre par le traitement différent des pays dont les besoins du développement diffèrent.

Question n° 46

19. L'expression "qui aurait des avantages pour les pays en développement" figure aussi à la note de bas de page 3. Or, l'Inde n'a à aucun moment fait valoir que, dans le contexte de la note de bas de page 3, cette expression faisait allusion à la gamme des produits visés par les schémas SGP. Quoi qu'il en soit, il est évident qu'un schéma SGP limité à un petit nombre de produits pourrait encore être "avantageux" et non "préjudiciable", pour les pays en développement.

20. Il est évident qu'un schéma SGP visant une vaste gamme de produits favoriserait la réalisation des objectifs évoqués par l'Inde. Mais cela ne signifie pas que la Clause d'habilitation impose des prescriptions contraignantes en ce qui concerne la gamme des produits visés.

Question n° 47

21. L'Inde continue de faire valoir que les préférences doivent répondre aux besoins des pays en développement "dans leur ensemble et non aux besoins de chacun ou de sous-groupes d'entre eux".

22. Mais l'Inde doit encore expliquer si cela signifie, par exemple, que l'octroi de préférences en ce qui concerne les produits textiles n'est pas compatible avec le paragraphe 3 c) parce que tous les

[3] Voir rapport du Groupe spécial *Canada – Brevets pour les produits pharmaceutiques*, paragraphe 7.98.

pays en développement ne sont pas dotés d'une industrie textile. (Au cours de la deuxième réunion avec le Groupe spécial, le représentant de l'Inde a refusé de répondre à cette question au motif qu'elle n'était pas pertinente.) Il semble que la position de l'Inde soit que tous les pays en développement pourraient avoir un intérêt potentiel à exporter des textiles. Mais on pourrait faire valoir de la même manière que le régime concernant les drogues revêt un intérêt potentiel pour tous les pays en développement parce qu'ils pourraient tous être potentiellement touchés par le problème de la drogue.

23. En outre, l'interprétation de l'Inde conduit à une conclusion manifestement absurde eu égard au paragraphe 2 d) puisqu'elle signifierait que, lorsqu'ils conçoivent un traitement spécial en faveur des pays les moins avancés, les pays donneurs devraient répondre aux intérêts des pays en développement "dans leur ensemble" et non aux intérêts des PMA en tant que "sous-groupe". L'Inde n'a jamais répondu à cet argument.

24. L'Inde fait également valoir que "la fonction première du paragraphe 3 c) est de garantir que la gamme des produits et l'ampleur des programmes de réduction tarifaire sont d'une nature et d'une importance qui répondent aux besoins du développement, des finances et du commerce des pays en développement dans leur ensemble".

25. Rien dans le texte du paragraphe 3 c) ni ailleurs dans la Clause d'habilitation ne vient étayer cette interprétation. Assurément, si les rédacteurs de la Clause d'habilitation avaient voulu imposer aux pays donneurs le genre d'obligations que suggère l'Inde en ce qui concerne l'ampleur des réductions tarifaires ou la gamme des produits visés, ils auraient utilisé à cet effet des termes plus précis.

26. En outre, l'Inde n'a pas encore expliqué en fonction de quels critères les groupes spéciaux devraient décider si une réduction tarifaire est d'ampleur suffisante pour être "une réponse" ou si un produit donné devrait être inclus dans un schéma SGP. (Là encore, à la deuxième réunion avec le Groupe spécial, le représentant de l'Inde a dit que cette question n'était pas pertinente en l'espèce.) Il y a là une contradiction avec la préoccupation de l'Inde quant à l'incertitude à laquelle donnerait prétendument lieu l'interprétation de l'expression "sans ... discrimination" donnée par les CE.

Question n° 48

27. L'Inde a souligné ailleurs que la question de savoir si les pays en développement peuvent être exclus *ab initio* d'un schéma SGP est distincte de la question de savoir si la différence de traitement entre les pays en développement reconnus comme étant des bénéficiaires d'un schéma SGP est autorisée. (Voir ci-après les observations formulées au sujet de la réponse donnée par l'Inde à la question n° 16 que lui a posée le Groupe spécial.) La déclaration du Groupe des 77 citée par l'Inde touche à la première de ces questions et ne peut donc pas servir à étayer l'interprétation de l'expression "sans ... discrimination" donnée par l'Inde, qui porte sur la deuxième question.

Question n° 49

28. Le huitième principe ne permet pas d'étayer l'interprétation de l'expression "sans ... discrimination" donnée par l'Inde.

29. Les préférences "spéciales" mentionnées dans le texte du huitième principe étaient contestables parce qu'elles reposaient sur les liens historiques ou géographiques entre les bénéficiaires et les donneurs, et non sur les besoins spéciaux du développement des bénéficiaires. Le huitième principe prévoyait que ces préférences devraient être offertes de manière égale à tous les pays en développement, en dehors de toutes considérations d'ordre géographique ou historique. Mais cela ne revient pas à dire que des préférences identiques devraient être accordées à tous les pays en

développement et qu'aucune différenciation entre ces pays ne devrait être autorisée pour tenir compte des différences existant entre leurs besoins en matière de développement.

30. La réponse de l'Inde contredit l'interprétation qu'elle donne du terme "généralisé" dans d'autres réponses. (Voir les observations des CE à la réponse donnée par l'Inde à la question n° 16 que le Groupe spécial lui a posée.)

Question n° 54

31. Absolument rien dans le texte de l'article XX ne justifie la thèse d'après laquelle des préférences tarifaires ne peuvent jamais être justifiées au titre de l'article XX b). L'article XX prévoit une exception à toutes les obligations que contient le GATT, y compris celles qui touchent aux droits de douane ("rien dans le présent Accord ...").

32. De la même manière, l'argument de l'Inde selon lequel l'article XX b) sert uniquement à "pénaliser" le commerce du pays qui est à l'origine du risque pour la santé ou la vie des personnes n'a aucun fondement dans le texte de cette disposition ou dans une quelconque autre disposition du GATT. Les mesures adoptées au titre de l'article XX b) ne sont pas des pénalités. Elles n'ont pas pour but de sanctionner la conduite des autres pays. L'article XX b) met l'accent sur les besoins du pays qui applique la mesure. La seule chose qui compte c'est de savoir si la mesure est "nécessaire" à la protection de la santé ou de la vie des personnes.

33. Le plus souvent, il suffit de restreindre l'importation et/ou la vente des substances qui constituent une menace pour la santé ou la vie des personnes pour protéger de manière satisfaisante la santé et la vie de ces dernières. Il est clair toutefois qu'il n'en va pas de même pour les stupéfiants. Les CE interdisent déjà l'importation et la vente de drogues de toutes provenances. Néanmoins, cette mesure est manifestement insuffisante pour protéger de manière satisfaisante la santé et la vie des citoyens des CE, puisque d'importants volumes de drogue continuent d'être importés de manière illicite. Les membres de la communauté internationale sont d'accord, comme en témoignent les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies citées par les CE, pour considérer que les restrictions au commerce ne sont pas suffisantes pour lutter efficacement contre l'abus de drogue. Plus précisément, ils sont d'accord pour considérer que pour lutter contre le problème de la drogue, il est nécessaire de réduire la production de drogues dans les pays fournisseurs. L'Inde elle-même ne semble pas contester ce fait à ce stade de la procédure. La seule question dont est saisi le Groupe spécial est donc de savoir quelles sont les mesures qui sont "nécessaires" pour atteindre cet objectif.

34. L'Inde fait valoir que les textes de l'ONU sur lesquels s'appuient les CE "ne peuvent établir aucun lien empirique". Cela revient à dire que les recommandations de l'ONU elles-mêmes n'ont aucun "fondement empirique" ou, en d'autres termes, qu'elles sont dénuées de fondement. Les CE se demandent pourquoi, dans ces conditions, tous les Membres de l'OMC, y compris l'Inde, ont approuvé ces recommandations. Les résolutions de l'ONU évoquées par les CE constituent à tout le moins des éléments de preuve *prima facie* que le régime concernant les drogues est "nécessaire" pour réduire l'offre de drogues dans les CE. L'Inde n'a présenté aucun élément de preuve pour réfuter ce point.

35. Les CE déconseillent à l'Inde d'interpréter de manière approximative les résolutions de l'ONU et, plus généralement, les principes internationaux solidement établis de la lutte contre la drogue qui ont été codifiés dans ces résolutions, d'autant que l'Inde n'a fourni aucun "fondement empirique" à l'appui de ses thèses qui, en fait, ne correspondent même pas à la position de l'Inde au sein des instances internationales compétentes.

36. Rien ne justifie la thèse de l'Inde selon laquelle les recommandations de l'ONU "se rapportent" à la libéralisation "multilatérale" du commerce, et encore moins à une libéralisation "contraignante". L'affirmation de l'Inde selon laquelle des mesures "non contraignantes" relatives à

l'accès aux marchés ne peuvent pas contribuer à la mise en place d'activités de substitution viables à terme ôterait toute raison d'être aux préférences SGP quelles qu'elles soient, étant donné que celles-ci sont aussi "non contraignantes". Les CE doutent que ce genre d'argument soit dans l'intérêt de l'Inde, qui est l'un des principaux bénéficiaires des schémas SGP.

Question n° 55

37. Les CE ont déjà expliqué pourquoi le non-respect d'une consolidation tarifaire négociée ne peut jamais être "nécessaire" aux fins de l'article XX b). (Voir la réponse des CE à la question n° 32 que leur a posée l'Inde, paragraphe 62.) L'Inde, comme de coutume, ne prend pas en compte les réponses des CE.

Question n° 57

38. Les conditions qui existent dans un pays "effectivement" touché par le problème de la drogue ne sont pas les mêmes que celles qui existent dans un pays qui n'est que "potentiellement" affecté par ce problème.

39. Dans la logique de l'Inde, un Membre ne pourrait prendre de mesures à l'encontre des importations en provenance d'un pays qui est "effectivement" touché par une maladie ou un parasite que s'il imposait les mêmes mesures à l'encontre des importations en provenance d'un autre pays où existerait "potentiellement" le même risque. S'il est vrai que, en fonction des circonstances, il peut être justifié de prendre des mesures de précaution pour se prémunir d'un risque "potentiel" pour la santé ou la vie des personnes, il semble évident qu'un risque "effectif" n'est pas la même chose qu'un risque "potentiel" et qu'il n'est pas nécessairement discriminatoire d'établir une différenciation entre les pays sur cette base.

Question n° 58

40. Il n'est tout simplement pas vrai que les CE n'ont pas expliqué quels étaient les critères qui leur servaient à désigner les bénéficiaires du régime concernant les drogues. L'Inde a plutôt délibérément choisi d'ignorer les explications répétées des CE, de même que les éléments de preuve présentés par elles à cet égard.

41. Pour une raison inexpliquée, les chiffres avancés maintenant par l'Inde ont été tirés du rapport intitulé "Tendances mondiales des drogues illicites, 1998" même si, depuis lors, l'OCDPC a publié quatre autres rapports. Cela n'est pas sans conséquence. Par exemple, la superficie cultivée a diminué dans des proportions considérables au Mexique. Par ailleurs, les chiffres concernant le Viet Nam n'ont pas été présentés séparément depuis 2000 parce que, comme il est dit dans une note de bas de page, "du fait de leurs faibles volumes, la culture et la production du Viet Nam ont été incluses dans la rubrique "Autres pays d'Asie"...".[4]

42. Toujours pour une raison inconnue, l'Inde présente des chiffres sur la "superficie cultivée", alors que les données présentées par les CE portent sur la "production". La différence peut s'avérer importante en raison des conditions climatiques qui influent chaque année sur la culture du pavot.

43. Encore et toujours pour des raisons inexpliquées, l'Inde ne parle pas des produits à base de coca, qui sont les plus répandus en Amérique latine.

[4] Office des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime, "Tendances mondiales des drogues illicites, 2003", page 167.

44. En tout état de cause, les chiffres que présente maintenant l'Inde ne contredisent pas les explications des CE et l'on a du mal à comprendre ce que l'Inde cherche à démontrer.

- comme les CE l'ont dit à plusieurs reprises, le Myanmar n'est pas inclus dans le régime concernant les drogues parce qu'il bénéficie du régime spécial en faveur des pays les moins avancés, lequel accorde de plus grands avantages.[5] La comparaison avec la Colombie n'est pas appropriée, parce que la raison principale pour laquelle la Colombie a été admise au bénéfice du régime concernant les drogues est qu'elle est le premier producteur mondial de produits à base de coca, et non d'opiacés[6];

- le Laos est également l'un des PMA[7];

- les CE ont déjà expliqué en détail pourquoi la Thaïlande n'a pas été incluse dans le régime concernant les drogues[8];

- le Mexique est partie à un accord de libre-échange avec les CE. Là encore, la comparaison avec la Colombie est erronée pour la raison susmentionnée;

- la production d'opium du Viet Nam est négligeable et, comme on vient de le voir, n'apparaît plus séparément dans le rapport de l'OCDPC. De toute manière, la comparaison avec le Pakistan n'est pas pertinente. Le Pakistan a été inclus dans le régime concernant les drogues en tant que pays de transit et non en tant que pays producteur.[9] Les tableaux ci-après comparent les quantités d'opium et d'héroïne saisies au Viet Nam et au Pakistan.[10]

Saisies d'opium (en kilogrammes)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Viet Nam	839,9	Non disponible	Non disponible	495,4	460	583
Pakistan	7 422,8	7 300	5 021,7	16 319,9	8 867,4	5 175

Saisies d'héroïne (en kilogrammes)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Viet Nam	54,8	24,3	60	66,6	49,3	40,3
Pakistan	5 872,1	6 156	3 363,7	4973,7	9 492	6 931,5

Questions posées à l'Inde

Question n° 16

45. En divers points de ses réponses aux questions du Groupe spécial, l'Inde a souligné que la question de savoir si tous les pays en développement devraient être reconnus comme bénéficiaires d'un schéma SGP était "distincte" du "point de savoir si une différence de traitement entre les pays en

[5] Première communication des CE, paragraphe 140.
[6] *Ibid.*, paragraphes 126 à 127.
[7] *Ibid.*, paragraphe 140.
[8] Réponse des CE à la question n° 14 que le Groupe spécial leur a posée.
[9] Première communication des CE, paragraphes 136 à139.
[10] OCDPC, Tendances mondiales des drogues illicites 2003, pages 215, 230 et suivantes.

développement reconnus comme bénéficiaires [était] autorisée".[11] La réponse à la première question se trouve dans le terme "généralisé", la seconde dans l'expression "sans ... discrimination".

46. Pourtant, dans sa réponse à cette question, l'Inde oublie fort opportunément cette distinction et cite à l'appui de son interprétation de l'expression "sans ... discrimination" des extraits des conclusions concertées qui touchent à la première de ces deux questions:

- la disposition contenue à la section II.1 des Conclusions concertées selon laquelle "... il y a accord sur l'objectif selon lequel tous les pays en voie de développement devraient en principe participer dès le début en qualité de pays bénéficiaires" se rapporte manifestement à la question de savoir si les pays donneurs devraient être autorisés à exclure *ab initio* les pays en développement de leurs schémas SGP, et non à celle de savoir si la différenciation est autorisée entre les bénéficiaires reconnus d'un schéma SGP[12];

- de même, la disposition de la section IV.12 qui prend note de la position des pays donneurs, à savoir "en ce qui concerne les bénéficiaires, les pays donneurs se détermineraient en général en fonction du principe de l'autosélection", se rapporte, de par ses termes mêmes, à la question de savoir quels sont les pays qui devraient être reconnus en tant que bénéficiaires d'un schéma SGP, et non à celle "distincte" de savoir si des préférences identiques devraient être accordées à tous les bénéficiaires reconnus.

47. Le fait incontestable est qu'il n'y a dans les Conclusions concertées aucune disposition portant sur le sens de l'expression "sans ... discrimination".

48. En réponse à cette question, l'Inde cite aussi la section IX.1 des Conclusions concertées, qui dit ce qui suit:

> "Le Comité spécial reconnaît qu'aucun pays ne se propose d'invoquer son droit au traitement de la nation la plus favorisée en vue d'obtenir, en totalité ou en partie, le traitement préférentiel accordé aux pays en développement."

49. Or, l'extrait ci-dessus affaiblit la position de l'Inde plus qu'il ne vient l'étayer:

- premièrement, il y est dit que "aucun pays" ne se propose d'invoquer ses droits NPF, et non "aucun pays développé". L'expression "aucun pays" signifie aussi "aucun pays en développement". Si seuls les pays développés avaient renoncé à leurs droits NPF au titre des Conclusions concertées, il n'aurait pas été nécessaire d'utiliser l'expression "aucun pays" et non "aucun pays développé";

- deuxièmement, le texte anglais dit "preferential treatment granted to developing countries", sans faire précéder l'expression "developing countries" de l'article défini "the". D'après l'interprétation personnelle bien connue de l'Inde, cela semble confirmer que le "traitement préférentiel" envisagé dans les Conclusions concertées ne doit pas être accordé à tous les pays en développement.

[11] Réponse de l'Inde à la question n° 51 posée par le Groupe spécial aux deux parties. Voir aussi les réponses de l'Inde aux questions n° 41 et 50 posées par le Groupe spécial aux deux parties.

[12] Deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 59.

Question n° 17

50. Les CE relèvent que l'Inde admet que les Conclusions concertées n'interdisent pas expressément l'octroi de préférences spéciales aux PMA. Selon l'Inde, cette interdiction expresse n'était pas nécessaire parce que "les préférences accordées au titre du SGP étaient censées ne pas faire de discrimination".

51. Il ne paraît guère nécessaire de faire observer qu'il s'agit là d'un raisonnement purement circulaire. L'Inde a invoqué les Conclusions concertées à titre d'élément contextuel à l'appui de son interprétation de l'expression "sans ... discrimination". Mais elle est ensuite obligée de s'appuyer sur sa propre interprétation de "sans ... discrimination" pour pouvoir faire des conclusions concertées une lecture qui aille dans le sens de cette interprétation.

Question n° 20

52. Les CE notent que l'Inde ne conteste pas les chiffres qu'elles ont fournis au sujet des saisies de produits à base de coca et d'opiacés opérées en Inde. (Voir la réponse des CE à la question n° 15 que le Groupe spécial leur a posée.) Ces données montrent que le trafic de produits à base de coca est négligeable en Inde, alors que le trafic d'opiacés est relativement faible, comparé au Pakistan, notamment si on tient compte de la taille de la population et de l'économie de chacun de ces pays.

Question n° 21

53. Les textes de l'ONU cités par les CE ne prévoient pas de "négociations commerciales multilatérales dans des secteurs qui présentent un intérêt à l'exportation pour les pays en développement". Ils exhortent plutôt à offrir "un meilleur accès aux marchés", plus particulièrement pour les produits des pays touchés par le problème de la drogue. Rien dans les textes de l'ONU ne permet de penser que cela devrait se faire dans le cadre de "négociations commerciales multilatérales" ou pour des produits qui présentent un intérêt à l'exportation pour tous les pays en développement en général.

54. Comme on l'a déjà dit, offrir le même accès à tous les pays en développement ne serait pas efficace pour atteindre l'objectif qui est d'offrir "un accès aux marchés accru" aux pays en développement touchés par le problème de la drogue. L'Inde n'a jamais abordé cet argument. En fait, les allégations de l'Inde relatives au détournement des échanges reviennent à reconnaître qu'il serait moins efficace d'offrir les mêmes préférences à tous les pays en développement pour soutenir la mise en place d'activités de substitution dans les pays bénéficiaires.

55. Il est également incorrect de dire que le préambule de l'Accord sur l'agriculture "prévoit" des "négociations commerciales multilatérales dans des secteurs qui présentent à l'exportation un intérêt pour les pays en développement". L'Accord sur l'agriculture prévoit plutôt que "dans la mise en œuvre de leurs engagements en matière d'accès aux marchés" les pays développés Membres prévoiront une "amélioration plus marquée des … modalités d'accès pour les produits agricoles présentant un intérêt particulier pour … la diversification de la production en remplacement des cultures de plantes narcotiques illicites". Cela suppose la reconnaissance expresse par les Membres de l'OMC du fait que les pays touchés par le problème de la drogue ont des besoins particuliers, différents de ceux des autres pays en développement.

Question n° 22

56. L'Inde n'apporte aucun élément de preuve ("fondement empirique") et ne cite aucune autorité à l'appui de son affirmation d'après laquelle l'assistance financière suffirait à elle seule à soutenir des activités économiques de substitution viables à terme dans les pays affectés par la drogue.

57. La position de l'Inde selon laquelle l'assistance financière est une réponse "suffisante" au problème de la drogue va à l'encontre des politiques antidrogues internationales solidement établies, telles que traduites dans les résolutions de l'ONU citées par les CE, qui exhortent à fournir un accès aux marchés élargi aux produits des pays touchés par le problème de la drogue. Dans ces résolutions, l'assistance financière et l'amélioration de l'accès aux marchés sont des mesures complémentaires, et non des solutions se substituant l'une à l'autre, pour faire face au problème de la drogue.

58. De plus, la position de l'Inde voulant que l'assistance financière soit aussi efficace que les préférences commerciales est également contraire aux vues traditionnelles des pays en développement qui, depuis les années 60, ont constamment demandé que l'aide soit remplacée par le commerce. En l'acceptant, on priverait la Clause d'habilitation et, plus généralement, toutes les dispositions relatives au traitement spécial et différencié de l'Accord sur l'OMC de leur raison d'être. Si l'Inde avait raison, on ne voyait pas pourquoi les pays développés devraient continuer à accorder des préférences tarifaires aux pays en développement. Ils pourraient supprimer ni plus ni moins leurs schémas SGP et les remplacer par une assistance financière ciblée. Cela aurait pour avantage supplémentaire de permettre aux pays développés de répondre de manière plus spécifique aux besoins de chaque pays en développement et d'éviter les problèmes qui résultent de la monopolisation des préférences commerciales par quelques pays en développement compétitifs. Les CE doutent beaucoup que la position exprimée en l'espèce traduise les vues bien pensées de l'Inde, qui est à la fois l'un des principaux bénéficiaires de tous les schémas SGP et le chef de file des partisans du renforcement du traitement spécial et différencié.

59. En outre, si l'assistance financière était aussi efficace que les préférences commerciales pour promouvoir les exportations (ce que l'Inde définit comme "une assistance financière indirecte"), il en découlerait qu'elle serait également tout aussi restrictive pour le commerce. De ce fait, elle pourrait être incompatible avec les dispositions de la Partie IV de l'Accord SMC. De même, il semble que, pour être aussi efficace que les préférences commerciales pour promouvoir les exportations, l'aide financière devrait être, *de jure* ou *de facto*, subordonnée aux exportations, ce qui serait interdit par principe aux termes de l'article 3 par l'Accord SMC.[13] Ainsi, on ne voit guère comment, comme l'a suggéré l'Inde, le fait pour les CE d'accorder une aide financière et non des préférences commerciales serait en fin de compte moins restrictif pour le commerce et moins incompatible avec les règles de l'OMC que le régime concernant les drogues.

60. Enfin, il n'est tout simplement pas vrai de dire que le régime concernant les drogues "ne coûte rien" aux CE. Voir à ce sujet la réponse donnée par les CE à la question n° 16 que leur a posée le Groupe spécial.

Question n° 23

61. Le fait évident que les recommandations de l'ONU citées par les CE ne sont pas "juridiquement contraignantes" ou qu'elles ne font pas partie des "accords visés" n'est pas pertinent. Les CE ne soutiennent pas que, en droit, les recommandations de l'ONU dérogent aux obligations contractées dans le cadre de l'OMC, ou qu'elles l'emportent sur ces dernières.

[13] De toute évidence, il serait impossible pour les autorités des CE d'administrer à elles seules un programme qui accorderait des subventions à des personnes physiques de pays affectés par la drogue souhaitant exercer des activités d'exportation vers les CE. Les CE devraient par contre mettre les fonds à la disposition des autorités du pays affecté par la drogue, lequel accorderait ensuite les subventions. Ainsi, la question controversée de savoir si l'*Accord SMC* pourrait être applicable aux subventions étrangères ne se poserait pas dans la pratique.

62. En revanche, la position des CE est que le fait pour les Nations Unies d'avoir "exhorté" leurs membres à accroître l'accès à leurs marchés pour répondre au problème de la drogue constitue un élément de preuve montrant, en fait, que cette action est "nécessaire" aux fins de l'article XX b).

63. Les groupes spéciaux de l'OMC ne peuvent prendre à la légère l'affirmation voulant que les résolutions de l'ONU, et en particulier les résolutions de l'Assemblée générale, sont, pour reprendre les termes de l'Inde, dépourvues de "fondement empirique". L'Inde n'a fourni aucun élément de preuve pour étayer son affirmation d'après laquelle les résolutions de l'ONU sont "empiriquement" sans objet. Le Groupe spécial devrait par conséquent accepter les vues incontestablement bien informées des Nations Unies d'après lesquelles accroître l'accès aux marchés est effectivement une réponse nécessaire au problème de la drogue.

64. L'Inde soutient en outre que les Nations Unies n'auraient pas pu recommander une mesure qui est interdite par l'Accord sur l'OMC. Toutefois, là encore, il s'agit d'un raisonnement purement circulaire. Cette affirmation de l'Inde anticipe la conclusion à laquelle aboutira le Groupe spécial en l'espèce. La question dont est saisi le Groupe spécial est précisément de savoir si l'action recommandée par les Nations Unies est "interdite" d'une quelconque manière par l'Accord sur l'OMC.

Question n° 24

65. L'Inde affirme de manière tout à fait étonnante qu'un traitement préférentiel qui est discriminatoire entre les pays en développement "n'est pas du tout avantageux". Les CE se demandent comment cette affirmation est conciliable avec l'allégation de l'Inde ci-après

> Les préférences tarifaires relevant du régime concernant les drogues sont avantageuses pour certains pays en développement et préjudiciables pour d'autres et, par conséquent, sont incompatibles avec le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation.[14]

66. De manière plus fondamentale, pourquoi l'Accord sur l'OMC devrait–il se préoccuper d'une différenciation entre les pays en développement qui n'apporte aucun avantage? Même si une telle différenciation était interdite, il faudrait conclure qu'elle n'entraîne aucune annulation ou réduction d'avantages.

67. Les CE relèvent également la contradiction manifeste entre les affirmations suivantes de l'Inde

> Un investisseur n'investira pas nécessairement dans un pays en développement bénéficiant de préférences tarifaires discriminatoires ... parce que ces préférences pourraient être retirées à tout moment.

et les allégations répétées (mais non étayées) du Paraguay ci-dessous

> Du fait des préférences tarifaires discriminatoires relevant du régime concernant les drogues, il y a également eu un "détournement des investissements". La proximité entre le Paraguay et certains des pays bénéficiaires incite à déplacer les investissements entre le Paraguay

[14] Première communication de l'Inde, paragraphe 62.

> et ces pays. De plus, les flux internationaux d'investissement dans les secteurs bénéficiant du régime concernant les drogues sont détournés du Paraguay.[15]

68. Là encore, les CE se demandent si les intérêts du Paraguay et de l'Inde sont en fait les mêmes en l'espèce.

[15] Communication du Paraguay en tant que tierce partie, paragraphe 25.

ANNEXE C

Tierces parties

Observations		Page
Annexe C-1	Réponses données collectivement par la Communauté andine aux questions du Groupe spécial et de l'Inde après la première réunion du Groupe spécial	C-2
Annexe C-2	Réponses données séparément par les membres de la Communauté andine aux questions du Groupe spécial et de l'Inde après la première réunion du Groupe spécial	C-10
Annexe C-3	Réponse du Brésil aux questions de l'Inde après la première réunion du Groupe spécial	C-15
Annexe C-4	Réponses du Costa Rica aux questions du Groupe spécial et de l'Inde après la première réunion du Groupe spécial	C-16
Annexe C-4	Réponses d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua aux questions du Groupe spécial après la première réunion du Groupe spécial	C-22
Annexe C-5	Réponses du Panama aux questions du Groupe spécial et de l'Inde après la première réunion du Groupe spécial	C-23
Annexe C-6	Réponses du Paraguay aux questions du Groupe spécial et de l'Inde après la première réunion du Groupe spécial	C-30
Annexe C-7	Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial et de l'Inde après la première réunion du Groupe spécial	C-44

ANNEXE C-1

Réponses données collectivement par la Communauté andine aux questions du Groupe spécial et de l'Inde après la première réunion du Groupe spécial

QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL AUX TIERCES PARTIES

À toutes les tierces parties

Fonction juridique

1. En prenant pour hypothèse que la Clause d'habilitation n'est pas une dérogation, est-elle une exception ou un droit "autonome"? Dans l'un et l'autre cas, quelles conséquences juridiques différentes découlent du fait de considérer la Clause d'habilitation comme une exception ou comme un droit autonome? Existe-t-il d'autres conséquences juridiques que l'attribution de la charge de la preuve?

Nous considérons la Clause d'habilitation comme un droit autonome. Ainsi que nous l'avons indiqué dans nos communications, la Clause d'habilitation établit un régime "indépendant".[1] La Clause d'habilitation ne prévoit pas simplement une exception limitée à l'article I:1 du GATT, elle établit d'une manière affirmative comment les pays développés doivent aider les pays en développement.

Le fait de considérer la Clause d'habilitation comme une exception ou un droit autonome a des conséquences juridiques. À l'évidence, une conséquence immédiate et importante de cette qualification porte, en l'espèce, sur la charge de la preuve. Étant donné que la Clause d'habilitation est un droit autonome des CE, c'est à l'Inde qu'incombe la charge de prouver que le régime concernant les drogues constitue une violation de ce droit. L'Inde doit apporter cette preuve avant que n'incombe aux CE la charge de justifier l'exercice de ce droit. Or, l'Inde ne s'est pas acquittée de cette obligation. Et si en fin de compte le Groupe spécial n'est pas convaincu, le doute doit profiter aux CE plutôt qu'à l'Inde. Sur cette seule base, les CE devraient l'emporter.

La charge de la preuve n'est pas seulement liée à la qualification de la Clause d'habilitation comme une exception ou un droit autonome. Les exceptions sont normalement sujettes à une interprétation stricte ou étroite, car elles constituent une dérogation à une obligation. La Clause d'habilitation n'est pas une exception et, par conséquent, comme l'Organe d'appel l'a indiqué dans l'affaire *Hormones*[2], il n'y a pas lieu de l'interpréter de manière "plus stricte" ou "plus étroite" que ne le justifierait l'examen du sens ordinaire de ses termes considérés dans leur contexte et à la lumière de l'objet et du but de cette clause.

Les termes de la Clause d'habilitation, considérés dans leur contexte et à la lumière de l'objet et du but de la Clause, ne justifient pas une interprétation restrictive. La Clause d'habilitation a un but foncièrement différent de celui d'une exception comme celle énoncée dans l'article XX du GATT. Dans le cas de l'article XX, les CE dérogeraient aux règles du GATT dans leur propre intérêt, alors qu'avec la Clause d'habilitation le but est altruiste – la Clause d'habilitation permet aux pays développés d'aider d'autres pays. Lorsqu'un pays agit ainsi, comme les CE l'ont fait avec le régime concernant les drogues, il n'est pas nécessaire d'examiner les mesures adoptées avec une attention particulière.

[1] Voir les paragraphes 33 à 45 des communications de la Communauté andine en tant que tierce partie du 30 avril 2003.

[2] WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R, paragraphe 104.

2. Comment établir qu'une disposition juridique confère un "droit autonome" ou fournit un "moyen de défense affirmatif"?

Il faut commencer par regarder le texte de la disposition en question pour déterminer si elle confère un "droit autonome" ou fournit un "moyen de défense affirmatif". Comme nous l'avons expliqué dans nos communications, l'examen du texte de la Clause d'habilitation conduit à la conclusion que cette clause crée "un droit autonome".[3]

En outre, comme nous l'avons dit dans nos communications, le rôle central joué par la Clause d'habilitation dans le cadre du régime plus large et en cours d'évolution du GATT/de l'OMC en faveur des pays en développement amène aussi à conclure que cette clause confère un "droit autonome".[4]

"Sans ... discrimination"

3. Prenez pour hypothèse que la Clause d'habilitation confère un droit autonome, à part entière, et que le Groupe spécial doive l'examiner pour en interpréter les dispositions. Pouvez-vous indiquer où, dans la Clause d'habilitation, le Groupe spécial trouverait le contexte permettant d'interpréter l'expression "sans … discrimination"? Ce contexte donne-t-il des indications contextuelles suffisantes pour interpréter cette formule? Le Groupe spécial devrait-il également chercher des indications contextuelles ailleurs que dans la Clause d'habilitation? Dans l'affirmative, dans quels accords et dans quelles dispositions particulières de ces derniers, et pourquoi dans ces dispositions en particulier et pas dans d'autres?

Étant donné que la "Clause d'habilitation" constitue un régime indépendant, il est exact que le Groupe spécial devrait tout d'abord examiner les termes de celle-ci, considérés dans leur contexte à la lumière de l'objet et du but de la Clause, pour pouvoir l'interpréter. Mais une partie du contexte de l'objet et du but de la Clause d'habilitation est constituée par le rôle central qu'elle joue dans le cadre du régime plus large et en cours d'évolution du GATT/de l'OMC en faveur des pays en développement. Dans son interprétation de l'expression "sans ... discrimination", le Groupe spécial doit veiller à assurer que cette interprétation permette à la Clause d'habilitation "d'habiliter" ce qu'elle est censée "habiliter".

Pour ce faire, le Groupe spécial doit examiner la Clause d'habilitation dans son ensemble, en tenant dûment compte de son rôle central dans le cadre du régime plus large et en cours d'évolution du GATT/de l'OMC en faveur des pays en développement. Dans la Clause d'habilitation, nous voudrions attirer l'attention sur les paragraphes 1, 2 a), 3 a) et c) et 5 que nous considérons comme particulièrement pertinents.

Nous pensons que le Groupe spécial, conscient du rôle central que la Clause d'habilitation est censée jouer, dispose d'un contexte suffisant pour interpréter l'expression "sans ... discrimination". Nous estimons donc qu'il n'est pas nécessaire que le Groupe spécial recherche des indications contextuelles ailleurs que dans la Clause d'habilitation.

Nous sommes du reste sceptiques quant à l'opportunité d'une telle démarche. L'expression "sans ... discrimination" apparaît dans d'autres textes de l'OMC, mais dans le cadre de dispositions adoptées dans des contextes différents et avec un objet et un but différents – et où par conséquent l'expression "sans ... discrimination" doit être interprétée de manière différente. En particulier, il ne serait pas approprié que le Groupe spécial se laisse guider par l'interprétation de l'article premier, car le concept de non-discrimination n'est pas le même que celui du traitement de la nation la plus

[3] Voir les paragraphes 33 à 45 des communications de la Communauté andine en tant que tierce partie du 30 avril 2003.

[4] Voir les paragraphes 20 à 32 des communications de la Communauté andine en tant que tierce partie du 30 avril 2003.

favorisée.[5] De même, il ne serait pas approprié que le Groupe spécial se réfère à l'interprétation de cette expression dans le cadre d'une exception comme celle qui est énoncée à l'article XX.

4. Le contexte de l'expression "sans ... discrimination", à la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation, inclut-il les articles I:1, III:4, X, XIII, XVII et XX du GATT de 1994, ainsi que l'article XVII de l'AGCS? Expliquez pourquoi.

Comme nous l'avons expliqué plus haut, nous ne pensons pas que cela soit le cas. Le contexte de l'expression "sans ... discrimination" utilisée dans la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation se trouve dans la clause elle-même.

Le contexte des articles I:1, III:4, X, XIII, XVII et XX du GATT de 1994 et de l'article XVII de l'AGCS est différent. L'objet et le but de ces dispositions sont également différents.

Paragraphe 3 c)

5. Veuillez donner votre avis sur les questions ci-après concernant le sens de la Clause d'habilitation, sur la base du paragraphe 9 de la déclaration orale du Paraguay. Est-il correct de dire que, au titre de la Clause d'habilitation, les pays développés ne sont pas tenus d'accorder des préférences tarifaires? Est-il également correct de dire que toute préférence accordée ne vise que les produits et les pays en développement spécifiquement choisis par le pays développé? Les pays développés sont-ils libres d'exclure des pays en développement des bénéficiaires de leurs schémas SGP en vertu du principe de la gradation?

Il est correct de dire qu'au titre de la Clause d'habilitation les pays développés ne sont pas tenus d'accorder des préférences tarifaires. Ils peuvent aussi décider unilatéralement quels produits et quels pays seront couverts par ces préférences.

S'ils accordent des préférences, ils doivent respecter les dispositions de la Clause d'habilitation; les préférences doivent être "généralisées" et "sans ... discrimination". Ainsi que nous l'avons expliqué dans nos communications, le régime concernant les drogues respecte les prescriptions de la Clause d'habilitation.

6. Les besoins du développement des pays en développement sont souvent différents. Prenez, par exemple, l'Indonésie, les Philippines, le Maroc, le Brésil et le Paraguay, qui ont chacun des besoins différents en matière de développement. Si nous acceptons l'argument de la Communauté andine voulant qu'il soit possible de sélectionner certains pays bénéficiaires en fonction de critères donnés (paragraphe 6 de la Déclaration conjointe de la Communauté andine), la conséquence logique d'un tel argument ne serait-elle pas que tout pays développé pourrait établir un schéma spécial de préférences tarifaires SGP pour chacun des pays en développement afin de répondre aux besoins particuliers du développement de ces derniers? S'agit-il là d'une lecture correcte du paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation? Pour quelles raisons? Si vous ne le pensez pas, jusqu'où peut-on aller pour qu'une interprétation du paragraphe 3 c) soit correcte?

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, si les pays développés peuvent décider unilatéralement quels produits et quels pays seront couverts par leurs schémas SGP, ils doivent ce faisant respecter les dispositions de la Clause d'habilitation; ces schémas doivent être "généralisés" et "sans ... discrimination". [Notez qu'il faut utiliser là un point virgule et non une virgule.] Un régime conçu pour un pays en particulier peut très bien aller à l'encontre des dispositions de la Clause d'habilitation, replacée dans le contexte de son objet et de son but.

[5] Voir le paragraphe 40 des communications de la Communauté andine en tant que tierce partie du 30 avril 2003, déclaration orale du 15 mai 2003, paragraphe 3.

Dans la Clause d'habilitation, l'expression "sans ... discrimination" doit être interprétée en tenant compte de l'objectif du "traitement spécial et différencié". La prescription selon laquelle les préférences doivent être "généralisées" signifie qu'à la différence des préférences "spéciales" traditionnellement accordées à certains pays ou groupes de pays principalement pour des raisons historiques ou géographiques les préférences doivent être "généralisées" à l'ensemble des pays en développement ayant des besoins similaires en matière de développement.

Toutefois, il n'est pas possible, nécessaire ou même approprié que le Groupe spécial examine chaque "hypothèse" envisageable pour parvenir à sa décision. Ce qui est demandé à ce Groupe spécial, c'est de dire si le régime concernant les drogues constitue une violation de la Clause d'habilitation.

L'application concrète de la Clause d'habilitation à laquelle nous avons affaire ne constitue pas une violation de cette clause. Ainsi que nous l'avons expliqué dans nos communications, le régime concernant les drogues respecte la Clause d'habilitation dans son ensemble et en particulier son paragraphe 3, car il prend dûment en compte un problème de développement – la drogue – qui est reconnu sur le plan international[6], et fournit, par le type d'élargissement de l'accès aux marchés qu'il procure, un moyen efficace de répondre aux besoins particuliers du développement de pays affectés par la production et le trafic de drogue.[7] En outre, les pays qui bénéficient du régime concernant les drogues ont été correctement sélectionnés. Cela n'est pas contesté par l'Inde qui ne soutient du reste pas qu'elle connaît des problèmes de drogue similaires qui feraient qu'elle a été exclue de manière discriminatoire du bénéfice de ce régime.

7. Les pays développés ont-ils la liberté d'exclure des pays en développement bénéficiaires d'un schéma SGP en vertu du principe de la gradation? Dans l'affirmative, en application de quel paragraphe de la Clause d'habilitation? Veuillez préciser.

Nous croyons comprendre que le Groupe spécial n'est pas saisi de la question de la gradation.

8. Le mot "et", au paragraphe 3 c), signifie-t-il "ou"? En d'autres termes, signifie-t-il que les "besoins du développement, des finances et du commerce" doivent être envisagés de manière globale ou qu'ils doivent l'être séparément?

Nous ne préconiserions pas d'interpréter le mot "et" au paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation comme étant synonyme de "ou". Les besoins du développement, des finances et du commerce doivent être pris en compte conjointement, mais, eu égard au contexte et à l'objectif de la Clause d'habilitation, qui vise spécifiquement à favoriser le développement, ce mot prend un relief particulier.

9. Le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation mentionne les "parties contractantes développées" et les "pays en voie de développement". Étant donné qu'il est communément admis que les pays développés peuvent décider individuellement s'ils souhaitent ou non accorder le traitement SGP, est-il également possible d'interpréter "pays en voie de développement", au paragraphe 3 c), comme s'entendant de *chacun* des pays en développement?

Comme nous l'avons dit plus haut, les pays développés peuvent décider unilatéralement quels sont les produits et les pays qui seront couverts par leurs schémas SGP, mais ils doivent ce faisant respecter les dispositions de la Clause d'habilitation; c'est-à-dire que ces schémas doivent être

[6] Voir les paragraphes 62 et 63 des communications de la Communauté andine en tant que tierce partie du 30 avril 2003.

[7] Voir les paragraphes 64 à 66 des communications de la Communauté andine en tant que tierce partie du 30 avril 2003.

généralisés et sans discrimination. Il existe effectivement un parallèle intéressant dans le texte. Si l'une des expressions peut s'interpréter au singulier, peut-être est-ce également possible pour l'autre. Toutefois, un régime conçu pour un pays en développement en particulier pourrait très bien aller à l'encontre des dispositions de la Clause d'habilitation, replacée dans le contexte de son objet et de son but. Mais il faudrait examiner ce cas de figure concrètement plutôt que de manière hypothétique.

10. Dans la mesure où le régime concernant les drogues ne répond qu'aux besoins du développement liés à la production et au trafic de drogue, mais ne répond pas aux besoins du développement résultant d'autres problèmes, par exemple la pauvreté, un faible PNB par habitant, la malnutrition, l'analphabétisme et les catastrophes naturelles, comment ce programme des CE satisfait-il à la prescription de "non-discrimination" qui figure à la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation? Veuillez préciser.

Rien dans la Clause d'habilitation n'exige que les pays développés répondent à tous les besoins du développement ou à tel ou tel de ces besoins en particulier lorsqu'ils établissent leurs programmes SGP.

En fait, on pourrait très bien arguer qu'il est "préférable" d'identifier un besoin concret du développement et d'y répondre plutôt que d'essayer de s'attaquer à l'ensemble des problèmes de développement.

Le paragraphe 3 c) n'exige pas que chaque préférence particulière réponde en même temps aux besoins particuliers de chacun des pays en développement.

Généralités

11. Prière d'indiquer si vous considérez ou non que le régime concernant les drogues doit être couvert par une dérogation. Veuillez expliquer.

Non. Voir notre réponse à la question n° 9 ci-après.

<u>À la Communauté andine</u>

1. Au paragraphe 2 de la déclaration orale de la Communauté andine, il est dit que:

> **"Mon point de départ, comme vous avez déjà pu le lire et l'entendre, est que la Clause d'habilitation constitue un régime indépendant. Il ne s'agit pas seulement d'une exception au principe NPF du GATT."**

Veuillez indiquer sur quel raisonnement vous vous fondez pour dire que la Clause d'habilitation n'est pas une exception mais un régime autonome. Quelles sont les implications de cette disposition selon qu'on la considère comme une exception ou comme un régime indépendant?

Veuillez vous reporter à nos réponses aux questions n° 1 et 2 ci-dessus.

2. En prenant pour hypothèse que la Clause d'habilitation n'est pas une dérogation, est-elle une exception ou un droit "autonome"? Dans l'un et l'autre cas, quelles conséquences juridiques différentes découlent du fait de considérer la Clause d'habilitation comme une exception ou comme un droit autonome? Existe-t-il d'autres conséquences juridiques que l'attribution de la charge de la preuve?

Veuillez vous reporter à nos réponses aux questions n° 1 et 2 ci-dessus.

3. Comment établir qu'une disposition juridique confère un "droit autonome" ou fournit un "moyen de défense affirmatif"?

Veuillez vous reporter à notre réponse à la question n° 2 ci-dessus.

4. Pour déterminer la fonction juridique de la Clause d'habilitation, est-ce utile de se référer aux exceptions énoncées aux articles XX, XXI et XXIV du GATT de 1994? Veuillez préciser.

Comme nous l'avons expliqué plus haut, la Clause d'habilitation n'est ni une exception ni une dérogation, mais un droit autonome. En conséquence, nous sommes sceptiques quant à l'utilité et à l'opportunité de se référer aux articles XX, XXI et XXIV du GATT de 1994, qui sont des exceptions. Les termes de ces articles doivent être interprétés à la lumière de leur contexte, de leur objet et de leur but particuliers, lesquels sont fondamentalement différents de ceux de la Clause d'habilitation.

5. Les articles XX et XXI du GATT de 1994 disposent que "rien dans le (aucune disposition du) présent Accord ne sera interprété(e) comme empêchant ..." et l'article XXIV:3 du même instrument dispose que "[l]es dispositions du présent Accord ne devront pas être interprétées comme faisant obstacle ...", et le premier paragraphe de la Clause d'habilitation que "[n]onobstant les dispositions de l'article premier de l'Accord général, les parties contractantes peuvent ...". Estimez-vous que les articles XX, XXI et XXIV du GATT de 1994 sont ou ne sont pas des exceptions/"moyens de défense affirmatifs"? Compte tenu des similitudes/dissimilitudes entre ces libellés, pensez-vous que la Clause d'habilitation prévoit une exception/un "moyen de défense affirmatif" ou un "droit autonome"? Pour quelles raisons? Veuillez expliquer.

Voir nos réponses aux questions n° 1 et 2 ci-dessus, dans lesquelles nous expliquons pourquoi nous considérons que la Clause d'habilitation confère un droit autonome.

Les articles XX, XXI et XXIV:3 du GATT constituent des moyens de défense affirmatifs. Ainsi que nous l'avons déjà dit, nous sommes sceptiques quant à l'utilité de se référer à d'autres dispositions, car chacune d'elles est libellée dans des termes différents, s'inscrit dans un contexte différent et a un objet et un but différents. Cela est encore plus vrai s'agissant de dispositions comme celles-là qui sont des justifications pour s'écarter des règles générales de l'OMC dans le propre intérêt du pays considéré, à la différence de la Clause d'habilitation qui a pour but de permettre aux États de prendre des mesures au profit d'autres États en développement.

6. Prenez pour hypothèse que la Clause d'habilitation confère un droit autonome, à part entière, et que le Groupe spécial doive l'examiner pour en interpréter les dispositions. Pouvez-vous indiquer où, dans la Clause d'habilitation, le Groupe spécial trouverait le contexte permettant d'interpréter l'expression "sans … discrimination" qui figure dans la note de bas de page 3? Ce contexte donne-t-il des indications contextuelles suffisantes pour interpréter cette expression? Le Groupe spécial devrait-il également chercher des indications contextuelles ailleurs que dans la Clause d'habilitation? Dans l'affirmative, dans quels accords et dans quelles dispositions particulières de ces derniers, et pourquoi dans ces dispositions en particulier et pas dans d'autres?

Veuillez vous reporter à notre réponse aux questions n° 3 et 4 ci-dessus.

7. Pour ce qui est du préambule de l'Accord sur l'agriculture, qui indique que les pays développés Membres sont convenus de tenir pleinement compte des besoins et de la situation particuliers des pays en développement Membres, y compris par la "diversification de la production en remplacement des cultures de plantes narcotiques illicites", la Communauté

andine estime-t-elle que cet engagement concernant l'accès aux marchés est applicable seulement à l'Accord sur l'agriculture ou aussi à la Clause d'habilitation?

Nous pensons que la Clause d'habilitation est un régime indépendant qui doit être examiné séparément. Nous voudrions aussi souligner que "la diversification de la production en remplacement des cultures de plantes narcotiques illicites" a été spécifiquement liée aux dispositions de l'Accord sur l'agriculture concernant le traitement spécial et différencié. Mais d'un autre côté le fait que la question de l'accroissement des cultures illicites de plantes narcotiques ait été mentionnée en d'autres occasions au sein de l'OMC souligne l'importance de ce problème et la légitimité des efforts entrepris par les CE pour y remédier.

8. La Clause d'habilitation faisait-elle partie des résultats de l'équilibre global entre les engagements pris et les concessions faites au cours des négociations du Tokyo Round? Si tel est le cas, cela a-t-il une incidence sur l'interprétation de cette clause?

La Clause d'habilitation faisait certainement partie de l'équilibre entre les **engagements pris** et les concessions faites par les pays en développement au cours du Tokyo Round, et, ce qui est plus important encore, elle faisait partie de l'ensemble des résultats issus des négociations du Cycle d'Uruguay et demeure partie intégrante du Cycle du développement de Doha.[8]

9. "L'aide-mémoire de la réunion conjointe d'évaluation technique Communauté andine-Commission européenne sur l'utilisation rentable du SGP andin" mentionne que "la Communauté andine a souligné la nécessité, pour les CE, d'obtenir une dérogation pour continuer à accorder des préférences dans le cadre du régime concernant les drogues face aux pressions exercées par d'autres pays qui considèrent qu'ils sont affectés par ce régime" (pièce n° 3 de l'Inde). Est-ce là la position officielle de la Communauté andine? Dans l'affirmative, pourquoi est-il nécessaire que les CE obtiennent une dérogation pour leur régime concernant les drogues?

"L'aide-mémoire de la réunion conjointe d'évaluation technique Communauté andine-Commission européenne sur l'utilisation rentable du SGP andin" n'est pas un document officiel. Il s'agit simplement d'un résumé sur les futurs cadres possibles des relations Communauté andine-CE établi par le groupe d'experts techniques dans le contexte du dialogue politique. De par sa nature même, il n'a donc aucun effet juridique contraignant et ne peut pas être considéré comme une prise de position des pays andins.

[8] Voir la réaffirmation de la Clause d'habilitation dans la Décision de Doha sur la mise en œuvre, paragraphe 12.2.

QUESTIONS DE L'INDE AUX TIERCES PARTIES

À toutes les tierces parties

1. Les tierces parties appuient-elles l'affirmation des CE selon laquelle le régime concernant les drogues est justifié au titre de l'article XX b) du GATT?

(Cette question est posée à la Bolivie, au Brésil, à la Colombie, au Costa Rica, à Cuba, à l'Équateur, aux États-Unis d'Amérique, à El Salvador, au Guatemala, au Honduras, à Maurice, au Nicaragua, au Pakistan, au Panama, au Paraguay, au Pérou, à Sri Lanka et au Venezuela.)

En tant que tierces parties, les pays andins considèrent qu'ils n'ont pas besoin de s'étendre sur un argument des CE qui ne faisait pas partie de leur communication écrite ni de leur déclaration orale.

ANNEXE C-2

Réponses données séparément par les membres de la Communauté andine
aux questions du Groupe spécial et de l'Inde après
la première réunion du Groupe spécial

QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL À L'ÉQUATEUR

1. Sous quelle forme et dans quelle mesure les "engagements politiques et moraux contraignants découlant de la coresponsabilité internationale qui incombe à tous les États", mentionnés au paragraphe 12 de la Déclaration orale de l'Équateur, influent-ils sur le régime juridique de l'OMC?

L'article 3:2 du Mémorandum d'accord de l'OMC sur le règlement des différends indique que "[l]es Membres reconnaissent que [le système de règlement des différends de l'OMC] a pour objet de préserver les droits et obligations résultant pour des Membres des accords visés, et de clarifier les dispositions existantes de ces accords conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public".

Le paragraphe 3 de l'article 31 de la Convention de Vienne sur le droit des traités de 1969 (règles générales d'interprétation) dispose qu'"[i]l sera tenu compte, en même temps que du contexte ... c) de toutes règles pertinentes de droit international applicables dans des relations entre les parties".

Les décisions et résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui procèdent du droit international, contiennent des obligations réelles qui incombent aux États et aux autres sujets du droit international et permettent plus facilement de trancher sur le fond, par exemple pour ce qui est de savoir ce que les sujets de droit international peuvent ou ne peuvent pas faire dans le domaine des relations internationales. De plus, ces décisions et résolutions servent de point de départ pour l'élaboration et le développement du droit international public.

La production et le trafic de stupéfiants étant devenus un problème mondial, l'ONU a réaffirmé la nécessité de favoriser la coopération internationale pour lutter contre ce fléau. Le principe de coresponsabilité figurant dans les résolutions de l'ONU et dans les conventions internationales sur la question consiste essentiellement à souligner le fait que les États s'emploient à travailler ensemble pour lutter contre ce phénomène. Ces résolutions de l'ONU ont été incorporées ultérieurement à la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988, à laquelle l'Équateur, l'Inde et les États membres de l'Union européenne sont parties, ce qui les contraint à assumer une **obligation juridique** à cet égard. Le principe de la coopération internationale dans ce domaine est donc manifestement consacré dans une convention internationalement reconnue ainsi que dans des résolutions de l'ONU, et réaffirmé par la pratique des États, conformément à la législation pertinente.

De par les mécanismes qu'il met en place, le régime SGP concernant les drogues est bien un exemple de coopération internationale. Dans le cadre du régime juridique de l'OMC, c'est la Clause d'habilitation qui fournit le cadre de cette coopération internationale, qui en l'espèce est également l'expression d'un traitement spécial et différencié.

Il est donc possible de conclure qu'il existe des règles contraignantes dans ce domaine. En outre, il serait faux d'imaginer que l'Organisation mondiale du commerce peut rester insensible aux nombreux critères établis par la communauté internationale en la matière.

L'Équateur estime que le respect des obligations commerciales ne peut en aucun cas réduire les obligations politiques ou autres auxquelles les États ont librement souscrit.

QUESTIONS POSÉES PAR L'INDE AUX TIERCES PARTIES

Colombie

2. Le 28 décembre 1987, les États-Unis ont notifié officiellement au Chili son retrait du schéma SGP des États-Unis au motif qu'il n'avait pas pris des mesures octroyant à ses travailleurs des droits internationalement reconnus. Le Chili a porté la question devant le Conseil du GATT et a affirmé que cette mesure violait la Dérogation de 1971 et la Clause d'habilitation car elle était contraire à l'exigence selon laquelle le système doit être instauré "sans ... discrimination" car "... une fois qu'une partie contractante développée a choisi unilatéralement de mettre en œuvre un schéma SGP, elle ne peut pas l'appliquer à certains pays en développement et non à d'autres". Les États-Unis ont rétorqué que cette mesure n'était pas discriminatoire car "le même critère est appliqué à tous les pays et est mis en œuvre d'une manière non discriminatoire".

On trouve dans le compte rendu de la réunion du Conseil du GATT tenue le 2 février 1988 la déclaration suivante:

> **"Le représentant de la Colombie a fait savoir que sa délégation était profondément préoccupée par la mesure décidée par les États-Unis et en particulier par les raisons invoquées par ce pays."**

Cette déclaration signifie que la Colombie souscrivait à l'interprétation faite par le Chili de l'expression "sans … discrimination". Est-ce toujours l'avis de la Colombie?

Il est important de préciser que la déclaration du représentant de la Colombie ne mentionne pas une seule fois l'interprétation faite par le Chili de la portée de l'expression "sans... discrimination". Elle fait uniquement référence à la mesure décidée par les États-Unis.

De plus, nous croyons comprendre, d'après le paragraphe 21 de sa communication écrite, que l'Inde a renoncé à utiliser la compatibilité du lien établi entre le respect des normes environnementales et du travail et les engagements multilatéraux comme l'argument juridique dans le présent différend.

Par conséquent, et dans la mesure où la déclaration de la Colombie était liée à un retrait de préférences pour des raisons relatives aux normes du travail, nous ne pensons pas qu'il soit pertinent de citer notre avis dans le cadre du présent différend.

Quoi qu'il en soit, nous signalons que, selon M. Frieder Roessler, qui a écrit en 1996 un chapitre de l'ouvrage "FAIR TRADE AND HARMONIZATION, PREREQUISITES FOR FREE TRADE?"[1] intitulé "Diverging Domestic Policies and Multilateral Trade Integration", évoque en ces termes la situation entre les États-Unis et le Chili:

> *Les Membres de l'OMC ont le droit d'octroyer des préférences tarifaires aux pays en développement conformément au Système généralisé de préférences (SGP). Les préférences du SGP sont octroyées de manière autonome et* ***peuvent donc être retirées partiellement ou en totalité à tout moment****. Cela a amené certaines parties contractantes à subordonner l'octroi de préférences à la mise en place par les pays exportateurs de politiques n'ayant aucun lien avec le commerce ...*

[1] Chapitre de l'ouvrage FAIR TRADE AND HARMONIZATION, PREREQUISITES FOR FREE TRADE?, Vol. 2, Legal Analysis, édité par Jagdish N. Bhagwati et Robert E. Hudec, MIT Press (1996), Cambridge, Massachusetts, pages 39 et 40.

> *Le Chili, qui s'est vu refuser par les États-Unis l'octroi d'avantages SGP en raison de sa politique du travail, a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis dans le cadre du GATT à ce sujet, alléguant que les mesures des États-Unis n'étaient pas compatibles avec le principe voulant que les avantages SGP soient accordés à tous les pays en développement sans discrimination. Le Chili n'a pas engagé d'action dans le cadre des procédures de règlement des différends du GATT; aucun groupe spécial du GATT ne s'est donc prononcé sur cette allégation. Alors que le fait de subordonner l'octroi d'avantages SGP à des conditions de politique intérieure est discutable,* ***il est incontestable qu'il n'y a aucune obligation d'accorder des avantages SGP. Si le refus d'accorder des avantages SGP en raison du non-respect de certaines conditions n'est pas conforme à certains principes, on peut toujours les contourner en refusant purement et simplement d'accorder des avantages SGP. Sur le plan pratique, il n'y a pas grand chose qu'un bénéficiaire d'un schéma SGP puisse faire pour empêcher un pays donneur de lier l'octroi d'avantages SGP à l'application d'une politique intérieure particulière.*** [pas de caractère gras dans l'original]
>
> (pages 39 et 40)

La Colombie ne pourrait pas faire siennes toutes les affirmations de M. Roessler car, contrairement à lui, nous pensons que la Clause d'habilitation impose aux pays développés certaines restrictions pour la définition de leurs schémas de préférences.

Pérou

1. Le 28 décembre 1987, les États-Unis ont notifié officiellement au Chili son retrait du schéma SGP des États-Unis au motif qu'il n'avait pas pris des mesures octroyant à ses travailleurs des droits internationalement reconnus. Le Chili a porté la question devant le Conseil du GATT et a affirmé que cette mesure violait la Dérogation de 1971 et la Clause d'habilitation car elle était contraire à l'exigence selon laquelle le système doit être instauré "sans ... discrimination" car "... une fois qu'une partie contractante développée a choisi unilatéralement de mettre en œuvre un schéma SGP, elle ne peut pas l'appliquer à certains pays en développement et non à d'autres". Les États-Unis ont rétorqué que cette mesure n'était pas discriminatoire car "le même critère est appliqué à tous les pays et est mis en œuvre d'une manière non discriminatoire".

> **On trouve dans le compte rendu de la réunion du Conseil du GATT qui s'est tenue le 2 février 1988 la déclaration suivante:**
>
> **Le représentant du Pérou a dit que sa délégation était aussi profondément préoccupée. Le SGP ne peut être utilisé pour des raisons politiques, mais doit être fondé sur des décisions du GATT et être non discriminatoire. La délégation péruvienne notait avec satisfaction que les parties intéressées engageraient des consultations.**
>
> **Cette déclaration signifie que le Pérou souscrivait à l'interprétation faite par le Chili de l'expression "sans ... discrimination". Est-ce toujours l'avis du Pérou?**

Le cas dont il s'agit en l'espèce se rapporte à un schéma conçu spécialement pour répondre aux besoins des pays en développement confrontés à de graves problèmes de production et de trafic de stupéfiants. Le problème qui se pose a trait à une situation particulière qui, en raison de ses caractéristiques et de ses effets, ne peut être comparée à d'autres situations et/ou circonstances dans lesquelles des préférences tarifaires peuvent être accordées ou refusées.

S'agissant du principe de non-discrimination, le Pérou réitère les déclarations qu'il a faites aux paragraphes 36, 42 et 44 de la communication conjointe des pays andins.

Venezuela

1. Au paragraphe 40 du compte rendu de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales, qui s'est tenue les 25 et 26 novembre 1997 (WT/TPR/M/30), on peut lire ce qui suit:

> **Le représentant du Venezuela a contesté le lien qui était établi entre le schéma de préférences de l'UE et la lutte contre la drogue ou bien d'autres critères liés à l'environnement ou aux normes du travail.**
>
> **Le Venezuela pourrait-il préciser quelles sont ses préoccupations à cet égard?**

La réponse du Venezuela à la question de l'Inde concernant la déclaration du représentant du Venezuela citée au paragraphe 40 du compte rendu de l'examen de la politique commerciale de l'Union européenne (WT/TPR/M/30) est la suivante:

Nous estimons qu'il est important de rappeler que, aux termes du premier paragraphe de l'Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce, le mécanisme d'examen des politiques commerciales "n'est pas destiné à servir de base ... pour des procédures de règlement des différends". Toutefois, le Venezuela pense qu'il convient d'expliquer que la déclaration faite en 1997 s'inscrivait dans le contexte d'une évaluation du SGP afin d'envisager l'utilisation éventuelle, dans le régime SGP concernant les drogues, d'incitations liées à des critères de normes du travail et de protection de l'environnement. Il s'agissait donc d'un contexte de transition en ce qui concerne ces incitations. Il faut également préciser que, d'après l'Union européenne, les dispositions spéciales en matière d'environnement et de travail étaient entièrement facultatives et n'avaient pas un caractère punitif.

Le Venezuela s'étonne que l'Inde pose cette question, parce que, en indiquant dans sa première communication au Groupe spécial qu'elle avait "informé les CE et le Directeur général de sa décision de limiter la présente plainte aux concessions tarifaires appliquées par les CE dans le cadre du régime concernant les drogues", l'Inde avait exclu du mandat du Groupe spécial tous les arguments juridiques liés aux dispositions en matière d'environnement et de travail.

Équateur

1. Le résumé des discussions de la réunion à haut niveau entre l'Union européenne et la Communauté andine sur les drogues (tenue à Bruxelles le 11 juin 2002) contient la déclaration suivante du représentant de l'Équateur:

> **[I]ncluir en este régimen [regimen especial "droga"] a países de fuera de la región, aleja a la UE del marco conceptual dentro del cual estas preferencias fueron concebidas.** ***(Inclure dans ce régime [régime concernant les drogues] des pays qui n'appartiennent pas à la région éloigne l'UE du cadre conceptuel dans lequel ces préférences ont été conçues.)***

Cette déclaration semble indiquer que, d'après l'Équateur, le régime concernant les drogues doit être limité exclusivement à l'Amérique latine. L'Équateur pourrait-il expliquer comment cette déclaration peut être conciliée avec l'affirmation selon laquelle le régime concernant les drogues s'applique à *tous* les pays en développement particulièrement affectés par le problème de la drogue?

En réponse à cette question, l'Équateur souhaite préciser que la déclaration ci-dessus devrait être replacée dans le contexte d'une réunion politique et commerciale et ne préjuge donc en aucune façon du fondement juridique du système ni de la possibilité pour l'UE d'inclure, sur la base de critères objectifs, d'autres pays bénéficiaires confrontés au problème de la production et du trafic de drogue.

Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou et Venezuela

6. L'aide-mémoire de la réunion conjointe d'évaluation technique Communauté andine-Commission européenne sur l'utilisation rentable du SGP andin mentionne ce qui suit:

> **Dans ce contexte, la Communauté andine a souligné la nécessité, pour les CE, d'obtenir une dérogation pour continuer à accorder des préférences dans le cadre du régime concernant les drogues face aux pressions exercées par d'autres pays qui considèrent qu'ils sont affectés par ce régime.**

La Bolivie, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et le Venezuela pourraient-ils expliquer pourquoi il était nécessaire d'obtenir une dérogation aux obligations incombant aux CE dans le cadre de l'OMC?

La réponse à cette question a été donnée dans la réponse à la question n° 9 du Groupe spécial aux pays andins.

ANNEXE C-3

Réponse du Brésil aux questions de l'Inde après
la première réunion du Groupe spécial

Brésil

1. À la soixante-troisième session du Comité du commerce et du développement, le 19 avril 1988, le représentant du Brésil a dit ce qui suit:

> **"... bien que l'octroi de préférences constitue un acte unilatéral du pays donateur, l'exclusion de pays du SGP était en soi une discrimination et ne reposait pas sur les principes convenus ... les parties contractantes développées, agissant individuellement, avaient été autorisées à accorder un tel traitement préférentiel à condition que les schémas de préférences aient un caractère généralisé, non discriminatoire et non réciproque. Si ces schémas avaient un caractère non obligatoire et qu'ils ne constituaient pas un engagement contraignant pour les pays accordant les préférences, cela ne donnait toutefois pas le droit à ces pays d'ignorer le cadre juridique qui en avait permis l'application" (COM.TD/127, page 4).**

Le point de vue du Brésil est-il toujours le même?

Réponse:

Oui, la déclaration faite par le Brésil au Comité du commerce et du développement le 19 avril 1988 reflète toujours le point de vue du Brésil sur la question. Dans cette déclaration, le Brésil a mis l'accent sur les principes fondamentaux régissant l'octroi d'un traitement préférentiel dans le cadre de la Clause d'habilitation, à savoir que toute préférence accordée doit être généralisée, sans discrimination ni réciprocité.

ANNEXE C-4

Réponses du Costa Rica aux questions du Groupe spécial et de l'Inde
après la première réunion du Groupe spécial

Fonction juridique

1. En prenant pour hypothèse que la Clause d'habilitation n'est pas une dérogation, est-elle une exception ou un droit "autonome"? Dans l'un et l'autre cas, quelles conséquences juridiques différentes découlent du fait de considérer la Clause d'habilitation comme une exception ou comme un droit autonome? Existe-t-il d'autres conséquences juridiques que l'attribution de la charge de la preuve?

La Clause d'habilitation est un droit autonome, ce qui a comme conséquence sur le plan juridique que c'est à l'Inde, la partie qui affirme l'illicéité du programme SGP concernant les drogues qu'il incombe de prouver que ce n'est pas compatible avec la Clause d'habilitation et constitue une violation de l'article premier. Si la Clause d'habilitation était une exception, ce qui n'est pas le cas, ce serait alors aux CE qu'il incomberait de prouver que le régime concernant les drogues est compatible avec la Clause d'habilitation et relève par conséquent de la catégorie des exceptions qui autorisent la violation de l'article premier du GATT. À ce titre, elle devrait être interprétée de manière restrictive.

2. Comment établir qu'une disposition juridique confère un "droit autonome" ou fournit un "moyen de défense affirmatif"?

En examinant le sens ordinaire qu'il a dans son contexte, à la lumière de l'objet et du but du traité, et en déterminant la fonction juridique de la disposition en cause (en l'espèce, les paragraphes 1 et 2 a) de la Clause d'habilitation). Le contexte comprend, à cet effet, le traité dans son ensemble. Les dispositions des Accords de l'OMC et les décisions du GATT ne peuvent être interprétées de manière totalement isolée. Comme l'a signalé l'Organe d'appel dans l'affaire *Brésil – Noix de coco desséchée*, l'Accord sur l'OMC est un instrument conventionnel unique qui a été accepté par les Membres de l'OMC en tant qu'"engagement unique". Il s'agit d'un système intégré et à cet égard "fondamentalement différent du système du GATT qui l'a précédé" (rapport de l'Organe d'appel, page 13). Toutefois, la fonction juridique d'une disposition, en l'espèce les paragraphes 1 et 2 a) de la Clause d'habilitation, doit être examinée dans le contexte du traité *dans son ensemble*. Dans un contexte aussi large, il est utile d'avoir recours à la fonction juridique pour interpréter des dispositions, y compris le point de savoir si elles constituent une exception ou un moyen de défense affirmatif.

La Clause d'habilitation est un droit autonome. Les dispositions des articles XX, XXI et XXIV admettent toutes l'existence d'exceptions aux règles du GATT et autorisent une certaine conduite en définissant les limites de toutes les autres dispositions du GATT. La limitation que ces exceptions imposent à toutes les autres dispositions du GATT ressort de leur libellé spécifique, à savoir: "rien dans le présent Accord ne sera interprété comme empêchant" ou "les dispositions du présent Accord ne devront pas être interprétées comme faisant obstacle". Elles créent une limitation concernant ce que toutes les autres dispositions peuvent faire ou interdire. En revanche, la Clause d'habilitation ne cherche en aucune façon à déroger à l'article premier. De fait, elle le renforce. Le membre de phrase "nonobstant les dispositions de l'article premier" montre que la Clause d'habilitation et l'article premier coexistent de manière harmonieuse et qu'ils ne s'affaiblissent pas l'un l'autre.

Il convient également de noter que, contrairement à la Décision antérieure de 1971, les négociateurs n'ont pas voulu faire de la Clause d'habilitation une dérogation, démontrant par là que les parties contractantes ne considéraient pas cet instrument comme une exception ou un moyen de défense affirmatif, mais plutôt comme un droit autonome.

Sans … discrimination

3. Prenez pour hypothèse que la Clause d'habilitation confère un droit autonome, à part entière, et que le Groupe spécial doive l'examiner pour en interpréter les dispositions. Pouvez-vous indiquer où, dans la Clause d'habilitation, le Groupe spécial trouverait le contexte permettant d'interpréter l'expression "sans … discrimination"?

Le contexte *immédiat* dans lequel doit être interprétée l'expression "sans ... discrimination", auquel renvoie directement la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation, est la Décision de 1971 qui autorise le système SGP. Le but et l'objet de la Décision de 1971 sont par conséquent pertinents pour interpréter l'expression "sans ... discrimination".

Ce contexte donne-t-il des indications contextuelles suffisantes pour interpréter cette expression? Le Groupe spécial devrait-il également chercher des indications contextuelles ailleurs que dans la Clause d'habilitation?

En l'espèce, le contexte immédiat du sens ordinaire de l'expression "sans ... discrimination", à savoir la Décision de 1971, donne des indications contextuelles suffisantes pour interpréter cette expression. Le Groupe spécial ne devrait chercher ailleurs que dans la Décision de 1971 que si le contexte immédiat ne lui permet pas de trouver une interprétation qui donne tout son sens aux termes de la Clause d'habilitation et aux autres dispositions pertinentes de l'Accord sur l'OMC, conformément à l'objet et au but du traité. Toutefois, en l'espèce, l'interprétation faite par les plaignants de l'expression "sans ... discrimination", dans le contexte de la Clause d'habilitation et de la Décision de 1971, donne tout son sens à cette expression et contribue à la réalisation de l'objet et du but de la Clause d'habilitation et du GATT.

Dans l'affirmative, dans quels accords et dans quelles dispositions particulières de ces derniers, et pourquoi dans ces dispositions en particulier et pas dans d'autres?

Sans objet.

4. Le contexte de l'expression "sans … discrimination", à la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation, inclut-il les articles I:1, III:4, X, XIII, XVII et XX du GATT de 1994, ainsi que l'article XVII de l'AGCS? Expliquez pourquoi.

Il le pourrait, mais seulement dans certaines circonstances qui ne sont pas réunies en l'espèce. Le Costa Rica insiste sur le fait que le Groupe spécial ne devrait examiner le contexte plus large dans lequel l'expression "sans ... discrimination" doit être interprétée *seulement* s'il estime que le *sens ordinaire* de l'expression, suivant son contexte immédiat et à la lumière de l'objet et du but de la Clause d'habilitation, est vague ou prête à confusion. Comme il est indiqué ci-dessus, le contexte immédiat est la Décision de 1971. Les dispositions mentionnées dans la question constituent bien le contexte puisqu'elles font partie du GATT; la Décision de 1971 fait elle aussi partie du GATT en vertu de l'article 1 b) iv) du GATT de 1994. Toutefois, la fonction juridique de la Clause d'habilitation est très différente de la fonction juridique des articles I:1, III:4, X, XIII, XVII et XX du GATT de 1994, ainsi que de l'article XVII de l'AGCS. À la différence de ces dispositions, la Clause d'habilitation n'a pas pour objet, avant tout, d'assurer l'égalité des conditions de concurrence entre des produits similaires. Le but et l'objectif fondamental de la Clause d'habilitation est d'autoriser les pays développés à accorder un traitement différencié et plus favorable aux pays en développement, nonobstant le principe de la nation la plus favorisée énoncé à l'article premier de l'Accord général. Ainsi, même si le paragraphe 2 a), la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation et l'article I:1 du GATT font partie du même contexte, d'une manière générale, il n'est pas correct d'étendre à la Clause d'habilitation et à la Décision de 1971 la notion de non-discrimination figurant à l'article premier.

Paragraphe 3 c)

5. Veuillez donner votre avis sur les questions ci-après concernant le sens de la Clause d'habilitation sur la base du paragraphe 9 de la Déclaration orale du Paraguay. Est-il correct de dire que, au titre de la Clause d'habilitation, les pays développés ne sont pas obligés d'accorder des préférences tarifaires?

Oui, c'est correct. Le SGP est un système autonome. Comme le montrent les "Conclusions concertées" du Comité spécial des préférences du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED, l'octroi de préférences tarifaires ne constitue pas un "engagement contraignant" et n'empêche en aucune manière leur retrait ultérieur en tout ou en partie ni la réduction ultérieure des droits de douane sur une base NPF. De même, d'après les termes de la Décision de 1971, l'octroi de préférences tarifaires ne constitue pas un engagement contraignant: il est temporaire par nature.

Est-il également correct de dire que toute préférence accordée ne vise que les produits et les pays en développement spécifiquement choisis par les pays développés?

Il est correct que les préférences accordées ne visent que les produits choisis par les pays développés. Toutefois, le choix des pays en développement bénéficiaires ne peut pas être arbitraire et n'est pas entièrement discrétionnaire. Il doit être fondé sur des critères objectifs et non discriminatoires.

Les pays développés sont-ils libres d'exclure des pays en développement bénéficiaires de leurs schémas SGP en vertu du principe de la gradation?

L'obligation de prendre en compte le niveau particulier de développement économique et commercial aux fins de déterminer quels sont les pays en développement répondant aux critères objectifs leur permettant de bénéficier de préférences, s'applique aussi pour déterminer quels sont les pays qui ne remplissent plus ces conditions. Le retrait arbitraire des préférences tarifaires accordées à un pays bénéficiaire qui continue à remplir les conditions serait tout aussi discriminatoire et incompatible avec la Décision de 1971 que l'octroi de préférences tarifaires à un pays qui ne remplit pas ces conditions. Par conséquent, l'obligation de non-discrimination dans le cadre du système généralisé de préférences veut que le retrait des préférences accordées par un pays donneur soit fondé sur des critères objectifs et non discriminatoires.

Les besoins du développement des pays en développement sont souvent différents. Prenez, par exemple, l'Indonésie, les Philippines, le Maroc, le Brésil et le Paraguay, qui ont chacun des besoins différents en matière de développement. Si nous acceptons l'argument de la Communauté andine voulant qu'il soit possible de sélectionner certains pays bénéficiaires en fonction de critères donnés (paragraphe 6 de la Déclaration conjointe de la Communauté andine), la conséquence logique d'un tel argument ne serait-elle pas que tout pays développé pourrait établir un schéma spécial de préférences tarifaires SGP pour chacun des pays en développement afin de répondre aux besoins particuliers du développement de ces derniers? S'agit-il là d'une lecture correcte du paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation? Pour quelles raisons? Si vous ne le pensez pas, jusqu'où peut-on aller pour qu'une interprétation du paragraphe 3 c) soit correcte?

Ce n'est pas une lecture correcte. La Clause d'habilitation n'impose pas aux pays développés d'accorder des préférences tarifaires aux pays en développement sur une base individuelle, ni même ne les y autorise. La prescription selon laquelle le schéma de préférences tarifaires dans le cadre du SGP doit être *généralisé* empêcherait les pays donneurs d'établir un schéma SGP atomisé constitué d'une multitude de préférences tarifaires particulières. Néanmoins, le terme "généralisé" ne peut pas être interprété comme *exigeant* des pays donneurs d'accorder exactement les mêmes préférences à "*tous* les pays en développement sans prendre en compte les besoins de leur développement, de leurs finances et de leur commerce". Le paragraphe 5 est la seule disposition de la Clause d'habilitation qui

fasse référence aux besoins du développement, des finances et du commerce de *chacun* des pays en développement.

6. Les pays développés ont-ils la liberté d'exclure des pays en développement bénéficiaires d'un schéma SGP en vertu du principe de la gradation? Dans l'affirmative, en application de quel paragraphe de la Clause d'habilitation? Veuillez préciser.

Pour la première question, voir la réponse à la question n° 5. Aucune disposition particulière de la Clause d'habilitation ne traite du retrait des préférences. Toutefois cette possibilité découle: i) du paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation; ii) du caractère autonome et non contraignant des préférences tarifaires accordées par les pays donneurs aux pays en développement et iii) du droit d'accorder des préférences à certains pays en développement mais non à tous, à condition que ce traitement différencié et plus favorable soit non discriminatoire.

7. Le mot "et", au paragraphe 3 c), signifie-t-il "ou"? En d'autres termes, signifie-t-il que les "besoins du développement, des finances et du commerce" doivent être envisagés de manière globale ou qu'ils doivent l'être séparément?

Les "besoins du développement, des finances et du commerce" peuvent être envisagés séparément dans le cadre du paragraphe 3 c). Quoi qu'il en soit la production et le trafic de drogue affectent les besoins du développement, des finances *et* du commerce des pays en développement qui se heurtent à ce problème. Par conséquent, le régime spécial des CE pour lutter contre la production et le trafic de drogue répond de manière positive aux besoins du développement, des finances *et* du commerce des pays en développement bénéficiaires.

8. Le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation mentionne les "parties contractantes développées" et les "pays en voie de développement". Étant donné qu'il est communément admis que les pays développés peuvent décider individuellement s'ils souhaitent ou non accorder le traitement SGP, est-il également possible d'interpréter "pays en voie de développement", au paragraphe 3 c), comme s'entendant de chacun des pays en développement?

Oui, on peut interpréter le paragraphe 3 c) comme exigeant d'un pays donneur qu'il prenne en compte les besoins du développement, des finances et du commerce de chacun des pays en développement lorsqu'il élabore ou modifie le traitement différencié et plus favorable qu'il accorde. Toutefois, comme il est indiqué plus haut, cela ne signifie pas que les pays développés doivent ou même peuvent accorder des préférences tarifaires particulières à *chacun* des pays en développement. Une chose est d'élaborer un système *généralisé* qui réponde aux besoins du développement, des finances et du commerce de chacun des pays en développement, conformément à la Décision de 1971 et à la Clause d'habilitation, mais avoir un système particulier pour chacun des pays en développement est tout autre chose. Ce dernier ne découle pas nécessairement ou directement du premier.

On ne peut pas regrouper les pays en développement en une catégorie unique, indifférenciée. Bien qu'ils soient semblables à plusieurs égards, les pays en développement ont des besoins en matière de développement, de finances et de commerce qui diffèrent considérablement. Cependant, il existe des problèmes ou des difficultés communs à certains groupes, larges ou restreints, de pays en développement. Le paragraphe 3 c) exige des pays donneurs qu'ils répondent de manière positive aux différents niveaux de développement au moyen de programmes d'autant plus efficaces qu'ils sont appliqués à des catégories de pays en développement qui ont dans l'ensemble les mêmes besoins en matière de développement, de finances et de commerce. Il ne serait pas efficace, ni même possible, d'élaborer les systèmes de préférences pour chacun des pays en développement. Il est beaucoup plus réaliste et efficace de répondre à des besoins en matière de développement, de finances et de commerce communs à plusieurs pays en développement mais pas nécessairement à tous, au moyen de schémas préférentiels spéciaux qui prennent ces besoins communs en considération et y répondent. De fait, en raison de la grande disparité entre les pays en développement, il est absurde d'imaginer

qu'un pays donneur puisse répondre aux besoins des pays en développement au moyen d'un schéma SGP unique et répondre pleinement aux exigences du paragraphe 3 c). Le pays donneur doit prendre en compte les besoins de chacun des pays en développement pour déterminer quels pays se heurtent aux mêmes problèmes ou obstacles en matière de développement, afin d'appliquer un système SGP généralisé mais pas unique, qui réponde de manière adéquate à ces besoins. Tel est le sens du paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation et tel est exactement ce que fait le programme SGP concernant les drogues des CE. Il répond aux besoins du développement, des finances et du commerce d'un groupe de pays en développement qui ont un problème commun, à savoir la production ou le trafic de drogues.

9. Dans la mesure où le régime concernant les drogues ne répond qu'aux besoins en matière de développement engendrés par la production et le trafic de drogues, mais ne répond pas aux besoins en matière de développement résultant d'autres problèmes, comme la pauvreté, un faible PNB par habitant, la malnutrition, l'analphabétisme et les catastrophes naturelles, en quoi ce programme des CE répond-il à l'obligation de non-discrimination énoncée dans la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation?

L'obligation de non-discrimination énoncée dans la Décision de 1971 n'empêche pas les pays donneurs de répondre *à la fois* aux besoins en matière de développement engendrés par la production et le trafic de drogues, *et* aux besoins en matière de développement résultant d'autres problèmes comme la pauvreté, un faible PNB par habitant, la malnutrition, l'analphabétisme et les catastrophes naturelles. C'est donc une erreur que de contraindre les pays donneurs à choisir entre tel ou tel problème spécifique en matière de développement ou de commerce, à l'exclusion de tous les autres. Pourtant, l'Inde semble dire que les CE doivent choisir entre lutter contre la production et le trafic de drogues *ou* contre la malnutrition des enfants. La réponse suggérée par l'Inde est, ou de traiter tous les problèmes et difficultés auxquels se heurtent les pays en développement au moyen d'un système SGP unique et sans souplesse, comme si tous les problèmes étaient identiques, ou de ne pas du tout prendre en compte les problèmes spécifiques. Cette approche ne tient pas compte de la possibilité que, en application de la Clause d'habilitation, un pays donneur peut établir un schéma SGP qui fournirait des préférences additionnelles aux pays en développement qui, suivant des critères objectifs, se heurtent par exemple à un grave problème de malnutrition des enfants.

Les CE répondent à l'obligation de non-discrimination figurant dans la note de bas de page 3 en accordant un traitement différencié et plus favorable aux pays en développement qui, objectivement, se heurtent à un problème particulier en matière de développement, de finances et de commerce.

Généralités

10. Prière d'indiquer si vous considérez que le régime concernant les drogues doit être couvert par une dérogation. Veuillez préciser.

Une dérogation ajouterait une sécurité juridique au système commercial multilatéral en renforçant la base juridique de ce qui est reconnu par tous comme un régime commercial essentiel au développement des pays en développement.

QUESTIONS POSÉES PAR L'INDE AUX TIERCES PARTIES

1. Les tierces parties appuient-elles l'affirmation des CE selon laquelle le régime concernant les drogues est justifié au regard de l'article XX b) du GATT?[1]

Le Costa Rica estime que, étant donné que l'article XX b) du GATT constitue une exception générale et est un moyen de défense affirmatif, seules les CE ont intérêt à faire cette affirmation et à fournir les raisons qui, selon elles, justifient l'invocation de cet article.

[1] Cette question a été posée à l'Inde par les pays suivants: Bolivie, Brésil, Colombie, Costa Rica, Cuba, Équateur, El Salvador, États-Unis, Guatemala, Honduras, Maurice, Nicaragua, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Sri Lanka et Venezuela.

ANNEXE C-5

Réponses d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua aux questions du Groupe spécial après la première réunion du Groupe spécial

QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL AUX TIERCES PARTIES

Au Guatemala, à El Salvador, au Honduras et au Nicaragua

1.1 Qu'est à votre avis le principe de la responsabilité partagée, et quelle est la pertinence de ce principe en l'espèce?

Définition du principe de la responsabilité partagée[1]

L'action à mener pour faire face au problème mondial de la drogue est une responsabilité commune et partagée qui appelle une démarche intégrée et équilibrée en pleine conformité des buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies et le droit international.

Pertinence du principe de la responsabilité partagée en l'espèce

La dimension multinationale du narcotrafic est telle que l'élimination de cette menace n'est pas à la portée d'un seul pays du monde.[2] Dans la lutte contre la drogue, chaque État devrait avoir une tâche à accomplir qui soit à la mesure de sa propre situation et de ses moyens.

Le régime spécial de lutte contre la production et le trafic de drogues (le régime concernant les drogues) est l'un des moyens utilisés par les CE pour accomplir cette tâche qui, à l'échelle mondiale, consiste à lutter contre la production et le trafic de drogues, en offrant aux pays bénéficiaires, entre autres choses, des possibilités de mener des activités licites pour remplacer celles qui ont trait au commerce des stupéfiants.

[1] Déclaration politique, Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1998.

[2] Le premier paragraphe de la première communication écrite d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua dit ce qui suit: "Le problème de la drogue est une question multilatérale qui appelle des solutions constructives de la part des pays touchés par la production et le trafic de drogues, ainsi que de celle des pays destinataires. En définitive, les efforts doivent être faits tant par les pays développés que par les pays en développement."

ANNEXE C-6

Réponses du Panama aux questions du Groupe spécial et de l'Inde après la première réunion du Groupe spécial

QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL À TOUTES LES TIERCES PARTIES

À toutes les tierces parties

Fonction juridique

1. En prenant pour hypothèse que la Clause d'habilitation n'est pas une dérogation, est-elle une exception ou un droit "autonome"? Dans l'un et l'autre cas, quelles conséquences juridiques différentes découlent du fait de considérer la Clause d'habilitation comme une exception ou comme un droit autonome? Existe-t-il d'autres conséquences juridiques que l'attribution de la charge de la preuve?

La Clause d'habilitation est un droit autonome et non une exception ou une dérogation. C'est une décision qui a été prise par les Membres le 28 novembre 1979, intitulée "Traitement différencié et plus favorable, réciprocité, et participation plus complète des pays en voie de développement". Le titre le spécifie, et en tant que décision prise par les PARTIES CONTRACTANTES DU GATT de 1994, elle est reprise au paragraphe 1 b) iv) du GATT de 1994. S'il s'agissait d'une dérogation, elle serait reprise au paragraphe 1 b) iii) du GATT de 1994, ou apparaîtrait séparément comme, par exemple, l'exemption accordée au titre du paragraphe 3 du GATT de 1994.

Étant donné que la Clause d'habilitation a vu le jour aux termes d'une décision lui conférant un statut séparé et distinct aux fins d'accorder un "traitement spécial et plus favorable", cela la distingue des régimes d'exception conçus en tant que dérogations à l'Accord général lui-même autorisées à d'autres fins que celle d'accorder "un traitement spécial et plus favorable" aux pays en développement. C'est cette dimension développement qui confère à la Clause d'habilitation son statut distinct et autonome. Des exceptions peuvent être invoquées par tout État Membre, quel que soit son niveau de développement, et sont généralement utilisées pour protéger ou promouvoir des intérêts particuliers de l'État Membre qui les invoque. La Clause d'habilitation, par contre, établit un statut séparé et distinct dont le but est de permettre d'accorder des avantages aux tierces parties, ces avantages ne pouvant être accordés qu'aux pays en développement ou aux pays les moins avancés. Elle n'est pas une exception dans la mesure où elle n'exclut pas les droits et obligations énoncés dans l'Accord que dans les cas où le traitement préférentiel est accordé à des tierces parties, compte tenu de la dimension développement.

2. Comment établir qu'une disposition juridique confère un "droit autonome" ou fournit un "moyen de défense affirmatif"?

Le contexte de la question nous amène à examiner les raisons pour lesquelles la Clause d'habilitation est un droit autonome. En réponse, nous concluons que les points ci-après indiquent ce qui suit:

a) elle est et a été (depuis 1979) un droit reconnu par les PARTIES CONTRACTANTES (Tokyo Round) participant aux négociations commerciales multilatérales;

b) il est reconnu dans son premier paragraphe que, nonobstant les dispositions de l'article premier du GATT, un traitement favorable peut être accordé à des tierces parties qui en sont à un stade de développement particulier;

c) au nombre de ses dispositions fondamentales figure la prescription selon laquelle un tel traitement devrait être accordé à des fins particulières (paragraphe 3).

Il est établi qu'une disposition juridique est un droit autonome lorsqu'elle confère un droit permanent à une ou plusieurs parties, sans aucune mention d'une subordination à d'autres dispositions. Ainsi, l'autonomie d'un droit existe dans les cas où l'exercice d'un droit découlant d'une disposition est régi par la même disposition. Dans le cas de la Clause d'habilitation, la raison de son autonomie est qu'elle prévoit "un traitement spécial et plus favorable" en réponse à une dimension développement. S'il s'agissait d'un "moyen de défense affirmatif", elle serait fondée sur un ensemble complet de droits et d'obligations qui seraient les mêmes pour tous et ne seraient pas associés à un but ou à un niveau de développement spécifique.

3. Prenez pour hypothèse que la Clause d'habilitation confère un droit autonome, à part entière, et que le Groupe spécial doive l'examiner pour en interpréter les dispositions. Pouvez-vous indiquer où, dans la Clause d'habilitation, le Groupe spécial trouverait le contexte permettant d'interpréter l'expression "sans ... discrimination"? Ce contexte donne-t-il des indications contextuelles suffisantes pour interpréter cette expression? Le Groupe spécial devrait–il également chercher des indications contextuelles ailleurs que dans la Clause d'habilitation? Dans l'affirmative, dans quels accords et dans quelles dispositions particulières de ces derniers, et pourquoi dans ces dispositions en particulier et pas dans d'autres?

Le sens de "sans ... discrimination" peut être trouvé tout au long du texte de la Clause, mais surtout dans ses paragraphes 1, 2 et 3. Le contexte de "sans ... discrimination" devrait être trouvé dans la raison même de l'existence de la Clause d'habilitation. En tant que mécanisme de coopération et de développement, cette clause est incontestablement un moyen de stimuler la croissance dans les pays bénéficiaires en encourageant leur commerce. À cette fin, point n'est besoin de prendre en compte les dispositions de l'article I:1 du GATT; autrement dit, nous sommes à même, à notre avis, d'exercer un droit (celui d'accorder certains avantages), en disposant d'un certain pouvoir discrétionnaire qui est distinct de celui qui est prévu à l'article I:1 du GATT (NPF). L'exercice de ce pouvoir discrétionnaire ne peut être jugé que sur la base de l'objet et de la raison d'être de la Clause elle-même. Et de fait, ce caractère discrétionnaire est confirmé à la fin du premier paragraphe par la formule "sans l'accorder à d'autres parties contractantes".

L'utilisation et le sens des termes, tels qu'ils apparaissent dans la Clause d'habilitation, doivent également être pris en compte pour déterminer les limites imposées par la Clause elle-même. Le libellé de la Clause d'habilitation établit, sans laisser planer le moindre doute, les distinctions et clarifications appropriées lorsqu'il souhaite distinguer les parties et pays développés des parties et pays en développement. La Clause d'habilitation utilise l'expression "PARTIES CONTRACTANTES"[1] à plusieurs occasions pour se référer à la fois aux membres développés et aux membres en développement. Les auteurs n'ont pas vu la nécessité dans ce cas d'établir les distinctions et les clarifications qu'ils avaient établies dans d'autres[2]; ce qu'ils voulaient donc dire était tous les membres sans distinction quant à leur niveau de développement. Il est possible, par conséquent, de ne pas accorder le bénéfice des schémas accordés au titre de la Clause à d'autres parties contractantes (pas à toutes), quel que soit leur niveau de développement.

Le Groupe spécial doit rechercher le sens dans la Clause elle-même – c'est là qu'il pourra trouver le sens de "sans ... discrimination". Il faut établir le sens de "sans ... discrimination", s'agissant d'un régime accordé au titre de l'article 2 a) de la Clause d'habilitation, en répondant aux questions ci-après:

[1] Paragraphes 1, 2 c), 4 a), 4 b) et 9 de la Clause d'habilitation.

[2] "Partie contractante développée ou partie développée": aux paragraphes 2 a), 3 c), 5 et 7 de la Clause d'habilitation. Dans tous ces cas, l'expression est mise en contraste avec des termes tels que "pays en voie de développement" (paragraphes 2 a) et 3 c)) ou "parties contractantes en développement" (paragraphes 5 et 7).

d) Le schéma de préférences accordé au titre du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation est-il en fait compatible avec les objectifs et les buts de cette clause?

e) Le schéma de préférences accordé au titre du paragraphe 2 a) de la Clause est-il en fait compatible avec les grandes lignes du traitement différencié et plus favorable énoncées au paragraphe 3 c) de la Clause?

f) Le schéma de préférences constitue-t-il en fait un moyen accordé dans les buts qu'il est supposé atteindre?

La Clause d'habilitation, par elle-même, donne suffisamment d'indications sur la manière dont l'expression devrait être interprétée. S'agissant de la question de savoir si le Groupe spécial devrait rechercher d'autres indications ailleurs que dans la Clause d'habilitation, nous estimons que les Membres peuvent utiliser toutes les ressources à leur disposition qu'ils jugent nécessaires d'utiliser compte tenu de leur expérience et de leurs compétences. Nous pensons que le sens peut être trouvé dans la Clause elle-même, dans la mesure où elle introduit un concept qui est séparé et distinct de l'Accord général, tout comme le principe de la nation la plus favorisée, et l'éclairage que pourraient apporter les différents accords (y compris le GATT) serait limité et ne serait qu'illustration, étant donné que ces accords sont régis par l'article premier du GATT et ne l'invalident pas, comme le fait la Clause d'habilitation. Si nous procédions autrement, nous porterions atteinte à l'autonomie d'un droit qui pourrait littéralement être mis en péril si nous tentions de le mettre en rapport direct avec le contexte général des dispositions du GATT.

4. Le contexte de l'expression "sans … discrimination", à la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation, inclut-il les articles I:1, III:4, X, XIII, XVII et XX du GATT de 1994, ainsi que l'article XVII de l'AGCS? Expliquez pourquoi.

Le contexte de l'expression "sans … discrimination", à la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation, n'inclut pas l'article premier du GATT. Son statut d'instrument séparé et distinct ayant un but particulier empêche de recourir aux principes de l'article premier pour interpréter la façon dont le "traitement spécial et différencié" doit être accordé. La Clause d'habilitation manquerait de cohérence si elle était subordonnée, par le biais du contexte qui sert à l'interpréter, à la même disposition dont elle est expressément exclue.

La note de bas de page 3 énonce clairement que les schémas prévoyant le traitement différencié et plus favorable au titre du paragraphe 2 a) de la Clause doivent être généralisés (à plusieurs), mais n'implique pas qu'ils doivent être universalisés (à tous). Si la note de bas de page 3 impliquait l'universalité des avantages accordés moyennant l'inclusion dans le contexte qui sert à interpréter des concepts énoncés aux articles III:4, X, XIII, XVII et XX du GATT de 1994, nous priverions la Clause de son "autonomie juridique" et, de fait, l'appliquerions comme si elle était une exception à l'Accord général. La référence faite aux divers sens de l'expression "sans … discrimination" peut être utile à titre d'illustration, mais ne peut et ne devrait pas devenir une interprétation revenant à la priver de son statut d'instrument séparé et distinct de la Clause. Dans la mesure où nous appliquons les principes généraux du GATT dans le cadre de l'obligation de non-discrimination (sans simplement nous contenter de comprendre les différences existant avec la Clause d'habilitation), nous perdrons le droit autonome qui était là dès le départ.

Notre délégation s'est penchée de très près sur l'article XVII de l'AGCS. Nous n'estimons pas que les dispositions de l'Accord sur les services telles que celles de l'article XVII relatives aux conditions de concurrence entre les fournisseurs de services devraient être transposées ou utilisées pour juger les régimes d'encouragement sur la base du traitement spécial et plus favorable en faveur des pays en développement. L'égalité des possibilités de concurrence est un élément qui n'a rien à voir avec la motivation qui sous-tend l'octroi de régimes d'encouragement sur la base du traitement spécial et plus favorable. D'après nous, les Communautés ont mentionné cet article pour "illustrer"

l'argument voulant que le traitement formellement différent ne soit pas nécessairement discriminatoire.[3] L'Inde semble être d'accord sur ce point.[4] Le différend qui les oppose et dont est actuellement saisi le Groupe spécial ne concerne pas la fourniture de services; à notre avis, toute interprétation de l'article XVII de l'AGCS devrait donc se limiter aux buts d'illustration dans lesquels les parties les ont utilisés et acceptés, et ne pas créer de précédent en ce qui concerne les interprétations futures de l'article XVII de l'AGCS.

5. Veuillez donner votre avis sur les questions ci-après concernant le sens de la Clause d'habilitation, sur la base du paragraphe 9 de la Déclaration orale du Paraguay. Est-il correct de dire que, au titre de la Clause d'habilitation, les pays développés ne sont pas tenus d'accorder des préférences tarifaires? Est-il également correct de dire que toute préférence accordée ne vise que les produits et les pays en développement spécifiquement choisis par le pays développé? Les pays développés sont-ils libres d'exclure des pays en développement des bénéficiaires de leurs schémas SGP en vertu du principe de la gradation?

Le but de la Clause d'habilitation est d'encourager l'octroi de préférences en vertu d'un système de traitement différencié et plus favorable en faveur des pays en développement. Le texte de la Clause d'habilitation reflète la nature unilatérale et non impérative du "traitement différencié et plus favorable" en utilisant les termes sans équivoque "*peuvent accorder*". Ces concessions sont manifestement faites en dehors (par le biais d'un instrument séparé et distinct) des obligations énoncées dans l'Accord général, où les concessions ont été accordées dans le cadre d'un système différent qui faisait nécessairement appel à la négociation, au cours de laquelle les concessions réciproques et l'examen au cas par cas joueraient un rôle pertinent. Une telle interprétation est réaffirmée à la note de bas de page de la Clause qui dit que toutes les mesures concernant le traitement différencié et plus favorable autres que celles qui sont stipulées dans la Clause d'habilitation devraient être examinées sur une base différente de celles qui sont visées par la Clause.

Il est correct de dire qu'un pays qui accorde unilatéralement certaines préférences, dans l'exercice des droits discrétionnaires que lui confère la Clause d'habilitation, choisit les produits pour lesquels il les accorde. Qui, sans cela, aurait le pouvoir discrétionnaire de prendre la décision finale d'inclure ou d'exclure tel ou tel produit d'un schéma donné? La modification des droits de douane continue de relever du droit souverain des Membres, de sorte que seul le Membre qui accorde l'avantage tarifaire peut décider de l'inclure ou non dans sa législation et de lui donner force de loi. L'exercice de ce pouvoir souverain peut faire l'objet de consultations portant sur la compatibilité des mesures prises avec les obligations internationales du Membre. Étant donné que ledit Membre peut être tenu responsable de ses actes, comme le montre la comparution des Communautés européennes devant ce Groupe spécial, il n'y a aucun doute dans nos esprits que c'est le Membre accordant les préférences qui doit faire ce choix.

Le paragraphe 3 c) impose aux pays développés l'obligation de s'assurer que tout traitement différencié et plus favorable accordé au titre de cette Clause est "conçu et, si cela est nécessaire, modifié pour répondre de manière positive aux besoins du développement, des finances et du commerce des pays en voie de développement". Cette obligation ne peut être respectée comme il se doit si le pays accordant les avantages ne bénéficie pas d'une certaine flexibilité pour établir les schémas de préférences qui répondent de manière efficace aux besoins "généralisés" (de certains) et non aux besoins universels (de tous). Le caractère généralisé (pour certains) prévu au paragraphe 2 a) prescrit aux pays accordant de tels avantages d'instaurer un cadre ou un processus de référence sur la base duquel les avantages seront accordés.

[3] … communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 74 et 75.
[4] Déclaration de l'Inde devant le Groupe spécial, le 14 mai 2003, paragraphe 19.

La gradation n'est pas une question sur laquelle le Panama a avancé des allégations au cours de la présente procédure et ne relève pas du mandat du Groupe spécial en l'espèce. Par conséquent, nous ne souhaitons pas aborder cette question particulière.

6. Les besoins du développement des pays en développement sont souvent différents. Prenez, par exemple, l'Indonésie, les Philippines, le Maroc, le Brésil et le Paraguay, qui ont chacun des besoins différents en matière de développement. Si nous acceptons l'argument de la Communauté andine voulant qu'il soit possible de sélectionner certains pays bénéficiaires en fonction de critères donnés (paragraphe 6 de la Déclaration conjointe de la Communauté andine), la conséquence logique d'un tel argument ne serait-elle pas que tout pays développé pourrait établir un schéma spécial de préférences tarifaires SGP pour chacun des pays en développement afin de répondre aux besoins particuliers du développement de ces derniers? S'agit-il là d'une lecture correcte du paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation? Pour quelles raisons? Si vous ne le pensez pas, jusqu'où peut-on aller pour que l'interprétation du paragraphe 3 c) soit correcte?

Le paragraphe 3 c) ne parle pas d'accorder un régime de préférences à un seul pays en développement; le texte complet de la Clause parle d'un groupe de pays en développement – il ne dit pas tous, pas plus qu'il ne laisse entendre un seul. Les besoins du développement peuvent incontestablement être différents d'un pays en développement à l'autre, comme il est dit dans la question. De toute évidence, le système de préférences (drogues) en question répond aux besoins du développement des pays en développement qui pâtissent des effets négatifs d'un phénomène commun, à savoir la production et/ou le trafic de drogues à grande échelle, et/ou le blanchiment d'argent.

7. Les pays développés ont-ils la liberté d'exclure des pays en développement bénéficiaires d'un schéma SGP en vertu du principe de la gradation? Dans l'affirmative, en application de quel paragraphe de la Clause d'habilitation? Veuillez préciser.

La gradation n'est pas une question sur laquelle le Panama a avancé des allégations au cours de la présente procédure, et ne relève pas du mandat du Groupe spécial en l'espèce. Par conséquent, nous ne souhaitons pas aborder cette question particulière.

8. Le mot "et", au paragraphe 3 c), signifie-t-il "ou"? En d'autres termes, signifie-t-il que les "besoins du développement, des finances et du commerce" doivent être envisagés de manière globale ou qu'ils doivent l'être séparément?

La drogue est un phénomène qui a des effets négatifs potentiels pour le développement dans son ensemble. Elle entraîne des distorsions économiques qui n'ont rien à voir avec la dynamique du marché. Elle crée de nouveaux besoins en matière de santé publique, est à l'origine d'une nouvelle criminalité et de la désintégration des familles. Le pouvoir économique conféré par la drogue peut aller jusqu'à infiltrer, corrompre et rendre inutiles nos institutions et le système politique. Combattre ce phénomène fait appel à des ressources qui seraient sans cela utilisées pour le développement. Il semble que ... l'expression "besoins du développement, des finances et du commerce" devrait être envisagée de manière globale, étant donné que toute tentative d'améliorer l'un de ces éléments améliorerait, d'une manière ou d'une autre, les autres.

9. Le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation mentionne les "parties contractantes développées" et les "pays en voie de développement". Étant donné qu'il est communément admis que les pays développés peuvent décider individuellement s'ils souhaitent ou non accorder le traitement SGP, est-il également possible d'interpréter "pays en voie de développement", au paragraphe 3 c), comme s'entendant de *chacun des* pays en développement?

À aucun moment la délégation du Panama n'a estimé qu'un seul pays en développement pouvait bénéficier du traitement; en revanche, le traitement serait accordé à un groupe de pays en développement, ce qui, par ailleurs, ne signifie pas qu'il est accordé à tous les pays en développement.

10. Dans la mesure où le régime concernant les drogues ne répond qu'aux besoins en matière de développement engendrés par la production et le trafic de drogues, mais ne répond pas aux besoins en matière de développement résultant d'autres problèmes, comme la pauvreté, un faible PNB par habitant, la malnutrition, l'analphabétisme et les catastrophes naturelles, en quoi ce programme des CE satisfait-il à l'obligation de non-discrimination énoncée dans la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation? Veuillez développer.

Le schéma SGP concernant les drogues a été introduit en réponse à un phénomène qui a des répercussions sur tous les aspects des besoins du développement des pays touchés. Nous considérons que son but ultime est de parvenir à un certain niveau de développement, d'atténuer la pauvreté et d'accroître le revenu par habitant. Comme nous l'avons mentionné dans la déclaration que nous avons faite le 15 mai devant le Groupe spécial, nous pensons que le schéma SGP concernant les drogues offre aux économies et aux sociétés véritablement touchées par l'impact de la drogue des avantages qui leur permettent, dans une certaine mesure, d'atténuer la situation critique dans laquelle elles se trouvent et, en leur donnant la possibilité de développer leurs exportations, leur fournit un moyen d'améliorer leur capacité de production et de réaliser leurs objectifs de développement. Les besoins des pays en développement sont certes similaires, mais les causes de ces besoins sont différentes et peuvent requérir des approches différentes (sans pour autant ne viser qu'un seul pays). Le régime concernant les drogues répond aux besoins des pays qui sont gravement touchés par le phénomène. Comme il en va du régime en faveur des pays les moins avancés, les bénéficiaires doivent être choisis en fonction de certains critères ou paramètres. Cela ne signifie pas que les besoins de développement des autres pays en développement n'existent pas, mais que l'approche et les bénéficiaires peuvent être différents. Le schéma SGP des Communautés européennes concernant les drogues a permis à de nouveaux pays d'en devenir bénéficiaires à divers stades. Cela signifie manifestement que le régime n'est ni singulier ni fermé. Il y a donc contradiction avec l'expression "sans ... discrimination" figurant à la note de bas de page 3 de la Clause.

11. Prière d'indiquer si vous considérez ou non que le régime concernant les drogues doit être couvert par une dérogation. Veuillez préciser.

Nous ne pensons pas que le schéma SGP concernant les drogues devrait être couvert par une "dérogation". Premièrement, nous répétons ce que nous avons dit au premier paragraphe de notre réponse à la question n° 1 ci-dessus. De plus, la différence avec une "dérogation" est clairement expliquée à la note de bas de page 2 de la Clause, où il est fait référence aux schémas prévoyant le "traitement différencié et plus favorable" qui diffèrent de ceux qui sont visés par la Clause. Les schémas qui diffèrent de ceux qui sont visés par la Clause peuvent être considérés compatibles avec les dispositions de l'Accord général relatives à l'action collective. Étant donné que le schéma SGP concernant les drogues est fondé sur l'exercice d'un droit autonome, sa mise en œuvre et son interprétation doivent relever du cadre de la Clause d'habilitation et non, par conséquent, de celui de l'article XXV:5 du GATT.

QUESTIONS POSÉES PAR L'INDE AUX TIERCES PARTIES

À toutes les tierces parties

1. Les tierces parties appuient-elles l'affirmation des CE selon laquelle le régime concernant les drogues est justifié au regard de l'article XX b) du GATT?

(Cette question s'adresse à la Bolivie, au Brésil, à la Colombie, au Costa Rica, à Cuba, à l'Équateur, à El Salvador, aux États-Unis, au Guatemala, au Honduras, à Maurice, au Nicaragua, au Pakistan, au Panama, au Paraguay, au Pérou, à Sri Lanka et au Venezuela.)

Sans souhaiter prendre position sur la question de savoir si le régime SGP concernant les drogues est justifié au regard de l'article XX b) du GATT, le Panama aimerait indiquer que, pour le moment, il n'a pas contesté le fait que cet article ait été invoqué par les Communautés européennes en l'espèce. En outre, invoquer l'article XX b) du GATT est un droit de tous les Membres qui, à notre avis, devrait être envisagé au cas par cas en tant que moyen de défense affirmatif et non en tant que droit autonome au titre de la Clause d'habilitation. Rien n'empêche un schéma donné d'être une mesure conçue pour répondre aux besoins du développement de certains pays gravement touchés par le problème de la drogue d'une part, tout en étant, de l'autre, une mesure prévue pour protéger la santé publique. Comme nous l'avons indiqué précédemment, chaque affaire doit être jugée en fonction de ses circonstances propres et en fonction de sa situation juridique. Rien n'interdit non plus de suivre des lignes de défense différentes dans la même affaire en ce qui concerne des politiques ayant des objectifs différents.

ANNEXE C-7

Réponses du Paraguay aux questions du Groupe spécial et de l'Inde
après la première réunion du Groupe spécial

À toutes les tierces parties

Fonction juridique

1. En prenant pour hypothèse que la Clause d'habilitation n'est pas une dérogation, est-elle une exception ou un droit "autonome"? Dans l'un et l'autre cas, quelles conséquences juridiques différentes découlent du fait de considérer la Clause d'habilitation comme une exception ou comme un droit autonome? Existe-t-il d'autres conséquences juridiques que l'attribution de la charge de la preuve?

Réponse

Le Paraguay n'a pas à sa connaissance une définition du "droit autonome" communément acceptée. Un "conditional right" (droit conditionnel) est "a right that depends on an uncertain event; a right that may or may not exist" (un droit qui dépend d'un événement incertain, un droit qui peut exister ou ne pas exister).[1] Par conséquent, un "droit autonome" pourrait être considéré comme un droit dont l'existence ne dépend pas d'un événement incertain mais uniquement de la volonté du détenteur du droit. Toutefois, à l'instar de tous les autres droits, un droit autonome ne peut être exercé que conformément à la loi. Dans le présent contexte, les pays développés ont le droit de déroger à certains aspects de l'article premier du GATT *s'ils* décident d'accorder des préférences SGP, mais l'exercice de ce droit est soumis à des disciplines.

La question posée semble sous-entendre qu'un "droit autonome" et une "exception" s'excluent mutuellement. De l'avis du Paraguay, cela n'est pas nécessairement le cas, et chaque situation doit être analysée au cas par cas. Par exemple, en se fondant sur la définition ci-dessus de "droit autonome", et à supposer même que le droit de prendre des mesures au titre de l'article XX du GATT et celui de constituer des unions douanières ou des zones de libre-échange au titre de l'article XXIV du GATT soient des droits autonomes, il n'en reste pas moins qu'ils constituent des exceptions aux règles fondamentales du GATT. Là encore, l'exercice du droit est assujetti aux disciplines applicables.

La charge de la preuve doit être examinée au vu des éléments matériels de l'allégation du plaignant et des éléments matériels de la défense du défendeur. Dans le présent différend, l'allégation de l'Inde est que le régime concernant les drogues est incompatible avec l'article I:1 du GATT. Pour établir le bien-fondé de son allégation, tout ce que l'Inde a à faire est d'affirmer, et, ce faisant, prouver que: i) les CE accordent, par le biais de préférences tarifaires, un avantage à des produits originaires d'un ou de plusieurs pays, et ii) les CE n'accordent pas le même avantage immédiatement et sans condition à des produits originaires d'autres Membres. C'est ce que l'Inde a affirmé et prouvé. Ce faisant, l'Inde a établi que le régime concernant les drogues était incompatible avec l'article I:1 du GATT. Dans la présente procédure, l'allégation de l'Inde est fondée sur l'article I:1 du GATT et non sur le paragraphe 1 ou 2 a) de la Clause d'habilitation. Ces dernières dispositions ne constituent donc pas un élément matériel des allégations présentées par l'Inde au présent Groupe spécial.

Pour faire échec à l'allégation de l'Inde, les CE *peuvent* affirmer, et c'est ce qu'elles ont choisi de faire, que les préférences tarifaires accordées dans le cadre du régime concernant les drogues sont justifiées au titre de la Clause d'habilitation. Il incombe par conséquent aux CE de prouver que cette

[1] *Black's Law Dictionary*, 7ème éd., B.A. Garner (éd.) (West Group, 1999), page 1323.

clause est bien applicable au régime concernant les drogues, indépendamment du point de savoir si la Clause d'habilitation est un droit autonome ou une exception, ou les deux.

Pour résumer: la Clause d'habilitation constitue, par définition, une exception à certains aspects de l'article I:1 du GATT. À supposer même qu'il s'agit également d'un droit autonome, la question de la charge de la preuve ne découle pas nécessairement du fait que la Clause d'habilitation a été qualifiée d'exception ou de droit autonome. Elle découle plutôt du fait que la Clause d'habilitation ne constitue pas un élément matériel de l'allégation de l'Inde selon laquelle il y a violation de l'article I:1 du GATT, alors qu'elle constitue un élément matériel de la défense des CE.

2. Comment établir qu'une disposition juridique confère un "droit autonome" ou fournit un "moyen de défense affirmatif"?

Réponse

Cette réponse est fondée sur l'interprétation par le Paraguay de ce qu'est un "droit autonome", qui est exposée dans les réponses à la question n° 1 posée par le Groupe spécial aux tierces parties.

Une "affirmative defence" (moyen de défense affirmatif) est une "defendant's assertion raising new facts and arguments" (affirmation du défendeur faisant état de nouveaux faits et arguments) qui "if true" (s'ils se vérifient), "will defeat the plaintiff's or prosecution's claim" (permettront de faire échec à l'allégation du plaignant ou de l'accusation), "even if all allegations in the complaint are true" (même si toutes les allégations contenues dans la plainte sont exactes).[2]

Comme indiqué plus haut, le Paraguay estime qu'un "droit autonome" peut également être un "moyen de défense affirmatif". Par exemple, à supposer même que le droit de prendre des mesures au titre de l'article XX du GATT puisse être considéré comme un "droit autonome", l'exercice de ce droit peut aussi constituer un "moyen de défense affirmatif" dans un différend portant sur d'autres dispositions du GATT. De la même façon, à supposer même que le droit de constituer des unions douanières ou des zones de libre-échange au titre de l'article XXIV du GATT puisse être considéré comme un "droit autonome", l'exercice de ce droit peut être un "moyen de défense affirmatif" dans un différend portant sur d'autres dispositions du GATT.

Le Paraguay estime qu'il est nécessaire d'effectuer une évaluation au cas par cas pour déterminer si une disposition particulière constitue un "droit autonome", un "moyen de défense affirmatif", ou les deux.

Sans ... discrimination

3. Prenez pour hypothèse que la Clause d'habilitation confère un droit autonome, à part entière, et que le Groupe spécial doive l'examiner pour en interpréter les dispositions. Pouvez-vous indiquer où, dans la Clause d'habilitation, le Groupe spécial trouverait le contexte permettant d'interpréter l'expression "sans ... discrimination"? Ce contexte donne-t-il des indications contextuelles suffisantes pour interpréter cette expression? Le Groupe spécial devrait-il également chercher des indications contextuelles ailleurs que dans la Clause d'habilitation? Dans l'affirmative, dans quels accords et dans quelles dispositions particulières de ces derniers, et pourquoi dans ces dispositions en particulier et pas dans d'autres?

Réponse

Dans la Clause d'habilitation elle-même, les éléments suivants fournissent le contexte de l'expression "sans ... discrimination":

[2] *Ibid.*, page 584.

- Le paragraphe 1 de la Clause d'habilitation renvoie à l'article premier du GATT et indique ce qui est autorisé nonobstant cet article. L'article I:1 du GATT dispose que "[t]ous avantages, ... accordés par [un Membre] à un produit originaire de ... tout autre pays, seront, immédiatement et sans condition, étendus à tout produit similaire originaire ... du territoire des autres [Membres]." Ainsi, nonobstant les droits NPF de tous les Membres au titre de l'article I:1 du GATT, la Clause d'habilitation permet à un pays développé Membre, s'agissant du traitement tarifaire préférentiel accordé à des produits originaires de pays en développement Membres *conformément au SGP*, de ne pas accorder le traitement NPF à des produits similaires originaires d'autres pays développés Membres. C'est tout ce que le paragraphe 1 autorise. Il n'y a, dans ce paragraphe, rien qui puisse être interprété comme constituant une renonciation des pays en développement Membres à leurs droits NPF pour tous avantages accordés par un autre Membre à un produit originaire de tout autre pays.[3]

  En d'autres termes, il est nécessaire que chaque pays développé Membre soit autorisé à ne pas accorder le traitement NPF aux produits similaires originaires d'autres pays développés Membres afin que ce pays puisse accorder un traitement tarifaire préférentiel à des produits originaires de pays en développement dans le cadre du SGP. À cet effet, il n'est pas nécessaire d'autoriser ce pays développé Membre à ne pas accorder le traitement NPF aux produits similaires originaires de pays en développement.

  Le tout premier paragraphe de la Clause d'habilitation réaffirme donc les droits NPF des pays en développement Membres au titre de l'article I:1 du GATT. Dans ce contexte, "sans ... discrimination" est synonyme de traitement NPF immédiat et sans condition pour des produits similaires originaires de pays en développement.

  La Clause d'habilitation a été adoptée dans l'intérêt des pays en développement. Outre l'absence de libellé clair indiquant que les pays en développement renoncent à leurs droits NPF au titre de l'article I:1, interpréter le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation dans le sens d'une réduction des avantages accordés aux pays en développement au titre de l'article I:1 irait à l'encontre du but même de ce paragraphe, qui est d'accorder des avantages additionnels aux pays en développement dans le cadre juridique du GATT.

- Le paragraphe 2 a) fait référence au "traitement préférentiel tarifaire accordé ... pour des *produits* originaires de pays en voie de développement ...". Le traitement préférentiel concerne les droits de douane et a pour objet des "produits". Les "produits similaires" restent des *produits similaires* quelle que soit leur origine. À moins que la Clause d'habilitation ne le dispose expressément (ce qui n'est pas le cas), il n'y a pas de base valable pour établir une différence de traitement entre des produits similaires aux fins de droits de douane. Dans toutes les dispositions du GATT, ainsi que dans la jurisprudence du GATT et de l'OMC, le terme "discrimination" a été utilisé pour désigner le refus d'accorder des possibilités de concurrence égales aux produits *similaires* originaires de différents pays. "Sans discrimination" renvoie par conséquent au traitement des produits *similaires*, et non au traitement des Membres, en tant que tel.

- On définit un "discriminatory tariff" (tarif douanier discriminatoire) comme étant "a tariff containing duties that are applied unequally to different countries or manufacturers" (un tarif douanier comportant des droits qui sont appliqués de manière

[3] Sous réserve de l'exception en faveur des pays les moins avancés, en application du paragraphe 2 d) de la Clause d'habilitation.

inégale à différents pays ou fabricants).[4] Par conséquent, un "tarif douanier non discriminatoire", dans le contexte de la Clause d'habilitation, est un tarif comportant des droits qui sont appliqués de manière égale aux différents pays en développement.

- La note de bas de page 3 fait référence à "l'instauration d'un système généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, qui serait avantageux pour **les** pays en voie de développement". (pas de caractère gras dans l'original) L'utilisation de l'article "the" devant "developing countries" (pays en voie de développement) indique que le SGP doit être avantageux pour *tous* les pays en développement. D'après la définition du dictionnaire, "the" (l'article défini) "is used preceding a (sing.) noun used generically or as a type of its class; (with a pl. noun) all those described as ..." (est utilisé devant un nom (au singulier) employé dans son sens générique ou pour désigner une personne ou une chose appartenant à une catégorie déterminée de personnes ou de choses (et devant un nom au pluriel) pour désigner l'ensemble des personnes ou des choses décrites par ce terme).[5] Par conséquent, en l'espèce, l'expression "les pays en voie de développement" signifie "tous ceux qui sont désignés sous le nom de pays en voie de développement". Accorder un traitement tarifaire préférentiel aux produits originaires de certains pays en développement bénéficiaires à l'exclusion de produits similaires originaires d'autres pays en développement bénéficiaires n'est pas avantageux pour tous les pays en développement.[6]

- De la même façon, les textes espagnol et français faisant également foi utilisent l'article défini contracté "des" ("of the" en anglais) dans leur titre, s'agissant du "traitement différencié et plus favorable ..." - "TRATO DIFERENCIADO Y MAS FAVORABLE, RECIPROCIDAD Y MAYOR PARTICIPACIÓN **DE LOS** PAÍSES EN DESARROLLO" et "TRAITEMENT DIFFÉRENCIÉ ET PLUS FAVORABLE, RÉCIPROCITÉ ET PARTICIPATION PLUS COMPLÈTE **DES** PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT".

- Si "sans ... discrimination" devait avoir la "connotation négative" qui lui est attribuée par les CE, le paragraphe 2 d) serait inutile dans la mesure où il y a une nette distinction entre les pays les moins avancés et les autres pays en développement.

La note de bas de page 3 relative au paragraphe 2 a) fait référence au SGP tel qu'il est décrit dans la Décision de 1971. Le paragraphe a) de la Décision de 1971 mentionne "le traitement tarifaire préférentiel mentionné dans le préambule de la présente décision ...". Les dispositions pertinentes du préambule prévoient ce qui suit:

> "*Rappelant* qu'à la deuxième session de la CNUCED un accord unanime s'est fait sur l'instauration, à une date rapprochée, d'un système mutuellement acceptable et généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, qui serait avantageux pour les pays en voie de développement afin d'augmenter les recettes d'exportation, de favoriser l'industrialisation et d'accélérer le rythme de la croissance économique de ces pays;
>
> *Considérant* que des arrangements mutuellement acceptables concernant l'établissement d'un traitement tarifaire préférentiel généralisé, sans discrimination ni

[4] *Black's Law Dictionary*, 7ème éd., B.A. Garner (éd.) (West Group, 1999), page 1468.

[5] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, L. Brown (éd.) (Clarendon Press, 1993), volume II, page 3270.

[6] De la même façon, les textes espagnol et français faisant également foi utilisent l'article défini "le" - "en beneficio de **los** países en desarrollo" et "avantageux pour **les** pays en voie de développement".

réciprocité, sur les marchés des pays développés en faveur de produits originaires de pays en voie de développement ont été élaborés à la CNUCED ..."

Le traitement tarifaire préférentiel mentionné au paragraphe a) de la Décision de 1971 et dans son préambule doit donc être interprété en rapport avec les "arrangements mutuellement acceptables concernant l'établissement d'un traitement tarifaire préférentiel généralisé, sans discrimination ni réciprocité, sur les marchés des pays développés en faveur de produits originaires de pays en voie de développement [qui] ont été élaborés à la CNUCED".

Le SGP a vu le jour à la première session de la CNUCED en 1964, qui a décidé ce qui suit:

"**Les échanges internationaux devraient se faire dans l'intérêt réciproque des coéchangistes, sur la base du traitement de la nation la plus favorisée** et ne devraient pas comporter de mesures préjudiciables aux intérêts commerciaux des autres pays. Toutefois, les pays développés devraient accorder des concessions à tous les pays en voie de développement, faire bénéficier ces pays de toutes les concessions qu'ils s'accordent entre eux et, lorsqu'ils leur accordent ces concessions ou d'autres, ne pas exiger de ces pays la réciprocité. **De nouvelles préférences, tarifaires et non tarifaires, devraient être accordées <u>à l'ensemble des pays en voie de développement</u> sans l'être pour autant aux pays développés.** Les pays en voie de développement ne seront pas tenus d'étendre aux pays développés le traitement préférentiel qu'ils s'accordent entre eux. **Les préférences spéciales dont certains pays en voie de développement bénéficient actuellement dans leurs échanges avec certains pays développés devraient être considérées comme transitoires et sujettes à réduction progressive**. Ces préférences devraient être supprimées au fur et à mesure qu'entreront en vigueur des mesures internationales efficaces garantissant des avantages au moins équivalents aux pays intéressés."[7] (pas de caractère gras dans l'original)

Les concepts suivants ont donc été affirmés ou adoptés dès la première session de la CNUCED:

- Les échanges internationaux devraient se faire dans l'intérêt réciproque des coéchangistes, sur la base du principe NPF.

- À titre d'exception au principe NPF, de nouvelles préférences, tarifaires et non tarifaires, devraient être accordées [par les pays développés] à l'ensemble des pays en développement, sans l'être pour autant aux pays développés.

- Les préférences spéciales dont certains pays en développement bénéficiaient alors dans leurs échanges avec certains pays développés devraient être considérées comme transitoires et sujettes à réduction progressive. L'intention était donc que le SGP, dont les avantages seraient conférés aux pays en développement, remplace les préférences spéciales dont certains pays en développement bénéficiaient alors dans leurs échanges avec certains pays développés.

[7] Huitième principe de la Recommandation A:I:1 contenue dans l'Acte final de la première Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Genève: CNUCED, document E/CONF.46/141, 1964), volume 1, page 20, cité dans Lorand Bartels, "The WTO Enabling Clause and Positive Conditionality in the European Community's GSP program", *Journal of International and Economic Law*, volume 6, n° 2 (2003), page 507.

À la deuxième session de la CNUCED, tenue à New Delhi en 1968, la résolution précédente, adoptée à la première session, a été confirmée par l'adoption de la Résolution 21(II) qui dispose ce qui suit, entre autres choses:

> "*Reconnaissant* qu'un accord unanime s'est fait sur l'instauration, à une date rapprochée, d'un système mutuellement acceptable et généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, qui serait avantageux pour les pays en voie de développement …
>
> 1. *Reconnaît* que les objectifs du système généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, en faveur **des pays en voie de développement**, y compris des mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés, doivent être:
>
> a) d'augmenter **leurs** recettes d'exportation;
>
> b) de favoriser **leur** industrialisation;
>
> c) d'accélérer le rythme de **leur** croissance économique; ..." (pas de caractère gras dans l'original)

Un organe spécialisé du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED a été créé afin de mettre en œuvre cette résolution. Les "arrangements mutuellement acceptables" indiqués au paragraphe a) en relation avec le préambule de la Décision de 1971 figurent dans les Conclusions concertées du Comité spécial des préférences, adoptées par le Conseil du commerce et du développement à sa quatrième session extraordinaire. Les Conclusions concertées précisent ce qui suit: "il y a accord sur l'objectif selon lequel tous les pays en voie de développement devraient en principe participer dès le début en qualité de pays bénéficiaires".

Dans une déclaration faite par l'Inde au nom du Groupe des 77, qui constitue l'annexe I des Conclusions concertées, le Groupe des 77 souligne qu'"aucun pays en voie de développement membre de ce groupe ne devrait être exclu du système généralisé de préférences au départ ou pendant la période d'application du système". Le Groupe des 77, au nom duquel cette déclaration a été faite, comprend toutes les tierces parties au présent différend qui sont bénéficiaires du régime concernant les drogues.

La partie IV.1 des Conclusions concertées intitulée "Bénéficiaires" dispose ce qui suit:

> "1. Le Comité spécial a pris note des communications individuelles des pays donneurs à ce sujet et de la position commune des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques, telle qu'elle est énoncée au paragraphe 13 de l'introduction à la documentation de fond contenant les communications préliminaires des pays développés (TD/B/AC.5/24) en ces termes: "En ce qui concerne les bénéficiaires, les pays donneurs se détermineraient en général en fonction du principe de l'autoélection. Au sujet de ce principe, il faudrait se référer aux paragraphes pertinents du document TD/56, c'est-à-dire à la section A de la partie I.""

La section A de la partie I du document TD/56, qui expose la position des pays donneurs de préférences, y compris les États alors membres des CE, dispose ce qui suit:

"A. Pays bénéficiaires

Le traitement tarifaire spécial devrait être appliqué aux exportations de tout pays, territoire ou région prétendant au statut de "moins développé". Cette formule permettrait de surmonter la difficulté, qui se présenterait autrement, de réaliser un accord international sur des critères objectifs permettant de déterminer les niveaux relatifs de développement. (pas de caractère gras dans l'original)

Compte tenu de ce qui précède, il apparaît donc clairement que le "système ... généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, qui serait avantageux pour les pays en voie de développement", mentionné dans le préambule de la Décision de 1971, envisageait la participation de tous les pays en développement en qualité de bénéficiaires du SGP. De plus, et cela revêt une importance particulière dans le présent différend, le SGP devait remplacer les préférences spéciales dont certains pays en développement bénéficiaient alors dans leurs échanges avec certains pays développés, qui étaient considérées comme étant "transitoires et sujettes à réduction progressive".

Les expressions

- "de nouvelles préférences, tarifaires et non tarifaires, devraient être accordées **à l'ensemble** des pays en voie de développement",
- "un système mutuellement acceptable et généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, qui serait **avantageux pour les pays en voie de développement**, afin d'augmenter les recettes d'exportation, de favoriser l'industrialisation, et d'accélérer le rythme de la croissance économique de **ces pays**",
- "à l'effet d'étendre à ces pays et territoires **en général** le traitement tarifaire préférentiel mentionné dans le préambule de la présente décision, sans accorder ledit traitement aux produits similaires originaires d'autres [Membres]",
- "il y a accord sur l'objectif selon lequel **tous les pays en voie de développement** devraient en principe participer dès le début en qualité de pays bénéficiaires",
- "aucun pays en voie de développement … ne devrait être exclu du système généralisé de préférences au départ", et
- "le traitement tarifaire spécial devrait être appliqué aux exportations de tout pays, territoire ou région prétendant au statut de "moins développé"

indiquent toutes que, comme convenu à la CNUCED, les avantages accordés au titre du SGP devaient s'appliquer à **tous** les pays en développement, et pas seulement à **certains** pays en développement. De plus, à la lumière de la résolution adoptée à la première session de la CNUCED, le SGP était conçu précisément pour remplacer "les préférences spéciales dont certains pays en voie de développement bénéficiaient [alors] dans leurs échanges avec certains pays développés". La Décision de 1971 fait référence au SGP adopté à la CNUCED. La Clause d'habilitation reprend la définition du SGP figurant dans la Décision de 1971, et donc telle qu'adoptée à la CNUCED.

Plusieurs documents postérieurs de la CNUCED confirment cette lecture, parmi lesquels le rapport du secrétariat de la CNUCED intitulé "Examen et évaluation du système généralisé de préférences" daté du 9 janvier 1979.[8] Le rapport indique, entre autres choses:

[8] TD/232.

"10. Dans sa Résolution 21(II), la Conférence s'est prononcée pour l'application d'un système généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, aux produits exportés par les pays en développement à destination des pays développés. **Selon ce système, des préférences devraient être octroyées** par tous les pays développés **à tous les pays en développement** …

11. **Un système de préférences sans discrimination supposait que les mêmes préférences soient accordées à tous les pays en développement**. Cela présentait une grande difficulté dès le départ du fait que l'on n'avait convenu d'aucun critère objectif pour définir ou classer les pays selon leur niveau relatif de développement économique. Le principe de l'"autodésignation" a semblé la seule possibilité restante; en d'autres termes, les préférences devaient être accordées aux exportations "de tout pays, territoire prétendant au statut de moins développés; toutefois, les pays donneurs de préférences pouvaient refuser, pour des raisons qu'ils jugeraient impératives[9], d'appliquer le traitement spécial à l'égard de pays particuliers prétendant à ce statut, étant entendu toutefois qu'une exclusion préalable de ce type ne serait pas fondée sur des considérations de compétitivité. En conséquence, chaque pays donneur de préférences établit sa propre liste de pays bénéficiaires, et il existe de ce fait un certain nombre de différences entre ces listes." (pas de caractère gras ni de note de bas de page dans l'original)

Au GATT lui-même, la note technique du Secrétariat[10] publiée pendant le processus d'adoption du SGP par le GATT indique ce qui suit:

"Dès 1963, les PARTIES CONTRACTANTES décidèrent que seraient étudiés a) l'octroi de "préférences pour certains produits par des pays industrialisés à **l'ensemble** des pays peu développés ..." (pas de caractère gras dans l'original)

Compte tenu de ce qui précède, les conséquences de l'adoption de la Décision de 1971 ont été les suivantes:

- Chaque pays développé Membre a été autorisé à accorder un traitement tarifaire préférentiel à des produits originaires de pays en développement conformément au SGP sans accorder le même traitement à des produits similaires originaires d'autres pays en développement Membres.

- En conséquence, chaque pays développé Membre a renoncé à ses droits NPF pour ce qui est du traitement tarifaire préférentiel accordé par d'autres pays développés Membres à des produits originaires de pays en développement dans le cadre du SGP.

- Chaque pays en développement Membre a conservé ses droits NPF pour ce qui est de tout avantage accordé par tout autre Membre à un produit originaire du territoire de tout autre pays. [11]

[9] Ce problème n'est pas soulevé dans le présent différend, dans la mesure où l'Inde est bénéficiaire au titre des dispositions générales du schéma SGP des CE et n'est par conséquent pas soumise à une exclusion préalable.

[10] Régime tarifaire préférentiel en faveur des pays en voie de développement – Note technique du Secrétariat, SPEC(70)6, datée du 5 février 1970.

[11] En prenant pour hypothèse que l'exclusion préalable d'un pays particulier est autorisée dans le cadre du SGP, pour ce qui est d'un régime SGP donné, les droits NPF sont conservés par tous les pays en développement qui n'ont pas été exclus de la liste des bénéficiaires.

Sur tous les autres points relatifs au SGP intéressant le présent différend, la Clause d'habilitation n'a pas modifié la Décision de 1971. Au contraire, la Clause d'habilitation mentionne expressément le SGP "tel qu'il est défini" dans la Décision de 1971.

Par conséquent, hormis les seules exceptions du i) "traitement spécial accordé aux pays en voie de développement les moins avancés dans le contexte de toute mesure générale ou spécifique en faveur des pays en voie de développement" visé au paragraphe 2 d) de la Clause d'habilitation et de ii) la durée limitée de la Décision de 1971 par rapport à la durée indéterminée de la Clause d'habilitation, le SGP autorisé au titre de la Clause d'habilitation et le SGP autorisé au titre de la Décision de 1971 sont identiques sur tous les points matériels.

La seule autre différence entre la Décision de 1971 et la Clause d'habilitation réside dans le fait que cette dernière prend en compte les situations visées aux paragraphes 2 b) et 2 c), qui ne sont pas traitées dans la Décision de 1971. Les paragraphes 2 b) et 2 c) ne sont pas en cause dans le présent différend. Le paragraphe 2 d) donne d'autres indications contextuelles concernant le paragraphe 2 a).

4. Le contexte de l'expression "sans ... discrimination", à la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation, inclut-il les articles I:1, III:4, X, XIII, XVII et XX du GATT de 1994, ainsi que l'article XVII de l'AGCS? Expliquez pourquoi.

Réponse

Le Paraguay estime que seul l'article I:1 fait partie du contexte de l'expression "sans ... discrimination", à la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation, et non les articles III:4, X, XIII, XVII et XX du GATT de 1994 ni l'article XVII de l'AGCS.

Le paragraphe 1 de la Clause d'habilitation permet aux pays développés Membres d'accorder un traitement différencié et plus favorable aux pays en développement dans toutes les situations spécifiées au paragraphe 2, "nonobstant l'article premier [du GATT]". Il n'est fait aucune référence à d'autres articles du GATT ou de l'AGCS.

La note de bas de page 3 est une note de bas de page relative au paragraphe 2 a), lequel a trait au "traitement tarifaire préférentiel accordé par des [pays] développé[ ]s [Membres] pour des produits originaires de pays en voie de développement, conformément au [SGP]". Plus précisément, la note de bas de page 3 est une note de bas de page relative au "[SGP]", qu'elle cite comme étant tel que "défini dans la [Décision de 1971] ... concernant l'instauration d'un système généralisé de préférences, "sans réciprocité ni discrimination", qui serait avantageux pour les pays en voie de développement". Un traitement tarifaire préférentiel accordé par des pays développés Membres à des produits originaires de pays en développement sans que le même traitement soit accordé à des produits originaires d'autres Membres est autrement incompatible avec l'article I:1 du GATT, mais pas avec un quelconque autre article du GATT ou de l'AGCS.

Paragraphe 3 c)

5. Veuillez donner votre avis sur les questions ci-après concernant le sens de la Clause d'habilitation sur la base du paragraphe 9 de la déclaration orale du Paraguay. Est-il correct de dire que, au titre de la Clause d'habilitation, les pays développés ne sont pas tenus d'accorder des préférences tarifaires? Est-il également correct de dire que toute préférence accordée ne vise que les produits et les pays en développement spécifiquement choisis par le pays développé? Les pays développés sont-ils libres d'exclure des pays en développement des bénéficiaires de leurs schémas SGP en vertu du principe de la gradation?

Réponse

Le Paraguay réaffirme ce qu'il a dit dans sa déclaration orale, y compris au paragraphe 9 de celle-ci.

Par "exclure en vertu du principe de la gradation", le Paraguay croit comprendre qu'il est fait référence à l'exclusion totale des pays en développement bénéficiaires d'un schéma SGP.

Cependant, pour répondre à la question du Groupe spécial, le Paraguay note que la question de l'exclusion en vertu du principe de la gradation ne se pose pas dans le présent différend, du fait que l'Inde est bénéficiaire du régime général du schéma SGP des CE.

De l'avis du Paraguay, rien dans la Clause d'habilitation n'autorise un pays donneur de préférences à "exclure en vertu du principe de la gradation" un pays en développement en tant que tel. Là aussi, peut se poser la question de la définition du "pays en développement". Comme on l'a indiqué plus haut, le principe de "l'auto-élection" qui a déjà été reconnu antérieurement – signifie qu'un "pays en développement" est un "pays prétendant au statut de moins développé".[12] Par conséquent, aussi longtemps qu'un pays en développement demeure bénéficiaire d'un schéma SGP, il ne peut être "exclu" de ce schéma en vertu du principe de la gradation. Quant à la question de savoir si un pays donneur de préférences peut dénier à un pays le droit de prétendre au statut de moins développés, la position des pays donneurs de préférences est indiquée dans le passage suivant du document TD/56[13]:

> "On s'attend à ce qu'aucun pays ne prétende au statut de moins développé, à moins qu'il n'ait, en toute bonne foi, des raisons de le faire; et qu'il renonce à le demander si ces raisons cessaient d'exister."

Il semble donc que les pays développés aient cherché à imposer une obligation morale ("on s'attend que") aux pays en développement, dont aucun ne doit prétendre au statut de moins développé, à moins qu'il n'ait, en toute bonne foi, des raisons de le faire; une fois que ces raisons ont cessé d'exister, ce pays a l'obligation morale de renoncer à ce statut. Toutefois, de l'avis du Paraguay, un pays donneur de préférences n'a pas de droit au sens légal (par opposition à un droit au sens moral découlant de l'obligation morale imposée à un pays qui prétend au statut de moins développé) d'exclure un pays prétendant au statut de moins développé aussi longtemps que ce pays continue à se réclamer de ce statut.

6. Les besoins du développement des pays en développement sont souvent différents. Prenez, par exemple, l'Indonésie, les Philippines, le Maroc, le Brésil et le Paraguay, qui ont chacun des besoins différents en matière de développement. Si nous acceptons l'argument de la Communauté andine voulant qu'il soit possible de sélectionner certains pays bénéficiaires en fonction de critères donnés (paragraphe 6 de la Déclaration conjointe de la Communauté andine), la conséquence logique d'un tel argument ne serait-elle pas que tout pays développé pourrait établir un schéma spécial de préférences tarifaires SGP pour chacun des pays en développement afin de répondre aux besoins particuliers du développement de ces derniers? S'agit-il là d'une lecture correcte du paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation? Pour quelles raisons? Si vous ne le pensez pas, jusqu'où peut-on aller pour que l'interprétation du paragraphe 3 c) soit correcte?

---

[12] Voir le rapport du Groupe spécial de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur le commerce avec les pays en développement, document TD/56 de la CNUCED, page 4 (pas de guillemets dans l'original).

[13] *Ibid*.

Réponse

De l'avis du Paraguay, si l'on admettait l'argument de la Communauté andine – à savoir qu'il est possible de sélectionner certains pays bénéficiaires en fonction de critères objectifs – la conséquence logique serait que tout pays développé pourrait établir un schéma spécial de préférences tarifaires SGP pour chacun des pays en développement afin de répondre aux besoins particuliers du développement de ces derniers. Il ne serait pas difficile de trouver des critères qui s'appliqueraient exclusivement ou principalement à un groupe de bénéficiaires présélectionnés ou même, comme dans le cas présent, sélectionnés *ex post facto*. Il ne s'agit pas là d'une lecture correcte du paragraphe 3 c).

Le paragraphe 3 c) n'autorise pas à établir une discrimination entre les bénéficiaires. Il prescrit d'apporter une réponse positive à des besoins. Un pays donneur de préférences peut répondre aux besoins spécifiques d'un bénéficiaire ou d'un groupe de bénéficiaires spécifique(s). Mais une fois qu'un traitement tarifaire préférentiel a été accordé pour des produits originaires de ces bénéficiaires, ce traitement doit être accordé immédiatement et sans condition aux produits similaires originaires d'autres pays en développement.

7. Les pays développés ont-ils la liberté "d'exclure" des pays en développement bénéficiaires d'un schéma SGP en vertu du principe de la gradation? Dans l'affirmative, en application de quel paragraphe de la Clause d'habilitation? Veuillez préciser.

Réponse

Par "exclure en vertu du principe de la gradation", le Paraguay croit comprendre qu'il est fait référence à l'exclusion totale des pays en développement bénéficiaires d'un schéma SGP.

Cependant, pour répondre à la question du Groupe spécial, le Paraguay note que la question de l'exclusion en vertu du principe de la gradation ne se pose pas dans le présent différend, du fait que l'Inde est bénéficiaire du régime général du schéma SGP des CE.

De l'avis du Paraguay, rien dans la Clause d'habilitation n'autorise un pays donneur de préférences à "exclure en vertu du principe de la gradation" un pays en développement en tant que tel. Là aussi, peut se poser la question de la définition du "pays en développement". Comme on l'a indiqué plus haut, le principe de "l'auto-élection" qui a été reconnu antérieurement, signifie qu'un "pays en développement" est un "pays prétendant au statut de moins développé".[14] Par conséquent, aussi longtemps qu'un pays en développement demeure bénéficiaire d'un schéma SGP, il ne peut être "exclu" de ce schéma en vertu du principe de la gradation. Quant à la question de savoir si un pays donneur de préférences peut dénier à un pays le droit de prétendre au statut de moins développé, la position des pays donneurs de préférences est indiquée dans le passage suivant du document TD/56[15]:

> "On s'attend à ce qu'aucun pays ne prétende au statut de moins développé, à moins qu'il n'ait, en toute bonne foi, des raisons de le faire; et qu'il renonce à le demander si ces raisons cessaient d'exister."

Il semble donc que les pays développés aient cherché à imposer une obligation morale ("on s'attend que") aux pays en développement, dont aucun ne doit prétendre au statut de moins développé, à moins qu'il n'ait, en toute bonne foi, des raisons de le faire; une fois que ces raisons ont cessé d'exister, ce pays a l'obligation morale de renoncer à ce statut. Toutefois, de l'avis du Paraguay, un pays donneur de préférences n'a pas de droit au sens légal (par opposition à un droit au sens moral

[14] Voir le rapport du Groupe spécial de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur le commerce avec les pays en développement, document TD/56 de la CNUCED, page 4 (pas de guillemets dans l'original).

[15] *Ibid*.

découlant de l'obligation morale imposé à un pays qui prétend au statut de moins développé) d'exclure un pays prétendant au statut de moins développé aussi longtemps que ce pays continue à se réclamer de ce statut.

8. Le mot "et" au paragraphe 3 c) signifie-t-il "ou"? En d'autres termes, signifie-t-il que les "besoins du développement, des finances et du commerce" doivent être envisagés de manière globale ou qu'ils doivent l'être séparément?

Réponse

Le sens ordinaire des conjonctions "et" et "ou" est différent. Dans le texte du paragraphe 3, on a utilisé "et". En conséquence, de l'avis du Paraguay, ces besoins doivent être envisagés de manière globale.

9. Le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation mentionne les "parties contractantes développées" et les "pays en voie de développement". Étant donné qu'il est communément admis que les pays développés peuvent décider individuellement s'ils souhaitent ou non accorder le traitement SGP, est-il également possible d'interpréter "pays en voie de développement" au paragraphe 3 c) comme s'entendant de chacun des pays en développement?

Réponse

Le Paraguay est d'avis que le paragraphe 3 c) n'autorise pas les parties contractantes développées à établir une discrimination entre des produits similaires originaires de pays en développement. Il prescrit simplement que "le traitement différencié et plus favorable" ... réponde de manière positive aux besoins du développement des pays en développement.

Dans le texte anglais, l'expression "developping countries" (pays en voie de développement) n'est pas précédée de l'article "the". Toutefois, dans les textes espagnol et français qui font également foi, cette expression est précédée d'un article: "responda positivamente a las necesidades de desarrollo, financieras y comerciales **de los países en desarrollo**" et "répondre de manière positive aux besoins du développement, des finances et du commerce **des pays en voie de développement**." (pas de caractère gras dans l'original) Le mot "the" précédant "developing countries" dans l'expression "shall respond positively to the … needs of **the d**eveloping countries" fait par conséquent référence aux besoins de **tous** les pays en développement. "The" ... "is used preceding a (sing.) noun used generically or as a type of its class"; (est utilisé devant un nom au singulier employé dans son sens générique ou pour désigner une personne ou une chose appartenant à une catégorie déterminée de personnes ou de choses); "(with a pl. noun) all those described as ..." (et devant un nom au pluriel, pour désigner l'ensemble des personnes ou des choses décrites par ce terme ...".[16] Ainsi, dans le cas présent, tout comme dans la formule "avantageux pour les pays en voie de développement" qui figure dans la note 3 de la Clause d'habilitation, l'expression "the ... needs of the developing countries" (aux besoins ... des pays en voie de développement) signifie aux besoins de tous les pays en développement.

Le texte introductif du paragraphe 3 de la Clause d'habilitation fait référence à "*tout* traitement différencié et plus favorable". Dans le contexte du SGP, ce traitement n'est accordé que par les pays développés Membres. L'obligation de répondre de manière positive aux besoins des pays en développement est donc imposée de manière égale à chaque partie contractante développée conformément au principe du traitement différencié et plus favorable.

[16]*The New Shorter Oxford English Dictionary*, L. Brown (éd.) (Clarendon Press, 1993), volume II, page 3270.

Les termes "pays en voie de développement" au paragraphe 3 c) figurent dans l'expression "besoins du développement, des finances et du commerce des pays en voie de développement". L'expression "besoins du développement, des finances et du commerce des pays en voie de développement" est explicitée au paragraphe 5 de la Clause d'habilitation de la manière suivante: "... les pays développés n'attendent pas des pays en voie de développement qu'ils apportent ... des contributions incompatibles avec les besoins du développement des finances et du commerce de **chacun** de ces pays". (pas de caractères gras dans l'original) L'expression "de chacun de ces pays", s'agissant des "besoins" n'apparaît pas dans le paragraphe 3 c). Cela permet de conclure que, lorsque les rédacteurs de la Clause d'habilitation ont voulu faire référence aux "besoins ... de chacun" des pays en développement, ils l'ont fait expressément. Le fait qu'ils n'aient pas parlé dans le paragraphe 3 c) des besoins de chacun de ces pays indique donc clairement qu'ils voulaient faire référence aux besoins collectifs des pays en développement dans leur ensemble.

Enfin, rien dans la Clause d'habilitation, y compris son paragraphe 3 c), ne peut être raisonnablement compris comme signifiant que les pays en développement ont renoncé à leurs droits NPF au titre de l'article premier. L'intention a toujours été que les avantages de tout schéma SGP soient étendus sans discrimination aux produits similaires originaires de tous les pays en développement.

10. Dans la mesure où le régime concernant les drogues répond uniquement aux besoins du développement causés par la production et le trafic de drogue, mais ne répond pas aux besoins du développement résultant d'autres problèmes, par exemple la pauvreté, un faible PNB par habitant, la malnutrition, l'analphabétisme et les catastrophes naturelles, en quoi ce programme des CE satisfait à l'obligation de non-discrimination énoncée dans la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation? Veuillez développer.

Réponse

À supposer même que le régime concernant les drogues réponde aux besoins du développement causés par la production et le trafic de drogue, ce régime ne satisfait pas à l'obligation de non-discrimination énoncée dans la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation, car les droits préférentiels accordés dans le cadre de ce régime ne s'appliquent pas à tous les pays en développement. Ce n'est pas parce qu'il ne répond pas aux autres besoins en matière de développement, y compris un faible PNB par habitant, la malnutrition, l'analphabétisme et les catastrophes naturelles, que ce régime ne satisfait pas à l'obligation de non-discrimination. Le paragraphe 3 c) n'autorise pas les pays développés Membres appliquant des schémas SGP à établir une discrimination entre des produits similaires originaires de pays en développement.

Généralités

11. Prière d'indiquer si vous considérez ou non que le régime concernant les drogues doit être couvert par une dérogation. Veuillez préciser.

Réponse

Le régime concernant les drogues doit être couvert par une dérogation. Le régime concernant les drogues est incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994, car le traitement tarifaire préférentiel accordé dans le cadre de ce régime n'est pas accordé immédiatement et sans condition aux produits similaires originaires de tous les autres Membres. De même, le régime concernant les drogues n'est pas justifié au titre de la Clause d'habilitation, car le traitement préférentiel accordé aux 12 bénéficiaires n'est pas accordé immédiatement et sans condition à tous les autres pays Membres en développement.

Au Paraguay

1. Considérez-vous que l'expression "sans ... discrimination", à la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation, a le même sens que le principe de non-discrimination énoncé à l'article I:1 du GATT de 1994? Prière de justifier votre réponse.

Réponse

Le Paraguay considère que l'expression "sans ... discrimination" figurant dans la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation à le même sens que le principe de non-discrimination énoncé à de l'article I:1 du GATT de 1994.[17] L'intention n'a jamais été que le SGP confère aux pays développés le pouvoir de traiter différemment des produits similaires originaires de pays en développement. (Voir la réponse à la question n° 3 adressée par le Groupe spécial à toutes les tierces parties concernant le sens de l'expression "sans ... discrimination".)

En application de la Décision de 1971, seuls les pays développés Membres ont effectivement renoncé à leurs droits NPF au titre de l'article I:1 du GATT. Les pays en développement n'ont pas renoncé entre eux à leurs droits NPF. Une telle dérogation n'était du reste pas nécessaire pour permettre aux pays développés Membres d'accorder un traitement différencié et plus favorable aux produits originaires des pays en développement. Le SGP a été instauré au profit des pays en développement et par conséquent de **tous les** pays en développement. Sur tous les points qui sont pertinents dans le cadre du présent différend, la Clause d'habilitation n'a pas apporté de changement par rapport à la Décision de 1971 pour ce qui concerne le SGP.

Ainsi, les pays en développement, que ce soit entre eux ou vis-à-vis des pays développés Membres, n'ont jamais renoncé à, et conservent toujours, leur droit immédiat et sans condition au traitement NPF au titre de l'article I:1 du GATT de 1994.

Question posée par l'Inde

1. Les tierces parties appuient-elles l'affirmation des CE selon laquelle le régime concernant les drogues est justifié au titre de l'article XX b) du GATT?

Réponse

Non, le Paraguay n'appuie pas l'affirmation des CE selon laquelle le régime concernant les drogues est justifié au titre de l'article XX b) du GATT.

[17] Étant entendu que l'expression "sans discrimination" à la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation s'applique aux produits similaires originaires des pays en développement, et que le principe de non-discrimination énoncé à l'article I:1 du GATT de 1994 s'applique aux produits similaires originaires de tous les (autres) Membres; et que, conformément au paragraphe 2 d) les pays développés Membres peuvent accorder un traitement spécial aux produits originaires des pays les moins avancés, mais qu'entre les produits originaires des pays les moins avancés, il ne peut de même être établi aucune discrimination.

ANNEXE C-8

Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial et de l'Inde
après la première réunion du Groupe spécial

QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL AUX TIERCES PARTIES

Fonction juridique

Question n° 1

En prenant pour hypothèse que la Clause d'habilitation n'est pas une dérogation, est-elle une exception ou un droit "autonome"? Dans l'un et l'autre cas, quelles conséquences juridiques différentes découlent du fait de considérer la Clause d'habilitation comme une exception ou comme un droit autonome? Existe-t-il d'autres conséquences juridiques que l'attribution de la charge de la preuve?

1. La formulation utilisée dans cette question ("exception ou ... un "droit autonome"") et dans la question suivante (""droit autonome" ou ... "moyen de défense affirmatif"") pourrait être interprétée comme laissant entendre qu'il existe une dichotomie entre les "droits autonomes" d'une part et les moyens de défense affirmatifs/les exceptions d'autre part. Tout d'abord, une telle dichotomie paraîtrait trop restrictive. Il ne s'agit pas simplement de savoir si la Clause d'habilitation est une "exception"/un "moyen de défense affirmatif" ou un "droit autonome" mais plutôt de considérer, comme les États-Unis l'ont indiqué dans leur communication écrite, qu'elle relève d'un équilibre global des droits et des obligations convenus dans le GATT de 1994 et dans l'Accord sur l'OMC. Par exemple, les Membres sont convenus d'accorder le traitement prévu à l'article premier du GATT de 1994 en même temps qu'ils sont convenus d'autoriser le traitement prévu dans la Clause d'habilitation dans le cadre du GATT de 1994, nonobstant les dispositions de l'article premier. Ces dispositions participent toutes deux de l'équilibre global des concessions au titre de l'Accord sur l'OMC.

2. De plus, il est utile d'établir une distinction entre un "moyen de défense affirmatif" et une "exception". Ainsi que l'Organe d'appel l'a expliqué dans l'affaire *CE – Hormones*, le simple fait de qualifier une disposition d'"exception" ne déplace pas la charge de la preuve vers la partie défenderesse[1]; une partie à un différend n'a pas la charge de la preuve à moins d'établir, par voie d'affirmation, une allégation ou un moyen de défense.[2] La Clause d'habilitation n'est pas qu'un "moyen de défense affirmatif" en ce qui concerne les dispositions de l'article I:1 du GATT de 1947[3], mais plutôt une règle positive autorisant, dans certaines circonstances, l'extension de préférences tarifaires à des pays en développement Membres. Par conséquent, l'analyse devrait porter sur le point de savoir si l'Inde a établi que la mesure n'est pas conforme aux prescriptions de la Clause d'habilitation. Si elle n'y parvient pas, ses allégations devraient être rejetées.

Question n° 2

Comment établir qu'une disposition juridique confère un "droit autonome" ou fournit un "moyen de défense affirmatif"?

---

[1] Rapport de l'Organe d'appel *CE - Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés* ("*CE – Hormones*"), WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R, adopté le 13 février 1998, paragraphe 105.

[2] Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde* ("*États-Unis – Chemises et blouses de laine*"), WT/DS33/AB/R, adopté le 23 mai 1997, page 16.

[3] Communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphes 4 à 9.

3. Comme les États-Unis l'ont indiqué dans leur communication écrite, le paragraphe 1 du GATT de 1994 dispose que ce dernier comprendra non seulement les dispositions du GATT de 1947 (paragraphe 1 a)), mais également les dispositions des "autres décisions des PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947" (paragraphe 1 b) iv)), dont la Clause d'habilitation fait partie.[4] La Clause d'habilitation fait donc autant partie du GATT de 1994 que le texte du GATT de 1947. Comme indiqué ci-dessus, la Clause d'habilitation procède de l'équilibre global des droits et des obligations convenus dans le GATT de 1994 et l'Accord sur l'OMC, et n'est pas un "moyen de défense affirmatif" en ce qui concerne les dispositions de l'article I:1 du GATT de 1947. La Clause d'habilitation s'applique "[*n*]*onobstant* les dispositions de l'article premier de l'Accord général". D'après la définition courante qu'en donne le dictionnaire, le terme "nonobstant" signifie "en dépit de".[5] Par conséquent, conformément à la Clause d'habilitation, les Membres peuvent "accorder un traitement différencié et plus favorable aux pays en voie de développement, sans l'accorder à d'autres parties contractantes", en dépit de l'obligation énoncée à l'article premier d'étendre sans condition le traitement NPF. Cela signifie, par exemple, qu'il n'est pas nécessaire de déterminer si la mesure en question est incompatible avec l'obligation générale énoncée à l'article I:1 pour appliquer la Clause d'habilitation.

Sans ... discrimination

Question n° 3

Prenez pour hypothèse que la Clause d'habilitation confère un droit autonome, à part entière, et que le Groupe spécial doive l'examiner pour en interpréter les dispositions. Pouvez-vous indiquer où, dans la Clause d'habilitation, le Groupe spécial trouverait le contexte permettant d'interpréter l'expression "sans ... discrimination"? Ce contexte donne-t-il des indications contextuelles suffisantes pour interpréter cette expression? Le Groupe spécial devrait-il également chercher des indications contextuelles ailleurs que dans la Clause d'habilitation? Dans l'affirmative, dans quels accords et dans quelles dispositions particulières de ces derniers, et pourquoi dans ces dispositions en particulier et pas dans d'autres?

4. Le Groupe spécial devrait interpréter l'expression "sans ... discrimination" suivant son sens ordinaire dans son contexte et à la lumière de l'objet et du but de la Décision de 1971 mentionnée dans la Clause d'habilitation. S'agissant du sens ordinaire de l'expression, nous notons d'abord la démonstration des CE, qui fait appel à plusieurs définitions du dictionnaire pour prouver que le sens ordinaire de l'expression "sans ... discrimination", particulièrement lorsqu'elle est utilisée dans un contexte juridique, permet d'établir une différenciation dans des situations inégales.[6] Pour replacer ce sens ordinaire dans le bon contexte, les États-Unis notent que la Clause d'habilitation n'utilise pas l'expression "sans ... discrimination" en soi mais ne fait que citer (dans la note de bas de page 3) le préambule de la Décision de 1971, qui utilise l'expression "sans ... discrimination". Par conséquent, c'est la Décision de 1971 qui constitue le contexte immédiat pour l'interprétation de l'expression "sans ... discrimination" figurant dans la Clause d'habilitation. La Clause d'habilitation n'apporte aucune prescription nouvelle en matière de traitement "sans ... discrimination" mais autorise le traitement "défini dans" la Décision de 1971. En d'autres termes, la Décision de 1971 donne une définition du type de traitement autorisé au titre du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation, qui intègre l'idée que le traitement est accordé "à l'effet" d'étendre des préférences "mutuellement acceptables", "généralis[ées]", "sans discrimination ni réciprocité".

5. Interpréter l'expression "sans ... discrimination" dans le sens d'un maintien de la flexibilité des pays donneurs afin qu'ils puissent adapter leurs programmes SGP pour opérer une différenciation entre des situations inégales est conforme à l'objet et au but exprimés dans la Décision de 1971, à

[4] Communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphes 5 à 7.
[5] Webster's New World Dictionary 513 (2nd Concise ed. 1982).
[6] *Voir* la première communication des CE, paragraphes 66 et 67.

savoir que les programmes SGP doivent "augmenter les recettes d'exportation, ... favoriser l'industrialisation et ... accélérer le rythme de la croissance économique" des pays en développement. Comme les États-Unis l'ont expliqué dans leur déclaration orale[7], s'il n'était pas permis d'établir une différenciation dans des situations inégales, tout programme SGP devrait être administré sur la base du "plus petit dénominateur commun", c'est-à-dire qu'un programme SGP ne pourrait être appliqué que dans la mesure où il répond à des besoins identiques des pays en développement et ne pourrait être adapté aux besoins particuliers de sous-ensembles de pays en développement. De plus, la Décision de 1971 prévoit un "système mutuellement acceptable" de préférences et un Membre a le droit, *pas* l'obligation, d'étendre les préférences. Même si une obligation "unique" d'accorder une préférence à tous les pays en développement peut être acceptable pour l'Inde aux fins du présent différend, il est douteux qu'elle soit acceptable pour les autres pays bénéficiaires ou pour les pays donneurs du SGP, ou même pour l'Inde dans le cadre d'un autre différend.

6. La Décision de 1971 fournit également un autre cadre contextuel. Comme ils l'ont déjà expliqué, les États-Unis estiment que l'utilisation du terme "généralisé" dans le préambule de la Décision de 1971 va dans le sens d'une interprétation de "sans ... discrimination" permettant d'établir une différenciation entre des situations inégales; "généralisé" doit vouloir dire autre chose que "sans ... discrimination".[8]

7. Pour ces raisons, une interprétation de l'expression "sans ... discrimination" permettant d'opérer une différenciation entre des situations inégales s'accorde avec le sens ordinaire que revêt cette expression dans le contexte de la Décision de 1971 et à la lumière de l'objet et du but de la Décision.

8. Si le Groupe spécial estimait nécessaire d'aller au-delà du contexte de la Décision de 1971, le cadre contextuel suivant est la Clause d'habilitation elle-même. Comme les États-Unis l'ont expliqué dans leur déclaration orale, les paragraphes 3 c) et 7 de la Clause d'habilitation étayent eux aussi une interprétation de l'expression "sans ... discrimination" qui autorise l'établissement d'une différenciation entre des situations inégales.[9]

9. Les États-Unis notent que la Décision de 1971 est devenue caduque avant que l'Accord sur l'OMC ne soit négocié, et ne fait donc pas partie en tant que telle du GATT de 1994. Par conséquent, ce sont d'autres dispositions de l'Accord sur l'OMC qui peuvent constituer, au mieux, un contexte limité pour l'interprétation de l'expression "sans ... discrimination" dans la Décision de 1971. Les rédacteurs de la Décision de 1971 et, ultérieurement, de la Clause d'habilitation ont choisi de ne pas définir l'expression "sans ... discrimination". Par conséquent, si le Groupe spécial examine ces autres dispositions, il devrait le faire avec prudence, pour ne pas trouver dans la Clause d'habilitation des obligations juridiques qui n'y sont pas.[10] Voir ci-dessous la réponse des États-Unis à la question n° 4 pour un examen plus détaillé des dispositions particulières.

Question n° 4

Le contexte de l'expression "sans ... discrimination", à la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation, inclut-il les articles I:1, III:4, X, XIII, XVII et XX du GATT de 1994, ainsi que l'article XVII de l'AGCS? Expliquez pourquoi.

10. La plus grande différence entre le libellé des articles I:1 et III:4 du GATT de 1994 et celui de la Clause d'habilitation réside dans l'absence, à l'article I:1 tout comme à l'article III:4, du terme "discrimination" et dans l'absence, dans la Clause d'habilitation, du libellé spécifique et détaillé de ces

[7] Déclaration orale des États-Unis, paragraphe 13.
[8] Déclaration orale des États-Unis, paragraphe 12 (note de bas de page omise).
[9] Déclaration orale des États-Unis, paragraphe 12 (note de bas de page omise).
[10] *Voir* la déclaration orale des États-Unis, paragraphe 14.

articles qui a donné lieu à l'analyse des expressions "conditions de concurrence" et "produit similaire" que les groupes spéciaux du GATT et de l'OMC ont effectuée par le passé. Il n'y a dans ces dispositions rien qui puisse servir de base à l'interprétation du terme "discrimination", et donc rien qui permette d'utiliser ces dispositions comme contexte pour l'interprétation de l'expression "sans ... discrimination" dans la Décision de 1971. Pour la même raison, il serait incorrect, comme les États-Unis l'ont expliqué dans leur déclaration orale, d'interpréter "sans ... discrimination" comme signifiant "sans condition", dans le sens où cette expression est utilisée à l'article I:1 du GATT de 1994.[11] L'expression "sans condition" ne figure pas dans le texte de la Décision de 1971 ni dans la Clause d'habilitation. De plus, comme l'indiquent les États-Unis dans leur réponse à la question n° 1, la Clause d'habilitation exclut l'application de l'article I:1 en totalité, s'agissant de l'obligation d'un traitement "sans condition", qui y figure.

11. De même, il serait incorrect d'appliquer à l'expression "sans ... discrimination" une analyse semblable à celle qui est appliquée aux termes "produit similaire" ou "services similaires et fournisseurs de services similaires" dans le cadre des articles I[er] ou III du GATT ou de l'article XVII de l'AGCS, ces dispositions exigeant de manière explicite une comparaison entre le traitement de produits ou services et fournisseurs de services "similaires", ce que ne fait pas la Clause d'habilitation.[12] Contrairement à ces articles, la Décision de 1971 se contente d'utiliser l'expression "sans ... discrimination", sans établir de lien entre cette expression et la façon de traiter les produits en tant que tels. De fait, l'Organe d'appel a reconnu que la "discrimination" ne peut être assimilée au critère du "traitement national" de l'article III.[13] Quel que soit le contexte constitué par ces articles, il corrobore l'idée que l'application de l'obligation de non-discrimination ne peut être assimilée à l'application de l'obligation qui découle des dispositions exigeant de manière spécifique une analyse fondée sur des comparaisons entre la façon de traiter des produits ou services et fournisseurs de services importés et des produits ou services et fournisseurs de services "similaires".

12. De même, l'article X:3 a) du GATT de 1994 n'utilise pas le terme "discrimination", et, par les termes qu'il utilise, fait appel à une analyse très particulière pour savoir si les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives ont été administrés d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable. Il constitue un contexte qui a peu d'utilité, voire aucune, pour l'interprétation de l'expression "sans ... discrimination" telle qu'elle est utilisée dans la Décision de 1971.

13. L'article XIII du GATT de 1994 mentionne l'"application non discriminatoire" dans son titre et donc, si l'on admet que le GATT de 1994 constitue un contexte pour la Décision de 1971, il semble plus approprié d'utiliser l'article XIII pour interpréter l'expression "sans ... discrimination". Les États-Unis notent que l'article XIII permet d'opérer une différenciation entre les pays en termes de contingents répartis entre les différents pays et même s'agissant du choix de ceux qui pourront se voir attribuer un contingent. L'article XIII autorise également l'utilisation de "facteurs spéciaux qui peuvent affecter le commerce" en faisant la répartition; il envisage donc clairement que l'on puisse prendre en compte la situation de chacun des pays et opérer une différenciation sur la base de tous "facteurs spéciaux". Il n'y a donc de toute évidence pas de conception unique de l'expression "sans ... discrimination", ce qui tend à confirmer que la signification de cette expression permet d'opérer une différenciation entre des situations inégales.[14]

14. De même, bien que le texte introductif de l'article XX du GATT de 1994 utilise le terme "discrimination", il constitue au mieux un contexte restreint pour l'expression "sans ... discrimination" telle qu'utilisée dans la Décision de 1971, pour la raison donnée dans la réponse des États-Unis à la question n° 3. De plus, le terme "discrimination" est précédé des qualificatifs "arbitraire" et

[11] Déclaration orale des États-Unis, paragraphe 10.

[12] *Voir* la déclaration orale des États-Unis, paragraphe 11.

[13] Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules* ("*États-Unis – Essence*"), WT/DS2/AB/R, adopté le 20 mai 1996, pages 25 et 26.

[14] *Voir également* la première communication des CE, paragraphes 78 et 79.

"injustifiable", alors que la Décision de 1971 se contente d'utiliser l'expression "sans ... discrimination". Par conséquent, le texte introductif de l'article XX constituerait au mieux un contexte restreint dans lequel la référence à la "discrimination arbitraire ou injustifiable *entre les pays où les mêmes conditions existent*" corrobore l'idée que le sens ordinaire de "discrimination" permet d'opérer une différenciation entre des situations inégales.[15]

15. Les articles XVII et XX i) du GATT de 1994 définissent tous deux la "discrimination" par référence à d'autres dispositions du GATT sans préciser exactement quelles sont ces dispositions ("les principes généraux de non-discrimination prescrits par le présent accord" et "[les] dispositions du présent accord relatives à la non-discrimination", respectivement). En revanche, la Décision de 1971 ainsi que la partie de cette décision citée dans la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation se contentent d'utiliser l'expression "sans ... discrimination" et ne font pas appel à d'autres dispositions de l'OMC pour définir cette expression aux fins des programmes SGP.

Paragraphe 3 c)

Question n° 5

Veuillez donner votre avis sur les questions ci-après concernant le sens de la Clause d'habilitation, sur la base du paragraphe 9 de la déclaration orale du Paraguay. Est-il correct de dire que, au titre de la Clause d'habilitation, les pays développés ne sont pas tenus d'accorder des préférences tarifaires? Est-il également correct de dire que toute préférence accordée ne vise que les produits et les pays en développement spécifiquement choisis par le pays développé? Les pays développés sont-ils libres d'exclure des pays en développement des bénéficiaires de leurs schémas SGP en vertu du principe de la gradation?

16. D'après le paragraphe 1 de la Clause d'habilitation, les Membres "*peuvent* accorder un traitement différencié et plus favorable aux pays en voie de développement" de la manière décrite au paragraphe 2. Les pays développés ne sont donc pas contraints, aux termes de la Clause d'habilitation, d'étendre les préférences tarifaires accordées dans le cadre d'un schéma SGP. Cependant, les États-Unis ne considèrent pas que cela signifie qu'un pays donneur a toute latitude d'accorder de telles préférences à des produits et à des pays en développement, mais plutôt que, par la référence qu'elle fait à la Dérogation de 1971, la Clause d'habilitation établit certains paramètres que tout schéma SGP doit se conformer, à savoir que les schémas SGP doivent avoir pour objectif d'être mutuellement acceptables, généralisés, sans réciprocité ni discrimination.[16]

17. S'agissant du principe de la gradation, les États-Unis notent que cette question n'est pas en cause dans le présent différend. Le Groupe spécial n'a donc aucune raison de s'en préoccuper dans le cadre du mandat concernant le présent différend. Toutefois, rien n'indique qu'un schéma SGP appliqué dans le but d'être "mutuellement acceptable", "généralisé" et "sans ... discrimination" empêcherait certains pays en développement d'être "exclus en vertu du principe de la gradation" au cas où leur situation viendrait à changer. De fait, la Clause d'habilitation envisage qu'un pays développé Membre puisse exclure des pays en développement bénéficiaires de son schéma SGP, en vertu du principe de la gradation, puisque le paragraphe 7 dispose de manière explicite que les pays en développement "s'attendraient ... à prendre plus pleinement leur part dans l'ensemble des droits et obligations découlant de l'Accord général" à mesure de leur développement. Si l'exclusion en vertu du principe de la gradation n'était pas autorisée, cela présupposerait que les pays "en développement" ne pourront jamais devenir des pays "développés", que leurs besoins ne pourront jamais changer et qu'un pays en développement ne pourra jamais devenir concurrentiel pour certains produits. Un tel présupposé irait directement à l'encontre des principes qui sous-tendent la Clause d'habilitation.

[15] *Voir également* la première communication des CE, paragraphe 77.
[16] *Voir* la déclaration orale des États-Unis, paragraphe 9.

Question n° 6

Les besoins du développement des pays en développement sont souvent différents. Prenez, par exemple, l'Indonésie, les Philippines, le Maroc, le Brésil et le Paraguay, qui ont chacun des besoins différents en matière de développement. Si nous acceptons l'argument de la Communauté andine voulant qu'il soit possible de sélectionner certains pays bénéficiaires en fonction de critères donnés (paragraphe 6 de la Déclaration conjointe de la Communauté andine), la conséquence logique d'un tel argument ne serait-elle pas que tout pays développé pourrait établir un schéma spécial de préférences tarifaires SGP pour chacun des pays en développement afin de répondre aux besoins particuliers du développement de ces derniers? S'agit-il là d'une lecture correcte du paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation? Pour quelles raisons? Si vous ne le pensez pas, jusqu'où peut-on aller pour qu'une interprétation du paragraphe 3 c) soit correcte?

18. Comme indiqué dans la déclaration orale des États-Unis, le paragraphe 3 c) (ainsi que le paragraphe 7) de la Clause d'habilitation semble envisager de manière explicite que les préférences accordées en application de la Clause d'habilitation, y compris les schémas SGP, n'ont pas besoin de l'être de manière uniforme; de même, il envisage de manière spécifique que l'on établisse des distinctions entre les pays en développement en fonction de leurs différents besoins en matière de développement.[17] Par ailleurs, les schémas SGP doivent être "généralisés". Par conséquent, il ne semble pas que le paragraphe 3 c), lu dans le contexte d'autres dispositions de la Clause d'habilitation, oblige ou autorise les pays donneurs à concevoir un programme de préférences tarifaires pour chacun des pays, mais autoriserait les schémas SGP "généralisés" à contenir des éléments conçus pour répondre de manière positive aux différents besoins des différents pays en développement.

Question n° 7

Les pays développés ont-ils la liberté d'exclure des pays en développement bénéficiaires d'un schéma SGP en vertu du principe de la gradation? Dans l'affirmative, en application de quel paragraphe de la Clause d'habilitation? Veuillez préciser.

19. Veuillez vous reporter à la seconde partie de la réponse des États-Unis à la question n° 5.

Question n° 8

Le mot "et", au paragraphe 3 c), signifie-t-il "ou"? En d'autres termes, signifie-t-il que les "besoins du développement, des finances et du commerce" doivent être envisagés de manière globale ou qu'ils doivent l'être séparément?

20. Le paragraphe 3 c) identifie des catégories de besoins auxquels les pays développés doivent "répondre de manière positive" au moyen de leurs programmes SGP mais, contrairement à ce que laisse entendre l'Inde, l'utilisation du terme "et" n'empêche pas les pays développés de répondre à un besoin particulier.[18] De fait, une telle prescription semblerait incompatible avec l'obligation qui incombe aux pays développés au titre du paragraphe 3 c) de "modifier" leurs programmes SGP pour répondre de manière positive à l'évolution des besoins des pays en développement puisque les besoins peuvent évoluer dans une des catégories de besoins mais non dans les trois. Il n'est pas nécessaire d'interpréter "et" comme signifiant "ou" pour parvenir à cette conclusion. Bien qu'il faille examiner tous les facteurs, tous les facteurs ne sont pas déterminants pour ce qui est du traitement à accorder dans un cas précis.

[17] Déclaration orale des États-Unis, paragraphe 12.
[18] Déclaration orale de l'Inde, paragraphe 14.

Question n° 9

Le paragraphe 3 c) de la Clause d'habilitation mentionne les "parties contractantes développées" et les "pays en voie de développement". Étant donné qu'il est communément admis que les pays développés peuvent décider individuellement s'ils souhaitent ou non accorder le traitement SGP, est-il également possible d'interpréter "pays en voie de développement", au paragraphe 3 c), comme s'entendant de chacun des pays en développement?

21. Oui. Un pays développé Membre peut bien sûr modifier son schéma SGP, par exemple pour répondre à l'évolution des besoins d'un pays en développement en particulier. Le paragraphe 3 c) est libellé de manière suffisamment générale pour que l'expression "pays en développement" puisse être interprétée comme renvoyant à un ou plusieurs pays en développement, et donc comme permettant aux pays développés de répondre aux besoins du développement d'un ou plusieurs pays en développement sans exiger que tous les pays en développement aient exactement les mêmes besoins pour qu'un pays développé puisse modifier son schéma SGP.[19] Voir également la réponse des États-Unis à la question n° 6.

Question n° 10

Dans la mesure où le régime concernant les drogues répond uniquement aux besoins du développement causés par la production et le trafic de drogues, mais ne répond pas aux besoins du développement résultant d'autres problèmes, par exemple la pauvreté, un faible PNB par habitant, la malnutrition, l'analphabétisme et les catastrophes naturelles, en quoi ce programme des CE satisfait-il à l'obligation de non-discrimination énoncée dans la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation? Veuillez préciser.

22. Les États-Unis ne prennent pas position sur le programme des CE. Toutefois, ils ne considèrent pas que l'objectif visant à ce que les préférences soient accordées "sans ... discrimination" renvoie à la discrimination entre des "besoins" mais plutôt à la discrimination entre des Membres. "Sans ... discrimination" ne signifie pas qu'il est "discriminatoire" de répondre à certains besoins et non à d'autres. Comme les États-Unis l'ont déjà expliqué dans leur réponse à la question n° 8, le paragraphe 3 c) n'empêche pas les pays développés de répondre à un besoin particulier, même s'ils reconnaissent que les pays en développement ont de nombreux besoins. Par conséquent, il ne peut être "discriminatoire" de répondre à un besoin particulier, sinon le paragraphe 3 c) et le concept de non-discrimination figurant dans la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation seraient contradictoires. La question semble plutôt concerner la portée de l'obligation énoncée au paragraphe 3 c) que celle de l'expression "sans ... discrimination". Et le paragraphe 3 c) ne peut être interprété de manière rigoureuse comme exigeant qu'un programme soit à la fois "généralisé" et adapté à chacune des différences de chacun des besoins de chacun des pays.

Généralités

Question n° 11

Prière d'indiquer si vous considérez ou non que le régime concernant les drogues doit être couvert par une dérogation. Veuillez préciser.

23. Comme ils l'indiquent dans leur communication écrite, les États-Unis ne prennent pas position sur la question de savoir si le régime concernant les drogues est compatible avec les obligations des CE dans le cadre de l'OMC.[20] De la même façon, les États-Unis ne prennent pas position sur la question de savoir si le régime concernant les drogues doit être couvert par une dérogation.

[19] *Voir* la déclaration orale des États-Unis, paragraphes 2 à 6.
[20] Communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphe 2.

QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL AUX ÉTATS-UNIS

Question n° 12

Les États-Unis incluent-ils dans leur schéma SGP actuel tous les pays en développement qui se sont eux-mêmes désignés comme tels ou ont-ils leur propre liste de pays en développement? Les États-Unis accordent-ils un traitement identique à tous les pays en développement figurant sur leur liste dans le cadre de leur schéma SGP?

24. Le Président des États-Unis désigne des pays comme pays en développement bénéficiaires dans le cadre du programme SGP après examen des critères d'admissibilité liés au développement économique et à la compétitivité.[21] Les États-Unis publient chaque année, dans la Note générale n° 4 de leur tarif douanier harmonisé, une liste actualisée des pays en développement bénéficiaires.

25. Une fois désigné, un pays en développement bénéficiaire est automatiquement autorisé à recevoir un traitement en franchise de droits pour tous les produits admissibles au bénéfice du SGP. Les pays que le Président désigne comme étant des pays en développement moins avancés bénéficiaires du programme SGP des États-Unis peuvent recevoir un traitement en franchise de droits pour des produits additionnels admissibles au bénéfice du SGP seulement lorsqu'ils sont importés de ces pays. Un pays en développement bénéficiaire peut perdre son droit au traitement en franchise de droits pour un produit admissible au bénéfice du SGP si la valeur des importations de ce produit dépasse le plafond appelé "limites fixées pour des raisons de maintien de la compétitivité", ou si le Président décide de retirer, suspendre ou limiter l'application d'un traitement en franchise de droits de douane après avoir examiné les critères d'admissibilité.

Question n° 13

Estimez-vous que le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation exige qu'un traitement identique soit accordé à *tous* les pays en développement dans le cadre d'un schéma SGP? Dans l'affirmative, pour quelle raison? Sinon, pour quelle raison? Comment peut-on définir strictement un schéma SGP? Veuillez préciser.

26. Les États-Unis, pour les raisons exposées dans leur déclaration orale et en réponse à la question n° 6, n'estiment pas que la Clause d'habilitation peut être interprétée comme exigeant un traitement identique de tous les pays en développement dans le cadre d'un schéma SGP.[22] Les schémas SGP devraient être conçus conformément aux dispositions de la Clause d'habilitation, qui fait office de guide pour les pays souhaitant accorder des préférences SGP.

Question n° 14

Si le paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation n'exige pas d'un pays donneur de préférences qu'il applique le SGP à *tous* les pays en développement, que signifie le terme "généralisé" figurant dans la note de bas de page 3?

27. Comme les États-Unis l'ont expliqué dans leur déclaration orale[23], "généralisé" ne signifie pas "tous". "Généralisé" peut être entendu comme "moins que la totalité".[24] Si les négociateurs avaient

[21] *Voir* 19 U.S.C. 2461 et suivantes.
[22] Déclaration orale des États-Unis, paragraphes 2 à 6.
[23] Déclaration orale des États-Unis, paragraphe 12.
[24] *Voir The New Shorter Oxford Dictionary* 1074 (qui définit "généraliser" de la manière suivante: "Faire entrer dans l'usage courant; rendre commun, familier ou accessible au plus grand nombre; diffuser ou étendre; appliquer de manière plus générale; donner une portée plus grande.").

voulu dire "tous", ils auraient tout aussi bien pu dire "uniforme" ou "préférences à tous les pays en développement". S'agissant du point de savoir jusqu'à quel nombre "moins que la totalité" signifie toujours "généralisé", les États-Unis notent que les parties au présent différend n'ont pas soulevé la question de savoir si le régime concernant les drogues des CE est "généralisé"; le Groupe spécial n'a donc pas besoin de l'examiner.

Question n° 15

Pourquoi estimez-vous qu'une dérogation est nécessaire pour accorder le traitement SGP à certains pays touchés par la drogue (par exemple les pays de l'ATPA), compte tenu des prescriptions de la Clause d'habilitation?

28. Les États-Unis ont demandé une dérogation pour leur programme ATPA car ils n'avaient pas la certitude que le programme était "généralisé" au sens de la Clause d'habilitation. Le programme ATPA est limité par la loi à quatre pays (à savoir la Bolivie, la Colombie, l'Équateur et le Pérou).

QUESTION DE L'INDE À TOUTES LES TIERCES PARTIES

Question n° 16

Les tierces parties appuient-elles l'affirmation des CE selon laquelle le régime concernant les drogues est justifié au titre de l'article XX b) du GATT?

29. Comme nous l'avons expliqué dans notre communication écrite, les États-Unis estiment qu'il n'est pas nécessaire que le Groupe spécial examine les arguments des CE justifiant le régime concernant les drogues au titre de l'article XX b) du GATT de 1994.[25] Étant donné que la charge de la preuve qui lui incombe dans la présente procédure, et eu égard aux arguments qu'elle a présentés, l'Inde n'a pas démontré jusqu'ici que le régime concernant les drogues n'est pas conforme à la Clause d'habilitation; ainsi, il n'est pas nécessaire que le Groupe spécial examine l'argument avancé par les CE à titre subsidiaire selon lequel le régime concernant les drogues relève d'une "exception" aux obligations des accords visés en application de l'article XX b).

[25] Communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphe 10 (note de bas de page omise).

ANNEXE D

		Page
Annexe D-1	Traitement différencié et plus favorable, réciprocité, et participation plus complète des pays en voie de développement (la "Clause d'habilitation")	D-2
Annexe D-2	Décision sur le système généralisé de préférences (la "Décision de 1971 portant octroi de la dérogation")	D-5
Annexe D-3	Résolution de la deuxième session de la CNUCED sur l'expansion et la diversification des exportations d'articles manufacturés et d'articles semi-finis des pays en voie de développement ("Résolution 21 (II)")	D-7
Annexe D-4	Conclusions concertées du Comité spécial des préférences ("Conclusions concertées")	D-9

ANNEXE D-1

TRAITEMENT DIFFÉRENCIÉ ET PLUS FAVORABLE, RÉCIPROCITÉ,
ET PARTICIPATION PLUS COMPLÈTE DES PAYS
EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Décision du 28 novembre 1979
(L/4903)

À la suite des négociations qui ont eu lieu dans le cadre général des Négociations commerciales multilatérales, les PARTIES CONTRACTANTES *décident* ce qui suit:

1. Nonobstant les dispositions de l'article premier de l'Accord général, les parties contractantes peuvent accorder un traitement différencié et plus favorable aux pays en voie de développement[1], sans l'accorder à d'autres parties contractantes.

2. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux éléments ci-après[2]:

a) traitement tarifaire préférentiel accordé par des parties contractantes développées pour des produits originaires de pays en voie de développement, conformément au Système généralisé de préférences[3];

b) traitement différencié et plus favorable en ce qui concerne les dispositions de l'Accord général relatives aux mesures non tarifaires régies par les dispositions d'instruments négociés multilatéralement sous les auspices du GATT;

c) arrangements régionaux ou mondiaux conclus entre parties contractantes peu développées en vue de la réduction ou de l'élimination de droits de douane sur une base mutuelle et, conformément aux critères ou aux conditions qui pourraient être prescrits par les PARTIES CONTRACTANTES, en vue de la réduction ou de l'élimination, sur une base mutuelle, de mesures non tarifaires, frappant des produits que ces parties contractantes importent en provenance les unes des autres;

d) traitement spécial accordé aux pays en voie de développement les moins avancés dans le contexte de toute mesure générale ou spécifique en faveur des pays en voie de développement.

3. Tout traitement différencié et plus favorable accordé au titre de la présente clause:

a) sera conçu pour faciliter et promouvoir le commerce des pays en voie de développement et non pour élever des obstacles ou créer des difficultés indues au commerce de toutes autres parties contractantes;

---

[1] L'expression "pays en voie de développement", telle quelle est utilisée dans le présent texte, doit s'entendre comme désignant également les territoires en voie de développement.

[2] Il restera loisible aux PARTIES CONTRACTANTES d'examiner selon l'espèce, au titre des dispositions de l'Accord général concernant l'action collective, toutes propositions de traitement différencié et plus favorable qui ne relèveraient pas des dispositions du présent paragraphe.

[3] Tel qu'il est défini dans la décision des PARTIES CONTRACTANTES en date du 25 juin 1971 concernant l'instauration d'un système généralisé de préférences, "sans réciprocité ni discrimination, qui serait avantageux pour les pays en voie de développement" (IBDD, S18, page 27).

b) ne constituera pas une entrave à la réduction ou à l'élimination de droits de douane ou d'autres restrictions au commerce sur la base du traitement de la nation la plus favorisée;

c) sera, s'il s'agit d'un traitement accordé aux pays en voie de développement par des parties contractantes développées, conçu et, si cela est nécessaire, modifié pour répondre de manière positive aux besoins du développement, des finances et du commerce des pays en voie de développement.

4. Toute partie contractante qui prendra des mesures pour instituer un arrangement conformément aux paragraphes 1, 2 et 3 ci-dessus, ou, ultérieurement, pour modifier ou cesser d'accorder un traitement différencié et plus favorable[4]:

a) en donnera notification aux PARTIES CONTRACTANTES et leur fournira tous les renseignements qu'elles pourront juger appropriés au sujet de ces mesures;

b) se prêtera dans les moindres délais à des consultations à la demande de toute partie contractante intéressée, au sujet de toute difficulté ou question qui pourrait se poser. Les PARTIES CONTRACTANTES, si ladite partie contractante leur en fait la demande, procéderont à des consultations sur la question avec toutes les parties contractantes concernées en vue d'arriver à des solutions satisfaisantes pour toutes ces parties contractantes.

5. Les pays développés n'attendent pas de réciprocité pour les engagements, pris par eux au cours de négociations commerciales, de réduire ou d'éliminer les droits de douane et autres obstacles au commerce des pays en voie de développement, c'est-à-dire que les pays développés n'attendent pas des pays en voie de développement qu'ils apportent, au cours de négociations commerciales, des contributions incompatibles avec les besoins du développement, des finances et du commerce de chacun de ces pays. Les parties contractantes développées ne chercheront donc pas à obtenir, et les parties contractantes peu développées ne seront pas tenues d'accorder, des concessions incompatibles avec les besoins du développement, des finances et du commerce de ces dernières.

6. Eu égard aux difficultés économiques spéciales et aux besoins particuliers du développement, des finances et du commerce des pays les moins avancés, les pays développés feront preuve de la plus grande modération en cherchant à obtenir des concessions ou des contributions en contrepartie des engagements pris par eux à l'effet de réduire ou d'éliminer les droits de douane et autres obstacles au commerce de ces pays, et l'on n'attendra pas des pays les moins avancés qu'ils accordent des concessions ou apportent des contributions incompatibles avec la reconnaissance de leur situation et de leurs problèmes particuliers.

7. Les concessions accordées et les contributions apportées ainsi que les obligations assumées dans le cadre des dispositions de l'Accord général par les parties contractantes développées et les parties contractantes peu développées devraient promouvoir les objectifs fondamentaux dudit accord, y compris ceux qui sont inscrits dans le Préambule et dans l'article XXXVI. Les parties contractantes peu développées s'attendent que leur capacité d'apporter des contributions ou d'accorder des concessions négociées ou d'entreprendre toute autre action mutuellement convenue dans le cadre des dispositions et des procédures de l'Accord général s'améliore avec le développement progressif de leurs économies et l'amélioration de leur situation commerciale, et elles s'attendraient, en conséquence, à prendre plus pleinement leur part dans l'ensemble des droits et obligations découlant de l'Accord général.

[4] Rien dans ces dispositions n'affectera les droits que les parties contractantes tiennent de l'Accord général.

8. Il sera tenu particulièrement compte de la sérieuse difficulté que les pays les moins avancés éprouvent à accorder des concessions et apporter des contributions étant donné leur situation économique spéciale et les besoins de leur développement, de leurs finances et de leur commerce.

9. Les parties contractantes collaboreront aux arrangements en vue de l'examen de l'application de ces dispositions, sans perdre de vue qu'il est nécessaire que les parties contractantes s'efforcent, individuellement et collectivement, de répondre aux besoins du développement des pays en voie de développement et aux objectifs de l'Accord général.

ANNEXE D-2

DÉROGATIONS

SYSTÈME GÉNÉRALISÉ DE PRÉFÉRENCES

Décision du 25 juin 1971
(L/3545)

Les PARTIES CONTRACTANTES à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce,

Reconnaissant que l'un des principaux objectifs des PARTIES CONTRACTANTES est de promouvoir le commerce et les recettes d'exportation des pays en voie de développement en vue de stimuler leur développement économique;

Reconnaissant en outre qu'une action individuelle et collective est indispensable pour favoriser le développement des économies des pays en voie de développement;

Rappelant qu'à la deuxième session de la CNUCED un accord unanime s'est fait sur l'instauration, à une date rapprochée, d'un système mutuellement acceptable et généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, qui serait avantageux pour les pays en voie de développement afin d'augmenter les recettes d'exportation, de favoriser l'industrialisation et d'accélérer le rythme de la croissance économique de ces pays;

Considérant que des arrangements mutuellement acceptables concernant l'établissement d'un traitement tarifaire préférentiel généralisé, sans discrimination ni réciprocité, sur les marchés des pays développés en faveur de produits originaires de pays en voie de développement ont été élaborés à la CNUCED;

Notant la déclaration des parties contractantes développées aux termes de laquelle l'octroi de préférences tarifaires ne constitue pas un engagement contraignant et que ces préférences sont de caractère temporaire;

Reconnaissant pleinement que les arrangements préférentiels envisagés ne font pas obstacle à l'abaissement des droits de douane sur la base du traitement de la nation la plus favorisée;

Décident ce qui suit:

a) Sans préjudice des dispositions de tout autre article de l'Accord général, il sera dérogé pour une période de dix ans aux dispositions de l'article premier dans la mesure nécessaire pour permettre aux parties contractantes développées d'accorder, selon les procédures énoncées ci-après, un traitement tarifaire préférentiel à des produits originaires de pays et territoires en voie de développement à l'effet d'étendre à ces pays et territoires en général le traitement tarifaire préférentiel mentionné dans le préambule de la présente Décision, sans accorder ledit traitement aux produits similaires originaires d'autres parties contractantes,

Étant entendu que tout arrangement tarifaire préférentiel ainsi conçu aura pour objet de faciliter le commerce en provenance des pays et territoires en voie de développement et non de dresser des obstacles au commerce d'autres parties contractantes;

b) En évitant que leur travail fasse double emploi avec celui d'autres organisations internationales, elles soumettront à un examen régulier l'application de la présente Décision et

décideront, avant son expiration et à la lumière des considérations indiquées dans le Préambule, s'il convient de renouveler la présente Décision et, dans l'affirmative, quelles en seraient les conditions;

c) Toute partie contractante qui instituera un arrangement tarifaire préférentiel aux termes de la présente Décision, ou qui modifiera par la suite un tel arrangement, adressera une notification aux PARTIES CONTRACTANTES et leur communiquera tous renseignements utiles concernant les mesures prises au titre de la présente Décision;

d) Ladite partie contractante se prêtera à des consultations à la demande d'une autre partie contractante qui considérerait qu'un avantage résultant pour elle de l'Accord général risque d'être ou est indûment compromis du fait de l'arrangement préférentiel;

e) Toute partie contractante qui considérerait que l'arrangement ou l'extension ultérieure de sa portée n'est pas compatible avec la présente Décision, ou qu'un avantage résultant pour elle de l'Accord général risque d'être ou est indûment compromis par suite dudit arrangement ou de l'extension ultérieure de sa portée, et que les consultations n'ont pas été satisfaisantes, pourra soumettre la question aux PARTIES CONTRACTANTES, qui l'examineront sans tarder et formuleront les recommandations qu'elles jugeront appropriées.

ANNEXE D-3

EXPANSION ET DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS D'ARTICLES MANUFACTURÉS ET D'ARTICLES SEMI-FINIS DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Résolution 21 (II)

Admission préférentielle ou en franchise des exportations d'articles manufacturés et d'articles semi-finis des pays en voie de développement dans les pays développés[5]

La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement,

Ayant examiné les problèmes relatifs à la mise en œuvre d'un système généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, en faveur des pays en voie de développement,

Ayant pris connaissance de la Charte d'Alger[6], du rapport du Groupe spécial sur le commerce avec les pays en voie de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)[7] et du document TD/H/C.2/L.5 présenté par le Groupe des Soixante-dix-sept,

Reconnaissant que les progrès réalisés depuis la première session de la Conférence, tels qu'ils sont reflétés dans le rapport de l'OCDE, représentent un changement majeur dans les politiques commerciales qui régissent les échanges entre les pays développés à économie de marché et les pays en voie de développement,

Reconnaissant qu'un accord unanime s'est fait sur l'instauration, à une date rapprochée, d'un système mutuellement acceptable et généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, qui serait avantageux pour les pays en voie de développement,

Considérant qu'il n'était pas possible de réaliser des progrès suffisants sur certaines questions clés se rapportant à ce problème,

Convaincue de la nécessité d'activer ses travaux de façon à mettre sur pied un tel système,

1. *Reconnaît* que les objectifs du système généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, en faveur des pays en voie de développement, y compris des mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés, doivent être:

a) d'augmenter leurs recettes d'exportation;
b) de favoriser leur industrialisation;
c) d'accélérer le rythme de leur croissance économique;

2. *Crée* à cet effet le Comité spécial des préférences, en tant qu'organe subsidiaire du Conseil du commerce et du développement, afin de permettre à tous les pays intéressés de participer aux consultations nécessaires; tout État membre qui ne serait pas en mesure de prendre part aux travaux du Comité spécial pourra faire connaître ses vues au Secrétariat général de la CNUCED, qui les portera à l'attention du Comité spécial;

[5] La Conférence a adopté cette résolution à l'unanimité.
[6] TD/38.
[7] TD/56.

3. *Décide* que, pour les mesures à prendre conformément au paragraphe 2 ci-dessus, il faudra tenir dûment compte des points d'accord et observations énoncées dans le rapport de la Deuxième Commission[8];

4. *Demande* que le Comité spécial tienne sa première réunion en novembre 1968 afin d'étudier les progrès réalisés jusque-là et demande en outre que le Comité tienne une deuxième réunion au cours du premier semestre de 1969 de façon à pouvoir établir son rapport final au Conseil du commerce et du développement; le but devra être de régler les détails des arrangements dans le courant de l'année 1969, afin qu'il soit possible de chercher à obtenir les autorisations législatives et les dérogations requises dans l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce aussitôt que possible après;

5. *Note* que de nombreux pays ont exprimé l'espoir que les arrangements pourront entrer en vigueur au début de 1970.

[8] Le rapport de la Deuxième Commission figure dans l'annexe VII.

ANNEXE D-4

CONCLUSIONS CONCERTÉES DU COMITÉ
SPÉCIAL DES PRÉFÉRENCES

I.

Le Comité spécial des préférences:

1. Rappelle que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, dans sa résolution 21 (II), a reconnu qu'un accord unanime s'était fait sur l'instauration, à une date rapprochée, d'un système mutuellement acceptable et généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, qui serait avantageux pour les pays en voie de développement.

2. Rappelle en outre l'accord réalisé selon lequel les objectifs du système généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, en faveur des pays en voie de développement, y compris des mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés, doivent être: *a)* d'augmenter leurs recettes d'exportation; *b)* de favoriser leur industrialisation; *c)* d'accé1érer le rythme de leur croissance économique.

3. Accueille avec satisfaction les communications révisées présentées par les pays développés à économie de marché [TD/B/AC.5/34 et Add.1 a 3, Add.4 et 4(A), Add.5/Rev.l et Rev./Corr.l, Add.6, Add.7 et Corr.l à 3, et Add.8 à 10], qu'il importe de rapprocher des communications préliminaires de novembre 1969 [TD/B/AC.5/24 et Add.l à 3, Add.4 et Corr.l, Add.5 et Corr.l, Add.5(A), Add.6, Add.7 et Corr.l et Add.8 à 11], et qui représentent un succès important de la CNUCED dans ses efforts et ses tentatives pour mettre en œuvre un système généralisé de préférences, ainsi qu'un é1ément majeur de la réalisation des buts et objectifs de la résolution 21 (II) précitée de la Conférence et de la stratégie internationale du développement pour les années 70.

4. Accueille avec satisfaction la déclaration commune de plusieurs pays socialistes d'Europe orientale, complétée et précisée par les déclarations qu'ils ont faites à titre individuel, qui constitue une contribution utile et positive du point de vue des objectifs de la résolution 21 (II) de la Conférence (voir ci-dessous, à la deuxième partie du présent rapport, la section C du chapitre premier).

5. Prend note des espoirs des pays en voie de développement concernant le système général de préférences, tels qu'ils sont exprimés dans les parties pertinentes de la Charte d'Alger.[9]

6. Prend note des observations, suggestions et requêtes formulées par les pays en voie de développement au sujet des communications des pays développés à économie de marché pendant les consultations qui se sont déroulées an Comité spécial, en particulier de celles que renferme le rapport sur sa quatrième session, et note aussi que quelques-unes de ces suggestions et requêtes ont été prises en considération dans les communications révisées.

7. Note également les explications que les pays donneurs éventuels ont données au sujet de leurs communications et les déclarations dans lesquelles ils ont affirmé qu'ils tiendront compte, autant que possible, des observations, suggestions et requêtes des pays en voie de développement, y compris celles des moins avancés d'entre eux.

[9] Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, deuxième session*, vol. I, *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente: E.68.II.D.14), pages 473 à 484.

8. Estime que les efforts en vue d'améliorations nouvelles devraient se poursuivre dans une perspective dynamique eu égard aux objectifs de la résolution 21 (II) de la Conférence.

9. Reconnaît que ces arrangements préférentiels sont mutuellement acceptables et représentent un effort coopératif, issu des consultations détaillées et intensives qui ont eu lieu à la CNUCED entre les pays développés et les pays en voie de développement; cette coopération continuera à se manifester par les consultations qui se dérouleront à l'avenir à l'occasion des examens périodiques du système et de son fonctionnement.

10. Note que les pays donneurs éventuels sont résolus à chercher à obtenir, aussi rapidement que possible, les autorisations législatives et autres nécessaires afin de mettre les arrangements préférentiels en œuvre le plus tôt possible en 1971.

11. Recommande que le Conseil du commerce et du développement, à sa quatrième session extraordinaire, fasse sien le rapport du Comité spécial sur sa quatrième session, prenne note des présentes conclusions, approuve les dispositions institutionnelles proposées dans la section VIII et prenne une décision au sujet de l'organe approprié de la CNUCED mentionné dans cette section.

II. Préférences inverses et préférences spéciales

1. Le Comité spécial note que, conformément à la résolution 21 (II) de la Conférence, il y a accord sur l'objectif selon lequel tous les pays en voie de développement devraient en principe participer dès le début en qualité de pays bénéficiaires. Il note également que la réalisation de cet objectif, en relation avec la question des préférences inverses qui reste à résoudre, nécessitera de nouvelles consultations entre les parties directement intéressées. Ces consultations devraient se poursuivre de toute urgence en vue de trouver des solutions avant que les schémas soient appliqués. Le Secrétaire général de la CNUCED prêtera son concours à ces consultations avec l'accord des gouvernements intéressés.

2. Les pays en voie de développement qui, du fait de 1'instauration du système généralisé de préférences, seront appelés à partager les avantages tarifaires dont ils bénéficient déjà dans certains pays développés s'attendront que l'accès aux marchés d'autres pays développés leur ouvre des possibilités d'exportation compensant pour le moins le partage de ces avantages.

3. À l'issue des examens périodiques à la CNUCED et des consultations bilatérales ou multilatérales entre les pays intéressés, les pays qui accordent des avantages tarifaires examineront attentivement, lorsqu'ils passeront en revue le fonctionnement du système généralisé de préférences, les avantages globaux que les pays en voie de développement bénéficiant d'avantages tarifaires ont retirés du système.

III. Mécanismes de sauvegarde

1. Les différents schémas de préférences proposés prévoient tous certains mécanismes de sauvegarde (par exemple une formule de limitation *a priori* ou des mesures du type "clause échappatoire") de façon à conserver aux pays donneurs un certain contrôle sur les échanges que les nouveaux avantages tarifaires pourraient engendrer. Les pays donneurs se réservent le droit d'apporter des modifications aux modalités d'application de leurs mesures ou à leur portée, notamment celui de limiter ou de retirer entièrement ou partiellement certains des avantages tarifaires accordés, au cas où ils le jugeraient nécessaire. Les pays donneurs déclarent cependant que de telles mesures conserveraient un caractère exceptionnel et ne seraient décidées qu'une fois dûment pris en considération, dans la mesure ou leur législation le leur permet, les objectifs du système généralisé de préférences et les intérêts généraux des pays en voie de développement, notamment des moins avancés d'entre eux.

2. Les pays donneurs offriront aux pays bénéficiaires, en particulier à ceux pour lesquels le produit visé présente un intérêt commercial appréciable, la possibilité de procéder à des consultations appropriées sur 1'application des mesures de sauvegarde; lorsque les consultations préliminaires ne pourront avoir lieu, les pays donneurs informeront le plus tôt possible tous les pays bénéficiaires des mesures prises par I'intermédiaire du Secrétaire général de la CNUCED et aux fins indiquées ci-dessus. Il conviendrait que les pays donneurs réexaminent de temps en temps les mesures de sauvegarde adoptées, en vue de les assouplir ou de les supprimer le plus rapidement possible.

3. Certains pays donneurs prévoient un mécanisme comprenant une formule de limitation *a priori* d'après laquelle des plafonds quantitatifs seront imposés aux montants des importations admises au bénéfice des préférences. Quelques-uns d'entre eux pourraient néanmoins recourir aussi aux mesures de caractère échappatoire pour les produits non couverts par des formules de limitation *a priori*.

4. Quant aux pays qui n'envisagent pas de limitation *a priori*, les mesures de caractère échappatoire constituent le principal instrument de sauvegarde à leur disposition.

IV. Bénéficiaires

1. Le Comité spécial a pris note des communications individuelles des pays donneurs à ce sujet et de la position commune des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques, telle qu'elle est énoncée au paragraphe 13 de l'introduction à la documentation de fond contenant les communications préliminaires des pays développés (TD/B/AC.5/24) en ces termes: "En ce qui concerne les bénéficiaires, les pays donneurs se détermineraient en général en fonction du principe de l'autoélection. Au sujet de ce principe, il faudrait se référer aux paragraphes pertinents du document TD/56[e], c'est-à-dire à la section A de la partie I."

2. Le porte-parole des pays en voie de développement membres du Groupe des Soixante-dix-sept a fait une déclaration sur la question des bénéficiaires (voir annexe I des présentes conclusions).

3. D'autres déclarations ont aussi été faites à ce sujet par les représentants de la Roumanie, de la Chine, de la Bulgarie, de Cuba, de la Turquie, d'Israël, de la Grèce, de la Bulgarie au nom des pays socialistes d'Europe orientale, du Royaume-Uni, de l'Australie, des Pays-Bas, de la Nouvelle-Zélande, de l'Espagne, de Malte et de la Mongolie (voir ci-dessous, à la deuxième partie du présent rapport, la section D du chapitre premier).

4. Le porte-parole des pays membres du Groupe B a fait également une déclaration à ce sujet (voir annexe II des présentes conclusions).

5. Le Comité spécial a pris note de ces déclarations.

V. Mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés

1. En appliquant la résolution 21 (II) de la Conférence, et ainsi qu'elle le prescrit, il convient de reconnaître qu'il est tout particulièrement nécessaire d'améliorer la situation économique des pays en voie de développement les moins avancés. Il importe que ces pays bénéficient dans toute la mesure possible du sytème généralisé de préférences. À cet égard, il faudra avoir présentes à l'esprit les dispositions de la résolution 24 (II) de la Conférence.

2. Les pays donneurs envisageront, autant que possible, cas par cas, la possibilité d'inclure dans le système généralisé de préférences des produits dont l'exportation présente de l'intérêt surtout pour

les pays en voie de développement les moins avancés et, le cas échéant, d'accorder des réductions tarifaires plus fortes pour ces produits.

3. Les pays donneurs déclarent que les mesures prévues par les clauses échappatoires conserveraient un caractère exceptionnel et ne seraient décidées qu'une fois dûment pris en considération, dans la mesure où leu législation le leur permet, les intérêts des pays en voie de développement les moins avancés.

4. Au cours de l'examen annuel du fonctionnement du système généralisé de préférences, le dispositif institutionnel devrait accorder une attention particulière aux effets du sytème sur le volume des exportations et les recettes d'exportation des pays les moins avancés ainsi qu'au regard des autres objectifs de la résolution 21 (II) de la Conférence. Cet organe devrait en outre faire des recherches et procéder à des consultations sur les mesures spéciales en faveur de ces pays dans le cadre du système généralisé, conformément à la résolution 21 (II) de la Conférence.

5. Le Comité spécial recommande au Conseil du commerce et du développement de suggérer à chacune de ses grandes commissions, compte tenu de la mise en œuvre imminente d'un système généralisé de préférences, d'étudier par priorité les mesures relevant de la compétence de ces commissions qui se rapporteraient au système généralisé de préférences ou qui le compléteraient, et tout particulièrement celles qui permettraient aux pays en voie de développement les moins avancés de participer pleinement à ce système.

6. En plus des mesures mentionnées ci-dessus, d'autres mesures ont été suggérées en vue de permettre aux pays en voie de développement, et en particulier aux moins avancés de ces pays, de retirer des avantages supplémentaires du système généralisé de préférences. Les efforts entrepris sur le plan international dans ce domaine devraient porter en priorité sur les points suivants:

a) détermination des produits pour lesquels le système généralisé de préférences ouvre aux pays les moins avancés des possibilités d'exportation nouvelles ou meilleures;

b) études de marché sur ces produits;

c) assistance en vue de l'amélioration de services d'exportation et de promotion des exportations, ou le cas échéant, de la création de ces services.

7. Le Comité spécial invite le Conseil du commerce et du développement à signaler aux autres organisations internationales appropriées qu'il importe de prendre des mesures en rapport avec l'application du système généralisé de préférences. Ces mesures pourraient comprendre, selon les besoins, une assistance financière et technique en vue de la création et du développement d'industries dont la production contribuerait à accroître les exportations de produits couverts par le système généralisé de préférences, ainsi qu'une assistance financière pour des études de préinvestissement concernant ces industries.

VI. Durée

La durée initiale du sytème généralisé de préférences sera fixée à dix ans. Un examen approfondi aura lieu quelque temps avant la fin de la période de dix ans pour déterminer, compte tenu des objectifs de la résolution 21 (II) de la Conférence, s'il convient de maintenir le système de préférences au-delà de cette période.

VII. Règles d'origine

1. Il est convenu que les règles d'origine devraient faciliter la réalisation des objectifs de la résolution 21 (II) de la Conférence relative au système généralisé de préférences, à cet égard, pour assurer effectivement aux pays bénéficiaires les avantages du traitement préférentiel pour les exportations qui rempliront les conditions requises à cette fin, pour aider à assurer l'équivalence des conditions d'accès aux marchés des pays donneurs, et pour éviter de fausser les courants d'échanges.

2. Le bon fonctionnement des règles d'origine serait grandement facilité s'il était possible d'instituer une collaboration étroite et confiante entre les autorités compétentes des pays donneurs et des pays bénéficiaires, surtout en ce qui concerne la preuve documentaire et le contrôle. Il est convenu que cette coopération devrait êtte assurée de façon bilatérale et dans les conditions appropriées par les dispositions institutionnelles prévues dans la partie pertinente des présentes conclusions.

3. Il est reconnu qu'il est souhaitable que les règles d'origine soient aussi uniformes et aussi faciles à appliquer que possible. Le Groupe de travail des règles d'origine a élaboré, au niveau technique, des avant-projets de textes relatifs à un certain nombre d'éléments importants des règles d'origine. En ce qui concerne toutefois l'élément essentiel de toutes règles d'origine, à savoir le critère de transformation substantielle, le Groupe n'est pas encore arrivé à une communauté de vues.

4. Étant donné l'importance que le Comité spécial attache à la mise en vigueur aussi rapide que possible du système généralisé de préférences, il faudra peut-être appliquer, pour commencer, des règles d'origine qui différeront à certains égards, ce qui ne devrait pas empêcher de poursuivre les efforts pour arriver ultérieurement, dans la mesure du possible, à une normalisation plus poussée.

5. En raison des progrès sensibles réalisés dans la mise au point de solutions communes à des problèmes tels qu'une formule modèle de certificat d'origine et des règles et engagements concertés en matière de vérifications, de sanctions et de coopération mutuelle, les difficultés administratives qui pourraient résulter de l'emploi de règles d'origine différentes lors de l'étape initiale seront ramenées au minimum.

6. Le Groupe de travail des règles d'origine devrait terminer le plus tôt possible l'examen de tous les éléments techniques des règles d'origine aux fins du système généralisé de préférences, en vue de s'accorder sur le plus grand nombre possible d'éléments communs des règles d'origine dès maintenant. Ces éléments techniques comprennent notamment l'harmonisation, entre les pays donneurs qui appliquent les mêmes critères à cet égard, des différents éléments servant à déterminer s'il y a eu transformation substantielle, ainsi que les questions du traitement collectif des pays bénéficiaires et du traitement à réserver aux éléments provenant des pays développés. À cette occasion, le Groupe de travail devrait également examiner les solutions susceptibles d'être apportées aux problèmes spécifiques des pays en voie de développement les moins avancés. Pour éviter les retards et faciliter la mise en œuvre du système généralisé de préférences, les conclusions du Groupe renfermant les textes concertés sur les règles d'origine devraient être remises directement à la fois aux pays donneurs éventuels et aux pays bénéficiaires éventuels, afin de faciliter l'adoption des dispositions nécessaires au niveau national. Le secrétariat de la CNUCED devrait être prié d'établir et de distribuer aux gouvernements des États membres un texte de synthèse sur les règles d'origine que les pays donneurs appliqueront aux fins de la mise en œuvre du sytème généralisé de préférences.

VIII. Dispositions institutionnelles

1. Le Comité spécial des préférences est d'avis qu'il devrait y avoir au sein de la CNUCED un dispositif approprié qui s'occuperait des questions concernant la suite donnée à la résolution 21 (II) de la Conférence, compte tenu de la résolution 24 (II) de la Conférence. Le mandat de [l'organe approprié de la CNUCED] devrait être le suivant:

a) passer en revue:

i) les effets du système généralisé de préférences sur les exportations et les recettes d'exportation, sur l'industrialisation et le taux de croissance économique des pays bénéficiaires, y compris les pays en voie de développement les moins avancés, et, ce faisant, examiner, entre autres questions, celles qui ont trait aux produits couverts, aux listes d'exceptions, à l'ampleur des réductions, au fonctionnement des mécanismes de sauvegarde (y compris les plafonds et les clauses échappatoires) et aux règles d'origine;

ii) les effets du système généralisé de préférences sur le processus d'industrialisation, ainsi que sur le volume des exportations et les recettes d'exportation des pays en voie de développement les moins avancés, de même que passer en revue et étudier les mesures spéciales en faveur de ces pays dans le cadre du système général, comme il est prévu dans la résolution 21 (II) de la Conférence;

iii) en particulier les incidences que pourrait avoir, sur les recettes d'exportation des pays en voie de développement qui bénéficient déjà d'avantages tarifaires, le partage de ceux-ci avec les autres pays en voie de développement dans le cadre du système généralisé de préférences, afin d'éviter notamment que les premiers ne subissent un préjudice;

iv) les efforts complémentaires faits par les pays en voie de développement pour profiter aussi pleinement que possible des avantages commerciaux possibles découlant de l'octroi d'un traitement tarifaire spécial;

v) les autres problèmes relatifs au fonctionnement du système;

b) passer en revue les questions concernant les mesures prises par les pays socialistes d'Europe orientale en vue de contribuer à la réalisation des objectifs de la résolution 21 (II) de la Conférence;

c) les tâches ci-dessus seraient menées à bien dans les conditions appropriées par les moyens suivants:

i) examen et analyse annuels du fonctionnement du système;

ii) examen triennal visant à évaluer les avantages que le système procure aux pays bénéficiaires et les possibilités d'améliorer le système et son fonctionnement;

iii) examen approfondi, vers la fin de la période initiale d'application du système, en vue de déterminer, compte tenu des objectifs de la résolution 21 (II) de la Conférence, s'il y a lieu de maintenir le système de préférences au-delà de cette période.

2. Tous ces examens périodiques seraient aussi l'occasion de consultations multiltérales ou bilatérales entre pays donneurs et pays bénéficiaires au sujet du système tel qu'il serait appliqué au départ, des modalités de son application et des modifications ultérieures. Ils donneraient également aux pays développés à économie de marché et aux pays en voie de développement l'occasion de se consulter sur les possibilités d'améliorer le système et permettraient aussi aux pays socialistes d'Europe orientale et aux pays en voie de développement de se consulter en vue d'appliquer prochainement et efficacement les mesures énoncées par les premiers dans leur déclaration commune, qui ont pour but de contribuer à la réalisation des objectifs de la résolution 21 (II) de la Conférence.

3. Le Comité spécial des préférences considère qu'il pourrait être également nécessaire d'organiser des consultations spéciales sur tel ou tel aspect du système nécessitant un examen d'urgence. Ces consultations pourraient être organisées en accord avec les gouvernements des États membres intéressés et, s'ils le désirent, avec le concours du Secrétaire général de la CNUCED.

IX. Statut juridique

1. Le Comité spécial reconnaît qu'aucun pays ne se propose d'invoquer son droit au traitement de la nation la plus favorisée en vue d'obtenir, en totalité ou en partie, le traitement préférentiel accordé aux pays en voie de développement conformément à la résolution 21 (II) de la Conférence, et que les parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce ont l'intention de chercher à obtenir aussitôt que possible la dérogation ou les dérogations nécessaires.

2. Le Comité national prend note de la déclaration faite par les pays donneurs à l'effet que le statut juridique des préférences tarifaires que chaque pays donneur accordera individuellement aux pays bénéficiaires sera régi par les considérations suivantes:

a) les préférences tarifaires seront de caractère temporaire;

b) leur octroi ne constituera pas un engagement contraignant et, en particulier, il n'empêchera en aucune manière:

i) de les retirer ultérieurement en tout ou en partie; ni

ii) de réduire par la suite les droits de douane accordés sur la base du traitement de la nation la plus favorisée, soit unilatéralement, soit à la suite de négociations tarifaires internationales;

c) leur octroi sera subordonné à la dérogation ou aux dérogations nécessaires par rapport aux obligations internationales existantes, en particulier à celles qui découlent de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

Annexe I des conclusions concertées du Comité spécial des préférences

DÉCLARATION FAITE AU NOM DU GROUPE DES SOIXANTE-DIX-SEPT

Les membres du Groupe des Soixante-dix-sept à la CNUCED prennent note de la position des pays de 1'Organisation de coopération et de développement économiques à ce sujet. Ces pays en voie de développement se considèrent, conformément à la résolution 21 (II) de la Conférence, comme des bénéficiaires éventuels du système généralisé de préférences et comme ayant droit, de ce fait, au traitement préférentiel sur les marchés de tous les pays donneurs. Les membres de ce Groupe, tel qu'il est composé à l'heure actuelle, sont les suivants:

Le Royaume d'Afghanistan
La République algérienne démocratique et populaire
Le Royaume d'Arabie saoudite
La République argentine
La Barbade
L'Union birmane
La République de Bolivie
La République du Botswana
La République fédérative du Brésil
La République du Burundi
La République khmère
La République fédérale du Cameroun
Ceylan
La République du Chili
La République de Chypre
La République de Colombie
La République démocratique du Congo
La République populaire du Congo
La République de Corée
La République du Costa Rica
La République de Côte d'Ivoire
La République du Dahomey
La République d'El Salvador
La République de l'Équateur
La République d'Éthiopie
La République gabonaise
La République de Gambie
La République du Ghana
La République du Guatemala
La République de Guinée
La République de la Guinée équatoriale
La République de Guyane
La République d'Haïti
La République de Haute-Volta
La République du Honduras
La République de l'Inde
La République d'Indonésie
La République d'Irak
La République d'Iran
La Jamaïque
Le Royaume hachémite de Jordanie
La République du Kenya
L'État du Koweit
Le Royaume du Laos
Le Royaume du Lesotho
La République libanaise
La République du Libéria
La République arabe libyenne
La République malgache
La Malaisie
La République du Malawi
La République des Maldives
La République du Mali
La République du Maroc
Maurice
La République islamique de Mauritanie
Les États-Unis du Mexique
Le Royaume du Népal
La République du Nicaragua
La République du Niger
La République fédérale du Nigéria
La République de l'Ouganda
Le Pakistan
La République du Panama
La République du Paraguay
La République du Pérou
La République des Philippines
La République arabe unie
La République centrafricaine
La République dominicaine
La République-Unie de Tanzanie
La République rwandaise
La République du Sénégal
La République de Sierra Leone
La République de Singapour
La République démocratique somalienne
Le Royaume du Souaziland
La République démocratique du Soudan
La République arabe syrienne
La République du Tchad
La République de Thaïlande
La République togolaise
La Trinité-et-Tobago
La République tunisienne
La République orientale de l'Uruguay
La République du Venezuela
La République du Viet-Nam
La République arabe du Yémen
La République populaire du Yémen du Sud
La République fédérative socialiste de Yougoslavie
La République de Zambie

Ils sont, en outre, d'avis qu'aucun pays en voie de développement membre de ce groupe ne devrait être exclu du système généralisé de préférences au départ ou pendant la période d'application du système.

Annexe II des conclusions concertées du Comité spécial des préférences

DÉCLARATION DU PORTE-PAROLE DU GROUPE B SUR LA QUESTION DES BÉNÉFICIAIRES

En ce qui concerne la question des pays bénéficiaires, notre présentation commune des différentes communications révisées ou supplémentaires (TD/B/AC.5/34) indique que les vues exprimées en 1969 par les pays donneurs éventuels dans l'introduction aux communications préliminaires (TD/B/AC.5/24) n'ont pas varié. En outre, je voudrais me référer à la position des pays donneurs telle qu'elle est exposée dans la section IX relative an statut juridique, ainsi que dans leurs communications individuelles.

À cet égard, je tiens à rappeler une observation faite par le Secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques dans sa lettre au Secrétaire général de la CNUCED avant la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement[10], à savoir que cette Organisation compte parmi ses membres quelques pays en voie de développement qui, comme les autres pays bénéficiaires éventuels, attachent de l'intérêt à la question d'un traitement tarifaire spécial. La délégation de Malte, membre du Groupe B, s'intéresse de même à la question.

[10] Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, deuxième session*, vol. I, *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente: E.68.II.D.14), document TD/56, page 84.

ANNEXE E

Liste des dérogations concernant des préférences

Pays	Type	Date de la décision	Date d'expiration	Document
États-Unis	Territoire sous tutelle des îles du Pacifique	8 septembre 1948	Pas de date d'expiration	IBDD, II/9
Royaume-Uni	Produits bénéficiant d'une franchise traditionnelle lorsqu'ils sont importés en provenance de pays du Commonwealth	24 octobre 1953	Pas de date d'expiration	IBDD, S2/21
Royaume-Uni	Amendement - Produits bénéficiant d'une franchise traditionnelle lorsqu'ils sont importés en provenance de pays du Commonwealth	5 mars 1955	Pas de date d'expiration	IBDD, S3/25
Royaume-Uni	Problèmes spéciaux des territoires dépendants d'outre-mer du Royaume-Uni, augmentation de marges de préférences, etc.	5 mars 1955	Pas de date d'expiration	IBDD, S3/21
Australie	Préférences tarifaires pour les pays peu développés	28 mars 1966	Pas de date d'expiration	IBDD, S14/25
États-Unis	Loi relative au redressement économique du bassin des Caraïbes	15 février 1985	30 septembre 1995 Prorogée jusqu'au 31 décembre 2005	IBDD, S31/22
Canada	Programme CARIBCAN	26 novembre 1986	15 juin 1998 Prorogée jusqu'au 31 décembre 2006	L/6102, SR 42/4
États-Unis	Loi relative aux préférences commerciales en faveur des pays andins	19 mai 1992	4 décembre 2001	L/6991
Communautés européennes	Quatrième convention ACP-CEE de Lomé	9 décembre 1994		IBDD, S41/27
États-Unis	Loi relative au redressement économique du bassin des Caraïbes - Prorogation de dérogation	15 novembre 1995	31 décembre 2005	WT/L/104
Canada	Programme CARIBCAN - Prorogation de dérogation conformément au paragraphe 2 du Mémorandum d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT de 1994	14 octobre 1996	31 décembre 2006	WT/L/185

Pays	Type	Date de la décision	Date d'expiration	Document
Communautés européennes	Quatrième convention ACP-CE de Lomé - Prorogation de dérogation conformément au paragraphe 2 du Mémorandum d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT de 1994	14 octobre 1996	29 février 2000	WT/L/186
France	Arrangements commerciaux franco-marocains - Prorogation de dérogation conformément au paragraphe 2 du Mémorandum d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT de 1994	14 octobre 1996	31 décembre 1997	WT/L/250
États-Unis	Loi relative aux préférences commerciales en faveur des pays andins - Prorogation de dérogation conformément au paragraphe 2 du Mémorandum d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT de 1994	14 octobre 1996	4 décembre 2001	WT/L/184
États-Unis	Ancien territoire sous tutelle des îles du Pacifique - Prorogation de dérogation conformément au paragraphe 2 du Mémorandum d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT de 1994	14 octobre 1996	31 décembre 2006	WT/L/183
États-Unis	Importations de produits de l'industrie automobile - Prorogation de dérogation	7, 8 et 13 novembre 1996	1er janvier 1998	WT/L/198
France	Arrangements commerciaux franco-marocains	19 novembre 1996	Pas de date d'expiration	IBDD, S9/39
France	Arrangements commerciaux franco-marocains - Prorogation de dérogation	10 décembre 1997	31 décembre 1998	WT/L/187

Pays	Type	Date de la décision	Date d'expiration	Document
France	Arrangements commerciaux franco-marocains - Prorogation de dérogation	9–11 et 18 décembre 1998	31 décembre 1999 ou au moment de l'entrée en vigueur de l'Accord euroméditerranéen, si ce délai est plus court	WT/L/294
Pays en développement	Préférences tarifaires en faveur des pays les moins avancés	15 juin 1999	30 juin 2009	WT/L/304
CE/France	Arrangements commerciaux franco-marocains - Prorogation de dérogation	17 juillet 2000	Prorogée jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord euroméditerranéen	WT/L/361
Communautés européennes	Traitement préférentiel autonome accordé aux pays de la partie occidentale des Balkans	8 décembre 2000	31 décembre 2006	WT/L/380 et Corr.1
Turquie	Traitement préférentiel pour la Bosnie-Herzégovine	8 décembre 2000	31 décembre 2006	WT/L/381
Suisse	Préférences applicables à l'Albanie et à la Bosnie-Herzégovine	18 juillet 2001	31 mars 2004	WT/L/406
Communautés européennes	L'Accord de partenariat ACP-CE	14 novembre 2001 (Conférence ministérielle)	31 décembre 2007	WT/L/436
Communautés européennes	Régime transitoire de contingents tarifaires autonomes appliqués par les CE aux importations de bananes	14 novembre 2001 (Conférence ministérielle)	31 décembre 2005	WT/L/437

_____